Ontario

Ministère des Finances

# Comptes publics de l'Ontario

## États financiers des sociétés de la Couronne, conseils, commissions

2002-2003

VOLUME 2

Ontario

Ministère des Finances

# Comptes publics de l'Ontario

## États financiers des sociétés de la Couronne, conseils, commissions

## 2002-2003

## VOLUME 2

104-01915/

# TABLE DES MATIÈRES

Page

Généralités

Guide d'interprétation des comptes publics ..... v
Divulgation des traitements dans le secteur public ..... vi

ÉTATS FINANCIERS

**Section 1 - Entreprises publiques**

| | | |
|---|---|---|
| Agence de foresterie du parc Algonquin | 31 mars 2003 | 1-1 |
| Agence ontarienne des eaux | 31 décembre 2002 | 1-11 |
| Commission de transport Ontario Northland | 31 décembre 2002 | 1-27 |
| Commission des parcs du Niagara | 31 octobre 2002 | 1-51 |
| Hydro One Inc. | 31 décembre 2002 | 1-63 |
| Ontario Power Generation Inc. | 31 décembre 2002 | 1-101 |
| Régie des alcools de l'Ontario | 31 mars 2003 | 1-139 |
| Société des loteries et des jeux de l'Ontario | 31 mars 2003 | 1-151 |

**Section 2 - Organismes de services du gouvernement**

| | | |
|---|---|---|
| Action Cancer Ontario | 31 mars 2003 | 2-1 |
| Agence des systèmes intelligents pour la santé | 31 mars 2003 | 2-23 |
| Agricorp | 31 mars 2003 | 2-35 |
| Aide juridique Ontario | 31 mars 2003 | 2-49 |
| Le Centre Centennial des sciences et de la technologie | 31 mars 2003 | 2-67 |
| Commission des valeurs mobilières de l'Ontario | 31 mars 2003 | 2-77 |
| La Fondation Trillium de l'Ontario | 31 mars 2003 | 2-93 |
| Musée royal de l'Ontario | 30 juin 2002 | 2-107 |
| Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TV Ontario) | 31 mars 2003 | 2-117 |
| Office ontarien de financement | 31 mars 2003 | 2-135 |
| Office de la qualité et de la responsabilité en éducation | 31 mars 2003 | 2-151 |
| Palais de congrès du Toronto métropolitain | 31 mars 2003 | 2-157 |
| Régie des transports en commun du grand Toronto | 31 mars 2003 | 2-169 |
| Régie des transports en commun de la région de Toronto | 31 mars 2003 | 2-183 |
| Société de gestion du Fonds du Patrimoine du Nord de l'Ontario | 31 mars 2003 | 2-189 |
| Société de logement de l'Ontario | 31 décembre 2002 | 2-199 |
| Société d'exploitation de la Place Ontario | 31 décembre 2002 | 2-209 |
| Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario | 31 mars 2003 | 2-219 |
| Société immobilière de l'Ontario | 31 mars 2003 | 2-231 |
| Société indépendante de gestion du marché de l'électricité | 31 décembre 2002 | 2-243 |

**Section 3 - Fiducies et autres états financiers**

| | | |
|---|---|---|
| Caisse de retraite des juges provinciaux | 31 mars 2003 | 3-1 |
| Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail | 31 décembre 2002 | 3-7 |
| Commission du Régime de retraite de l'Ontario | 31 décembre 2002 | 3-23 |
| Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles | 31 mars 2003 | 3-41 |
| Société ontarienne d'assurance-dépôts | 31 décembre 2002 | 3-49 |
| Tuteur et curateur public de l'Ontario | 31 mars 2003 | 3-57 |
| Pertes radiées des comptes | 31 mars 2003 | 3-77 |
| Remises de recettes | 31 mars 2003 | 3-79 |

**RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE POUR**
**LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE, LES CONSEILS ET LES COMMISSIONS**

Ministre des Affaires municipales et du Logement
- Société de logement de l'Ontario

Ministre de l'Agriculture et Alimentation
- Agricorp

Ministre de la Culture
- Centre des sciences de l'Ontario
- La Fondation Trillium de l'Ontario
- Musée royal de l'Ontario

Ministre du Développement du Nord et des Mines
- Commission de transport Ontario Northland
- Société de gestion du Fonds du Patrimoine du Nord de l'Ontario

Ministre de Éducation
- Office de la qualité et de la responsabilité en éducation

Ministre de l'Environnement et l'Énergie
- Agence ontarienne des eaux
- Hydro One Inc.
- Ontario Power Generation Inc.
- Société indépendante de gestion du marché de l'électricité

Ministre des Finances
- Caisse de retraite juges provinciaux
- Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
- Fonds d'indemnisation des véhicules automobiles
- Office ontarien de financement
- Pertes radiées de comptes
- Remises de recettes
- Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario
- Société ontarienne d'assurance-dépôts

Ministre de Formation, Collèges and Universities
- Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TV Ontario)

Ministre du Procureur général
- Aide juridique Ontario
- Société des loteries et des jeux de l'Ontario
- Tuteur et curateur public de l'Ontario

Ministre des Richesses naturelles
- Agence de foresterie du parc Algonquin

Ministre de la Santé et Soins de longue dureé
- Action Cancer Ontario
- Agence des systèmes intelligents pour la santé

Président du Conseil de gestion du gouvernement (Secrétariat du Conseil de gestion)
- Commission du Régime de retraite de l'Ontario
- Société immobilière de l'Ontario

Ministre des services aux consommateurs et aux entreprises
- Régie des alcools de l'Ontario

Ministre des Tourisme et Loisirs
- Commission des parcs du Niagara
- Palais de congrès du Toronto métropolitain
- Société d'exploitation de la Place Ontario

Ministre des Transports
- Régie des transports en commun du grand Toronto
- Régie des transports en commun de la région de Toronto

Ministre du Travail
- Commission de la sécurité professionelle et de l'assurance contre les accidents du travail

# GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

## 1. PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2002-2003 comprennent le **Rapport annuel et États financiers** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les annexes pertinentes au Trésor et les états des ministères. Les activités financières des différents ministères gouvernementaux sont inscrites au Trésor selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée.

Le **volume 2** contient les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés de la Couronne du gouvernement provincial qui font partie de l'entité comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des dépenses ainsi que la divulgation des traitements dans le secteur public de l'Ontario.

## 2. GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 2 DES COMPTES PUBLICS

Les états financiers des sociétés de la Couronne, des conseils et des commissions qui ont été retenues, ont été établis pour des périodes se terminant dans les limites de l'exercice financier de la province allant du 1er avril 2002 au 31 mars 2003. Ces états financiers sont publiés ici de manière aussi détaillée et, autant que possible, suivant la même présentation que les états financiers approuvés après vérification. On trouvera la liste de ces états financiers dans la table des matières. On trouvera de plus, dans ce volume, une liste des sociétés de la Couronne, des conseils et des commissions par domaine de responsabilité ministérielle.

## DIVULGATION DES TRAITEMENTS DANS LE SECTEUR PUBLIC

La *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* exige que les organisations qui reçoivent des fonds publics divulguent annuellement les noms, postes, traitements et avantages imposables des employés qui touchent 100 000 $ ou plus par année. Une des exigences est d'inclure cette information avec leur rapport anuuel et leurs états financiers.

Les employés des prochaines entreprises, organismes de services, fiducies et les employés des ministères sont inscrits sur la liste de paye du gouvernement de l'Ontario ainsi, tous les employés payés 100 000 $ ou plus en 2002 sont inscrits sur la liste du SPO du volume 3 des *Comptes publics* :

Agence de foresterie du parc Algonquin
Agence des systèmes intelligents pour la santé
Caisse de retraite des juges provinciaux
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario
Société immobilière de l'Ontario
Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario
Société de logement de l'Ontario
Tuteur et curateur public de la province de l'Ontario

Les prochaines entreprises, organismes de services, fiducies n'avaient pas des employés payés 100 000 $ ou plus, en 2002:

Agricorp

Pour les entreprises, organismes de services et fiducies qui emploient des employés payés 100 000 $ ou plus, en 2002, la liste requise par la Loi est incluse dans ce volume avec leurs états financiers.

# Entreprises publiques

# Agence de foresterie du parc Algonquin

## Responsabilité de la direction pour les états financiers

La responsabilité des états financiers et de toute autre information présentés dans ce rapport annuel est celle de la direction et du conseil d'administration de l'Agence de foresterie du parc Algonquin. Les états financiers ont été élaborés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et, lorsque la situation le requiert, comprennent des montants qui sont basés sur les meilleures estimations et les meilleurs jugements de la direction.

L'Agence de foresterie du parc Algonquin est vouée à probité irréprochable quant à ses activités commerciales. Pour préserver son actif, l'Agence a mis en place et maintient une série dynamique et sûre de procédures et de contrôles financiers internes qui lui permet d'équilibrer les coûts et les bénéfices. La direction a également établi des contrôles financiers et gestionnaires, des systèmes informatisés et des conventions de gestion de manière à fournir un degré raisonnable d'exactitude des états financiers selon les exigences de la Loi sur l'Agence de foresterie du parc Algonquin.

Le conseil d'administration assure que la gestion assume ses responsabilités en ce qui concerne les états financiers et le contrôles interne. Le conseil d'administration se réunit régulièrement pour surveiller les activités financières de l'Agence. Au moins une fois par an, il revoit les états financiers ainsi que le rapport du vérificateur externe et les recommande au ministre des Richesses naturelles pour son approbation.

Les états financiers ont été évalués par le vérificateur provincial. Il incombe à ce dernier de déterminer si les états financiers sont fidèlement présentés selon les principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur indique l'envergure de son évaluation et de son opinion.

Tim Doyle
Trésorier

Carl Corbett FPA
Directeur général

## Rapport du vérificateur provincial

Aux membres du conseil d'administration de l'Agence de foresterie du parc Algonquin et au ministre des Richesses naturelles

J'ai vérifié le bilan de la situation financière de l'Agence de foresterie du parc Algonquin au 31 mars 2003 et les états de son exploitation ainsi que l'évolution de l'actif et de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Agence. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification canadiennes généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et effectuée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et celle des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Agence au 31 mars 2003 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de l'actif pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables canadiens généralement reconnus.

Toronto, Ontario
30 mai 2003

J.R. McCarter, CA
Vérificateur provincial adjoint

# Bilan de la situation financière

au 31 mars

| | 2003($) | 2002($) |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Actif à court terme | | |
| Encaisse | **1 172 091** | 4 231 088 |
| Investissements temporaires | **1 802 453** | — |
| Compte débiteurs | **4 688 724** | 4 393 397 |
| Stocks | **716 559** | 473 320 |
| Frais payés d'avance | **12 261** | 2 672 |
| | **8 392 088** | 9 100 477 |
| Biens immobilisés (Note 4) | **1 733 972** | 1 606 019 |
| | **10 126 060** | 10 706 496 |
| **Passif** | | |
| Passif à court terme | | |
| Comptes fournisseurs et charges à payer | **755 350** | 727 708 |
| Retenues de garantie des entrepreneurs | **81 624** | 65 803 |
| Fonds de revenue consolidé | **596 343** | 741 803 |
| | **1 433 317** | 1 535 314 |
| Contributions reportées (Note 5) | **24 319** | 158 646 |
| Contributions reportées relatives aux activités de reboisement forestier (Note 6) | **366 665** | 803 767 |
| Obligation prestations futures des employés (Note 7) | **341 712** | 309 952 |
| | **732 696** | 1 272 365 |
| **Actif net** | | |
| Investissement de biens immobilisés | **1 733 972** | 1 606 019 |
| Avec restrictions - Fonds de reboisement forestier (Note 3) | **2 400 480** | 2 302 298 |
| Sans restrictions - Fonds général AFPA | **3 825 595** | 3 990 500 |
| | **7 960 047** | 7 898 817 |
| | **10,126,060($)** | 10 706 496($) |

Au nom du conseil d'administration

Administrateur

Administrateur

*Voir les notes afférentes aux états financiers*

## État des résultats des activités forestières
pour l'exercice terminé le 31 mars

| | Fonds général AFPA($) | Fonds de reboisement forestier($) | **Total 2003($)** | Total 2002($) |
|---|---|---|---|---|
| **Recettes** | | | | |
| Vente de produits | 24 975 415 | — | **24 975 415** | 22 280 149 |
| Reboisement forestier | — | 1 466 102 | **1 466 102** | 1 281 693 |
| Vente de bois sur pied | 438 403 | — | **438 403** | 851 377 |
| Autres | 675 196 | 59 075 | **734 271** | 666 137 |
| | 26 089 014 | 1 525 177 | **27 614 191** | 25 079 356 |
| **Dépenses** | | | | |
| Coûts directs de programmes | 19 763 002 | 1 108 062 | **20 871 064** | 17 868 599 |
| Droits de coupe du bois de la Couronne | 3 828 437 | — | **3 828 437** | 4 129 054 |
| Entretien routier d'accès public | 544 326 | — | **544 326** | 464 162 |
| Mesurage du bois | 119 075 | — | **119 075** | 108 386 |
| Planification des activités forestières | 84 848 | — | **84 848** | 205 142 |
| | 24 339 688 | 1 108 062 | **25 447 750** | 22 775 343 |
| **Recettes des activités forestières** | 1 749 326 | 417 115 | **2 166 441** | 2 304 013 |
| **Frais administratifs et autres** | | | | |
| Salaires et prestations | 965 477 | 287 479 | **1 252 956** | 1 164 519 |
| Dépréciation et amortissement | 495 420 | 39 107 | **534 527** | 476 920 |
| Frais de bureau | 116 921 | 85 | **117 006** | 103 950 |
| Loyer | 31 223 | 18 080 | **49 303** | 48 777 |
| Relations publiques | 45 547 | — | **45 547** | 36 719 |
| Frais de déplacement et de formation du personnel | 29 121 | 6 134 | **35 255** | 71 562 |
| Indemnités et frais des administrateurs | 28 008 | — | **28 008** | 30 050 |
| Assurances | 15 661 | 7 155 | **22 816** | 20 018 |
| Expert-conseil, avocats et divers | 19 793 | — | **19 793** | 23 875 |
| | 1 747 171 | 358 040 | **2 105 211** | 1 976 390 |
| **Revenu net** | 2 155 | 59 075 | **61 230** | 327 623 |

*Voir les notes afférentes aux états financiers*

# Etats des changements des fonds actifs
pour l'exercice terminé le 31 mars

| | Investissements de biens immobilisés($) | Avec restrictions - Fonds de reboisement forestier($) | Sans restrictions - Fonds général AFPA($) | 2003$) Total | 2002($) Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Solde au début de l'exercice | 1 606 019 | 2 302 298 | 3 990 500 | **7 898 817** | 7 571 194 |
| Revenue net (perte) pour l'année | (534 527) | 98 182 | 497 575 | **61 230** | 327 623 |
| Investissements de biens immobilisés | 662 480 | — | (662 480) | — | — |
| Solde à la fin de l'exercice | 1 733 972 | 2 400 480 | 3 825 595 | **7 960 047** | 7 898 817 |

*Voir les notes afférentes aux états financiers*

# État de l'évolution de la situation financière

pour l'exercice terminé le 31 mars

| | 2003($) | 2002($) |
|---|---|---|
| Encaisse provenant de (s'appliquant à) | | |
| **Encaissement** | | |
| Revenue net: | | |
| Fonds général AFPA | **2 155** | 250 817 |
| Fonds de reboisement forestier | **59 075** | 76 806 |
| Plus (moins): postes hors caisse | | |
| Dépréciation et amortissement | **534 527** | 476 920 |
| Profits sur les ventes de biens immobilisés | **( 20 374)** | ( 22 890) |
| | **575 383** | 781 653 |
| Changement des fonds de roulement des postes hors caisse | **( 650 152)** | ( 147 280) |
| | **(74 769)** | 634 373 |
| **Financement** | | |
| Contributions reportées | **(571 429)** | (550 007) |
| Engagement avantages sociaux futurs des employés | **31 760** | 17 658 |
| | **(539 669)** | (532 349) |
| **Investissements** | | |
| Acquisition des investissements temporaries | **(1 802 453)** | — |
| Acquisition de biens immobilisés | **(662 480)** | (502 046) |
| Produits de la vente de biens immobilisés | **20 374** | 22 939 |
| | **(2 444 559)** | (479 107) |
| Réduction de l'encaisse | **(3 058 997)** | (377 083) |
| Encaisse au début de l'exercice | **4 231 088** | 4 608 171 |
| Encaisse à la fin de l'exercice | **1 172 091** | 4 231 088 |

*Voir les notes afférentes aux états financiers*

# Notes afférentes aux états financiers
## au 31 mars 2003

### 1. But de l'organisme

L'Agence de foresterie du parc Algonquin (AFPA) est responsable de la egestion forestière du parc Algonquin. Le gouvernement de l'Ontario a créé cette agence de la Couronne le 4 janvier 1975 selon la Loi sur l'Agence de foresterie du parc Algonquin de 1974. Conformément à la Loi sur les impôts, l'AFPA est exonérée d'impôts.

### 2. Principales conventions

**Comptabilité par fonds**

Le fonds général AFPA rend compte des activités administratives et généatrices de bénéfice de l'Agence de foresterie du parc Algonquin. Le fonds de reboisement forestier, lui, rend compte des activités de gestion forestière y compris celles des travaux sylvicoles.

**Relevé des recettes**

Les contributions pour le financement de reboisement forestier sont calculées comme des contributions reportées. Les contributions avec restrictions sont imputées comme recettes au cours de l'exercice durant lequel les dépenses connexes sont encourues.

Les recettes provenant de la vente du bois sur pied et des products forestiers ainsi que les redevances de reboisement forestier sont identifées lors de la livraison du bois.

**Investissements temporaires**

Les investissements temporaires comprennent les bons du Trésor à court terme. Ils ont été répertoriés d'après leur valeur d'achat ou leur valeur marchande selon celle qui est la moindre. La juste valeur des investissements temporaires de l'Agence est estimée afin de déterminer leur valeur comptable approximative en raison de leur échéance à court terme.

**Stocks**

Les stocks sont évalués selon la méthode du premier sorti, soit au coût, soit à la valeur réalisable nette, si celle-ci est inférieure.

**Biens immobilisés**

Les biens immobilisés sont indiqués au prix coûtant. La dépréciation est calculée selon la méthode d'amortissement linéaire, et représente généralement un taux de 10 p. 100 par an pour le mobilier, les appareils, l'équipement technique, les édifices et pour l'amélioration locative; 20 p. 100 par an pour léquipement informatique et 33,33 p. 100 par an pour les véhicules. Le coût de construction est amorti sur le nombre prévu de saisons d'activités forestières pendant lesquelles les ponts et des chemin d'accès seront utilisés, jusqu'à concurrence d'une période d'amortissement de 10 ans. La dépréciation et l'amortissement des biens immobilisés se rapportant aux activités de reboisement forestier sont calculés aux mêmes taux que ceux mentionnés ci-dessus.

# Notes afférentes aux états financiers

au 31 mars 2003

**3. Fonds de reboisement forestier**

Depuis le 1 avril 1997, l'Agence et le ministère des Richesses naturelles sont parvenus à une entente qui accorde à l'Agence la responsabilité de la gestion forestière, y compris les travaux sylvicoles, pour les 20 prochaines années. Pour les rembourser, ces activités sont financées par les droits de coupe conformément à la Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne ainsi que par des subventions du Fonds de réserve forestier.

Selon cette entente, un montant de 1 500 000$ de l'actif des fonds sans restrictions a été viré au fonds de reboisement forestier pendant l'année 1998. Ce montant constitue le minimum que l'Agence doit maintenir dans le fonds de reboisement forestier.

**4. Biens immobilisés**

| | | | **2003($)** | 2002($) |
|---|---|---|---|---|
| | Coût($) | Dépréciation cumulée($) | **Valeur comptable nette** | Valeur comptable nette |
| Mobilier et appareils | 99 399 | 76 573 | **22 826** | 28 094 |
| Equipement informatique | 176 563 | 115 123 | **61 440** | 84 248 |
| Édifices | 254 230 | 67 433 | **186 797** | 14 356 |
| Equipment technique | 196 287 | 190 691 | **5 596** | 8 209 |
| Véhicules | 311 451 | 214 483 | **96 968** | 61 882 |
| Les ponts et les chemins d'accès | 5 223 349 | 3 913 030 | **1 310 319** | 1 326 663 |
| Ameliorations locatives | 40 459 | 36 571 | **3 888** | 5 272 |
| Reboisement forestier | 491 856 | 445 718 | **46 138** | 77 295 |
| | 6 793 594 | 5 059 622 | **1 733 972** | 1 606 019 |

# Notes afférentes aux états financiers

au 31 mars 2003

## 5. Contributions reportées

Les contributions reportées représentent le financement externe avec restrictions non dépensé qui a été reçu du ministère des Richesses naturelles au cours de l'exercice pour les dépenses futures de l'entretien routier d'accès public. Les changements du bilan des contributions reportées sont comme suit:

| | **2003($)** | 2002($) |
|---|---|---|
| Solde au début de l'exercice | **158 646** | 577 911 |
| Plus: financement reçu | **410 000** | 45 905 |
| Moins: montant dépensée sur l'entretien routier et les coûts reliés par année | **(544 327)** | (465 170) |
| Solde à la fin de l'exercice | **24 319** | 158 646 |

## 6. Contributions reportées relatives aux activités de reboisement forestier

Les contributions reportées de reboisement forestier représentent le financement externe avec restrictions imposées par le ministère des Richesses naturelles et qui n'a pas été dépensé. Il comprend les droits de reboisement forestier qui ont été imputés aux clients ainsi que les subventions du Fonds de resérve forestier reçus au cours de l'exercice et qui sont destinés aux dépenses futures. Les changements du bilan des contributions reportées comme suit:

| | **2003($)** | 2002($) |
|---|---|---|
| Solde au début de l'exercice | **803 767** | 934 509 |
| Plus: financement reçu | **1 029 000** | 1 150 951 |
| Moins: montant dépensée sur l'activité de reboisement forestier par année | **(1 466 102)** | (1 281 693) |
| Solde à la fin de l'exercice | **366 665** | 803 767 |

# Notes afférentes aux états financiers

au 31 mars 2003

**7. Prestations futures des employés**

L'Agence contribue à un régime de retraite pour ses employés permanents en participant à la Caisse de retraite des fonctionnaires de la province de l'Ontario (CRF), régime à prestations déterminées interentreprises qui leur assure des prestations de retraite. Ce régime est reporté en tant que régime à cotisations déterminées car l'absence de données suffisantes ne permet pas de les présenter selon les principes comptables du régime à prestations déterminées. Au cours de l'exercice, la contribution de l'Agence s'est élevée à 50 566$ (2002 - 46 800$). Cette contribution est calculée dans le poste se rapportant aux salaires ainsi qu'aux prestations de l'État des résultats des activités forestières.

L'Agence assure également une idemnité de licenciement aux employés qui auront rempli les conditions requises. Tous les employés permanents ont droit à une indemnity de cessation d'emploi égale à une semaine de salaire par an d'emploi continu à l'Agence jusqu'à un maximum de la moitié du salaire annuel de l'employé. A la fin de l'exercice, l'obligation totale des indemnités de cessation d'emploi assignees est de 341 712$ (2002 - 309 952$).

Le coût des autres prestations non liées à la retraite ou à la post-retraite est assumé par le Secrétariat du Conseil de gestion de l'Ontario. Par conséquent, ce coût n'est pas cumulé et ne figure pas dans l'État des résultats des activités forestières.

**8. Rémunération des administrateurs**

La rémunération totale des membres du conseil d'administration de l'Agence s'est élevée à 7 470 $ pendant l'exercice financier (2002 - 6 950$).

# agence ontarienne des eaux

## responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La responsabilité des états financiers et de tous les autres renseignements présentés dans ce rapport annuel relève de la direction et du conseil d'administration. Les états financiers ont été préparés par la direction en conformité avec les principes comptables généralement reconnus, et y figurent, le cas échéant, des sommes dont la direction a fait l'estimation selon ses meilleurs jugements et estimations.

L'Agence ontarienne des eaux respecte les normes d'intégrité les plus rigoureuses dans ses activités. Pour protéger son actif, l'Agence emploie des méthodes sûres de contrôle financier interne et des procédés qui permettent d'équilibrer les coûts et les avantages. La direction a établi et maintient un système de contrôle financier et de gestion, un système d'information et des pratiques de gestion qui donnent une assurance raisonnable de la fiabilité de l'information financière, en conformité avec ses règlements administratifs. Des vérifications internes ont été menées pour évaluer les systèmes et les pratiques de gestion, et les rapports qui en sont issus ont été remis à l'équipe de la haute direction.

Le conseil d'administration doit s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'information financière et des contrôles internes. Il se réunit tous les trois mois pour surveiller les activités financières de l'Agence et au moins une fois par année pour examiner les états financiers et le rapport des vérificateurs externes, et les recommander à l'approbation du ministre de l'Environnement.

Les états financiers ont été examinés par le vérificateur provincial. Le vérificateur provincial doit exprimer son opinion sur les états financiers et indiquer s'ils ont été préparés convenablement, en conformité avec les principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur indique l'étendue de sa vérification et de son opinion.

Carl Griffith
Président-directeur général

Brenda Baker
Vice-présidente,
Finances et administration

# Rapport du vérificateur

À l'Agence ontarienne des eaux,
à la ministre de l'Environnement
et au ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de l'Agence ontarienne des eaux au 31 décembre 2002 et l'état des résultats d'exploitation et des bénéfices non répartis, de même que l'évolution de la situation financière pour l'exercice qui a pris fin à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Agence. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me basant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée en conformité avec les normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et effectuée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle, par sondages, des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Agence au 31 décembre 2002, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice 2002, en conformité avec les principes comptables généralement reconnus.

Erik Peters

Toronto (Ontario)
Le 12 mars 2003

Erik Peters, FCA
Vérificateur provincial

BILAN - ACTIF

Au 31 décembre 2002

*(en milliers de dollars)*

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Actif à court terme | | |
| Encaisse et quasi-espèces | **131 831 $** | 132 355 $ |
| Débiteurs nets | | |
| Municipalités et autres clients | **22 337** | 18 946 |
| Ministère de l'Environnement | **2 500** | 4 |
| Remise en état des réseaux d'adduction (note 3) | **-** | 2 784 |
| Taxe sur les produits et services à recevoir | **1 094** | 572 |
| Charges payées d'avance | **497** | 358 |
| Tranche des investissements à recevoir échéant à court terme : | | |
| Installations d'eau et d'égout (note 4) | **1 632** | 1 930 |
| Installations en chantier (note 5) | **2 252** | 5 381 |
| | **162 143** | 162 330 |
| Actif à long terme | | |
| Investissements à recevoir pour les installations d'eau et d'égout (note 4) | **43 832** | 52 859 |
| Investissements à recevoir pour les installations en chantier (note 5) | **1 771** | 2 357 |
| Créances de prêt - Prêts complémentaires (note 6) | **552** | 636 |
| Avances sur l'aide provinciale (note 7) | **2 129** | 3 129 |
| Immobilisations nettes (note 8) | **9 043** | 9 447 |
| | **57 327** | 68 428 |
| Total de l'actif | **219 470 $** | 230 758 $ |

Voir les notes afférentes aux états financiers

BILAN - PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2002
*(en milliers de dollars)*

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Passif à court terme | | |
| Créditeurs et charges à payer | **17 751 $** | 21 237 $ |
| Tranche du passif à long terme échéant à moins d'un an (note 11) | **1 000** | 1 000 |
| Produit comptabilisé d'avance | **35** | - |
| | **18 786** | 22 237 |
| Passif à long terme | | |
| Contributions municipales à payer (note 10) | **211** | 720 |
| Avantages sociaux (note 11) | **6 404** | 6 621 |
| | **6 615** | 7 341 |
| Capitaux propres de l'Ontario | | |
| Surplus d'apport (note 13) | **100 330** | 104 065 |
| Bénéfices non répartis | **93 739** | 97 115 |
| | **194 069** | 201 180 |
| Éventualités (note 14) | | |
| Total du passif et des capitaux propres | **219 470 $** | 230 758 $ |

Voir les notes afférentes aux états financiers

Au nom du conseil d'administration

Gadi Mayman
Administrateur

Carl Griffith
Administrateur

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Pour l'exercise clos le 31 décembre 2002
*(en milliers de dollars)*

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Recettes d'exploitation des services publics** | | |
| Exploitation des services publics | **106 815 $** | 110 782 $ |
| Honoraires | **1 661** | 1 597 |
| Total des produits d'exploitation | **108 476** | 112 379 |
| **Frais d'exploitation** | | |
| Salaires et avantages sociaux (note 11) | **39 428** | 36 918 |
| Autres frais d'exploitation | **73 697** | 76 004 |
| Amortissement des immobilisations | **1 920** | 1 592 |
| Provision pour pertes d'exploitation | **56** | 470 |
| Systèmes d'exploitation électronique (note 1c) | **3 347** | 7 430 |
| Total des frais d'exploitation | **118 448** | 122 414 |
| **Perte nette - exploitation des services publics** | **(9 972)** | (10 035) |
| **Produits de financement** | | |
| Recettes d'investissement | **7 591** | 10 840 |
| Intérêt perçu sur les installations en chantier | **208** | 287 |
| Total des produits de financement | **7 799** | 11 127 |
| **Frais de financement** | | |
| Intérêts | **60** | 75 |
| Frais d'administration financière | **1 063** | 1 041 |
| Provision pour perte sur prêts | **-** | 1 000 |
| Amortissement des immobilisations | **60** | 60 |
| Total des frais de financement | **1 183** | 2 176 |
| **Bénéfice net de financement** | **6 616** | 8 951 |
| **Bénéfice nette pour la période précédent l'initiative de transfert des biens et frais de l'enquête de Walkerton** | **(3 356)** | (1 084) |
| **Initiative de transfert des biens** (note 15) | **(20)** | (66) |
| **Frais de l'enquête de Walkerton** | **-** | (674) |
| **Bénéfice nette pour l'exercice** | **(3 376)** | (1 824) |
| **Solde d'ouverture des bénéfices non répartis** | **97 115** | 100 109 |
| **Indemnités pour accidents de travail** (note 11) | **-** | (1 170) |
| **Solde de fermeture des bénéfices non répartis** | **93 739 $** | 97 115 $ |

Voir les notes afférentes aux états financiers

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2002
*(en milliers de dollars)*

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Rentrés nettes provenant des (affectées aux) activités d'exploitation | | |
| Perte nette | **(3 376 $)** | (1 824 $) |
| Éléments hors caisse : | | |
| Amortissement des immobilisations | **1 980** | 1 652 |
| | **(1 396)** | (172) |
| Évolution du fonds de roulement hors caisse | | |
| • Débiteurs | **(1 129)** | 2 813 |
| • Charges payées d'avance | **(139)** | (132) |
| • Créditeurs et charges à payer | **(3 486)** | (1 674) |
| • Ministère de l'Environnement | **(2 496)** | 228 |
| • Produit comptabilisé d'avance | **35** | - |
| | **(7 215)** | 1 235 |
| Rentrées nettes provenant des (affectées aux) activités d'exploitation | **(8 611)** | 1 063 |
| Activités de financement | | |
| Diminution des investissements à recevoir pour les installations d'eau et d'égout | **9 325** | 273 |
| Diminution des investissements à recevoir pour les installations en chantier | **3 715** | 782 |
| Diminution des contributions municipales à payer | **(509)** | (877) |
| Diminution des avantages sociaux à payer à long terme | **(217)** | (1 004) |
| Diminution des avances d'aide provinciale à recevoir | **1 000** | 14 |
| Diminution des prêts en cours - prêts complémentaires | **84** | 77 |
| Évolution du surplus d'apport | **(3 735)** | (1 647) |
| Rentrées nettes provenant des activités de financement | **9 663** | (2 382) |
| Immobilisations - acquisitions | **(1 576)** | (2 673) |
| Diminution de l'encaisse | **(524)** | (3 992) |
| Solde d'ouverture de l'encaisse et des quasi-espèces | **132 355** | 136 347 |
| Solde de fermeture de l'encaisse et des quasi-espèces | **131 831 $** | 132 355 $ |

Voir les notes afférentes aux états financiers

# notes afférentes aux états financiers

## GÉNÉRALITÉS

L'Agence ontarienne des eaux (« l'Agence ») a été créée le 15 novembre 1993 en vertu de la *Loi sur le plan d'investissement* (la « *Loi* »).

Conformément à la *Loi*, la mission de l'Agence consiste notamment à :

- aider les municipalités à fournir des services d'eau et d'égout contre recouvrement des frais; pour cela, elle finance, planifie, aménage, construit et exploite les ouvrages et services en question;
- financer, construire et exploiter des installations d'eau et d'égout pour le compte de la province de l'Ontario contre recouvrement des frais; et
- fournir ces services de manière à protéger la santé et l'environnement, à encourager la conservation des ressources en eau et à appuyer la politique provinciale en matière d'utilisation et de peuplement du sol.

Aux termes des dispositions de la *Loi*, l'Agence est constituée en vertu des lois ontariennes. Elle est exonérée d'impôts fédéraux et provinciaux.

## 1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de l'Agence ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus qui sont prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Les conventions comptables particulières à l'Agence sont données ci-dessous.

*(a)* Encaisse et quasi-espèces

L'encaisse et les quasi-espèces comprennent les placements liquides dont l'échéance à l'achat était de trois mois et moins. Les quasi-espèces comprennent la somme de 123 millions de dollars investie auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

*(b)* Immobilisations

Les principales dépenses relatives aux immobilisations dont la durée de vie utile dépasse celle de l'exercice en cours sont comptabilisées en fonction du coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif et une provision d'une demi-année est comptabilisée pour l'année d'achat si l'immobilisation est mise à disposition. Les immobilisations sont amorties à des taux annuels comme suit :

| | |
|---|---|
| Matériel roulant | 25 % |
| Mobilier et agencements | 20 % |
| Matériel informatique | 33,33 % |
| Logiciels | 50 % |
| Matériel et outillage | 20 % |
| Améliorations locatives | Durée du bail |
| PEMS - Matériel de gestion énergétique | Durée du contrat |

*(c)* Systèmes d'exploitation électronique

Conformément à l'autorisation du conseil d'administration, l'Agence continue de traiter les dépenses consacrées aux systèmes d'exploitation informatique, OCWAware[MC], comme des dépenses d'exploitation de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées.

*(d)* Investissements à recevoir pour les installations en chantier

Les frais d'intérêt sur les emprunts et autres dépenses différentielles liées aux installations sont capitalisés pendant la période de construction. Le taux d'intérêt est établi au début de l'exercice en utilisant le taux d'intérêt moyen d'un an de l'exercice financier précédent, versé par l'Office ontarien de financement.

*(e)* Exploitation des services publics

Une partie des contrats d'exploitation des installations d'eau et d'égout qui ont été conclus avec les clients prévoient le recouvrement des frais d'exploitation engagés en plus des frais de gestion. Les recettes sont comptabilisées au fur et à mesure que ces frais sont engagés, même lorsque les contrats prévoient le recouvrement d'une partie de ces coûts dans les années à venir. Ainsi, les dépenses engagées qui dépassent les montants facturés et qui seront recouvrées au cours des années à venir figurent au poste « Investissements à recevoir pour les installations d'eau et d'égout ».

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

*(f)* Utilisation des estimations

La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui influent sur les éléments d'actif et de passif déclarés à la date des états financiers, ainsi que les montants déclarés pour les produits et les charges de l'exercice. Les montants réels pourraient être différents de ces estimations.

2. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de l'encaisse et des quasi-espèces, des débiteurs, des créditeurs et des charges à payer se rapproche de la juste valeur en raison des échéances à court terme de ces instruments. Compte tenu des options de paiement par anticipation, la valeur comptable du solde de l'actif financier et du passif à long terme se rapproche de leur juste valeur.

3. REMISE EN ÉTAT DES RÉSEAUX D'ADDUCTION

En 2000, l'Agence a accepté, à la demande de la province de l'Ontario, de fournir des services de remise en état à la ville de Brockton (Walkerton). Au 31 décembre 2002, les frais engagés avaient été entièrement acquittés par la ville de Brockton.

4. INVESTISSEMENTS À RECEVOIR POUR LES INSTALLATIONS D'EAU ET D'ÉGOUT

*(a)* Ces investissements représentent la portion principale en cours des sommes à recevoir des clients pour les dépenses en immobilisations engagées par l'Agence en leur nom, ainsi que toute charge d'exploitation à recouvrer, s'il y a lieu, qui n'a pas été facturée. Ils représentent également les intérêts capitalisés relatifs à certaines installations, qui seront recouvrés auprès des clients dans les années à venir. Les investissements à recevoir pour les installations d'eau et d'égout sont comptabilisés en fonction de la portion principale en cours et des autres sommes capitalisées, selon le montant le moins élevé, et en fonction de la valeur de réalisation nette.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

4. INVESTISSEMENTS À RECEVOIR POUR LES INSTALLATIONS D'EAU ET D'ÉGOUT (suite)

*(b)* Les investissements à recevoir sont assortis d'ententes qui portent un taux d'intérêt variant de 2 % à 13,69 %. Le calendrier de remboursement de la portion principale des investissements est le suivant :

| | *(en milliers de dollars)* |
|---|---|
| 2003 | 1 632 $ |
| 2004 | 1 746 |
| 2005 | 1 868 |
| 2006 | 1 998 |
| 2007 | 2 138 |
| Par la suite | 36 082 |
| | 45 464 |
| Moins : versements échéant dans l'année | 1 632 |
| | 43 832 $ |

5. INVESTISSEMENTS À RECEVOIR POUR LES INSTALLATIONS EN CHANTIER

*(a)* Les « Investissements à recevoir pour les installations en chantier » représentent de nouvelles installations d'eau et d'égout ou des améliorations d'immobilisations importantes qui ont été apportées à des installations actuelles par l'Agence pour le compte de ses clients. Une fois l'an, la valeur nette qui peut être recouvrée des clients est transférée au compte des « Investissements à recevoir pour les installations d'eau et d'égout ». Les clients paient parfois le solde du montant à recouvrer, cumulé sous forme d'installations en chantier, dans l'année.

*(b)* Au cours du présent exercice, l'Agence a capitalisé des intérêts représentant 0,2 million de dollars (0,3 million de dollars en 2001) au compte des investissements à recevoir pour les installations en chantier.

6. CRÉANCES DE PRÊTS — PRÊTS COMPLÉMENTAIRES

L'Agence a accordé des prêts aux municipalités qui obtiennent de l'aide financière dans le cadre du Programme d'aide aux municipalités pour financer la construction ou la modernisation d'installations d'eau et d'égout. Les prêts sont remboursables sur une période pouvant atteindre 20 ans, à un taux d'intérêt oscillant entre 8,1 % et 8,85 %, qui a été établi par la province lorsque le prêt a été consenti.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

7. AVANCES SUR L'AIDE PROVINCIALE

L'Agence finance la construction de certaines installations pour le compte de municipalités. Une partie des coûts de construction est admissible à des subventions offertes par le ministère de l'Environnement.

8. IMMOBILISATIONS

| *(en milliers de dollars)* | Frais | Amortissement cumulé | **Valeur nette au 31 déc. 2002** | Valeur nette au 31 déc. 2001 |
|---|---|---|---|---|
| Mobilier et agencements | 1 645 $ | (972) $ | **673 $** | 739 $ |
| Matériel roulant | 155 | (63) | **92** | 53 |
| Matériel informatique | 5 553 | (3 967) | **1 586** | 1 600 |
| Logiciels | 2 639 | (2 149) | **490** | 530 |
| Améliorations locatives | 6 503 | (1 965) | **4 538** | 4 917 |
| Matériel et outillage | 579 | (235) | **344** | 344 |
| Gestion du matériel énergétique | 1 184 | (81) | **1 103** | -- |
| | 18 258 $ | 9 432 $ | **8 826 $** | 8 183 $ |
| Travaux d'immobilisations en cours | 217 | -- | **217** | 1 264 |
| | 18 475 $ | 9 432 $ | **9 043 $** | 9 447 $ |

9. BAUX

Les paiements annuels de location effectués aux termes de contrats de location-exploitation sur l'ensemble des locaux et véhicules se répartissent comme suit :

| | *(en milliers de dollars)* |
|---|---|
| 2003 | 1 611 $ |
| 2004 | 1 523 |
| 2005 | 1 288 |
| 2006 | 933 |
| 2007 | 736 |
| Par la suite | 818 |
| | 6 909 $ |

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

10. CONTRIBUTIONS MUNICIPALES À PAYER

| *(en milliers de dollars)* | **31 déc. 2002** | 31 déc. 2001 |
|---|---|---|
| Contributions municipales retenues pour réparations futures | **1 433 $** | 1 812 $ |
| Frais de fonctionnement (remboursements) des municipalités payés d'avance | **(1 222)** | (1 092) |
| | **211 $** | 720 $ |

Au 31 décembre 2002, l'Agence détenait des fonds de l'ordre de 1,4 million de dollars (1,8 million en 2001) qui serviront aux réparations futures. Ce montant est compris dans l'encaisse et les quasi-espèces.

11. INDEMNITÉS FUTURES DES EMPLOYÉS NON LIÉES AU RÉGIME DE RETRAITE

L'Agence a la responsabilité des versements de fin d'emploi à payer.

Le montant des futurs avantages à verser aux employés a été évalué à 7,4 millions de dollars (7,6 millions de dollars en 2001), dont un montant de 1 million de dollars représente un élément de passif à court terme. En 2002, l'Agence a versé 0,6 million de dollars (0,6 million en 2001) en avantages sociaux à ses employés. Cette somme est portée au compte des salaires et avantages sociaux de l'état des résultats et des bénéfices non répartis.

De plus, à compter du 1er janvier 2001, l'Agence a constaté une obligation de 1,2 million en versements d'indemnités d'accident du travail pour l'exercice précédent clos le 31 décembre 2000. Ce montant a été établi à partir des calculs actuariels disponibles, fournis par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail, et datés du 31 décembre 2000. La constatation de cette obligation est faite conformément aux nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, concernant la comptabilisation des indemnités futures des employés. Ces nouvelles recommandations ont été adoptées en 2001, de manière rétroactive et sans retraitement. Les répercussions sur les exercices antérieurs à 2001 ont été traitées comme un redressement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

Le montant de l'évaluation pour l'exercice clos le 31 décembre 2002 ne sera établi qu'après la date de préparation des états financiers. Cependant, il est de l'opinion de la direction que le solde du 31 décembre 2002 ne sera pas sensiblement différent. L'ajustment au solde cumulatif de l'obligation de la Commission, le cas échéant, sera effectué durant l'année où le solde effectif est fourni par la Commission.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

11. INDEMNITÉS FUTURES DES EMPLOYÉS NON LIÉES AU RÉGIME DE RETRAITE (suite)

Les coûts des avantages sociaux à remettre à la retraite aux employés non couverts par le régime de retraite sont versés par le Secrétariat du Conseil de gestion et ne sont pas inclus dans l'état des résultats et des bénéfices non répartis.

12. RÉGIME DE RETRAITE

L'Agence offre un régime de retraite à tous ses employés à temps plein par l'entremise de la Caisse de retraite des fonctionnaires et de la Caisse de retraite du syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, mises sur pied par la province de l'Ontario. Ces régimes sont comptabilisés comme des régimes à cotisations déterminées, car l'Agence ne dispose pas des renseignements nécessaires pour appliquer à ces régimes de retraite des méthodes comptables propres aux régimes à prestations déterminées. Les contributions de l'Agence pour l'exercice se chiffrent à 1,4 million de dollars (1,9 million de dollars en 2001) et sont comprises dans les salaires et avantages sociaux figurant dans l'état des résultats et des bénéfices non répartis.

13. SURPLUS D'APPORT

Le solde d'ouverture du surplus d'apport provient de la province de l'Ontario et représente la valeur comptable de l'actif net en sus des obligations. Dans le solde de clôture figurent les éléments suivants :

| *(en milliers de dollars)* | **31 décembre 2002** | 31 décembre 2001 |
|---|---|---|
| Solde d'ouverture au 1er janvier | **104 065 $** | 105 712 $ |
| Redressement du solde d'ouverture | **(2 735)** | (1 647) |
| | **101 330 $** | 104 065 $ |

Le redressement du solde d'ouverture se rapporte aux programmes du ministère qui existaient avant la création de l'Agence. Les fonds alloués aux travaux de réparation et d'entretien sont dépensés pour diverses activités, la plus grande étant limitée à 7,5 millions de dollars en dépenses de réparations d'immobilisation tel qu'approuvé par le Conseil d'administration de l'Agence. Sur le montant approuvé de 7,5 millions de dollars, une somme cumulée de 4,8 millions de dollars a été dépensée. Pour les autres activités, une somme cumulée de 2,6 millions de dollars a été dépensée. Le redressement tient aussi compte des créances douteuses relatives aux avances sur l'aide provinciale.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

## 14. ÉVENTUALITÉS

### LITIGES

L'Agence est partie défenderesse dans plusieurs poursuites en justice. Dans la plupart des cas, les instances ont trait à des événements qui précèdent la création de l'Agence, qui remonte au 15 novembre 1993. Certaines de ces demandes sont couvertes par une assurance, après déduction d'une franchise variant de 2 500 $ à 50 000 $, selon les circonstances qui ont donné lieu à la demande et la nature de la demande. L'issue de ces poursuites n'est pas encore connue. Les pertes éventuelles seront reportées à l'exercice au cours duquel un règlement sera effectué.

### TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS)

À la suite d'une récente vérification de la TPS effectuée par l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC), l'Agence a été avisée qu'elle est admissible à un remboursement de la TPS sur certains achats, car elle n'avait pas demandé le montant intégral du remboursement auquel elle avait droit. Le montant de ce remboursement n'est pas encore connu, puisque l'Agence est en cours de préparer sa demande de remboursement auprès de l'ADRC. Le remboursement sera porté à l'exercice au cours duquel il sera reçu.

### REMISES SUR LES FRAIS D'ÉLECTRICITÉ

Conformément à certaines lois et ententes visant la restructuration du marché de l'électricité par le gouvernement, il est possible que l'Agence soit admissible à des remises sur les frais d'électricité qu'elle a engagés. Le montant de ces remises dépendra de la quantité d'électricité utilisée qui est visée par les mécanismes de remise. L'Agence allouera une part de ces remises aux clients qui sont admissibles à les recevoir selon leur contrat. Le montant que l'Agence recevra et la part qui sera distribuée à ses clients ne peuvent être déterminés pour le moment. L'Agence portera donc la réception et la redistribution de ces remises à l'exercice au cours duquel elles auront lieu.

## 15. INITIATIVE DE TRANSFERT DES BIENS

En 1997, la province a adopté des mesures législatives exigeant que l'Agence transfère la propriété des installations d'eau et d'égout aux municipalités. L'initiative de transfert des biens comprend tous les frais liés au transfert des titres. À ce jour, 4,5 millions de dollars ont été dépensés, et un montant de 0,136 million de dollars de dépenses supplémentaires est prévu et sera affecté à la période de transfert. Tous les transferts doivent être achevés d'ici la fin de 2004.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Compte tenu du rapport que l'Agence entretient avec la province, les opérations suivantes sont effectuées entre apparentés; celles-ci sont mentionnées dans les notes afférentes aux états financiers :

*a)* Opérations effectuées avec le ministère de l'Environnement
*b)* Opérations effectuées avec la Caisse d'épargne de l'Ontario
*c)* Opérations effectuées avec le Secrétariat du Conseil de gestion

17. SALAIRES

La *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* exige la divulgation du nom des employés du secteur public de l'Ontario dont la rémunération annuelle dépasse 100 000 $. La rémunération comprend le salaire de base, la rémunération des heures supplémentaires, les congés payés et les heures compensatoires, la rémunération au rendement et les sommes forfaitaires de rémunération au mérite, et les primes uniques de déplacement ou de réinstallation. Voici la liste du personnel de l'Agence - nom, poste, rémunération versée et avantages sociaux - dont la rémunération dépassait 100 000 $ en 2002.

| Nom | Fonction | Rémunération versée | Avantages imposables |
|---|---|---|---|
| Atkinson, Daniel | Vice-président de l'exploitation | 143 136,23 $ | 220,28 $ |
| Baker, Brenda | V.-p., Finances et admin. | 110 991,23 $ | 193,52 $ |
| Booth, Gary | Chef de l'exploitation | 107 971,48 $ | 152,60 $ |
| Bouillon, Gaston | Chef de l'exploitation | 103 014,65 $ | 160,56 $ |
| Brady, Michael | Avocat général | 160 680,08 $ | 339,54 $ |
| Carter, John | Chef, Élabor. des proj. et serv. techniques | 101 510,61 $ | 206,08 $ |
| Edwards, David | Chef de l'exploitation, biosolides | 107 503,18 $ | 152,60 $ |
| Ethier, Marc | Chef de l'exploitation régionale | 106 528,82 $ | 178,22 $ |
| Graham, Clifford | Chef de l'exploitation | 110 791,36 $ | 140,99 $ |
| Griffith, Carl | Directeur général | 145 580,65 $ | 290,28 $ |
| Kempenaar, Gary | Chef de l'exploitation régionale | 112 490,93 $ | 161,68 $ |
| Kind, Robin | Avocate générale adjointe | 136 860,61 $ | 276,38 $ |
| Mancini, Toni | Chef de la planification générale | 140 492,58 $ | 185,12 $ |
| Neely, David | Chef, Conformité des procédés et CDF | 100 483,43 $ | 136,88 $ |
| Pontone, Dante | Vice-présid. de la techn. de l'information | 112 443,23 $ | 223,52 $ |
| Quarisa, Frank | V.-p., Élabor. des projets et serv. Techn. | 102 833,00 $ | 201,37 $ |
| Reid, Nick | Directeur général, Peel-Sud | 120 115,71 $ | 185,12 $ |
| Sasaki, Lauren | Conseillère juridique | 102 129,23 $ | 210,30 $ |
| Scott, Paul | Directeur général | 126 284,56 $ | 313,50 $ |
| Wickson, Louise | V.-p., Finances et admin. | 109 016,39 $ | 223,52 $ |
| Williams, Gord | Chef de l'exploitation régionale | 105 429,59 $ | 156,13 $ |

# Ontario Northland Transportation Commission

## États financiers consolidés

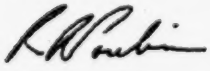
**Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2002**

## Responsabilité de la direction

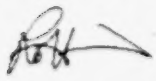
La direction de la Commission de transport Ontario Northland est responsable de l'intégrité et de la présentation juste des états financiers consolidés et pour autre information inclus dans le rapport annuel. Les états financiers consolidés ont été préparés selon les principes comptables canadiens généralement reconnus. La préparation des états financiers comporte nécessairement l'utilisation du jugement et meilleur avis de la direction, particulièrement quand les transactions affectant la période courante ne peuvent être déterminés avec certitude jusqu'à des périodes futures. Toute l'information financière présentés dans le rapport annuel est conformée aux états financiers consolidés.

La Commission met à jour des systèmes de commandes internes de comptabilité conçues pour fournir l'assurance raisonnables que l'information financière est précise et fiable et que les actifs et passifs de la compagnie sont convenablement expliqués et les capitaux sauvegardés.

Les états financiers consolidés ont été passés en revue par le comité de vérifications et finances de la Commission et ont été approuvés par le conseil d'administration des commissaires. En outre, les états financiers consolidés ont été vérifié par l'auditeur provincial d'Ontario, dont le rapport suit.



R.R. Poulin
Président et chef de la direction intérimaire



Roy Hains
Vice-président directeur
Développement du service et de l'exploitation

North Bay, Ontario
Le 4 avril 2003

Office of the
Provincial Auditor
of Ontario

Bureau du
vérificateur provincial
de l'Ontario

Box 105, 15th Floor, 20 Dundas Street West, Toronto, Ontario M5G 2C2
B.P. 105, 15e étage, 20, rue Dundas ouest, Toronto (Ontario) M5G 2C2
(416) 327-2381 Fax: (416) 327-9862

# Rapport du vérificateur

**À la Commission de transport Ontario Northland et au ministre du Développment du Nord et des Mines**

J'ai vérifié le bilan consolidé de la Ontario Northland Transportation Commission pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2002, ainsi que les états consolidés des placements par la province de l'Ontario, des bénéfices non répartis et de l'évolution de l'encaisse pour l'exercice se terminant à cette date. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur notre vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers consolidés. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

À mon avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Commission pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2002, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de l'encaisse pour l'exercice se terminant à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

J.R. McCarter, CA
Vérificateur provincial adjoint

Toronto, Ontario
Le 4 avril 2003

# Ontario Northland Transportation Commission
## Bilan consolidé
**(en milliers de dollars)**

| 31 décembre | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| **Actif à court terme** | | |
| Débiteurs (Note 3) | **20 190 $** | 21 733 $ |
| Inventaire (Note 1) | **10 668** | 11 875 |
| Frais payés d'avance | **357** | 236 |
| | **31 215** | 33 844 |
| **Fonds d'auto assurance** (Note 2) | | |
| **- Valeur marchande 5 489$;** (2001 - 4 291$) | **5 474** | 4 176 |
| **Immobilisations** (Annexe 1) (Note 1) | **256 963** | 255 493 |
| **Activités abandonnées** (Note 13) | **-** | 1 524 |
| **Actifs au titre des prestations constituées (Note 4)** | **131 530** | 130 174 |
| | **425 182 $** | 425 211 $ |
| **Passif et Avoir de la Province de l'Ontario** | | |
| **Passif à court terme** | | |
| Emprunts bancaire et découvert de banque (Note 3) | **17 248 $** | 14 324 $ |
| Créditeurs et frais courus | **23 537** | 24 320 |
| Versement sur la dette à long terme (Note 5) | **2 223** | 2 111 |
| Revenus reportés | **285** | 208 |
| | **43 293** | 40 963 |
| **Activités abandonnées** (Note 13) | **-** | 238 |
| **Provision pour fonds d'auto-assurance** (Note 2) | **5 474** | 4 176 |
| **Dette à long terme** (Note 5) | **28 478** | 30 771 |
| **Obligation au titre des prestations constituées** (Note 4) | **53 720** | 51 326 |
| | **130 965** | 127 474 |
| **Éventualités / Engagements** (Note 8) | | |
| **Avoir de la province de l'Ontario** | | |
| Placement de la Province de l'Ontario | **66 743** | 65 414 |
| Bénéfices non répartis | **227 474** | 232 323 |
| | **294 217** | 297 737 |
| | **425 182 $** | 425 211 $ |

Approuvé au nom de la Commission:

Président et chef de la direction

Vice-président directeur
Développement du service et de l'exploitation

Le sommaire des principales conventions comptables et les notes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

## Ontario Northland Transportation Commission
## État consolidé du placement de la Province de l'Ontario
**(en milliers de dollars)**

| Pour l'exercice se terminant le 31 décembre | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Solde**, début d'exercice | | |
| Placement net en valeurs immobilisées | **16 465 $** | 11 578 $ |
| Placement net autre qu'en capital-actions (Note 5) | **48 949** | 48 949 |
| | **65 414** | 60 527 |
| **Variations nettes pendant l'année** | | |
| Contributions de la Province de l'Ontario | **3 398** | 5 647 |
| Remboursements | **(1 426)** | - |
| Amortissement | **(643)** | (760) |
| | **1 329** | 4 887 |
| **Solde**, en fin d'exercice | | |
| Placement net en valeurs immobilisées (i) | **17 794** | 16 465 |
| Placement net autre qu'en capital-actions | **48 949** | 48 949 |
| **Solde**, en fin d'exercice | **66 743 $** | 65 414 $ |

(i) Du solde en fin d'exercice, $Nil (1 373 000$ - en 2001) se rapportent à l'exploitation des Services maritimes, identifiés comme étant des activités abandonnées (voir note 13).

## Ontario Northland Transportation Commission
## État des résultats et bénéfices non répartis consolidés
**(en milliers de dollars)**

| Pour l'exercice se terminant le 31 décembre | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Revenus** (Annexe 2) | **131 453 $** | 144 959 $ |
| **Dépenses** (Annexe 2) | **117 805** | 129 394 |
| | **13 648** | 15 565 |
| **Autres revenus et dépenses d'exploitation** | | |
| Amortissement (Annexe 2) | **14 191** | 12 964 |
| Intérêts débiteurs (Annexe 2) | **2 260** | 2 233 |
| Placement et autres revenus | **(44)** | - |
| Profit sur la vente d'immobilisations (Annexe 2) | **(166)** | (697) |
| **Dépenses nettes** | **16 241** | 14 500 |
| **(Perte) bénéfice avant les éléments suivants:** | **(2 593)** | 1 065 |
| Coût du programme d'amélioration du service (Note 1) | **(2 309)** | (3 865) |
| Activités abandonnées (Note 13) | **53** | 233 |
| **Perte nette pour l'exercice** | **(4 849)** | (2 567) |
| **Bénéfices non répartis** en début d'exercice | **232 323** | 234 890 |
| **Bénéfices non répartis** en fin d'exercice | **227 474 $** | 232 323 $ |

Le sommaire des principales conventions comptables et les notes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

## Ontario Northland Transportation Commission
## État du flux de trésorerie consolidé
**(en milliers de dollars)**

| Pour l'exercice se terminant le 31 décembre | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Liquidités provenant des (utilisées par les)** | | |
| **Activités d'exploitation** | | |
| Perte nette de l'exercice avant les activités abandonnées | **(4 902) $** | (2 800) $ |
| Postes ne comportant aucun mouvement d'encaisse | | |
| Amortissement (Annexe 2) | **14 191** | 12 964 |
| Profits sur la vente d'immobilisations (Annexe 2) | **(166)** | (697) |
| Recouvrement des dépenses liées au régime de retraite et autres régimes | **2 681** | (1 315) |
| | **11 804** | 8 152 |
| Variation des postes hors liquidités | | |
| Débiteurs | **1 543** | 9 588 |
| Inventaire | **1 207** | (2 074) |
| Frais payés d'avance | **(121)** | 73 |
| Créditeurs et frais courus | **(783)** | 2 275 |
| Revenus reportés | **77** | (138) |
| Activités abandonnées (Note 13) | **54** | 251 |
| | **13 781** | 18 127 |
| **Activités d'investissement** | | |
| Augmentation des immobilisations | **(17 001)** | (22 878) |
| Produits de la vente d'immobilisations | **722** | 1 145 |
| Diminution des autres éléments d'actif | **(105)** | (107) |
| | **(16 384)** | (21 840) |
| **Activités de financement** | | |
| Diminution de la dette à long terme (Note 5) | **(2 181)** | (1 937) |
| Contributions de la province de l'Ontario | **3 398** | 5 647 |
| Emprunts bancaire et découvert de banque | **2 924** | 1 465 |
| Autres éléments de passif | **(1 538)** | (1 462) |
| | **2 603** | 3 713 |
| **Variation des espèces et quasi-espèces au cours de l'exercice** | **-** | - |
| **Espèces et quasi-espèces,** en début d'exercice | **-** | - |
| **Espèces et quasi-espèces,** en fin d'exercice | **- $** | - $ |
| **Présentation d'information supplémentaire du flux de trésorerie:** | | |
| Intérêts payés au cours de l'exercice et inclus dans la perte nette | **2 260 $** | 2 233 $ |

Le sommaire des principales conventions comptables et les notes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

# Ontario Northland Transportation Commission
## Annexe des immobilisations consolidées
## Annexe 1
**(en milliers de dollars)**

| Pour l'exercice se terminant le 31 décembre | Coût | Amortissement cumulé | 2002 Valeur nette | 2001 Valeur nette |
|---|---|---|---|---|
| **Services ferroviaires** | | | | |
| Voies | 206 561 $ | 75 490 $ | **131 071 $** | 126 517 $ |
| Bâtiments | 36 223 | 13 133 | **23 090** | 23 627 |
| Équipement | 75 346 | 36 495 | **38 851** | 40 967 |
| Travaux en cours | 2 353 | - | **2 353** | 1 225 |
| **Télécommunications** | | | | |
| Équipement | 130 652 | 80 851 | **49 801** | 50 089 |
| Bâtiments | 3 760 | 1 665 | **2 095** | 2 097 |
| Travaux en cours | 844 | - | **844** | 2 146 |
| **Services d'autobus** | | | | |
| Autobus | 8 975 | 3 672 | **5 303** | 4 839 |
| Travaux en cours | - | - | **-** | 510 |
| **Services maritimes (Moosonee)** | | | | |
| Navires | 385 | 294 | **91** | 101 |
| Travaux en cours | 264 | - | **264** | 32 |
| **Développement** | | | | |
| Terrains et bâtiments | 5 345 | 2 795 | **2 550** | 2 693 |
| Terrains détenus pour revente | 650 | - | **650** | 650 |
| | 471 358 $ | 214 395 $ | **256 963 $** | 255 493 $ |

Le sommaire des principales conventions comptables et les notes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

## Ontario Northland Transportation Commission
## Annexe des revenus et des dépenses d'exploitation consolidés - Annexe 2

| Pour l'exercice se terminant le 31 décembre | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Services ferroviaires** | | |
| Revenus de ventes (Note 12) | **62 929 $** | 63 091 $ |
| Remboursement du gouvernement (Note 6) | **19 927** | 14 529 |
| Revenus d'exploitation | **82 856** | 77 620 |
| Dépenses d'exploitation | **68 110** | 66 816 |
| Bénéfice d'exploitation | **14 746** | 10 804 |
| Amortissement | **7 116** | 6 622 |
| Profit sur vente d'immobilisations | **(87)** | (76) |
| Intérêts débiteurs | **1 769** | 1 877 |
| Bénéfice d'exploitation | **5 948** | 2 381 |
| **Télécommunications** | | |
| Revenus de ventes (Note 7) | **37 745** | 56 743 |
| Dépenses d'exploitation | **35 387** | 47 200 |
| Bénéfice d'exploitation | **2 358** | 9 543 |
| Amortissement | **6 014** | 5 344 |
| Perte sur vente d'immobilisations | **1** | - |
| (Perte) bénéfice d'exploitation | **(3 657)** | 4 199 |
| **Services d'autobus** | | |
| Revenus de ventes | **10 090** | 9 819 |
| Dépenses d'exploitation | **8 934** | 8 247 |
| Bénéfice d'exploitation | **1 156** | 1 572 |
| Amortissement | **528** | 514 |
| Perte sur vente d'immobilisations | **55** | - |
| Bénéfice d'exploitation | **-** | 1 058 |
| **Services maritimes (Moosonee)** | | |
| Revenus de ventes | **124** | 146 |
| Remboursement du gouvernement (Note 6) | **73** | 65 |
| Revenus d'exploitation | **197** | 211 |
| Dépenses d'exploitation | **191** | 206 |
| Bénéfice d'exploitation | **6** | 5 |

Le sommaire des principales conventions comptables et les notes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

# Ontario Northland Transportation Commission
## Annexe des revenus et des dépenses d'exploitation consolidés - Annexe 2 (suite)
**(en milliers de dollars)**

| Pour l'exercice se terminant le 31 décembre | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Contrats de services aériens** | | |
| Dépenses d'exploitation | - | 263 |
| Perte d'exploitation | - | (263) |
| **Propriétés à louer** | | |
| Revenus de ventes | **565** | 566 |
| Dépenses d'exploitation | **314** | 403 |
| Bénéfice d'exploitation | **251** | 163 |
| Amortissement | **49** | 107 |
| Profit sur la vente d'immobilisations | **(135)** | (621) |
| Bénéfice d'exploitation | **337** | 677 |
| **Administration** | | |
| Dépenses d'exploitation | **4 869** | 6 259 |
| Perte d'exploitation | **(4 869)** | (6 259) |
| Amortissement | **484** | 377 |
| Intérêts débiteurs | **491** | 356 |
| Perte d'exploitation | **(5 844)** | (6 992) |
| **Total d'exploitation** | | |
| Revenus de ventes | **111 453** | 130 365 |
| Remboursement du gouvernement (Note 6) | **20 000** | 14 594 |
| Revenus d'exploitation | **131 453** | 144 959 |
| Dépenses d'exploitation | **117 805** | 129 394 |
| Bénéfice d'exploitation | **13 648** | 15 565 |
| Amortissement | **14 191** | 12 964 |
| Profit sur vente d'immobilisations | **(166)** | (697) |
| Intérêts débiteurs | **2 260** | 2 233 |
| **(Perte) bénéfice d'exploitation (i)** | **(2 637) $** | 1 065 $ |

**(i)** Note: Les chiffres ci-dessus sont en vigeur avant les coût relatifs au programme d'amélioration du service (Note 1) et aux activités abandonnées (Note 13).

Le sommaire des principales conventions comptables et les notes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

# Ontario Northland Transportation Commission
# Sommaire des principales conventions comptables

**31 décembre 2002**

**Nature des activités**

La Commission de transport Ontario Northland, une entreprise exploitée par le gouvernement de l'Ontario, offre une variété de services commerciaux et non-commerciaux, y compris le transport ferroviaire de marchandises et de passagers, d'autobus, et les télécommunications.

**Continuité de l'exploitation**

Ces états financiers ont été préparés en fonction d'une entité en pleine activité. Au 4 décembre 2000, la Commission acceptait les recommandations issues d'un Programme d'amélioration du service, exécuté par une firme de consultant indépendante. Le 13 décembre 2000, le Ministère du Développement du Nord et des Mines a accepté les recommandations de la Commission et a enjoint celle-ci d'entamer la mise en oeuvre de ces recommandations en deux étapes, dont:

La première étape, telle que stipulée par le ministre, comporte:

la cession de ONTelcom

la cession ou la location à bail du Cochrane Station Inn

la réorganisation des exploitations maritimes de la C.T.O.N. (Owen Sound Transportation Company, Limited) en un organisme distinct, dont l'exploitation s'effectuerait à partir de Owen Sound (Note 13)

des améliorations aux services d'autobus

la mise en valeur des créneaux touristiques dans la région desservie par le Polar Bear Express

La deuxième étape, telle que stipulée par le ministre et entamée à l'été 2001, comporte:

l'étude de diverses options pour la cession du service marchandises ferroviaire d'Ontario Northland et

la diversification des modes de prestation du service des trains voyageurs Northlander, Little Bear et Polar Bear Express.

En date de la préparation des états financiers, la mise en oeuvres de ces mesures se poursuit. Par ailleurs, ces états financiers ne tiennent pas compte des ajustements requis aux éléments d'actif et de passif de la Commission, tels que les coûts de restructuration et la révélation appropriée découlant de la mise en oeuvre de l'une ou de plusieurs des mesures ci-dessus. A l'exception de Moosonee, les Services maritimes ont été cédés à la Province de l'Ontario par l'entremise d'une vente d'actions de la Owen Sound Transportation Company Limited, en date du 1er avril 2002. Ceci s'applique également à l'exploitation du traversier de l'île Pelée.

# Ontario Northland Transportation Commission
# Sommaire des principales conventions comptables

**31 décembre 2002**

**Avantages sociaux futurs**

Depuis le 1er janvier 2000, la Commission a adopté les recommandations du chapitre 3461 du Manuel de l'Institut des Comptables Agréés, intitulé "Les avantages sociaux futurs". Ces nouvelles recommandations ont été mises en oeuvre rétroactivement, sans redressement. Les bénéfices non répartis au début de l'exercice ont été redressés pour tenir compte de l'effet sur les exercices antérieurs.

**Régime de retraite**

La Commission maintient un régime de retraite à prestations déterminées pour ses employés. Selon ce régime, les obligations sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations qui reflètent le montant estimatif des prestations futures pour les services rendus à ce jour. Les actifs du fonds de pension sont mesurés à la valeur marchande. L'actif au titre des prestations constituées ou l'obligation ainsi que les charges sont déterminés annuellement par des actuaires indépendants conformément aux normes actuarielles reconnues qui tiennent compte des meilleures estimations de la direction.

**Autres régimes**

La Commission offre à ses employés des avantages sociaux après la retraite, tels qui couvre l'assurance-vie de groupe, les soins de santé, l'assurance invalidité à long terme et l'indemnité d'accident du travail par l'entremise de régime à prestations déterminées. Les coûts associés à ces avantages sociaux futurs sont déterminés à l'aide d'une évaluation actuarielle, employant une méthode de répartition des prestations au prorata des services, et en fonction des hypothèses actuarielles, la Commission comptabilise les avantages de la rémunération des travailleurs de cette façon. De plus, à titre d'employeur de catégorie 2 en vertu du Workplace Safety and Insurance Board (WSIB), la Commission reconnaît les avantages de la rémunération en fonction de la comptabilité d'exercice en utilisant les calculs actuariels fournis par le WSIB pour les avantages en vigueur, les avantages non encore accordés et les coûts administratifs chargés.

Les charges du régime de retraite et des autres régimes incluent le coût des services courants, les intérêts, les ajustements provenant des modifications du régime et des changements d'hypothèses ainsi que les gains ou pertes. Les gains ou pertes sont amortis selon la méthode linéaire en fonction de la durée moyenne des années de services prévues des employés couverts par le régime. Ces charges sont enregistrées dans l'exercice au cours duquel l'employé a rendu des services à la Commission (voir note 4).

# Ontario Northland Transportation Commission
## Sommaire des principales conventions comptables

**31 décembre 2002**

**Principes de consolidation**

Les présents états financiers consolidés ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ils comprennent les comptes de la Commission et de ses filiales en propriété exclusive soit: Ontario Northland International Consulting Services Inc, O.N. Tel Inc., Star Transfer Limited, Air-Dale Limited et Nipissing Central Railway Company.

**Vacances**

Les vacances ne sont pas courues, mais elles sont plutôt inscrites comme charge dans l'exercice où elles sont prises.

**Reconnaissance du revenu**

Les revenus du transport sont généralement comptabilisés lorsque la cargaison arrive à destination, ou lorsque la cargaison est transférée à un autre transporteur s'il y a plus d'un transporteur. Les autres revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés à l'exception des remboursements du gouvernement fédéral. Les remboursements reçus suite à la vérification annuelle des pertes sont comptabilisés selon la méthode de caisse. Les avances reçues du gouvernement avant que les pertes finales soient établies sont comptabilisées selon la méthode d'exercice. Les ajustements pour les revenus des appels interurbains sont comptabilisés lorsque ces montants peuvent être déterminés de façon raisonnable. (voir note 7)

**Inventaire**

À l'exception des rails usagés, tous les matériaux et fournitures sont évalués au coût moyen. Les rails usagés sont évalués à la valeur comptable non amortie déterminée lors de la mise hors service.

# Ontario Northland Transportation Commission
## Sommaire des principales conventions comptables

**31 décembre 2002**

**Immobilisations et amortissement**

Les immobilisations sont présentées au coût d'acquisition. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire basée sur la durée d'utilisation prévue des éléments d'actif.

Les durées d'utilisation prévues dans le cas des principales catégories d'immobilisations sont les suivantes:

| | |
|---|---|
| Voies ferrées - principales et secondaires | 20 à 50 ans |
| Locomotives à moteur diesel | 25 ans |
| Wagons | 33 ans |
| Bâtiments | 50 ans |
| Équipements de télécommunication | 15 ans |
| Véhicules | 3 ans |
| Matériel informatique | 5 ans |
| Autobus | 12 ans |

La province de l'Ontario rembourse la Commission pour certains frais d'immobilisations destinées à des activités désignées "non commerciales" par la province. La Commission comptabilise ces immobilisations au coût d'acquisition, en ajoutant un crédit compensatoire au surplus de l'investissement net en capital-actions (Province de l'Ontario). L'amortissement annuel de ces immobilisations est comptabilisé à titre de réduction du surplus d'investissement nets en capital-actions. (voir page 4)

**Fonds d'auto-assurance**

L'actif du fonds d'auto-assurance est présenté au coût d'acquisition.

**Impôts sur le revenu**

A titre d'entreprise exploitée activement par la province de l'Ontario, la Commission et ses filiales en propriété exclusive sont exonérées de l'impôts sur le revenu. Par conséquent, ces états financiers ne présentent aucune provision pour impôts.

**Utilisations d'estimations**

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui peuvent affecter les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses précisées pendant la période de déclaration. Les résultats réels pourraient donc différer_des montants estimés par la direction.

# Ontario Northland Transportation Commission
# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

**31 décembre 2002**

## 1. État du Programme d'amélioration du service

Au cours de l'année d'exercice 2002, la Commission a poursuivi certaines démarches visant à mettre en pratique quelques-unes des recommandations du Programme d'amélioration du service. Parmi ces démarches, on compte le désinvestissement dans la Owen Sound Transportation Company, Limited (OSTC), en date du 1er avril 2002, la réception et l'évaluation de propositions au sein des divisions des Services ferroviaires et des Télécommunications, ainsi que la mise en place d'un projet d'entreprise de la ISG (Internal Solutions Group). Au début de 2003, la Commission a proposé ses recommandations au gouvernement de l'Ontario y compris le ministre du Développement du Nord et des Mines pour son approbation. Puisque les conséquences de cette décision sont encore inconnues et que le pouvoir ultime pour implanter les recommandations revient au gouvernement de l'Ontario, ces états financiers ne présentent aucun ajustement ou l'information additionnelle requis pour les actifs et les passifs reliés aux divisions de Services ferroviaires et de Télécommunications si les recommandations sont approuvées.

En se conformant aux recommandations présentées au Programme d'amélioration du service, la Commission à encouru des frais de consultation et des frais légaux de 2309 000$ (3 865 000$ en l'an 2001) pour la mise en œuvre de ces recommandations pendant l'année. Si ces coûts ne sont pas compensés par le produit de déinvestissements futurs, la Commission entend faire une demande de remboursement de ces coûts auprès du ministère du Développement du Nord et des Mnes. Aucune de ces deux options n'est certaine et par conséquent, ces coûts sont enregistrés comme une charge dans l'exercice où ils sont encourus. Le montant cumulatif dépensé depuis le commencement du Programme d'amélioration du service au cours de l'exercice 2000 est de 6 786 000$.

## 2. Fonds d'auto-assurance

La Commission adopte une politique d'auto-assurance pour les dommages occasionnés par le déraillement de matériel roulant et pour les dommages causés à la cargaison. Les contributions annuelles versées à ce fonds d'auto-assurance comprennent une prime payée par la Commission au montant de 100 000$, en plus des revenus d'intérêts sur placements gagnés sur l'actif de ce fonds. Les actifs du fonds comprennent des placements dans des débentures du gouvernement fédéral et provincial au montant de 5 474 000$ (2001 - 3 929 000$) et la Commission a chargé un montant additionnel de 1 000 000$ (2001 - 2 000 000$) au fonds d'exploitation au cours de l'exercice.

Les obligations mentionnées ci-dessus comportent des taux d'intérêts annuels d'entre 5,0% et 14,0%. Les dates d'échéance de ces placements s'étendent du 1er juin 2003 jusqu'au 2 juin 2009.

# Ontario Northland Transportation Commission
# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

**31 décembre 2002**

## 3. Marge de crédit

La Commission détient une marge de crédit auprès d'une banque à charte canadienne dont les intérêts sont calculés en utilisant le taux préférentiel moins 0,5%. Le montant maximal autorisé par l'institution financière sur cette marge de crédit est 12 000 000$. Vers la fin de l'année d'exercice 2001, la Commission négociait une nouvelle marge de crédit d'exploitation renouvelable de 5 000 000$ auprès de l'Office ontarien de financement. Ces facilités de crédit doivent être employées pour solder les comptes mensuels des Services ferroviaires. Parmi les prêts et découverts bancaires à la fin de l'exercice, on compte les prélèvements sur les marges de crédit d'exploitation de 17 000 000$ (11 921 000$ en l'an 2001). La garantie additionnelle au titre de l'entente de facilités de crédit avec la banque à charte canadienne constitue un compte à recevoir.

Au début de janvier 2002, la Commission négociait une nouvelle marge de crédit d'exploitation de 20 000 000$ auprès de l'Office ontarien de financement. Cette marge de crédit d'exploitation a été accordée à la Commission moyennant les conditions suivantes, stipulées dans l'entente : que les facilités de crédit supplémentaires servent à rembourser la demande de marge de crédit d'exploitation susmentionnée auprès de la banque à charte canadienne et qu'elles servent à financer les coûts du Programme d'amélioration du service. Le montant maximal de cette facilité de crédit a été augmenté de 2 000 000$ à la fin de l'exercice 2002.

## 4. Avantages sociaux futurs

La Commission agit en tant qu'administrateur de son régime de retraite contributif, lequel couvre pour tous les employés permanents. Les actifs du régime de retraite sont principalement des constitués de placements à long terme et immobiliers, de débentures corporatives et gouvernementales, lesquels sont choisis par des investisseurs professionnels.

Dans l'obligation au titre des prestations constituées, qui figure dans le passif, il y a les avantages reliés à la rémunération des travailleurs s'élevant à 12 608 000$ (12 165 000$ en l'an 2001). Ce montant provient des plus récents calculs actuariels fournis par l'Agence pour la santé et la sécurité au travail au 31 décembre 2001. L'évaluation au 31 décembre 2002 n'était pas disponible à la date de la préparation des états financiers. La direction est d'avis que le solde au 31 décembre 2002 ne comportera pas de différences significatives.

## Ontario Northland Transportation Commission
## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

**31 décembre 2002**

**4. Avantages sociaux futurs** (suite)

**a. Actifs au titre des prestations constituées**

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Obligations au titre des prestations constituées | **349 450 000 $** | 336 934 000 $ |
| Juste valeur des actifs des régimes | **407 558 000** | 437 013 000 |
| **Surplus** | **58 108 000** | 100 079 000 |
| **Actifs au titre des prestations constituées** | | |
| - début d'exercice | **130 174 000** | 124 724 000 |
| Recouvrement | **1 251 000** | 5 343 000 |
| Cotisations | **105 000** | 107 000 |
| **Actifs au titre des p estations constituées** | | |
| - en fin d'exercice | **131 530 000 $** | 130 174 000 $ |

**b. Obligation au titre des prestations constituées**

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Obligations au titre des prestations constituées | **42 047 000 $** | 40 353 000 $ |
| Juste valeur des actifs des régimes | **-** | - |
| **Déficit** | **42 047 000** | 40 353 000 |
| **Passif au titre des prestations constituées** | | |
| - début d'exercice | **51 326 000** | 48 760 000 |
| Dépense | **3 932 000** | 4 028 000 |
| Cotisations | **(1 538 000)** | (1 462 000) |
| **Passif au titre des prestations constituées** | | |
| - en fin d'exercice | **53 720 000 $** | 51 326 000 $ |

**c. Composantes de la charge nette de retraite (recouvrement)**

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Coût des services rendus | **6 806 000 $** | 6 652 000 $ |
| Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées | **21 978 000** | 21 144 000 |
| Rendement prévu des actifs du régime | **(30 912 000)** | (33 332 000) |
| Amortissement net pour l'exercice | **877 000** | 193 000 |
| | **(1 251 000) $** | (5 343 000) $ |

# Ontario Northland Transportation Commission
## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

**31 décembre 2002**

**4. Avantages sociaux futurs** (suite)

**d. Composantes de la charge nette au titre des autres régimes**

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Coût des services rendus | **1 207 000 $** | - $ |
| Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées | **2 725 000** | 2 570 000 |
| | **3 932 000 $** | 2 570 000 $ |

**e. Moyenne pondérée des hypothèses**

| | | |
|---|---|---|
| Taux d'actualisation - régime de retraite | **6,50** | 6,50 |
| Taux d'actualisation - autres régimes | **6,75** | 6,75 |
| Taux de rendement à long terme des actifs du régime | **7,25** | 7,50 |
| Taux de croissance hypothétique de la rémunération | **4,00** | 4,00 |
| Taux d'augmentation des frais médicaux | **4,50% to 9,0%** | 4,5% to 9,0% |

**5. Dette à long terme**

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Prêt de lOffice ontarien de financement, portant intérêts au taux annuel de 5,64%, remboursable par versements mensuels de 43,000$ en capital et intérêts à compter du 1er mai 1998, pour une période de 10 ans. | **2 374 000 $** | 2 745 000 $ |
| Prêt de l'Office ontarien de financement, portant intérêts au taux annuel de 5,60%, remboursable par versements mensuels de 156 000$ en capital et intérêts à compter du 1 janvier 2000, pour une période de 15 ans. | **16 358 000** | 17 293 000 |
| Prêt de de l'Office ontarien de financement, portant intérêts au taux annuel de 6,37%, remboursable par versements mensuels de 109 000$ en capital et intérêts à compter du 1er septembre 1999, pour une période de 15 ans. | **10 809 000** | 11 419 000 |
| Actif financé par le vendeur, ne portant aucun intérêt et remboursable sur 8 ans, conformément aux conditions du contrat d'achat. | **1 160 000** | 1 425 000 |
| | **30 701 000** | 32 882 000 |
| **Moins** - portion courante | **2 223 000** | 2 111 000 |
| | **28 478 000 $** | 30 771 000 $ |

## Ontario Northland Transportation Commission
## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

**31 décembre 2002**

**5. Dette à long terme (suite)**

Pendant l'exercice financier 2001, la Commission a reclassé un emprunt non productif d'intérêts de 35 208 000$ à la province de l'Ontario, sans modalités de remboursement précises, puis redressé les chiffres correspondants des exercices précédents et ce, pour être en accord avec la manière dont l'emprunt est présenté dans les états financiers consolidés de la province de l"Ontario. En reconnaissance de l'aspect "prêt à des conditions de faveur" de l'entente, la province l'a classée à titre de placement en actions dans la Commission.

Les paiements exigibles au cours des cinq prochains exercices et par la suite s'élèvent à:

| | |
|---|---|
| 2003 | 2 223 000 $ |
| 2004 | 2 345 000 |
| 2005 | 2 471 000 |
| 2006 | 2 607 000 |
| 2006 | 2 750 000 |
| Par la suite | 18 305 000 |
| | 30 701 000 $ |

# Ontario Northland Transportation Commission
# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

**31 décembre 2002**

## 6. Remboursement du gouvernement

Conformément au mémorandum d'interprétation établi entre la Commission et le ministère du Développement du Nord et des Mines, certaines des exploitations de la Commission ont été désignées non commerciales. La Commission et le Ministère ont conclu des ententes annuelles qui fixent le montant de la contribution que la province de l'Ontario fournira à chaque exercice. En 2002, le gouvernement provincial a entièrement dédommagé la Commission pour les pertes encourues sur le service de train de passager, lesquelles ont été constituées en grande partie par l'augmentation notée dans le tableau ci-dessous.

En vertu de l'article 270 de la Loi sur les chemins de fer, une partie de la perte d'exploitation du service de train de passagers entre North Bay et Toronto est remboursée par l'Office national des transports du Canada. Le gouvernement fédéral a révoqué la Loi sur les chemins de fer et l'a remplacée par la Loi canadienne du transport. Les négociations entre la Commission et Transport Canada ont pris fin en 1996. Le montant annuel du remboursement a été fixé à 2 500 000$ sur une période de 5 ans, prenant fin en 2001. Une entente temporaire a été conclue en 2002 afin de renouveler l'entente initiale mentionnée ci-dessus aux mêmes conditions jusqu'en juin 2003.

Les détails du remboursement du gouvernement sont les suivants:

| | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| **De la province de l'Ontario:** | | |
| Chemin de fer - Services aux passagers et ligne de Moosonee | **17 427 000 $** | 12 029 000 $ |
| Services maritimes (Moosonee) | **73 000** | 65 000 |
| Activités abandonnées (Note 13) | **928 000** | 1 570 000 |
| | **18 428 000** | 13 664 000 |
| **De Transport Canada:** | | |
| Opérations courantes | **2 500 000** | 2 500 000 |
| | **20 928 000 $** | 16 164 000 $ |

La Commission compte sur ces remboursements pour poursuivre ses opérations non commerciales.

# Ontario Northland Transportation Commission
# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

**31 décembre 2002**

## 7. Revenus de télécommunications

La division des télécommunications de la Commission a conclu un contrat d'utilisation avec Bell Canada permettant des échanges de service relativement aux communications passant par les réseaux de ces deux entreprises. Au cours de l'exercice 2002, les tarifs d'accès chargés par le Local Exchange Carriers sont provisoires d'une décision du CRTC vers la fin de 2001, et ils ne seront pas finalisés par le CRTC avant quelque temps en 2003. Conformément aux conventions comptables de la Commission, tous rajustements de recettes ou de coûts, qu'ils soient positifs ou négatifs, doivent être comptabilisés pendant l'année où ils sont connus et estimables.

## 8. Éventualités / Engagements

Certaines demandes en dommages et intérêts ont été déposées contre la Commission. Quoi qu'il en soit, ces dommages ne peuvent être estimés présentement. La Commission est de plus d'avis que ces réclamations pourraient être sans fondement ou qu'elles pourraient être couvertes au titre d'une assurance quelconque, une fois la franchise de 2 000 000$ appliquée. En cas de pertes, une fois le montant établi, il pourrait être imputé aux opérations.

En 1998, une réclamation de 3 000 000$ a été présentée à l'Agence nationale de transport pour le remboursement partiel de la réduction de la valeur du matériel roulant associé aux trains de passagers. Ne pouvant pas, pour l'instant, déterminer la probabilité de succès de cette réclamation, nous n'avons pas comptabilisé la somme correspondante dans les présents états financiers.

La Commission a signé des contrats de location-exploitation reliés principalement aux véhicules de transport ferroviaire, à l'équipement informatique, au matériel roulant et autres. La direction est d'avis que, dans l'ensemble, les frais annuels qui découlent de ces contrats de location-exploitation n'affectent pas la Commission de façon significative.

La Commission est également liée par certaines ententes de sécurité d'emploi pour un nombre important de ses employés syndiqués.

## 9. Instruments financiers

Les instruments financiers de la Commission sont composés de l'encaisse et de placements à terme du fonds d'auto-assurance, des comptes à recevoir, d'emprunts bancaires et de découverts en banque, des comptes à payer et des dettes à long terme. À moins d'avis contraire, la direction est d'avis que ces instruments financiers n'exposent nullement la Commission à des risques considérables sur le plan des taux d'intérêts, de change ou de crédit.

# Ontario Northland Transportation Commission
# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

**31 décembre 2002**

## 10. Transactions entre apparentés

Au cours de l'année, la Commission a facturé le fonds de retraite contributif de l'ONTC la somme de 296 000$ (493 000$ - 2001) en frais de soutien financier et administratif.

## 11. Données comparatives

Lorsque requis, les données des années précédentes ont été reclassées en vue d'être conformes aux données de l'exercice en cours.

## 12. Dépendance économique

Au cours de l'année 2002, 47% des recettes de la division des Services ferroviaires (45% en l'an 2001) provenaient de trois clients majeurs.

## 13. Activités abandonnées

La Commission a mis en œuvre un des éléments de la Phase 1 des recommandations du Programme d'amélioration du service, soit la réorganisation de l'Owen Sound Transportation Company, Limited (OSTC), filiale à part entière de la Commission. Cette réorganisation entrait en vigueur le 1er avril 2002, suite à la vente d'actions de la OSTC à la province de l'Ontario et ce, sans apport, gain ni perte pour la Commission. Les opérations de l'île Pelée ont de plus été assumées par la OSTC.

# Ontario Northland Transportation Commission
## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

**31 décembre 2002**

**13. Activités abandonnées (suite)**

Les données financières choisies en rapport avec les Services maritimes sont les suivantes :

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Services maritimes (Owen Sound)** | | |
| Revenus de ventes | **2 000 $** | 5 669 000 $ |
| Remboursement du gouvernement (Note 6) | **928 000** | 1 570 000 |
| Revenus d'exploitation | **930 000** | 7 239 000 |
| Dépenses d'exploitation | **929 000** | 7 302 000 |
| Bénéfice (perte) d'exploitation | **1 000** | (63 000) |
| Amortissement | **1 000** | 4 000 |
| Bénéfice net (perte nette) d'exploitation | **-** | (67 000) |
| **Services maritime (Pelee Island)** | | |
| Revenus de ventes | **583 000** | 4 269 000 |
| Dépenses d'exploitation | **530 000** | 3 969 000 |
| Bénéfice net (perte nette) d'exploitation | **53 000** | 300 000 |
| **Bénéfices nets provenant d'**activités abandonnées | **53 000 $** | 233 000 $ |

Les actifs et passifs des Services maritimes au 31 décembre 2001 était les suivants:

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Actif à court terme | **- $** | 40 000 $ |
| Immobilisations | **-** | 1 482 000 |
| | **- $** | 1 522 000 $ |
| Passif à long terme inclu a l'obligation au titre des prestations constituées | **- $** | 238 000 $ |

Les flux de trésorerie des Services maritimes sont les suivants:

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Activités d'exploitation | **54 000 $** | 251 000 $ |
| Activités d'investissement | **-** | - |
| Activités de financement | **-** | - |

# Ontario Northland Transportation Commission
# Rapport sur les employés dont le salaire excède 100 000$

**31 décembre 2002**

| Nom | Poste | Salaire | Avantages sociaux imposables |
|---|---|---|---|
| R M Thompson | Avocat | 125 133 $ | 809 $ |
| S G Carmichael | Vice-président - Services de transport | 122 772 $ | 809 $ |
| B R Wheeler | Vice-président - O.N. Telcom | 122 772 $ | 809 $ |
| R S Hutton | Président intérimaire | 116 544 $ | 755 $ |
| S D Gowlett | Agent de train | 114 376 $ | 112 $ |
| K Donnelly | Vice-président - Finance et administration | 112 046 $ | 732 $ |
| M Marshall | Mécanicien | 108 675 $ | 112 $ |
| L Y Picard | Agent de train | 108 666 $ | 112 $ |
| B R Hofferd | Mécanicien | 103 867 $ | 112 $ |
| G Seguin | Mécanicien | 102 864 $ | 112 $ |
| D Church | Agent de train | 102 250 $ | 112 $ |
| D Wood | Mécanicien | 101 657 $ | 112 $ |
| B Lacharity | Agent de train | 101 466 $ | 112 $ |
| K O'Grady | Mécanicien | 101 141 $ | 112 $ |

Préparé sous la Loi sur la divulgation des traitements dans le secteur Public, 1996

# COMMISSION DES PARCS DU NIAGARA

## RAPPORT DE LA DIRECTION AU 31 OCTOBRE 2002

La direction de la Commission des parcs du Niagara est responsable de la préparation des états financiers afférents.

Elle a dressé ces états financiers conformément aux conventions comptables généralement acceptées au Canada. Ces états financiers ne sont pas précis étant donné qu'ils comportent certains montants fondés sur des estimations et des jugements faits par la direction. Celle-ci a établi ces montants de façon raisonnable pour s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement à tous égards importants.

La Commission utilise un système de contrôle comptable et administratif interne conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est pertinente, fiable et exacte, et que l'actif de la Commission est comptabilisé de manière appropriée et fait l'objet d'une protection suffisante.

Les membres désignés de la Commission ont la responsabilité de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et sont les ultimes responsables de l'examen et de l'approbation des états financiers.

La Commission se réunit périodiquement avec la direction pour discuter des mécanismes de contrôle interne du processus d'information financière, de questions de vérification et d'information financière, et pour s'assurer que chaque partie s'acquitte comme il se doit de ses responsabilités.

Les états financiers ont été vérifiés par Crawford, Smith et Swallow, comptables agréés, s.r.l., vérificateurs externes, selon les normes de vérification généralement acceptées au Canada, au nom de la Commission, du Ministre du Tourisme et Récréatif et du vérificateur provincial. Crawford, Smith et Swallow, comptables agréés, s.r.l., ont eu un accès entier et sans entraves à la Commission.

John A.M. Kernahan
Directeur général
Le 24 janvier 2003

Neil McDougall, CMA
Administrateur principal
Financement et technologie informatique
Le 24 janvier 2003

# RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À la Commission des parcs du Niagara,
au Ministre du Tourisme et Récréatif
et au vérificateur provincial

Conformément à la Loi sur les parcs du Niagara, laquelle indique que la Commission des parcs du Niagara, un organisme de la Couronne, fait l'objet d'une vérification par le vérificateur provincial ou par un vérificateur désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil, nous avons vérifié le bilan de la Commission des parcs du Niagara au 31 octobre 2002 et les états d'exploitation, de l'avoir et des mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues Canadien. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Commission au 31 octobre 2002 les résultats de son fonctionnement et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Le 24 janvier 2003
Niagara Falls, ON

Crawford, Smith and Swallow
Chartered Accountants LLP

# COMMISSION DES PARCS DU NIAGARA

**ÉTAT 1**

## BILAN

au 31 octobre 2002

| **Actif** | 2002<br>$ | 2001<br>$ |
|---|---|---|
| **Actif à court terme** | | |
| Encaisse | 1 263 208 | 1 493 614 |
| Comptes débiteurs | | |
| Loyers fonciers | 97 469 | 2 350 056 |
| Divers | 3 101 551 | 1 779 690 |
| Stocks | | |
| Articles vendables | 4 239 668 | 3 568 438 |
| Fournitures d'entretien et autres | 1 328 588 | 1 203 010 |
| Frais payés d'avance | 290 449 | 121 029 |
| | 10 320 933 | 10 515 837 |
| **Immobilisations** - note 2 | 137 107 798 | 136 076 447 |
| | **147 428 731** | **146 592 284** |

| **Passif et avoir** | | |
|---|---|---|
| **Passif et avoir** | | |
| Prêt bancaire | 6 000 000 | 3 000 000 |
| Comptes créditeurs | 5 267 720 | 9 304 506 |
| Traitements et salaires dûs | 1 366 856 | 1 040 917 |
| Versement de l'emprunt hypothécaire exigible à court terme | – | 300 000 |
| | 12 634 576 | 13 645 423 |
| **Prestations après-mandat** - note 3 | 2 779 523 | 2 571 209 |
| **Engagements** - note 4 | | |
| **Faux frais** - note 5 | | |
| **Avoir** – État 2 | 132 014 632 | 130 375 652 |
| | **147 428 731** | **146 592 284** |

Signataires au nom de la Commission:

Président

Vice-président

## COMMISSION DES PARCS DU NIAGARA

**ÉTAT 2**

## AVOIR

pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2002

| | 2002<br>$ | 2001<br>$ |
|---|---|---|
| **Avoir au début de l'exercice** | 130 375 652 | 129 273 879 |
| **Recettes nettes pour l'exercice** - État 3 | 1 638 980 | 3 417 752 |
| **Modification aux conventions comptables** | – | (2 315 979) |
| **Avoir à la fin de l'exercice** | **132 014 632** | **130 375 652** |

Voir notes afférentes

# COMMISSION DES PARCS DU NIAGARA

## EXPLOITATION

**ÉTAT 3**

pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2002

| | 2002<br>$ | 2001<br>$ |
|---|---|---|
| **Recettes** | | |
| Boutiques de cadeaux, restaurants et attractions - Annexe 1 | 74 363 869 | 68 137 118 |
| Loyers fanciers | 5 416 415 | 5 299 469 |
| Commissions, locaions et frais | 2 891 000 | 2 739 471 |
| Différence de change nette sur devises américaines | 691 292 | 631 338 |
| Intérêts | 63 868 | 135 938 |
| Gain net sur la vente d'actifs immobilizes | 175 816 | 56 384 |
| Recettes diverses | 16 945 | 44 718 |
| | 83 619 205 | 77 044 436 |
| **Charges** | | |
| Boutiques de cadeaux, restaurants et attractions - Annexe 1 | | |
| Coût d'acquisition des articles vendus | 15 614 741 | 15 539 056 |
| Frais d'exploitation | 34 403 537 | 27 525 807 |
| Amortissement | 3 323 344 | 2 421 883 |
| Entretien | 16 977 710 | 16 486 896 |
| Frais généraux et d'administration | 5 166 057 | 5 025 846 |
| Marketing et publicité | 2 622 706 | 2 904 238 |
| Service à la clientèle | 383 027 | 443 773 |
| Prêt à intérêt | 543 255 | 314 014 |
| | 79 034 377 | 70 661 513 |
| **Recettes nettes pour l'exercice avant amortissement de l'actif non productif de recettes** | 4 584 828 | 6 382 923 |
| **Amortissement de l'actif non productif de recettes** | 2 945 848 | 2 965 171 |
| **Recettes nettes pour l'exercice** | **1 638 980** | **3 417 752** |

Voir notes afférentes

## COMMISSION DES PARCS DU NIAGARA

**ÉTAT 4**

## MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE

pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2002

| | 2002<br>$ | 2001<br>$ |
|---|---|---|
| **Activités d'exploitation** | | |
| Recettes nettes pour l'exercice | 1 638 980 | 3 417 752 |
| Imputations aux recettes ne nécessitant aucun décaissement | | |
| - amortissement | 6 478 205 | 5 494 475 |
| - gain net sur la vente d'actifs immobilizes | (173 816) | (15 318) |
| | 7 941 369 | 8 896 909 |
| Écart net des soldes des fonds de roulement en nature lié à l'exploitation - Note 6 | (746 349) | 2 905 490 |
| Fonds découlant des activités d'exploitation | 7 195 020 | 11 802 399 |
| **Activités d'investissement** | | |
| Aquisitions d'actifs immobilizes | (7 527 979) | (20 140 315) |
| Produits de la vente d'actifs immobilizes | 194 239 | 279 919 |
| Fonds utilisés pour les activités d'investissement | (7 333 740) | (19 860 396) |
| **Activités de financement** | | |
| Remboursement de la dette à long terme | (300 000) | (300 000) |
| Hausse des prestations aprés-mandat | 208 314 | 255 230 |
| Fonds utilisés pour les activités de financement | (91 686) | (44 770) |
| **Baisse de la position de trésorerie** | (230 406) | (8 102 767) |
| **Postition de trésorerie au début de l'exercice** | 1 493 614 | 9 596 381 |
| **Postition de trésorerie à la fin de l'exercice** | **1 263 208** | **1 493 614** |

Voir notes afférentes

## COMMISSION DES PARCS DU NIAGARA

**ANNEXE 1**

## EXPLOITATION

## BOUTIQUES DE CADEAUX, RESTAURANTS ET ATTRACTIONS

pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2002

| | 2002<br>$ | 2001<br>$ |
|---|---|---|
| **Recettes** | | |
| Souvenirs, porcelaines et cartes postales | 23 382 307 | 25 433 308 |
| Aliments et boissons non alcooliques | 16 437 848 | 15 148 458 |
| Bière, boissons alcooliques et vin | 2 325 150 | 1 680 357 |
| Confiserie | 3 116 103 | 3 145 907 |
| Tarifs et admissions | 26 499 054 | 21 404 860 |
| Locations | 1 023 382 | 371 778 |
| Divers | 1 580 025 | 952 450 |
| | 74 363 869 | 68 137 118 |
| **Coûts d'acquisitions des produits vendus** | | |
| Souvenirs, porcelaines et cartes postales | 8 658 055 | 9 533 463 |
| Aliments et boissons non alcooliques | 4 461 995 | 4 022 544 |
| Bièrre, boissons alcooliques et vin | 661 577 | 454 663 |
| Confiserie | 1 217 187 | 1 239 169 |
| Divers | 615 927 | 289 217 |
| | 15 614 741 | 15 539 056 |
| **Bénéfices bruts** | 58 749 128 | 52 598 062 |
| **Frais d'exploitation** | | |
| Traiements et salaries | 14 837 150 | 12 699 555 |
| Avantages sociaux | 2 629 630 | 2 348 901 |
| Publicité | 1 387 406 | 767 914 |
| Combustible, électricité, eau et buanderie | 1 373 927 | 1 171 656 |
| Frais généraux | 4 467 962 | 3 577 535 |
| Maintenance des bâtiments, du matériel et des véhicules | 2 645 265 | 2 511 433 |
| Entretien des terrains | 4 693 339 | 2 402 632 |
| Subbentions tenant lieu de taxes municipals | 823 336 | 808 167 |
| Dépenses de centre de distibution | 1 545 522 | 1 238 014 |
| | 34 403 537 | 27 525 807 |
| **Recettes nettes avant amortissement** | 24 345 591 | 25 072 255 |
| **Amortissement de l'actif productif de recettes** | 3 323 344 | 2 421 883 |
| **Recettes nettes moins toute tranche des Frais administratifs généraux de la Comission** | **21 022 247** | **22 650 372** |

Voir notes afférentes

# COMMISSION DES PARCS DU NIAGARA

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2002

### 1. Principales conventions comptables

Méthode comptable

Les états financiers de la Commission des Parcs du Niagara (la « Commission ») sont les représentations de la gestion dressées conformément aux principes comptables généralement acceptés au Canada et uniformément appliqués. Vu qu'une détermination précise de nombreux éléments d'actif et de passif est fonction d'événements futurs, la préparation d'états financiers périodiques repose nécessairement sur des estimations et des approximations. Celles-ci ont été faites à partir d'un jugement consciencieux exercé en tenant compte de l'information disponible. De l'avis de la direction, les états financiers ont été dressés de façon appropriée dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-dessous :

Stocks

Les stocks d'articles vendables sont comptabilisés selon le coût d'acquisition (méthode du premier entré, premier sorti) ou la valeur de réalisation nette si celle-ci est moindre.

Immobilisations

Toutes les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition. La comptabilisation de l'amortissement est linéaire, à des taux de 2,5 à 20 pour cent pour les bâtiments, la voirie et les structures, de 10 à 25 pour cent pour le matériel et les fournitures et de 8 à 40 pour cent pour les véhicules.

### 2. Immobilisations

| | Coût<br>$ | Amortissement cumulé<br>$ | 2002<br>$ | 2001<br>$ |
|---|---|---|---|---|
| Terrain | 13 555 108 | – | 13 555 108 | 13 555 108 |
| Améliorations de terrain | 17 091 418 | – | 17 091 418 | – |
| Bâtiments, voirie et structures | 144 232 447 | 50 091 395 | 94 141 052 | 81 509 792 |
| Matériel et mobilier | 24 250 852 | 14 304 327 | 9 946 525 | 6 639 609 |
| Véhicules | 7 949 108 | 6 756 596 | 1 192 512 | 1 461 106 |
| | 207 078 933 | 71 152 318 | 135 926 615 | 103 165 615 |
| Travaux d'immobilisations en cours | 1 181 183 | – | 1 181 183 | 32 910 832 |
| | **208 260 116** | **71 152 318** | **137 107 798** | **136 076 447** |

# COMMISSION DES PARCS DU NIAGARA

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2002

### 3. Prestations après-mandat

La Commission fournit un bénéfice pour l'avenir de l'employé défini, payable à la résiliation du contrat de travail, offert à certains employés à temps plein avec un minimum de cinq années de service. Le bénéfice est calculé basé sur une semaine de rémunérations, au moment de la résiliation du contrat de travail, pour chaque année de service à temps plein fournit pour la Commission. Voir note 8 pour obtenir d'autres bénéfices à la fin du contrat de travail.

| Information définie sur régime de prestations | 2002<br>$ | 2001<br>$ |
|---|---|---|
| Atouts pour régime de prestations de l'employé | – | – |
| Engagements de régime de prestations de l'employé | 2 779 523 | 2 571 209 |
| Déficit de régime de prestations de l'employé | **2 779 523** | **2 571 209** |
| Obligaton de prestation reconnue sur le bilan | | |
| Obligation de prestation, début de l'année | 2 571 209 | 2 315 979 |
| Dépense pour l'année | 341 454 | 327 952 |
| Prestations payées pendant l'année | (133 140) | (72 722) |
| Obligation prestation, fin de l'année | **2 779 523** | **2 571 209** |

Les hypothèses actuarielles principales utilisées pour l'évaluation du régime de prestation sont les suivantes:

**Taux d'intérêt (rabais)** – L'obligation accrue à partir et les dépenses ont été déterminés en employant un taux d'escompte de 6%.

**Niveaux des salaires** – Les niveaux des salaires à l'avenir sont prévus d'accroître de 4% par année.

### 4. Engagements

La Commission s'est engagée à dépenser approximativement 2 330 000 $ en projets d'immobilisations au cours du prochain exercice.

### 5. Faux Frais

La commission est engagée dans une instance judiciaire ayant trait à certaines demandes d'indemnisation pour lesquelles il est impossible de determiner la porobabilité de perte ni le montant raisonnablement estimable. En conséquence, les états financiers ne tiennent compte d'aucune provision pour ces demandes d'indemnisation.

# COMMISSION DES PARCS DU NIAGARA

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2002

**6. Mouvements de trésorerie**

Parmi les écarts des éléments du fonds de roulement, on trouve les suivantes:

| | 2002<br>$ | 2001<br>$ |
|---|---|---|
| Comptes débiteurs | 930 726 | (941 039) |
| Stocks | (796 808) | (54 794) |
| Frais payés d'avance | (169 420) | 120 613 |
| Prêt bancaire | 3 000 000 | 3 000 000 |
| Comptes créditeurs et traitements et salaires dûs | (3 710 847) | 780 710 |
| | **(746 349)** | **2 905 490** |

Intérêts

| | 2002<br>$ | 2001<br>$ |
|---|---|---|
| Intérêts touchés | **63 868** | **135 938** |
| Intérêts payé | **535 215** | **298 644** |

**7. Bail d'exploitation**

La Commission loue des véhicules et equipments sous le programme de bail d'exploitation qui expire à travers les années jusq'en 2005. L'obligation totale sous le programme de bail d'exploitation équivaut 1 863 494 $.

Paiements à l'avenir pour chacune des trois prochaines années sont les suivantes:

| | $ |
|---|---|
| 2003 | 687 157 |
| 2004 | 656 827 |
| 2005 | 519 510 |

**8. Autres prestations après-mandat**

La Commission verse pour tous ses employés permanents (et non permanents participants) des cotisations au Régime de retraite de la fonction publique et au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO). Ceux-ci sont des régimes pour plusieurs employés. Ces plans sont expliqués en tant que plans de contribution, puisque la Commission n'a pas assez d'information pour appliquer un plan de bénéfices défini expliquant ces plans de pension.

Les obligations de la Commission au titre des régimes de retraite de la fonction publique et du SEFPO étaient de 1 214 516 (1 140 146 $ en 2001) et sont incluses dans les postes « Frais généraux et d'administration » dans l'état des opérations et « Avantages sociaux des employés » dans l'annexe sur l'exploitation des boutiques de cadeaux, restaurants et attractions.

# COMMISSION DES PARCS DU NIAGARA
# NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2002

**8. Autres prestations après-mandat** – suite

Le coût pour après-mandat, prestations non-liées à la retraite sont payees par le Secrétariat du Conseil de gestion et ne sont pas compris dans le compte d'exploitation générale.

Voir note 3 pour des details définis sur le régime de prestations pour l'avenir de l'employé.

**9. Instruments financiers**

Risque de credit

La clientèle de la Commission l'expose à un risque de crédit. Toutefois, la concentration du risque de crédit est réduite au minimum en raison du nombre élevé de clients.

Risque de change

La Commission réalise approximativement 16,33 % de ses ventes en devises étrangères (18,71 % en 2001). Par conséquent, certains éléments d'actif et recettes sont exposés à la fluctuation des devises étrangères.

Risque de flux monétaire

La commission a un prêt bancaire payable qui porte un intérêt à un taux préférential de moins de 50 points de base. Par conséquent, la Commission est exposée à des risques de flux monétaires liés à des risques de flux monétaires lies à des fluctuations potentielles dans les taux d'intérêt du marché.

**10. Opérations entre apparentés**

La commission exerce une influence significative sur la Fondation des parcs du Niagara (la « Fondation ») en vertu de son habilité d'appointer certains des Directeurs du conseil d'administration de la Fondation. La Fondation est incorporée sous la loi des Corporations d'Ontario et consiste en une charité enregistrée sous la Loi de l'impôt sur le revenu. Le but de la fondation est de promouvoir des initiatives de conservation, environnementales historiques, arts du spectacle et musicales dans le territoirre de la Commission des parcs du Niagara. Les resources nettes de la Fondations equivalent 42 158 $. Au cours de l'année, la Commission a dépensé 32 688 $ de la part de la Fondation. Ces montants dépensés ont compris la publicité et promotion, logiciel informatique, matériel de bureau, frais professionnels, téléphone et développement de sites d'Internet.

L'actif net est resultants des operations de la Fondation ne sont pas compris dans les declarations financiers séparées de la Fondation sont disponibles sur demande.

**11. Fonds excédentaires**

Conformément à l'article 16(2) de la Loi sur les parcs du Niagara, tous les fonds excédentaires sont versés au ministre des Finances sur ordre du lieutenant gouverneur en conseil en font partie du trésor.

# COMMISSION DES PARCS DU NIAGARA

# DIVULGATIONS DE SALAIRES POUR LE SECTEUR PUBLIC

**Employés touchant 100 000 $ ou plus en 2001**

*Prépare conformément à la loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public.*

**Registre des salaires et prestations des employés pour l'année 2001**

| Nom | Poste | Salaire versé | Avantages imposables |
|---|---|---|---|
| John Kernahan | Directeur général | $131,114.81 | $8,717.04 |
| Robert Brooker | Directeur général adjoint | $120,432.64 | $ 291.38 |
| Robert McIlveen | Administrateur principal Services Communnautaires | $102,838.25 | $ 248.48 |
| Nicholas Murphy | Administrateur principal Services techniques | $102,838.25 | $ 248.48 |
| Alois Poltl | Administrateur principal Services d'alimentation | $102,838.25 | $ 943.98 |
| Joel Noden | Administrateur principal Détail, attractions et héritage | $102,838.25 | $ 248.48 |
| Murray Mold | Administrateur principal Développement d'entreprise et commercialisation | $100,898.84 | $ 248.48 |

## HYDRO ONE INC.
## RAPPORT DE LA DIRECTION

La responsabilité des états financiers consolidés ci-joints de Hydro One Inc. (« Hydro One » ou la « société ») incombe à la direction. Ils ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et sont conformes aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis, à l'exception de ce qui est présenté à la note 22 afférente aux états financiers consolidés. Hydro One applique les principes comptables appropriés à ses activités. Les principales conventions comptables suivies par la société sont décrites dans le sommaire des principales conventions comptables présenté à la note 2 afférente aux états financiers consolidés. La préparation des états financiers comporte nécessairement l'utilisation d'estimations fondées sur le jugement de la direction, particulièrement lorsque les opérations ayant une incidence sur la période comptable considérée ne peuvent être déterminées avec certitude avant les périodes à venir. Les états financiers consolidés ont été dressés correctement dans les limites raisonnables de l'importance relative et selon les informations disponibles au 13 février 2003.

La direction maintient un système de contrôles internes visant à fournir l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés et que des informations financières fiables sont disponibles en temps opportun. Le système comporte des politiques et des procédés officiels ainsi qu'une structure organisationnelle prévoyant une délégation des pouvoirs et une division des responsabilités appropriées. Des vérificateurs internes ont évalué de façon indépendante et continue l'efficacité de ces contrôles internes et présenté leurs constatations à la direction et au comité de vérification et des finances du conseil d'administration de Hydro One.

Les états financiers consolidés ont été examinés par Ernst & Young s.r.l., les vérificateurs externes indépendants nommés par le conseil d'administration de Hydro One. La responsabilité des vérificateurs externes consiste à exprimer une opinion sur la présentation fidèle des états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus. Le rapport des vérificateurs, figurant à la page 24 dans le présent rapport annuel, fait état de la portée de leur examen et de leur opinion.

Le conseil d'administration de Hydro One, par l'entremise de son comité de vérification et des finances, est tenu de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière et de contrôle interne. Le comité de vérification et des finances rencontre périodiquement la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes afin de s'assurer que chaque groupe remplit ses tâches respectives et d'examiner les états financiers consolidés avant de recommander leur approbation par le conseil d'administration. Les vérificateurs externes ont librement et directement accès au comité de vérification et des finances, avec ou sans la présence de la direction, pour discuter de leur vérification et de leurs constatations quant à l'intégrité de la présentation de l'information financière et à l'efficacité du système de contrôles internes.

Au nom de la direction de Hydro One Inc.,

Tom Parkinson
Président et chef de l'exploitation

K. M. Hartwick
Chef des finances

hydro One

## HYDRO ONE INC.
## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À l'actionnaire de Hydro One Inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Hydro One Inc. (la « société ») au 31 décembre 2002 et au 31 décembre 2001 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de la société pour chacun des trois exercices de la période de trois ans terminée le 31 décembre 2002. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et des États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2002 et au 31 décembre 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des trois exercices de la période de trois ans terminée le 31 décembre 2002 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Comme décrit à la note 2, la société a modifié sa méthode de comptabilisation de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.

Ernst & Young LLP

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés
Toronto, Canada

le 13 février 2003

## HYDRO ONE INC.
## ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|---|---|---|
| **Produits** | | | |
| Transport *(note 16)* | 1 317 | 1 259 | 1 260 |
| Distribution *(note 16)* | 2 695 | 2 158 | 1 703 |
| Divers | 32 | 49 | 32 |
| | 4 044 | 3 466 | 2 995 |
| **Charges** | | | |
| Achats d'électricité *(note 16)* | 1 871 | 1 267 | 859 |
| Exploitation, entretien et administration *(note 4)* | 832 | 824 | 863 |
| Amortissement *(note 5)* | 411 | 384 | 348 |
| | 3 114 | 2 475 | 2 070 |
| **Bénéfice avant charges de financement et provision pour paiements en remplacement des impôts des sociétés** | 930 | 991 | 925 |
| Charges de financement *(notes 6 et 16)* | 353 | 350 | 340 |
| **Bénéfice avant provision pour paiements en remplacement des impôts des sociétés** | 577 | 641 | 585 |
| Provision pour paiements en remplacement des impôts des sociétés *(notes 7 et 16)* | 233 | 267 | 207 |
| **Bénéfice net** | 344 | 374 | 378 |
| **Résultat par action ordinaire de base et dilué** *(en dollars canadiens) (note 15)* | 3 258 | 3 562 | 3 182 |

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|---|---|---|
| Bénéfices non répartis au 1er janvier | 357 | 241 | 265 |
| Bénéfice net | 344 | 374 | 378 |
| Dividendes *(note 15)* | (192) | (258) | (402) |
| Distribution à l'actionnaire *(note 8)* | (7) | - | - |
| Bénéfices non répartis au 31 décembre | 502 | 57 | 241 |

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.*

## HYDRO ONE INC.
## BILANS CONSOLIDÉS

| *Aux 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | **2002** | **2001** |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Actif à court terme : | | |
| Débiteurs (déduction faite de la provision pour créances douteuses de 16 millions de dollars et 12 millions de dollars en 2001) | 659 | 538 |
| Matières et fournitures | 55 | 56 |
| | 714 | 594 |
| Immobilisations *(note 8)*: | | |
| Immobilisations en service | 13 790 | 13 335 |
| Moins : amortissement cumulé | 4 859 | 4 581 |
| | 8 931 | 8 754 |
| Construction en cours | 300 | 310 |
| | 9 231 | 9 064 |
| Autres actifs à long terme : | | |
| Actif reporté du régime de retraite *(note 10)* | 742 | 847 |
| Actif réglementaire *(note 9)* | 570 | 558 |
| Écart d'acquisition *(note 11)* | 133 | 133 |
| Débiteurs à long terme et autres actifs | 28 | 22 |
| Coûts de la dette reportés | 7 | 13 |
| | 1 480 | 1 573 |
| **Total de l'actif** | 11 425 | 11 231 |

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.*

## HYDRO ONE INC.
## BILANS CONSOLIDÉS (suite)

| *Aux 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Passif** | | |
| Passif à court terme : | | |
| Dette bancaire | 35 | 24 |
| Créditeurs et charges à payer *(note 16)* | 589 | 691 |
| Intérêts courus | 53 | 57 |
| Billets à court terme à payer *(note 12)* | 579 | 410 |
| Tranche échéant à moins d'un an de la dette à long terme *(note 12)* | 651 | 443 |
| | 1 907 | 1 625 |
| Dette à long terme *(note 12)* | 3 928 | 4 079 |
| Autres passifs à long terme : | | |
| Passif réglementaire *(note 9)* | 742 | 847 |
| Avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite *(note 10)* | 540 | 510 |
| Passifs environnementaux *(note 14)* | 140 | 158 |
| Créditeurs à long terme et charges à payer | 29 | 18 |
| | 1 451 | 1 533 |
| **Total du passif** | 7 286 | 7 237 |
| Éventualités et engagements *(notes 13, 18 et 19)* | | |
| **Capitaux propres** *(note 15)* | | |
| Actions privilégiées (autorisées : nombre illimité; émises : 12 920 000) | 323 | 323 |
| Actions ordinaires (autorisées : nombre illimité; émises : 100 000) | 3 314 | 3 314 |
| Bénéfices non répartis | 502 | 357 |
| **Total des capitaux propres** | 4 139 | 3 994 |
| **Total du passif et des capitaux propres** | 11 425 | 11 231 |

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.*

Au nom du Conseil,

Glen Wright
Président du conseil

Eileen Mercier
Présidente du comité de vérification et des finances

## HYDRO ONE INC.
## ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | **2002** | **2001** | **2000** |
|---|---|---|---|
| **Activités d'exploitation** | | | |
| Bénéfice net | 344 | 374 | 378 |
| Rajustements au titre des éléments sans effet sur la trésorerie : | | | |
| Amortissement (déduction faite des frais d'enlèvement) | 384 | 352 | 324 |
| Comptes d'écart liés au règlement de détail | (37) | - | - |
| | 691 | 726 | 702 |
| Variations des soldes hors caisse liés à l'exploitation *(note 17)* | (199) | 188 | 23 |
| **Flux de trésorerie nets liés à l'exploitation** | 492 | 914 | 725 |
| **Activités de financement** | | | |
| Dette pour le financement à long terme : | | | |
| Émise | 500 | 550 | 1 000 |
| Remboursée | (443) | (474) | (1 399) |
| Dette pour le financement à court terme | 169 | 280 | 130 |
| Coûts de la dette reportés | 6 | 1 | (12) |
| Dividendes versés | (192) | (258) | (398) |
| **Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement** | 40 | 99 | (679) |
| **Activités d'investissement** | | | |
| Immobilisations | (570) | (566) | (446) |
| Acquisitions de sociétés de distribution locale | - | (475) | (23) |
| Produit de la cession *(note 3)* | 50 | - | - |
| Autres actifs | (23) | 28 | (69) |
| **Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement** | (543) | (1 013) | (538) |
| **Variation nette des espèces et quasi-espèces** | (11) | - | (492) |
| Espèces et quasi-espèces au 1er janvier | (24) | (24) | 468 |
| **Espèces et quasi-espèces au 31 décembre** *(note 17)* | (35) | (24) | (24) |

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.*

# HYDRO ONE INC.
# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## 1. CONSTITUTION ET DÉBUT DES ACTIVITÉS

Hydro One Inc. (« Hydro One » ou la « société ») a été constituée le 1er décembre 1998 en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario) et est détenue en propriété exclusive par la province de l'Ontario (la « province »). L'activité principale de Hydro One consiste à transporter de l'électricité et à la distribuer aux abonnés en Ontario, et est réglementée par la Commission de l'énergie de l'Ontario (la « Commission »).

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

***Mode de consolidation***

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales en propriété exclusive : Hydro One Networks Inc. (Hydro One Networks), Hydro One Network Services Inc. (Hydro One Network Services), 1316664 Ontario Inc., anciennement Ontario Hydro Energy Inc. (Ontario Hydro Energy), Hydro One Remote Communities Inc. (Hydro One Remote Communities), Hydro One Brampton Inc. (Hydro One Brampton), Hydro One Markets Inc., Hydro One Telecom Inc. et Hydro One Delivery Services Company Inc.

En date du 1er janvier 2003, Hydro One Networks et Hydro One Network Services ont fusionné. Hydro One Network Services sera dissoute en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario), une fois toutes les exigences respectées. En outre, les activités de l'ancienne Ontario Hydro Energy sont en train d'être liquidées (voir la note 3).

***Méthode de comptabilisation***

Les présents états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada ») et sont conformes aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (les « PCGR des États-Unis »), sauf comme indiqué à la note 22.

***Tarification***

En date du 1er avril 1999, selon les dispositions de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, les entreprises d'Ontario Hydro ont été restructurées en cinq entreprises distinctes, y compris Hydro One qui agit, par l'entremise des filiales en propriété exclusive, à titre de société remplaçante des entreprises de transport, de distribution d'électricité et de services énergétiques d'Ontario Hydro. Cette restructuration a eu lieu en prévision de la libre concurrence des marchés de l'électricité de détail et de gros en Ontario, qui est entrée en vigueur officiellement le 1er mai 2002 (le libre accès). Le 9 décembre 2002, la province a adopté la *Loi de 2002 sur l'établissement du prix de l'électricité, la conservation de l'électricité et l'alimentation en électricité* (le projet de loi 210), qui modifiait la *Loi de 1998 sur l'électricité* et d'autres lois afin de mettre en œuvre le plan d'action pour la diminution des factures d'électricité annoncé par le Premier ministre de l'Ontario le 11 novembre 2002.

Les tarifs de notre entreprise de transport pour les périodes antérieures au libre accès ont été établis par la Commission pour fournir un taux de rendement annuel de 9,88 % des capitaux propres réputés affectés à cette entreprise. Au cours de cette période, Hydro One n'a pas facturé directement les abonnés pour les services de transport. Les produits du transport réglementé ont plutôt été recouvrés par Ontario Power Generation Inc. (OPG) et ont été versés à la société en vertu d'une entente de répartition des produits entre les sociétés remplaçantes. L'entente de répartition des produits a cessé avec le libre accès et la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité (la SIGMÉ) verse maintenant les paiements d'après les tarifs de transport uniformes approuvés par la Commission pour tous les transporteurs à la grandeur de l'Ontario. Fondés sur notre charge estimative, ces tarifs ont aussi été établis pour donner un taux de rendement annuel de 9,88 %.

Avant le libre accès, l'entreprise de distribution achetait son électricité à prix fixe auprès de OPG et facturait à ses abonnés de distribution un tarif groupé pour la production, le transport et la distribution de l'électricité. Les tarifs groupés établis initialement par la Commission pour 2000 ont donné un taux de rendement annuel de 9,88 % des capitaux propres réputés affectés à cette entreprise. Les tarifs groupés sont restés en place jusqu'au libre accès.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Au cours de 2001, le coût de l'électricité de gros pour la société a été haussé à deux occasions. En date du 1er juin 2001, la province a adopté une réglementation qui augmentait pour toutes les sociétés de distribution, y compris Hydro One, le coût de l'électricité de gros fournie par OPG de 0,7 cent le kWh. La Commission a approuvé l'intégration de cette hausse non liée à la distribution aux tarifs groupés des abonnés. Le coût de l'électricité de gros pour notre entreprise de distribution a été ensuite haussé de 1,15 cent le kWh en date du 1er octobre 2001 de sorte que, après cette augmentation, le coût de l'électricité pour la société était conforme au tarif payé par d'autres distributeurs importants. Le 19 janvier 2001, la société a demandé, par l'entremise de Hydro One Networks de réduire la tranche provenant des abonnés de détail de l'exigence en matière de produits de distribution qui serait entrée en vigueur le 1er octobre 2001, soit d'environ 742 millions de dollars à 646 millions de dollars pour atténuer considérablement l'incidence, sur les abonnés de Hydro One, de cette hausse du coût de l'électricité, et ce, progressivement sur une période de trois ans. La société appelle communément cette atténuation le plan d'atténuation des tarifs.

Depuis l'entrée en vigueur du libre accès, Hydro One achète son électricité du marché au comptant administré par la SIGMÉ et facture à ses abonnés de distribution les tarifs dégroupés, y compris les tarifs de distribution approuvés par la Commission. Ces tarifs de distribution sont pratiquement identiques aux tarifs de distribution que nous avons intégrés à nos tarifs groupés avant le libre accès.

Le 30 août 2002, la Commission a publié une ordonnance tarifaire établissant les tarifs de distribution dégroupés. Cette ordonnance tenait compte de la décision du 12 juin 2002 de la Commission quant à la demande que Hydro One Networks a déposée le 19 janvier 2001. La Commission a approuvé une exigence globale en matière de produits de distribution (y compris celle liée aux tarifs de détail, aux tarifs de basse tension et à diverses charges) de 646 millions de dollars en date du 1er octobre 2001, de 694 millions de dollars en date du 1er mars 2002 et de 742 millions de dollars en date du 1er mars 2003. En outre, la Commission a confirmé l'approbation provisoire du recouvrement d'approximativement 8 millions de dollars de coûts engagés pour harmoniser nos systèmes et pratiques d'affaires avec les exigences du marché de l'électricité concurrentiel, communément appelés coûts de préparation au marché.

Le projet de loi 210 a été adopté afin de mettre en œuvre le plan d'action pour la diminution des factures d'électricité annoncé par le Premier ministre de l'Ontario le 11 novembre 2002. Voici les dispositions les plus importantes du projet de loi concernant les entreprises de transport et de distribution :

- Le prix de l'énergie pour les petits consommateurs et les consommateurs désignés (comme défini dans le projet de loi 210) est établi à 4,3 cents le kWh, rétroactivement au 1er mai 2002. La plupart des abonnés de distribution de la société (qui consomment, au total, environ 70 % de l'énergie que nous distribuons) ont droit au prix de l'énergie fixe. Compte tenu du fait que le prix dépassait 4,3 cents le kWh pour la période du 1er mai 2002 au 1er décembre 2002, le projet de loi 210 a exigé que les distributeurs émettent un remboursement de 75 $ aux consommateurs admissibles et créditent tout remboursement restant aux factures futures. La SIGMÉ a facilité ce gel des prix et continuera de le faire par un financement offert par la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (la SFIÉO), et les produits de distribution et les coûts des achats d'électricité présentés jusqu'à la fin du troisième trimestre de 2002 ont donc été réduits de 91 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 22 millions de dollars pour le deuxième trimestre et une baisse de 113 millions de dollars pour le troisième trimestre.

- Le plafonnement des tarifs du transport et de la distribution s'applique jusqu'au 30 avril 2006 au moins. Une demande de tarifs peut être soumise à la Commission avant cette date avec l'autorisation écrite du ministre de l'Énergie. Toutes les hausses de tarif qui ont été approuvées par la Commission mais non mises en oeuvre avant le 1er décembre 2002 ont été suspendues. Par conséquent, la hausse du 1er mars 2003 et les modifications tarifaires associées aux charges de basse tension pour les sociétés de distribution locale intégrées et les abonnés directs ne peuvent être mises en œuvre. La hausse de 8 millions de dollars des produits de distribution associés aux coûts de préparation au marché qui a été approuvée par la Commission pour les dix mois commençant le 1er mai 2002 demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril 2006 au moins.

- En date du 1er décembre 2002, le prix payé par les distributeurs à la SIGMÉ pour les charges du marché de gros autres qu'énergétiques est pratiquement identique au prix que les distributeurs peuvent facturer à leurs abonnés. Pour la période du 1er mai 2002 au 1er décembre 2002, les écarts entre les tarifs ont été accumulés dans des comptes d'écart liés au règlement de détail conformément aux dispositions de l'article 490 du *Accounting*

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

*Procedures Handbook* de la Commission pour la cession par l'entremise des écarts de rémunération futurs ou des rajustements de tarif approuvés.

- Le projet de loi 210 permet l'établissement ou le maintien des comptes de report pour certains montants jusqu'à ce que la Commission se soit prononcée sur la cession. Pour Hydro One, les comptes les plus importants comprennent : les comptes d'écart liés au règlement de détail, les coûts de préparation au marché, et les produits qui auraient été facturés si les charges pour les installations à basse tension approuvées pour les sociétés de distribution locale intégrées et les abonnés directs avaient été appliquées. Le projet de loi 210 permet également le maintien d'un compte de report pour les coûts de décontamination environnementale engagés par l'entreprise de distribution en 2001 et en 2002. Le traitement comptable de ces coûts a été revu par la Commission dans le cadre du plan d'atténuation des tarifs.

L'adoption du projet de loi 210 a fixé effectivement un plafond pour les tarifs de Hydro One Remote Communities, par l'entremise de laquelle les localités éloignées du nord de l'Ontario sont servies, et Hydro One Brampton, qui a été acquise en 2001. Toutes les autres sociétés de distribution locale qui ont été achetées ont été entièrement intégrées à Hydro One Networks, la filiale principale en activité. Par suite du plafonnement des tarifs, le taux de rendement de Hydro One Remote Communities continue de refléter une structure du capital financée entièrement par emprunts, et Hydro One Brampton ne sera pas en mesure de mettre en œuvre la hausse de tarif finale pour atteindre un rendement des capitaux propres de 9,88 %, comme proposé initialement par la Commission.

Les actifs réglementaires représentent surtout les coûts reportés parce que, selon toute vraisemblance, ils seront recouvrés grâce aux tarifs futurs. Les actifs réglementaires constatés au 31 décembre 2002 sont présentés à la note 9. Le plafond instauré par le projet de loi 210 limite l'occasion de recouvrer l'augmentation des coûts et les dépenses en capital au-dessus des tarifs de base courants grâce à des tarifs au cours de la période de plafonnement des tarifs qui, à l'heure actuelle, se terminera le 30 avril 2006 au plus tôt. Une demande tarifaire peut être présentée à la Commission avant la fin de la période avec l'autorisation écrite du ministre de l'Énergie. Le projet de loi 210 établit les motifs d'approbation et stipule que, lorsqu'il se penche sur la question de l'approbation, le ministre doit tenir compte des intérêts des consommateurs en ce qui concerne les prix, la fiabilité et la qualité des services d'approvisionnement en électricité.

Les tarifs actuels de transport et de distribution prévoient le recouvrement d'un montant important de nos actifs réglementaires inscrits au 31 décembre 2002. Nous avons constaté certains actifs réglementaires qui ne sont pas inclus dans les tarifs en vigueur. Ces actifs réglementaires comprennent principalement les comptes d'écart liés au règlement de détail et l'excédent des coûts de préparation au marché sur le recouvrement provisoire de 8 millions de dollars approuvé par la Commission. Le projet de loi 210 prévoit le maintien des comptes de report pour ces actifs réglementaires, ainsi que d'un compte de report de charges à basse tension pour les abonnés directs et les sociétés de distribution locale intégrées qui ont été approuvées, mais qui n'étaient pas en vigueur en date du 1er décembre 2002. De plus, le ministre de l'Énergie a souligné, dans le cadre d'une lettre aux distributeurs datée du 23 janvier 2003, qu'il demandera à la Commission de terminer, au plus tard le 31 décembre 2003, la revue des demandes des distributeurs visant à recouvrer les montants qui sont considérés comme des actifs réglementaires au sens du projet de loi 210. D'après la lettre, une fois que la Commission aura terminé sa revue et qu'elle aura confirmé les montants à recouvrer, le processus de recouvrement commencera au plus tard en 2006.

Hydro One est toujours d'avis qu'il est probable de recouvrer les actifs réglementaires à même les tarifs futurs, quoique le recouvrement intégral soit plus incertain à l'heure actuelle qu'avant le projet de loi 210. Étant donné le plus grand degré d'incertitude, la société ne comptabilisera pas les charges à basse tension pour les abonnés directs et les sociétés de distribution locale intégrées dans les résultats d'exploitation ou au bilan aux fins d'établissement de rapports financiers externes. Ces produits sont évalués à environ 26 millions de dollars par an. Hydro One a l'intention de chercher à recouvrer les comptes d'écart liés au règlement de détail, les coûts de préparation au marché résiduels et les charges à basse tension non comptabilisées, ainsi que les intérêts en découlant, par l'entremise de demandes tarifaires futures.

La société évalue continuellement la probabilité de recouvrement des actifs réglementaires. Si un recouvrement au moyen de tarifs futurs n'était plus considéré comme probable, les montants en cause seraient imputés aux résultats d'exploitation de la période où l'évaluation aurait été effectuée. Si une décision réglementaire future était prise par

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

la Commission ou par le ministre de l'Énergie en vue de permettre le recouvrement des charges à basse tension, Hydro One constaterait un gain dans les résultats d'exploitation de la période où la décision serait prise.

Les traitements réglementaires suivants ont donné lieu à des traitements comptables différents des PCGR du Canada à l'égard d'entreprises œuvrant dans un cadre de tarifs non réglementés :

- les avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice conformément aux PCGR du Canada. La Commission a permis la récupération des coûts des services passés, provenant de l'adoption de la méthode de la comptabilité d'exercice, dans les exigences en matière de produits selon la méthode linéaire sur une période de dix ans. En conséquence, en 1999, Hydro One a enregistré un actif réglementaire d'un montant initial de 419 millions de dollars pour tenir compte de ce traitement réglementaire;

- Hydro One a constitué une provision pour les dépenses futures estimatives nécessaires pour régler les dommages environnementaux passés. Puisque ces dépenses sont recouvrées au moyen des tarifs, la société a enregistré un actif réglementaire d'un montant initial de 190 millions de dollars. À l'exception de la partie de l'actif réglementé liée à certaines dépenses de distribution, cet actif réglementaire, incluant l'augmentation des intérêts futurs, devrait être amorti d'ici 2020 selon le modèle des dépenses réelles. En vertu du plan d'atténuation des tarifs de la société examiné avec la Commission, la partie de l'actif réglementaire liée aux dépenses de distribution réelles engagées en 2001 et en 2002 sera amortie par imputation aux résultats d'exploitation selon la méthode linéaire de 2003 à 2020 inclusivement. La Commission a pleins pouvoirs de vérifier et d'évaluer l'étendue et le calendrier de recouvrement de ces coûts environnementaux;

- les coûts de préparation au marché ont été reportés selon les critères établis par le *Electricity Distribution Rate Handbook* de la Commission, l'*Accounting Procedures Handbook* et les directives ultérieures de la Commission. En l'absence d'un tel règlement, ces coûts auraient été passés en charges lorsqu'ils auraient été engagés en vertu des PCGR du Canada;

- Hydro One a reporté certains comptes d'écart liés au règlement de détail selon les dispositions de l'article 490 du *Accounting Procedures Handbook* de la Commission;

- conformément aux ordonnances tarifaires approuvées par la Commission, les coûts de retraite sont comptabilisés dans les résultats d'exploitation lorsque les cotisations patronales sont versées à la caisse de retraite plutôt que selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En conséquence, un montant égal à l'actif reporté du régime de retraite a été inscrit à titre de passif réglementaire;

- les paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés relatifs aux entreprises réglementées de la société sont comptabilisés selon la méthode de l'impôt exigible comme l'exige la Commission.

***Constatation et répartition des produits***

Les ordonnances tarifaires publiées par la Commission pour l'entreprise de transport constituaient le fondement de la convention de répartition des produits. En 1999, 2000 et 2001, et avant le libre accès, les produits tirés du transport représentaient un montant fixe axé sur l'exigence en matière de produits annuels de 1,2 milliard de dollars. Depuis le libre accès, les produits tirés du transport sont recouvrés à même les tarifs dégroupés approuvés par la Commission et sont constatés au fur et à mesure que l'électricité est livrée aux abonnés.

Avant le libre accès, les produits de distribution attribuables à la vente et la livraison de l'électricité étaient fondés sur les tarifs dégroupés approuvés par la Commission. Depuis le libre accès, les produits de distribution sont fondés sur les tarifs de distribution groupés approuvés par la Commission et sont constatés au fur et à mesure que l'électricité est livrée aux abonnés. La société estime les produits mensuels pour la période en fonction des achats de gros d'électricité parce que les compteurs des abonnés ne font généralement pas l'objet d'une lecture mensuelle.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Les produits de distribution comprennent également un montant pour le programme d'assistance à la tarification résidentielle en régions rurales et éloignées, qui, avant le libre accès, était recueilli par le truchement de la convention de répartition des produits et constaté selon les conditions de la convention. Depuis le libre accès, les montants de protection des tarifs ruraux sont reçus de la SIGMÉ d'après un tarif standard d'abonné approuvé par la Commission. La loi actuelle offre une assistance à la tarification à des catégories prescrites d'abonnés résidentiels des régions rurales et éloignées en réduisant les tarifs d'électricité qui s'appliqueraient autrement.

Les produits sectoriels pour le transport, la distribution et d'autres unités d'exploitation incluent aussi des produits liés à la vente de services et d'équipement. Ces produits sont constatés lorsque les services sont rendus ou lorsque l'équipement est livré.

Les produits non facturés inclus dans les débiteurs au 31 décembre 2002 ont totalisé 248 millions de dollars (189 millions de dollars en 2001). Le montant des produits non facturées a été présenté déduction faite du solde à créditer sur les factures à venir afin de tenir compte du prix de l'électricité fixé de 4,3 cents le kilowattheure stipulé dans le projet de loi 210 pour les petits consommateurs et les consommateurs désignés.

***Impôt des sociétés et impôt sur le capital***

En vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, Hydro One est tenue de verser des paiements en remplacement des impôts des sociétés à la SFIÉO. Ces paiements sont calculés selon les règles suivies pour le calcul du bénéfice et du capital imposable et d'autres montants pertinents prévues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) ainsi que la *Loi sur l'imposition des corporations* (Ontario), modifiée pour la *Loi de 1998 sur l'électricité*, et les règlements y afférents.

La société comptabilise des paiements en remplacement des impôts des sociétés pour ses entreprises réglementées à l'aide de la méthode de l'impôt exigible, comme l'exige la Commission. En vertu de cette méthode, aucune provision n'est constituée pour les impôts sur les bénéfices futurs en raison des écarts temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des actifs et des passifs. Lorsque des impôts sur les bénéfices futurs non comptabilisés sont exigibles, ils doivent être inclus dans les tarifs approuvés par la Commission et récupérés alors auprès des abonnés de Hydro One.

***Matières et fournitures***

Les matières et les fournitures représentent les pièces de rechange et les matériaux de construction acquis pour la construction interne et l'entretien des immobilisations. Ces actifs sont comptabilisés au moindre du coût moyen et de la valeur de réalisation nette.

***Immobilisations***

Les immobilisations sont capitalisées au coût, à savoir le coût des matières et de la main-d'œuvre, les frais d'ingénierie, les charges indirectes, l'amortissement de l'équipement en service et la répartition approuvée des fonds utilisés pendant la construction applicables aux aménagements d'installations permanentes d'entreprises réglementées ou aux intérêts s'appliquant aux aménagements d'installations permanentes d'entreprises non réglementées.

Les immobilisations en service comprennent les actifs destinés au transport, à la distribution, aux communications ainsi qu'à l'administration et à l'entretien et les servitudes. Elles incluent aussi les actifs qui seront utilisés ultérieurement comme les terrains et les coûts de développement capitalisés relatifs à des projets d'investissement reportés.

*Transport*

Les actifs liés au transport incluent les biens utilisés pour le transport de l'électricité sous haute tension, comme les lignes de transport, les structures de soutien, les fondations, les isolants, le matériel de raccordement et les installations de mise à la terre ainsi que les biens utilisés afin d'augmenter la tension de l'électricité des centrales

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

pour le transport et afin de réduire la tension pour la distribution, comme les commutateurs, les disjoncteurs et les transformateurs.

*Distribution*

Les actifs liés à la distribution incluent les biens liés à la distribution d'électricité sous basse tension, comme les lignes de distribution, les poteaux, les commutateurs, les transformateurs, les dispositifs de protection et les compteurs.

*Communications*

Les actifs liés aux communications incluent le système radio à micro-ondes et à fibres optiques, le fil de terre à fibres optiques, les pylônes, le matériel téléphonique et les bâtiments qui y sont associés.

*Administration et entretien*

Les actifs liés à l'administration et à l'entretien incluent les immeubles administratifs, les principaux systèmes informatiques, les ordinateurs personnels, le matériel de transport et de travail, les outils, les véhicules et certaines immobilisations mineures.

*Servitudes*

Les servitudes incluent les droits découlant de l'usage prévus par la loi des couloirs de transport et des biens-fonds voisins accordés en vertu de la *Loi de 2002 sur la fiabilité de l'énergie et la protection des consommateurs* ainsi que les autres montants engagés pour les servitudes et autres droits d'accès.

***Construction en cours***

Les coûts de financement des immobilisations en cours de construction de sociétés réglementées sont capitalisés selon la provision pour les fonds utilisés pendant la construction. Dans le cas des sociétés non réglementées, les intérêts sont capitalisés à des taux qui se rapprochent du coût moyen de tous les emprunts à long terme contractés. Les taux des sociétés réglementées et non réglementées étaient les mêmes de 2000 à 2002 (8,1 % en 2002, 8,1 % en 2001 et 8,0 % en 2000).

***Réduction de la valeur des immobilisations***

Si des faits et circonstances indiquent qu'une immobilisation ou une servitude peut subir une baisse de valeur, il y aura évaluation de la recouvrabilité. Aux fins de cette évaluation, les flux de trésorerie non actualisés futurs estimatifs liés à l'immobilisation ou à la servitude sont comparés à la valeur comptable de l'actif afin de déterminer si une réduction est requise.

***Amortissement***

Le coût en capital des immobilisations est amorti selon la méthode linéaire, sauf pour le matériel de transport et de travail et les ordinateurs personnels, qui sont amortis de manière dégressive.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Les taux d'amortissement des diverses catégories d'actifs sont fondés sur leur durée d'utilisation prévue, qui se présente comme suit pour les diverses catégories :

| | Durée d'utilisation prévue (en années) | |
|---|---|---|
| | Fourchette | Moyenne |
| Transport | 12 - 100 | 57 |
| Distribution | 15 - 75 | 41 |
| Communications | 7 - 40 | 22 |
| Administration et entretien | 5 - 50 | 42 |
| Servitudes | 75 | 57 |

Selon les pratiques du groupe en matière d'amortissement, le coût d'origine de la mise hors service normale des immobilisations est imputé à l'amortissement cumulé, mais aucun gain ni perte à cet égard n'apparaît dans les résultats d'exploitation. Les gains réalisés ou les pertes subies à la vente d'immobilisations, de même que les pertes causées par une mise hors service prématurée, sont imputés aux résultats d'exploitation à titre de rajustements de la dotation aux amortissements. La dotation aux amortissements comprend également le coût d'enlèvement des immobilisations.

Les durées d'utilisation prévues des immobilisations sont revues régulièrement. Les changements découlant de cette révision se répercutent sur la durée d'utilisation restante, à compter de l'exercice au cours duquel ils ont une incidence sur les tarifs.

***Avantages sociaux futurs***

Les avantages sociaux futurs offerts par Hydro One comprennent le régime de retraite, un régime collectif d'assurance-vie, un régime collectif d'assurance médicale, un régime d'assurance-invalidité à long terme et les indemnités pour accidents de travail.

Conformément aux ordonnances tarifaires de la Commission, les coûts de retraite sont comptabilisés lorsque les cotisations patronales sont versées à la caisse de retraite conformément à la *Loi sur les régimes de retraite* (Ontario). En conséquence, un montant égal à l'actif reporté du régime de retraite est inscrit à titre de passif réglementaire. L'actif reporté du régime de retraite provient de la différence cumulative entre les cotisations patronales et les coûts du régime de retraite. Les coûts de retraite sont calculés de manière actuarielle à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services et d'après les hypothèses les plus probables de la direction quant à l'effet des événements futurs sur la valeur actuarielle actualisée des prestations constituées. L'actif du régime de retraite, comprenant principalement des titres de participation cotés en bourse et des titres de créance du gouvernement et de sociétés, est évalué au moyen des justes valeurs. Des évaluations actuarielles sont réalisées au moins tous les trois ans.

Les avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Des actuaires indépendants déterminent les coûts en utilisant la méthode de répartition des prestations au prorata des services et en se fondant sur les hypothèses les plus probables de la direction. Les coûts des services passés découlant des modifications du régime ainsi que les gains ou les pertes actuariels sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée moyenne prévue du reste de la carrière active des employés.

Les coûts liés aux avantages sociaux futurs sont attribués à la main-d'œuvre et imputés aux résultats d'exploitation ou sont capitalisés comme une partie des coûts des immobilisations.

***Régime incitatif à long terme***

Le régime incitatif de rémunération à long terme établi le 1er janvier 2000 a été aboli en 2002. Ce régime mesurait l'atteinte d'objectifs précis au cours de trois années consécutives sur une base continue, une nouvelle tranche de trois ans commençant chaque année. La société a constaté une charge pour une tranche de trois ans lorsqu'il était probable

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

que les objectifs seraient atteints et qu'une obligation serait engagée, généralement durant la troisième année. La tranche finale de trois ans a débuté le 1er janvier 2001 et prend fin le 31 décembre 2003.

***Écart d'acquisition***

L'écart d'acquisition représente le coût des sociétés de distribution locale acquises excédant la juste valeur de l'actif net identifiable acquis.

Depuis le 1er janvier 2002, Hydro One se conforme aux dispositions du chapitre 3062 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) intitulé *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, selon lequel l'écart d'acquisition n'est pas amorti. Des tests de dépréciation seront effectués sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition tous les ans, ou plus souvent si les circonstances l'exigent, toute moins-value de la valeur comptable de l'écart d'acquisition étant déduite des résultats d'exploitation. Avant la norme actuelle, la baisse de valeur de l'écart d'acquisition était mesurée d'après les flux de trésorerie non actualisés futurs estimatifs de l'entreprise à laquelle l'écart d'acquisition se rapportait. En vertu du chapitre 3062 du Manuel de l'ICCA, la dépréciation de l'écart d'acquisition est mesurée en comparant la juste valeur de l'unité d'exploitation par rapport à la valeur comptable sous-jacente des actifs nets de cette unité d'exploitation, y compris l'écart d'acquisition.

Les dispositions transitoires du chapitre 3062 du Manuel de l'ICCA, afférentes à Hydro One, exigent que l'écart d'acquisition soit soumis à un test de dépréciation au début de la période pendant laquelle la norme comptable est entièrement adoptée et que le bénéfice net, rajusté pour exclure la dotation aux amortissements liée à l'écart d'acquisition qui ne sera plus amorti, soit présenté pour la période correspondante. La société a établi que l'écart d'acquisition n'a pas perdu de valeur. La totalité de l'écart d'acquisition est attribuable au secteur de l'entreprise de distribution.

***Coûts de la dette reportés***

Les coûts de la dette reportés incluent les montants non amortis des escomptes ou des primes à l'émission de la dette et d'autres coûts. Les coûts de la dette reportés sont amortis jusqu'à l'échéance de la dette selon la méthode de dotation uniforme.

***Coûts environnementaux***

Hydro One constate une obligation pour les dépenses futures estimatives associées à l'évaluation et à la décontamination des terrains contaminés ainsi qu'au retrait progressif et à la destruction de l'huile minérale contaminée aux biphényles polychlorés (BPC) de l'équipement électrique, d'après la valeur actualisée nette de ces dépenses futures estimatives. Comme la société prévoit continuer à recouvrer les dépenses connexes au moyen des tarifs futurs, un actif réglementaire a été constaté pour tenir compte du recouvrement futur de ces couts auprès des abonnés (voir les notes 9 et 14). Hydro One revoit régulièrement ses estimations des coûts environnementaux futurs.

***Emploi d'estimations***

La préparation des états financiers conformément aux PCGR du Canada exige que la direction effectue des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif, les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers et les montants présentés des produits et charges de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations, notamment en raison de futures décisions prises par la Commission ou le ministre de l'Énergie.

### 3. VENTE D'ACTIVITÉS DE DÉTAIL CONCURRENTIELLES

En date du 30 avril 2002, la société a vendu presque tous les actifs associés aux activités de détail concurrentielles de l'ancienne Ontario Hydro Energy pour un produit net d'environ 50 millions de dollars. La vente a donné lieu à un gain estimatif initial de 2 millions de dollars avant la provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés. Dans le cadre du contrat de vente, on a apporté un rajustement final au prix d'achat, réduisant

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

à 1 million de dollars le gain à la vente avant la provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés.

Avant sa vente, Ontario Hydro Energy offrait des contrats d'électricité à prix fixe aux abonnés résidentiels en Ontario. Si Hydro One avait poursuivi les activités de détail concurrentielles, l'ancienne Ontario Hydro Energy aurait alors été tenue d'acheter de l'électricité au prix au comptant horaire sur le marché du gros de l'électricité en Ontario à compter du libre accès. Pour couvrir ce risque, l'ancienne Ontario Hydro Energy a conclu des accords financiers de swap d'électricité en vertu desquels elle devait payer à la contrepartie un prix fixe et recevoir le prix au comptant en Ontario. Au 31 décembre 2001, la juste valeur des swaps était négligeable.

Parce que la vente de la plupart des actifs associés aux activités de détail concurrentielles de l'ancienne Ontario Hydro Energy comportait des contrats de détail sur l'énergie, des accords financiers de swap d'électricité et des contrats d'approvisionnement en gaz, Hydro One a éliminé son risque à l'égard du prix des marchandises connexe et le risque de volume associé aux activités d'énergie de détail concurrentielles. Les activités qui restent sont en train d'être liquidées.

### 4. EXPLOITATION, ENTRETIEN ET ADMINISTRATION

En septembre 2002, Hydro One a annoncé que son effectif serait réduit d'environ 140 employés occupant surtout des fonctions de gestion au siège social ou des fonctions de soutien de la gestion. Hydro One a procédé à cette réduction en 2002 en ayant recours à des mesures volontaires comme involontaires, y compris celles disponibles en vertu des conventions collectives pour certains des employés touchés. Une provision de 25 millions de dollars a été imputée aux résultats d'exploitation de 2002 pour les dépenses futures estimatives découlant de cette réduction de l'effectif. Un total de 2 millions de dollars de ce montant a été imputé à la provision en 2002, le solde devant l'être en 2003 et 2004.

### 5. AMORTISSEMENT

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|---|---|---|
| Amortissement des immobilisations en service | 327 | 302 | 280 |
| Frais d'enlèvement d'immobilisations | 27 | 32 | 24 |
| Amortissement des actifs réglementaires et d'autres actifs | 57 | 50 | 44 |
| | 411 | 384 | 348 |

### 6. CHARGES DE FINANCEMENT

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|---|---|---|
| Intérêts sur les billets à court terme à payer | 15 | 7 | 2 |
| Intérêts sur la dette à long terme à payer | 366 | 371 | 377 |
| Moins : Intérêts capitalisés sur la construction en cours | (19) | (21) | (22) |
| Intérêts capitalisés sur les actifs réglementaires *(note 9)* | (6) | (2) | - |
| Intérêts gagnés sur des placements | (3) | (5) | (17) |
| | 353 | 350 | 340 |

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

### 7. PROVISION POUR PAIEMENTS EN REMPLACEMENT DES IMPÔTS DES SOCIÉTÉS

La provision pour paiements en remplacement des impôts des sociétés (PRIS) diffère du montant qui aurait été comptabilisé en fonction du taux d'imposition fédéral et de l'Ontario combiné prévu par la loi. Le rapprochement entre le taux d'imposition prévu par la loi et le taux d'imposition réel est comme suit :

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|---|---|---|
| Bénéfice avant provision pour PRIS | 577 | 641 | 585 |
| Taux d'impôt sur les bénéfices fédéral et de l'Ontario prévu par la loi | 38.62 % | 41.74 % | 43.95 % |
| Provision pour PRIS au taux prévu par la loi | 223 | 268 | 257 |
| Augmentation (diminution) découlant de : | | | |
| Écarts temporaires nets : | | | |
| Déduction pour amortissement en excédent de l'amortissement | (27) | (20) | (44) |
| Dépenses liées à l'environnement | (10) | (10) | - |
| Intérêts capitalisés à des fins comptables, mais déduits à des fins fiscales | (9) | (8) | (10) |
| Charge liée aux avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite en excédent des (inférieur aux) paiements au comptant | 11 | 6 | (4) |
| Charge liée au programme de réduction de l'effectif en excédent des (inférieur aux) paiements au comptant | 9 | - | (23) |
| Divers | 9 | 14 | 8 |
| Écarts temporaires nets | (17) | (18) | (73) |
| Écarts permanents : | | | |
| Impôt des grandes sociétés | 17 | 16 | 15 |
| Divers | 10 | 1 | 8 |
| Écarts permanents nets | 27 | 17 | 23 |
| Provision pour PRIS | 233 | 267 | 207 |
| Taux d'imposition réel | 40.38 % | 41.65 % | 35.38 % |

Les impôts futurs des entreprises réglementées n'ont pas été comptabilisés, puisqu'ils devraient être recouvrés au moyen de produits futurs. Au 31 décembre 2002, des passifs d'impôts futurs de 132 millions de dollars (105 millions de dollars en 2001), qui sont fondés sur les taux d'imposition pratiquement en vigueur, n'avaient pas été comptabilisés.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

### 8. IMMOBILISATIONS

| *31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | Immobilisations en service | Amortissement cumulé | Construction en cours | Total |
|---|---|---|---|---|
| **2002** | | | | |
| Transport | 7 833 | 2 619 | 180 | 5 394 |
| Distribution | 4 273 | 1 572 | 50 | 2 751 |
| Communications | 531 | 237 | 33 | 327 |
| Administration et entretien | 663 | 378 | 37 | 322 |
| Servitudes | 490 | 53 | - | 437 |
| | 13 790 | 4 859 | 300 | 9 231 |
| **2001** | | | | |
| Transport | 7 930 | 2 482 | 132 | 5 580 |
| Distribution | 4 128 | 1 484 | 70 | 2 714 |
| Communications | 443 | 214 | 93 | 322 |
| Administration et entretien | 608 | 354 | 15 | 269 |
| Servitudes | 226 | 47 | - | 179 |
| | 13 335 | 4 581 | 310 | 9 064 |

Les coûts de financement des immobilisations en cours de construction sont capitalisés, y compris la provision pour les fonds utilisés pendant la construction des actifs réglementés et l'intérêt applicable aux actifs non réglementés, et ont totalisé 19 millions de dollars en 2002 (21 millions de dollars en 2001 et 22 millions de dollars en 2000).

Dans des cas où les abonnés externes sont tenus d'effectuer des contributions spécifiques pour financer la construction et l'installation d'immobilisations spécifiques, Hydro One déduit les contributions des abonnés du coût d'acquisition. Les contributions des abonnés cumulées pour aide à la construction reçues par Hydro One, déduction faite de l'amortissement, sauf pour Hydro One Brampton, se sont établies à 59 millions de dollars (45 millions de dollars en 2001) pour le transport et 243 millions de dollars (207 millions de dollars en 2001) pour la distribution. La filiale de Hydro One, Hydro One Brampton, conformément aux autres sociétés de distribution locale de l'Ontario, a enregistré le montant des contributions pour aide à la construction reçues avant le 1er janvier 2000 dans des immobilisations et amortit ces montants sur le reste de la vie utile des actifs.

Le 27 juin 2002, la province a adopté la *Loi de 2002 sur la fiabilité de l'énergie et la protection des consommateurs* (la loi) qui modifie plusieurs lois relatives au secteur de l'énergie de l'Ontario, dont la propriété et l'utilisation des biens-fonds réservés aux couloirs. Les biens-fonds réservés aux couloirs incluent les biens-fonds en Ontario appartenant à Hydro One qui ont été utilisés ou acquis aux fins d'un réseau de transport, y compris les terrains voisins. En vertu de la loi, la propriété de tous les biens-fonds réservés aux couloirs et les terrains voisins a été transférée à la province et Hydro One a reçu le droit de les utiliser pour exploiter le réseau de transport. La société conserve l'obligation d'engager certaines dépenses courantes à l'égard de ces biens-fonds, notamment l'entretien, les impôts fonciers et tous travaux de décontamination environnementale futurs qui pourraient être exigés par la province. La Commission est autorisée à restreindre ou interrompre l'utilisation des bien-fonds réservés aux couloirs qui gênerait le réseau de transport.

La cession des biens-fonds réservés aux couloirs est entrée en vigueur le 31 décembre 2002 et, par conséquent, la propriété des couloirs de transport et des terrains voisins ayant une valeur comptable nette d'environ 259 millions de dollars est transférée à la province en échange de droits indéfinis d'utiliser l'actif. De plus, la propriété des biens-fonds et terrains d'une valeur comptable nette d'environ 7 millions de dollars qui ne sont pas utilisés actuellement a été transférée à la province et portée en diminution des capitaux propres.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

### 9. ACTIF ET PASSIF RÉGLEMENTAIRES

L'actif et passif réglementaires résultent du processus de tarification. Comme le décrit la note 2, Hydro One a enregistré l'actif et le passif réglementaires suivants.

| *31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Actif réglementaire** : | | |
| Avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite | 251 | 293 |
| Environnement [1] | 199 | 195 |
| Préparation au marché | 66 | 64 |
| Comptes d'écart liés au règlement de détail | 37 | - |
| Divers | 17 | 6 |
| Total de l'actif réglementaire | 570 | 558 |
| **Passif réglementaire** : | | |
| Régime de retraite reporté | 742 | 847 |
| Total du passif réglementaire | 742 | 847 |

[1]Cet actif inclut 39 millions de dollars (20 millions de dollars en 2001) pour les coûts de décontamination engagés par l'entreprise de distribution en 2001 et 2002. Ces coûts seront amortis aux résultats d'exploitation à compter de 2003.

L'actif réglementaire de la société à l'égard des avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite ne génère pas de rendement. Cet actif réglementaire qui s'élevait à 251 millions de dollars au 31 décembre 2002 (293 millions de dollars en 2001) a une période de recouvrement résiduelle de 6 ans (7 ans en 2001). En outre, Hydro One a cessé d'additionner les intérêts aux comptes de report pour les coûts de préparation au marché et les comptes d'écart liés au règlement de détail au 1er décembre 2002 aux fins de présentation externe de l'information financière. Hydro One a l'intention de recouvrer les montants des intérêts non comptabilisés relativement à la période ultérieure au 1er décembre 2002 dans ses demandes tarifaires futures.

### 10. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le 1er janvier 2000, Hydro One a établi un régime de retraite contributif à prestations déterminées pour tous les employés permanents de Hydro One et de ses filiales, à l'exception de Hydro One Brampton. De plus, à la même date, Hydro One a commencé à assumer la responsabilité de sa quote-part des prestations constituées en vertu du régime de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (le « régime de retraite de la SFIÉO »), auparavant le régime de retraite et d'assurance d'Ontario Hydro. Jusqu'à cette date, les employés et les retraités ont continué de participer au régime de retraite de la SFIÉO.

La quote-part des actifs et passifs revenant à Hydro One en vertu du régime de retraite de la SFIÉO a été comptabilisée dans le régime de retraite d'Hydro One au 31 décembre 2000. En 2001, le régime de retraite de la SFIÉO a transféré les actifs et passifs aux régimes remplaçants, y compris le régime de retraite de Hydro One.

Hydro One n'était pas tenue de contribuer au régime de retraite parce que la valeur actuarielle utilisée pour établir le niveau de contribution a indiqué que le régime affichait un excédent. La société est tenue de réévaluer le régime de retraite au plus tard le 31 décembre 2003 (voir la note 18).

Les employés de Hydro One Brampton participent au Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS), qui regroupe de multiples entreprises du secteur public et est un régime de retraite à cotisations déterminées. Étant donné que Hydro One Brampton est exonérée de verser des cotisations depuis août 1998, aucune cotisation n'a été versée au régime de retraite. Depuis le 1er janvier 2003, Hydro One Brampton a commencé à cotiser au OMERS. Les cotisations sont estimées à moins d'un million de dollars par année.

Avant le 1er janvier 2002, Hydro One s'auto-assurait à l'égard des accidents du travail. À compter du 1er janvier 2002, le statut de la société a changé en vertu de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* et, en conséquence, Hydro One a dû payer des primes à la Commission de la sécurité

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Aussi, la société a réglé le passif au chapitre des accidents du travail en cours en 2001.

| *Exercices terminés les 31 décembre* *(en millions de dollars canadiens)* | Régime de retraite 2002 | Régime de retraite 2001 | Avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite 2002 | Avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite 2001 |
|---|---|---|---|---|
| **Changement de l'obligation au titre des prestations constituées** | | | | |
| Obligation au titre des prestations constituées, 1er janvier | 4 166 | 3 804 | 687 | 547 |
| Coût des prestations au titre des services passés relatif aux modifications du régime | - | 23 | - | 3 |
| Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice | 65 | 64 | 20 | 17 |
| Intérêts débiteurs | 266 | 258 | 43 | 37 |
| Prestations versées | (230) | (220) | (32) | (30) |
| Entente avec Inergi LP[1] | (127) | - | - | - |
| Règlement du passif à l'égard des accidents de travail | - | - | - | (29) |
| Acquisitions de sociétés de distribution locale | - | - | - | 10 |
| Perte actuarielle nette (gain actuariel net) | (26) | 237 | 102 | 132 |
| Obligation au titre des prestations constituées, 31 décembre | 4 114 | 4 166 | 820 | 687 |
| **Modification de l'actif du régime de retraite** | | | | |
| Juste valeur de l'actif du régime de retraite, 1er janvier | 4 120 | 4 407 | - | - |
| Rendement réel de l'actif du régime | (164) | (88) | - | - |
| Prestations versées | (230) | (220) | - | - |
| Cotisations salariales | 16 | 15 | - | - |
| Entente avec Inergi LP[1] | (127) | - | - | - |
| Transferts mutuels[2] | - | 12 | - | - |
| Charges administratives | (8) | (6) | - | - |
| Juste valeur de l'actif du régime, 31 décembre | 3 607 | 4 120 | - | - |
| **Situation de capitalisation** | | | | |
| (Obligation au titre des prestations sans capitalisation) | (507) | (46) | (820) | (687) |
| Pertes actuarielles nettes non amorties | 1 230 | 872 | 244 | 142 |
| Coût des prestations au titre des services passés non amortis | 19 | 21 | 5 | 8 |
| Actif reporté du régime de retraite (passif au titre des prestations constituées) | 742 | 847 | (571) | (537) |
| Moins : tranche à court terme | - | - | 31 | 27 |
| Actif reporté du régime de retraite (passif à long terme) | 742 | 847 | (540) | (510) |

[1]La réduction de l'obligation au titre des prestations constituées et de l'actif du régime a trait aux employés transférés à Inergi LP en date du 1er mars 2002 (voir la note 19). Sous réserve de l'approbation de la Commission des services financiers de l'Ontario, le régime de retraite de Hydro One devrait transférer ses actifs et passifs au régime de retraite d'Inergi en 2003.

[2]Les transferts mutuels reflètent l'actif du régime à recevoir du régime de retraite de Ontario Power Generation Inc. (OPG) ou à lui verser, une fois que les employés ont été engagés auprès de OPG ou par cette dernière et le régime de retraite de Hydro One prend en charge l'obligation correspondante au titre des prestations constituées ou en est libéré.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

| *Exercices terminés les 31 décembre* *(en millions de dollars canadiens)* | Régime de retraite 2002 | 2001 | 2000 | Avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite 2002 | 2001 | 2000 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Composantes du coût net périodique des prestations** | | | | | | |
| Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations salariales | 49 | 49 | 39 | 20 | 17 | 15 |
| Intérêts débiteurs | 266 | 258 | 246 | 43 | 37 | 35 |
| Rendement prévu de l'actif du régime de retraite | (285) | (312) | (316) | - | - | - |
| Amortissement des pertes actuarielles nettes (gains actuariels nets) | 73 | 29 | - | 7 | - | (2) |
| Amortissement du coût des prestations au titre des services passés | 2 | 2 | - | 1 | 1 | 1 |
| Programme de réduction de l'effectif | - | - | - | - | - | (4) |
| Modification de la provision pour moins-value[3] | - | (421) | 31 | - | - | - |
| Coût net périodique des prestations | 105[2] | (395)[4] | - | 71 | 55 | 45 |
| Capitalisé dans le coût des immobilisations | - | - | - | 28 | 22 | 21 |
| Imputé aux résultats d'exploitation | - | - | - | 43 | 33 | 24 |
| **Effet d'une augmentation de 1 % du coût des soins de santé sur :** | | | | | | |
| l'obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre | - | - | - | 104 | 72 | 54 |
| le coût net périodique des prestations | - | - | - | 7 | 5 | 5 |
| **Effet d'une diminution de 1 % du coût des soins de santé sur :** | | | | | | |
| l'obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre | - | - | - | (87) | (58) | (44) |
| le coût net périodique des prestations | - | - | - | (5) | (4) | (4) |
| **Hypothèses importantes** | | | | | | |
| Taux de rendement prévu de l'actif du régime de retraite | 7,25 % | 7,50 % | 7,75 % | - | - | - |
| Taux d'actualisation moyen pondéré | 6,50 % | 6,50 % | 6,75 % | 6,67 % | 6,66 % | 6,88 % |
| Taux d'indexation des échelles salariales | 3,50 % | 3,50 % | 3,25 % | 3,50 % | 3,50 % | 3,25 % |
| Augmentation du coût de la vie | 2,50 % | 2,50 % | 2,50 % | 2,50 % | 2,50 % | 2,50 % |
| Durée moyenne du reste de la carrière des employés (années) | 12 | 12 | 14 | 12 | 12 | 14 |
| Taux d'augmentation des frais médicaux à long terme[5] | - | - | - | 4,50 % | 4,50 % | 4,50 % |
| Taux d'augmentation des frais dentaires[6] | - | - | - | 4,50 % | 3,50 % | 3,50 % |

[1]La provision pour moins-value réduit l'actif reporté du régime de retraite à la prestation future maximale que Hydro One prévoit réaliser sur l'excédent du régime. En 2001, Hydro One a repris la provision pour moins-value qui était auparavant imputée à l'actif reporté du régime de retraite.

[4]Le passif réglementaire a été rajusté d'un montant correspondant et, par conséquent, il n'y a eu aucune incidence sur les résultats d'exploitation.

[5]Le taux est progressivement passé de 14,10 % à 4,50 % après onze ans (en 2001, de 10,00 % à 4,50 % après huit ans; en 2000, de 9,00 % à 4,50 % après cinq ans).

[6]7,30 % pour quatre ans, 4,50 % par la suite (2001 : 5,00 % pour cinq ans, 3,50 % par la suite; 2000 : 3,5 % par année).

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

### 11. ACQUISITIONS DE SOCIÉTÉS DE DISTRIBUTION LOCALE

Au cours de 2002, Hydro One n'a pas effectué d'acquisitions importantes. Cependant, durant 2001, Hydro One a acquis les actions en circulation ou les actifs de 71 sociétés de distribution locale pour une contrepartie au comptant nette d'environ 475 millions de dollars. L'actif net identifiable acquis a totalisé approximativement 347 millions de dollars, représentant un actif de 416 millions de dollars et un passif de 69 millions de dollars. D'après la répartition du prix d'achat, les opérations ont donné lieu à un écart d'acquisition de 128 millions de dollars en 2001. Conjugué à l'écart d'acquisition provenant de 2000 de 6 millions de dollars, l'écart d'acquisition total en vertu du programme d'acquisition, avant l'amortissement, a été de 134 millions de dollars. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, les résultats d'exploitation des sociétés acquises étant inclus dans les états consolidés des résultats à partir des dates d'acquisition.

L'écart d'acquisition amorti au cours de 2001 s'est élevé à 1 million de dollars. L'écart d'acquisition constaté après le 30 juin 2001, qui n'était pas assujetti à l'amortissement, s'est établi à 93 millions de dollars.

### 12. DETTE

| *31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | **2002** | **2001** |
|---|---|---|
| Billets à court terme à payer | 579 | 410 |
| Dette à long terme : | | |
| Billets à payer à la SFIÉO | 2 529 | 2 972 |
| Débentures, 6,94 % échéant en 2005 | 200 | 200 |
| Débentures, 7,15 % échéant en 2010 | 400 | 400 |
| Billets, 6,40 % échéant en 2011 | 250 | 250 |
| Billets, 5,77 % échéant en 2012 | 300 | - |
| Débentures, 7,35 % échéant en 2030 | 400 | 400 |
| Billets, 6,93 % échéant en 2032 | 500 | 300 |
| | 4 579 | 4 522 |
| Moins : tranche échéant à moins d'un an de la dette à long terme | 651 | 443 |
| Dette à long terme | 3 928 | 4 079 |

La dette à court terme représente les billets émis dans le cadre du programme de papier commercial de la société. Les billets, libellés en dollars canadiens, ont diverses échéances ne dépassant pas 365 jours et un taux d'intérêt moyen pondéré de 2,9 % (2,16 % en 2001).

Les billets à payer à la SFIÉO sont libellés en dollars canadiens avec diverses dates d'échéance entre 2003 et 2007, et avec un taux d'intérêt moyen pondéré de 8,2 % (8,6 % en 2001) (voir la note 21).

La société émet également des billets pour financement à long terme dans le cadre du programme des billets à moyen terme. Hydro One est autorisée à émettre des billets d'un montant total en capital de 2,5 milliards de dollars dans le cadre du programme (voir la note 21).

La dette à long terme est assujettie à des clauses restrictives qui, entre autres, limitent la dette permise en pourcentage du total de la structure du capital, limitent la capacité de vendre les actifs et imposent une clause d'égalité de traitement, compte tenu des exceptions habituelles. Au 31 décembre 2002, la société respectait ces clauses restrictives.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Libellée en dollars canadiens, la dette à long terme n'est pas garantie. Elle est présentée dans le tableau suivant selon le nombre d'années avant l'échéance :

| Années avant l'échéance | Capital impayé sur les billets et les débentures *(en millions de dollars canadiens)* | Capital impayé sur les billets à payer à la SFIÉO *(en millions de dollars canadiens)* | Taux d'intérêt moyen pondéré *(en %)* |
|---|---|---|---|
| 1 an | - | 651 | 7,2 |
| 2 ans | - | 682 | 6,8 |
| 3 ans | 200 | 307 | 7,7 |
| 4 ans | - | 589 | 10,3 |
| 5 ans | - | 300 | 9,2 |
| | 200 | 2 529 | 8,1 |
| 6 à 10 ans | 950 | - | 6,5 |
| Plus de 10 ans | 900 | - | 7,1 |
| | 2 050 | 2 529 | 7,6 |

Hydro One a obtenu auprès d'un consortium bancaire des lignes de crédit renouvelables de 750 millions de dollars échéant en 2003 et de 250 millions de dollars échéant en 2005. Lorsque ces lignes de crédit seront utilisées, le taux d'intérêt appliqué sera fondé sur les taux de référence canadiens. Ces lignes de crédit appuient le programme de papier commercial de la société.

### 13. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DU RISQUE

La valeur comptable de tous les instruments financiers, à l'exception de la dette à long terme, s'approche de sa juste valeur. La juste valeur de la dette à long terme, fondée sur les prix du marché à la fin de l'exercice d'une dette semblable comptant le même nombre d'années avant l'échéance, apparaît dans le tableau suivant :

| *31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | | 2001 | |
|---|---|---|---|---|
| | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| Dette à long terme | 4 579 | 4 925 | 4 522 | 4 956 |

Hydro One peut conclure des accords à terme de swap de taux fixe pour couvrir les effets des fluctuations futures des taux d'intérêt sur les emprunts à long terme à taux fixe. Lorsque l'emprunt couvert est conclu, Hydro One met fin à la couverture soit en résiliant le swap de taux ou en concluant un accord de swap compensatoire. Au 31 décembre 2002, des accords de swap compensatoires étaient en cours avec la même contrepartie d'un montant nominal de référence de 167 millions de dollars (167 millions de dollars en 2001) et d'une juste valeur de néant (néant en 2001). Les accords de swap viennent à échéance en 2011.

Les actifs financiers exposent Hydro One au risque qu'une contrepartie ne respecte pas ses engagements, causant une perte financière. Au 31 décembre 2002, on ne relevait aucune concentration importante de risques de crédit à l'égard d'une catégorie d'actifs financiers. La société tire ses produits d'exploitation auprès d'une vaste clientèle. En conséquence, Hydro One n'a pas tiré de produits importants d'un seul abonné. Au 31 décembre 2002, aucun solde de débiteurs important n'était exigible auprès d'un seul abonné.

La société continuera d'utiliser des instruments dérivés pour gérer le risque de taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés exposent la société au risque de crédit, puisque la contrepartie peut ne pas respecter ses engagements. Hydro One surveille et minimise le risque de crédit par diverses techniques, dont la négociation avec des contreparties jouissant d'une cote de solvabilité très élevée, limitant ainsi le degré d'exposition total à des contreparties individuelles et en concluant des ententes cadres permettant le règlement net.

# HYDRO ONE INC.
# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

## 14. PASSIFS ENVIRONNEMENTAUX

| *31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Passifs environnementaux | 160 | 174 |
| Moins : tranche à court terme | (20) | (16) |
| | 140 | 158 |

Hydro One a changé sa convention comptable en matière d'obligations environnementales le 1er janvier 2001 et a inscrit un passif correspondant à la valeur actualisée des dépenses futures estimatives associées à l'évaluation et à la remise en état des terrains contaminés ainsi qu'à la gestion de la contamination aux BPC. Au 1er janvier 2001, le total des dépenses futures estimatives, selon les règlements en vigueur, s'établissait à 95 millions de dollars en ce qui concerne l'évaluation et la remise en état des terrains et à 170 millions de dollars pour la gestion des BPC. Ces montants, qui devraient être engagés de 2001 à 2020 inclusivement, ont été actualisés au moyen d'un taux d'intérêt de 6,25 % donnant lieu à une obligation environnementale de 190 millions de dollars à l'ouverture de l'exercice, le 1er janvier 2001.

En 2002, des dépenses de 23 millions de dollars (26 millions de dollars en 2001) ont été imputées à cette provision et 9 millions de dollars d'intérêts (10 millions de dollars en 2001) ont été ajoutés, portant le solde à 160 millions de dollars au 31 décembre 2002 (174 millions de dollars au 31 décembre 2001). L'estimation de Hydro One en matière de dépenses environnementales futures n'a pas changé en 2002 ou en 2001.

Les dépenses environnementales futures estimatives pour chacune des cinq années suivant le 31 décembre 2002 et les dépenses totales par la suite sont comme suit : 25 millions de dollars en 2003; 21 millions de dollars en 2004; 19 millions de dollars en 2005; 18 millions de dollars en 2006; 17 millions de dollars en 2007; et 118 millions de dollars par la suite.

Il existe des incertitudes concernant les coûts environnementaux futurs estimatifs dues à certains événements externes possibles comme la modification des règlements et les progrès dans les technologies de décontamination. Hydro One examine régulièrement les facteurs influant sur ces estimations de coûts ainsi que l'état environnemental des divers biens. Le coût réel de l'enquête ou de la décontamination peut différer des estimations actuelles.

## 15. CAPITAL SOCIAL

*Actions ordinaires et privilégiées*

Le 31 mars 2000, la société a émis à la province 12 920 000 actions privilégiées à dividende cumulatif de 5,5 %, d'une valeur de rachat de 25,00 $ l'action et 99 990 actions ordinaires, portant le total des actions ordinaires en circulation à 100 000. La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées et d'actions ordinaires.

Les actions privilégiées donnent droit à un dividende cumulatif annuel de 18 millions de dollars, payable trimestriellement. Les actions privilégiées sont rachetables au gré de la province au prix de 25,00 $ l'action, qui représente la valeur déclarée, plus tout dividende accumulé et impayé, si la province vend au public un certain nombre de ses actions ordinaires qu'elle détient, de sorte qu'elle détiendra moins de 50 % des actions ordinaires de la société. Hydro One peut décider, sans condition, de régler le prix de rachat, en totalité ou en partie, en émettant des actions ordinaires additionnelles à la province. Si la province n'exerce pas son droit de rachat, la société pourrait rajuster le dividende sur les actions privilégiées afin que le rendement soit inférieur de 0,50 % au rendement du marché d'alors des actions privilégiées à dividende semblable. Les actions privilégiées ne comportent pas de droit de vote, sauf dans des cas précis, et ont priorité de rang sur les actions ordinaires au moment d'une liquidation.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

***Dividendes***

Les dividendes sur actions ordinaires sont déclarés au gré du conseil d'administration de Hydro One et recommandés par la direction en fonction des résultats d'exploitation, de la situation financière, des besoins de liquidités et d'autres facteurs pertinents comme la pratique de l'industrie et les attentes des actionnaires.

En 2002, des dividendes sur actions privilégiées de 18 millions de dollars (18 millions de dollars en 2001) et des dividendes sur actions ordinaires de 174 millions de dollars (240 millions de dollars en 2001) ont été déclarés.

***Résultat par action***

Le résultat par action est calculé comme étant le bénéfice net de l'exercice, après dividendes sur les actions privilégiées cumulatifs, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le résultat par action de 2000 tient compte de l'émission d'actions ordinaires du 31 mars 2000.

### 16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La province, la SFIÉO, OPG et la SIGMÉ sont des apparentés d'Hydro One. Les opérations entre ces parties et Hydro One ont été comme suit :

Avant le libre accès, Hydro One recevait des produits pour les services de transport, conformément à la convention de répartition des produits (voir la note 2). Avec l'avènement du libre accès, Hydro One reçoit des produits de ses abonnés recouvrés par la SIGMÉ. Les produits tirés du transport pour 2002 comprennent 1 269 millions de dollars (1 213 millions de dollars en 2001; 1 182 millions de dollars en 2000) se rapportant à ces services.

Avant le libre accès, Hydro One recevait une partie de ses produits des services de distribution, conformément à la convention de répartition des produits (voir la note 2). En vertu de cette convention, les produits tirés de la distribution pour 2002 comprennent un montant de 10 millions de dollars (52 millions de dollars en 2001; 59 millions de dollars en 2000) se rapportant à ces services.

Avant le libre accès, Hydro One a également reçu des produits tirés de l'alimentation en électricité de 19 collectivités éloignées du Nord selon la convention de répartition des produits (voir la note 2). À l'avènement du libre accès, Hydro One reçoit ces produits à même les produits tirés des abonnés recouvrés par la SIGMÉ. Les produits de la distribution de l'exercice terminé le 31 décembre 2002 comprennent 21 millions de dollars (21 millions de dollars en 2001; 17 millions de dollars en 2000) se rapportant à ces services.

Hydro One reçoit des montants d'assistance à la tarification en régions rurales tirés des produits perçus auprès des abonnés par la SIGMÉ (voir la note 2). Les produits tirés de la distribution de 2002 comprennent 127 millions de dollars (127 millions de dollars en 2001; 127 millions de dollars en 2000) se rapportant à ce programme, dont 3 millions de dollars (5 millions de dollars en 2001; 7 millions de dollars en 2000) ont été versés à des sociétés de distribution locale relativement aux conventions d'annexion.

Hydro One a acheté pour 1 870 millions de dollars d'électricité sur le marché au comptant géré par la SIGMÉ (auprès de OPG avant le libre accès) en 2002 (1 265 millions de dollars en 2001; 857 millions de dollars en 2000).

Hydro One a plusieurs conventions de niveau de service avec les autres sociétés remplaçantes, en particulier OPG. Ces services comprennent des services extérieurs et généraux ainsi que d'ingénierie, de logistique, de télécommunications et de technologie de l'information. Les produits tirés de la prestation de services aux autres sociétés remplaçantes, et les charges d'exploitation, d'entretien et d'administration liées à l'achat de services auprès des autres sociétés remplaçantes sont résumés dans le tableau suivant :

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|---|---|---|
| **Produits** | | | |
| Transport | 12 | 16 | 61 |
| Distribution | 2 | 7 | 3 |
| | 14 | 23 | 64 |
| **Exploitation, entretien et administration** | | | |
| Transport | - | 3 | 15 |
| Distribution | - | 1 | 3 |
| | - | 4 | 18 |

Au 31 décembre 2002, un montant de la dette à long terme de 2 529 millions de dollars (2 972 millions de dollars en 2001) était à payer à la SFIÉO. Les charges de financement pour 2002 comprennent les intérêts débiteurs sur cette dette de 240 millions de dollars (288 millions de dollars en 2001 et 330 millions de dollars en 2000).

La provision pour paiements en remplacement des impôts des sociétés a été payée ou le sera à la SFIÉO et des dividendes ont été versés ou le seront à la province (voir la note 2).

Les montants à payer à des apparentés ou à recevoir de ceux-ci par suite des opérations susmentionnées sont comme suit :

| *31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Débiteurs | 118 | 119 |
| Créditeurs et charges à payer | (156) | (256) |

Les montants à payer à la SIGMÉ (OPG en 2001) concernant des achats d'électricité de 143 millions de dollars (188 millions de dollars en 2001) sont inclus dans les créditeurs et charges à payer.

### 17. ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Aux fins des états consolidés des flux de trésorerie, le poste « Espèces et quasi-espèces » fait référence au poste « Dette bancaire » du bilan.

Les variations des soldes hors caisse liés à l'exploitation comprennent ce qui suit :

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|---|---|---|
| (Augmentation) diminution des débiteurs | (121) | (149) | 25 |
| Diminution des matières et des fournitures | 1 | 9 | 16 |
| (Diminution) augmentation des créditeurs et charges à payer | (102) | 334 | (46) |
| (Diminution) des intérêts courus | (4) | (7) | (8) |
| Augmentation des créditeurs à long terme et des charges à payer | 11 | 3 | 6 |
| Augmentation des avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite | 30 | 1 | 13 |
| Divers | (14) | (3) | 17 |
| | (199) | 188 | 23 |
| **Autres renseignements :** | | | |
| Intérêts payés | 379 | 383 | 384 |
| Paiements en remplacement des impôts des sociétés | 294 | 241 | 213 |

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

### 18. ÉVENTUALITÉS

***Poursuites***

Par suite de l'acquisition par Hydro One de certains actifs, passifs, droits et obligations liés aux services de transport et de distribution et aux services énergétiques d'Ontario Hydro, Hydro One a remplacé Ontario Hydro comme partie dans un certain nombre de poursuites. En 1995, Torcom Communications Inc. (Torcom) a désigné Ontario Hydro comme l'un de plusieurs défendeurs dans une poursuite en dommages-intérêts de 150 millions de dollars ciblant en outre l'exécution précise de certains contrats et un redressement par voie d'injonction interlocutoire. Torcom voulait acheter certains appareils de télécommunications appartenant à une société en faillite auprès du syndic désigné d'office. Les appareils avaient été installés sur une propriété d'Ontario Hydro en vertu d'un permis octroyé au propriétaire original. Torcom allègue qu'elle a conclu un accord avec Ontario Hydro pour l'installation permanente des appareils sur la propriété d'Ontario Hydro et qu'Ontario Hydro ne s'est pas conformée au contrat et a fait obstacle à ses efforts pour acheter les appareils auprès du syndic. Peu de choses se sont passées depuis 1995, année où Ontario Hydro a déposé une demande de précisions à l'égard des allégations à son endroit. Ontario Hydro n'a pas reçu de réponse à sa demande et n'a pas encore présenté de défense. Hydro One pense qu'il y a des arguments de défense solides quant à la plainte contre Ontario Hydro et que l'issue de ce litige devrait avoir un effet négligeable sur ses activités, ses résultats d'exploitation, sa situation financière ou ses perspectives.

Hydro One est l'un des nombreux défendeurs dans le cadre d'une poursuite devant la Cour supérieure intentée le 18 octobre 1995 et portant sur le titre ancestral de certains terrains dans la ville de Sarnia. Le demandeur, la Bande indienne des Chippewas de Sarnia, allègue que les terrains n'ont pas été correctement remis avant qu'une patente de la Couronne soit émise en 1853 et que, par conséquent, les propriétaires subséquents qui ont pris possession des terrains en vertu de la patente ne détiennent pas de titre de propriété valable. Hydro One maintient des installations de transport sur des parties des terrains faisant l'objet du litige. Hydro One ne peut évaluer les coûts qui pourraient résulter d'une décision défavorable à son endroit. Le 30 avril 1999, un jugement sommaire a été rendu, rejetant la poursuite contre Ontario Hydro et certains des défendeurs. Le 27 mai 1999, le demandeur a interjeté appel du jugement sommaire auprès de la cour d'appel de l'Ontario. De plus, plusieurs défendeurs ont également interjeté appel du jugement sommaire et d'autres parties, notamment Hydro One, ont déposé un appel incident. Les appels ont été entendus en juin 2000. Dans une décision rendue le 21 décembre 2000, la Cour d'appel a rejeté l'appel du demandeur et accueilli celui des autres parties. Le demandeur a déposé une requête pour pourvoi devant la Cour suprême du Canada. Le 8 novembre 2001, la Cour suprême a rejeté la requête avec dépens, confirmant ainsi la décision de la Cour d'appel. Le 18 décembre 2001, le demandeur a déposé une requête en reconsidération demandant que soit renversée la requête pour pourvoi ou que soit émise une ordonnance pour une audition de la demande de pourvoi. De telles ordonnances sont rares et ne sont rendues que dans des circonstances exceptionnelles. Hydro One croit qu'il est peu probable que l'issue de ce litige ait une incidence notable sur ses activités, ses résultats d'exploitation, sa situation financière ou ses perspectives.

Le 29 mars 1999, la Bande des premières nations de Whitesand a intenté une poursuite devant la Cour de l'Ontario (Division générale), dont les défendeurs sont la province, le Procureur général du Canada, Ontario Hydro, la SFIÉO, OPG et la société. Le 24 mai 2001, la Bande de Whitesand a déposé une autre poursuite semblable à la première contre les même parties. Cette poursuite est motivée par le moyen de procédure utilisé par la province dans sa défense alléguant que l'avis de la première poursuite ne respectait pas la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*. Ces poursuites réclament une mesure de redressement déclaratoire, une mesure de redressement par injonction et des dommages-intérêts d'un montant indéterminé. La Bande de Whitesand allègue que, depuis au moins la première moitié du XX$^{e}$ siècle, Ontario Hydro a érigé des barrages et des centrales ainsi que d'autres installations sur les terrains traditionnels de la bande ou touchant ceux-ci et que ces installations ont causé des dommages aux membres de la bande et aux terrains, y compris d'importantes inondations et de l'érosion. La Bande de Whitesand réclame également, en vertu des droits issus de traités, une part des profits provenant des activités de ces installations d'Ontario Hydro, un droit à une hausse des rentes établies par traité et des dédommagements pour les coûts engagés dans le cadre de négociations antérieures portant sur les griefs de la bande à l'égard d'Ontario Hydro. La Bande de Whitesand a invoqué plusieurs causes d'action, dont la violation du droit de propriété, la violation d'une obligation fiduciaire, la nuisance et la négligence. À ce jour, Hydro One n'a pas produit de défense. La société a déposé une demande de précisions comme les autres défendeurs. À la réception de ces précisions, elle déposera une défense. Les demandes en justice se rapportant aux activités d'Ontario Hydro (c.-à-d. inondation) sont

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

des questions dont la responsabilité incombe à OPG en vertu des ordonnances de transfert selon la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Hydro One croit qu'il est peu probable que le résultat de ce litige aura des effets nuisibles importants sur ses activités, ses résultats d'exploitation, sa situation financière et ses perspectives.

***Transfert d'actifs***

Le 1er avril 1999, dans le cadre de l'acquisition de ses activités, Hydro One a acquis et pris en charge les actifs et passifs, les droits et les obligations des entreprises de transport et de distribution d'électricité ainsi que de services énergétiques d'Ontario Hydro, à l'exception de certains actifs de transport et de distribution et d'autres actifs situés sur des terres gardées pour des bandes ou des groupes d'Indiens en vertu de la *Loi sur les Indiens* (Canada). Le transfert du titre de ces actifs ne s'est pas produit, car, à l'origine, les autorisations accordées par le ministre canadien des Affaires indiennes et du Nord canadien pour la construction et l'exploitation de ces actifs ne pouvaient être cédées sans le consentement du Ministre et des bandes ou groupes d'Indiens visés ou, dans plusieurs cas, parce que les autorisations avaient expiré ou n'avaient pas été correctement délivrées. Hydro One gère ces actifs, qui sont détenus pour l'instant par la SFIÉO.

Hydro One a amorcé des négociations avec les bandes et les groupes d'Indiens visés afin d'obtenir les autorisations et consentements nécessaires pour effectuer le transfert de ces actifs de transport, de distribution et autres. Hydro One ne peut prédire le montant total qu'elle pourrait devoir payer pour obtenir les autorisations et consentements nécessaires. Hydro One s'attend à payer plus de 850 000 $ par année, ce qui était le montant versé auparavant à ces bandes et groupes d'Indiens par Ontario Hydro et était le montant total des coûts permis en vertu des ordonnances tarifaires transitoires. Si, après avoir pris toutes les mesures raisonnables, Hydro One ne peut autrement obtenir les autorisations et consentements des bandes et groupes d'Indiens, la SFIÉO gardera ces actifs pour une période indéterminée. Par contre, Hydro One pourrait devoir déplacer ces actifs des terres autochtones à d'autres endroits à un coût qui serait élevé ou, dans un petit nombre de cas, abandonner une ligne et la remplacer par des groupes générateurs diesel. Dans de tels cas, Hydro One ferait une demande auprès du ministre de l'Énergie ou, après le 30 avril 2006, auprès de la Commission pour recouvrer ces coûts dans des ordonnances tarifaires futures.

***Risque lié au régime de retraite***

Hydro One a établi un régime de retraite à prestations déterminées pour la plupart des employés. La société n'est pas tenue de cotiser au régime de retraite, car l'évaluation actuarielle utilisée pour établir le niveau de cotisation a indiqué que le régime affichait un excédent. La société devra réévaluer son régime de retraite au plus tard le 31 décembre 2003. Par suite du déclin sur les marchés des capitaux depuis 2000 et du fléchissement des taux d'intérêt à long terme, à l'heure actuelle, Hydro One estime qu'une cotisation de l'ordre de 100 millions de dollars par an pourrait être exigée dès le dépôt de la prochaine évaluation actuarielle. Les cotisations seraient exigibles annuellement de 2004 à 2006. Après 2006, les cotisations seraient calculées en fonction de l'évaluation actuarielle devant être terminée le 31 décembre 2006 au plus tard. Le montant réel des cotisations pouvant être exigibles dans l'avenir dépendra des rendements futurs des placements, des changements apportés aux avantages ou des hypothèses actuarielles. Ces cotisations seront attribuées à la main-d'œuvre et imputées aux résultats d'exploitation ou capitalisées à titre de coût des immobilisations.

Dans le même ordre d'idées, l'entente d'impartition passée avec Inergi LP (Inergi) comporte une entente de partage du risque dans le cadre de laquelle Hydro One ou Inergi pourrait devoir verser un paiement lié à un déséquilibre futur entre l'actif et le passif de la caisse de retraite à l'égard des employés mutés couverts par le régime de retraite d'Inergi. L'entente de partage du risque sera réglée en fonction des données disponibles le 31 décembre 2004 et sera tributaire des facteurs économiques et des taux de rendement de la caisse de retraite. Si cette entente avait été réglée le 31 décembre 2002, Hydro One aurait été tenue de verser à Inergi environ 23 millions de dollars. (voir la note 19).

La société compte recouvrer toute charge continue accrue relativement aux coûts de retraite au moyen de demandes tarifaires futures pour les entreprises de transport et de distribution. Quoique des cotisations au comptant puissent être exigibles dès 2004, les demandes tarifaires peuvent être reportées jusqu'au 1er mai 2006 au moins, sauf si le ministre de l'Énergie accepte que la société présente une demande tarifaire à la Commission.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

### 19. ENGAGEMENTS

***Entente avec Inergi***

Depuis le 1er mars 2002, Cap Gemini Ernst & Young Canada fournit des services à Hydro One par l'entremise d'une nouvelle entité, Inergi Par suite de cette initiative, Inergi procurera à Hydro One notamment des services relatifs aux technologies de l'information, aux relations avec la clientèle et à la chaîne d'approvisionnement, ainsi que certains services financiers et certains services liés aux ressources humaines sur une période de dix ans. Les frais initiaux seront d'environ 90 millions de dollars à 130 millions de dollars par année sous réserve de l'étude comparative externe effectuée tous les trois ans pour assurer que Hydro One paie un coût fixe concurrentiel et constamment amélioré. Dans le cadre de cette entente, environ 900 employés de la société ont été mutés à Inergi le 1er mars 2002.

Les engagements annuels en vertu de cette entente pour chacune des cinq années suivant le 31 décembre 2002 et le montant total par la suite se présentent comme suit : 120 millions de dollars en 2003; 112 millions de dollars en 2004; 104 millions de dollars en 2005; 100 millions de dollars en 2006; 99 millions de dollars en 2007 et 384 millions de dollars par la suite.

***Soutien prudent***

Les acheteurs d'électricité en Ontario, par l'entremise de la SIGMÉ, sont tenus de fournir une garantie pour réduire le risque de manquement d'après leur activité prévue sur le marché. La SIGMÉ pourrait effectuer des prélèvements sur ces garanties si Hydro One Networks ou Hydro One Brampton ne parvient pas à effectuer un paiement exigé par un avis de paiement en souffrance émis par la SIGMÉ. Le paiement potentiel maximum correspond à la valeur nominale des lettres de crédit bancaire majorée du montant nominal de la garantie de la société mère. Au 31 décembre 2002, la société a fourni un soutien prudent en utilisant une combinaison de lettres de crédit bancaire de 50 millions de dollars (50 millions de dollars en 2001) et des garanties de la société mère de 275 millions de dollars (275 millions de dollars en 2001).

***Conventions de retraite***

Des lettres de crédit bancaire ont été émises afin de fournir une garantie pour le passif de la société aux termes d'un fonds de fiducie établi en vertu du régime supplémentaire de retraite à l'intention des employés de Hydro One Inc. et de ses filiales. Le fiduciaire est tenu d'effectuer des prélèvements sur les lettres de crédit si Hydro One manque à ses obligations aux termes du présent régime. Ces obligations incluent l'exigence de fournir au fiduciaire un rapport actuariel annuel ainsi que des lettres de crédit suffisantes pour garantir le passif de la société, dans le cadre du régime, en vue de verser les prestations exigibles dans le cadre du régime et de payer les frais liés aux lettres de crédit. Le paiement potentiel maximal correspond à la valeur nominale des lettres de crédit bancaire. Au 31 décembre 2002, Hydro One avait des lettres de crédit bancaire de 97 millions de dollars (108 millions de dollars en 2001) impayés relativement aux conventions de retraite.

***Contrats de location-exploitation***

Les paiements minimaux futurs exigibles en vertu de contrats de location-exploitation pour chacun des cinq exercices suivant le 31 décembre 2002 et le montant total par la suite sont comme suit : 10 millions de dollars en 2003; 8 millions de dollars en 2004; 2 millions de dollars en 2005; 1 million de dollars en 2006; 1 million de dollars en 2007 et 3 millions de dollars par la suite.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

### 20. INFORMATIONS SECTORIELLES

Hydro One comporte trois secteurs isolables :

- l'entreprise de transport, dont l'activité principale consiste à fournir des services de transport et de raccordement et qui est responsable du transport de l'électricité dans l'ensemble du réseau électrique de l'Ontario;
- l'entreprise de distribution, dont l'activité principale consiste à livrer et à vendre de l'électricité aux abonnés; et
- un secteur « Divers » qui comprend principalement les services énergétiques, les télécommunications et le siège social. La quasi-totalité des actifs appartenant aux activités de détail concurrentielles de l'entreprise des services énergétiques ont été vendus et les activités restantes sont en voie de liquidation (voir la note 3).

La désignation des secteurs d'activité est fondée sur le statut réglementaire et sur la nature des produits et services offerts. Les conventions comptables suivies par les secteurs sont les mêmes que celles décrites dans le sommaire des principales conventions comptables (voir la note 2). Les informations sectorielles se présentent comme suit :

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | Transport | Distribution | Divers | Consolidé |
|---|---|---|---|---|
| **2002** | | | | |
| **Bénéfice sectoriel** | | | | |
| Produits | 1 317 | 2 695 | 32 | 4 044 |
| Achats d'électricité | - | 1 870 | 1 | 1 871 |
| Exploitation, entretien et administration | 374 | 383 | 75 | 832 |
| Amortissement | 213 | 190 | 8 | 411 |
| Bénéfice (perte) avant charges de financement et provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés | 730 | 252 | (52) | 930 |
| Charges de financement | | | | 353 |
| **Bénéfice avant la provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés** | | | | 577 |
| **Dépenses en immobilisations** | 260 | 286 | 24 | 570 |
| **2001** | | | | |
| **Bénéfice sectoriel** | | | | |
| Produits | 1 259 | 2 158 | 49 | 3 466 |
| Achats d'électricité | - | 1 265 | 2 | 1 267 |
| Exploitation, entretien et administration | 354 | 391 | 79 | 824 |
| Amortissement | 219 | 163 | 2 | 384 |
| Bénéfice (perte) avant charges de financement et provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés | 686 | 339 | (34) | 991 |
| Charges de financement | | | | 350 |
| **Bénéfice avant provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés** | | | | 641 |
| **Dépenses en immobilisations** | 274 | 247[1] | 45 | 566 |

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | Transport | Distribution | Divers | Consolidé |
|---|---|---|---|---|
| **2000** | | | | |
| **Bénéfice sectoriel** | | | | |
| Produits | 1 260 | 1 703 | 32 | 2 995 |
| Achats d'électricité | - | 857 | 2 | 859 |
| Exploitation, entretien et administration | 433 | 388 | 42 | 863 |
| Amortissement | 198 | 143 | 7 | 348 |
| Bénéfice (perte) avant charges de financement et provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés | 629 | 315 | (19) | 925 |
| Charges de financement | | | | 340 |
| **Bénéfice avant provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés** | | | | 585 |
| **Dépenses en immobilisations** | 280 | 152[1] | 14 | 446 |

[1]Les dépenses en immobilisations ne comprennent pas 468 millions de dollars en 2001 et 23 millions de dollars en 2000 associés aux acquisitions de sociétés de distribution locale.

| *31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Total de l'actif** | | |
| Transport | 6 635 | 6 693 |
| Distribution | 4 700 | 4 416 |
| Divers | 90 | 122 |
| | 11 425 | 11 231 |

Tous les produits, coûts et actifs, selon le cas, sont gagnés, engagés ou détenus au Canada.

### 21. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

***Dette de la SFIÉO***

Le 24 janvier 2003, Hydro One a annoncé que la SFIÉO a l'intention de vendre une partie ou la totalité de sa dette liée à Hydro One sur les marchés de la dette au Canada, à compter du début de 2003. Les billets à payer à la SFIÉO viennent à échéance entre 2003 et 2007 et ont une durée moyenne pondérée résiduelle d'approximativement deux ans. Afin de faciliter la vente, Hydro One a convenu en principe avec la SFIÉO de restructurer une partie ou la totalité de la dette de Hydro One détenue par la SFIÉO.

Le 13 février 2003, notre conseil d'administration a approuvé l'échange de jusqu'à 1,9 milliard de dollars de la dette existante assortie d'un taux d'intérêt moyen pondéré d'environ 8 % contre jusqu'à environ 2,15 milliards de dollars de dette assortie d'un taux d'intérêt moyen pondéré d'environ 4 %. Cette restructuration de la dette entraînera des paiements d'intérêts au comptant moins élevés pour Hydro One de 2003 à 2007 et une augmentation correspondante du capital de la dette à payer à l'échéance. Les dates d'échéance ne changeront pratiquement pas.

Aux fins comptables, l'échange sera une renégociation de la dette et aucun gain ni perte ne sera constaté. La valeur comptable nette des nouveaux billets (capital moins escompte non amorti) au bilan sera égale à la valeur comptable des billets existants.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

***Émission de titres de créance***

Le 28 janvier 2003, Hydro One a émis des billets d'un capital de 500 millions de dollars dans le cadre du programme de billets à moyen terme de la société. Les billets ont été émis en deux tranches : une réouverture des billets de série 3 pour 300 millions de dollars à un taux d'intérêt nominal de 5,77 % échéant le 15 novembre 2012 et des billets de série 4 pour 200 millions de dollars à un taux d'intérêt nominal de 6,35 % échéant le 31 janvier 2034. Le total en circulation pour les billets de série 3 est maintenant de 600 millions de dollars.

### 22. RAPPROCHEMENT AVEC LES PCGR DES ÉTATS-UNIS

Les états financiers consolidés de Hydro One ont été dressés selon les PCGR du Canada, lesquels sont conformes, à la plupart des égards, aux PCGR des États-Unis. En vertu des PCGR du Canada et des États-Unis, certaines des conventions comptables de la société diffèrent de celles qui seraient suivies par les entreprises œuvrant dans un milieu à tarifs non réglementés.

Les écarts importants entre les PCGR du Canada, comme utilisés dans la préparation de ces états financiers consolidés, et les PCGR des États-Unis sont résumés ci-dessous.

***États consolidés des résultats***

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | **2002** | **2001** | **2000** |
|---|---|---|---|
| **Bénéfice net** | 344 | 374 | 378 |
| Redressements : augmentation (diminution) | | | |
| Avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite a) | 8 | (2) | (6) |
| Charges de réduction de l'effectif c) | - | - | (60) |
| Radiations générales d) | (5) | (2) | (2) |
| **Bénéfice net (PCGR des États-Unis)** | 347 | 370 | 310 |
| **Autres éléments du résultat global b)** | (421) | - | - |
| **Résultat global (PCGR des États-Unis)** | (74) | 370 | 310 |
| **Bénéfices non répartis à l'ouverture (PCGR des États-Unis)** | 382 | 270 | 362 |
| **Dividendes** | (192) | (258) | (402) |
| **Distribution à l'actionnaire** | (7) | - | - |
| **Bénéfices non répartis au 31 décembre (PCGR des États-Unis)** | 109 | 382 | 270 |

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

***Bilans consolidés***

| *31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Actif : augmentation (diminution)** | | |
| Immobilisations en service a), d) | 8 | 19 |
| Actif de retraite reporté b) | (321) | (421) |
| Actif réglementaire – impôts futurs e) | - | 118 |
| Actifs d'impôts futurs b), e) | 163 | - |
| Autres actifs b) | 19 | - |
| **Passif: (augmentation) diminution** | | |
| Créditeurs et charges à payer d) | 8 | 8 |
| Avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite a) | 12 | (2) |
| Passif minimal découlant du régime de retraite b) | (119) | - |
| Passif réglementaire – régime de retraite b) | - | 421 |
| Passif réglementaire – impôts futurs b), e) | (28) | - |
| Passifs d'impôts futurs e) | (135) | (118) |
| | (393) | 25 |

***a) Avantages sociaux futurs autres que le régime de retraite***

En vertu des PCGR des États-Unis, les gains ou pertes actuariels pour les avantages postérieurs à l'emploi sont constatés immédiatement dans les résultats d'exploitation. En vertu des PCGR du Canada, ces montants peuvent être reportés et amortis sur la durée moyenne résiduelle d'activités des employés actifs. En vertu des PCGR des États-Unis, les obligations liées aux coûts des autres avantages postérieurs à l'emploi auraient été de 14 millions de dollars inférieurs en 2002 (4 millions de dollars de plus en 2001; 11 millions de dollars de plus en 2000) du fait de la constatation immédiate du gain actuariel résultant d'une modification du taux de règlement au 31 décembre. De ce montant, 8 millions de dollars auraient été crédités aux résultats d'exploitation (2 millions de dollars imputés en 2001; 6 millions de dollars imputés en 2000) et 6 millions de dollars auraient été crédités au coût des immobilisations (2 millions de dollars capitalisés en 2001; 5 millions de dollars capitalisés en 2000).

***b) Autres éléments du résultat global***

En vertu des PCGR des États-Unis, si une obligation au titre des prestations constituées d'une entité, sans tenir compte de la croissance future des salaires, dépasse la juste valeur de l'actif du régime de retraite, un passif minimal découlant du régime de retraite doit être constaté. Le montant du rajustement pour enregistrer le passif minimal découlant du régime de retraite est égal à l'obligation au titre des prestations constituées non capitalisée sans tenir compte de la croissance future des salaires, plus tout montant présenté comme actif reporté du régime de retraite. Le montant du rajustement doit être constaté en tant qu'actif incorporel jusqu'à concurrence du coût au titre des services passés non constaté. Tout excédent du rajustement sur le coût au titre des services passés non constaté est présenté comme un élément distinct (réduction) des capitaux propres. Aux fins de la présentation des états financiers, la réduction des capitaux propres est une composante des autres éléments du résultat global. L'économie fiscale associée qui résulte de la prise en compte de la réduction des capitaux propres en tant qu'écart temporaire déterminée d'après les taux d'imposition en vigueur, est reflétée comme un rajustement du bilan (voir la note 22 e)).

En vertu des PCGR des États-Unis, le montant de l'actif reporté du régime de retraite présenté serait différent de ceux des PCGR du Canada étant donné que les provisions pour moins-value ne sont pas permises. En 2001, l'actif reporté du régime de retraite de Hydro One a augmenté par suite de la reprise des provisions pour moins-value demandées précédemment (voir la note 10). Selon les PCGR des États-Unis, le montant de l'actif reporté du régime de retraite ne pourrait pas être augmenté de manière semblable et, donc, il aurait été de 321 millions de dollars au 31 décembre 2002 (426 millions de dollars en 2001). Aux fins du rapprochement avec les PCGR des États-Unis, le montant du rajustement pour comptabiliser le passif minimal découlant du régime de retraite est combiné avec l'actif reporté du régime de retraite.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

***c) Charges de réduction de l'effectif***

En vertu des PCGR du Canada, avant le 1er janvier 2000, les coûts relatifs aux programmes de réduction de l'effectif ont été constatés au moment où la direction approuvait ces réductions et les coûts pouvaient être estimés raisonnablement. En vertu des PCGR des États-Unis, le coût des programmes de réduction de l'effectif ne peut être constaté à moins que le programme ne respecte des critères aditionnels précis et, pour les programmes de départ à la retraite volontaire, si les employés ont effectivement accepté une offre de retraite anticipée. Au cours de 2000, Hydro One a repris une provision de 1999 pour les frais de réduction de l'effectif volontaire pour un montant de 5 millions de dollars en créditant ce montant aux résultats d'exploitation. En vertu des PCGR des États-Unis, la provision initiale de 1999 n'aurait pas été constatée. Une provision de 55 millions de dollars aurait plutôt été enregistrée en 2000 lorsque les employés ont effectivement accepté l'offre de retraite anticipée. Par conséquent, en 2000, le bénéfice selon les PCGR des États-Unis aurait été inférieur de 60 millions de dollars en raison d'une combinaison de la provision pour réduction de l'effectif de 55 millions de dollars et de l'absence du crédit de 5 millions de dollars résultant de la reprise en 2000 d'une partie de la provision constatée en vertu des PCGR du Canada en 1999. Aucun élément de rapprochement avec les PCGR des États-Unis n'est exigé pour la charge de réduction de l'effectif de 2002 parce que les PCGR du Canada sont maintenant conformes aux PCGR des États-Unis.

***d) Radiations générales***

En 1997, Ontario Hydro a enregistré une charge de 33 millions de dollars liée à la cession future de certains centres d'exploitation sur place consistant en une moins-value de 25 millions de dollars pour les immobilisations et une provision de 8 millions de dollars pour les frais après emménagement non discrétionnaires. Selon les PCGR des États-Unis, les immobilisations seraient demeurées au bilan à titre d'actifs détenus pour utilisation future et auraient continué d'être amorties à 2 millions de dollars par année. Si la réduction de valeur n'avait pas été comptabilisée en 1999, la dotation aux amortissements en vertu des PCGR des États-Unis de la société en 2002 aurait aussi été supérieure de 3 millions de dollars du fait de pertes à la vente d'actifs connexes. En outre, la provision pour frais après emménagement non discrétionnaires n'aurait pas été enregistrée.

***e) Impôts futurs***

Pour une entreprise à tarifs réglementés, les PCGR des États-Unis exigent la présentation des passifs et actifs d'impôts futurs au bilan. Dans la mesure où les impôts futurs devraient être inclus dans les tarifs approuvés facturés aux clients dans le futur, la société enregistrerait un actif réglementaire. Le montant de l'actif réglementaire et le passif d'impôts futurs présenté pour les PCGR des États-Unis pour 2002, déterminé d'après les taux d'imposition en vigueur, serait de 135 millions de dollars (118 millions de dollars en 2001). Cependant, en 2002, l'économie fiscale associée à un passif minimal découlant du régime de retraite serait de 163 millions de dollars de sorte que pour les PCGR des États-Unis, la société enregistrerait également un actif d'impôts futurs et, ensuite, un passif réglementaire net de 28 millions de dollars (voir la note 22b)).

***f) Instruments dérivés et activités de couverture***

Les contrats de swap de taux d'intérêt de la société (voir la note 13) sont des instruments financiers dérivés tel que les définit le Statement of Financial Accounting Standard (SFAS) 133, *Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities*. Selon le SFAS 133, les swaps de taux d'intérêt seraient constatés à titre de couvertures des flux de trésorerie liés aux emprunts prévus. Dans la mesure où les contrats de swap sont de réelles couvertures, les variations de la juste valeur seraient présentées dans le poste « Autres éléments du résultat global » et transférées dans les résultats d'exploitation lorsque l'intérêt sur les emprunts couverts serait constaté. En outre, les primes ou les escomptes comptabilisés lorsque Hydro One met fin à des couvertures se rapportant à des exigences relatives à un emprunt futur, seraient présentés dans le poste « Autres éléments du résultat global » et transférés dans les résultats d'exploitation lorsque l'intérêt sur les emprunts couverts serait constaté. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt au 31 décembre 2002 était de néant (néant au 31 décembre 2001) et le montant de 2 millions de dollars reçu en prime en 2001 était négligeable. Par conséquent, l'application du SFAS 133 n'aurait pas d'incidence importante sur les résultats d'exploitation ni sur la situation financière.

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

### *g) Résultat par action*

En vertu des PCGR des États-Unis, il est nécessaire de fournir les informations supplémentaires suivantes à l'égard du résultat par action :

| *(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)* | Bénéfice (numérateur) | Actions (dénominateur) | Montant par action |
|---|---|---|---|
| **2002** | | | |
| Bénéfice avant éléments extraordinaires et modifications comptables | 344 | | |
| Moins : dividendes sur actions privilégiées | 18 | | |
| Résultat par action ordinaire de base et dilué[2] | | | |
| Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire | 326 | 100 000 | 3 258 |
| **2001** | | | |
| Bénéfice avant éléments extraordinaires et modifications comptables | 374 | | |
| Moins : dividendes sur actions privilégiées | 18 | | |
| Résultat par action ordinaire de base et dilué[2] | | | |
| Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire | 356 | 100 000 | 3 562 |
| **2000** | | | |
| Bénéfice avant éléments extraordinaires et modifications comptables[1] | 252 | | |
| Moins : dividendes sur actions privilégiées | 13 | | |
| Résultat par action ordinaire de base et dilué [2] | | | |
| Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire | 239 | 75 000 | 3 182 |

[1]Représente les résultats d'exploitation pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2000.

[2]Pour chacun des exercices de la période de trois ans terminée le 31 décembre 2002, il n'y avait pas de titres dilutifs émis ou en circulation.

### *h) État des flux de trésorerie*

En vertu des PCGR des États-Unis, la dette bancaire n'est pas incluse dans l'établissement des espèces et quasi-espèces aux fins de l'état des flux de trésorerie. La dette bancaire est classée à titre d'activité de financement.

### *i) Futures recommandations comptables*

Le 30 juin 2001, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a approuvé le SFAS 143, *Accounting for Asset Retirement Obligations*, portant sur les obligations relatives à la mise hors service d'immobilisations ayant une longue durée de vie. Le SFAS 143 exige qu'un passif soit constaté dans les états financiers au titre des obligations de mise hors service d'actifs respectant des critères précis. La mesure de l'obligation initiale représente environ la juste valeur plus le montant équivalent inscrit représentant l'augmentation de la valeur de l'immobilisation capitalisée. L'immobilisation sera amortie conformément à la convention d'amortissement normale et le passif sera accru pour tenir compte de l'augmentation de l'intérêt. En outre, une charge sera inscrite aux résultats d'exploitation jusqu'à ce que l'obligation soit réglée. Les entreprises réglementées peuvent constater un actif ou un passif réglementé pour refléter les écarts temporaires entre le moment où les coûts sont constatés aux fins comptables et celui où ils le sont aux fins de la tarification. Le SFAS 143 s'applique aux exercices ouverts après le 15 juin 2002. On ne peut déterminer pour le moment si l'adoption du SFAS 143 aura une incidence importante.

Le 28 juin 2002, le FASB a approuvé le SFAS 146, *Accounting for Exit or Disposal Activities* portant sur la constatation, la mesure et la présentation des coûts qui sont associés aux activités de retrait et de cession, y compris les activités de restructuration. Le SFAS 146 exige que la mesure initiale d'un passif pour les coûts associés aux activités de cession soient comptabilisés à la juste valeur. Dans les périodes suivant la mesure initiale, les variations

## HYDRO ONE INC.
## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

du passif devraient être mesurées en utilisant un taux sans risque ajusté sur le crédit qui a été utilisé pour mesurer le passif au départ. L'effet cumulé d'une variation résultant d'une révision du calendrier ou du montant des flux de trésorerie estimatifs devrait être constaté comme un rajustement du passif dans la période de la variation et présenté dans les mêmes éléments à l'état des résultats que ceux utilisés lorsque les coûts correspondants ont été constatés au départ. Les variations dues au passage du temps doivent être constatées comme une augmentation du montant comptable du passif et comme une charge (par exemple, charge de l'accroissement). Les provisions de l'état seront efficaces pour les activités de cession entreprises après le 31 décembre 2002, si la demande est présentée plus tôt. L'adoption du SFAS 146 devrait avoir une incidence négligeable.

### 23. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Les états financiers consolidés correspondants ont été reclassés à partir des états présentés antérieurement pour se conformer à la présentation des états financiers consolidés du 31 décembre 2002.

## HYDRO ONE INC.
## SOMMAIRE DES STATISTIQUES FINANCIÈRES ET DES STATISTIQUES D'EXPLOITATION DES CINQ DERNIERS EXERCICES[1]

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 | 2000 | 1999 | 1998 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Données tirées de l'état des résultats** | | | | | |
| **Produits** | 4 044 | 3 466 | 2 995 | 3 125 | 3 048 |
| **Coûts** | | | | | |
| Achats d'électricité | 1 871 | 1 267 | 859 | 939 | 1 165 |
| Exploitation, entretien et administration[2] | 832 | 824 | 863 | 863 | 723 |
| Amortissement | 411 | 384 | 348 | 342 | 300 |
| Redressement du coût transitoire[3] | - | - | - | 55 | - |
| Commission de garantie de la dette provinciale[4] | - | - | - | 8 | 31 |
| Actif reporté du régime de retraite[5] | - | - | - | - | (204) |
| | 3 114 | 2 475 | 2 070 | 2 207 | 2 015 |
| **Autres produits** | | | | | |
| Gain à la vente d'un placement[6] | - | - | - | 32 | - |
| **Bénéfice avant charges de financement et provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés** | 930 | 991 | 925 | 950 | 1 033 |
| Charges de financement | 353 | 350 | 340 | 381 | 559 |
| **Bénéfice avant provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés** | 577 | 641 | 585 | 569 | 474 |
| Provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés [7] | 233 | 267 | 207 | 194 | - |
| **Bénéfice net** | 344 | 374 | 378 | 375 | 474 |
| **Résultat par action ordinaire de base et dilué** *(en dollars canadiens)* | 3 258 | 3 562 | 3 182 | - | - |

[1]Avant le 1er avril 1999, les résultats d'exploitation et les situations financières auraient pu être différents si Hydro One avait été une société autonome ayant sa propre direction et sa propre structure du capital, plutôt qu'une unité fonctionnelle d'Ontario Hydro.

[2]Les charges d'exploitation, d'entretien et d'administration pour 2002 incluaient une charge de 25 millions de dollars pour un programme de réduction de l'effectif et pour 1999, une charge nette de 24 millions de dollars pour un programme de réduction de l'effectif et la reprise de certaines provisions.

[3]Le redressement du coût transitoire est une charge ponctuelle qui représentait la différence entre les coûts permis stipulés dans les ordonnances tarifaires de la Commission et les coûts engagés par Ontario Hydro durant les trois premiers mois de 1999 qui étaient permis en vertu de la *Loi sur la Société de l'électricité*.

[4]La commission de garantie de la dette provinciale était une commission annuelle égale à la moitié de un pour cent (0,5 %) de l'encours de la dette totale garantie par la province au 31 décembre précédent. Cette commission a été abolie en date du 1er avril 1999.

[5]Les dispositions de la *Loi sur l'électricité de 1998* permettent à Hydro One de réduire les cotisations patronales au régime de retraite jusqu'à concurrence du montant permis par la *Loi sur les régimes de retraite* (Ontario) en vigueur depuis le 1er avril 1998. En conséquence, l'actif reporté du régime de retraite a été augmenté de 204 millions de dollars et un crédit correspondant a été inscrit aux résultats d'exploitation de 1998.

[6]Le 15 septembre 1999, Hydro One a vendu sa participation de 25 % dans Ontario Quinta A.V.V., d'où un gain à la vente.

[7]Depuis le 1er avril 1999, Hydro One est tenue d'effectuer des paiements en remplacement des impôts des sociétés (voir les notes 2 et 7).

## HYDRO ONE INC.
## SOMMAIRE DES STATISTIQUES FINANCIÈRES ET DES STATISTIQUES D'EXPLOITATION DES CINQ DERNIERS EXERCICES (suite)

| *Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)* | 2002 | 2001 | 2000 | 1999 | 1998 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Données tirées du bilan** | | | | | |
| Total de l'actif | 11 425 | 11 231 | 9 997 | 10 090 | 9 435 |
| **Autres données financières** | | | | | |
| BAIIA[8] | 1 341 | 1 375 | 1 273 | 1 292 | 1 333 |
| Dépenses en immobilisations : | | | | | |
| Transport | 260 | 274 | 280 | 327 | 171 |
| Distribution[9] | 286 | 247 | 152 | 186 | 188 |
| Divers | 24 | 45 | 14 | 16 | 35 |
| **Ratios** | | | | | |
| Couverture de l'actif net par rapport à la dette à long terme[10] | 1,90 | 1,88 | 1,90 | 1,83 | 1,43 |
| Ratio de couverture des bénéfices[11] | 2,35 | 2,53 | 2,37 | 2,19 | 1,82 |
| **PCGR des États-Unis** (en dollars canadiens) | | | | | |
| Bénéfice net | 347 | 370 | 310 | 404 | 446 |
| Résultat global[12] | (74) | 370 | 310 | 404 | 446 |
| Bénéfices non répartis[12] | 109 | 382 | 270 | 362 | - |
| Ratio de couverture des bénéfices[11] | 2,36 | 2,52 | 2,20 | 2,26 | 1,77 |
| **Statistiques d'exploitation** | | | | | |
| Transport : | | | | | |
| Unités transportées (TWh) | 153,2 | 146,9 | 146,9 | 144,1 | 143,0 |
| Demande de pointe du système (MW) | 25 629 | 25 269 | 23 428 | 23 435 | 22 443 |
| Total des lignes de transport (en kilomètres) | 28 492 | 28 387 | 28 490 | 28 889 | 29 066 |
| Distribution: | | | | | |
| Unités distribuées (TWh) | 27,1 | 21,3 | 17,6 | 18,1 | 18,3 |
| Total des lignes de distribution (en kilomètres) | 122 830 | 122 399 | 113 880 | 113 400 | 116 947 |
| Abonnés[13] | 1 219 614 | 1 193 089 | 957 474 | 933 990 | 977 835 |
| Total de l'effectif[14] | 3 933 | 4 815 | 4 468 | 5 632 | 5 221 |

[8]Le BAIIA représente le bénéfice avant les charges de financement, la provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés et l'amortissement et n'inclut pas le revenu de financement.

[9]Les dépenses en immobilisations excluent 468 millions de dollars en 2001 et 23 millions de dollars en 2000 associés aux acquisitions de sociétés de distribution locale.

[10]La couverture de l'actif net par rapport à la dette à long terme est calculée comme le total de l'actif moins le total du passif, exclusion faite de la dette à long terme (y compris la tranche échéant à moins d'un an) divisé par la dette à long terme (y compris la tranche échéant à moins d'un an).

[11]La couverture des bénéfices a été calculée comme la somme du bénéfice net, des intérêts courus bruts (excluant les intérêts capitalisés) et de la provision pour paiements en remplacement des impôts sur les bénéfices des sociétés, divisée par la somme des intérêts bruts et des dividendes sur actions privilégiées. Le 31 mars 2000, des dividendes sur actions privilégiées de 13 millions de dollars ont été déclarés pour les neuf mois terminés le 31 décembre 1999. Par conséquent, le ratio de couverture des bénéfices aurait été de 2,30 en 2000 (2,13 selon les PCGR des États-Unis) et 2,26 en 1999 (2,33 selon les PCGR des États-Unis) compte tenu des dividendes déclarés.

[12]Les résultats de 2002 en vertu des PCGR des États-Unis tiennent compte d'un passif minimal découlant du régime de retraite (voir la note 22).

[13]Au 1er avril 1999, Hydro One servait environ 934 000 abonnés de détail. La diminution par rapport à 1998 découlait des annexions prévues par la *Loi sur la Société de l'électricité* d'une petite partie des installations par plusieurs sociétés de distribution locale. Les augmentations postérieures tiennent surtout compte des acquisitions de sociétés de distribution locale.

[14]Le 1er mars 2002, environ 770 employés réguliers ont été transférés à Inergi LP (voir la note 19).

# RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés ci-joints de Ontario Power Generation Inc. (« OPG » ou la « Société ») sont la responsabilité de la direction et ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Lorsqu'il existe plus d'une méthode comptable, la direction a choisi celle qu'elle jugeait la plus appropriée. La préparation des états financiers comprend nécessairement l'utilisation d'estimations fondées sur le jugement de la direction, particulièrement lorsque des opérations visant l'exercice courant ne peuvent se terminer avec certitude qu'au cours de futurs exercices. Les états financiers consolidés ont été préparés correctement dans les limites raisonnables de l'importance relative.

La direction maintient un système de contrôles internes en vue de fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est pertinente, fiable et exacte, que les actifs de OPG sont protégés et que les opérations sont effectuées conformément à l'autorisation de la direction. Ce système est surveillé et évalué par la direction, le service de vérification interne et le groupe de gestion du risque.

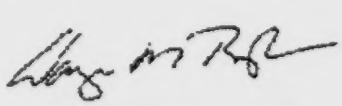
Le comité de vérification rencontre périodiquement les membres de la direction ainsi que les vérificateurs internes et externes afin de s'assurer que chaque groupe s'acquitte de ses responsabilités respectives, d'examiner les états financiers et le rapport des vérificateurs indépendants, avant d'en recommander l'approbation au conseil d'administration, et de discuter des questions importantes liées à la présentation de l'information financière.

Les états financiers consolidés ont été vérifiés par Ernst & Young s.r.l., vérificateurs externes indépendants nommés par le conseil d'administration. La responsabilité des vérificateurs externes consiste à exprimer une opinion sur la présentation fidèle des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le rapport des vérificateurs indépendants précise les responsabilités des vérificateurs et l'étendue de leur vérification et leur opinion. Les vérificateurs indépendants ont eu accès direct et sans restriction au comité de vérification, avec et sans la présence des membres de la direction, pour discuter de la vérification et de leurs constatations quant à l'intégrité de la présentation de l'information financière par OPG et l'efficacité du système de contrôles internes.

*Le président et chef de la direction*

**Ronald W. Osborne**

*Le vice-président exécutif et chef des finances*



**Wayne M. Bingham**

Le 24 janvier 2003,et le 25 mars 2003 pour les notes 6 b),13 b) et 23 b)

ONTARIOPOWER GENERATION

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

**À l'actionnaire de Ontario Power Generation Inc.**

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Ontario Power Generation Inc. aux 31 décembre 2002 et 2001, et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de Ontario Power Generation Inc. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de Ontario Power Generation Inc. aux 31 décembre 2002 et 2001, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ernst & Young s.r.l.

**ERNST & YOUNG s.r.l.**
Comptables agréés
Toronto, Canada
Le 24 janvier 2003, et le 25 mars 2003 pour
les notes 6 b), 13 b) et 23 b)

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

| **Exercices terminés les 31 décembre**<br>*(en millions de dollars, sauf indication contraire)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| **Produits** | **5 746** | 6 239 |
| Combustible | **1 610** | 1 453 |
| Achats d'électricité | **290** | 879 |
| **Marge brute** | **3 846** | 3 907 |
| **Charges d'exploitation** | | |
| Exploitation, entretien et administration | **2 524** | 2 559 |
| Amortissement *(note 4)* | **752** | 810 |
| Impôt foncier et impôt sur le capital | **115** | 114 |
| Perte sur les contrats d'option à taux intermédiaires *(note 15)* | **210** | - |
| | **3 601** | 3 483 |
| **Bénéfice d'exploitation avant restructuration** | **245** | 424 |
| Restructuration *(note 14)* | **222** | 67 |
| **Bénéfice d'exploitation** | **23** | 357 |
| Autres produits *(note 21)* | **171** | - |
| Intérêts débiteurs nets | **150** | 139 |
| | **(21)** | 139 |
| **Bénéfice avant impôts sur les bénéfices** | **44** | 218 |
| Impôts sur les bénéfices (recouvrements) *(note 10)* | | |
| Exigibles | **29** | (65) |
| Futurs | **(32)** | 131 |
| | **(3)** | 66 |
| Bénéfice net | **47** | 152 |
| Résultat par action ordinaire de base et dilué *(dollars)* | **0,18** | 0,59 |
| Actions ordinaires en circulation *(millions) (note 11)* | **256,3** | 256,3 |

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

| **Exercices terminés les 31 décembre**<br>*(en millions de dollars)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| **Bénéfices non répartis au début de l'exercice** | **344** | 567 |
| Bénéfice net | **47** | 152 |
| Dividendes | **(134)** | (375) |
| **Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice** | **257** | 344 |

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.*

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

| **Exercices terminés les 31 décembre**<br>*(en millions de dollars)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| **Activités d'exploitation** | | |
| Bénéfice net | **47** | 152 |
| Rajustements pour les éléments hors caisse : | | |
| Amortissement | **752** | 810 |
| Actif reporté du régime de retraite | **16** | 21 |
| Avantages postérieurs à l'emploi | **55** | (13) |
| Impôts sur les bénéfices futurs *(note 10)* | **(32)** | 131 |
| Provision pour restructuration | **222** | 67 |
| Contrats d'option à taux intermédiaires *(note 15)* | **144** | - |
| Gain à la vente de placements | **(72)** | - |
| Gain à la vente des immobilisations de cession de contrôle | **(99)** | - |
| Valeur marchande des contrats d'électricité *(note 9)* | **2** | - |
| Résultats des fonds constitués pour la gestion des déchets nucléaires | **78** | 57 |
| Divers | **91** | (4) |
| | **1 204** | 1 221 |
| Contributions au fonds pour enlèvement d'immobilisations et gestion des déchets nucléaires | **(391)** | (427) |
| Dépenses de gestion des déchets nucléaires | **(92)** | (56) |
| Paiement du rabais associé à l'entente sur la réduction du pouvoir sur le marché *(note 16)* | **(335)** | - |
| Dépenses de restructuration *(note 14)* | **(134)** | - |
| Variations nettes des autres actifs et passifs à long terme | **117** | (67) |
| Variations des soldes de fonds de roulement hors caisse *(note 22)* | **475** | (447) |
| **Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation** | **844** | 224 |
| **Activités d'investissement** | | |
| Produit provenant de la cession du contrôle de Bruce *(note 13)* | **-** | 370 |
| Produit net tiré de placements à court terme | **39** | 296 |
| Produit de la vente d'immobilisations de cession de contrôle *(note 13)* | **342** | 12 |
| Produit au comptant de la vente de placements *(note 21)* | **83** | - |
| Achats d'immobilisations | **(869)** | (739) |
| **Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement** | **(405)** | (61) |
| **Activités de financement** | | |
| Émission de dette à long terme *(note 6)* | **138** | - |
| Remboursement de la dette à long terme | **(1)** | (203) |
| Dividendes versés | **(134)** | (375) |
| Effets à court terme émis | **446** | - |
| Effets à court terme remboursés | **(264)** | (150) |
| **Flux de trésorerie liés aux activités de financement** | **185** | (728) |
| **Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces** | **624** | (565) |
| **Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice** | **-** | 565 |
| **Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice** | **624** | - |

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.*

## BILANS CONSOLIDÉS

| **Aux 31 décembre**<br>*(en millions de dollars)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| **Actif à court terme** | | |
| Espèces et quasi-espèces | **624** | - |
| Placements à court terme | **-** | 39 |
| Débiteurs | **736** | 1 010 |
| Effets à recevoir *(note 13)* | **225** | - |
| Impôts sur les bénéfices recouvrables | **80** | 77 |
| Stocks de combustible | **514** | 537 |
| Matières et fournitures | **80** | 35 |
| | **2 259** | 1 698 |
| **Immobilisations** *(note 4)* | | |
| Immobilisations corporelles | **15 014** | 14 460 |
| Moins : amortissement cumulé | **2 068** | 1 479 |
| | **12 946** | 12 981 |
| **Autres actifs à long terme** | | |
| Actif reporté du régime de retraite *(note 8)* | **305** | 330 |
| Fonds pour enlèvement d'immobilisations et gestion des déchets nucléaires *(note 7)* | **1 599** | 1 208 |
| Effets à long terme à recevoir *(note 13)* | **-** | 225 |
| Matières et fournitures | **193** | 179 |
| Débiteurs à long terme et autres actifs | **59** | 65 |
| | **2 156** | 2 007 |
| | **17 361** | 16 686 |

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés*

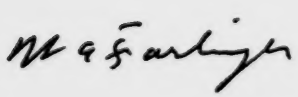
## BILANS CONSOLIDÉS

| **Aux 31 décembre**<br>*(en millions de dollars)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| **Passif** | | |
| **Passif à court terme** | | |
| Créditeurs et charges à payer *(notes 14, 15)* | **1 235** | 1 505 |
| Rabais associé à l'entente sur la réduction du pouvoir sur le marché *(note 16)* | **572** | - |
| Effets à court terme à payer | **182** | - |
| Produits reportés à moins d'un an | **12** | 13 |
| Tranche à moins d'un an de la dette à long terme *(note 6)* | **5** | 205 |
| | **2 006** | 1 723 |
| **Dette à long terme** *(note 6)* | **3 352** | 3 015 |
| **Autres passifs à long terme** | | |
| Enlèvement d'immobilisations et gestion des déchets nucléaires *(note 7)* | **4 915** | 4 724 |
| Avantages postérieurs à l'emploi *(note 8)* | **958** | 924 |
| Créditeurs à long terme et charges à payer *(note 15)* | **321** | 336 |
| Produits reportés *(note 13)* | **179** | 215 |
| Passifs d'impôts futurs *(note 10)* | **247** | 279 |
| | **6 620** | 6 478 |
| **Avoir de l'actionnaire** | | |
| Actions ordinaires *(note 11)* | **5 126** | 5 126 |
| Bénéfices non répartis | **257** | 344 |
| | **5 383** | 5 470 |
| | **17 361** | 16 686 |

Engagements et éventualités *(note 12)*

*Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.*

**Au nom du conseil d'administration,**



**William A. Farlinger**
*Président du Conseil*

**Ronald W. Osborne**
*Président et chef de la direction*

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2002 ET 2001

## 1. DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

Ontario Power Generation Inc. a été constituée le 1er décembre 1998 selon la Loi sur les sociétés par actions de l'Ontario. Dans le cadre de la restructuration de Ontario Hydro, en vertu de la Loi de 1998 sur l'électricité, et du secteur de l'électricité en Ontario, Ontario Power Generation Inc. et ses filiales (collectivement appelée « OPG » ou la « Société ») ont acquis et pris en charge certains actifs, passifs, employés, droits et obligations liés aux activités de production d'électricité de Ontario Hydro le 1er avril 1999, date du début de l'exploitation. Ontario Hydro a continué d'exercer ses activités sous le nom de Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (« SFIÉO »), avec le mandat de gérer et de rembourser la dette impayée et les autres obligations de Ontario Hydro.

## 2. MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés de OPG ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada qui exigent que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses relativement aux montants présentés pour les actifs, passifs, produits et charges et à la présentation d'actifs et de passifs éventuels. Les montants réels pourraient être différents de ces estimations.

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Ontario Power Generation Inc. et de ses filiales. OPG comptabilise ses participations dans les coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Toutes les opérations intersociétés ont été éliminées dans la consolidation.

Certains montants comparatifs de 2001 ont été reclassés pour être conformes à la présentation des états financiers de 2002.

## 3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### Espèces et quasi-espèces et placements à court terme

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'argent en dépôt et les instruments du marché monétaire dont l'échéance initiale est de moins de 90 jours à la date d'achat. Tous les autres instruments du marché monétaire dont l'échéance est de plus de 90 jours et moins d'un an à la date d'achat sont constatés comme des placements à court terme. Ces titres sont évalués au coût ou à la valeur marchande, selon le moins élevé des deux montants.

Les intérêts gagnés sur les espèces, quasi-espèces et placements à court terme sont contrebalancés par les intérêts débiteurs dans les états consolidés des résultats.

### Stocks

Les stocks de combustible sont évalués au coût moyen ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

Les matières et fournitures sont évaluées au coût moyen ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants, à l'exception des pièces de rechange essentielles uniques à certaines installations nucléaires ou à combustible fossile. Le coût des pièces de rechange spécifiques est imputé aux résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie restante de ces installations et est classé comme un actif à long terme.

### Immobilisations et amortissement

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les frais d'intérêts engagés pendant la construction sont capitalisés dans le coût de l'immobilisation en fonction du taux d'intérêt sur la dette à long terme de OPG. Les dépenses associées aux remplacements des principaux composants sont capitalisées.

Les taux d'amortissement utilisés pour les différentes catégories d'immobilisations sont fondés sur leur durée de vie utile estimative. Les coûts d'enlèvement des immobilisations qui n'apparaissent pas dans la présente période ou dans les périodes antérieures sont également imputés à la dotation aux amortissements. Les frais de réparation et d'entretien sont passés en charges au moment où ils sont engagés.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, sauf les ordinateurs et l'équipement de transport et de travail, qui le sont selon la méthode de l'amortissement dégressif comme suit :

| | |
|---|---|
| Centrales nucléaires | **25 à 40 ans**[1] |
| Centrales à combustible fossile | **40 à 50 ans** |
| Centrales hydroélectriques | **100 ans** |
| Installations d'administration et d'entretien | **50 ans** |
| Ordinateurs et équipement de transport et de travail – amortissement dégressif | **9 % à 40 % par an** |
| Principaux logiciels d'application | **7 ans** |

1 Les centrales nucléaires sont amorties aux fins comptables sur 25 ans, à l'exception de Pickering A. La centrale Pickering A est amortie sur 40 ans à la suite de l'achèvement du retubage au cours des années 1980.

### Dépréciation des immobilisations

OPG évalue ses immobilisations corporelles chaque fois que les conditions indiquent que les flux de trésorerie nets prévus pourraient être inférieurs à la valeur comptable nette des actifs. La différence éventuelle est constatée en tant que perte de valeur.

### Placements du portefeuille à long terme

Les placements du portefeuille à long terme sont présentés au coût et englobent les fonds constitués pour l'enlèvement des immobilisations et la gestion des déchets nucléaires. Les gains et les pertes sur les placements à long terme sont constatés dans les autres produits à la vente des placements.

### Rabais lié à l'entente sur la réduction du pouvoir sur le marché

OPG doit, en vertu de sa licence de production, respecter des mesures de réduction du pouvoir sur le marché, notamment par un mécanisme de rabais et par une exigence de cession du contrôle de la capacité de production. Dans le cadre du mécanisme de rabais, une majorité importante des ventes d'électricité prévues de OPG sera assujettie à un plafond des produits annuels moyens de 3,8 ¢ le kWh pendant les quatre premières années suivant l'ouverture du marché le 1er mai 2002 (« ouverture du marché »). OPG est tenue de verser à la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité (« SIGMÉ ») un rabais annuel équivalant à l'excédent, le cas échéant, du prix moyen du marché au comptant sur 3,8 ¢ le kWh sur une période de règlement de 12 mois, multiplié par le montant d'énergie assujetti au mécanisme de rabais. La première période de règlement prend fin le 30 avril 2003. Les quantités d'énergie assujetties au rabais, ainsi

que les pondérations horaires servant à calculer le prix au comptant moyen annuel en vue du rabais, ont été fixées à l'avance, mais elles peuvent être réduites par la Commission de l'énergie de l'Ontario en fonction des opérations de cession de contrôle effectuées par OPG. À chaque date de bilan, OPG calcule le prix moyen de l'énergie sur le marché au comptant qui a prévalu depuis le début de la période de règlement en cours et constate un passif si le prix moyen dépasse 3,8 ¢ le kWh en fonction du montant de l'énergie sujet au mécanisme de rabais.

**Enlèvement d'immobilisations et gestion des déchets nucléaires**

OPG constate un passif à l'égard de l'enlèvement d'immobilisations et de la gestion des déchets nucléaires en tenant compte de la valeur temporelle de l'argent. Elle peut estimer le montant et l'échéancier des charges en trésorerie futures liées à ces activités en fonction des plans actuels d'enlèvement d'immobilisations et de gestion des déchets nucléaires. Lorsque OPG a commencé ses activités le 1er avril 1999, les coûts suivants ont été constatés comme passif :

- la valeur actualisée des coûts de démantèlement des installations nucléaires et à combustible fossile à la fin de leur durée de vie utile;
- la valeur actualisée de la partie coût fixe de tout programme de gestion des déchets nucléaires requis, sans égard au volume de déchets produits;
- la valeur actualisée de la partie coût variable de tout programme de gestion des déchets nucléaires, en tenant compte des volumes de déchets réels, engagée jusqu'au 1er avril 1999.

Afin d'inclure les déchets produits chaque année, le passif relatif aux coûts de gestion des déchets nucléaires est augmenté du montant correspondant imputé aux résultats comme charge d'exploitation. Les charges relatives aux déchets de faible activité et d'activité moyenne sont passées en charges d'amortissement. Les charges relatives à la mise au rebut du combustible utilisé sont passées en charges de combustible. Les modifications des estimations du passif sont amorties sur la durée de vie résiduelle moyenne des centrales nucléaires.

OPG procède selon les exigences prescrites dans le cadre de la Convention nucléaire relative aux fonds nucléaires de l'Ontario (CFNO) pour la couverture du passif relatif à l'enlèvement d'immobilisations et à la gestion des déchets nucléaires. Le fonds distinct ainsi constitué sert uniquement à l'enlèvement d'immobilisations et à la gestion des déchets nucléaires.

La revalorisation découle du fait que les passifs relatifs à l'élimination des déchets nucléaires et à la gestion des déchets nucléaires sont comptabilisés au bilan à leur valeur actualisée nette. La charge pour revalorisation représente le rajustement résultant du retraitement des passifs de façon à refléter l'incidence de l'inflation sur les estimations de coûts et sur la valeur temporelle de l'argent et son impact sur les passifs futurs. La revalorisation est présentée après déduction du revenu des fonds constitués pour l'enlèvement des immobilisations nucléaires et la gestion des déchets nucléaires et de l'amélioration des intérêts liés aux effets à recevoir de la SFIÉO. Elle est présentée aux états financiers consolidés comme partie intégrante de l'amortissement.

**Constatation des produits**

Depuis le 1er mai 2002, date de l'ouverture du marché de l'Ontario à la concurrence, l'ensemble de la production d'électricité de OPG est vendue sur le marché au comptant en temps réel qui est administré par la SIGMÉ. Les produits sont enregistrés à mesure que l'électricité est produite et mesurée en fonction du prix de vente sur le marché au comptant, déduction faite du rabais lié à l'entente sur la réduction du pouvoir sur le marché et des activités de couverture. OPG vend et achète aussi de l'électricité sur les marchés interconnectés des provinces avoisinantes canadiennes et dans les régions du nord-est et du Midwest des États-Unis. Tous les contrats qui ne sont pas désignés comme couvertures sont évalués à la valeur marchande. Les gains ou pertes sur contrats d'échange d'électricité (y compris ceux qui ne sont pas réglés physiquement) sont présentés au montant net dans les états des revenus consolidés. Ainsi, les achats d'électricité, de 91 millions de dollars en 2002 et de néant en 2001, ont été déduits des produits.

Avant le 1er mai 2002, les produits d'exploitation provenaient principalement de la vente d'électricité sur le marché de gros, aux clients industriels d'envergure de l'Ontario, et sur les marchés interconnectés. Les prix de l'électricité de gros des clients de l'Ontario étaient facturés selon des tarifs groupés, qui comprenaient le transport et d'autres charges connexes. OPG recevait les paiements groupés et distribuait les fonds aux sociétés ayant succédé à Ontario Hydro en vertu de l'entente de répartition des produits. Selon cette entente, le solde des fonds non distribués garantissait à OPG des produits prévus de 4,0 ¢ le kWh, fondés sur la demande d'électricité prévue et la composition de la clientèle ainsi que sur un montant fixe pour services connexes.

Les produits d'exploitation autres qu'énergétiques proviennent d'une entente de location-exploitation conclue avec Bruce Power L.P. (« Bruce Power ») se rapportant aux centrales nucléaires de Bruce. Ils comprennent un revenu locatif, des intérêts créditeurs et les produits tirés de l'analyse et de la conception techniques, des services connexes et techniques, ainsi que de la vente d'isotopes. Les produits d'exploitation sont constatés lorsque les services sont rendus ou lorsque les produits sont livrés.

**Conversion des devises**

Les actifs et les passifs monétaires à court terme libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Tout gain ou perte en résultant figure dans les autres produits.

**Instruments dérivés**

OPG est exposée aux fluctuations des prix de l'électricité associées à un marché libre au comptant de l'électricité en Ontario. Elle gère ce risque au moyen de divers contrats sur l'énergie et contrats de ventes connexes. Ces contrats doivent servir de couverture contre le risque de prix des matières premières dans le portefeuille de production de OPG. Les gains ou pertes sur les instruments de couverture sont comptabilisés dans les produits pendant la durée du contrat lorsque l'opération sous-jacente est effectuée. Ces gains ou pertes sont comptabilisés dans les produits de production et ne sont pas constatés dans le bilan consolidé. Tous les contrats qui ne sont pas désignés comme couvertures sont constatés à l'actif ou au passif, à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées comme gains ou pertes dans les produits du secteur Commercialisation de l'énergie.

OPG se sert également de contrats dérivés pour gérer ses risques de change. Les gains ou pertes de change sur ces contrats dérivés libellés en devises étrangères sont constatés en tant que rajustement du prix d'achat de la matière première ou des biens reçus.

La comptabilité de couverture est appliquée lorsque l'instrument dérivé est désigné en tant que couverture et est censé être efficace tout au long de la durée de vie de l'élément couvert. Lorsqu'un instrument dérivé cesse d'exister ou d'être efficace à titre de couverture ou lorsque la relation de couverture prend fin, tout gain ou perte correspondant est reporté et comptabilisé dans les produits en même temps que les gains ou pertes associés à l'élément couvert. Lorsqu'un élément couvert cesse d'exister, tout gain ou perte reporté associé est constaté dans l'état consolidé des résultats de la période en cours.

**Crédits de réduction des émissions**

OPG se sert des crédits de réduction des émissions pour gérer les émissions dans les limites réglementaires et volontaires. Les crédits de réduction des émissions sont achetés auprès des partenaires commerciaux au Canada et aux États-Unis. Le coût des crédits de réduction des émissions est comptabilisé dans les stocks et imputé aux résultats dans les charges liées aux combustibles à mesure des besoins. Les options d'achat de crédits de réduction des émissions sont comptabilisées en tant que dérivés et évaluées à la valeur marchande estimative.

**Recherche et développement**

Les frais de recherche et de développement sont passés en charges d'exploitation dans l'exercice où ils sont engagés. Les frais de recherche et développement engagés pour régler des obligations à long terme comme des passifs de gestion des déchets nucléaires, pour lesquels des provisions spécifiques existent déjà, sont imputés au passif correspondant.

**Charges de retraite et avantages postérieurs à l'emploi**

Les avantages postérieurs à l'emploi offerts par OPG comprennent un régime de retraite à prestations déterminées, une assurance-vie collective, une assurance des soins de santé et une assurance en cas d'invalidité prolongée. OPG comptabilise ses obligations au titre du régime de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi. Les actifs de la caisse de retraite sont évalués à la valeur marchande afin de déterminer les gains et les pertes actuariels. Lorsque la constatation de la mutation d'employés et du transfert des avantages postérieurs à l'emploi se traduit par une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement. On désigne par compression la perte du droit par les employés de constituer des prestations futures dans le cadre du régime. On entend par règlement l'annulation d'une obligation dans le cadre du régime. Les charges de retraite et les avantages postérieurs à l'emploi sont déterminés annuellement par des actuaires indépendants d'après les hypothèses les plus probables de la direction.

Les charges de retraite et les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les coûts des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, les intérêts débiteurs sur les obligations, le rendement prévu des actifs des régimes de retraite, les rajustements liés aux modifications des régimes et les changements d'hypothèses, qui se traduisent en gains ou en pertes actuariels. Les coûts des prestations au titre des services passés résultant des modifications aux régimes de retraite et aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés couverts par le régime. En raison de la nature à long terme des passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi, l'excédent du gain net cumulatif non amorti (ou de la perte), sur 10 % de l'obligation, au titre des prestations constituées ou de la valeur marchande des actifs des régimes de retraite selon le plus élevé des deux montants, est également amorti sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés.

**Impôts sur les bénéfices**

En vertu de la Loi de 1998 sur l'électricité, OPG est tenue de verser des paiements en remplacement de l'impôt sur le revenu des sociétés et des taxes sur le capital à la SFIÉO. Ces paiements sont calculés conformément aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et de la Loi sur l'imposition des corporations (Ontario) et sont modifiés conformément aux règlements de la Loi de 1998 sur l'électricité. OPG verse à la SFIÉO des paiements en remplacement des impôts fonciers sur ses actifs de production d'énergie nucléaire et thermique, et paie des impôts fonciers aux municipalités.

OPG paie des charges sur les revenus bruts tirés de la production annuelle d'électricité tirée de ses actifs de production hydroélectrique. Ces charges comprennent un pourcentage fixe appliqué à la production hydroélectrique dérivée des centrales situées sur des terres de la Couronne et un pourcentage progressif applicable à toutes les centrales hydroélectriques. Les charges sur les revenus bruts sont incluses dans les frais de combustible.

**Secteurs d'activités**

Le 1er mai 2002,à la suite de l'ouverture à la libre concurrence du marché de l'électricité en Ontario, OPG a réparti ses activités entre deux secteurs :Production et Commercialisation de l'énergie. Auparavant,l'activité liée à la commercialisation de l'énergie de OPG ne constituait pas un secteur isolable sur le plan comptable. Par conséquent, il n'y a aucun montant comparatif en 2001. Une catégorie distincte, Secteur non énergétique et autres, englobe les produits et certains coûts qui ne sont pas affectés aux deux autres secteurs.

**Nouvelles recommandations comptables**

*Relations de couverture*

En décembre 2001, le Conseil des normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables agréés (ICCA) a publié la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-13, « Relations de couverture ». Cette note d'orientation,qui doit être appliquée pour les périodes annuelles à partir du 1er juillet 2003,définit les normes servant à documenter et à évaluer l'efficacité des activités de couverture. OPG s'attend à satisfaire aux critères de couverture de la nouvelle norme et continuera d'appliquer la comptabilité existante pour les relations de couverture.

*Dépréciation d'actifs à long terme*

L'ICCA a approuvé une nouvelle norme intitulée « Dépréciation d'actifs à long terme ». La nouvelle norme donne des directives sur la constatation, la mesure et la présentation de la dépréciation d'actifs à long terme et entrera en vigueur à partir du 1er avril 2003. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable est supérieure à la somme des flux de trésorerie non actualisés. La dépréciation constatée correspond au montant dont la valeur comptable dépasse la juste valeur. L'introduction de la nouvelle norme ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de OPG.

*Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*

L'ICCA a approuvé une nouvelle norme intitulée « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations», donnant des directives sur la constatation et la mesure des passifs pour les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles. La nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à partir du 1er janvier 2004. OPG évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

## 4. IMMOBILISATIONS

L'amortissement des immobilisations consiste en ce qui suit:

| *(en millions de dollars)* | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Amortissement | 585 | 578 |
| Revalorisation | 184 | 198 |
| Frais de gestion des déchets nucléaires | (17) | 34 |
| | 752 | 810 |

Les immobilisations se composent de ce qui suit :

| *(en millions de dollars)* | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Immobilisations corporelles | | |
| Centrales nucléaires | 3 447 | 3 313 |
| Centrales au combustible fossile | 1 791 | 1 671 |
| Centrales hydroélectriques | 7 601 | 7 754 |
| Autres immobilisations | 925 | 770 |
| Construction en cours | 1 250 | 952 |
| | 15 014 | 14 460 |
| Moins : amortissement cumulé | | |
| Centrales | 1 726 | 1 227 |
| Autres immobilisations | 342 | 252 |
| | 2 068 | 1 479 |
| | 12 946 | 12 981 |

L'intérêt capitalisé à 6 % (6 % en 2001) pendant l'exercice terminé le 31 décembre 2002 s'est élevé à 44 millions de dollars (29 millions de dollars en 2001).

## 5. FACILITÉS DE CRÉDIT À COURT TERME

OPG détient une facilité de crédit de 1 000 millions de dollars auprès de certains établissements financiers (« convention de crédit bancaire ») qu'elle utilise pour financer le fonds de roulement, pour les besoins généraux pour l'entreprise et comme facilité de soutien pour le programme de papier commercial. Les montants prélevés sur cette facilité de crédit peuvent être en dollars canadiens ou américains et prendre la forme de prêts au taux préférentiel ou au TIOL, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit. Cette facilité a un terme de 364 jours qui peut être prolongé de 2 ans. Elle est renouvelable en mars 2003. Le programme de papier commercial est garanti par la convention de crédit bancaire. Dans le cadre de ce programme, OPG a le pouvoir d'émettre des billets à court terme à concurrence d'un encours de 1 000 millions de dollars en dollars canadiens ou de l'équivalent en dollars américains. Au 31 décembre 2002, il y avait 182 millions de dollars de billets en circulation en vertu du programme de PC (néant au 31 décembre 2001).

OPG détient également des facilités de crédit non engagées à court terme de 175 millions de dollars qui assurent la disponibilité de fonds pour les garanties dans le cadre des règles du marché au détail de l'électricité et pour d'autres engagements sous forme de lettres de crédit. Sur ce montant, 45 millions de dollars ont été utilisés pour les lettres de crédit accordées aux sociétés de distribution locale en soutien des obligations de OPG, dans le cadre de la facturation consolidée de détail imposée par le code de règlement au détail, et 97 millions de dollars ont été utilisés pour les lettres de crédit en soutien de certaines autres obligations à long terme.

## 6. DETTE À LONG TERME

### a) Dette en cours

La dette à long terme consiste en ce qui suit :

| *(en millions de dollars)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| Effets à payer à la SFIÉO | **3 200** | 3 200 |
| Obligations liées au contrat de location-acquisition | **19** | 20 |
| Part de la dette de la société en commandite | **138** | - |
| | **3 357** | 3 220 |
| Moins : les éléments échéant à moins d'un an | | |
| Effets de premier rang à payer à la SFIÉO | **-** | 200 |
| Obligations liées au contrat de location-acquisition | **5** | 5 |
| | **5** | 205 |
| Dette à long terme | **3 352** | 3 015 |

Détails des effets à long terme dus à la SFIÉO au 31 décembre 2002 :

| | | Capital en cours ($ CA) | | |
|---|---|---|---|---|
| Échéance | Taux d'intérêt (%) | Effets de premier rang | Effets subordonnés | Total |
| 2003[1] | 5,49 | 200 | - | 200 |
| 2004[1] | 5,44 | 100 | - | 100 |
| 2004[1] | 5,62 | 300 | - | 300 |
| 2004[1] | 5,94 | 100 | - | 100 |
| 2005 | 5,71 | 300 | - | 300 |
| 2006 | 5,78 | 300 | - | 300 |
| 2007 | 5,85 | 400 | - | 400 |
| 2008 | 5,90 | 400 | - | 400 |
| 2009 | 6,01 | 350 | - | 350 |
| 2010 | 6,60 | - | 375 | 375 |
| 2011 | 6,65 | - | 375 | 375 |
| | | 2 450 | 750 | 3 200 |

1 OPG a conclu une entente avec la SFIÉO en février 2003 afin de reporter le remboursement de 700 millions de dollars d'effets de premier rang comme il est décrit à la note 6 b).

En mars 2002, la Société a conclu une entente avec la SFIÉO afin de reporter le paiement du capital de 200 millions de dollars d'effets de premier rang venant à échéance en 2002 à décembre 2004. En relation avec ce report,le taux du coupon du montant principal de 100 millions de dollars de ces billets a été rehaussé de 0,50 % selon les conditions commerciales, le taux d'intérêt nominal du principal restant de 100 millions de dollars de ces effets demeurant inchangé.

Les effets de premier rang confèrent à leurs porteurs le droit de recevoir le paiement complet des montants qui leur sont dus, avant les porteurs des effets subordonnés. La SFIÉO détient actuellement l'ensemble des dettes de premier rang et des effets subordonnés de OPG.

En septembre 2002, Brighton Beach Power L.P. (« Brighton Beach »), société formée par OPG et ATCO Power Canada Ltd., ATCO Resources Ltd.et Brighton Beach Power Ltd., a finalisé un financement privé par obligations et emprunts à terme de 403 millions de dollars pour son projet de production électrique de 580 mégawatts en construction à Windsor en Ontario. Brighton Beach a également signé une convention de conversion énergétique avec Coral Energy Canada Inc. qui livrera le gaz naturel à la centrale et possèdera, commercialisera et négociera toute la production d'électricité. OPG consolide proportionnellement sa participation de 50 % dans la société en commandite Brighton Beach. Au 31 décembre 2002, l'encours du prêt s'élevait à 276 millions de dollars dont 138 millions de dollars sont comptabilisés par OPG.

Les intérêts versés pendant l'exercice terminé le 31 décembre 2002 se sont élevés à 204 millions de dollars (202 millions de dollars en 2001), dont 198 millions de dollars se rapportent à la dette à long terme (199 millions de dollars en 2001).

**b) Entente de financement**

En février 2003, OPG a conclu une entente avec la SFIÉO afin de reporter le remboursement de 700 millions de dollars d'effets de premier rang. Les taux d'intérêt demeurent inchangés. À la suite du report, 200 millions de dette à long terme échéant à moins d'un an ont été classés dans les dettes à long terme au 31 décembre 2002. Les effets reportés et les nouvelles dates d'échéance se présentent comme suit :

| Capital des effets de premier rang *(en millions de dollars)* | Échéance avant le report | Nouvelle échéance |
|---|---|---|
| 200 | 2003 | 2005 |
| 100 | 2004 | 2006 |
| 300 | 2004 | 2006 |
| 100 | 2004 | 2006 |

## 7. ENLÈVEMENT D'IMMOBILISATIONS ET GESTION DES DÉCHETS NUCLÉAIRES

Les déchets nucléaires provenant des centrales nucléaires de OPG sont constitués de faisceaux de combustible nucléaire radioactifs et de déchets radioactifs de faible activité et d'activité moyenne. À la fin du cycle de vie, il faut procéder au démantèlement en toute sécurité de chacune des centrales nucléaires, ce qui nécessite une période de stockage. OPG a également l'obligation de démanteler ses installations non nucléaires.

Le passif net pour l'enlèvement d'immobilisations et la gestion des déchets nucléaires fondé sur la valeur actualisée consiste en ce qui suit :

| *(en millions de dollars)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| Passif pour gestion des déchets nucléaires | **5 020** | 4 814 |
| Passif pour enlèvement d'immobilisations nucléaires | **2 702** | 2 556 |
| | **7 722** | 7 370 |
| Passif pour enlèvement d'immobilisations non nucléaires | **131** | 127 |
| | **7 853** | 7 497 |
| Moins : produits à recevoir de la SFIÉO | **2 938** | 2 773 |
| Enlèvement d'immobilisations et gestion des déchets nucléaires | **4 915** | 4 724 |

La variation du passif net pour l'enlèvement d'immobilisations et la gestion des déchets nucléaires consiste en ce qui suit :

| *(en millions de dollars)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| Passif au début de l'exercice | **4 724** | 4 482 |
| Augmentation du passif en raison de la revalorisation | **262** | 254 |
| Provision | **37** | 44 |
| Frais de gestion des déchets | **(92)** | (56) |
| Amortissement des variations des estimations nettes du coût | **(16)** | - |
| Passif à la fin de l'exercice | **4 915** | 4 724 |

La comptabilisation des charges pour enlèvement d'immobilisations et gestion des déchets nucléaires exige l'établissement d'hypothèses importantes pour leur calcul, puisque ces programmes s'échelonnent sur plusieurs décennies. Les programmes actuels englobent des estimations de flux de trésorerie jusqu'en 2057 pour le démantèlement des centrales nucléaires et jusqu'en 2100 environ pour la gestion des combustibles utilisés. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée des passifs ci-dessus au 31 décembre 2002 était de 5,75 % (5,75 % en 2001), et les taux d'accroissement des coûts variaient de 1 % à 4 % (2 % à 3 % en 2001). En vertu des conditions du contrat de location avec Bruce Power, OPG a toujours la responsabilité des immobilisations nucléaires et des passifs pour gestion des déchets nucléaires se rapportant aux centrales nucléaires de Bruce.

Des hypothèses importantes concernant plusieurs facteurs techniques et d'exploitation sont également utilisées pour le calcul des charges à payer et font l'objet d'examens périodiques. Toute modification de ces hypothèses, ainsi que des hypothèses touchant le calendrier des programmes ou les technologies utilisées, pourrait avoir des répercussions importantes sur la valeur totale des charges à payer. Il existe un certain risque entourant la mesure des coûts de ces programmes, qui peuvent évoluer à la hausse ou à la baisse, compte tenu de leur durée prolongée et de l'évolution rapide de la technologie utilisée dans la gestion des déchets nucléaires.

**Passif au titre des coûts de gestion des déchets nucléaires**

Le passif au titre des coûts de gestion des déchets nucléaires représente les coûts de gestion des faisceaux de combustible nucléaire épuisé hautement radioactifs de même que les coûts de gestion des déchets nucléaires radioactifs de faible activité et d'activité moyenne. Les hypothèses actuelles utilisées pour l'établissement des coûts relatifs au combustible épuisé incluent : la gestion à long terme des faisceaux de combustible nucléaire épuisé par le stockage en couches géologiques profondes; la mise en service prévue en 2035 d'installations de stockage de combustible nucléaire épuisé; et une distance moyenne de transport de 1 000 kilomètres entre les centrales nucléaires et les installations de stockage. Des solutions de rechange au procédé d'enfouissement sont examinées par les installations nucléaires canadiennes dans le cadre de l'étude d'options requise par la Loi sur les déchets de combustible nucléaire. L'étude d'options doit être finalisée d'ici 2005, une décision du gouvernement fédéral n'étant pas attendue avant 2006.

Les coûts de la gestion des déchets de faible activité et d'activité moyenne sur leur cycle de vie comprennent les coûts du traitement et du stockage de ces déchets pendant et après l'exploitation des centrales nucléaires ainsi que les coûts de leur élimination définitive à long terme. Les hypothèses actuelles utilisées pour l'établissement des coûts relatifs aux déchets nucléaires de faible activité et d'activité moyenne incluent : la mise en service en 2015 d'installations d'élimination des déchets de faible activité; le costockage de déchets d'activité intermédiaire de courte durée et de déchets de faible activité à partir de 2015; et le costockage du reste des déchets d'activité intermédiaire de longue durée et du combustible épuisé à partir de 2035.

**Passif au titre de l'enlèvement d'immobilisations nucléaires**

Les coûts à payer pour l'enlèvement d'immobilisations nucléaires comprennent les coûts estimatifs du démantèlement des centrales nucléaires au terme de leur durée de vie utile. Les hypothèses importantes utilisées pour l'estimation des coûts futurs d'enlèvement des immobilisations nucléaires incluent: le démantèlement des centrales nucléaires selon un calendrier échelonné (les réacteurs demeureront à l'arrêt pendant les 30 ans précédant un démantèlement de 10 ans).Les déchets de faible activité et d'activité moyenne issus du démantèlement seront évacués vers les installations conçues à cette fin.

**Passif pour l'enlèvement d'immobilisations non nucléaires**

Les coûts à payer pour l'enlèvement d'immobilisations non nucléaires comprennent principalement les coûts de démantèlement des centrales thermiques et des installations générant de l'eau lourde au terme de leur durée de vie utile. Selon les estimations, ces centrales devraient être démantelées entre 2005 et 2025.

OPG ne constitue pas de provision pour les frais de démantèlement des centrales hydroélectriques, les coûts pour ce type d'installation ne pouvant faire l'objet d'une estimation raisonnable étant donné leur longue durée de vie utile. Compte tenu des efforts déployés pour l'entretien ou la reconstruction, on suppose que des ouvrages de régularisation des eaux seront nécessaires dans un avenir prévisible.

**Convention sur les fonds affectés aux immobilisations et déchets nucléaires de l'Ontario**

En mars 2002, la CFNO a été conclue avec la province de l'Ontario (la « Province »).Dans le cadre de cette convention, OPG établira deux fonds de dépôt, soit un fonds pour combustible utilisé et un fonds de démantèlement, qui seront détenus par un dépositaire indépendant. L'entente prendra effet lorsque des gestionnaires de placement externes seront engagés et que les deux fonds de dépôt seront établis, selon les prévisions, au courant de 2003.

Le fonds pour combustible utilisé servira à financer les coûts futurs de la gestion à long terme des déchets de combustible nucléaire utilisés. OPG assume le risque et la responsabilité de l'accroissement des coûts de gestion des déchets de combustible utilisé, sous réserve des seuils de passif progressifs précisés dans la CFNO, qui limite son risque financier total à environ 6,0 milliards de dollars, soit la valeur actualisée au 1er janvier 1999 (environ 7,5 milliards de dollars en dollars de 2002).OPG continuera de faire des versements annuels au cours de la durée de vie de ses centrales nucléaires, comme il est précisé dans la CFNO. La Province garantit au fonds un rendement de 3,25 % au-dessus de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario. Si le résultat obtenu sur les actifs du fonds constitué pour le combustible utilisé dépasse l'indice des prix à la consommation de l'Ontario de plus de 3,25 %,l'excédent reviendra à la Province.

Le fonds de démantèlement servira à financer les coûts futurs d'enlèvement des immobilisations nucléaires et de gestion des déchets de faible activité et d'activité moyenne à long terme ainsi qu'une tranche des frais de stockage du combustible utilisé après la durée de vie de la centrale. Le financement initial, qui englobe l'engagement de la SFIÉO, est censé être suffisant pour s'acquitter de l'estimation de la charge de 1999. OPG peut affecter jusqu'à 50 % de l'excédent de fonds au fonds pour combustible utilisé.La SFIÉO a droit à l'autre moitié de l'excédent du fonds. Même si OPG ne s'attend pas à devoir verser d'autres contributions, elle assume le risque et la responsabilité de l'accroissement des estimations de coûts et des revenus du fonds.

Le 1er avril 1999, la Province s'est engagée à financer, directement ou par l'intermédiaire de son mandataire, actuellement la SFIÉO, certains frais de gestion des déchets nucléaires et d'enlèvement d'immobilisations engagés avant le 1er avril 1999. Le solde de 2 938 millions de dollars au 31 décembre 2002 représente l'engagement de la SFIÉO, soit 2 773 millions de dollars au 1er janvier 2002, ainsi que 165 millions de dollars en intérêts courus pendant l'exercice terminé le 31 décembre 2002, au taux correspondant à la hausse annuelle estimative de l'indice des prix à la consommation, majorée de 3,25 %.

Depuis le 1er avril 1999, OPG a versé 1 599 millions de dollars, y compris un revenu de 174 millions de dollars, aux fonds distincts constitués pour l'enlèvement des immobilisations nucléaires et la gestion des déchets nucléaires. Le fonds de démantèlement sera partiellement financé par l'engagement de la SFIÉO, le financement du solde étant assuré par les fonds distincts existants de OPG. Le solde résiduel des fonds

distincts de OPG sera appliqué au fonds pour combustible utilisé. D'ici 2008, OPG versera des contributions annuelles au fonds pour combustible utilisé pour environ 454 millions de dollars, ainsi qu'un montant réduit au cours de la durée de vie restante des centrales nucléaires.

Dans le cadre de la CFNO, la Province ou son mandataire fournira à la Commission canadienne de sûreté nucléaire (« CCSN »), comme l'exige la Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires (Canada), une garantie que seront constitués les fonds nécessaires pour acquitter la totalité des obligations relatives au démantèlement des centrales nucléaires et à la gestion des déchets nucléaires. La garantie provinciale s'ajoutera au fonds pour combustible utilisé et au fonds de démantèlement jusqu'au moment où des fonds suffisants couvriront le passif accumulé aux fins de gestion des déchets nucléaires et de démantèlement.Les ententes juridiques détaillant les garanties financières exigées par la CCSN sont en cours d'élaboration avec la CCSN et la Province.

La Loi sur les déchets de combustible nucléaire (Canada) est entrée en vigueur en novembre 2002. Conformément à cette dernière, l'organisme de gestion des déchets nucléaires a été fondé au cours de 2002 afin de préparer et d'examiner des solutions de rechange et de fournir des recommandations pour la gestion à long terme des déchets nucléaires. Les résultats de l'étude doivent être déposés dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de la Loi sur les déchets de combustible nucléaire. Le gouvernement fédéral déterminera la stratégie de gestion à long terme des déchets nucléaires en fonction de plans déposés. OPG a effectué un dépôt initial de 500 millions de dollars dans un fonds en fiducie en novembre 2002, comme l'exige la Loi sur les déchets de combustible nucléaire, et déposera un montant supplémentaire de 100 millions pour les trois prochaines années jusqu'à ce que le gouvernement fédéral approuve un plan à long terme. Le dépôt initial a été financé à partir du fonds constitué pour l'enlèvement d'immobilisations et la gestion des déchets nucléaires. La fiducie est consolidée par OPG et représente une partie du fonds pour combustible utilisé.

Le fonds constitué pour l'enlèvement d'immobilisations et la gestion des déchets nucléaires se compose de ce qui suit :

| *(en millions de dollars)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| Fonds pour l'enlèvement des immobilisations nucléaires et la gestion des déchets nucléaires | **1 098** | 1 208 |
| Fonds en fiducie pour combustible utilisé | **501** | - |
| | **1 599** | 1 208 |

Les fonds distincts comprennent l'intérêt de 78 millions de dollars (57 millions de dollars en 2001) réalisé en 2002, comptabilisé dans la revalorisation, elle-même comprise dans la dotation aux amortissements.

### Modifications des estimations de coût apportées en 2002

OPG a passé en revue les hypothèses importantes à la base du calcul des charges à payer au titre des passifs pour enlèvement d'immobilisations et gestion des déchets nucléaires. À la suite de cet examen, un certain nombre d'hypothèses ont été révisées afin de refléter les modifications intervenues dans le calendrier de certains programmes et la technologie évolutive de gestion des déchets nucléaires. On a notamment tenu compte d'un retard dans la mise en service des installations d'élimination des déchets nucléaires, prévue en 2025 et reportée à 2035, de certains coûts associés au stockage à sec de combustible nucléaire utilisé au cours du cycle de vie de la centrale et de coûts supplémentaires associés aux programmes de gestion des déchets nucléaires. Dans l'ensemble, ces modifications apportées aux estimations des coûts entraîneraient une diminution nette du passif pour gestion des déchets nucléaires et démantèlement de 215 millions de dollars.

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la modification du passif est amortie sur la durée de vie résiduelle des centrales nucléaires. Par conséquent, un montant de 16 millions de dollars a été constaté en réduction du passif et des charges pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002.

## 8. AVANTAGES SOCIAUX

Les avantages postérieurs à l'emploi offerts par OPG comprennent les régimes de retraite, l'assurance-vie collective, l'assurance des soins de santé et l'assurance en cas d'invalidité prolongée. Les obligations contractées en vertu des régimes de retraite et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi dépendent de divers facteurs dont les taux d'intérêt, les rajustements provenant de modifications des régimes, les modifications des hypothèses et les gains ou pertes actuariels.

### Régime de retraite

Le régime de retraite est un régime contributif à prestations déterminées couvrant tous les employés permanents et les retraités. Le régime de retraite de OPG a été instauré le 31 décembre 1999. En 2001, le transfert des actifs de régimes de retraite qui étaient détenus antérieurement par la SFIÉO a été approuvé par la Commission des services financiers de l'Ontario en vertu de la Loi sur les régimes de retraite (Ontario). En juin 2001, les actifs de régimes de retraite ont été transférés au régime de retraite de OPG.

Les actifs de la caisse de retraite se composent essentiellement de titres de capital et de titres d'emprunt de gouvernements et de sociétés, de placements immobiliers et d'autres placements gérés par des gestionnaires de portefeuilles professionnels. La caisse n'investit pas dans les actions ou les titres d'emprunt de OPG.

Les données du régime de retraite de OPG se présentent comme suit :

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Hypothèses du régime de retraite** | | |
| Rendement prévu des actifs du régime | **7,25 %** | 7,75 % |
| Taux d'actualisation des prestations de retraite futures | **6,75 %** | 6,75 % |
| Taux d'indexation de la grille salariale | **3,00 %** | 3,25 % |
| Taux d'indexation du coût de la vie jusqu'au versement des prestations | **2,00 %** | 2,50 % |
| Nombre moyen d'années de service à courir pour les salariés actifs | **11** | 11 |

| *(en millions de dollars)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| **Variation des actifs du régime de retraite** | | |
| Juste valeur des actifs du régime au début de l'exercice | **6 342** | 7 642 |
| Cotisations salariales | **78** | 20 |
| Rendement réel des actifs du régime | **(243)** | (11) |
| Règlements | **(142)** | (1 080) |
| Versements de prestations | **(294)** | (219) |
| Frais d'administration | **(14)** | (10) |
| Juste valeur des actifs du régime à la fin de l'exercice | **5 727** | 6 342 |
| **Variation des obligations projetées au titre des prestations** | | |
| Obligations projetées au début de l'exercice | **5 995** | 6 216 |
| Coût des prestations pour services rendus au cours de l'exercice | **185** | 192 |
| Coût des prestations pour services passés | **-** | 87 |
| Intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées | **381** | 393 |
| Perte (gain) de compression | **(28)** | 80 |
| Gain de règlement | **(124)** | (896) |
| Versements de prestations | **(294)** | (219) |
| Gain (perte) actuariel(le) net(te) | **(150)** | 142 |
| Obligations projetées au titre des prestations à la fin de l'exercice | **5 965** | 5 995 |
| **Excédent (déficit) du régime de retraite** | **(238)** | 347 |
| **Rapprochement de l'excédent (du déficit) du régime** | | |
| Excédent (déficit) du régime de retraite | **(238)** | 347 |
| Gain (perte) actuariel(le) net(te) non amorti(e) | **388** | (199) |
| Coût non amorti au titre des services passés | **155** | 182 |
| Actif reporté du régime de retraite | **305** | 330 |
| **Composante de la charge de retraite** | | |
| Coût des prestations pour services rendus au cours de l'exercice | **107** | 172 |
| Intérêts sur les obligations projetées au titre des prestations | **381** | 393 |
| Rendement prévu des actifs du régime | **(471)** | (523) |
| Perte de compression | **10** | 25 |
| Perte de règlement | **5** | 8 |
| Amortissement des coûts des prestations pour services passés | **18** | 19 |
| Amortissement du gain actuariel net | **(34)** | (27) |
| Charge de retraite | **16** | 67 |

Compte tenu d'un financement permanent, les actifs étant présentés à la valeur marchande, OPG estime que le déficit du régime de retraite s'élevait à 1,6 milliard de dollars au 31 décembre 2002.

### Autres avantages postérieurs à l'emploi

L'augmentation annuelle à long terme du coût par participant des principaux avantages va de 2,0 % à 4,5 % (2,5 % à 4,5 % en 2001), selon la nature de l'avantage. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actuarielle des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi se situe entre 6,00 % et 6,75 % au 31 décembre 2002 (entre 6,25 % et 6,75 % en 2001).

| *(en millions de dollars)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| **Variation des obligations projetées au titre des prestations du régime d'avantages postérieurs à l'emploi** | | |
| Obligations projetées au titre des prestations du régime d'avantages postérieurs à l'emploi au début de l'exercice | **1 247** | 1 207 |
| Coût des prestations pour services rendus au cours de l'exercice | **45** | 51 |
| Intérêts sur les obligations projetées au titre des prestations | **76** | 82 |
| Versements de prestations | **(52)** | (56) |
| Perte (gain) de compression | **2** | (1) |
| Gain de règlement | **(134)** | (138) |
| Perte actuarielle nette | **7** | 91 |
| Coût des prestations pour services passés | **-** | 11 |
| Avantages spéciaux liés aux cessations d'emploi | **13** | - |
| Obligations projetées au titre des prestations du régime d'avantages postérieurs à l'emploi à la fin de l'exercice | **1 204** | 1 247 |
| **Rapprochement des obligations au titre des prestations du régime d'avantages postérieurs à l'emploi** | | |
| Obligations au titre des prestations constituées du régime d'avantages postérieurs à l'emploi au début de l'exercice | | |
| Obligation à long terme | **958** | 924 |
| Obligation à court terme | **54** | 126 |
| Perte actuarielle nette non amortie | **161** | 160 |
| Coût non amorti des services passés | **31** | 37 |
| Obligations projetées au titre des prestations du régime d'avantages postérieurs à l'emploi à la fin de l'exercice | **1 204** | 1 247 |
| **Composantes de la charge relative aux avantages postérieurs à l'emploi** | | |
| Coût des prestations pour services rendus au cours de l'exercice | **45** | 51 |
| Intérêts sur les obligations projetées au titre des prestations | **76** | 82 |
| Perte de compression | **4** | 6 |
| Gain de règlement | **(66)** | - |
| Amortissement de la perte actuarielle nette | **4** | 1 |
| Amortissement des coûts des services passés | **4** | 5 |
| Avantages spéciaux liés aux cessations d'emploi | **13** | - |
| Charge relative aux avantages postérieurs à l'emploi | **80** | 145 |

## 9. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS, RISQUE DE CRÉDIT ET INSTRUMENT DE GESTION DES RISQUES

### Juste valeur des instruments dérivés

Les justes valeurs des instruments dérivés ont été estimées en fonction du cours du marché d'instruments semblables ou réels, le cas échéant. Si les cours du marché ne sont pas connus, OPG tient compte de divers facteurs pour estimer les prix à terme, y compris les prix du marché et la volatilité des prix des marchés de l'électricité avoisinants, les prix du combustible et d'autres facteurs.

Depuis novembre 2002, les activités d'échange sur le marché de l'électricité de l'Ontario ont été limitées étant donné que les sociétés ne concluent généralement que des contrats à court terme. Les informations sur les prix à terme pour l'échange de contrats au-delà de mars 2003 peuvent ne pas être entièrement représentatives du coût de ces contrats. Pour les contrats conclus en Ontario qui ne sont pas traités comme des couvertures, OPG a établi des réserves de liquidité à la juste valeur marchande des actifs et des passifs équivalant au gain ou à la perte sur ces contrats. La charge relative à ces réserves a réduit les produits du secteur Commercialisation de l'énergie d'environ 7 millions de dollars. Les contrats conclus à l'extérieur de l'Ontario continuent d'être constatés au bilan en tant qu'actif ou passif à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées à titre de gain ou de perte dans les produits du secteur Commercialisation de l'énergie.

*Instruments dérivés utilisés aux fins de couverture*

Au tableau suivant figure la juste valeur estimative des instruments dérivés désignés en tant que couvertures. La majorité des instruments dérivés de OPG sont traités en tant que couvertures, les gains ou pertes étant constatés sur la durée du contrat au moment où les opérations sous-jacentes sont effectuées. La Société se sert principalement des dérivés financiers de marchandises pour couvrir le risque de variation des prix des matières premières associé aux fluctuations du prix de l'électricité.

| | 2002 | | | 2001 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *(en millions de dollars)* | **Quantité nominale** | **Terme** | **Juste valeur** | Quantité nominale | Terme | Juste valeur |
| gain/(perte) | | | | | | |
| Instruments dérivés sur l'électricité | **37,9 TWh** | **1 à 4 ans** | **(144)** | 14 TWh | 1à5 ans | - |
| Instruments dérivés sur les taux de change | **179 $US** | **3 avril** | **4** | 147 $US | 2 mars | 3 |
| Options servant à acheter les crédits de réduction des émissions | **6 000 000 tonnes** | **2003-2004** | **1** | - | - | - |

Les instruments dérivés sur les taux de change servent à couvrir le risque lié aux achats prévus libellés en dollars américains. Le taux de change fixe moyen pondéré des contrats en circulation au 31 décembre 2002 s'élevait à 0,64 $ contre 1 dollar canadien.

*Instruments dérivés non utilisés aux fins de couverture*

La valeur comptable (juste valeur) des autres instruments financiers non utilisés aux fins de couverture est comme suit :

| | 2002 | | 2001 |
|---|---|---|---|
| *(en millions de dollars)* | **Quantité nominale** | **Juste valeur** | Juste valeur |
| Instruments dérivés sur marchandises | | | |
| Actifs | **15,8 TWh** | **10** | - |
| Passifs | **0,5 TWh** | **(14)** | - |
| | | **(4)** | - |
| Réserves de liquidité de l'Ontario | | **(7)** | - |
| Total | | **(11)** | - |

Au 31 décembre 2002, la juste valeur des instruments dérivés sur marchandises non utilisés aux fins de couverture comprend une charge de 9 millions de dollars principalement associée aux anciens contrats provenant de la structure de marché précédente. L'impact de ces opérations sur les résultats a été contrebalancé par la reprise, après l'ouverture du marché, d'une provision pour perte sur contrat comptabilisée au 31 décembre 2001.

### Juste valeur des autres instruments financiers

La valeur comptable des espèces et quasi-espèces, des placements à court terme, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer, des effets à court terme à payer et de la tranche à moins d'un an de la dette à long terme se rapproche de leur juste valeur en raison de l'échéance immédiate ou à court terme de ces instruments financiers. La juste valeur des autres instruments financiers a été estimée en fonction du cours du marché d'instruments semblables ou réels, le cas échéant. La valeur comptable et la juste valeur de ces autres instruments financiers sont comme suit :

| | 2002 | | 2001 | |
|---|---|---|---|---|
| *(en millions de dollars)* | **Valeur comptable** | **Juste valeur** | Valeur comptable | Juste valeur |
| **Actifs financiers** | | | | |
| Fonds pour l'enlèvement d'immobilisations et la gestion des déchets nucléaires | **1 599** | **1 622** | 1 208 | 1 263 |
| Effets à long terme à recevoir | **-** | **-** | 225 | 268 |
| Débiteurs à long terme et autres actifs | **59** | **59** | 65 | 65 |
| **Passifs financiers** | | | | |
| Dette à long terme et tranche à long terme du contrat de location-acquisition | **3 352** | **3 381** | 3 015 | 2 982 |
| Créditeurs et charges à payer à long terme | **321** | **326** | 336 | 346 |

**Risque de crédit**

La majorité des produits de OPG provient de la vente d'électricité sur le marché au comptant administré par la SIGMÉ. OPG tire également des produits d'autres sources, y compris de la vente des produits de gestion du risque financier. OPG gère le risque de crédit de contrepartie en surveillant les contreparties dont la notation de solvabilité est faible et en limitant son exposition à celles-ci, en évaluant de manière intégrée le risque de crédit de ces contreparties et en effectuant des examens périodiques de leur solvabilité et en obtenant entre autres une garantie de crédit pour toutes les opérations au-delà des limites approuvées.

## 10. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le rapprochement du taux d'imposition réel et du taux prévu par la loi se présente comme suit :

| *(en millions de dollars)* | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Bénéfice avant impôts sur les bénéfices | 44 | 218 |
| Taux d'imposition fédéral et provincial combiné prévu par la loi, y compris la surtaxe | 38.6% | 41.3% |
| Taux prévu par la loi appliqué au bénéfice comptable | 17 | 90 |
| Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices résultant des éléments suivants : | | |
| Impôts des grandes sociétés en sus de la surtaxe | 29 | 33 |
| Taux d'imposition futur sur les écarts temporaires | 4 | (23) |
| Éléments de bénéfices non imposables | (27) | (12) |
| Redressements de la charge d'impôts future de l'exercice antérieur | (18) | (23) |
| Divers | (8) | 1 |
| | (20) | (24) |
| Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices | (3) | 66 |
| Taux d'imposition réel | (6.8%) | 30.3% |

Les composantes importantes de la provision pour charge d'impôts du recouvrement d'impôts sont présentées dans le tableau suivant :

| *(en millions de dollars)* | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Charge d'impôts actuelle (recouvrement) | 29 | (65) |
| Charge d'impôts future (économies) : | | |
| Modification des écarts temporaires | (32) | 177 |
| Modifications pratiquement en vigueur des taux d'imposition | - | (46) |
| Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices | (3) | 66 |

Les impôts sur les bénéfices payés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 se sont établis à 56 millions de dollars (207 millions de dollars en 2001).

Les incidences fiscales des écarts temporaires donnant lieu à des actifs d'impôts futurs et des passifs d'impôts futurs sont présentées dans le tableau suivant :

| *(en millions de dollars)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| Actifs d'impôts futurs : | | |
| Enlèvement d'immobilisations et gestion des déchets nucléaires | **1 446** | 1 388 |
| Autres passifs | **381** | 297 |
| | **1 827** | 1 685 |
| Passifs d'impôts futurs : | | |
| Immobilisations | **1 389** | 1 393 |
| Fonds pour enlèvement d'immobilisations et gestion des déchets nucléaires | **481** | 364 |
| Autres actifs | **204** | 207 |
| | **2 074** | 1 964 |
| Passifs d'impôts futurs nets | **247** | 279 |

## 11. ACTIONS ORDINAIRES

Aux 31 décembre 2002 et 2001, ORG avait 256 300 010 actions ordinaires émises et en circulation dont la valeur comptable est de 5 126 millions de dollars. OPG est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

## 12. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

### Litiges

La Société ou ses filiales font face à différentes réclamations, actions en justice et poursuites administratives, couvrant un large ensemble de questions commerciales ou environnementales soulevées dans le cours normal de leurs activités. Chacune de ces questions s'accompagne d'incertitudes, et l'issue de certaines d'entre elles pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société. Ces éventualités sont constatées au moment où elles sont susceptibles de se produire et lorsqu'elles peuvent être estimées de manière raisonnable. La direction estime que la résolution finale de ces questions n'aura pas d'incidence importante sur la situation financière de la Société.

*Réclamation de Canadian Agra Corporation*

Le groupe Canadian Agra a lancé une action en justice, alléguant de fausses représentations et une rupture de contrat se rapportant à l'exploitation et au développement du Bruce Energy Centre par Ontario Hydro et OPG. La Province agit aussi en tant que codéfenderesse. Le groupe réclame 146,5 millions de dollars ainsi qu'un dédommagement pour perte de profits. OPG a demandé un exposé détaillé des faits, et les parties ont convenu de participer à une médiation une fois que tous les détails de la réclamation et des dommages allégués auront été communiqués. Une évaluation préliminaire indique qu'il est improbable que OPG soit tenue responsable par un tribunal si cette affaire aboutit à un procès.

*Réclamation de Integrated Energy Development Corporation*

La réclamation de Integrated Energy Development Corporation porte sur 60 millions de dollars et s'appuie sur certaines allégations semblables à celles de Canadian Agra; la Province ne s'est cependant pas constituée défenderesse. Une médiation est intervenue en novembre 2002, mais les parties n'ont pas été en mesure de parvenir à un règlement. Les interrogatoires préalables ont commencé en décembre 2002. Une évaluation préliminaire indique qu'il est improbable que OPG soit tenue responsable par un tribunal si cette affaire aboutit à un procès.

*Réclamation de la Première nation de Slate Falls*

La réclamation de la Première nation de Slate Falls porte sur 40 millions de dollars. La Première nation a lancé une action en justice auprès de la Cour de l'Ontario pour une mesure de redressement déclaratoire et des dommages non précisés en raison d'une atteinte aux droits fonciers ancestraux et à la réserve due aux crues et à d'autres actes de violation de la propriété. Le gouvernement du Canada est également défendeur dans cette réclamation. La Première nation est composée d'anciens membres d'un certain nombre de différentes bandes, dont celle de Osnaburgh. Ontario Hydro avait conclu précédemment une entente de règlement avec la Première nation de Mishkeegogamang, connue auparavant sous le nom de Première nation de Osnaburgh. Le gouvernement du Canada et OPG évaluent le chevauchement des bénéficiaires entre le litige actuel et le règlement précédent. Les parties sont au stade préliminaire et rassemblent actuellement les preuves qui serviront à l'évaluation de la responsabilité et des dommages potentiels; elles sont par conséquent dans l'impossibilité d'évaluer la réclamation pour l'instant.

**Environnement**

OPG a hérité des obligations environnementales de Ontario Hydro. Conséquemment, une provision de 76 millions de dollars a été établie à cet égard au 1er avril 1999. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2002, des charges de 2 millions de dollars (3 millions de dollars en 2001) ont été déduites de cette provision.

Les activités courantes sont également soumises à la réglementation fédérale, provinciale et locale en matière de qualité de l'air, des sols et des eaux et d'autres questions environnementales. Le coût des obligations correspondantes est assumé dans le cours normal des activités. La direction estime avoir établi une provision suffisante dans les états financiers pour respecter les obligations environnementales liées aux activités actuelles de OPG.

OPG s'est engagée à investir environ 285 millions de dollars pour installer une technologie de réduction sélective catalytique dans deux unités des centrales à combustible fossile de Nanticoke et de Lambton. La réduction sélective catalytique commencera d'ici la fin de 2003 et réduira de 80 % les émissions d'oxyde d'azote provenant des quatre unités.

**Garanties**

Dans le cadre des activités normales, OPG et certaines filiales concluent différentes ententes de garantie financière ou de résultat à l'égard de tiers au nom de certaines filiales. Ces ententes prévoient des garanties, des lettres de crédit stand-by et des cautionnements. Elles sont conclues principalement pour soutenir ou améliorer la solvabilité des filiales individuelles, ce qui facilite l'obtention de crédits suffisants pour la réalisation des objectifs commerciaux prévus des filiales.

OPG a fourni des garanties limitées en relation avec le financement de Brighton Beach. Si la société ne parvient pas à terminer le projet ou à réussir certains tests de rendement d'ici le 30 septembre 2006, OPG pourra être tenue de racheter sa part proportionnelle de la dette en circulation, soit un total de 202 millions de dollars. OPG a également la responsabilité de contribuer à sa part de capitaux propres à concurrence d'un montant maximal de 47 millions de dollars et, au besoin, d'un montant maximal de 13 millions de dollars en dépassement de coûts. OPG a également fourni des garanties se rapportant à des frais de transport du gaz et à d'autres frais énergétiques si la date d'exploitation commerciale est retardée dans certaines circonstances, ainsi qu'au service de la dette si l'entente de conversion énergétique est résiliée, entre la date d'une telle résiliation et la date de conclusion d'une entente de remplacement, la responsabilité de OPG prenant fin quoi qu'il en soit le 30 septembre 2006.

### Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles de la Société et les autres engagements commerciaux au 31 décembre 2002 sont comme suit :

| *(en millions de dollars)* | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Après | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ententes d'approvisionnement en combustible | 850 | 488 | 243 | 209 | 147 | 201 | 2 138 |
| Contributions effectuées dans le cadre de la CFNO | 679 | 454 | 454 | 454 | 454 | 2 557 | 5 052 |
| Dette à long terme | - | - | 500 | 800 | 400 | 1 500 | 3 200 |
| Obligations d'achat non conditionnelles | 171 | 168 | 144 | 134 | 133 | 393 | 1 143 |
| Créditeurs à long terme | 22 | 28 | 28 | 28 | 25 | - | 131 |
| Obligations liées à la location d'exploitation | 21 | 19 | 18 | 10 | 10 | 67 | 145 |
| Obligations liées à la location d'immobilisation | 5 | 7 | 7 | - | - | - | 19 |
| Total | 1 748 | 1 164 | 1 394 | 1 635 | 1 169 | 4 718 | 11 828 |

## 13. CESSION DE CONTRÔLE

### a) Centrales nucléaires de Bruce

En mai 2001, OPG a loué ses centrales nucléaires Bruce A et Bruce B à Bruce Power jusqu'en 2018, avec une option de renouvellement maximale de 25 ans. Dans le cadre du paiement initial, OPG a reçu 370 millions de dollars au comptant et un effet à recevoir de 225 millions de dollars. Selon les modalités du contrat de location-exploitation initial, l'effet de 225 millions de dollars devait être remboursé à OPG en deux versements de 112,5 millions de dollars au plus tard quatre ans et six ans suivant la date de clôture de l'opération. Le produit de l'effet sera affecté aux besoins de financement de OPG à l'égard des passifs pour enlèvement des immobilisations et gestion des déchets nucléaires.

En vertu du contrat de location-exploitation, OPG a accepté de transférer certains stocks de matières et de combustible à Bruce Power en plus de certaines immobilisations. OPG a également accepté de transférer à Bruce Power les actifs et passifs de régimes de retraite d'environ 3 000 de ses employés qui ont été mutés à Bruce Power. Bruce Power a assumé le passif des avantages postérieurs à l'emploi de ces employés. OPG versera à Bruce Power, à l'égard des avantages postérieurs à l'emploi, environ 2,3 millions de dollars par mois sur une période de 72 mois qui prendra fin en 2008.

Dans le cadre du contrat, OPG a comptabilisé des produits reportés de 230 millions de dollars de façon à refléter le paiement initial, déduction faite des actifs transférés à Bruce Power. En 2002, les produits reportés ont été réduits de 29 millions de dollars afin de refléter le règlement de certaines questions en suspens et les rajustements postérieurs à la conclusion de l'entente. Les produits reportés sont amortis sur la durée initiale du contrat d'environ 18 ans et constatés à titre de produits autres qu'énergétiques.

Dans le cadre du contrat de location-exploitation, OPG perçoit, auprès de Bruce Power, un loyer annuel consistant en un paiement de base établi selon un barème précis et un paiement supplémentaire de 25,5 millions de dollars par unité d'exploitation. La structure de paiement supplémentaire a été modifiée en mai 2001 et remplace l'entente initiale de partage du bénéfice net. Les produits de location de 178 millions de dollars (77 millions de dollars en 2001) ont été constatés à titre de produits autres qu'énergétiques.

La valeur comptable nette des immobilisations louées s'est établie respectivement à 780 millions de dollars et à 884 millions de dollars aux 31 décembre 2002 et 2001.

**b) Bruce Power – Changement de propriété**

En décembre 2002, British Energy plc a conclu une entente visant à céder l'intégralité de sa participation de 82,4 % dans Bruce Power. L'opération a été finalisée le 14 février 2003, et un consortium de sociétés canadiennes a assumé la part de la location des centrales nucléaires Bruce A et Bruce B détenue précédemment par British Energy. Les installations de Bruce continueront d'être exploitées par Bruce Power. À la clôture, l'effet de 225 millions de dollars a été remboursé, et les versements de loyer ont commencé à être effectués tous les mois. De plus, de 2004 à 2008, sous réserve de certaines exceptions, les versements minimaux prévus dans le cadre du contrat de location-exploitation s'élèveront à 190 millions de dollars. Pour l'essentiel, les autres modalités du contrat d'exploitation demeurent inchangées.

**c) Autres activités de cession de contrôle**

En mai 2002, OPG a clôturé la vente de quatre centrales hydroélectriques situées le long de la rivière Mississagi à Mississagi Power Trust. OPG a reçu un produit net au comptant de 342 millions de dollars et a constaté un gain avant impôts et taxes de 99 millions de dollars.

OPG continue d'évaluer des options pour la cession de contrôle des stations et s'est engagée à satisfaire à ses obligations dans le cadre de l'entente sur la réduction de pouvoir. Le processus visant à répondre aux exigences en matière de cession de contrôle de la production de fixation des prix a subi l'influence des conditions du marché actuelles dans le secteur de l'énergie en Amérique du Nord. Les montants que OPG réalisera en dernière analyse à l'égard de ces opérations potentielles pourraient être nettement différents des valeurs comptables inscrites aux états financiers.

**14. RESTRUCTURATION**

En 2001, OPG a approuvé un plan de restructuration destiné à améliorer sa compétitivité future. Le programme de restructuration porte sur une réduction de l'effectif de l'ordre de 2 000 employés sur une période de deux à trois ans. Les charges de restructuration comprennent des indemnités de cessation d'emploi de 254 millions de dollars et des charges de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi de 35 millions de dollars. Les charges de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi, constatées dans le cadre de la restructuration, sont incluses dans l'actif de retraite reporté et les autres avantages postérieurs à l'emploi, dans le bilan. Le coût total du programme de restructuration devrait s'élever à 400 millions de dollars.

La variation de la charge de restructuration pour les exercices terminés le 31 décembre 2002 et 2001 est comme suit :

| *(en millions de dollars)* | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Passif au début de l'exercice | 67 | - |
| Charges de restructuration | 222 | 67 |
| Versements | (134) | - |
| Passif à la fin de l'exercice | 155 | 67 |

## 15. CONTRATS D'OPTION À TAUX INTERMÉDIAIRES

Dans le cadre du règlement ontarien intitulé « Transition – Generation Corporation Designated Rate Options (« TRO »), OPG est tenue d'accorder un allégement de tarifs transitoire à certaines grandes sociétés d'énergie selon la consommation et le prix moyen payé par chaque client pendant une période de référence s'échelonnant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000. Le contrat TRO est considéré comme une couverture des produits tirés des activités de production. Le volume maximal assujetti à l'allégement est estimé à environ 5,4 TWh pendant la première année suivant l'ouverture du marché, à 3,6 TWh au cours de la deuxième année et à 1,8 TWh pendant la troisième et la quatrième année. La durée maximale du programme est de quatre ans bien qu'il puisse prendre fin après deux ans si certains objectifs de cession de contrôle sont atteints.

Une provision de 210 millions de dollars pour les contrats conclus dans le cadre du règlement TRO de l'Ontario a été constatée au cours du premier trimestre de 2002 en fonction de la perte future sur ces contrats. La provision a été déterminée à cette date-là selon les meilleures estimations de la direction concernant la courbe des prix à terme, les commissions du marché de l'électricité de gros, l'incidence de la cession de contrôle sur les contrats, les interruptions de production et le recouvrement des rabais relatifs à l'entente sur la réduction du pouvoir sur le marché. Il est possible que les résultats réels diffèrent sensiblement des montants estimatifs. La provision sera réduite sur la durée des contrats, en fonction du volume, et la réduction sera constatée dans les produits.

Depuis l'ouverture du marché le 1er mai 2002, la provision a été réduite de 66 millions de dollars. Au 31 décembre 2002, la tranche actuelle de la provision pour perte sur ces contrats s'élevait à 82 millions de dollars et était incluse dans les créditeurs et les charges à payer. La tranche à long terme de la provision, qui était incluse dans les créditeurs et les charges à payer à long terme, s'élevait à 62 millions de dollars.

## 16. RABAIS ASSOCIÉ À L'ENTENTE SUR LA RÉDUCTION DU POUVOIR SUR LE MARCHÉ

Dans le cadre de la licence de production de OPG, sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, la Société a la possibilité de réduire le volume d'énergie sujet au rabais lié à l'entente de réduction du pouvoir sur le marché en transférant le contrôle effectif de certaines de ses installations de production à d'autres participants du marché.Comme OPG transfère le contrôle effectif des installations et rencontre certains objectifs, elle peut déposer, auprès de la CÉO, une demande d'ordonnance établissant que les transactions représentent le transfert du contrôle effectif et éliminer ainsi une partie de l'obligation de rabais lié à une entente sur la réduction du pouvoir sur le marché.

En mai 2001, OPG a finalisé l'entente en vertu de laquelle elle loue ses centrales nucléaires de Bruce à Bruce Power et, en mai 2002, elle a terminé la vente à Mississagi Power Trust de quatre de ses centrales hydroélectriques situées le long de la rivière Mississagi. La Société a par conséquent déposé auprès de la CÉO des demandes de réduction du volume d'électricité assujetti au mécanisme de rabais (« allègement Q »). Même si la décision de la CÉO est inconnue, la Société pense avoir satisfait à toutes les exigences liées au transfert du contrôle effectif et devrait par conséquent obtenir une réduction des ventes d'électricité assujetties au rabais associé à l'entente sur la réduction du pouvoir sur le marché. L'approbation des demandes par la CÉO devrait entraîner une réduction, de 101,8 TWh à 81,4 TWh, des volumes assujettis à un rabais au titre de l'entente sur la réduction du pouvoir sur le marché pour la période de règlement de 12 mois terminée le 30 avril 2003.

Comme le prix moyen sur le marché au comptant depuis le 1er mai 2002 a dépassé le plafond de 3,8 ¢ le kWh, OPG a inscrit au passif un total de 907 millions de dollars à titre de rabais lié à l'entente sur la réduction du pouvoir sur le marché jusqu'au 31 décembre 2002. Le rabais est égal à l'excédent du prix moyen au comptant sur 3,8 ¢ le kWh, multiplié par le volume des ventes d'électricité assujetti au mécanisme de rabais, s'appliquant uniquement aux centrales de production que OPG continue de contrôler. Le passif pour rabais lié à l'entente sur la réduction du pouvoir sur le marché a été réduit à 572 millions de dollars au 31 décembre 2002 compte tenu d'un versement de 335 millions de dollars à la SIGMÉ en décembre 2002.

OPG s'attend à recevoir une décision de la CÉO au sujet de l'allégement Q au cours du deuxième trimestre de 2003. Si ses demandes ne sont pas approuvées, les bénéfices avant taxes et impôts de la période au cours de laquelle le calcul est effectué seront réduits du montant de l'allégement Q, qui totalisait environ 182 millions de dollars au 31 décembre 2002. Par ailleurs, la Société doit obtenir l'approbation de la CÉO au sujet de l'allégement Q avant la fin de la première période de règlement terminée le 30 avril 2003, condition imposée dans le cadre de la licence de production de OPG, afin d'être admissible à l'allégement Q au cours de cette période.

## 17. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, des frais de recherche et développement de 39 millions de dollars (39 millions de dollars en 2001) ont été imputés aux résultats. Aucuns frais de développement n'ont été capitalisés en 2002 (3 millions de dollars en 2001).

## 18. SECTEURS D'ACTIVITÉS

### Description des secteurs isolables

À partir du 1er mai 2002, à la suite de l'ouverture du marché de l'électricité en Ontario à la libre concurrence, OPG a réparti ses activités entre deux secteurs : Production et Commercialisation de l'énergie. Une autre catégorie, Secteur non énergétique et autres, englobe les produits et certains coûts qui ne sont pas affectés aux deux secteurs d'affaires.

### Secteur Production

OPG exerce son activité principale, la production et la vente d'électricité, en Ontario. Depuis le 1er mai 2002, l'ensemble de la production d'électricité de OPG est vendue sur le marché au comptant en temps réel qui est administré par la SIGMÉ. Ainsi, la majorité des produits de OPG provient des ventes sur le marché au comptant. OPG tire également des produits de l'approvisionnement des réserves pour l'exploitation et des contrats de prestation de services connexes (réglage de la tension / soutien de la puissance réactive, capacité de

redémarrage à froid et réglage de production automatique). Avant l'ouverture du marché, OPG vendait de l'électricité selon des tarifs fixes, directement aux clients du marché de gros en Ontario, ainsi qu'aux clients des marchés interconnectés du Québec, du Manitoba et des régions du nord-est et du Midwest des États-Unis.

**Secteur Commercialisation de l'énergie**

Le secteur Commercialisation de l'énergie tire ses produits de différentes opérations financières et opérations physiques sur le marché de l'énergie, les gros consommateurs et les consommateurs intermédiaires étant des sociétés de service public, des courtiers, des courtiers-fournisseurs, des négociateurs et autres négociants et vendeurs au détail. La commercialisation de l'énergie dans les marchés déréglementés comprend la négociation, la vente de produits de gestion financière et la vente de produits énergétiques destinés à répondre aux besoins des clients en solutions énergétiques. Les résultats des transactions sur instruments dérivés qui ne sont pas désignés en tant que couvertures des prix de l'énergie sont comptabilisés dans le secteur Commercialisation de l'énergie. OPG vend et achète de l'électricité sur les marchés interconnectés des provinces canadiennes avoisinantes et dans les régions du nord-est et du Midwest des États-Unis. Avant le 1er mai 2002, date d'ouverture du marché, l'activité liée à la commercialisation de l'énergie de OPG ne constituait pas un secteur isolable sur le plan comptable. Par conséquent, il n'y a aucun montant comparatif en 2001.

**Secteur non énergétique et autres**

OPG tire ses produits autres qu'énergétiques en vertu d'une entente de location-exploitation conclue avec Bruce Power qui vise ses centrales nucléaires de Bruce. Ils comprennent les produits de location, les intérêts débiteurs et les produits tirés de l'analyse et de la conception techniques, des services connexes et techniques. Les produits autres qu'énergétiques englobent aussi les produits tirés de la vente d'isotopes au secteur médical et les locations immobilières.

| **Bénéfice par secteur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002** *(en millions de dollars)* | **Génération** | **Commercialisation de l'énergie** | **Secteur non énergétique et autres** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Produits | 5 364 | 59 | 323 | 5 746 |
| Combustible | 1 610 | - | - | 1 610 |
| Achats d'électricité | 290 | - | - | 290 |
| Marge brute | 3 464 | 59 | 323 | 3 846 |
| Exploitation, entretien et administration | 2 463 | 6 | 55 | 2 524 |
| Amortissement | 645 | - | 107 | 752 |
| Impôts fonciers et sur le capital | 101 | - | 14 | 115 |
| Perte sur les contrats d'option à taux intermédiaires | - | - | 210 | 210 |
| Bénéfice (perte) d'exploitation avant la restructuration | 255 | 53 | (63) | 245 |
| Restructuration | - | - | 222 | 222 |
| Bénéfice (perte) d'exploitation | 255 | 53 | (285) | 23 |
| Autres bénéfices | - | - | 171 | 171 |
| Intérêts débiteurs nets | - | - | 150 | 150 |
| Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices | 255 | 53 | (264) | 44 |

| **Bénéfice par secteur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001**<br>*(en millions de dollars)* | **Génération** | **Commercialisation de l'énergie** | **Secteur non énergétique et autres** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Produits | 5 945 | - | 294 | 6 239 |
| Combustible | 1 453 | - | - | 1 453 |
| Achats d'électricité | 879 | - | - | 879 |
| Marge brute | 3 613 | - | 294 | 3 907 |
| Exploitation, entretien et administration | 2 475 | - | 84 | 2 559 |
| Amortissement | 746 | - | 64 | 810 |
| Impôts fonciers et sur le capital | 97 | - | 17 | 114 |
| Perte sur les contrats d'option à taux intermédiaires | 295 | - | 129 | 424 |
| Restructuration | - | - | 67 | 67 |
| Bénéfice (perte) d'exploitation | 295 | - | 62 | 357 |
| Autres bénéfices | - | - | - | - |
| Intérêts débiteurs nets | - | - | 139 | 139 |
| Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices | 295 | - | (77) | 218 |

| **Données sélectionnées du bilan**<br>*(en millions de dollars)* | **Génération** | **Commercialisation de l'énergie** | **Secteur non énergétique et autres** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| **31 décembre 2002** | | | | |
| Secteur immobilisations corporelles, montant net | **12 003** | **-** | **943** | **12 946** |
| **31 décembre 2001** | | | | |
| Secteur immobilisations corporelles, montant net | 12 026 | - | 955 | 12 981 |

| **Données sélectionnées des flux de trésorerie**<br>*(en millions de dollars)* | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Exercice terminé le 31 décembre 2002** | | | | |
| Dépenses en immobilisation | **869** | **-** | **-** | **869** |
| **Exercice terminé le 31 décembre 2001** | | | | |
| Dépenses en immobilisation | 739 | - | - | 739 |

La grande majorité des ventes a été effectuée au Canada. Depuis l'ouverture à la libre concurrence du marché de l'électricité en Ontario en mai 2002, l'ensemble de la production d'électricité de OPG est vendue sur le marché au comptant en temps réel qui est administré par la SIGMÉ. Ainsi, la majorité des produits de OPG provenait des ventes sur le marché au comptant. Les ventes à la SIGMÉ ont représenté 70 % du total des produits pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 (néant en 2001) et 75 % des débiteurs au 31 décembre 2002 (néant en 2001).

## 19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Étant donné que la province de l'Ontario détient l'ensemble des actions de OPG, les apparentés comprennent la province de l'Ontario, les autres sociétés ayant succédé à Ontario Hydro, dont Hydro One Inc. (« Hydro One »), la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité («SIGMÉ»), la SFIÉO et la Corporation de retraite des services d'électricité de l'Ontario (« CRSEO »), qui gérait antérieurement la caisse de retraite au nom de OPG. OPG conclut aussi des opérations entre apparentés avec ses coentreprises et les entreprises dans lesquelles elle a une participation et sur lesquelles elle exerce une influence notable. Les opérations entre OPG et les apparentés se déroulent dans le cours normal des affaires et à des conditions commerciales normales. Elles se résument comme suit :

| | 2002 | | 2001 | |
|---|---|---|---|---|
| *(en millions de dollars)* | **Produits** | **Charges** | Produits | Charges |
| Hydro One | | | | |
| Ventes d'électricité | **742** | **-** | 1 146 | - |
| Services | **3** | **13** | 8 | 36 |
| Province de l'Ontario | | | | |
| Frais sur les revenus bruts / redevance d'utilisation d'énergie hydraulique | **-** | **116** | - | 109 |
| SFIÉO | | | | |
| Frais sur les revenus bruts / impôt foncier | **-** | **237** | - | 194 |
| Intérêt sur les effets à long terme | **-** | **192** | - | 196 |
| Impôts sur le capital | **-** | **48** | - | 48 |
| Impôts sur les bénéfices | **-** | **(3)** | - | 66 |
| SIGMÉ | | | | |
| Ventes d'électricité | **3 371** | **-** | - | - |
| Services connexes | **82** | **67** | 102 | 2 |
| Coentreprises | | | | |
| Services | **8** | **1** | 9 | 42 |
| Systèmes | **-** | **-** | - | 12 |
| CRSEO – services | **1** | **2** | 6 | - |
| | **4 207** | **673** | 1 271 | 705 |

Au 31 décembre 2002, les débiteurs comportaient 4 millions de dollars (131 millions de dollars en 2001) à recevoir de Hydro One, 551 millions de dollars (9 millions de dollars en 2001) à recevoir de la SIGMÉ, un montant nul (2 millions de dollars en 2001) à recevoir de coentreprises et un montant nul (1 million de dollars en 2001) à recevoir de la CRSEO. Les créditeurs et les charges à payer au 31 décembre 2002 incluaient un montant nul (3 millions de dollars en 2001) à payer à Hydro One, un montant nul (2 millions de dollars en 2001) à payer à la SIGMÉ, un montant nul (1 million de dollars en 2001) à payer à des coentreprises et un montant nul (1 million de dollars en 2001) à payer à la CRSEO.

## 20. AUTRES POSTES

### Règlement de la CSPAAT

Pour les besoins de la classification de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (« CSPAAT »), OPG est passée du statut d'employeur autogéré inscrit au tableau 2 au statut d'employeur assujetti au paiement de prime inscrit au tableau 1. Au cours de 2002, la CSPAAT a assumé le passif à l'égard des demandes d'indemnités existantes et futures de OPG contre un paiement en espèces de 54,5 millions de dollars. Ainsi, le règlement de l'obligation entière est intervenu, et la Société a inscrit une réduction non récurrente de 24 millions de dollars des charges d'exploitation, d'entretien et d'administration.

## 21. AUTRES PRODUITS

Les autres produits, qui comprennent le gain à la vente provenant des activités de cession de contrôle et d'autres programmes, se présentent comme suit :

| *(en millions de dollars)* | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Centrales de production de la rivière Mississagi (*note 13*) | 99 | - |
| Gain à la vente de placements à long terme | 54 | - |
| Division d'analyse de sécurité nucléaire | 11 | - |
| Placement dans New Horizon System Solutions Inc. | 4 | - |
| Placement dans Kinectrics Inc. | 3 | - |
| | 171 | - |

### Vente de la division d'analyse de sécurité nucléaire

En septembre 2002, la Société a finalisé la vente de sa division d'analyse de sécurité nucléaire à Nuclear Safety Systems, filiale en propriété exclusive de NNC Holdings Ltd. Le produit total de la vente s'est élevé à environ 20 millions de dollars, comprenant une somme au comptant d'environ 15 millions de dollars et l'hypothèse d'autres passifs d'environ 5 millions de dollars. La Société a inscrit un gain d'environ 11 millions de dollars.

### Vente du placement dans New Horizon System Solutions Inc.

En mars 2002, OPG a cédé sa participation de 49 % dans la coentreprise New Horizon System Solutions Inc. (« New Horizon ») à Business Transformation Services Inc., filiale en propriété exclusive de Cap Gemini. OPG maintient son entente d'impartition de technologies de l'information de dix ans conclue avec New Horizon et amorcée en février 2001.La Société a inscrit un gain à la vente de 4 millions de dollars.

**Vente du placement dans Kinectrics Inc.**

En janvier 2002, OPG a vendu le solde de sa participation dans Kinectrics Inc. à 3982912 Canada Inc., filiale de AEA Technology plc, pour un produit au comptant de 12 millions de dollars. La Société a inscrit un gain à la vente de 3 millions de dollars.

## 22. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT HORS CAISSE

| *(en millions de dollars)* | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| Débiteurs | **274** | (50) |
| Effets à recevoir | **(225)** | - |
| Impôts sur les bénéfices recouvrables | **(3)** | (77) |
| Stocks de combustible | **23** | (293) |
| Matières et fournitures | **(45)** | (60) |
| Rabais à payer relativement à l'entente sur la réduction du pouvoir sur le marché | **572** | - |
| Créditeurs et charges à payer | **(121)** | 33 |
| | **475** | (447) |

## 23. RÈGLEMENT ET ÉTAT DE LA DÉRÉGLEMENTATION EN ONTARIO

**a) Loi 210 de 2002 sur l'établissement du prix de l'électricité, la conservation de l'électricité et l'approvisionnement en électricité**

Le 1er mai 2002, l'Ontario a ouvert ses marchés de l'électricité de gros et de détail à la libre concurrence. Conséquemment à l'ouverture du marché, en novembre 2002, le gouvernement de l'Ontario a proposé la Loi 210 de 2002 sur l'établissement du prix de l'électricité, la conservation de l'électricité et l'approvisionnement en électricité. La loi est entrée en vigueur le 9 décembre 2002. La nouvelle législation et les règlements qui lui sont associés comportent les caractéristiques clés suivantes :

- À partir du 1er décembre 2002 et jusqu'au 30 avril 2006, le coût de l'électricité est fixé à 4,3 ¢ le kWh pour les petits consommateurs (dont la consommation annuelle est inférieure à 150 000 kWh) et d'autres consommateurs désignés, dont ceux qui ont une demande égale ou inférieure à 50 kWh.

- Ces consommateurs se verront rembourser la différence entre 4,3 ¢ par kWh et le montant qu'ils ont réellement versé depuis l'ouverture du marché.

- Les taux de transport et de distribution ainsi que les frais de l'exploitation de la SIGMÉ sont plafonnés à leurs niveaux actuels.

- Les charges de marché de la SIGMÉ imposées aux distributeurs ainsi qu'aux petits consommateurs et consommateurs désignés sont plafonnées à 0,62 ¢ le kWh.

- Le ministre de l'Énergie s'est vu conférer des pouvoirs accrus, notamment pour la révision des règles du marché établies par la SIGMÉ, afin de s'assurer que les nouvelles règles n'ont pas d'incidence excessive et contraire sur les intérêts des consommateurs pour ce qui est des tarifs, de la fiabilité ou de la qualité du service. Il a également la compétence de contrôler les tarifs approuvés par la Commission de l'énergie de l'Ontario (« CÉO ») et d'exiger l'amendement de certaines ordonnances.

› Les incitatifs fiscaux servent à promouvoir la conservation et l'utilisation de combustibles de remplacement, ainsi qu'à soutenir la production d'énergie pure grâce à un ensemble de mécanismes.

La nouvelle législation et les règlements connexes promulgués en novembre 2002 ne comprenaient aucune modification du prix de l'électricité ni des règles du marché relatives au marché en temps réel administré par la SIGMÉ ou au marché au comptant, pas plus qu'ils ne traitaient de l'établissement du prix de l'électricité pour les clients autres que les petits consommateurs et les consommateurs désignés. Étant donné qu'elle concerne les petits consommateurs et autres consommateurs désignés, la Loi de 2002 sur l'établissement du prix de l'électricité,la conservation de l'électricité et l'approvisionnement en électricité ne devrait pas avoir d'incidence importante sur OPG.

**b) Plan de protection des entreprises pour les gros consommateurs d'électricité en Ontario**

Le 21 mars 2003, la province de l'Ontario a annoncé un plan de protection des entreprises pour les gros consommateurs d'électricité en Ontario. Dans le cadre de ce plan, les consommateurs dont la consommation annuelle ne dépasse pas 250 000 kWh feront partie des bénéficiaires du prix fixe de 4,3 ¢ le kWh de manière rétroactive au 1er mai 2002. Sauf dans le cas de certains clients désignés, tous les consommateurs dont la consommation annuelle dépasse les 250 000 kWh resteront dans les marchés de gros et de détail concurrentiels et recevront des rabais en vertu des ententes sur la réduction du pouvoir sur le marché pour la période de 12 mois terminée le 30 avril 2003. À partir du 1er mai 2003, les rabais accordés à ces clients seront fixés à 50 % de l'excédent du prix moyen du marché au comptant sur le marché administré par la SIGMÉ sur 3,8 ¢ le kWh, les rabais étant versés tous les trimestres. OPG continuera d'être liée par son engagement à l'égard du rabais en fonction de l'entente actuelle sur la réduction du pouvoir sur le marché, en vertu de laquelle le niveau de paiement dépend de la cession de contrôle mise en œuvre par OPG. Ce plan de protection des entreprises ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les résultats d'exploitation de OPG.

## Régie des alcools de l'Ontario

# RESPONSABILITÉ QUANT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers ci-joints de la Régie des alcools de l'Ontario ont été compilés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et leur responsabilité incombe à la direction. Leur préparation suppose nécessairement l'utilisation de données estimatives fondées sur le jugement de la direction, surtout lorsque les opérations visant la période comptable en cours ne peuvent être arrêtées avec certitude que dans les périodes subséquentes. Les états financiers de la LCBO ont été dressés avec soin, compte tenu des limites raisonnables en matière d'importance relative et à la lumière des données disponibles le 1 juin 200 .

La direction est responsable de l'intégrité des états financiers et tient un système de contrôles internes visant à assurer, d'une part, la protection, avec une certitude raisonnable, des éléments d'actif et, d'autre part, la disponibilité de données financières fiables au moment opportun. Le système comprend un ensemble formel de politiques et de procédures et une structure organisationnelle qui prévoit la délégation de pouvoirs aux personnes ou services compétents et la séparation des responsabilités. Le service de vérification interne évalue constamment et de façon indépendante l'efficacité de ces mécanismes de contrôle interne et communique ses conclusions à la direction et au comité de vérification du conseil d'administration.

Le conseil d'administration, par l'intermédiaire du comité de vérification des comptes et d'examen de la gestion, est chargé de veiller à ce que la direction assume ses responsabilités en matière d'information financière et de contrôles internes. Le comité de vérification des comptes et d'examen de la gestion, qui comprend trois membres qui ne sont ni des employés ni des agents de la LCBO, rencontre à intervalles réguliers les cadres, les vérificateurs internes et le vérificateur provincial pour s'assurer que chaque groupe a bel et bien exécuté ses responsabilités respectives et pour étudier les états financiers avant de recommander leur adoption par le conseil d'administration.

Le vérificateur provincial, qui a vérifié les états financiers, a pour mandat d'exprimer une opinion sur la question de savoir si les états financiers sont présentés d'une façon conforme aux principes comptables généralement reconnus. Le vérificateur, dans son rapport à la page 4, explique brièvement la nature de son examen et exprime son opinion sur cette question.

Au nom de la direction,

*Le vice-president principal, Finances et administration,*
*et chef des Services financiers,*

J. C. Browning

J. Alex Browning

Office of the
Provincial Auditor
of Ontario

Bureau du
vérificateur provincial
de l'Ontario

Box 105, 15th Floor, 20 Dundas Street West, Toronto, Ontario M5G 2C2
B.P. 105, 15e étage, 20, rue Dundas ouest, Toronto (Ontario) M5G 2C2
(416) 327-2381 Fax: (416) 327-9862

***Rapport du vérificateur***

À la Régie des alcools de l'Ontario et
au ministre des Services aux consommateurs et aux entreprises

J'ai vérifié le bilan de la Régie des alcools de l'Ontario au 31 mars 2003, ainsi que l'état des recettes et des recettes non réparties et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur mes vérifications.

J'ai effectué ma vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, les états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Régie au 31 mars 2003 et les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux conventions comptables généralement reconnues au Canada.

Toronto (Ontario)
le 13 juin 2003

Le vérificateur provincial
Erik Peters, FCA

## RÉGIE DES ALCOOLS DE L'ONTARIO

**Bilan**
**au 31 mars 2003**

| | 2003 (en milliers de dollars) | 2002 (en milliers de dollars) |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| **Éléments d'actif à court terme** | | |
| Encaisse et valeurs assimilables à des espèces | 46 385 | 80 108 |
| Comptes clients, clientèle commerciale et autres | 22 365 | 19 298 |
| Stocks | 247 523 | 226 285 |
| Frais payés d'avance | 6 619 | 8 337 |
| | 322 892 | 334 028 |
| **Éléments d'actif à long terme** | | |
| Actif fixe (Note 5) | 225 045 | 197 895 |
| | 547 937 | 531 923 |
| **PASSIF ET RECETTES NON RÉPARTIES** | | |
| **Éléments de passif à court terme** | | |
| Comptes fournisseurs et charges à payer | 262 140 | 216 518 |
| Tranche actuelle des engagements du régime de retraite (Note 3) | 4 508 | 3 525 |
| | 266 648 | 220 043 |
| **Éléments de passif à long terme** | | |
| Engagements du régime de retraite (Note 3) | 32 891 | 28 024 |
| **Recettes non réparties** | 248 398 | 283 856 |
| | 547 937 | 531 923 |

**Engagements et faux frais** (Notes 6 et 8)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Approuvé par :

Le président et directeur général

Le président du comité de vérification des comptes et d'examen de la gestion

## RÉGIE DES ALCOOLS DE L'ONTARIO

### État des recettes et des recettes non réparties pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2003

| | 2003 (en milliers de dollars) | 2002 (en milliers de dollars) |
|---|---|---|
| **Ventes et autres recettes** | 3 119 240 | 2 939 563 |
| **Frais et dépenses** | | |
| Coût des produits vendus | 1 653 739 | 1 529 018 |
| Succursales de vente au détail et commercialisation | 360 448 | 344 759 |
| Entreposage et distribution | 64 431 | 54 137 |
| Administration | 53 478 | 46 477 |
| Amortissement | 47 602 | 44 260 |
| | 2 179 698 | 2 018 651 |
| **Recettes nettes de l'exercice** | 939 542 | 920 912 |
| **Recettes non réparties en début d'exercice** | 283 856 | 267 944 |
| | 1 223 398 | 1 188 856 |
| **Déductions** | | |
| Dividendes versés au Trésor de l'Ontario | 970 000 | 901 000 |
| Paiements aux municipalités pour le compte du Trésor de l'Ontario (Note 9) | 5 000 | 4 000 |
| | 975 000 | 905 000 |
| **Recettes non réparties en fin d'exercice** | 248 398 | 283 856 |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

## RÉGIE DES ALCOOLS DE L'ONTARIO

### État des flux de trésorerie pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2003

| | 2003 (en milliers de dollars) | 2002 (en milliers de dollars) |
|---|---|---|
| **Encaisse d'exploitation** | | |
| Recettes nettes | 939 542 | 920 912 |
| Amortissement | 47 602 | 44 260 |
| Perte (gain) sur vente d'immobilisations | (1 306) | 200 |
| | 985 838 | 965 372 |
| Soldes non pécuniaires rattachés à l'exploitation | | |
| Fonds de roulement | 23 035 | 26 116 |
| Engagements du régime de retraite | 5 850 | 1 018 |
| | 1 014 723 | 992 506 |
| **Encaisse pour investissements** | | |
| Acquisition d'immobilisations | (75 062) | (55 735) |
| Produits de la vente d'immobilisations | 1 616 | 376 |
| | (73 446) | (55 359) |
| **Encaisse pour activités de financement** | | |
| Dividendes au Trésor de l'Ontario | (970 000) | (901 000) |
| Paiements aux municipalités pour le compte du Trésor de l'Ontario | (5 000) | (4 000) |
| | (975 000) | (905 000) |
| **Augmentation (diminution) de l'encaisse en cours d'exercice** | (33 723) | 32 147 |
| **Encaisse et valeurs assimilables à des espèces en début d'exercice** | 80 108 | 47 961 |
| **Encaisse et valeurs assimilables à des espèces en fin d'exercice** | 46 385 | 80 108 |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

## RÉGIE DES ALCOOLS DE L'ONTARIO

### Notes afférentes aux états financiers au 31 mars 2003

### 1. NATURE DE LA SOCIÉTÉ

La Régie des alcools de l'Ontario (Régie) est une société sans capital action constituée en vertu de la *Loi sur les alcools*, qui constitue le chapitre L.18 des Lois refondues de l'Ontario de 1990. La société est une entreprise du gouvernement chargée de régir la production, l'importation, la distribution et la vente des boissons alcooliques dans la province de l'Ontario. Une société d'État, la Régie est exempte d'impôts aux termes de l'alinéa 149 (1) d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). La Régie verse la plupart de ses profits sous forme de dividendes au Trésor de l'Ontario.

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

#### a) Comptabilité de base

Les états financiers de la Régie sont préparés conformément aux conventions comptables généralement reconnues au Canada.

#### b) Inventaire

Les stocks sont comptabilisés au coût le plus bas et à la valeur de réalisation nette, établie selon la méthode de la moyenne mobile.

#### c) Immobilisations

Les principales dépenses en immobilisation dont la durée d'utilisation excède l'exercice en cours sont capitalisées au prix coûtant et amorties selon la méthode linéaire de durée d'utilisation prévue, comme suit :

| | |
|---|---|
| Bâtiments | 20 ans |
| Mobilier et agencement | 5 ans |
| Améliorations locatives | 5 ans |
| Matériel informatique | 3 ans |

Les dépenses mineures en immobilisations et les frais de réparation et d'entretien sont portés au compte des bénéfices.

#### d) Utilisation des prévisions

La préparation des états financiers exige l'utilisation, par la direction, de données estimatives et d'hypothèses qui influent sur le montant déclaré des éléments d'actif et de passif à la date des états financiers et sur les montants déclarés des recettes et des dépenses pendant la période comptable visée. Les données réelles pourraient différer de ces données estimatives.

#### e) Encaisse et valeurs assimilables à des espèces

L'encaisse et les valeurs assimilables à des espèces comprennent les espèces et les placements facilement négociables venant initialement à échéance dans moins de 90 jours.

La politique de placement de la Régie limite les investissements à court terme aux titres de placements liquides facilement négociables tels que les bons du Trésor fédéral/provincial, les acceptations bancaires et les dépôts à terme.

## RÉGIE DES ALCOOLS DE L'ONTARIO

**Notes afférentes aux états financiers**
**au 31 mars 2003**

### 3. ENGAGEMENTS CONTRACTÉS AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX

Les engagements contractés au titre des avantages sociaux comprennent les charges des indemnités de cessation d'emploi à payer et les engagements d'indemnité d'accident du travail non capitalisés.

Au cours de l'exercice 2003, le coût des engagements contractés au titre des avantages sociaux futurs a été de 8,7 millions de dollars (5,8 millions de dollars en 2002). Il est inscrit au poste des frais et dépenses de l'État des recettes et des recettes non réparties. Les engagements contractés au titre des avantages sociaux représentaient, au 31 mars 2003, la somme de 37,4 millions de dollars (31,5 millions de dollars en 2002), dont 4,5 millions de dollars (3,5 millions de dollars en 2002) sont inscrits au poste du passif à court terme.

Le coût des avantages sociaux hors régime de retraite dont jouit le personnel retraité est pris en charge par le Secrétariat du Conseil de gestion. Il n'est pas inscrit au poste de l'État des recettes et des recettes non réparties.

### 4. RÉGIME DE RETRAITE

La Régie assure des prestations de retraite à tous ses employés permanents (et à ses employés non permanents qui désirent contribuer) par sa participation à la Caisse de retraite des fonctionnaires et au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario mis sur pied par le gouvernement de l'Ontario. Ces régimes sont comptabilisés à titre de régimes de retraite à prestations déterminées, car la Régie n'a pas suffisamment d'information. Les dépenses représentent le montant que la Régie a cotisé aux régimes de retraite au cours de l'année.

En 2003, la cotisation a été de 11,1 millions de dollars (10,1 millions de dollars en 2002). Elle est inscrite au poste des frais et dépenses de l'État des recettes et des recettes non reparties.

## RÉGIE DES ALCOOLS DE L'ONTARIO

**Notes afférentes aux états financiers**
**au 31 mars 2003**

### 5. IMMOBILISATIONS

| | 2003 (en milliers de dollars) | | | 2002 (en milliers de dollars) |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement accumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| Terrain | 13 584 | — | 13 584 | 13 737 |
| Bâtiments | 294 354 | 201 186 | 93 168 | 92 704 |
| Mobilier et agencement | 55 139 | 32 600 | 22 539 | 12 628 |
| Améliorations locatives | 156 782 | 94 513 | 62 269 | 45 097 |
| Matériel informatique | 120 895 | 87 410 | 33 485 | 33 729 |
| | 640 754 | 415 709 | 225 045 | 197 895 |

### 6. ENGAGEMENTS DE LOCATION

La Régie s'est engagée par contrat de location-exploitation à louer des locaux dont les versements minimaux de loyer sont établis de la façon suivante :

| | (en milliers de dollars) |
|---|---|
| 2004 | 32 411 |
| 2005 | 30 739 |
| 2006 | 28 487 |
| 2007 | 26 518 |
| 2008 | 23 982 |
| Par la suite | 181 468 |
| | 323 605 |

### 7. COUVERTURE

La Régie a conclu des contrats d'opération de change à terme pour gérer les risques de cours de change liés à ses achats auprès de fournisseurs étrangers. Un contrat d'opération de change à terme est un contrat entre deux parties dans lequel le cours du change à terme est stipulé d'avance.

Au 31 mars 2003, la Régie avait 4 448 340 $ (3 702 693 $ en 2002) en contrats d'opération de change à terme.

## RÉGIE DES ALCOOLS DE L'ONTARIO

### Notes afférentes aux états financiers au 31 mars 2003

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un contrat de change à terme ne s'acquitte pas de ses obligations et qu'il en résulte une perte monétaire pour la Régie. La Régie minimise ses risques de crédit en ne faisant affaire qu'avec les principales banques canadiennes à charte et les filiales canadiennes des principales banques étrangères.

### 8. PROVISIONS

La Régie est touchée par diverses actions en justice rattachées à l'exercice normal des activités d'une entreprise. Il est impossible de prédire à l'heure actuelle l'issue et le règlement définitifs de ces actions. Voilà pourquoi les états financiers ne comprennent aucune provision à l'égard de ces actions. Le cas échéant, les règlements concernant ces provisions seront comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils auront lieu.

### 9. PAIEMENTS AUX MUNICIPALITÉS

Le Conseil des ministres a demandé à la Régie, aux termes de l'alinéa 5 (2) de la *Loi sur les alcools* de 1990, de verser aux municipalités une contribution de 5 millions de dollars en 2003 (4 millions de dollars en 2002), pour aider à financer leurs coûts de recyclage du verre. Le Conseil des ministres a de plus précisé qu'une somme de 5 millions de dollars devra être versée au cours de chacun des trois prochains exercices.

**RÉGIE DES ALCOOLS DE L'ONTARIO**

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| ASHDOWN | TONY | Director, Human Resources Development | $117,228.46 | $276.81 |
| BARTUCCI | RON | Director, Traffic, Customs & Excise | $108,091.22 | $263.29 |
| BONIC | JACQUELINE | VP, Store Dev. & Real Estate | $146,099.62 | $335.76 |
| BOURRE | DON | Director, Eastern Region | $122,698.27 | $1,151.89 |
| BRANDT | ANDREW | Chair & CEO | $125,035.77 | $5,000.00 |
| BROWNING | ALEX | Sr. VP, Finance & Administration | $166,485.04 | $9,949.79 |
| BUCK | PETER | Director, Human Resources Services | $138,052.86 | $317.31 |
| BURNS | TAMARA | VP, Merchandising | $146,895.76 | $342.84 |
| CARDINAL | NANCY | VP, Marketing Communications | $147,099.62 | $335.76 |
| CHU | HANG-SUN | Sr. Systems Analyst | $103,481.51 | $211.11 |
| CLEVELY | R. | Director, Central Region | $100,957.77 | $1,186.06 |
| COLLINS | ROBERT | Director, Customer Insights | $122,462.43 | $282.19 |
| DAVIO | R. | Manager, Pricing Administration | $102,581.62 | $259.02 |
| DOWNEY | ROBERT | Sr. VP, Sales & Marketing | $160,028.42 | $9,937.99 |
| DUTTON | ROB | Dir., Fin. Planning & Economic Dev. | $146,099.62 | $335.76 |
| ECKER | ROY | VP, Operations | $158,171.79 | $4,445.36 |
| FARRELL | MICHAEL | Director, Wholesale Customer Mgmt. | $135,335.86 | $317.31 |
| FISHER | R. G. | Director, Western Region | $143,474.26 | $339.51 |
| FITZPATRICK | MARY | Sr. VP, Gen. Counsel & Corp. Secretary | $166,485.04 | $9,949.79 |
| GEE | LARRY | Executive VP & Chief Operating Officer | $218,286.39 | $128.28 |
| GRANT | KEITH | Director, Special Projects | $101,198.01 | $275.00 |
| GREEN | MICHAEL | Solicitor | $131,913.93 | $317.31 |
| HOLLOWAY | BRIAN | Director, Application Systems | $133,158.93 | $317.31 |
| KANE | MURRAY | Sr. VP, Human Resources | $166,485.04 | $9,949.79 |
| KELLY | HUGH | Sr. VP, Information Technology | $166,485.04 | $9,949.79 |
| KENNEDY | WILLIAM | Exec. Director, Corp. Communications | $146,099.62 | $335.76 |
| KER | J. G. | Executive Director, Corporate Policy | $142,186.58 | $323.31 |
| LAMANTIA | M. | Sr. Systems Analyst | $105,045.82 | $211.11 |
| LANDY | RANDI | Category Director, Beers & Sp. Markets | $114,920.26 | $283.23 |
| LYONS | CAROL | Controller | $135,335.86 | $317 31 |
| MACGREGOR | MARALISA | Director, Supply Chain | $147,235.11 | $313.95 |
| MARSHALL | DAVE | Director, Northern Region | $138,052.86 | $1,164.31 |
| MARTIN | JOHN | Sr. VP, Logistics | $161,315.81 | $9,949.79 |
| MCGRATH | BRUCE | Sr. Systems Analyst | $105,465.33 | $211.11 |
| MCNEE | J. (ANDREW) | Solicitor | $122,266.06 | $303.72 |
| MISETICH | DAVID | Inventory Manager | $107,736.77 | $248.22 |
| MOGK-EDWARDS | SHARI | Category Director, Spirits | $114,920.26 | $283.23 |
| MURPHY | PETER | Director, Conventional Warehousing | $135,335.86 | $317.31 |
| MUTLAK | TERESA | Dir., Financial Reporting & Technology | $105,905.26 | $265.53 |
| O'BRIEN | BARRY | Director, Corporate Affairs | $120,861.64 | $277.71 |
| PETER | N. ROBERT | President and C.O.O. | $211,172.13 | $10,911.01 |
| PIZZOLATO | BRUCE | Director, Durham Facility | $115,251.05 | $291.60 |
| RAMSAY | GARY | Director, Application Systems | $135,335.86 | $317.31 |
| RENTON | ALISON | Solicitor | $136,672.20 | $316.95 |
| RUSSELL | KEVIN | Manager, Retail Planning | $100,429.75 | $237.54 |
| SALVISBURG | A. | Director, Customer Service & Admin. | $132,957.06 | $507.95 |
| SCHMIDT | LINDA | Inventory Manager | $102,331.69 | $250.74 |
| SHERWOOD | GARFIELD | Sr. VP, Retail | $166,485.04 | $5,163.25 |
| SOLEAS | GEORGE | VP, Quality Assurance | $139,704.84 | $326.28 |

**RÉGIE DES ALCOOLS DE L'ONTARIO**

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| STANLEY | THOMAS | Director, I.T. Infrastructure | $101,002.53 | $253.03 |
| STEPHENS | MIKE | District Manager | $103,616.10 | $323.37 |
| SUTTON | SHELLEY | Director, Strategic Planning | $120,602.49 | $277.71 |
| TUGHAN | WILLIAM | Director, Loss Prevention & Security | $118,483.64 | $277.71 |
| TURNER | JIM | Director, Western Region | $122,698.27 | $435.89 |
| VAN KESSEL | RENEE | Solicitor | $126,743.54 | $314.79 |
| WALKER | R. LILA | Director, Compensation & HR Admin. | $118,291.17 | $276.81 |
| WHITELAW | RICHARD | Treasurer | $126,204.98 | $308.37 |
| WILSON | T. J. | VP, Vintages | $143,224.62 | $335.76 |
| YAZEJIAN | LEVON | Director, General Audit | $118,955.87 | $277.71 |
| ZACHAR | WAYNE | Director, Employee Relations | $138,052.86 | $317.31 |

Ontario Lottery and Gaming Corporation

Société des loteries et des jeux de l'Ontario

# *RESPONSABILITÉ DE REDDITION DE COMPTE ANNUELLE DE LA DIRECTION*

Les états financiers consolidés de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et tous les renseignements contenus dans le présent *Rapport annuel* sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Au besoin, la direction a produit des estimations et des jugements éclairés, conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Le conseil d'administration s'acquitte de ses responsabilités de gestion à l'égard des états financiers par l'entremise de son comité de vérification et de gestion des risques, entièrement composé d'administrateurs qui ne sont pas des dirigeants ni des employés de la Société. Ce comité examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Le comité se réunit de temps en temps avec la direction et les vérificateurs internes et externes.

Afin d'assumer ses responsabilités, la direction maintient un système approprié de contrôle interne qui lui permet de s'estimer fondée à croire que les états financiers consolidés qu'elle produit sont pertinents et fiables et que la protection des actifs de la Société est suffisante. La Société est dotée d'une équipe de vérificateurs internes chargés d'examiner continuellement les mesures de contrôle internes et de veiller à leur application. Les rapports préparés par les vérificateurs internes sont examinés par le comité. Les vérificateurs internes jouissent d'un accès direct aux membres du comité.

Grant Thornton LLP et KPMG LLP, vérificateurs indépendants nommés par le conseil d'administration sur la recommandation du comité de vérification et de gestion des risques, ont examiné les états financiers consolidés. Leur rapport précise la portée de leur examen ainsi que leur avis concernant les états financiers consolidés. Les vérificateurs indépendants jouissent d'un accès direct aux membres du comité.

Ron D. Barbaro
**Le président du conseil et directeur général**

E.T. Dalton, CA
Le directeur financier et
vice-président principal,
Finances et administration

*Le 16 mai 2003*

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Au conseil d'administration de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario
et au ministère du Procureur général

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario au 31 mars 2003 et les états consolidés des résultats, des flux de trésorerie, de l'évolution du montant dû à la province de l'Ontario et des capitaux investis en immobilisations de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG LLP

Comptables agréés

Toronto, Canada

Le 16 mai 2003

Grant Thornton LLP

Comptables agréés

Sault Ste. Marie, Canada

Le 16 mai 2003

## SOCIÉTÉ DES LOTERIES ET DES JEUX DE L'ONTARIO
**BILAN CONSOLIDÉ**
Au 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

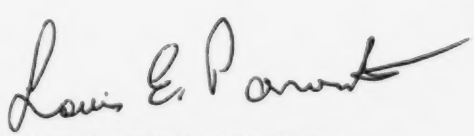
| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| **Actif à court terme :** | | |
| Espèces et quasi-espèces (note 2) | 499 015 $ | 543 059 $ |
| Débiteurs | 46 831 | 59 456 |
| Montant à recevoir du gouvernement du Canada | 1 168 | - |
| Frais payés d'avance et autres | 53 058 | 44 085 |
| | 600 072 | 646 600 |
| Frais de démarrage et frais de développement reportés (note 3) | 35 774 | 50 365 |
| Prêts (note 4) | 30 273 | 49 492 |
| Immobilisations (note 5) | 1 423 402 | 1 346 801 |
| Apports sous forme d'actifs aux Chippewas de Mnjikaning et charges reportées (note 6) | 22 744 | 18 902 |
| Espèces et placements à court terme détenus pour le compte des Premières nations (note 7) | 54 938 | 30 691 |
| | **2 167 203 $** | **2 142 851 $** |
| **Passif et avoir** | | |
| **Passif à court terme :** | | |
| Créditeurs et charges à payer | 272 325 $ | 248 161 $ |
| Somme à payer aux exploitants (note 8) | 38 026 | 47 947 |
| Somme à payer aux Chippewas de Mnjikaning (note 8) | 4 884 | 16 634 |
| Somme à payer au gouvernement du Canada | - | 30 758 |
| Produits reportés | 14 579 | 10 309 |
| Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 9) | 18 656 | 18 656 |
| | 348 470 | 372 465 |
| Somme à payer aux Premières nations (note 7) | 46 753 | 22 973 |
| Dette à long terme (note 9) | 156 106 | 167 904 |
| **Avoir :** | | |
| Dû à la province de l'Ontario | 197 612 | 265 018 |
| Réserves (note 2) | 169 622 | 154 250 |
| Investi en immobilisations | 1 248 640 | 1 160 241 |
| | 1 615 874 | 1 579 509 |
| | **2 167 203 $** | **2 142 851 $** |

Engagements (notes 4, 8 et 10)
Éventualités (note 11)

Voir les notes complémentaires.

Pour le conseil :

Ron D. Barbaro, président du conseil



Louis E. Panontin, administrateur

## SOCIÉTÉ DES LOTERIES ET DES JEUX DE L'ONTARIO
### ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
Exercice terminé le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Produits :** | | |
| Loteries et bingo | 2 208 776 $ | 2 111 703 $ |
| Casinos commerciaux | 1 669 963 | 1 694 513 |
| Casinos de bienfaisance | 433 360 | 373 271 |
| Installations de machines à sous aux hippodromes | 1 449 921 | 1 262 523 |
| | **5 762 020** | **5 442 010** |
| **Frais d'exploitation directs :** | | |
| Loteries et bingo | 1 516 045 | 1 439 532 |
| Casinos commerciaux | 1 276 590 | 1 245 158 |
| Casinos de bienfaisance | 277 082 | 225 655 |
| Installations de machines à sous aux hippodromes | 731 963 | 614 262 |
| | **3 801 680** | **3 524 607** |
| **Produits avant les charges suivantes :** | **1 960 340** | **1 917 403** |
| Intérêts et autres produits, montant net | 15 995 | 28 922 |
| Gain de change | 26 854 | 32 885 |
| **Bénéfice net** | **2 003 189 $** | **1 979 210 $** |

Information sectorielle (note 12)

Voir les notes complémentaires.

## SOCIÉTÉ DES LOTERIES ET DES JEUX DE L'ONTARIO

### ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DU MONTANT DÛ À LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Exercice terminé le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Bénéfice net | 2 003 189 $ | 1 979 210 $ |
| Ajouter (déduire) | | |
| Dépenses en immobilisations, montant net | (209 449) | (262 586) |
| Amortissement des immobilisations | 132 848 | 127 206 |
| Remboursements de la dette à long terme | (18 656) | (6 856) |
| Augmentation de la dette à long terme | 6 858 | 142 904 |
| Distributions aux Premières nations | (65 892) | (85 165) |
| Virements aux réserves, montants nets | | |
| Remplacement des immobilisations | (8 113) | (30 366) |
| Exploitation | (4 744) | (5 968) |
| Primes de départ | (2 515) | (2 557) |
| | (169 663) | (123 388) |
| Montant à payer pour l'exercice considéré | 1 833 526 | 1 855 822 |
| Versements à la province de l'Ontario | (1 900 932) | (1 857 051) |
| Montant à payer moins les versements | (67 406) | (1 229) |
| Somme à payer à la province de l'Ontario au début de l'exercice | 265 018 | 266 247 |
| **Somme à payer à la province de l'Ontario à la fin de l'exercice** | **197 612 $** | **265 018 $** |

Voir les notes complémentaires.

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES CAPITAUX INVESTIS EN IMMOBILISATIONS

Exercice terminé le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Solde au début de l'exercice** | 1 160 241 $ | 1 160 909 $ |
| Dépenses en immobilisations, montant net | 209 449 | 262 586 |
| Amortissement des immobilisations | (132 848) | (127 206) |
| Remboursements de la dette à long terme | 18 656 | 6 856 |
| Augmentation de la dette à long terme | (6 858) | (142 904) |
| **Solde à la fin de l'exercice** | **1 248 640 $** | **1 160 241 $** |

Voir les notes complémentaires.

## SOCIÉTÉ DES LOTERIES ET DES JEUX DE L'ONTARIO
### ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
Exercice terminé le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Provenance (utilisation) des liquidités :** | | |
| **Exploitation :** | | |
| Bénéfice net | 2 003 189 $ | 1 979 210 $ |
| Amortissement | 169 780 | 169 762 |
| Perte (gain) sur la cession d'immobilisations | 6 783 | (36) |
| Gain de change non réalisé | - | (3 070) |
| Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation | (21 978) | (4 356) |
| | 2 157 774 | 2 141 510 |
| **Financement :** | | |
| Augmentation de la dette à long terme | 6 858 | 142 904 |
| Remboursements de la dette à long terme | (18 656) | (6 815) |
| | (11 798) | 136 089 |
| **Investissement :** | | |
| Frais de démarrage et frais de développement reportés | (21 148) | (9 692) |
| Prêts | (4 170) | (6 096) |
| Encaissement de prêts | 23 389 | 13 911 |
| Dépenses en immobilisations | (217 874) | (256 417) |
| Produit tiré de la cession d'immobilisations | 1 140 | 2 447 |
| Apports sous forme d'actif aux Chippewas de Mnjikaning et charges reporté | (5 442) | 198 |
| | (224 105) | (255 649) |
| **Autres :** | | |
| Versements à la province de l'Ontario | (1 900 932) | (1 857 051) |
| Distributions aux Premières nations | (65 450) | (80 134) |
| Espèces et placements à court terme détenus pour le compte des Premières nations | 467 | (5 031) |
| | (1 965 915) | (1 942 216) |
| Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces | (44 044) | 79 734 |
| Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice | 543 059 | 463 325 |
| **Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice** | **499 015 $** | **543 059 $** |
| Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie | | |
| Intérêts encaissés | 10 648 $ | 15 293 $ |
| Intérêts versés | 11 219 | 6 724 |

Voir les notes complémentaires.

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
# Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario a été constituée sans capital-actions le 1er avril 2000 en vertu de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. La Société est une société de la Couronne du gouvernement de l'Ontario et elle est responsable de la gestion des jeux de loteries, de cinq casinos de bienfaisance, des installations de machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron, de quinze salles de machines à sous dans les hippodromes et de trois casinos commerciaux dans la province de l'Ontario.

La Société a conclu des contrats d'exploitation avec Windsor Casino Limited, CHC Casinos Canada Limited, Falls Management Company et Great Blue Heron Gaming Company pour l'exploitation de Casino Windsor, de Casino Rama, de Casino Niagara et des installations de machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron Charity, respectivement.

Casino Rama est situé sur les terres de la réserve de la Première nation des Chippewas de Mnjikaning. En vertu de la convention de revenu de Casino Rama datée du 9 juin 2000, les Premières nations de l'Ontario ont droit aux produits nets continus tirés de l'exploitation. À la liquidation des activités, les Premières nations de l'Ontario auront droit aux produits nets provenant de la cession des biens meubles ainsi qu'aux bénéfices non distribués restants. De plus, aux termes d'un bail de 25 ans (expirant en mars 2021) conclu entre la Société et Casino Rama Inc., la Société devra, lors de la liquidation des activités du casino, céder au bailleur, Casino Rama Inc., les terrains et toutes les améliorations, sauf le mobilier et les agencements, auxquels les Premières nations de l'Ontario ont droit.

Les actifs, les passifs et les activités des installations de machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron sont compris dans les présents états financiers. Les résultats d'exploitation sont intégrés aux résultats des casinos de bienfaisance. Les présents états financiers ne présentent pas les autres activités d'exploitation réalisées dans ce casino de bienfaisance.

1. **Principales conventions comptables :**

a) Principes de consolidation :

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et ceux de ses filiales en propriété exclusive, soit Ontario Gaming Assets Corporation et OLC Services Limited. Ces filiales ont été créées pour faire l'acquisition des immobilisations louées à la société mère, au coût.

De plus, les états financiers consolidés incluent la situation financière et les résultats d'exploitation des casinos commerciaux Casino Rama, Casino Niagara et Casino Windsor, et des installations de machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron.

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
## Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

**1. Principales conventions comptables (suite) :**

b) Constatation des produits :

Les produits provenant des jeux, dont les résultats sont déterminés par un tirage, sont constatés au moment du tirage. Les produits provenant de jeux instantanés sont constatés lorsque le détaillant active les billets pour le jeu. Les produits provenant des jeux de loteries sportives et de bingo sont constatés lorsque le billet est vendu au client. Les billets émis à titre de billets gratuits gagnés ne sont pas comptabilisés comme produits.

Les produits des jeux provenant de l'exploitation des machines à sous et des jeux de table représentent le montant gagné net des activités de jeux, lequel correspond à la différence entre les montants reçus des joueurs et les montants payés à ces joueurs.

Les produits ne provenant pas des jeux, qui comprennent les produits tirés de l'hôtellerie, de la nourriture et des boissons ainsi que d'autres services, sont constatés au moment où les services sont rendus aux clients. La valeur de détail de l'hébergement, de la nourriture, des boissons ou des autres services offerts gratuitement aux clients est également comprise dans les produits.

c) Ristournes promotionnelles :

Les ristournes promotionnelles comprennent la valeur de détail de l'hébergement, de la nourriture, des boissons ou des autres produits et services offerts gratuitement aux clients. Les clubs de joueurs des casinos et des installations de machines à sous permettent aux clients de gagner des points en fonction du volume de jeu. Ces points sont comptabilisés à titre de passif en fonction des échanges prévus, et sont échangeables contre des biens et services gratuits ou des rabais en espèces. La valeur des points est ajoutée aux ristournes promotionnelles à mesure qu'ils sont gagnés.

Les ristournes promotionnelles comprennent également la valeur de détail des coupons (hôtel, nourriture et boissons et autres biens et services) et des autres incitatifs remis aux clients en échange de ces coupons. La valeur de détail de ces coupons est comprise dans les produits.

Les coûts estimatifs associés à ces ristournes promotionnelles ont été passés en charges dans l'état des résultats.

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
# Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

**1. Principales conventions comptables (suite) :**

d) Frais de démarrage et frais de développement reportés :

Certaines dépenses, comportant des frais de rémunération, de consultation et autres, engagées pour le développement et la mise en place de salles de machines à sous dans les hippodromes et de casinos sont reportées et amorties sur une période de trois ans à partir de l'ouverture du site.

Les dépenses, qui comprennent les frais de rémunération, de consultation et autres, engagées pour le développement d'un système d'information de gestion et d'autres projets sont reportées et amorties sur une période ne dépassant pas cinq ans.

e) Immobilisations :

Les principales dépenses en immobilisations ayant une durée d'utilisation qui s'étend au-delà de l'exercice considéré sont capitalisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation, selon les périodes suivantes :

| | |
|---|---|
| Bâtiments | 10 à 50 ans |
| Mobilier et agencements | 3 à 10 ans |
| Améliorations locatives | 3 à 15 ans |
| Matériel pour les loteries et jeux | 3 à 5 ans |
| Matériel pour les casinos et les salles de machines à sous dans les hippodromes | 3 à 5 ans |

Les immobilisations sont amorties une fois qu'elles sont mises en exploitation.

Les constructions en cours sont comptabilisées au coût. Les coûts sont amortis à partir du moment où le projet en question est terminé. L'intérêt sur la dette contractée pour financer les acquisitions importantes d'immobilisations est capitalisé pendant la phase de construction. L'intérêt est calculé au taux applicable à la dette supplémentaire que la Société engage pour financer ces immobilisations. L'intérêt capitalisé est amorti sur la même période que celle du bien auquel il se rapporte.

La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations en comparant la valeur comptable de l'immobilisation avec les flux de trésorerie futurs qui devraient être générés par l'actif. Si la valeur comptable dépasse le montant estimatif recouvrable, une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur de l'actif est passée en charges.

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
# Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

**1. Principales conventions comptables (suite) :**

f) Apports sous forme d'actifs aux Chippewas de Mnjikaning et charges reportées :

Les apports sous forme d'actifs aux Chippewas de Mnjikaning, qui comprennent principalement des fonds pour la construction d'un centre communautaire, d'un centre pour personnes âgées et de certaines infrastructures, sont amortis sur la durée du bail foncier de Casino Rama. Les charges reportées comprennent les frais de financement qui sont amortis sur la période de la dette en question.

g) Conversion des devises :

Les actifs et passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les actifs et passifs non monétaires sont convertis aux taux de change historiques. Les postes de l'état des résultats sont convertis au taux de change en vigueur à la date des opérations. Les gains et pertes de change sont indiqués dans l'état consolidé des résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle ils se produisent.

h) Instruments financiers dérivés :

Casino Rama Inc. (CRI), filiale en propriété exclusive des Chippewas de Mnjikaning, est une des parties à certains instruments financiers dérivés, surtout des contrats de swap de taux d'intérêt, servant à gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt sur l'emprunt à terme non renouvelable (note 9). Ces instruments ne sont pas constatés dans les états financiers de la Société à la date de leur prise d'effet. Les paiements et encaissements en vertu des contrats de swap de taux d'intérêt sont constatés comme des ajustements d'intérêts capitalisés aux constructions en cours ou à la dépense d'intérêts. La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt a été calculée en fonction de la conjoncture du marché à la fin de l'exercice, et appuyée par une cote d'une institution financière. La juste valeur représente le montant qui serait payé pour résilier ou remplacer les contrats. À l'heure actuelle, on ne prévoit pas résilier ni remplacer de parties importantes des contrats.

i) Concentration du risque de crédit :

La Société utilise des instruments financiers qui risquent de l'exposer à une concentration du risque de crédit. Les instruments comprennent les quasi-espèces, les débiteurs et les prêts. Les quasi-espèces consistent en dépôts auprès de grandes banques commerciales. Les débiteurs comprennent le crédit accordé aux détaillants de produits de loterie et aux clients de casinos commerciaux. Les prêts comprennent les prêts accordés aux exploitants d'hippodromes et aux municipalités. La Société effectue régulièrement des évaluations de crédit des détaillants, des clients, des exploitants d'hippodromes et des municipalités, et elle prévoit des provisions pour d'éventuelles créances irrécouvrables.

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
# Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

**1. Principales conventions comptables (suite) :**

j) Instruments financiers :

Les instruments financiers de la Société comprennent les espèces et quasi-espèces, les débiteurs, les prêts, les espèces et placements à court terme détenus pour le compte des Premières nations, les créditeurs et charges à payer, la somme à payer aux exploitants, la somme à payer aux Chippewas de Mnjikaning et la dette à long terme. La juste valeur de ces instruments financiers, à l'exclusion des prêts et de la dette à long terme, se rapproche de la valeur comptable en raison de l'échéance proche de ces instruments. La juste valeur des prêts se rapproche de la valeur comptable avant la provision pour créances irrécouvrables et elle est calculée en actualisant les flux monétaires futurs aux taux d'intérêt en vigueur pour des emprunts similaires, en supposant que les emprunteurs aient la même solvabilité et que la période jusqu'à l'échéance soit la même. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de la valeur comptable et elle est calculée en actualisant les flux monétaires futurs aux taux d'intérêt en vigueur pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires.

k) Estimations :

La direction de la Société a fait un certain nombre d'estimations et d'hypothèses portant sur les montants d'actif et de passif, les actifs et les passifs éventuels et les montants des produits et des charges présentés, afin de dresser les états financiers de l'exercice considéré conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

**2. Espèces et quasi-espèces :**

Les espèces et quasi-espèces comprennent les montants ci-dessous, qui sont détenus dans des comptes distincts :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Réserves : | | |
| Remplacement des immobilisations | 86 685 $ | 78 572 $ |
| Exploitation | 61 160 | 56 416 |
| Primes de départ | 21 777 | 19 262 |
| | 169 622 | 154 250 |
| Fonds déposés aux fins de prix | 32 852 | 33 288 |
| Prêt à terme | 8 132 | 61 074 |
| | 210 606 $ | 248 612 $ |

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
# Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

**2. Espèces et quasi-espèces (suite) :**

La Société a créé des réserves liquides aux casinos commerciaux conformément à leurs contrats d'exploitation respectifs, pour les besoins suivants :

i) Réserve de remplacement des immobilisations, pour des acquisitions d'immobilisations autres que les réparations courantes ou les améliorations importantes;

ii) Réserve d'exploitation, pour respecter des obligations précises dans l'éventualité où les produits seraient insuffisants pour permettre de régler ces obligations;

iii) Réserves de primes de départ, pour respecter certaines obligations de la Société découlant du départ ou de la mise à pied d'employés d'un exploitant, dans l'éventualité où l'on mettrait fin aux activités de celui-ci.

Les fonds déposés aux fins de prix sont des fonds réservés qui représentent le montant estimatif brut des prix non réclamés moins le montant estimatif des prix que l'on prévoit ne jamais être réclamés par les joueurs.

Les prêts à terme représentent les fonds affectés à Casino Rama, qui doivent être utilisés pour les constructions en cours.

Les espèces et quasi-espèces comprennent les dépôts bancaires à terme s'élevant à 43 000 000 $ (92 914 000 $ en 2002), portant intérêt à des taux variant de 2,1 % à 3,2 % (1,8 % à 4,9 % en 2002).

**3. Frais de démarrage et frais de développement reportés :**

| | | | 2003 | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| Frais de démarrage | | | | |
| Casinos commerciaux | 4 327 $ | 3 180 $ | 1 147 $ | 1 402 $ |
| Casinos de bienfaisance | 38 452 | 33 285 | 5 167 | 11 011 |
| Salles de machines à sous dans les hippodromes | 82 326 | 75 663 | 6 663 | 25 502 |
| | 125 105 | 112 128 | 12 977 | 37 915 |
| Frais de développement reportés | 31 790 | 8 993 | 22 797 | 12 450 |
| | 156 895 $ | 121 121 $ | 35 774 $ | 50 365 $ |

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
## Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

**4. Prêts :**

La Société a prêté des fonds à des exploitants d'hippodromes pour leur permettre de rénover ou de construire des bâtiments pour accueillir les installations de machines à sous de la Société. Ces prêts sont garantis par des hypothèques et des ententes de garantie générale qui couvrent les actifs des exploitants d'hippodromes. Les intérêts sur ces prêts sont basés sur le taux préférentiel et sont remboursables sur des périodes de un à dix ans. Les remboursements, qui sont basés sur une formule convenue, consistent en retenues sur les commissions qui seraient autrement versées aux exploitants d'hippodromes. La Société a également prêté des fonds à des municipalités aux fins de l'amélioration des infrastructures. Les sommes seront récupérées au titre des commissions municipales qui seraient autrement versées.

La Société s'est engagée à prêter un maximum de 32 500 000 $ à deux exploitants d'hippodromes, dont une tranche de 3 865 000 $ est remboursable à la Société au 31 mars 2003. De plus, la Société s'est engagée à prêter un maximum de 4 875 000 $ à deux municipalités, dont une tranche de 3 259 000 $ a été avancée au 31 mars 2003.

**5. Immobilisations :**

| | | | 2003 | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| Terrains | 133 161 $ | – $ | 133 161 $ | 132 245 $ |
| Bâtiments | 636 925 | 56 623 | 580 302 | 642 615 |
| Mobilier et agencements | 408 182 | 229 220 | 178 962 | 62 227 |
| Améliorations locatives | 495 840 | 172 088 | 323 752 | 111 683 |
| Matériel pour les loteries et jeux | 119 851 | 109 968 | 9 883 | 573 |
| Matériel pour les casinos et les salles de machines à sous dans les hippodromes | 353 712 | 198 894 | 154 818 | 271 065 |
| Constructions en cours | 42 524 | – | 42 524 | 126 393 |
| | 2 190 195 $ | 766 793 $ | 1 423 402 $ | 1 346 801 $ |

Au cours de l'exercice, la Société a capitalisé des intérêts s'élevant à 1 369 000 $ (4 085 000 $ en 2002).

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
# Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

## 6. Apports sous forme d'actifs aux Chippewas de Mnjikaning et charges reportées :

| | | | 2003 | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| Apports sous forme d'actifs aux Chippewas de Mnjikaning | 32 337 $ | 12 952 $ | 19 385 $ | 14 935 $ |
| Charges reportées | 3 950 | 591 | 3 359 | 3 967 |
| | 36 287 $ | 13 543 $ | 22 744 $ | 18 902 $ |

## 7. Espèces et placements à court terme détenus pour le compte des Premières nations :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Distributions conservées dans un compte en banque distinct | 45 881 $ | 22 832 $ |
| Intérêts gagnés | 872 | 141 |
| | 46 753 | 22 973 |
| Distributions à payer aux Premières nations, comprises dans les créditeurs et charges à payer | 8 185 | 7 718 |
| | 54 938 $ | 30 691 $ |

La convention de revenu de Casino Rama stipule qu'à partir du 31 juillet 2001, la Société conservera 35 % des distributions nettes de Casino Rama dans un compte en banque distinct si la Société n'a pas reçu une directive conjointe des Chefs de l'Ontario et des Chippewas de Mnjikaning à l'égard d'une nouvelle formule de distribution. La société n'a pas reçu cette directive et conserve donc 35 % du revenu net dans un compte en banque distinct portant intérêt depuis le 31 juillet 2001. Cette affaire fait actuellement l'objet d'une poursuite entreprise par les Chippewas of Mnjikaning contre la province de l'Ontario et la Société. Jusqu'à ce que les tribunaux aient rendu un jugement, ou encore jusqu'à ce que les Chippewas of Mnjikaning et les Chefs de l'Ontario s'entendent sur une nouvelle formule de distribution, la Société est tenue de conserver ces fonds.

Le 9 juin 2000, la Société, les Premières nations de l'Ontario et la province de l'Ontario ont conclu une convention de revenu qui donne aux Premières nations de l'Ontario des droits sur les produits nets d'exploitation de Casino Rama, conformément à la définition de la convention. En vertu de cette entente, la Société est tenue de distribuer mensuellement les produits nets d'exploitation. Le paiement pour le mois de mars 2003 est compris dans les distributions aux Premières nations mentionnées ci-dessus.

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
## Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

**8. Opérations entre apparentés :**

a) Aux termes des conventions d'aménagement et d'exploitation de chacun des casinos commerciaux et des installations de machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron, l'exploitant a le droit de recevoir des honoraires correspondant à un pourcentage des produits bruts et à un pourcentage de la marge d'exploitation nette, au sens que donnent à ces expressions chacune des conventions d'aménagement et d'exploitation.

b) Aux termes d'une convention d'aménagement et d'exploitation de Casino Rama, les Chippewas de Mnjikaning reçoivent des honoraires annuels de 4 500 000 $ au titre des services d'exploitation continus, ce montant étant ajusté chaque année pour tenir compte de l'inflation. Des sommes supplémentaires de 9 242 000 $ (4 922 000 $ en 2002) ont été versées aux Chippewas de Mnjikaning au cours de l'exercice en rapport avec les services d'enlèvement de la neige, les services d'aqueduc et d'égout ainsi que les services d'urgence. De plus, en vertu d'un bail de 10 ans expirant en juillet 2006, un loyer annuel de 667 000 $, ajusté en fonction de l'inflation, est payé pour la location de bureaux et d'entrepôts à une société liée aux Chippewas de Mnjikaning.

Le 30 avril 2002, une convention a été signée avec les Chippewas de Mnjikaning selon laquelle la Société remboursera 75 % du budget d'exploitation annuel du service d'incendies, en contrepartie de services de protection contre les incendies pour le complexe du casino. Ce montant est inclus dans les sommes supplémentaires versées aux Chippewas de Mnjikaning ci-dessus et il est défini dans la convention pour la période du 1er avril 2000 au 31 juillet 2011.

Les terrains utilisés pour les besoins du complexe Casino Rama sont loués par Casino Rama à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, en vertu d'un bail de 25 ans, qui expire en mars 2021. Ce bail prévoit un loyer annuel de 3 500 000 $ ajusté chaque année pour tenir compte de l'inflation et payé aux Chippewas de Mnjikaning à même les produits bruts de Casino Rama, conformément aux instructions du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien agissant à titre de représentant de Sa majesté la Reine. Aux termes d'une convention d'expansion, un loyer annuel supplémentaire de 1 700 000 $, ajusté annuellement pour tenir compte de l'inflation, doit être versé.

Les Chippewas de Mnjikaning sont les promoteurs du projet d'expansion du complexe Casino Rama, et une tranche de 1 334 000 $ (9 047 000 $ en 2002) attribuable aux travaux de construction est comprise dans la somme à payer aux Chippewas de Mnjikaning.

c) En vertu des modalités de l'entente de développement et d'exploitation, la Première nation des Mississaugas de Scugog Island reçoit un montant équivalant à 5 % des produits bruts des installations de machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron en contrepartie des terrains fournis pour les installations de machines à sous.

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
# Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

**9. Passif à long terme :**

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Emprunt à terme non renouvelable | 167 904 $ | 186 560 $ |
| Moins la tranche à court terme | 18 656 | 18 656 |
| | 149 248 | 167 904 |
| Passif lié à la construction (note 10 e) | 6 858 | – |
| | 156 106 $ | 167 904 $ |

La Société a signé une convention d'expansion et de rénovation de Casino Rama. Aux termes de cette convention, la responsabilité de l'aménagement, de la construction et du financement du projet d'expansion de Casino Rama, qui a été quasi achevé durant l'exercice, incombe aux Chippewas de Mnjikaning. De plus, Casino Rama Inc., filiale en propriété exclusive des Chippewas de Mnjikaning, a signé une convention de prêt accordant une facilité de crédit non rotative de 186 560 000 $ pour le projet. Aux termes de la convention d'aménagement et d'exploitation de Casino Rama, il faut notamment que le paiement du capital et des intérêts provienne des produits bruts de Casino Rama et qu'il soit effectué en 19 versements en capital de 4 664 000 $ à partir du 28 juin 2002, et en un versement final de 97 644 000 $.

La facilité de crédit porte intérêt à des taux variant du taux préférentiel au taux préférentiel majoré de 1,5 % , selon les termes de la facilité de crédit. Le taux préférentiel au 31 mars 2003 était de 4,75 %. Les intérêts versés durant l'exercice se sont élevés à 10 858 000 $ (6 256 000 $ en 2002). Un contrat de swap de taux d'intérêt, qui échoit le 30 juin 2007, a été conclu sur un capital nominal original de 125 100 000 $. Le solde en vertu de ce contrat s'élevait à 115 224 000 $ (111 200 000 $ en 2002) au 31 mars 2003. Ce contrat offre un taux fixe de 6,68 % sur le montant nominal de référence en cours. L'exposition au risque de taux d'intérêt, qui se limite au différentiel net entre le taux d'emprunt variable et le taux fixe en vertu du contrat de swap, était d'environ 3 % au 31 mars 2003. Le taux des intérêts nets à recevoir ou à verser en vertu du contrat est établi à chaque trimestre avec la contrepartie, qui est une banque à charte canadienne. La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt, qui représente le montant à verser pour résilier ou remplacer le contrat au 31 mars 2003, est de 8 332 000 $ (7 646 000 $ en 2002).

Les fonds avancés aux termes de la facilité de crédit sont garantis par certains actifs de Casino Rama.

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
## Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

**9. Passif à long terme (suite) :**

Les remboursements de capital devant être effectués au cours des quatre prochains exercices à même les flux de trésorerie du complexe sont approximativement les suivants :

| | |
|---|---|
| 2004 | 18 656 $ |
| 2005 | 18 656 |
| 2006 | 18 656 |
| 2007 | 111 936 |

**10. Engagements :**

a) Obligations en vertu des contrats de location-exploitation :

La Société a conclu plusieurs contrats de location pour des propriétés et du matériel. Les paiements minimaux exigibles s'établissent approximativement comme suit :

| | |
|---|---|
| 2004 | 11 670 $ |
| 2005 | 9 972 |
| 2006 | 9 223 |
| 2007 | 7 266 |
| 2008 | 4 058 |
| | 42 189 |
| Par la suite | 14 314 |
| | 56 503 $ |

La Société a prolongé son contrat de location pour les locaux provisoires de Casino Niagara jusqu'au 9 décembre 2006, avec une option de renouvellement de cinq ans, jusqu'au 9 décembre 2011.

b) Fournisseurs :

La Société s'est engagée, en vertu de contrats de matériel informatique et d'entretien, à effectuer les versements annuels approximatifs suivants :

| | |
|---|---|
| 2004 | 6 960 $ |
| 2005 | 1 666 |
| | 8 626 $ |

c) Loteries :

La Société a conclu des conventions d'achat avec les fournisseurs pour l'impression de billets et pour des services en ligne. Une convention engageant la Société à effectuer des achats pour un maximum de 9 365 000 $ est en vigueur jusqu'en septembre 2004.

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
# Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

**10. Engagements (suite) :**

La Société a signé un contrat pour remplacer les terminaux et les logiciels des terminaux en ligne. Les tests d'implantation des terminaux ont commencé vers la fin de 2002, et l'implantation chez les détaillants commencera durant l'été 2003. Le coût total du projet est évalué à 85 000 000 $.

d) Casino Windsor :

En ce qui a trait au casino permanent de Windsor (Ontario) et en vertu d'une convention, la Société a convenu d'offrir à la ville de Windsor, à partir du 1er mai 1998, un rendement fixe sur 20 ans d'un montant de 2 600 000 $ par année au cours des dix premières années et de 3 000 000 $ par année au cours des dix dernières années.

e) Casino Niagara :

En ce qui a trait au casino permanent de Niagara Falls (Ontario) et en vertu d'une convention, la Société a convenu d'offrir à la corporation de la ville de Niagara Falls (la « Ville »), à partir du 7 décembre 2000, un rendement fixe sur 20 ans d'un montant de 2 600 000 $ par année au cours des dix premières années, de 3 000 000 $ par année au cours des dix prochaines années et, par la suite, de 3 000 000 $, ajusté selon l'indice des prix à la consommation, conformément à la définition de la convention. En outre, la Société est tenue de rembourser à la Ville la part de certains coûts d'infrastructure qui revient à la Société et qui s'élève à 3 300 000 $.

Le 29 janvier 2002, la Société a conclu avec Falls Management Company (FMC) un accord-cadre modifié et reformulé d'aménagement prévoyant la construction et l'aménagement d'un casino permanent à Niagara Falls (Ontario). Selon les modalités de l'accord, la responsabilité de financer la construction incombe au promoteur et les risques du contrat sont essentiellement transférés au promoteur. Les risques de la Société comprennent les cas de force majeure, les fluctuations extraordinaires des taux d'intérêt et la dévaluation du dollar canadien. L'ouverture du complexe est prévue pour le printemps 2004. La Société fera l'acquisition du complexe de casino permanent auprès de FMC au coût de 794 000 000 $ une fois le projet terminé. Les coûts en capital additionnels devant être engagés par la Société sont évalués à 203 000 000 $; une tranche de 92 351 000 $ a été dépensée au 31 mars 2003. Les coûts engagés à ce jour comprennent des frais de construction de 6 858 000 $, qui représentent des honoraires correspondant à 2,5 % des coûts engagés par FMC au 31 mars 2003 (note 9) relativement au projet. Le coût total du projet est estimé à 997 000 000 $.

f) Salles de machines à sous dans les hippodromes :

Au 31 mars 2003, la Société a commencé à discuter avec des propriétaires d'hippodromes pour établir deux salles supplémentaires de machines à sous dans les hippodromes, moyennant un coût total qui ne peut être déterminé pour l'instant.

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
# Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

## 11. Éventualités :

À l'occasion, la Société est partie à diverses poursuites découlant du cours normal de ses activités. La Société est d'avis que l'issue de ces poursuites n'aura aucune incidence importante sur les présents états financiers. S'il y a lieu, les montants des règlements ayant trait à ces éventualités seront passés en charges dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel chaque règlement aura lieu.

## 12. Information sectorielle :

| | | | | | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Secteur** | **Loteries et bingo** | **Casinos commerciaux** | **Casinos de bienfaisance** | **Salles de machines à sous dans les hippodromes** | **Total** |
| Produits : | | | | | |
| Loteries et bingo | 2 208 776 $ | – $ | – $ | – $ | 2 208 776 $ |
| Machines à sous | – | 1 267 415 | 377 277 | 1 490 968 | 3 135 660 |
| Tables de jeu | – | 435 887 | 58 332 | – | 494 219 |
| Activités non liées au jeu | – | 177 745 | 24 983 | 1 183 | 203 911 |
| | 2 208 776 | 1 881 047 | 460 592 | 1 492 151 | 6 042 566 |
| Moins les ristournes promotionnelles | – | 211 084 | 27 232 | 42 230 | 280 546 |
| | **2 208 776** | **1 669 963** | **433 360** | **1 449 921** | **5 762 020** |
| Frais d'exploitation : | | | | | |
| Activités non liées au jeu | – | 152 819 | 22 824 | 3 384 | 179 027 |
| Activités liées au jeu et à la loterie | 88 275 | 305 246 | 91 518 | 132 015 | 617 054 |
| Prix des loteries | 1 134 696 | – | – | – | 1 134 696 |
| Commissions | 155 603 | – | 18 876 | 351 835 | 526 314 |
| Commercialisation et promotion | 40 781 | 125 949 | 16 094 | 64 343 | 247 167 |
| Honoraires des exploitants (note 8 a) | – | 75 950 | 5 584 | – | 81 534 |
| Amortissement | 6 371 | 66 781 | 33 391 | 63 237 | 169 780 |
| Frais généraux et administratifs | 36 704 | 189 750 | 61 580 | 87 375 | 377 409 |
| Cotisation sur les gains (note 14) | – | 340 711 | 18 873 | – | 359 584 |
| Versements au gouvernement du Canada (note 15) | 51 615 | 19 384 | 8 342 | 29 774 | 109 115 |
| | **1 516 045** | **1 276 590** | **277 082** | **731 963** | **3 801 680** |
| **Produits avant les charges suivantes** | **692 731** | **393 373** | **156 278** | **717 958** | **1 960 340** |
| Intérêts et autres produits, montant net | 2 817 | 5 927 | 1 779 | 5 472 | 15 995 |
| Gain de change | – | 22 090 | 1 773 | 2 991 | 26 854 |
| **Bénéfice net** | **695 548 $** | **421 390 $** | **159 830 $** | **726 421 $** | **2 003 189 $** |

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
## Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

### 12. Information sectorielle (suite) :

| | | | | | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Secteur** | **Loteries et bingo** | **Casinos commerciaux** | **Casinos de bienfaisance** | **Salles de machines à sous dans les hippodromes** | **Total** |
| Produits : | | | | | |
| Loteries et bingo | 2 111 703 $ | – $ | – $ | – $ | 2 111 703 $ |
| Machines à sous | – | 1 274 551 | 322 026 | 1 289 417 | 2 885 994 |
| Tables de jeu | – | 444 880 | 53 397 | – | 498 277 |
| Activités non liées au jeu | – | 157 491 | 19 119 | 932 | 177 542 |
| | 2 111 703 | 1 876 922 | 394 542 | 1 290 349 | 5 673 516 |
| Moins les ristournes promotionnelles | – | 182 409 | 21 271 | 27 826 | 231 506 |
| | **2 111 703** | **1 694 513** | **373 271** | **1 262 523** | **5 442 010** |
| Frais d'exploitation : | | | | | |
| Activités non liées au jeu | – | 139 402 | 17 664 | 2 967 | 160 033 |
| Activités liées au jeu et à la loterie | 90 151 | 294 910 | 79 719 | 108 395 | 573 175 |
| Prix des loteries | 1 050 150 | – | – | – | 1 050 150 |
| Commissions | 151 577 | – | 16 169 | 303 995 | 471 741 |
| Commercialisation et promotion | 39 783 | 118 997 | 12 330 | 52 414 | 223 524 |
| Honoraires des exploitants (note 8 a) | – | 83 244 | 5 020 | – | 88 264 |
| Amortissement | 12 053 | 64 522 | 32 060 | 61 127 | 169 762 |
| Frais généraux et administratifs | 44 663 | 171 099 | 38 739 | 57 783 | 312 284 |
| Cotisation sur les gains (note 14) | – | 343 810 | 16 857 | – | 360 667 |
| Versements au gouvernement du Canada (note 15) | 51 155 | 29 174 | 7 097 | 27 581 | 115 007 |
| | **1 439 532** | **1 245 158** | **225 655** | **614 262** | **3 524 607** |
| **Produits avant les charges suivantes** | **672 171** | **449 355** | **147 616** | **648 261** | **1 917 403** |
| Intérêts et autres produits, montant net | 8 651 | 17 403 | 607 | 2 261 | 28 922 |
| Gain de change | 7 | 26 633 | 1 773 | 4 472 | 32 885 |
| **Bénéfice net** | **680 829 $** | **493 391 $** | **149 996 $** | **654 994 $** | **1 979 210 $** |

# Société des loteries et des jeux de l'Ontario
## Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

**13. Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi :**

La Société offre des prestations de retraite à tous ses employés permanents et aux employés non permanents admissibles par l'intermédiaire de la Caisse de retraite de la fonction publique (CRFP) et du fonds de retraite du Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario (le fonds de retraite du SEFPO) qui sont des régimes de retraite interentreprises à prestations déterminées établis par la province de l'Ontario. Le coût des avantages postérieurs à l'emploi est inclus dans les cotisations de retraite effectuées par la Société dans la CRFP et dans le fonds de retraite du SEFPO. Par conséquent, la Société ne comptabilise pas de passif additionnel pour ces coûts futurs. Le taux de cotisation de la Société au fonds a augmenté de 4 % durant l'exercice considéré, et sa cotisation s'est chiffrée à 8 735 000 $ (4 678 000 $ en 2002).

Les exploitants des casinos commerciaux ont établi des régimes de retraite à cotisations déterminées à l'intention de leurs employés. La charge de retraite de l'exercice s'est élevée à 15 474 000 $ (15 433 000 $ en 2002).

**14. Cotisation sur les gains :**

La Société remet à la province de l'Ontario une cotisation équivalant à 20 % des produits du jeu tirés des casinos commerciaux et des installations de machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron.

**15. Versements au gouvernement du Canada :**

La Société a effectué les versements suivants au gouvernement du Canada :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Versements au nom de la province de l'Ontario | 22 612 $ | 21 886 $ |
| Taxe sur les produits et services | 86 503 | 93 121 |
| | 109 115 $ | 115 007 $ |

a) Versements au nom de la province de l'Ontario :

Les sociétés des loteries provinciales effectuent des versements au gouvernement du Canada en vertu d'une entente intervenue en août 1979 entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral. Cette entente stipule que le gouvernement du Canada ne participera pas à la vente de billets de loteries.

## Société des loteries et des jeux de l'Ontario
## Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2003

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars.)

**15. Versements au gouvernement du Canada (suite) :**

b) Taxe sur les produits et services :

La Société, qui est inscrite à la taxe sur les produits et services (TPS), effectue des versements de TPS au gouvernement fédéral en vertu des règlements sur les jeux de hasard (TPS/TVH) de la *Loi sur la taxe d'accise*. La taxe nette de la Société au cours d'un exercice est calculée à l'aide de la taxe nette attribuable aux activités liées et non liées au jeu. La taxe nette attribuable aux activités liées au jeu a généré un fardeau fiscal de 14 % sur les frais taxables liés au jeu engagés par la Société. La taxe nette attribuable aux activités non liées au jeu se calcule de la même façon que pour les autres sociétés inscrites à la TPS au Canada.

**16. Chiffres de l'exercice précédent :**

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

## SOCIÉTÉ DES LOTERIES ET DES JEUX DE L'ONTARIO

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| ARONSON | DONALD | Director, Corp. Events & Comm. Rel. | $108,791.25 | $202.16 |
| AUBE | MICHEL | Sr Manager, Corporate Security | $101,210.42 | $188.28 |
| BABALIS | CHRISTOS | Site General Manager | $101,623.85 | $184.62 |
| BAILEY | ROD | General Manager | $135,416.92 | $237.71 |
| BARBARO | RON | Chief Executive Officer | $360,213.59 | $7,377.25 |
| BARNETT | KENNETH | Director, New Business & Dev. | $118,461.69 | $2,032.82 |
| BELL-MURRAY | LISA | Director, Corp. Acct. & Rpt. | $147,049.51 | $256.99 |
| BERDOWSKI | ALAN | SVP, Lottery Division | $201,370.65 | $8,041.23 |
| BORTOLUSSI | ROY | Director, Jackpot & Value Brands | $131,693.24 | $238.17 |
| BROWN | GREGORY | Director e-Business | $115,628.58 | $225.41 |
| BURTON | TIMOTHY | Director, Taxation | $128,435.85 | $243.23 |
| CALDERONE | BART | Director, Strategic Projects | $144,290.93 | $257.07 |
| CAMERON | CHRIS | Dir, Challenge & Winning Feeling | $112,265.60 | $204.66 |
| CAMPBELL | ALEXANDER | Director, Customer Service | $129,092.37 | $222.86 |
| CARVALHO | ANTONIO | VP, Corp. Planning & e-Business | $172,836.04 | $2,055.97 |
| CHORONZEY | KAREN | Dir, HR Strategic Alliances | $104,809.55 | $194.19 |
| COOPER | JEFF | Director, Customer & Channel M | $135,833.38 | $1,515.92 |
| COWIE | GEOFFREY | Senior Legal Counsel | $106,942.10 | $187.92 |
| CRAIG | RON | Dir, Develop & Implementation | $130,068.82 | $242.85 |
| CRAWFORD | MONA | Director, Sales & Service Initiatives | $121,747.03 | $213.00 |
| CRONIN | JAMES | Sr Manager Public Relations | $134,615.50 | $248.91 |
| DALTON | EARL | Sr VP, Finance & Admin. | $201,370.65 | $9,700.73 |
| DEANS | WAYNE | Director, Internal Audit | $126,678.29 | $231.69 |
| DI MAURIZIO | MORY | General Manager | $109,943.15 | $191.63 |
| FERRARA | FRANCESCO | Senior Legal Counsel | $123,479.90 | $195.05 |
| FIORAVANTI | WALTER | VP, Human Resources | $181,613.58 | $14,812.29 |
| FLYNN | LARRY | Sr. VP, Marketing & Customer Dev. | $188,666.99 | $7,022.27 |
| FRAIR | ROBERT | Project Director - ERM | $124,176.57 | $229.18 |
| GAGESCH | KARL | Vice President, Finance | $146,900.72 | $14,323.02 |
| GIBBONS | BRENDA | Director, Procurement & Admin. | $130,629.47 | $240.99 |
| GLENAT | SUELLEN | Dir., Employee Relations & Comm. | $114,178.19 | $7,627.30 |
| GRAY | RICHARD | Director, Fin Plan, Budget & A | $109,655.01 | $185.42 |
| HENDERSON | MARK | Director, Regional Operations | $122,047.06 | $285.06 |
| HILL | DOUGLAS | Relationship Manager | $119,297.39 | $217.53 |
| KO | RONALD | Director, Bingo Gaming | $108,399.60 | $195.52 |
| KOZNIUK | BOB | VP, Charity & Aboriginal Casin | $212,286.92 | $13,253.25 |
| KURDYLA | DAVID | VP, Solutions Delivery | $103,269.22 | $5,205.24 |
| KYLE | BRIAN | Director, New Business Dev | $115,297.16 | $206.68 |
| LAPOINTE | CATHERINE | Director, Operate & Maintain | $110,340.69 | $208.86 |
| LOCKE | ROBERT | Dir., Facilities Maintenance | $126,452.26 | $1,985.64 |
| LONGMAN | ROBERT | Key Account Manager | $104,165.05 | $2,043.57 |
| MACDONALD | SHARON | Director, Planning & Controls | $140,737.63 | $269.10 |
| MADDOCKS | DAVID | Director, Development | $136,208.43 | $2,291.21 |
| MAGEE | MARK | Site General Manager | $110,306.63 | $208.59 |
| MARINELLI | THOMAS | Chief Technology Officer | $185,499.76 | $283.49 |
| MARKKULA | LEO | Director, Treasury | $124,760.66 | $229.18 |
| MCPHEE | TERRY | General Manager | $117,785.22 | $200.79 |
| MICUCCI | PAUL | VP, Racetrack Dev. & Operations | $201,944.16 | $2,316.95 |
| MITCHELL | BILL | Dir, Solutions Delivery RT&CC | $149,718.53 | $95.83 |

## SOCIÉTÉ DES LOTERIES ET DES JEUX DE L'ONTARIO

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| MYERS | DAVID | VP, Sales & Service | $161,042.40 | $2,944.07 |
| NIEDER | MICHAEL | VP, Information Technology | $201,697.65 | $8,439.14 |
| PALMER | BRIAN | Dir., Process & Implementation | $113,709.20 | $211.80 |
| PERUGINI | TONY | Mgr., FinPlan Commercial Casinos | $105,237.28 | $196.83 |
| PETERS | INGRID | VP, Legal and Compliance | $197,679.66 | $8,475.45 |
| PRGOMET | JOHN | Dir., HR Programs & Infrastructure | $119,144.06 | $212.28 |
| RENNIE | KAREN | Site General Manager | $111,465.81 | $172.35 |
| ROZELUK | JERRY | Director, Regional Operations | $121,611.54 | $3,189.23 |
| SELDON DIMOCK | VERITY | Dir., Performance & Learning | $113,042.05 | $211.65 |
| SEPKOWSKI | MATT | Dir., Marketing & Cust. Development | $110,150.27 | $195.60 |
| SMITH | GEOFF | General Manager | $136,411.10 | $223.42 |
| STREICH | ROBERT | Manager, Lotteries | $102,710.88 | $173.97 |
| THORBURN | DAVID | Site General Manager | $103,618.89 | $164.67 |
| TOMIE | ADRIANA | Director, Shared Services | $136,840.75 | $256.15 |
| UHREN | CAMERON | General Manager | $137,256.77 | $226.97 |
| WALKER | STUART | General Manager | $127,247.44 | $208.80 |
| WHITMELL | DERECK | Director, Solutions Delivery | $115,078.13 | $208.99 |
| WISTERNOFF | JOHN | VP, Lottery Marketing | $160,955.35 | $7,497.32 |
| WOOD | BRIAN | Chief Operating Officer | $283,786.49 | $2,826.55 |
| YAMMINE | GEORGES | Director of Operations | $150,405.38 | $6,387.94 |
| ZELISNEY | JACKIE | Casino Manager | $116,082.03 | $206.70 |

# Organismes de services du gouvernement

# ACTION CANCER ONTARIO

Le 12 août 2003

**Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière**

La responsabilité des états financiers et de toutes les informations présentées dans ces états financiers incombe à la direction et au conseil d'administration. La direction a préparé les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, en incluant, le cas échéant, des montants calculés d'après ses estimations et son jugement.

Action Cancer Ontario respecte les normes d'intégrité et de soins aux patients les plus strictes. Pour préserver son actif, Action Cancer Ontario s'est dotée d'un ensemble solide et dynamique de procédures et de contrôles financiers internes qui équilibrent avantages et coûts. La direction a établi et maintient des systèmes de contrôle financier et de gestion, des systèmes d'information et des pratiques de gestion afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière. Des vérifications internes sont effectuées pour évaluer les systèmes et pratiques de gestion, et des rapports sont remis au comité des finances et de la vérification.

Le conseil d'administration, par l'entremise du comité des finances et de la vérification, s'assure que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'information financière et du contrôle interne. Il contrôle les activités financières de Action Cancer Ontario et passe en revue les états financiers et le rapport des vérificateurs externes sur ces derniers.

Le vérificateur provincial a examiné les états financiers. Sa responsabilité consiste à exprimer son opinion en indiquant si les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de Action Cancer Ontario, selon les principes comptables généralement reconnus. Dans son rapport, le vérificateur définit l'étendue de sa vérification et de son opinion.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003, le conseil d'administration de Action Cancer Ontario, par l'entremise de son comité des finances et de la vérification, était chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et des contrôles financiers. Le comité rencontre régulièrement la direction, le vérificateur interne et le vérificateur provincial pour s'assurer que chaque groupe a rempli correctement ses fonctions respectives, et pour passer en revue les états financiers avant de recommander leur approbation par le conseil d'administration. Le vérificateur provincial a eu directement et pleinement accès au comité des finances et de la vérification, en présence et en l'absence de la direction, pour discuter de sa vérification et de ses constatations quant à l'intégrité de la présentation de l'information financière de Action Cancer Ontario et de l'efficacité de son système de contrôles internes.

Au nom de la direction de Action Cancer Ontario,

Alan R. Hudson, OC
Président et chef de la direction

Catherine David Nolan
Vice-présidente provinciale, Services généraux
et chef des finances

Office of the
Provincial Auditor
of Ontario

Bureau du
vérificateur provincial
de l'Ontario

Box 105, 15th Floor, 20 Dundas Street West, Toronto, Ontario M5G 2C2
B.P. 105, 15e étage, 20, rue Dundas ouest, Toronto (Ontario) M5G 2C2
(416) 327-2381 Fax: (416) 327-9862

***Rapport du vérificateur***

À Action Cancer Ontario
et au ministère de la Santé et des Soins de longue durée

J'ai vérifié le bilan de Action Cancer Ontario au 31 mars 2003 et les états des résultats, de l'évolution du solde des fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de Action Cancer Ontario. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de Action Cancer Ontario au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

J.R. McCarter, CA
Vérificateur provincial adjoint

Toronto (Ontario)
Le 30 mai 2003

# ACTION CANCER ONTARIO

Bilan
(en milliers de dollars)

Au 31 mars 2003, avec les chiffres correspondants de l'exercice 2002

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Actif à court terme : | $ | $ |
| Liquidités | 35 757 | 5 372 |
| Placements à court terme | 4 010 | 3 016 |
| Débiteurs | 10 701 | 12 046 |
| Sommes à recouvrer du ministère de la Santé et des Soins de longue durée | 18 248 | 45 720 |
| Sommes à recouvrer des fondations communautaires | 4 821 | 3 177 |
| Autres | 3 608 | 3 982 |
| | 77 145 | 73 313 |
| Placements à long terme (note 2) | 58 434 | 55 766 |
| Actif au titre des prestations de retraite constituées (note 3) | 7 879 | 8 858 |
| Immobilisations (note 4) | 57 424 | 33 353 |
| Autres | 337 | 454 |
| | 201 219 | 171 744 |
| **Passif, apports reportés et solde des fonds** | | |
| Passif à court terme | | |
| Créditeurs et charges à payer | 44 502 | 46 217 |
| Apports reportés | | |
| Subventions de fonctionnement reportées (note 5a)) | 23 657 | 19 679 |
| Apports reportés pour immobilisations (note 5b)) | 71 782 | 46 877 |
| | 95 439 | 66 556 |
| Charges complémentaires de retraite (note 3) | 6 801 | 4 864 |
| Solde des fonds | | |
| Fonds de dotation | 2 613 | 2 964 |
| Fonds grevés d'affectations internes et externes | 34 592 | 33 959 |
| Investissement en immobilisations (note 6) | 4 849 | 6 735 |
| Fonds reliés aux avantages postérieurs au départ à la retraite (note 7) | 1 078 | 3 994 |
| Fonds non affectés | 11 345 | 6 455 |
| | 54 477 | 54 107 |
| Engagements (note 11) | | |
| Éventualité (note 12) | | |
| | 201 219 | 171 744 |

Voir les notes afférentes aux états financiers.
Au nom du conseil,

Administrateur

Administrateur

# ACTION CANCER ONTARIO

État des résultats
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003, avec les chiffres correspondants de l'exercice 2002

| | Fonds affecté | | Fonds d'administration générale | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 |
| | $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| Recettes | | | | | | |
| Ministère de la Santé et des Soins de longue durée | – | – | 286 110 | 265 955 | 286 110 | 265 955 |
| Revenus de placements (note 8) | 61 | 1 005 | 3 210 | 4 064 | 3 271 | 5 069 |
| Dons, legs et subventions | 8 334 | 6 880 | 157 | 230 | 8 491 | 7 110 |
| Amortissement des apports reportés pour immobilisations (note 5b)) | 1 705 | 1 198 | 13 130 | 6 250 | 14 835 | 7 448 |
| Autres | 19 801 | 13 665 | 18 164 | 16 296 | 37 965 | 29 961 |
| | 29 901 | 22 748 | 320 771 | 292 795 | 350 672 | 315 543 |
| Dépenses | | | | | | |
| Salaires | 5 622 | 4 657 | 118 888 | 121 901 | 124 510 | 126 558 |
| Charges sociales | 1 183 | 870 | 30 962 | 32 605 | 32 145 | 33 475 |
| Médicaments | 16 | 5 | 67 935 | 61 665 | 67 951 | 61 670 |
| Autres dépenses de fonctionnement (note 9) | 17 421 | 10 758 | 58 369 | 54 029 | 75 790 | 64 787 |
| Fournitures et services médicaux et chirurgicaux | 2 131 | 1 343 | 22 320 | 18 494 | 24 451 | 19 837 |
| Amortissement des immobilisations | 1 705 | 1 198 | 17 047 | 11 227 | 18 752 | 12 425 |
| Charges de retraite (note 3) | – | | 4 605 | 5 634 | 4 605 | 5 634 |
| Charges complémentaires de retraite (note 3) | – | – | 2 098 | 2 009 | 2 098 | 2 009 |
| | 28 078 | 18 831 | 322 224 | 307 564 | 350 302 | 326 395 |
| Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses | 1 823 | 3 917 | (1 453) | (14 769) | 370 | (10 852) |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

# ACTION CANCER ONTARIO

État de l'évolution du solde des fonds
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003, avec les chiffres correspondants de l'exercice 2002

| | | | | | | 2003 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Fonds d'administration générale | | | | |
| | Fonds affecté | | | | | | |
| | Fonds de dotation | Autres | Investissement en immobilisations (note 6) | Fonds reliés aux avantages postérieurs au départ à la retraite (note 7) | Fonds non affectés | Total | Total |
| | $ | $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| Solde des fonds au début de l'exercice | 2 964 | 33 959 | 6 735 | 3 994 | 6 455 | 54 107 | 64 959 |
| Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses | 26 | 1 797 | (3 917) | (6 703) | 9 167 | 370 | (10 852) |
| Virements interfonds (note 10) | (377) | (1 164) | – | – | 1 541 | – | – |
| Cotisations au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite | – | – | – | 3 787 | (3 787) | – | – |
| Investissement en immobilisations (note 6) | – | – | 2 031 | – | (2 031) | – | – |
| Solde des fonds à la fin de l'exercice | 2 613 | 34 592 | 4 849 | 1 078 | 11 345 | 54 477 | 54 107 |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

# ACTION CANCER ONTARIO

État des flux de trésorerie
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003, avec les chiffres correspondants de l'exercice 2002

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) : | | |
| Activités d'exploitation | | |
| Excédent des recettes par rapport aux dépenses – Fonds affecté | 1 823 | 3 917 |
| Déficit des recettes par rapport aux dépenses – Fonds d'administration générale | (1 453) | (14 769) |
| Amortissement des immobilisations | 18 752 | 12 425 |
| Amortissement des apports reportés pour immobilisations | (14 835) | (7 448) |
| Variation du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation | 29 810 | (27 531) |
| | 34 097 | (33 406) |
| Activités d'investissement | | |
| Placements à court terme, net | (994) | (3 016) |
| Placements à long terme, net | (2 668) | 5 421 |
| Achats d'immobilisations | | |
| Financés par les apports pour immobilisations | (40 792) | (18 206) |
| Financés à l'interne | (2 031) | 1 866 |
| Autres éléments d'actif | 117 | 94 |
| Variation de l'actif au titre des prestations de retraite constituées | 979 | 2 868 |
| Variation des charges complémentaires de retraite | 1 937 | 1 909 |
| Apports reportés pour immobilisations | 39 740 | 38 465 |
| | (3 712) | 29 401 |
| Augmentation (diminution) des liquidités | 30 385 | (4 005) |
| Liquidités au début de l'exercice | 5 372 | 9 377 |
| Liquidités à la fin de l'exercice | 35 757 | 5 372 |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

# ACTION CANCER ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003

Le gouvernement de l'Ontario a approuvé la création de Action Cancer Ontario (l'« organisme ») le 29 avril 1997. Celle-ci contribuera à améliorer sensiblement les résultats, la qualité et l'efficacité des services de cancérologie au profit des patients atteints d'un cancer, de leur famille et du public. Les services de cancérologie comprendront la prévention, le dépistage précoce, le diagnostic, le traitement, les soins de soutien, la recherche et la formation. L'organisme a été constitué sous le nom de La Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer en vertu d'une loi de la province d'Ontario en 1943 et a été renommé Action Cancer Ontario en 1997. C'est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

## 1. Principales conventions comptables

Les états financiers de l'organisme ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

La préparation d'états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre de l'actif et du passif, la présentation de l'actif et du passif éventuel, les apports reportés et le solde des fonds à la date des états financiers, et sur les montants présentés dans les états des résultats et de l'évolution du solde des fonds pour l'exercice. Les résultats réels pourraient être sensiblement différents de ces estimations.

a) Comptabilité par fonds

L'organisme comptabilise les apports selon la méthode de la comptabilité par fonds affectés.

Le fonds d'administration générale sert à comptabiliser les programmes et les activités administratives de l'organisme qui sont financés par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ce fonds présente les ressources non affectées et les subventions de fonctionnement affectées.

Le fonds affecté présente toutes les ressources grevées d'affectations externes et internes. Ces ressources servent principalement à la recherche et à la formation. Elles comprennent les dons et les subventions dont l'utilisation a été soumise à des restrictions particulières par le donateur, ou qui ont été reçus par un centre et réservés pour un usage particulier par celui-ci.

Le fonds de dotation présente les apports grevés d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources apportées doivent être préservées en permanence.

# ACTION CANCER ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003

**1. Principales conventions comptables (suite)**

b) Constatation des recettes

Les apports affectés reliés aux programmes financés par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée sont constatés à titre de recettes du fonds d'administration générale dans l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Tous les autres apports affectés sont constatés à titre de recettes du fonds affecté approprié dans l'exercice où ils sont reçus.

Les apports pour dotation sont constatés à titre de recettes du fonds de dotation approprié dans l'exercice où ils sont reçus.

Les revenus de placement affectés provenant des ressources du fonds de dotation sont constatés à titre de recettes du fonds affecté.

Les apports non affectés sont constatés à titre de recettes du fonds d'administration générale dans l'exercice où ils sont reçus.

c) Stocks

Les stocks de médicaments sont indiqués selon la méthode de la moindre valeur (coût – valeur de réalisation nette) et sont inclus dans les autres éléments d'actif à court terme.

d) Placements

Les placements à court terme sont indiqués au coût, qui se rapproche de la valeur de marché. Les placements à court terme sont ceux échéant à plus de trois mois mais à moins d'un an. Les placements à court terme échéant à moins de trois mois sont comptabilisés à titre de liquidités.

Les placements à long terme sont comptabilisés au coût. Si la valeur de marché des placements devient inférieure à leur coût et si cette baisse de valeur n'est pas considérée comme temporaire, les placements sont ramenés à leur valeur de marché.

# ACTION CANCER ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003

**1. Principales conventions comptables (suite)**

e) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports destinés à l'achat d'immobilisations sont comptabilisés à titre de subventions pour immobilisations et amortis selon la même méthode que les immobilisations connexes. Toutes les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 % par an.

Les terrains et bâtiments pour quatre pavillons donnés par la Société canadienne du cancer – Division de l'Ontario sont comptabilisés à une valeur symbolique, car leur valeur actuelle ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

f) Apports de services

L'organisme bénéficie de services rendus par des bénévoles dans les centres régionaux de cancérologie. Étant donné qu'il est difficile de déterminer leur juste valeur, les apports de services ne sont pas constatés dans les états financiers.

g) Avantages postérieurs au départ à la retraite

i) Charges de retraite

Les charges de retraite et les obligations découlant du régime de retraite ont été déterminées par calcul actuariel selon une méthode modifiée de répartition des prestations au prorata des services et en fonction des hypothèses les plus probables de la direction. La charge de retraite de l'exercice comprend également les ajustements liés aux modifications apportées au régime et aux hypothèses, qui sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de la durée moyenne des années de service restantes des participants actifs. Les gains et pertes actuariels qui dépassent 10 % des obligations au titre des prestations constituées ou 10 % de la juste valeur de l'actif du régime, si ce montant est plus élevé, sont amortis en fonction de la durée moyenne des années de service restantes des participants actifs.

ii) Charges complémentaires de retraite

Les charges complémentaires de retraite sont déterminées par calcul actuariel selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et sont passées en charges à mesure que les services sont rendus.

L'obligation transitoire découlant de l'adoption de cette convention comptable est amortie sur la durée moyenne des années de service restantes des employés actifs censés toucher les prestations prévues par les régimes d'avantages sociaux.

# ACTION CANCER ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003

## 2. Placements à long terme

La valeur comptable et la valeur de marché des placements à long terme de l'organisme sont indiquées ci-dessous :

| 2003 | Valeur comptable | Valeur de marché | Rendement réel | Échéance |
|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | | |
| Bons du Trésor, certificats de placement garantis et liquidités | 5 206 | 5 196 | 2,81 % | moins de 1 an |
| Obligations | 43 306 | 43 151 | 3,39 – 15,68 % | 0-49 ans |
| Actions | 9 922 | 7 888 | s.o. | s.o. |
| | 58 434 | 56 235 | | |

| 2002 | Valeur comptable | Valeur de marché | Rendement réel | Échéance |
|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | | |
| Bons du Trésor, certificats de placement garantis et liquidités | 6 469 | 6 456 | 2,4 % | moins de 1 an |
| Obligations | 40 457 | 39 384 | 2,5 – 10,2 % | 0-31 ans |
| Actions | 8 840 | 8 498 | s.o. | s.o. |
| | 55 766 | 54 338 | | |

## 3. Régime de retraite et régime d'avantages complémentaires de retraite

L'organisme offre un régime de retraite à cotisations déterminées assorti de prestations déterminées minimales garanties. Les cotisations faites par l'organisme au cours de l'exercice ont atteint 3 626 $ (2 767 $ en 2002). Les cotisations faites par les employés au cours de l'exercice se sont établies à 3 626 $ (2 767 $ en 2002). Les prestations versées au cours de l'exercice se sont élevées à 12 966 $ (5 667 $ en 2002).

L'organisme offre également un régime d'avantages complémentaires de retraite à ses employés, notamment une garantie d'assurance maladie complémentaire et une garantie d'assurance médicaments. Les prestations versées au cours de l'exercice en vertu de ce régime sans capitalisation se sont élevées à 161 $ (100 $ en 2002).

# ACTION CANCER ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003

## 3. Régime de retraite et régime d'avantages complémentaires de retraite (suite)

Les renseignements relatifs aux régimes de l'organisme figurent ci-dessous :

| | 2003 | | 2002 | |
|---|---|---|---|---|
| | Régime de retraite | Régime d'avantages complémentaires de retraite | Régime de retraite | Régime d'avantages complémentaires de retraite |
| | $ | $ | $ | $ |
| Obligation au titre des prestations constituées | (180 851) | (16 301) | (168 687) | (12 187) |
| Juste valeur de l'actif des régimes | 172 195 | – | 204 952 | – |
| Niveau de capitalisation – excédent (déficit) | (8 656) | (16 301) | 36 265 | (12 187) |
| Perte actuarielle non amortie (gain) | 57 523 | (3 719) | 16 143 | (6 674) |
| Obligation transitoire nette non amortie (actif) | (40 988) | 13 219 | (43 550) | 13 997 |
| Actif (passif) net au titre des prestations constituées | 7 879 | (6 801) | 8 858 | (4 864) |

La valeur actualisée déterminée par calcul actuariel de l'obligation au titre des prestations constituées est mesurée en fonction des meilleures estimations de la direction, compte tenu d'hypothèses reflétant l'ensemble des conditions économiques et des lignes de conduite prévues les plus probables :

| | 2003 | | 2002 | |
|---|---|---|---|---|
| | Régime de retraite | Régime d'avantages complémentaires de retraite | Régime de retraite | Régime d'avantages complémentaires de retraite |
| Taux d'actualisation | 7 % | 7 % | 7 % | 7 % |
| Taux de croissance de la rémunération | 5 % par an | s.o. | 5 % par an | s.o. |
| Taux de rendement net prévu de l'actif des régimes | 6,5 % par an | s.o. | 6,5 % par an | s.o. |
| Taux de croissance des frais hospitaliers et des frais de médicaments | s.o. | De 8 % en 2003 à 4 % en 2013 et par la suite | s.o. | De 8 % en 2002 à 4 % en 2007 et par la suite |
| Taux de croissance des autres frais médicaux | s.o. | 4 % par an | s.o. | 4 % par an |
| Âge normal de la retraite | 65 ans | 65 ans | 65 ans | 65 ans |

# ACTION CANCER ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003

## 4. Immobilisations

| | Coût | Amortissement cumulé | 2003 Valeur comptable nette | 2002 Valeur comptable nette |
|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ |
| Mobilier de bureau, matériel et améliorations locatives | 58 982 | 32 976 | 26 006 | 3 899 |
| Matériel thérapeutique et autre matériel technique | 144 505 | 114 032 | 30 473 | 28 567 |
| Radiocobalt et radium | 1 072 | 939 | 133 | 59 |
| Acomptes sur le matériel | 812 | – | 812 | 828 |
| | 205 371 | 147 947 | 57 424 | 33 353 |

## 5. Apports reportés

a) Subventions de fonctionnement reportées

Les subventions de fonctionnement reportées représentent des ressources non dépensées reliées aux programmes financés par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Les sommes non dépensées sont conservées pour utilisation au cours des périodes subséquentes ou règlement par le ministère. La variation du solde des subventions de fonctionnement reportées est présentée ci-dessous :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Solde au début de l'exercice | 19 679 | 19 365 |
| Sommes reçues au titre des périodes subséquentes | 9 171 | 5 909 |
| Sommes constatées à titre de recettes | (5160) | (4 505) |
| Sommes rendues au ministère de la Santé et des Soins de longue durée | (33) | (1 090) |
| Solde à la fin de l'exercice | 23 657 | 19 679 |

# ACTION CANCER ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003

## 5. Apports reportés (suite)

b) Apports reportés pour immobilisations

Les apports reportés pour immobilisations représentent le montant non amorti et non dépensé des fonds reçus en vue de l'acquisition d'immobilisations. L'amortissement des apports reportés pour immobilisations est comptabilisé dans l'état des résultats. Les apports sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 % par an. La variation du solde des apports reportés pour immobilisations survenue pendant l'exercice est présentée ci-dessous :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Solde au début de l'exercice | 46 877 | 15 860 |
| Sommes reçues relativement à des immobilisations | 39 740 | 38 465 |
| Sommes constatées à titre de recettes | (14 835) | (7 448) |
| Solde à la fin de l'exercice | 71 782 | 46 877 |

Le solde des apports pour immobilisations non amortis est constitué des éléments ci-dessous :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Apports non amortis affectés à l'achat d'immobilisations | 52 575 | 26 618 |
| Apports inutilisés | 19 207 | 20 259 |
| Solde à la fin de l'exercice | 71 782 | 46 877 |

## 6. Investissement en immobilisations

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Immobilisations | 57 424 | 33 353 |
| Montants finances par des apports reportés pour immobilisations | (52 575) | (26 618) |
| | 4 849 | 6 735 |

# ACTION CANCER ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003

## 6. Investissement en immobilisations (suite)

La variation de l'actif net investi dans des immobilisations est présentée ci-dessous :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Excédent des dépenses par rapport aux recettes : | | |
| Amortissement des apports reportés pour immobilisations | 14 835 | 7 448 |
| Amortissement des immobilisations | (18 752) | (12 425) |
| | (3 917) | (4 977) |
| | $ | $ |
| Variation nette des investissements en immobilisations : | | |
| Achats d'immobilisations | 42 823 | 16 340 |
| Apports reportés pour immobilisations | (40 792) | (18 206) |
| | 2 031 | (1 866) |

## 7. Solde des fonds reliés aux avantages postérieurs au départ à la retraite

Le solde des fonds reliés aux avantages postérieurs au départ à la retraite représente l'actif au titre des prestations de retraite constituées, déduction faite des avantages complémentaires de retraite.

## 8. Revenus de placement

Des revenus nets de placement de 44 $ (62 $ en 2002) provenant des ressources du fonds de dotation sont inclus dans le fonds affecté.

# ACTION CANCER ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003

## 9. Autres dépenses de fonctionnement

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Fonds affecté | | |
| Recherche et autres | 17 421 | 10 758 |
| Fonds d'administration générale | | |
| Services acquis | 26 712 | 22 430 |
| Bâtiments | 14 265 | 13 660 |
| Matériel | 6 890 | 6 104 |
| Autres | 8 403 | 8 450 |
| Déplacement des patients – Programme d'orientation | – | 1 453 |
| Programmes et publications de formation et de recherche | 1 299 | 1 132 |
| Services aux patients | 800 | 800 |
| | 58 369 | 54 029 |

## 10. Virements interfonds

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Virement du fonds affecté au fonds d'administration générale | 1 541 | 832 |

Le virement du fonds affecté au fonds d'administration générale résulte du déblocage de réserves grevées d'affectations d'origine interne et du déblocage de fonds antérieurement détenus en dotation, conformément aux directives du donateur.

## 11. Engagements

L'organisme loue du matériel informatique et du matériel de bureau. Les paiements futurs exigibles en vertu des baux sont estimés comme suit :

| | $ |
|---|---|
| 2004 | 2 559 |
| 2005 | 1 745 |
| 2006 | 645 |
| 2007 | 58 |
| 2008 | 32 |
| | 5 039 |

# ACTION CANCER ONTARIO

Notes afférentes aux états financiers (suite)
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2003

**12. Éventualité**

L'organisme est membre du Healthcare Insurance Reciprocal of Canada (« HIROC »), régime d'auto-assurance créé par les hôpitaux et d'autres organismes. Si le total des primes payées ne suffit pas à régler les sinistres, l'organisme sera tenu de fournir des fonds supplémentaires à titre de participant au régime.

Depuis sa création, le HIROC a accumulé un excédent non affecté qui représente le total des primes payées par tous les assurés cotisants, majoré des revenus de placement et diminué de l'obligation au titre des réserves pour sinistres restant à régler, des dépenses et des dépenses de fonctionnement. Chaque assuré cotisant dont les primes majorées des revenus de placement dépassent l'obligation au titre de sa quote-part des réserves pour sinistres restant à régler, des dépenses et des dépenses de fonctionnement peut avoir le droit de recevoir des distributions sur sa quote-part de l'excédent non affecté au moment où ces distributions sont déclarées par le conseil d'administration du HIROC. Aucune distribution à recevoir du HIROC n'a été comptabilisée au 31 mars 2003.

**13. Instruments financiers**

La valeur comptable des liquidités, des placements à court terme, des débiteurs, des sommes à recouvrer du ministère de la Santé et des Soins de longue durée, des sommes à recouvrer des fondations communautaires, et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur, étant donné qu'il s'agit d'instruments à court terme.

La juste valeur des placements à long terme (note 2), de l'actif au titre des prestations de retraite constituées (note 3) et des charges complémentaires de retraite (note 3) est indiquée ailleurs dans les présents états financiers.

**14. Chiffres correspondants de l'exercice précédent**

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

**15. Intégration prévue des activités**

L'organisme prévoit d'intégrer les activités de ses centres régionaux de cancérologie et de ses hôpitaux d'accueil. Les employés, les activités ainsi que bon nombre des éléments d'actif de l'organisme seront ainsi transférés de chacun des centres régionaux de cancérologie à l'hôpital d'accueil correspondant. L'incidence financière, s'il en est, de ces opérations qui devraient intervenir avant le 31 mars 2004, ne peut être déterminée à l'heure actuelle.

# ACTION CANCER ONTARIO

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| ABD-EL-MALEK | MEDHAT | Radiation Oncologist | $132,249.63 | $320.14 |
| ABU-ZAHRA | HAKAM | Medical Oncologist | $180,599.36 | $532.29 |
| AGBOOLA | OLVSEGUN | Radiation Oncologist | $120,065.55 | $337.17 |
| ALAM | ZEENAT | Medical Oncologist | $166,746.91 | $987.95 |
| ANTHES | MARGARET | Radiation Oncologist | $187,681.41 | $258.55 |
| ARJUNE | BANSKUMAR | Medical Physicist | $122,998.46 | $345.44 |
| ARNOLD | ANDREW | Medical Oncologist | $163,577.61 | $543.71 |
| ASSURAS | JOHN | General Practitioner in Oncology | $134,608.70 | $414.94 |
| BAETZ | TARA | Medical Oncologist | $108,897.87 | $392.10 |
| BARNETT | ROBIN | Manager, Physics | $131,320.07 | $401.60 |
| BATTISTA | JERRY | Chief Physicist II | $134,690.12 | $415.82 |
| BAUMAN | GLENN | Head, Radiation Oncology | $115,101.46 | $337.62 |
| BENGER | ANN | Haematologist | $163,577.61 | $543.71 |
| BERRY | SCOTT | Medical Oncologist | $151,366.64 | $500.17 |
| BERTOTHY | NICHELE | General Practitioner in Oncology | $114,151.82 | $353.46 |
| BISSETT | RANDALL | Radiation Oncologist | $311,869.66 | $387.82 |
| BOWEN | JULIE | Head, Radiation Oncology | $198,265.25 | $329.08 |
| BRAMWELL-WESLEY | VIVIAN | Head, Medical Clinical Oncology | $178,575.47 | $542.13 |
| BROWMAN | GEORGE | VP, Regional Cancer Services | $193,603.37 | $569.34 |
| BRUNDAGE | MICHAEL | Head, Radiation Oncology | $138,548.51 | $387.82 |
| BRUNSKILL | IAN | Chief Information Officer/VP, Planning | $192,125.92 | $0.00 |
| BUCKSTEIN | RENA | Medical Oncologist | $123,494.29 | $429.62 |
| CAIRNCROSS | GREGORY | VP, Regional Cancer Services | $159,049.51 | $388.80 |
| CALIFARETTI | NADIA | Medical Oncologist | $137,860.49 | $0.00 |
| CAMERON | IAN | Medical Physicist | $108,550.39 | $345.18 |
| CAMPBELL | CAROLYN | Medical Oncologist | $161,336.11 | $538.58 |
| CANO | PABLO | Medical Oncologist | $183,620.52 | $372.38 |
| CASALE | MARIA | General Practitioner in Oncology | $111,912.37 | $353.46 |
| CHAMBERS | ANN | Senior Scientist | $105,563.36 | $326.12 |
| CHAN | ADRIEN | Medical Oncologist | $116,192.23 | $302.14 |
| CHEN | ZONGHUA | Physicist | $103,530.90 | $314.94 |
| CHOUINARD | EDMOND | Medical Oncologist | $163,577.61 | $543.71 |
| CHOW | EDWARD | Radiation Oncologist | $104,550.38 | $337.62 |
| CHOW | THOMAS | Physicist | $111,512.01 | $325.10 |
| CLARK | CAROLYN | General Practitioner in Oncology | $111,711.99 | $0.00 |
| CLEMONS | MARK | Medical Oncologist | $125,506.63 | $327.66 |
| CORBETT | TOM | Radiation Oncologist | $113,948.20 | $344.65 |
| COSTELLO | SHAUN | Head, Radiation Oncology | $181,464.98 | $337.12 |
| COVENS | ALLEN | Head, Gynaecological Oncology | $114,682.23 | $442.60 |
| COWAN | DONALD | Senior Consultant | $140,132.34 | $98.28 |
| CRIPPS | CHRISTINE | Medical Oncologist | $162,653.90 | $541.58 |
| CROSS | PETER | Radiation Oncologist | $115,497.81 | $337.07 |
| CURTIS | JOHN | Medical Oncologist | $175,914.59 | $530.65 |
| CYGLER | JOANNA | Senior Medical Physicist | $125,600.01 | $396.44 |
| DANJOUX | CYRIL | Radiation Oncologist | $109,983.07 | $337.62 |
| DAR | ABDUL | Radiation Oncologist | $129,910.94 | $528.85 |
| DEMETZ | CATHERINE | Radiation Oncologist | $114,035.66 | $336.78 |
| DENT | SUSAN | Medical Oncologist | $171,797.66 | $541.58 |
| DHALIWAL | HARBHAJAN | VP, Regional Cancer Services | $254,367.49 | $540.94 |

# ACTION CANCER ONTARIO

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| DINGLE | BRIAN | VP, Regional Cancer Services | $188,553.48 | $520.56 |
| DIXON | PETER | VP, Regional Cancer Services | $185,783.10 | $540.94 |
| DRODGE | KAREN | General Practitioner in Oncology | $111,525.70 | $344.52 |
| E | CHOAN | Radiation Oncologist | $111,177.69 | $297.36 |
| EAPEN | LIBNI | Radiation Oncologist | $116,007.01 | $337.07 |
| EISEN | ANDREA | Medical Oncologist | $131,681.68 | $426.17 |
| ELLIS | PETER | Medical Oncologist | $129,032.35 | $431.45 |
| EL-SAYED | SAMY | Radiation Oncologist | $107,687.75 | $337.07 |
| EVANS | WILLIAM | Executive VP/Head, Clinical Programs | $302,040.25 | $542.06 |
| FALKSON | CONRAD | Radiation Oncologist | $162,732.27 | $258.55 |
| FARRELL | THOMAS | Physicist | $128,005.53 | $365.88 |
| FAVELL | LISA | Director, Capital Planning | $162,235.14 | $372.47 |
| FIGUEREDO | ALVARO | Medical Oncologist | $163,577.61 | $543.71 |
| FISHER | BARBARA | Radiation Oncologist | $106,462.54 | $337.62 |
| FITZGIBBON | EDWARD | General Practitioner in Oncology | $113,772.29 | $352.92 |
| FRALICK | RICHARD | General Practioner in Oncology | $137,024.89 | $0.00 |
| GARCIA | JOHN | Director, Prevention Unit | $126,049.34 | $389.32 |
| GEORGE | RALPH | Surgical Oncologist | $112,352.97 | $348.17 |
| GERIG | LEE | Head, Clinical Physics | $122,886.57 | $381.42 |
| GERMOND | COLIN | Head, Medical Oncology | $242,285.40 | $438.86 |
| GERTLER | STAN | Medical Oncologist | $163,033.90 | $541.58 |
| GILCHRIST | JAMES | Radiation Oncologist | $107,871.93 | $337.62 |
| GINSBURG | DAVID | Medical Oncologist | $130,433.98 | $459.01 |
| GIRARD | ANDRE | Radiation Oncologist | $128,248.26 | $337.07 |
| GOEL | RAKESH | Medical Oncologist | $162,653.90 | $541.58 |
| GOH | MARY | Senior Manager, Information Systems | $100,098.34 | $298.07 |
| GOSS | GLENWOOD | Medical Oncologist | $156,380.08 | $529.22 |
| GREEN | ESTHER | Chief Nursing Officer | $100,128.50 | $240.84 |
| GREGG | RICHARD | Medical Oncologist | $163,033.90 | $540.94 |
| GRIMARD | LAVAL | Medical Oncologist | $113,965.33 | $337.07 |
| GRUNFELD | EVA | Clinician Scientist | $165,760.07 | $0.00 |
| GULAVITA | SUNIL | Head, Radiation Oncology | $212,831.29 | $258.55 |
| HALIKOWSKI | MARVIN | General Practioner in Oncology | $224,940.43 | $415.53 |
| HAMMOND | JAMES | Radiation Oncologist | $106,546.92 | $337.62 |
| HAYWARD | JOSEPH | Physicist | $103,018.28 | $293.23 |
| HERST | JORDAN | Medical Oncologist | $200,030.38 | $438.86 |
| HEYDON | ANGELICA | Director, President's Office | $109,087.43 | $320.32 |
| HIRTE | HOLGER(HAL) | Head, Medical Oncology | $182,120.54 | $561.64 |
| HODSON | IAN | Radiation Oncologist | $127,280.09 | $344.65 |
| HOLLENBERG | CHARLES | Senior Consultant | $126,094.56 | $0.00 |
| HOLOWATY | ERIC | Director, Surveillance Unit | $135,955.11 | $420.07 |
| HUAN | SUSAN | Medical Oncologist / Medical Coord, Edu. | $193,367.50 | $540.94 |
| HUDSON | ALAN | President & CEO | $287,572.58 | $2,923.15 |
| HUYNH | CHAU | General Practioner in Oncology | $193,951.85 | $225.45 |
| IMRIE | KEVIN | Medical Oncologist | $163,033.90 | $0.00 |
| ISCOE | NEILL | Medical Oncologist | $129,106.53 | $414.39 |
| JOHANSON | CURTIS | Radiation Oncologist | $109,943.67 | $344.65 |
| JONES | GLENN | Radiation Oncologist | $112,032.01 | $405.91 |
| JONKER | DEREK | Medical Oncologist | $163,033.90 | $541.58 |
| JOSHI | CHANDRA | Medical Physicist | $111,618.73 | $350.75 |

# ACTION CANCER ONTARIO

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| KARSAN | FARROK | Radiation Oncologist | $247,379.05 | $387.82 |
| KELLER | BRIAN | Physicist | $101,644.03 | $323.20 |
| KELLER | OLIVER | Medical Oncologist | $159,283.90 | $459.94 |
| KENDAL | WAYNE | Radiation Oncologist | $115,523.89 | $337.07 |
| KERR | ANDREW | Medical Physicist | $112,787.88 | $350.75 |
| KERR | IAN | Medical Oncologist | $161,076.03 | $542.13 |
| KHOSLA | NARESH | VP/Chief Financial Officer | $152,421.83 | $413.34 |
| KNIGHT | ANDREW | General Practioner in Oncology | $148,022.84 | $400.15 |
| KNIGHT | GREGORY | Medical Oncologist | $161,711.74 | $538.58 |
| KNIGHT | SUSAN | Medical Oncologist | $163,577.61 | $543.71 |
| KOCANDRLE | HANNA | General Practioner in Oncology | $108,752.82 | $336.84 |
| KOCHA | WALTER | Medical Oncologist | $163,576.03 | $542.13 |
| KOROPATNICK | JAMES | Director, Cancer Research Labs | $122,897.92 | $300.09 |
| KOUROUKIS | TOM | Haematologist | $113,418.62 | $0.00 |
| KREIGER | NANCY | Sr. Scientist / Act. Dir., Research Unit | $108,575.59 | $315.79 |
| KRON | TOMAS | Senior Physicist | $127,045.57 | $404.40 |
| KWOK | CHUN-BUN | Medical Physicist | $102,898.97 | $304.38 |
| LACHANCE | MARY JON | Proj. Mgr, RT & Physicist Recruitment | $115,905.59 | $0.00 |
| LADA | BARBARA | Radiation Oncologist | $262,054.24 | $0.00 |
| LAM | KIT YING | Senior Medical Physicist | $126,414.90 | $348.99 |
| LAURIE | SCOTT | Medical Oncologist | $127,898.20 | $444.33 |
| LESZCZYNSKI | KONRAD | Chief Physicist | $149,176.69 | $375.07 |
| LEVIN | LESLIE | Sr. Medical Advisor | $283,458.43 | $540.94 |
| LEVINE | MARK | Medical Oncologist | $163,033.90 | $0.00 |
| LEWIS | CRAIG | Physicist | $115,683.35 | $350.31 |
| LIGHTSTONE | ALEXANDER | Physicist | $110,753.04 | $338.94 |
| LOFTERS | WYCLIFFE | Head, Medical Oncology | $175,383.94 | $540.94 |
| LOGAN | DIANE | Head, Medical Oncology | $179,099.07 | $542.13 |
| LOHMANN | REINHARD | Medical Oncologist | $163,576.03 | $542.13 |
| LOPEZ | PEDRO | Medical Oncologist | $234,991.97 | $438.86 |
| LUKKA | HIMU | Head, Radiation Oncology | $144,033.48 | $362.58 |
| MACDONALD | DAVID | Medical Oncologist | $163,576.03 | $542.13 |
| MACKENZIE | ROBERT | Radiation Oncologist | $102,738.79 | $337.62 |
| MACKILLOP | WILLIAM | Head, Community Health & Epidemiology | $148,509.68 | $387.82 |
| MADARNAS | YOLANDA | Medical Oncologist | $147,379.77 | $525.54 |
| MAH | KATHERINE | Senior Medical Physicist | $125,331.41 | $0.00 |
| MAI | VERNA | Director, Screening Programs | $183,607.90 | $540.94 |
| MAJOR | PIERRE | Medical Oncologist | $163,577.61 | $543.71 |
| MALONE | SHAWN | Radiation Oncologist | $112,624.70 | $337.07 |
| MARCELLUS | DEBORAH | Haematologist | $163,033.90 | $0.00 |
| MAROUN | JEAN | Medical Oncologist | $172,795.16 | $541.58 |
| MATHESON | GARTH | Director, Regional Planning & Admin | $108,135.59 | $334.32 |
| MATHEWS | JOHN | Medical Oncologist | $158,326.10 | $487.95 |
| MCGHEE | PETER | Chief Physicist | $148,188.84 | $382.15 |
| MCGURK | FRANCIS | Radiation Oncologist | $149,100.70 | $0.00 |
| MEYER | RALPH | Haematologist | $163,577.61 | $543.71 |
| MOULIN | DWIGHT | Medical Oncologist | $133,111.88 | $478.71 |
| MUI | JIM | Radiation Oncologist | $131,230.74 | $300.86 |
| NEVILLE | ALAN | Medical Oncologist | $163,577.61 | $543.71 |
| NOBLE | JONATHAN | Medical Oncologist | $188,192.74 | $429.98 |

# ACTION CANCER ONTARIO

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| O'BRIEN | PETER | Manager, Physics | $134,798.68 | $415.53 |
| OKAWARA | GORDON | Radiation Oncologist | $127,118.05 | $344.65 |
| OSBORNE | RAYMOND | Gynaecological Oncologist | $112,802.44 | $449.47 |
| OSTAPIAK | OREST | Physicist | $114,236.94 | $325.10 |
| PANJWANI | DILIP | Radiation Oncologist | $116,544.39 | $336.78 |
| PATEL | MALTI | Radiation Oncologist | $110,514.07 | $344.65 |
| PATTERSON | MICHAEL | Head, Medical Physics | $134,374.00 | $415.99 |
| PERRY | GAD | Radiation Oncologist | $110,075.37 | $337.07 |
| PETERS | VICTOR | Physicist | $129,502.13 | $393.73 |
| PRICHARD | HUGH | Radiation Oncologist | $221,408.47 | $387.82 |
| PRITCHARD | KATHLEEN | Head, Clinical Trials & Epidemiology | $178,607.12 | $542.06 |
| PROSS | DIANE | Reg'l Med. Coord, OBSP/Clinical Asst. | $127,623.37 | $394.87 |
| PROVOST | DANIEL | Medical Physicist | $104,596.66 | $286.64 |
| RAAPHORST | PETER | Head, Medical Physics | $134,944.55 | $418.54 |
| RAJASINGHAM | RAJ | General Practioner in Oncology | $114,151.68 | $352.92 |
| RAPLEY | PATRICK | Medical Physicist | $117,527.63 | $329.08 |
| RAWLINSON | ALAN | Project Mgr, Medical Physics | $135,607.43 | $744.90 |
| REAUME | NEIL | Medical Oncologist | $108,591.53 | $384.93 |
| REID | TRUDY | Director, Regional Planning & Admin | $113,187.42 | $323.99 |
| REITER | HAROLD | Radiation Oncologist | $130,184.53 | $344.65 |
| ROBERTS | WAYNE | Senior Manager, Information Systems | $119,421.97 | $324.68 |
| ROBILLARD | LUCILE | General Practitioner in Oncology | $112,000.78 | $352.92 |
| ROBINS | JEAN | Medical Physicist | $112,358.36 | $350.75 |
| SAGAR | STEPHEN | Radiation Oncologist | $114,280.66 | $365.07 |
| SAMANT | RAJIV | Radiation Oncologist | $119,475.45 | $337.07 |
| SATHYA | JINKA | Radiation Oncologist | $123,528.40 | $344.65 |
| SAUNDERS | DEBORAH | Medical Head, Dental Oncology | $123,844.17 | $301.00 |
| SAWKA | CAROL | VP, Regional Cancer Services | $218,679.81 | $533.81 |
| SCHNEIDER | KENNETH | Radiation Oncologist | $146,778.49 | $320.14 |
| SCHREINER | JOHN | Chief Physicist | $123,615.44 | $382.63 |
| SEGAL-NADLER | ROANNE | Medical Oncologist | $131,712.44 | $459.01 |
| SENTHELAL | SENTI | Radiation Oncologist | $173,611.86 | $330.33 |
| SETO | JOYCE | Project Manager, Information Systems | $102,794.29 | $0.00 |
| SEXTON | FRED | General Practitioner in Oncology | $107,685.76 | $332.48 |
| SHARMA | VIJESHWAR | Physicist | $104,200.00 | $190.81 |
| SHEHATA | SARWAT | Radiation Oncologist | $178,066.90 | $378.10 |
| SHELLEY | WENDY | Radiation Oncologist | $128,049.00 | $387.82 |
| SHUMAK | RENE | Radiologist In Chief | $120,404.68 | $370.86 |
| SIMUOVIC | MARKO | Surgical Oncologist | $157,577.61 | $543.71 |
| SINGH | GURMIT | Director, Research | $120,896.32 | $373.95 |
| SIXEL | KATHARINA | Senior Physicist | $107,246.17 | $340.59 |
| SKOT | JANICE | VP, Regional Cancer Services | $130,751.63 | $418.98 |
| SLINGERLAND | JOYCE | Scientist | $151,711.20 | $337.62 |
| SMITH | ANNE | VP, Regional Cancer Services | $188,033.96 | $540.94 |
| SNIDER | ANNE | Director, Regional Planning & Admin | $104,934.60 | $316.74 |
| SPANER | DAVID | Scientist | $191,826.02 | $542.06 |
| SPRINGER | COLVIN | Radiation Oncologist | $134,935.64 | $320.14 |
| STERN | HARTLEY | VP, Regional Cancer Services | $170,033.88 | $0.00 |
| STEVENS | ROBERT | Medical Oncologist | $161,336.11 | $538.58 |
| STEWART | DAVID | Medical Oncologist | $162,653.90 | $541.58 |

# ACTION CANCER ONTARIO

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| SZABO | JOSEPH | Physicist | $114,802.68 | $348.84 |
| SZANTO | JANOS | Senior Medical Physicist | $125,403.23 | $396.44 |
| TAYLOR | DONALD | VP, HR & Organizational Development | $166,418.84 | $371.40 |
| TENHUNEN | LINDA | General Practioner in Oncology | $140,399.75 | $309.08 |
| TOMIAK | ANNA | Medical Oncologist | $156,995.39 | $517.75 |
| TOMIAK | EVA | Medical Oncologist | $133,815.53 | $203.51 |
| TOUCHIE | MICHAEL | General Practitioner in Oncology | $113,732.29 | $352.92 |
| TOZER | RICHARD | Medical Oncologist | $163,577.61 | $543.71 |
| TRUDEAU | MAUREEN | Head, Medical Oncology | $129,813.14 | $542.06 |
| TURLEY | EVA | Senior Scientist | $105,358.38 | $324.46 |
| VAN DYKE | JAKE | Chief Physicist II | $134,690.11 | $415.82 |
| VANDENBERG | THEODORE | Medical Oncologist | $163,576.03 | $542.13 |
| VELDHUIS | KEIMPE | General Practitioner in Oncology | $134,608.70 | $414.94 |
| VERGIDIS | DIMITRIOS | Head, Systemic Therapy | $246,717.53 | $540.94 |
| VERMA | SHAILENDRA | Medical Oncologist | $163,009.38 | $541.58 |
| VINCENT | MARK | Medical Oncologist | $163,576.03 | $542.13 |
| VORUGANTI | SACHI | Radiation Oncologist | $104,234.44 | $344.65 |
| WADDELL | MARY | General Practitioner in Oncology | $113,798.36 | $0.00 |
| WANG | XIAOFANG | Medical Physicist | $116,600.85 | $328.30 |
| WANT | DAVID | Radiation Oncologist | $147,865.59 | $294.60 |
| WARNER | ELLEN | Medical Oncologist | $163,575.96 | $542.06 |
| WEINROTH | JUDITH | General Practioner in Oncology | $114,145.32 | $345.88 |
| WHELAN | TIM | Radiation Oncologist | $118,904.20 | $344.65 |
| WHITING | NATALIE | Palliative Care Physician | $119,860.02 | $367.77 |
| WHITTON | ANTHONY | Radiation Oncologist | $193,653.29 | $552.17 |
| WIERZBICKI | RAFAL | Medical Oncologist | $163,033.90 | $540.94 |
| WILKINS | DAVID | Senior Medical Physicist | $108,076.13 | $340.59 |
| WINQUIST | ERIC | Medical Oncologist | $163,576.03 | $542.13 |
| WOLCH | GARY | General Practitioner in Oncology | $136,053.98 | $414.94 |
| WONG | RAIMOND | Radiation Oncologist | $112,861.65 | $344.65 |
| WOO | MILTON | Senior Physicist | $128,576.21 | $396.45 |
| WRIGHT | JIM | Radiation Oncologist | $118,069.28 | $344.65 |
| WYMAN | DOUGLAS | Mgr, RT Technical Support | $126,183.78 | $390.95 |
| YAU | JONATHAN | Medical Oncologist/Director, Research | $193,367.50 | $540.94 |
| YEUNG | TAI | Senior Physicist | $125,078.99 | $356.00 |
| YOUNG | SCOTT | Medical Oncologist | $164,018.60 | $368.78 |
| YOUNG | VINCENT | Medical Oncologist | $162,653.90 | $541.58 |
| YOUSSEDF | YOUSSEF | Radiation Oncologist | $122,538.75 | $387.82 |
| YU | EDWARD | Radiation Oncologist | $108,281.46 | $337.62 |

# Agence des systèmes intelligents pour la santé

## Responsabilités de la direction concernant l'information financière

La direction et le conseil d'administration sont responsables de l'information présentée dans le rapport annuel, y compris les états financiers. La direction a produit les états financiers selon les principes comptables généralement reconnus, en y incorporant, lorsqu'il y avait lieu, des montants basés sur ses meilleures estimations et opinions.

L'Agence des systèmes intelligents pour la santé s'oblige au respect de la plus grande intégrité dans la conduite de ses activités. Soucieuse de préserver son actif et de garantir la fiabilité de son information financière, l'Agence a adopté de saines pratiques de gestion et maintient des systèmes d'information et des contrôles financiers internes de qualité. Ses pratiques et systèmes de gestion sont soumis à des vérifications internes.

Le conseil d'administration veille à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et de contrôles internes. Il a approuvé les états financiers après que son comité de vérification les ait passés en revue.

Les états financiers ont été soumis à PricewaterhouseCoopers LLP, les vérificateurs externes indépendants engagés par le conseil d'administration. La responsabilité des vérificateurs externes consiste à donner leur opinion sur la question de savoir si les états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Agence, conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Le rapport des vérificateurs énonce l'étendue de leur vérification des comptes et la portée de leur opinion.

Michael Connolly
Directeur général intérimaire
Agence des systèmes intelligents pour la santé

Ruth Hawkins
Directrice générale de l'administration
Agence des systèmes intelligents pour la santé

Le 2 mai 2003

**Rapport des vérificateurs**

**Au conseil d'administration**
**de l'Agence des systèmes intelligents pour la santé**

Nous avons vérifié l'état de la situation financière de l'**Agence des systèmes intelligents pour la santé** l' (« Agence ») au 17 janvier 2003 et au 31 mars 2003 et les états des résultats et du déficit et des flux de trésorerie de l'exercice du 17 janvier 2003, date du début des activités de l'Agence, au 31 mars 2003. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Agence. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probant à l'appui des montants et des autres éléments d'informations fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Agence au 17 janvier 2003 et au 31 mars 2003, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice du 17 janvier 2003 au 31 mars 2003, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pricewaterhousecoopers s.r.l.

**Les comptables agréés**

# Agence des systèmes intelligents pour la santé

Situation financière

| | 31 mars 2003<br>$ | 17 janvier 2003<br>$<br>(note 1) |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| **Actif à court terme** | | |
| Encaisse | 83 697 | - |
| Charges payées d'avance | 29 337 | - |
| | 113 034 | - |
| **Immobilisations** (note 4) | 19 169 972 | 13 956 423 |
| | 19 283 006 | 13 956 423 |
| **Passif** | | |
| **Passif à court terme** | | |
| Comptes créditeurs | 567 113 | - |
| Charges à payer | | |
| Frais de fonctionnement | 2 186 272 | - |
| Dépenses en immobilisations | 716 219 | - |
| | 3 469 604 | - |
| **Apports de capital reportés** (note 5) | 18 473 982 | 13 956 423 |
| | 21 943 586 | 13 956 423 |
| **Déficit** | (2 660 580) | - |
| | 19 283 006 | 13 956 423 |

**Approuvé par le conseil d'administration**

Membre du conseil d'administration

Membre du conseil d'administration

# Agence des systèmes intelligents pour la santé

Résultats et déficit

**Exercice du 17 janvier 2003 au 31 mars 2003**

| | $ |
|---|---|
| **Produits** | |
| Fonds reçus du gouvernement (note 3) | 9 758 326 |
| Amortissement des apports de capital reportés (note 5) | 1 151 738 |
| | 10 910 064 |
| **Charges** | |
| Activités liées à la technologie de l'information | |
| Production | 5 419 575 |
| Mise au point | 3 173 599 |
| Soutien à la clientèle | 1 374 030 |
| | 9 967 204 |
| Protection de la vie privée, sécurité et normes | 1 101 849 |
| Frais généraux et frais d'administration | 1 329 624 |
| Total des frais de fonctionnement | 12 398 677 |
| Amortissement | 1 171 967 |
| | 13 570 644 |
| **Excédent des charges sur les produits de l'exercice** | (2 660 580) |
| **Solde au début de l'exercice** | - |
| **Déficit à la fin de l'exercice** | (2 660 580) |

# Agence des systèmes intelligents pour la santé

Flux de trésorerie

**Exercice du 17 janvier 2003 au 31 mars 2003**

| | $ |
|---|---|
| **Flux de trésorerie liés aux** | |
| **Activités de fonctionnement** | |
| Excédent des charges sur les produits de l'exercice | (2 660 580) |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | |
| Amortissement des apports de capital reportés | (1 151 738) |
| Amortissement | 1 171 967 |
| | (2 640 351) |
| Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement | |
| Charges payées d'avance | (29 337) |
| Comptes créditeurs | 567 113 |
| Charges à payer, fonctionnement | 2 186 272 |
| | 2 724 048 |
| | 83 697 |
| **Activités d'investissement** | |
| Nouvelles immobilisations | (5 669 297) |
| **Activités de financement** | |
| Apports reçus | 5 669 297 |
| **Augmentation nette de l'encaisse durant l'exercice** | 83 697 |
| **Encaisse au début de l'exercice** | - |
| **Encaisse à la fin de l'exercice** | 83 697 |

# Agence des systèmes intelligents pour la santé

Notes afférentes aux états financiers
**31 mars 2003**

## 1 Nature des activités

L'Agence des systèmes intelligents pour la santé ( l'«Agence ») est une personne morale sans capital-actions établie le 11 février 2002 en vertu du Règlement de l'Ontario 43/02 conformément à l'article 5 de la *Loi sur les sociétés de développement*. L'Agence est un organisme de services opérationnels, tel qu'il est défini dans les directives du Conseil de gestion du gouvernement. Aux termes du paragraphe 2(3) du Règl. de l'Ont. 43/02, l'Agence est, à toutes ses fins, un mandataire de Sa Majesté au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne* et elle exerce ses pouvoirs uniquement en cette qualité. Le paragraphe 6(1) du Règl. de l'Ont. 43/02 prévoit par ailleurs que le conseil d'administration de l'Agence est composé de membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Enfin, selon le paragraphe 7(1) du Règl. de l'Ont. 43/02, et sous réserve de toute directive donnée par le ministre de la Santé et des Soins de longue durée en vertu de l'article 8, le conseil d'administration de l'Agence en assure la gestion et la direction. Le lieutenant-gouverneur en conseil a nommé onze personnes au conseil d'administration de l'Agence.

Le conseil d'administration de l'Agence a adopté son premier règlement administratif le 16 janvier 2003. Conformément à ce règlement, l'Agence a cessé de fonctionner comme partie intégrante du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et commencé à fonctionner comme organisme sans lien de dépendance avec le ministère le 17 janvier 2003. En conséquence, les états financiers reflètent uniquement la période durant laquelle l'Agence a exercé ses activités comme organisme, soit du 17 janvier 2003 au 31 mars 2003.

L'Agence établit ses états financiers suivant les principes comptables généralement reconnus du Canada, et non plus suivant la méthode de la comptabilité de caisse, tel qu'elle le faisait lorsqu'elle fonctionnait comme partie intégrante du ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Par conséquent, l'Agence a comptabilisé dans l'état de la situation financière un passif à court terme entraînant un fonds de roulement déficitaire de 3 356 570 $ qui sera couvert par son financement pour l'exercice 2003-2004.

Le gouvernement de l'Ontario assume la totalité du financement de l'Agence par l'intermédiaire du ministère de la Santé et des Soins de longue durée. En tant qu'organisme de ce ministère, l'Agence est exemptée de l'impôt sur le revenu. Au moment de la rédaction des présentes, l'Agence était en attente de son exemption de la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale; dans l'intervalle, elle a reçu la permission du ministère d'utiliser son numéro d'exemption de la TPS.

L'Agence fournit, à l'échelle de l'Ontario, l'infrastructure sécuritaire et intégrée nécessaire à la communication électronique entre les fournisseurs de soins de santé de la province, appuyant ainsi les initiatives de cybersanté du gouvernement provincial. L'Agence attache la plus haute importance à la protection des renseignements personnels sur la santé des Ontariennes et des Ontariens. Les services de protection de la vie privée et autres services de sécurité fournis par l'Agence renforcent les services d'infrastructure de réseau prévus pour préserver la confidentialité des renseignements personnels dont elle est dépositaire. Enfin, l'Agence s'efforce de forger un consensus au sein du milieu ontarien des soins de santé quant aux normes applicables en matière de technologie et de gestion des données.

# Agence des systèmes intelligents pour la santé

Notes afférentes aux états financiers
**31 mars 2003**

## 2 Principales conventions comptables

### Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les paragraphes ci-après résument les conventions comptables considérées d'une importance particulière.

### Constatation des produits

L'Agence applique la méthode du report des apports. Autrement dit, les apports d'éléments d'actif sont reportés, puis constatés dans les produits de l'exercice au cours duquel l'amortissement est pris en compte. Les paiements de transfert du gouvernement de l'Ontario qui sont affectés à l'achat d'immobilisations sont reportés l'exercice où ils sont reçus et constatés dans les produits de l'exercice au cours duquel l'amortissement de l'immobilisation en cause est pris en compte. Le solde est constaté dans les produits soit au moment où les apports sont reçus, soit au moment où ils sont à recevoir, si le montant à recevoir peut être évalué de façon raisonnable et si sa perception peut être raisonnablement assurée.

### Constatation des charges

Les charges sont constatées au moment où elles sont engagées, selon la méthode de la comptabilité d'exercice, au cours de la période à laquelle elles se rapportent.

### Catégories de charges

Les charges liées à la technologie de l'information se rapportent aux activités suivantes :

- la production, qui inclut principalement des activités liées au réseau, au centre de données, au centre d'information et au bureau du directeur général du projet d'infrastructure;
- la mise au point, qui inclut principalement la mise en place de l'infrastructure de messagerie sécurisée et de clef publique, de même que les travaux préliminaires concernant la création de dossiers médicaux d'urgence facultatifs;
- le soutien à la clientèle, qui inclut les services à la clientèle, l'architecture client et le bureau de la direction de projet.

Les charges liées à la protection de la vie privée, à la sécurité et aux normes comprennent des coûts liés à la mise en place et au maintien d'un niveau élevé de sécurité de l'information et de protection de la vie privée, de même qu'à l'établissement d'un consensus au sein de la communauté ontarienne des soins de santé sur les normes en matière de techniques de gestion des données.

Les frais généraux et frais d'administration comprennent les frais liés au conseil d'administration, au bureau du directeur général, aux services généraux, aux ressources humaines et aux communications,

# Agence des systèmes intelligents pour la santé

Notes afférentes aux états financiers
**31 mars 2003**

exception faite des frais de location et des frais juridiques, qui ont été affectés à d'autres catégories de charges en fonction de la superficie occupée et des services juridiques utilisés.

**Immobilisations**

Le 17 janvier 2003, le ministère de la Santé et des Soins de longue durée a transféré à l'Agence l'ensemble des biens acquis pour le compte de celle-ci alors qu'elle faisait partie intégrante du ministère. Ce transfert a eu lieu sans contrepartie monétaire. Les biens ont été comptabilisés à leur valeur comptable nette de 13 956 423 $, comme si la politique du ministère consistait à les capitaliser et à les amortir à la date du transfert. Un apport correspondant de capital a été comptabilisé à la date du transfert (notes 4 et 5).

Les immobilisations sont inscrites au coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, la moitié seulement de sa valeur étant constatée à l'égard de l'exercice durant lequel un bien a été acheté, sur la durée d'utilisation prévue du bien en question, à savoir :

| | |
|---|---|
| Matériel informatique | 3 ans |
| Logiciel informatique | 3 ans |
| Mobilier et matériel de bureau | 5 ans |

**Utilisation d'estimations**

L'établissement d'états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et élabore des hypothèses ayant une incidence sur les montants de l'actif et du passif déclarés à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges déclarés au cours de l'exercice. Les résultats réels peuvent s'avérer différents de ces estimations.

## 3 Fonds reçus du gouvernement

Conformément aux exigences énoncées dans la directive applicable du Conseil de gestion du gouvernement, l'Agence et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée ont signé un protocole d'entente. Ce protocole décrit les relations opérationnelles, administratives, financières et autres entre le ministère et l'Agence. L'exercice de l'Agence coïncide avec celui du gouvernement de l'Ontario.

# Agence des systèmes intelligents pour la santé

Notes afférentes aux états financiers
**31 mars 2003**

Depuis son établissement le 17 janvier 2003, l'Agence a reçu du ministère un financement de 15 427 623 $, réparti comme suit :

| | $ |
|---|---|
| Paiements directs à des tiers pour le compte de l'Agence | 3 107 623 |
| Apport en espèces | 12 320 000 |
| | 15 427 623 |
| Montants requis comme apports de capital reportés (note 5) | (5 669 297) |
| Financement constaté à l'état des résultats | 9 758 326 |

## 4 Immobilisations

| | | | 31 mars 2003 | 17 janvier 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût $ | Amortissement cumulé $ | Montant net $ | Montant net $ |
| Matériel informatique | 13 229 751 | 777 228 | 12 452 523 | 9 154 412 |
| Logiciel informatique | 6 262 994 | 366 316 | 5 896 678 | 4 286 900 |
| Mobilier et matériel de bureau | 849 194 | 28 423 | 820 771 | 515 111 |
| | 20 341 939 | 1 171 967 | 19 169 972 | 13 956 423 |

L'amortissement pour l'exercice écoulé inclut l'amortissement des immobilisations constaté par régularisation à la fin de l'exercice d'un montant de 716 219 $. L'amortissement de ces immobilisations constaté par régularisation s'élevait à 20 229 $, soit la différence entre le montant de l'amortissement des apports de capital reportés et celui de l'amortissement des immobilisations constaté à l'état des résultats.

## 5 Apports de capital reportés

Les apports de capital reportés représentent les biens transférés à l'Agence par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée le 17 janvier 2003, de même que les apports ultérieurs reçus pour l'achat d'immobilisations. Ces apports sont comptabilisés comme recettes aux mêmes conditions que l'amortissement du bien correspondant.

| | $ |
|---|---|
| Solde d'ouverture le 17 janvier 2003 | 13 956 423 |
| Apports reçus | 5 669 297 |
| Amortissement | (1 151 738) |
| Solde de clôture | 18 473 982 |

# Agence des systèmes intelligents pour la santé

Notes afférentes aux états financiers
**31 mars 2003**

Les apports reçus représentent les fonds affectés à l'achat et au paiement d'immobilisations durant l'exercice courant. Les apports destinés à l'achat d'immobilisations à recevoir pour l'exercice, mais non reçus avant l'exercice suivant, seront comptabilisés au cours du prochain exercice.

## 6 Engagements contractuels

L'Agence a pris des engagements contractuels visant la mise sur pied et le déploiement de services d'infrastructure à l'appui de la vision et de la stratégie du gouvernement de l'Ontario concernant ses initiatives de cybersanté. Ces engagements portent sur la mise au point d'une infrastructure de messagerie sécurisée, la mise sur pied de centres de données protégées, de même que la création et la gestion d'une infrastructure de clef publique. Les paiements requis aux termes de ces engagements sont les suivants :

| | $ |
|---|---|
| 2004 | 25 229 810 |
| 2005 | 22 539 707 |
| 2006 | 16 331 665 |
| 2007 | 5 100 653 |
| 2008 | 4 140 043 |
| Par la suite | 9 704 173 |

## 7 Engagements en vertu de contrats de location-exploitation

### a) Bureaux

La Société immobilière de l'Ontario détient trois baux sur les bureaux qu'occupe l'Agence. L'Agence est entièrement responsable des paiements en vertu de ces contrats de location-exploitation. Les paiements requis jusqu'à la date d'expiration des baux sont les suivants :

| | $ |
|---|---|
| 2004 | 858 571 |
| 2005 | 604 208 |
| 2006 | 604 208 |
| 2007 | 190 702 |

L'Agence compte renouveler ces baux à mesure qu'ils expireront. L'un de ces baux arrive à expiration le 31 janvier 2004 et les deux autres expirent en 2006. Il n'est tenu compte, dans le tableau ci-dessus, d'aucune période de renouvellement.

# Agence des systèmes intelligents pour la santé

Notes afférentes aux états financiers
**31 mars 2003**

**b) Ordinateurs et autre technologie de bureau**

L'Agence loue ses ordinateurs de bureau et autre technologie connexe par l'intermédiaire d'un fournisseur attitré du gouvernement de l'Ontario. Ses obligations de paiement en vertu du contrat de location existant se chiffrent comme suit :

| | $ |
|---|---|
| 2004 | 545 419 |
| 2005 | 156 864 |
| 2006 | 12 940 |

Le contrat de ce fournisseur attitré expire le 31 janvier 2004. L'Agence étudie présentement les différentes solutions envisageables pour continuer de louer les ordinateurs et toute autre technologie de bureau nécessaires à ses activités.

## 8 Éventualités

Le paragraphe 2(3) du Règl. de l'Ont. 43/02, en vertu duquel l'Agence est établie, prévoit que l'Agence est, à toutes ses fins, un mandataire de Sa Majesté au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne* et elle exerce ses pouvoirs uniquement en cette qualité. L'article 17 du Règl. de l'Ont. 43/02 prévoit par ailleurs ce qui suit :

17(1) Nul employé ou mandataire de l'agence et nul administrateur nommé en vertu du paragraphe 13(1) n'est personnellement responsable d'un acte accompli ou d'une omission commise de bonne foi dans l'exercice ou le prétendu exercice des pouvoirs ou des responsabilités que lui confère ou lui impose le présent règlement.

17(2) Sous réserve des devoirs, obligations et responsabilités que lui impose la loi, nul membre ni dirigeant de l'agence n'est personnellement responsable d'un acte accompli ou d'une omission commise de bonne foi dans l'exercice ou le prétendu exercice des pouvoirs ou des responsabilités que lui confère ou lui impose le présent règlement.

Office of the
Provincial Auditor
of Ontario

Bureau du
vérificateur provincial
de l'Ontario

Box 105, 15th Floor, 20 Dundas Street West, Toronto, Ontario M5G 2C2
B.P. 105, 15e étage, 20, rue Dundas ouest, Toronto (Ontario) M5G 2C2
(416) 327-2381 Fax: (416) 327-9862

# AGRICORP

***Rapport du vérificateur***

À AgriCorp
et au ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

J'ai vérifié le bilan d'AgriCorp au 31 mars 2003, l'état des résultats de fonctionnement et le solde des fonds, ainsi que les flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 mars 2003, ainsi que des résultats de son fonctionnement et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Toronto (Ontario)
Le 6 juin 2003

J.R. McCarter, CA
Le vérificateur provincial adjoint

# AGRICORP

## Bilan
au 31 mars 2003

| | 2003 (milliers $) | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Encaisse | 1 723 $ | 3 294 $ |
| Comptes débiteurs (Note 4) | 24 782 | 52 092 |
| Fonds administrés (Note 5) | 12 461 | 13 472 |
| Investissement (Note 6) | 150 307 | 202 527 |
| Sommes dues par le ministre des Finances (Note 7) | 96 418 | 141 099 |
| Immobilisations (Note 8) | 1 102 | 987 |
| | 286 793 $ | 413 471 $ |
| **Passif et soldes des fonds** | | |
| **Passif** | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer | 1 554 $ | 4 398 $ |
| Primes et recettes non acquises (Note 9) | 20 804 | 11 347 |
| Provision pour indemnités non payées | 13 021 | 65 542 |
| Fonds administrés créditeurs (Note 5) | 12 461 | 13 472 |
| | 47 840 $ | 94 759 $ |
| **Soldes des fonds (Notes 1 et 13)** | | |
| Fonds d'administration générale | 6 067 $ | 4 213 $ |
| Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario | 140 731 | 192 564 |
| Programme d'assurance du revenu de marché | 92 155 | 121 935 |
| | 238 953 $ | 318 712 $ |
| | 286 793 $ | 413 471 $ |

*Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.*

Au nom du conseil d'administration :

Le président du conseil d'administration

Le chef de la direction générale

# AGRICORP

## État des résultats de fonctionnement et solde des fonds

### Fonds d'administration générale

**pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003**

| | 2003<br>*(milliers $)* | 2002<br>*(milliers $)* |
|---|---|---|
| **Recettes** | | |
| Fonds de fonctionnement (Note 10) | 10 510 $ | 9 366 $ |
| Ventes, conseils et autres services | 6 497 | 4 124 |
| Intérêts créditeurs | 59 | 151 |
| Frais reçus d'expertise en réassurance (Note 11) | — | 1 905 |
| | 17 066 $ | 15 546 $ |
| **Dépenses** | | |
| Dépenses générales, administratives et de commercialisation | 14 580 $ | 12 288 $ |
| Dépréciation | 632 | 571 |
| | 15 212 $ | 12 859 $ |
| **Excédent des recettes par rapport aux dépenses** | 1 854 $ | 2 687 $ |
| **Solde, début de l'exercice** | 4 213 $ | 1 526 $ |
| **Solde, fin de l'exercice** | 6 067 $ | 4 213 $ |

*Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.*

# AGRICORP

## État des résultats de fonctionnement et solde des fonds
## Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario
**pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003**

| | 2003<br>*(milliers $)* | 2002<br>*(milliers $)* |
|---|---|---|
| **Recettes** | | |
| Primes des producteurs assurés | 48 823 $ | 35 214 $ |
| Financement des primes – Ontario et Canada (Note 3) | 48 823 | 35 214 |
| Revenu des intérêts et des placements | 10 929 | 18 444 |
| Réassurance reçue (Note 11) | 39 | 71 752 |
| Rentrées sur créances radiées | 41 | 130 |
| | 108 655 $ | 160 754 $ |
| **Dépenses** | | |
| Indemnités (Note 12) | 143 447 $ | 261 276 $ |
| Réassurance (Note 11) | 17 041 | 7 679 |
| | 160 488 $ | 268 955 $ |
| **Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses** | (51 833)$ | (108 201)$ |
| **Solde des fonds, début de l'exercice** | 192 564 $ | 300 765 $ |
| **Solde des fonds, fin de l'exercice** | 140 731 $ | 192 564 $ |

*Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.*

# AGRICORP

## État des résultats de fonctionnement et solde des fonds
## Programme d'assurance du revenu de marché
**pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003**

| | 2003<br>*(milliers $)* | 2002<br>*(milliers $)* |
|---|---|---|
| **Recettes** | | |
| Financement des primes – Ontario et Canada (Note 3) | 14 579 $ | 45 047 $ |
| Intérêts créditeurs | 3 089 | 5 726 |
| | 17 668 $ | 50 773 $ |
| **Dépenses** | | |
| Indemnités (Note 12) | 47 448 $ | 61 282 $ |
| **Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses** | (29 780) | (10 509) |
| **Solde des fonds, début de l'exercice** | 121 935 $ | 132 444 $ |
| **Solde des fonds, fin de l'exercice** | 92 155 $ | 121 935 $ |

*Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.*

# AGRICORP

## Flux de trésorerie
**pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003**

| | 2003 (milliers $) | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| **Mouvements d'encaisse des activités d'exploitation** | | |
| Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses | | |
| • Fonds d'administration générale | 1 854 $ | 2 687 $ |
| • Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario | (51 833) | (108 201) |
| • Programme d'assurance du revenu de marché | (29 780) | (10 509) |
| Rajustements effectués pour rapprocher les résultats nets et les fonds fournis par les activités d'exploitation | | |
| • Dépréciation | 632 | 571 |
| • Variation nette du fonds de roulement | 26 083 $ | 24 496 $ |
| Mouvements d'encaisse des activités d'exploitation | (53 044)$ | (90 956)$ |
| Mouvements d'encaisse des activités d'investissement | | |
| Achats d'immobilisations | (747) | (846) |
| Diminution des placements | 52 220 $ | 91 473 $ |
| Mouvements d'encaisse des activités d'investissement | 51 473 $ | 90 627 $ |
| Augmentation (réduction) nette de l'encaisse | (1 571) | (329) |
| Encaisse au début de l'exercice | 3 294 $ | 3 623 $ |
| Encaisse à la fin de l'exercice | 1 723 $ | 3 294 $ |

*Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.*

# AGRICORP

## Notes afférentes aux états financiers. Le 31 mars 2003

### 1. NATURE DES ACTIVITÉS

La Loi de 1996 sur AgriCorp a permis de créer officiellement AgriCorp en tant qu'organisme de la Couronne le 1er janvier 1997. La société a été créée sans capital social. Son mandat est de concevoir et de fournir des programmes de sécurité agricole et des produits et services liés à l'alimentation aux secteurs ruraux, de l'alimentation et des exploitations agricoles de l'Ontario. Les programmes de sécurité actuels comprennent la Caisse d'assurance-récolte et le Programme d'assurance du revenu de marché.

La Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario a été créée en 1966 et fonctionne actuellement en vertu de la Loi de 1996 sur l'assurance-récolte (Ontario). Le programme offre aux producteurs agricoles une protection contre les réductions de production causées par les catastrophes naturelles pour toutes les cultures majeures produites en Ontario.

Le Programme d'assurance du revenu de marché a été créé dans le cadre d'une entente provisoire relative au Régime d'assurance-revenu brut (RARB) conclue entre le gouvernement du Canada et les provinces et est entré en vigueur le 1er avril 1991. Ce programme protège les exploitants agricoles contre les réductions de revenu causées par des baisses des prix de certaines cultures agricoles.

En janvier 2001, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario a confié à

AgriCorp l'administration du Programme d'inscription des entreprises agricoles en vertu de la Loi de 1993 sur l'inscription des entreprises agricoles et le financement des organismes agricoles. En vertu d'un accord conclu avec le ministère, les obligations d'AgriCorp comprennent principalement l'inscription des entreprises agricoles, la collecte des droits d'inscription et, déduction faite d'une redevance administrative, le transfert des droits nets aux organismes agricoles généraux accrédités de l'Ontario.

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

**(a) Méthode de comptabilité**

Les états financiers de la société ont été préparés selon les conventions comptables généralement acceptées et prescrites par l'Institut canadien des comptables agréés.

**(b) Immobilisations**

Les immobilisations sont déclarées à leur coût, moins l'amortissement accumulé. La dépréciation est déterminée selon la méthode de l'amortissement linéaire appliquée à la durée de vie utile estimée des immobilisations mentionnées ci-dessous.

| | |
|---|---|
| Mobilier et agencements | 4 ans |
| Véhicules | 4 ans |
| Machines et équipement | 4 ans |
| Matériel informatique | 3 ans |
| Logiciels informatiques | 2 ans |
| Améliorations locatives | reste de la durée de location |

**(c) Régime de retraite**

Les employés à plein temps participent à un régime de retraite à prestations déterminées avec participation obligatoire administré par une tierce partie. La société participe pour le même montant que les employés. Le coût des prestations de

# AGRICORP

## Notes afférentes aux états financiers. Le 31 mars 2003

retraite pour le régime de retraite à prestations déterminées est calculé par un actuaire indépendant selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et des meilleures estimations des gestionnaires. L'actif du régime de retraite est évalué en fonction des justes valeurs marchandes actuelles et les redressements sont amortis linéairement par rapport à la moyenne actuarielle des années de service restantes du groupe d'employés.

**(d) Placements**

Les intérêts créditeurs, les gains et les pertes sur la disposition de biens, l'amortissement des primes et des taux d'escompte ainsi que les réductions de valeur sur le marché sont déclarés en revenus de placement. Les mouvements d'encaisse du Programme d'assurance du revenu de marché, de la Caisse d'assurance-récolte et du Fonds d'administration générale et les placements sont séparés pour éviter la nécessité de répartir les revenus de placement. Les placements à court terme sont faits principalement pour obtenir des liquidités et sont limités à une durée de moins d'un an. Les placements à court terme sont déclarés au coût, ce qui correspond approximativement à la valeur du marché. Les placements à long terme sont déclarés au coût après déduction des primes accumulées et des taux d'escompte amortis sur la durée de placement jusqu'à la date d'échéance.

**(e) Provision pour indemnités non payées**

La provision pour indemnités non payées représente les meilleures estimations des gestionnaires pour les sommes à verser. Certaines variables relatives aux prix des marchandises prises en compte pour le calcul des paiements effectués en vertu du Programme d'assurance du revenu de marché ne peuvent être arrêtées définitivement avant la fin de l'année civile 2003. Certaines demandes d'indemnités de l'assurance-récolte sont demeurées non réglées à la fin de l'exercice et sont calculées soit à partir des montants des règlements, soit à partir d'estimations des gestionnaires.

**(f) Comptabilisation des produits**

Les primes reçues pendant l'exercice sont reportées pour les cultures qui seront récoltées apres la fin de l'exercice.

## 3. ENTENTES DE PARTAGE DES COÛTS ENTRE LE CANADA ET L'ONTARIO

**(a) Assurance-récolte**

L'accord actuel d'assurance-récolte Canada-Ontario est entré en vigueur le 1er avril 1997 et ne comporte pas de date d'échéance précise. Chaque partie peut y mettre fin avec un préavis de deux exercices financiers. Selon les conditions de l'accord, la province et le gouvernement fédéral partagent à parts égales le coût de 50 pour cent des primes, les producteurs payant les 50 pour cent restants. Les deux paliers de gouvernement partagent à parts égales les frais de commercialisation, les frais généraux et les dépenses administratives.

**(b) Revenu de marché**

En mars 2002, les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont prolongé l'accord d'assurance du revenu de marché pour y inclure les campagnes agricoles de 2001 et 2002. Selon les conditions de l'accord, le gouvernement fédéral doit verser 10 millions de dollars au Programme d'assurance du revenu de marché le 1er novembre de chaque année selon la disponibilité des fonds. Le Canada versera également des sommes pour chaque exercice financier en fonction de la disponibilité des fonds consacrés à ce programme. La contribution de l'Ontario au programme est calculée en fonction des fonds résiduels disponibles après déduction des contributions faites aux autres programmes du montant total affecté chaque année au soutien du système de sécurité agricole. La province et le gouvernement fédéral partagent à parts égales les frais de commercialisation, les frais généraux et les dépenses administratives.

# AGRICORP

## Notes afférentes aux états financiers. Le 31 mars 2003

### 4. COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont les suivants :

| | 2003 (milliers $) | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| Financement du gouvernement | 17 980 $ | 48 562 $ |
| Intérêts courus | 6 | 9 |
| Primes des producteurs, montant net | 6 021 | 2 786 |
| Opérations commerciales | 775 $ | 735 $ |
| | 24 782 $ | 52 092 $ |

### 5. FONDS ADMINISTRÉS

La société assure des services d'émission de chèques et de gestion de trésorerie à l'égard de programmes agricoles fonctionnant dans le cadre des divers accords conclus avec le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario. Les fonds requis pour assurer les paiements de ces programmes sont fournis par l'Ontario et le Canada.

| | 2003 (milliers $) | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| **Fonds administrés** | | |
| Placements à court terme | 10 452 $ | 2 396 $ |
| Encaisse (paiements en souffrance) | 1 954 | 11 076 |
| Autres | 55 $ | — $ |
| | 12 461 $ | 13 472 $ |
| **Fonds administrés créditeurs** | | |
| Programme de secours global aux exploitations agricoles de l'Ontario | 3 021 $ | 2 446 $ |
| Programme ontarien de protection du revenu agricole en cas de catastrophe | 8 863 | 4 503 |
| Paiement relatif à la stabilisation du revenu des producteurs de céréales du Canada | 20 | 6 282 |
| Programme ontarien d'inscription des entreprises agricoles | 169 | 92 |
| Autres | 388 $ | 149 $ |
| | 12 461 $ | 13 472 $ |

# AGRICORP

## Notes afférentes aux états financiers. Le 31 mars 2003

### 6. NVESTISSEMENT

Les lois limitent les placements de la société à des instruments de haute qualité et pouvant être encaissés très facilement, tels que des obligations fédérales et provinciales, des billets de dépôt émis par des établissements financiers nationaux et d'autres titres approuvés par le ministre des Finances.

**(a) Profil du portefeuille**

Les placements sont les suivants :

| | 2003 (millions $) | | 2002 (millions $) | |
|---|---|---|---|---|
| | *Valeur comptable* | *Juste valeur* | *Valeur comptable* | *Juste valeur* |
| **Court terme** | 19 535 $ | 19 473 $ | 33 627 $ | 33 722 $ |
| **Long terme** | | | | |
| Gouvernement du Canada | 20 382 $ | 20 928 $ | 20 706 $ | 20 721 $ |
| Gouvernement de l'Ontario | 25 708 | 26 813 | 32 391 | 32 837 |
| Autres gouvernements provinciaux | 28 825 | 29 577 | 34 199 | 33 826 |
| Services publics provinciaux | 45 713 | 47 214 | 47 198 | 46 843 |
| Autres institutions financières | 10 144 | 10 152 | 34 406 | 32 968 |
| Total des placements à long terme | 130 772 $ | 134 684 $ | 168 900 $ | 167 195 $ |
| Total des placements | 150 307 $ | 154 157 $ | 202 527 $ | 200 917 $ |

**(b) Risque des placements**

Les taux d'intérêt nominaux pour le portefeuille d'obligations à long terme varient de 5,0 pour cent à 10,25 pour cent, avec un rendement moyen pondéré de 5,81 pour cent. Les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir des répercussions considérables sur la valeur marchande du portefeuille d'obligations. Bien que les obligations sont généralement conservées jusqu'à l'échéance, cela pourrait entrainer des gains ou des pertes réalisés si les niveaux réels de demandes de prestations différaient de façon significative par rapport aux niveaux attendus et qu'une liquidation de l'actif s'avérait nécessaire pour répondre aux obligations de paiement. Au 31 mars 2003, une variation d'un pour cent des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence d'environ 4,6 millions de dollars sur la valeur marchande.

**(c) Échéances du portefeuille**

| | 2003 (millions $) | 2002 (millions $) |
|---|---|---|
| <1 an | 19 535 $ | 33 627 $ |
| 1-3 ans | 56 096 | 25 828 |
| 3-5 ans | 37 727 | 65 394 |
| >5 ans | 36 949 $ | 77 678 $ |
| Total | 150 307 $ | 202 527 $ |

# AGRICORP

## Notes afférentes aux états financiers. Le 31 mars 2003

### 7. SOMMES DUES PAR LE MINISTRE DES FINANCES

En vertu du décret 1546/91, un compte a été créé au Trésor pour recevoir les contributions du Canada et de l'Ontario au Programme d'assurance du revenu de marché. Les intérêts sont versés sur une base trimestrielle sur la valeur de clôture quotidienne moyenne du compte déterminée d'après le taux moyen d'escompte des bons du Trésor de la Banque du Canada. Ce compte sert à administrer le Programme et AgriCorp ne peut y avoir accès pour ses activités générales d'exploitation, de financement et d'investissement.

### 8. IMMOBILISATIONS

| | 31 mars 2003 | | | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | *Coût (milliers $)* | *Amortissement cumulé (milliers $)* | *Valeur comptable nette (milliers $)* | *Val. comptable nette (milliers $)* |
| Matériel informatique | 2 613 $ | 1 805 $ | 808 $ | 846 $ |
| Logiciels informatiques | 1 307 | 1 080 | 227 | 65 |
| Améliorations locatives | 153 | 119 | 34 | 9 |
| Machines et équipement | 122 | 91 | 31 | 61 |
| Véhicules | 36 | 36 | — | — |
| Mobilier et agencements | 18 $ | 16 $ | 2 $ | 6 $ |
| | 4 249 $ | 3 147 $ | 1 102 $ | 987 $ |

### 9. PRIMES ET RECETTES NON ACQUISES

Les primes non acquises représentent les primes payées à l'avance à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario pour le blé d'hiver (11,87 millions de dollars), le fourrage (3,07 millions de dollars) et d'autres cultures (4,72 millions de dollars). Ces cultures ne seront récoltées qu'après la fin de l'exercice, ce qui entraîne le report des primes. Les recettes non acquises (1,14 million de dollars) comprennent le Fonds de fonctionnement lié à la valeur non amortie des immobilisations.

### 10. FONDS DE FONCTIONNEMENT

Le Canada et l'Ontario se sont entendus pour partager de façon égale les coûts de l'administration de la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario et du Programme d'assurance du revenu de marché. La contribution fédérale ne doit pas être supérieure à celle de la province même si elle représente moins de 50 pour cent des frais engagés. Selon une estimation raisonnable de la charge de travail administrative, ces coûts sont imputés dans une proportion de 95 pour cent à la Caisse d'assurance-récolte et de 5 pour cent au Programme d'assurance du revenu de marché.

### 11. ACCORD DE RÉASSURANCE

La société gère un programme de réassurance avec un certain nombre de compagnies d'assurance. Ce programme fait en sorte que les compagnies de réassurance couvrent les pertes de l'assurance-récolte selon les seuils négociés. Les versements effectués par les compagnies de réassurance représentent des demandes de prestations soumises pour perte de récolte ainsi que des coûts d'expertise engagés par la société.

# AGRICORP

## Notes afférentes aux états financiers. Le 31 mars 2003

### 12. INDEMNITÉS

Les résultats d'exploitation de la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario pour l'exercice comprennent une sousprovision de 0,35 million de dollars pour des indemnités non payées au 31 mars 2002 (pour 2001, il y avait une sousprovision de 2,15 millions de dollars). En outre, ces résultats comprennent également une provision pour des indemnités non payées liées aux récoltes de la campagne agricole 2002 s'élevant à 1,02 million de dollars (1,3 million de dollars pour 2001).

Les résultats d'exploitation du Programme d'assurance du revenu de marché pour l'exercice comprennent une sousprovision de 35,45 millions de dollars pour des indemnités non payées au 31 mars 2002 (pour 2001, il y avait une surprovision de 2,9 millions de dollars). En outre, ces résultats d'exploitation comprennent également une provision pour des indemnités non payées liées aux récoltes de la campagne agricole 2002 s'élevant à 12 millions de dollars (64,2 millions de dollars pour 2001).

### 13. INFORMATION SECTORIELLE

| | Fonds d'admin générale | Caisse d'assur récolte | Assur. du revenu de marché | Total 2003 | Total 2002 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | (milliers $) | | |
| **Actif** | | | | | |
| Encaisse | 1 118 $ | 605 $ | — $ | 1 723 $ | 3 294 $ |
| Comptes débiteurs | 1 709 | 15 030 | 8 043 | 24 782 | 52 092 |
| Fonds administrés | 12 461 | — | — | 12 461 | 13 472 |
| Investissement | 4 436 | 145 871 | — | 150 307 | 202 527 |
| Sommes dues par le ministre des Finances | — | — | 96 418 | 96 418 | 141 099 |
| Immobilisations | 1 102 | — | — | 1 102 | 987 |
| Interfonds débiteurs (créditeurs) | 265 | — | (265) | — | — |
| | 21 091 $ | 161 506 $ | 104 196 $ | 286 793 $ | 413 471 $ |
| **Passif** | | | | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer | 1 426 $ | 87 $ | 41 $ | 1 554 $ | 4 398 $ |
| Primes et recettes non acquises | 1 137 | 19 667 | — | 20 804 | 11 347 |
| Provision pour indemnités non payées | — | 1 021 | 12 000 | 13 021 | 65 542 |
| Fonds administrés créditeurs | 12 461 $ | — $ | — $ | 12 461 $ | 13 472 $ |
| | 15 024 $ | 20 775 $ | 12 041 $ | 47 840 $ | 94 759 $ |
| **Solde des fonds** | 6 067 $ | 140 731 $ | 92 155 $ | 238 953 $ | 318 712 $ |

# AGRICORP

## Notes afférentes aux états financiers. Le 31 mars 2003

### 14. RÉGIME DE RETRAITE

La société a mis en place un régime de retraite à prestations déterminées avec participation obligatoire pour ses employés à plein temps. Ce régime est entré en vigueur le 1er janvier 1997. L'actif du régime est placé dans trois fonds équilibrés et un fonds d'actions mondiales.

| | 2003<br>(milliers $) | 2002<br>(milliers $) |
|---|---|---|
| Juste valeur de l'actif du régime – début de l'exercice | 2 312 $ | 1 873 $ |
| Cotisations de la société | 286 | 257 |
| Cotisations des employés | 286 | 257 |
| Paiement des prestations de retraite | (132) | (169) |
| Rendement de l'actif du régime | (289) $ | 94 $ |
| Juste valeur de l'actif du régime – fin de l'exercice | 2 463 $ | 2 312 $ |

D'après l'état financier préparé par l'actuaire du régime de retraite, la valeur actuelle des prestations acquises et la juste valeur de l'actif net disponible pour verser les prestations de retraite se répartissent comme suit :

| | 2003<br>(milliers $) | 2002<br>(milliers $) |
|---|---|---|
| Engagements au titre du régime de retraite | 3 119 $ | 2 447 $ |
| Juste valeur de l'actif du régime | 2 463 $ | 2 312 $ |
| Excédent (déficit) du régime de retraite | (656) $ | (135) $ |

Au cours de l'exercice, le régime est demeuré en déficit en raison du faible rendement des placements. Certaines hypothèses ont été émises en vue de déterminer les engagements au titre du régime de retraite. On estime que l'actif du régime rapporte 7,5 pour cent par an et que les augmentations de salaire s'élèvent à 5 pour cent par an et on a choisi une valeur de 7 pour cent comme taux d'escompte.

À ce jour, le passif du régime de retraite de la société se répartit comme suit :

| | 2003<br>(milliers $) | 2002<br>(milliers $) |
|---|---|---|
| Passif du régime de retraite – début de l'exercice | 54 $ | 33 $ |
| Dépenses du régime de retraite – de l'exercice | 317 | 278 |
| Cotisations de la société | (286) $ | (257) $ |
| Passif du régime de retraite – fin de l'exercice | 85 $ | 54 $ |

# AGRICORP

## Notes afférentes aux états financiers. Le 31 mars 2003

### 15. OPÉRATIONS ENTRE ENTITÉS APPARENTÉES

La société a signé plusieurs accords pour obtenir des services du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario. En vertu des conditions de ces accords, la société a versé la somme de 337 492 $ au ministère pendant la durée de l'exercice. Ces services, évalués à leur juste valeur marchande, comprennent des services de poste, de messagerie, de photocopie et des services juridiques. En outre, la société a versé la somme de 317 767 $ à la Société immobilière de l'Ontario pour la location des locaux de son siège social.

### 16. RÉMUNÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIVULGATION DES SALAIRES

La rémunération totale des membres du conseil d'administration était de 43 587 $ pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003 (47 470 $ pour 2002).

La Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public oblige la société à divulguer les noms des employés dont le traitement annuel est supérieur à 100 000 $. Pour l'année civile 2003, aucun salaire d'employé n'a dû être divulgué.

### 17. ENGAGEMENTS AUX TERMES DE CONTRATS DE LOCATION

La société s'est engagée aux termes d'un contrat de location-exploitation visant des locaux loués dont le loyer minimal à verser sera selon le calendrier suivant :

| | *(milliers $)* |
|---|---|
| 2004 | 357 $ |
| 2005 | 357 |
| 2006 | 357 $ |
| | 1 071 $ |

LEGAL AID ONTARIO
AIDE JURIDIQUE ONTARIO

**Responsabilité de la direction relativement à l'information financière**

Il revient à la direction et aux conseils d'administration de voir à la présentation des états financiers et de toute autre information dans le rapport annuel. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et, au besoin, contiennent des montants calculés à partir des évaluations faites par les membres de la direction.

Aide juridique Ontario s'engage à respecter les normes d'intégrité les plus élevées qui soient dans la presentation de ses services. La direction a établi et continue de maintenir des contrôles financiers, des systèmes d'information et des pratiques qui lui permettent d'offrir une assurance raisonnable de la fiabilité de l'information financière et de la protection des éléments d'actif.

Le conseil s'assure que la direction s'acquitte de sa responsabilité relative à l'information financière et au contrôle interne en mettant sur pied un Comité des finances et de la vérification. Les membres du conseil se réunissent tous les deux mois pour superviser les activités financières d'Aide juridique Ontario. Chaque année, le conseil passe en revue les états financiers et le rapport du vérificateur externe et les recommande au ministère du Procureur général.

Les états financiers ont été examinés par le vérificateur provincial, dont le mandat consiste à exprimer une opinion relativement à la présentation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Dans son rapport, le vérificateur décrit l'étendue de la vérification à laquelle il a procédé et de son opinion.

Angela Longo
Présidente-directrice générale

Michelle A. Séguin
Vice-présidente aux services généraux

Le 24 juin 2003

375 University Avenue, Suite 404, Toronto, ON M5G 2G1
Bureau 404, 375, avenue University, Toronto, ON M5G 2G1

Office of the
Provincial Auditor
of Ontario

Bureau du
vérificateur provincial
de l'Ontario

Box 105, 15th Floor, 20 Dundas Street West, Toronto, Ontario M5G 2C2
B.P. 105, 15e étage, 20, rue Dundas ouest, Toronto (Ontario) M5G 2C2
(416) 327-2381 Fax: (416) 327-9862

***Rapport du vérificateur***

À l'attention du procureur général de l'Ontario
et d'Aide juridique Ontario

J'ai vérifié le bilan d'Aide juridique Ontario, personne morale sans capital-actions, au 31 mars 2003 et les états des résultats d'exploitation et de l'excédent accumulé, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière d'Aide juridique Ontario au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Toronto (Ontario)
Le 23 mai 2003

J.R. McCarter, CA
Vérificateur provincial adjoint

## Aide juridique Ontario
## Bilan

| Le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Actif** | | |
| **Actif à court terme** | | |
| Encaisse et quasi-espèces (Note 2) | 6 520 $ | 1 468 $ |
| Encaisse et quasi-espèces – réserve pour éventualités diverses (Note 8) | 236 | 907 |
| Comptes débiteurs (moins provisions pour créances douteuses) | 20 216 | 29 639 |
| Charges payées d'avance | 1 161 | 513 |
| Placements à court terme (Note 3) | 3 197 | 4 225 |
| Placements à court terme - réserve pour éventualités diverses (Notes 3 et 8) | 2 076 | 2 711 |
| | 33 406 | 39 463 |
| **Placements à long terme** (Note 3) | 38 494 | 42 464 |
| **Placements à long terme – réserve pour éventualités diverses** (Notes 3 et 8) | 24 985 | 29 614 |
| **Immobilisations** (Note 4) | 8 945 | 7 391 |
| | 105 830 $ | 118 932 $ |
| **Passif et actif net** | | |
| **Actif à court terme** | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer (Note 5) | 58 637 $ | 61 141 $ |
| **Contributions différées** (Note 6) | 4 789 | 5 930 |
| | 63 426 | 67 071 |
| **Actif net** | | |
| Excédent accumulé (Note 1(c)) | 10 755 | 18 511 |
| Placements en immobilisations (Note 7) | 4 156 | 1 461 |
| Réserve pour éventualités diverses (Notes 3 et 8) | 27 493 | 31 889 |
| | 42 404 | 51 861 |
| | 105 830 $ | 118 932 $ |

Au nom du conseil d'administration :

CHAIR

Administrateur

... conventions comptables font partie intégrante des états financiers.

## Aide juridique Ontario
## État des résultats d'exploitation et de l'excédent accumulé

| Pour l'exercice terminé le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Revenus** | | |
| Province de l'Ontario (Note 1(a)) | 244 966 $ | 246 695 $ |
| Fondation du droit de l'Ontario | 17 678 | 19 944 |
| Contributions de la clientèle | 13 327 | 14 234 |
| Jugements, dépens et règlements | 1 095 | 768 |
| Placements et autre revenus | 5 181 | 6 676 |
| | 282 247 | 288 317 |
| **Charges** | | |
| Services juridiques | | |
| Certificats d'aide juridique | | |
| Droit criminel | 80 960 | 83 033 |
| Droit de la famille | 41 434 | 44 019 |
| Immigration et réfugiés | 16 434 | 16 862 |
| Autres domaines de droit civil | 5 333 | 5 552 |
| Conférences de règlement | 191 | 177 |
| | 144 352 | 149 643 |
| Bureaux régionaux | 23 705 | 27 028 |
| Bureaux du droit de la famille | 1 892 | - |
| Bureau du droit de l'immigration | 653 | 681 |
| | 170 602 | 177 352 |
| Avocats de service | | |
| Honoraires et débours des avocats de service | 28 754 | 25 536 |
| Services élargis | 542 | - |
| | 29 296 | 25 536 |
| Cliniques juridiques et services spéciaux | | |
| Services offerts dans les domaines de pratiques des cliniques (Note 9) | 57 482 | 52 749 |
| Attribution à Nishnawbe-Aski | 1 524 | 1 577 |
| Sociétés étudiantes d'aide juridique | 2 617 | 2 610 |
| | 61 623 | 56 936 |
| Programmes de déjudiciarisation | | |
| Projets-pilotes | 311 | 2 794 |
| Autres | 1 088 | 908 |
| | 1 399 | 3 702 |

Les notes et le sommaire des principales conventions comptables font partie intégrante des états financiers.

## Aide juridique Ontario
## État des résultats d'exploitation et de l'excédent accumulé (suite)

| **Pour l'exercice terminé le 31 mars** | **2003** | 2002 |
|---|---|---|
| | **(en milliers de dollars)** | |
| **Charges (suite)** | | |
| Soutien aux fournisseurs de services | | |
| Service de recherche | **2 132 $** | 2 010 $ |
| Administration | | |
| Bureau provincial | **20 327** | 19 577 |
| Restructuration des activités et autres projets | **2 505** | 4 276 |
| Amortissement de l'exercice | **3 820** | 4 128 |
| | **26 652** | 27 981 |
| | **291 704** | 293 517 |
| **Insuffisance des revenus sur les charges de l'exercice** | **(9 457)** | (5 200) |
| **Excédent accumulé**, début de l'exercice | **18 511** | 22 210 |
| **Placements en immobilisations** | **(2 695)** | 1 501 |
| **Transfert de la réserve pour éventualités diverses à l'excédent accumulé** (Note 8) | **4 396** | - |
| **Excédent accumulé**, fin de l'exercice | **10 755 $** | 18 511 $ |

Les notes et le sommaire des principales conventions comptables font partie intégrante des états financiers.

## Aide juridique Ontario
## Évolution de la situation financière

| Pour l'exercice terminé le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Encaisse provenant de (utilisée pour)** | | |
| **Activités d'exploitation** | | |
| Insuffisance des revenus sur les charges de l'exercice | (9 457) $ | (5 200) $ |
| Rajustements pour rapprocher l'insuffisance des revenus sur les charges des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation | | |
| Amortissement | 3 820 | 4 128 |
| Amortissement de la prime d'émission | 432 | - |
| Amortissement des contributions différées | (3 114) | (3 429) |
| Réalisation des contributions différées | (2 470) | (5 166) |
| Réduction de valeur des placements à court terme | 82 | - |
| Profits sur la vente de placements | (202) | (422) |
| Pertes sur la vente d'immobilisations | - | 115 |
| Transfert d'immobilisations aux cliniques communautaires | 306 | 1 239 |
| Changements aux bilans des fonds de roulement autres que les disponibilités | | |
| Comptes débiteurs | 9 423 | (16 750) |
| Charges payées d'avance | (647) | 108 |
| Comptes créditeurs et charges à payer | (2 504) | 9 107 |
| Intérêts courus sur les placements à long terme | 123 | 407 |
| Contributions différées | 4 443 | 3 742 |
| | 235 | (12 121) |
| **Activités d'investissement** | | |
| Acquisition d'immobilisations | (5 680) | (3 048) |
| Achat de placements | (47 471) | (213 528) |
| Rachat de placements | 57 297 | 231 659 |
| | 4 146 | 15 083 |
| **Augmentation nette de l'encaisse et des quasi-espèces pendant l'exercice** | 4 381 | 2 962 |
| **Encaisse et quasi-espèces (dette bancaire),** début de l'exercice | 2 375 | (587) |
| **Encaisse et quasi-espèces,** fin de l'exercice | 6 756 $ | 2 375 $ |
| **Représenté par** | | |
| Encaisse et quasi-espèces | 6 520 $ | 1 468 $ |
| Encaisse et quasi-espèces – réserve pour éventualités diverses | 236 | 907 |
| | 6 756 $ | 2 375 $ |

Les notes et le sommaire des principales conventions comptables font partie intégrante des états financiers.

# Aide juridique Ontario
# Sommaire des principales conventions comptables

**Le 31 mars 2003**

**Nature des activités**

Le 18 décembre 1998, l'Assemblée législative de l'Ontario a adopté la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*, qui créait Aide juridique Ontario (la « Société ») en tant que personne morale sans capital-actions en vertu des lois de l'Ontario. La Société a commencé ses activités le 1er avril 1999 et est exonérée d'impôt en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

La *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique* donne à Aide juridique Ontario le mandat suivant :

- Faciliter l'accès à la justice, partout en Ontario, pour les particuliers à faible revenu en leur fournissant des services d'aide juridique de haute qualité;
- Encourager et favoriser la souplesse et l'innovation dans la prestation des services d'aide juridique;
- Reconnaître les divers besoins d'aide juridique des particuliers à faible revenu et des collectivités défavorisées;
- Exercer ses activités tout en rendant compte de l'utilisation des fonds publics.

Les activités de la Société sont régies et gérées par un conseil d'administration composé de 11 membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Bien que la Société administre ses activités indépendamment de la province de l'Ontario et du Barreau du Haut-Canada, elle doit rendre compte de l'utilisation qu'elle fait des fonds publics et de la prestation de services d'aide juridique qui répond aux besoins des particuliers à faible revenu et qui est efficace et efficiente par rapport aux coûts.

**Méthode comptable**

La Société se conforme à la méthode du report du crédit d'impôt aux contributions.

L'excédent accumulé est l'excédent des contributions sur les charges relatives aux activités administratives et de prestation des programmes de la Société.

La réserve pour éventualités diverses a été établie conformément au paragraphe 66 (4) de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*, afin de fournir du financement pour les activités sur approbation du procureur général. Aux termes du Règlement de l'Ontario n° 107/99 pris en application de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*, La Société doit maintenir une réserve pour éventualités diverses d'un minimum de 20 millions de dollars.

Les états financiers ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Canada.

## Aide juridique Ontario
## Sommaire des principales conventions comptables

**Le 31 mars 2003**

**Constatation des revenus**

Les contributions assujetties à des restrictions sont comptabilisées comme des revenus dans l'exercice au cours duquel les charges sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés comme des revenus si le montant à recevoir peut être estimé de façon raisonnable et si le recouvrement est assuré de façon raisonnable.

**Constatation des charges**

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les coûts du programme des certificats comprennent les sommes que les avocats et avocates ont facturées à la Société ainsi que le montant estimatif pour le travail exécuté par les avocats et les avocates et non facturé.

**Encaisse et quasi-espèces**

L'encaisse et les quasi-espèces sont constituées de l'encaisse disponible, des soldes bancaires et d'investissements très liquides dont l'échéance initiale est inférieure à trois mois.

**Placements**

Les placements à court terme sont comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur marchande. Les placements à long terme sont comptabilisés au coût et sont dépréciés lorsque leur valeur subit un déclin qui est permanent. Les primes d'acquisition ou les escomptes sur obligations sont amortis en ligne droite sur la durée de la valeur mobilière concernée. Les obligations du gouvernement et de sociétés sont reportées au coût amorti. Les dépréciations ou gains et pertes réalisés à la cession des placements sont consignés pendant l'année où ils se sont réalisés, à titre d'augmentation ou de diminution du revenu de placement. Les gains et pertes à la cession sont calculés en fonction du coût moyen des valeurs vendues.

**Immobilisations**

Le montant des immobilisations correspond à leur coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé en répartissant le coût sur le nombre d'années d'utilisation du bien :

| | |
|---|---|
| Mobilier et matériel de bureau | - 5 ans |
| Matériel informatique et logiciels | - 3 ans |
| Logiciels conçus sur mesure | - 5 ans |
| Logiciels conçus pour toute l'entreprise | - 7 ans |
| Améliorations locatives | - sur la durée entière du bail |

# Aide juridique Ontario
## Sommaire des principales conventions comptables

**Le 31 mars 2003**

**Contributions différées**

Les contributions différées pour les initiatives spéciales représentent des ressources inutilisées relatives aux projets financés de l'Ontario. Les montants non dépensés sont conservés pour les exercices ultérieurs ou pour un règlement par la province.

Les contributions différées pour dépenses en capital représentent une fraction non amortie des contributions utilisées pour l'acquisition d'immobilisations. L'amortissement de la contribution différée est calculé de la même façon que l'actif afférent.

**Régime de retraite**

Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés assurés par des régimes à cotisations déterminées est calculé, de façon actuarielle, en utilisant la méthode actuarielle avec projection des prestations, au pro rata, pour les meilleures estimations de service et de gestion concernant la performance prévue des placements du régime, l'augmentation des salaires, les licenciements et l'âge de retraite des participants au régime. Les rajustements pour modifications au régime, changements des présomptions et gains et pertes actuariels, sont portés aux opérations pour le reste de la durée de service moyenne prévue du groupe d'employés, qui est d'approximativement 13 ans. Les coûts des prestations de retraite pour les régimes à cotisations déterminées sont portés aux opérations au fur et à mesure que les cotisations sont dues.

**Recours aux estimations**

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus au Canada oblige la direction à élaborer des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté des éléments d'actif et de passif à la date des états financiers et le montant des revenus et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimations faites par la direction une fois que les données requises seront disponibles.

**Instruments financiers**

À moins d'indication contraire, la direction est d'avis que la Société ne s'expose pas à des risques importants associés aux taux d'intérêts, aux devises étrangères ou au crédit provenant de ses instruments financiers. Selon la Société, la valeur comptable des instruments financiers de la Société est proche de la juste valeur à moins d'indication contraire.

# Aide juridique Ontario
# Notes afférentes aux états financiers

**Le 31 mars 2003**

## 1. Financement assuré par l'Ontario

L'article 71 de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique* stipule que la Société et le procureur général de l'Ontario doivent conclure un protocole d'entente tous les cinq ans. L'objectif du protocole d'entente est d'éclaircir les questions relatives à l'exploitation, à l'administration, aux finances et aux autres relations entre le procureur général et la Société.

Le protocole d'entente a été signé le 22 décembre 2000 et il est en vigueur jusqu'au 1er avril 2004.

(a) Les contributions reçues de la province de l'Ontario ont été attribuées comme suit :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Contributions | **239 382 $** | 238 100 $ |
| Réalisation des contributions différées (Note 6) | **2 470** | 5 166 |
| Amortissement des contributions différées (Note 6) | **3 114** | 3 429 |
| | **244 966 $** | 246 695 $ |

(b) Est compris dans les contributions obtenues de l'Ontario pour l'exercice terminé le 31 mars 2003 un montant de 45,6 millions de dollars (44,3 millions de dollars en 2002) représentant une attribution de fonds provenant du transfert d'une somme forfaitaire du gouvernement fédéral versée à la province dans les domaines du droit criminel, des jeunes contrevenants et des autres charges conformément à une entente de partage des frais.

(c) Le paragraphe 66 (3) de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique* permet à la Société, sur approbation du procureur général, de répartir tout excédent ou déficit d'un exercice sur l'un des deux exercices suivants, ou sur les deux, à moins que le ministre des Finances exige que l'excédent soit versé au Trésor en vertu du paragraphe 69 (2).

## 2. Encaisse et quasi-espèces

L'encaisse et les quasi-espèces comprennent un effet du trésor du gouvernement du Canada d'un montant de 1,623 million de dollars, venant à échéance en mai 2003 et qui porte intérêt au taux de 2,83 %.

La Société a une ligne de crédit disponible d'un montant de 5 millions de dollars (5 millions de dollars en 2002) qui demeure inutilisée au 31 mars 2003. La facilité de crédit porte intérêt au taux préférentiel et est non garantie.

## Aide juridique Ontario
## Notes afférentes aux états financiers

**Le 31 mars 2003**

**3. Placements**

| | 2003 | | 2002 | |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Valeur marchande | Coût | Valeur marchande |
| | (en milliers de dollars) | | | |
| **Obligations du gouvernement du Canada** À un taux d'intérêt de 5 % à 6 %, venant à échéance entre juin 2004 et juin 2010 | **17 440 $** | **17 928 $** | 20 281 $ | 20 326 $ |
| **Obligations provinciales** À un taux d'intérêt de 4,875 % à 7,5 %, venant à échéance entre juin 2004 et juin 2009 | **32 340** | **32 866** | 38 801 | 38 949 |
| **Obligations de société** À un taux d'intérêt de 4,75 % à 7,1 %, venant à échéance entre juin 2003 et janvier 2010 | **18 141** | **18 423** | 18 978 | 18 990 |
| Intérêts courus sur les obligations | **831** | **831** | 954 | 954 |
| | **68 752** | **70 048** | 79 014 | 79 219 |
| Moins : Réserve pour éventualités diverses | | | | |
| - court terme | **(2 076)** | **(2 123)** | (2 711) | (2 711) |
| - long terme (Note 8) | **(24 985)** | **(25 456)** | (29 614) | (29 681) |
| | **(27 061)** | **(27 579)** | (32 325) | (32 392) |
| | **41 691 $** | **42 469 $** | 46 689 $ | 46 827 $ |
| **Représenté par** | | | | |
| Placements à court terme | **3 197 $** | **3 276 $** | 4 225 $ | 4 225 $ |
| Placements à long terme | **38 494** | **39 193** | 42 464 | 42 602 |
| | **41 691 $** | **42 469 $** | 46 689 $ | 46 827 $ |

La Société a établi une politique de placement conforme aux exigences prévues aux paragraphes 7 (1), 7 (2), 7 (3) et 7 (4) du Règlement de l'Ontario 107/99 pris en application de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*. Les placements détenus par la Société au 31 mars 2003 sont conformes à ces exigences. La Société a réalisé un revenu total de placement de 4,7 millions de dollars en 2003 (5,7 millions de dollars en 2002).

## Aide juridique Ontario
## Notes afférentes aux états financiers

**Le 31 mars 2003**

### 4. Immobilisations

| | 2003 | | 2002 | |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Coût | Amortissement cumulé |
| | (en milliers de dollars) | | | |
| Mobilier et matériel de bureau | **2 634 $** | **1 852 $** | 2 394 $ | 1 510 $ |
| Matériel informatique et logiciels | **14 524** | **12 301** | 14 122 | 9 752 |
| Logiciels conçus sur mesure | **817** | **747** | 817 | 586 |
| Logiciels conçus pour l'entreprise | **4 180** | **-** | - | - |
| Améliorations locatives | **4 149** | **2 459** | 3 540 | 1 634 |
| | **26 304** | **17 359** | 20 873 | 13 482 |
| Valeur comptable nette | | **8 945 $** | | 7 391 $ |

Les immobilisations comprennent des ordinateurs et des logiciels d'une valeur d'environ 4,235 millions de dollars (0,362 million de dollars en 2002) qui n'étaient pas utilisés à la fin de l'exercice, de sorte qu'aucun amortissement n'a été comptabilisé à leur égard. Les immobilisations qui ne sont pas utilisées, soit 0,055 million de dollars (0,362 million de dollars en 2002) représentent les ordinateurs et les logiciels acquis au nom des cliniques communautaires et qui leur sont fournis dans le cadre de leur financement pour l'exercice 2004.

### 5. Comptes créditeurs et charges à payer

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Comptes juridiques – factures reçues mais non réglées | **17 217 $** | 10 777 $ |
| - travail exécuté mais non facturé | **29 048** | 32 826 |
| Incitations locatives | **172** | 277 |
| Engagements liés au commerce et autres créditeurs | **11 582** | 16 740 |
| Indemnité de vacances | **618** | 521 |
| | **58 637 $** | 61 141 $ |

À la fin de l'exercice, la direction estime la valeur du travail que les avocats et avocates du secteur privé ont accompli mais n'ont pas encore facturé, à environ 29,0 millions de dollars (32,8 millions de dollars en 2002), selon une méthode de calcul fondée sur une moyenne des coûts et des délais dans des cas semblables sur une période de sept ans.

À cause de certains impondérables inhérents au procédé d'estimation, le montant estimatif différera probablement du montant des charges réelles. La direction est d'avis que les charges réelles pourront varier de 20 pour cent en plus ou en moins (entre 23,2 et 34,9 millions de dollars). Tout redressement de l'estimation des charges entraînera une augmentation ou une diminution correspondante des charges pour le programme de certificats, de l'insuffisance des revenus sur les charges pour l'exercice et de l'excédent accumulé.

# Aide juridique Ontario
# Notes afférentes aux états financiers

**Le 31 mars 2003**

## 6. Contributions différées

Les changements dans les contributions différées pour les initiatives spéciales et pour les dépenses en capital relatives aux projets financés par l'Ontario sont les suivants :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | **(en milliers de dollars)** | |
| Contributions différées pour les initiatives spéciales | | |
| Solde, début de l'exercice | **- $** | 3 920 $ |
| Contributions reçues durant l'exercice | **4 443** | 3 742 |
| Transférées sur l'acquisition d'immobilisations | **(1 973)** | (2 496) |
| Réalisation des contributions différées (Note 1(a)) | **(2 470)** | (5 166) |
| | **-** | - |
| Contributions différées pour les dépenses en capital | | |
| Solde, début de l'exercice | **5 930** | 6 863 |
| Contributions pour immobilisations | **1 973** | 2 496 |
| Amortissement des contributions différées (Note 1(a)) | **(3 114)** | (3 429) |
| | **4 789** | 5 930 |
| | **4 789 $** | 5 930 $ |

## 7. Actif net investi dans des immobilisations

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | **(en milliers de dollars)** | |
| Solde, début de l'exercice | **1 461 $** | 2 962 $ |
| Amortissement | **(3 820)** | (4 128) |
| Amortissement des contributions différées | **3 114** | 3 429 |
| Achat d'immobilisations | **5 680** | 3 048 |
| Contributions pour les immobilisations | **(1 973)** | (2 496) |
| Aliénation et transferts des immobilisations | **(306)** | (1 354) |
| | **4 156 $** | 1 461 $ |
| **Représenté par** | | |
| Immobilisations (Note 4) | **8 945 $** | 7 391 $ |
| Contributions différées pour dépenses en capital (Note 6) | **(4 789)** | (5 930) |
| | **4 156 $** | 1 461 $ |

## Aide juridique Ontario
## Notes afférentes aux états financiers

**Le 31 mars 2003**

**8. Réserve pour éventualités diverses**

L'article 6 du Règlement de l'Ontario n° 107/99 pris en application de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique* exige que la Société maintienne une réserve pour éventualités diverses d'au moins 20 millions de dollars. Le règlement permet aussi à la Société d'accroître la réserve pour éventualités diverses par des revenus de placement réalisés par les fonds de la réserve pour éventualités diverses et le fonds d'administration. Les revenus de placement accumulés de 7,493 millions de dollars (11,889 millions de dollars en 2002) sont disponibles pour financer les activités, sans l'approbation préalable du procureur général. La réserve pour éventualités diverses est composée comme suit :

| | **2003** | 2002 |
|---|---|---|
| | **(en milliers de dollars)** | |
| Solde, début de l'exercice | **31 889 $** | 31 889 $ |
| Transfert de la réserve pour éventualités diverses à l'excédent accumulé | **(4 396)** | - |
| Solde, fin de l'exercice | **27 493 $** | 31 889 $ |

| **Représenté par** | **2003** | 2002 |
|---|---|---|
| | **(en milliers de dollars)** | |
| Encaisse et quasi-espèces | **236 $** | 907 $ |
| Montant provenant (au) du fonds d'administration | **196** | (1 343) |
| Placements – court terme (Note 3) | **2 076** | 2 711 |
| Placements – long terme (Note 3) | **24 985** | 29 614 |
| | **27 493 $** | 31 889 $ |

Le transfert de fonds au montant de 4,396 millions de dollars se compose de 7,659 millions de dollars en transferts d'espèces du fonds de réserve pour éventualités diverses au fonds d'administration moins 1,724 million de dollars de revenu de placements réalisé dans le fonds de réserve pour éventualités diverses et 1,539 million de dollars à recevoir du (verser au) fonds d'administration au cours de l'exercice dernier. Le transfert de fonds a principalement servi à financer l'augmentation du tarif d'une valeur de 3,2 millions de dollars, qui est entrée en vigueur le 1er août 2002, et le règlement d'autres dépenses ponctuelles.

Encaisse et quasi-espèces – la réserve pour éventualités diverses inclut des effets du trésor de 0,22 million de dollars (0,89 million de dollars en 2002) au 31 mars 2003, qui viendront à échéance au cours de l'exercice 2004 et portent un intérêt de 2,72 % (entre 1,89 % et 2,06 % en 2002).

# Aide juridique Ontario
# Notes afférentes aux états financiers

**Le 31 mars 2003**

## 9. Domaines de pratique des cliniques

La Société procure aux cliniques communautaires le financement qui leur permet de fournir des services d'aide juridique à la communauté qu'elles servent, sur une base autre que d'après la formule de rémunération à l'acte. Les cliniques communautaires sont érigées en personnes morales sans capital-actions et sont régies par un conseil d'administration. Les cliniques communautaires sont indépendantes de la Société, mais lui sont redevables en vertu des articles 33 à 39 de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*. Chaque clinique communautaire subit une vérification individuelle et doit fournir à la Société des états financiers vérifiés pour la période de financement.

Le montant total se répartit comme suit :

| | **2003** | 2002 |
|---|---|---|
| | **(en milliers de dollars)** | |
| Sommes versées aux cliniques ou au compte de celles-ci | **55 331 $** | 49 774 $ |
| Frais d'administration | **2 151** | 2 975 |
| | **57 482 $** | 52 749 $ |

## 10. Engagements et éventualités

(a) La Société délivre des certificats aux particuliers nécessitant une aide juridique. Chaque certificat émis autorise la prestation de services juridiques selon les lignes directrices en matière de tarif. En date du 31 mars 2003, la direction estimait que la Société pourrait être responsable de certificats pour un montant de 54 millions de dollars, montant qui s'ajoute aux factures reçues et au travail effectué et non facturé.

(b) La Société loue à bail des locaux et du matériel de bureau dans toute la province. Les sommes minimales qu'elle s'est engagée à payer annuellement à ce titre sont approximativement les suivantes :

| | Montant |
|---|---|
| | (en milliers de dollars) |
| 2004 | 7 130 $ |
| 2005 | 6 688 |
| 2006 | 6 098 |
| 2007 | 5 468 |
| 2008 | 5 000 |
| Par la suite | 4 419 |
| | 34 803 $ |

## Aide juridique Ontario
## Notes afférentes aux états financiers

**Le 31 mars 2003**

**10. Engagements et éventualités (suite)**

(c) La Société représente la partie défenderesse dans un certain nombre d'actions en justice dans le cadre normal et la conduite des affaires. La conclusion et la décision finale relatives à ces actions ne seront vraisemblablement pas considérables et ne sont pas déterminables pour le moment. Les pertes, s'il y en a, seront comptabilisées au moment du règlement.

Certaines des actions en justice ci-dessus sont couvertes par l'assurance après l'application d'une franchise allant jusqu'à 0,05 million de dollars établie selon le moment auquel survient la demande et la nature de la demande.

**11. Régime de retraite**

La Société offre un régime de retraite prévoyant des prestations de retraite pour ses employés. Le régime comporte deux volets : un élément à cotisations déterminées et un élément à prestations déterminées.

**Élément à cotisations déterminées**

L'élément à cotisations déterminées du régime couvre 471 employés (440 employés en 2002), soit la majorité du personnel. La Société contribue au volet à cotisations déterminées du régime, participation qui se limite à faire des versements réguliers qui correspondent aux cotisations versées par son personnel. La charge de retraite de la Société pour l'exercice relatif à ce volet du régime s'est élevée à 1,512 million de dollars (1,051 million de dollars en 2002).

**Élément à prestations déterminées**

L'élément à prestations déterminées du régime couvre 16 participants (21 participants en 2002). Sous ce régime de prestations, les prestations au moment de la retraite sont relatives aux années de service et à la rémunération durant les années de service. Il est soumis à des évaluations actuarielles pour fins de financement à des intervalles ne dépassant pas trois ans. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée lors de l'exercice 2006, selon la valeur en janvier 2005. La Société verse des contributions à cet élément du régime selon les montants recommandés par l'actuaire.

La Société n'a versé aucune cotisation à cet élément du régime pendant l'exercice en cours.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003, une évaluation actuarielle pour fins de comptabilité a été effectuée en utilisant les hypothèses suivantes :

| | |
|---|---|
| Taux d'escompte | 7 % |
| Augmentation salariale | 5 % |
| Taux de rendement prévu sur les immobilisations | 6 % |

# Aide juridique Ontario
# Notes afférentes aux états financiers

**Le 31 mars 2003**

## 11. Régime de retraite (suite)

L'évaluation actuarielle pour fins de comptabilité pour l'exercice terminé le 31 mars 2003 indique un excédent actuariel de 0,126 million de dollars (0,628 million de dollars en 2002) résultant des engagements contractés au titre du régime de retraite d'environ 1,765 million de dollars (1,567 million de dollars en 2002) et une valeur actuelle de l'actif de régime disponible pour fournir à ces prestations environ 1,891 million de dollars (2,195 millions de dollars en 2002). Le revenu de pension pour l'exercice était de 0,02 million de dollars (0,034 million de dollars en 2002) et l'actif accumulé pour les prestations du régime au 31 mars 2003 était de 0,054 million de dollars (0,034 million de dollars en 2002). Durant l'exercice, les employés ont contribué pour 0,040 million de dollars (0,042 million de dollars en 2002) et la Société a versé des prestations totalisant 0,008 million de dollars (0,003 million de dollars en 2002).

Le conseil de la Société a approuvé l'établissement d'un régime supplémentaire de retraite pour certains membres cadres désignés. En vertu du régime supplémentaire de retraite, les prestations à la retraite sont déterminées selon les années de service et la rémunération perçue durant les années d'emploi. La direction a estimé que les dépenses de la Société au titre des régimes de retraite, pour l'année, se montaient à 0,074 million de dollars (0,087 million de dollars en 2002) et que les engagements contractés au titre du régime de retraite au 31 mars 2003 s'élevaient à 0,161 million de dollars (0,087 million de dollars en 2002). Une évaluation actuarielle du régime sera effectuée durant l'exercice 2004.

## 12. Données comparatives

Certaines données comparatives ont été reclassifiées pour être conformes à la présentation de l'exercice courant.

## SALAIRES ET AVANTAGES PAYÉS AUX EMPLOYÉS EN 2002

**Se reporter au guide concernant la divulgation des traitements dans le secteur public avant de remplir ce formulaire.**

| Année civile | Secteur | Employeur | Nom | Prénom | Poste | Salaire payé | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Ajouter des lignes au besoin | | | |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Biggar | George | Vice-président aux politiques, à la planificatic | $136,829.72 | $308.32 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Buchanan | Robert | Vice-président aux services à la clientèle | $127,281.07 | $294.00 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Carten | Jennifer | Directrice régionale et directrice générale | $109,796.28 | $254.78 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Champagne | Nathalie | Directrice régionale | $100,602.31 | $231.50 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Champlin | Elizabeth | Directrice régionale | $105,378.83 | $243.04 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Davies | Simon | Directeur régional | $109,796.28 | $254.78 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Ellsworth | Randall | Directeur du Bureau des services aux cliniqu | $100,484.96 | $231.50 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Gardner | Ross | Directeur des finances | $108,174.04 | $250.00 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Hall | Stephen | Responsable technique du réseau intégré (T | $120,845.54 | $277.68 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Hastings | Maureen | Responsable du réseau intégré (TSN) | $110,303.36 | $253.59 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Judge | David | Ingénieur de réseaux | $111,831.32 | $492.48 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Lawson | Ruth | Avocate générale | $133,808.86 | $307.92 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Longo | Angela | Présidente-directrice générale | $171,999.88 | $9,401.18 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | McCaffrey | Susan | Vice-présidente aux cliniques et aux services | $130,789.07 | $294.00 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Morley | Jane | Directrice de LAO Law | $104,803.84 | $243.04 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Morrison | Ian | Coordonnateur des conférences en droit des | $109,796.28 | $254.78 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Pasut | Robert | Dirigeant principal intérimaire de l'informatior | $101,148.53 | $232.52 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Robertson | Heather | Directrice régionale | $111,848.02 | $258.00 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Seguin | Michelle | Vice-présidente aux services généraux | $141,526.66 | $317.28 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Silver | Margaret | Directrice régionale | $105,378.83 | $243.04 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Stevens | Mary Anne | Directrice régionale | $101,040.80 | $233.68 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Thomas | Aneurin | Directeur des politiques | $101,751.71 | $236.06 |
| 2002 | Organismes | Aide juridique Ontario | Wilkins | Keith | Avocat-conseil, direction de l'aide juridique | $113,890.11 | $261.74 |

Je certifie que les renseignements contenus dans ce relevé sont conformes à *la Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*.
Ce relevé a été approuvé par :

Angela Longo
**Nom**

President / CEO
**Titre de poste**

416 204 7116
**Numéro de téléphone**

July 24 2003
**Date**

Établi selon la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*.

## Centre des sciences de l'Ontario

*Un organisme du gouvernement de l'Ontario*

### RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES INFORMATIONS FINANCIÈRES

La responsabilité des états financiers et de toutes les informations présentées dans ce rapport annuel incombe à la direction et au conseil d'administration du Centre des sciences de l'Ontario. La direction a préparé les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, en incluant, le cas échéant, des montants calculés d'après ses estimations et son jugement.

Le Centre des sciences respecte les normes d'intégrité les plus strictes dans l'exercice de ses activités. Pour préserver son actif, il s'est doté d'un ensemble solide de procédures et de contrôles financiers internes qui équilibrent avantages et coûts. La direction a élaboré et maintient des contrôles de finances et de gestion, des systèmes d'information et des méthodes de gestion afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité des informations financières.

Le conseil d'administration se réunit une fois par trimestre pour contrôler les activités financières du Centre et, une fois par an, il passe en revue les états financiers et le rapport du vérificateur provincial.

Le vérificateur provincial a examiné les états financiers. Sa responsabilité consiste à exprimer son opinion en indiquant si les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du Centre, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Dans son rapport, le vérificateur définit l'étendue de sa vérification et de son opinion.

Lesley Lewis
Directrice générale

Grant Troop
Directeur
Planification et exploitation des activités

24 juin 2003

### RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

**Au conseil d'administration du Centre Centennial des sciences et de la technologie et au ministre de la Culture**

J'ai vérifié le bilan du Centre Centennial des sciences et de la technologie au 31 mars 2003 et les états des résultats d'exploitation, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2003, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto (Ontario)
24 juin 2003

J.R. McCarter, CA
Vérificateur provincial adjoint

## LE CENTRE CENTENNIAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

**Bilan**
**au 31 mars 2003**

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **ACTIF** | | |
| **Actif à court terme** | | |
| Encaisse et placements à court terme | 8 836 | 4 201 |
| Comptes clients | 728 | 127 |
| Charges payées d'avance | 601 | 439 |
| Stocks de magasin et petit outillage | 124 | 113 |
| | 10 289 | 4 880 |
| **Immobilisations** (note 4) | 15 201 | 16 338 |
| | 25 490 | 21 218 |
| **SOLDES DU PASSIF, DES CAPITAUX PROPRES ET DU FONDS** | | |
| **Passif à court terme** | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer | 1 531 | 1 108 |
| Recettes reportées | 4 596 | 2 235 |
| Payable à la Province de l'Ontario | 2 464 | 1 434 |
| Emprunts remboursables [note 9 b) et c)] | 417 | 167 |
| | 9 008 | 4 944 |
| **Passif à long terme** | | |
| Emprunt remboursable à la Province de l'Ontario [note 9 a)] | 5 300 | 5 300 |
| Emprunt remboursable à l'Office ontarien de financement [note 9 b)] | 500 | — |
| Emprunt remboursable [note 9 c)] | 331 | 497 |
| | 6 131 | 5 797 |
| **Apports reportés** (note 5) | 6 636 | 7 599 |
| **Capitaux propres** | | |
| Capitaux propres immobilisés (note 6) | 8 565 | 8 739 |
| Déficit | (5 255) | (6 266) |
| | 3 310 | 2 473 |
| **Fonds à usage particulier** (note 3) | | |
| Solde du fonds | 405 | 405 |
| | 25 490 | 21 218 |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom du Centre des sciences :

Nancy Lockhart

Membre

Membre

## LE CENTRE CENTENNIAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

### État des résultats d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Recettes** | | |
| Province de l'Ontario | | |
| Subvention de fonctionnement | 12 639 | 11 191 |
| Subvention d'occupation [note 11 b)] | 3 968 | 3 968 |
| Autres subventions | 392 | 981 |
| *Opération Innovation* - Dons d'entreprises (note 12) | 294 | — |
| Droits | | |
| Entrées grand public et stationnement | 3 558 | 3 436 |
| Recettes tirées des activités auxiliaires (tableau 1) | 8 075 | 8 572 |
| | 28 926 | 28 148 |
| **Dépenses** | | |
| Exploitation générale | | |
| Expositions et programmes | 929 | 1 192 |
| Marketing et publicité | 1 407 | 1 294 |
| Services aux visiteurs | 3 073 | 3 506 |
| Exploitation | 3 954 | 5 055 |
| Gestion des programmes | 3 066 | 3 183 |
| Administration | 2 271 | 2 229 |
| Indemnités salariales rétroactives du coût de la vie | 782 | — |
| *Opération Innovation* (note 12) | 294 | 1 013 |
| Frais d'occupation [note 11 b)] | 4 137 | 3 703 |
| Dépenses liées aux activités auxiliaires (tableau 1) | 6 679 | 6 483 |
| | 26 592 | 27 658 |
| **Bénéfice net avant l'amortissement** | 2 334 | 490 |
| Amortissement des apports reportés (note 5) | 963 | 968 |
| Amortissement | (2 460) | (2 655) |
| | (1 497) | (1 687) |
| **Bénéfice net (perte nette) de l'exercice** | 837 | (1 197) |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

## LE CENTRE CENTENNIAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

### État de la variation des capitaux propres pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

| | 2003 (en milliers de dollars) | | | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | Capitaux propres immobilisés | Déficit d'exploitation | Total | Total |
| Solde au début de l'exercice | 8 739 | (6 266) | 2 473 | 3 683 |
| Achat d'immobilisations | 1 323 | (1 323) | — | — |
| Bénéfice net (perte nette) de l'exercice | (1 497) | 2 334 | 837 | (1 197) |
| Affectation des revenus de placement au fonds à usage particulier | — | — | — | (13) |
| Solde à la fin de l'exercice | 8 565 | (5 255) | 3 310 | 2 473 |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

### État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

| | 2003 (en milliers de dollars) | 2002 |
|---|---|---|
| **Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice** | 4 201 | 5 322 |
| **Activités d'exploitation** | | |
| Bénéfice net (perte nette) de l'exercice | 837 | (1 197) |
| Ajustements de la perte nette ne nécessitant pas de décaissement | | |
| ▪ amortissement des immobilisations | 2 460 | 2 655 |
| ▪ amortissement des apports reportés | (963) | (968) |
| | 2 334 | 490 |
| Variation nette dans les éléments hors caisse | 3 290 | 713 |
| Rentrées de fonds nettes – activités d'exploitation | 5 624 | 1 203 |
| **Activités de financement et d'investissement** | | |
| Acquisitions d'immobilisations | (1 323) | (2 157) |
| Accroissement net du passif à long terme | 334 | (167) |
| Sorties de fonds nettes – activités de financement et d'investissement | (989) | (2 324) |
| **Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice** | 8 836 | 4 201 |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

## LE CENTRE CENTENNIAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

### Tableau des recettes et dépenses des activités auxiliaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

TABLEAU 1

| | 2003 (en milliers de dollars) | | | 2002 (en milliers de dollars) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Recettes | Dépenses | Net | Recettes | Dépenses | Net |
| Entrées et programmes scolaires | 1 099 | 1 140 | (41) | 1 172 | 1 277 | (105) |
| Camps | 606 | 582 | 24 | 728 | 850 | (122) |
| Location des locaux | 385 | 239 | 146 | 449 | 294 | 155 |
| Cinéma OMNIMAX® | 1 677 | 1 923 | (246) | 1 795 | 1 800 | (5) |
| Ventes et locations internationales | 2 109 | 1 639 | 470 | 1 696 | 1 266 | 430 |
| Commandites et dons | 632 | 391 | 241 | 1 161 | 556 | 605 |
| Adhésions | 754 | 373 | 381 | 646 | 323 | 323 |
| Concessions | 476 | — | 476 | 531 | 1 | 530 |
| Intérêts | 280 | 12 | 268 | 330 | 33 | 297 |
| Fonds à usage particulier | — | — | — | 13 | — | 13 |
| Autres | 57 | 80 | (23) | 51 | 83 | (32) |
| Indemnités salariales rétroactives du coût de la vie | — | 300 | (300) | — | — | — |
| **TOTAUX** | 8 075 | 6 679 | 1 396 | 8 572 | 6 483 | 2 089 |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

## LE CENTRE CENTENNIAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

### Notes afférentes aux états financiers au 31 mars 2003

### 1. LE CENTRE DES SCIENCES DE L'ONTARIO

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie, connu sous le nom de Centre des sciences de l'Ontario, a été établi par la *Loi sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Il a pour mission d'émerveiller, d'informer et de stimuler l'imagination des visiteurs avec des expériences en sciences et en technologie qui provoquent et encouragent la réflexion. L'exploitation générale du Centre des sciences est financée par des subventions de fonctionnement de la Province, par les droits d'entrée et par les autres recettes tirées des activités auxiliaires. Les recettes et les dépenses des activités auxiliaires sont présentées au tableau 1 des états financiers.

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

#### a) Méthode comptable

Les états financiers du Centre des sciences ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

#### b) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût d'achat et du coût de remplacement.

#### c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, telle qu'elle est indiquée ci-dessous :

| | |
|---|---|
| Améliorations locatives du Cinéma OMNIMAX® | 20 ans |
| Améliorations locatives | 10 ans |
| Modules d'exposition | 10 ans |
| Modules d'exposition en location | 4 ou 5 ans |
| Mobilier, agencement et équipement | 5 ans |
| Équipement informatique | 3 ans |

Le terrain sur lequel se trouve le Centre des sciences est pris à bail pour 1 $ par an à la ville de Toronto, aux termes d'une entente de 99 ans qui a commencé le 1er juillet 1965. La Société immobilière de l'Ontario est propriétaire des immeubles qui abritent le Centre des sciences.

#### d) Promesses de dons

Les dons de fonds promis sont inclus dans les recettes quand ils sont reçus.

#### e) Constatation des recettes

Les recettes tirées des modules d'exposition fabriqués pour la vente sont constatées selon la méthode de l'avancement des travaux.

#### f) Recettes reportées

Les recettes reportées comprennent les subventions ministérielles non utilisées qui avaient été accordées pour des projets précis et les acomptes versés pour de futures locations d'expositon.

#### g) Estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit faire des estimations et des hypothèses qui affectent le montant de l'actif et du passif comptabilisé à la date des états financiers et le montant des recettes et des dépenses comptabilisé au cours de l'exercice. Les montant réels peuvent être différents des estimations.

## LE CENTRE CENTENNIAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

### Notes afférentes aux états financiers au 31 mars 2003

### 3. GESTION DU FONDS À USAGE PARTICULIER

L'utilisation de certaines sources de revenu peut être restreinte à des activités particulières par les donateurs. Le conseil d'administration peut disposer du reste des fonds non ainsi affectés par les donateurs, dans la mesure où ils sont destinés à la réalisation des objectifs du Centre des sciences.

Au 31 mars 2003, les donateurs avaient affecté 67 320 $ (67 320 $ en 2002) du solde du fonds à usage particulier à des activités financées.

### 4. IMMOBILISATIONS

Voici en quoi consistent les immobilisations :

| | 2003 | | | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | | | (en milliers de dollars) | |
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| Modules d'exposition | 6 319 | 4 285 | 2 034 | 2 156 |
| Modules d'exposition en location | 3 823 | 1 205 | 2 618 | 2 366 |
| Améliorations locatives du Cinéma OMNIMAX® | 14 560 | 5 096 | 9 464 | 10 192 |
| Améliorations locatives | 3 738 | 2 701 | 1 037 | 1 488 |
| Mobilier, agencement et équipement | 209 | 161 | 48 | 99 |
| Équipement informatique | – | – | – | |
| | 28 649 | 13 448 | 15 201 | 16 338 |

### 5. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent le montant des dons et des subventions gouvernementales reçus et utilisés pour acquérir des immobilisations, mais pas encore constatés dans les recettes. Les recettes seront constatées pendant la période correspondant à la durée de vie prévue des immobilisations à laquelle elles se rapportent, afin d'apparier convenablement les recettes et les coûts. L'évolution du solde des apports reportés s'établit comme suit :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Solde au début de l'exercice | 7 599 | 8 567 |
| Amortissement des apports reportés | (963) | (968) |
| Solde à la fin de l'exercice | 6 636 | 7 599 |

### 6. CAPITAUX PROPRES IMMOBILISÉS

Les capitaux propres immobilisés s'établissent comme suit :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Immobilisations nettes | 15 201 | 16 338 |
| moins le montant financé par les apports reportés | (6 636) | (7 599) |
| | 8 565 | 8 739 |

### 7. ENTRETIEN DES BÂTIMENTS ET RÉPARATIONS

Certains frais d'entretien et de réparation du Centre des sciences sont absorbés par la Province de l'Ontario et ne sont pas inclus dans l'État des résultats d'exploitation.

## LE CENTRE CENTENNIAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

### Notes afférentes aux états financiers au 31 mars 2003

### 8. RÉGIME DE RETRAITE

Le Centre des sciences offre des prestations de retraite à presque tous ses employés permanents en contribuant à la Caisse de retraite des fonctionnaires et à la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (ou Caisse de retraite du SEFPO) qui sont des régimes interentreprises à prestations déterminées, établis par la Province de l'Ontario. Ces régimes de retraite sont comptabilisés en tant que régimes à cotisations déterminées étant donné que le Centre des sciences manque d'information pour les comptabiliser en tant que régimes à prestations déterminées. Les cotisations indiquées ci-dessous représentent ce que le Centre des sciences a versé pendant l'exercice.

Les cotisations du Centre des sciences aux deux caisses de retraite se sont élevées à 787 625 $ pour l'exercice (724 000 $ en 2002). Ce montant a été inclus dans le poste des salaires et avantages sociaux comme l'indique la note 10.

De plus, le coût des avantages complémentaires de retraite a été payé par le Secrétariat du Conseil de gestion et n'est donc pas inclus dans l'État des résultats d'exploitation ni dans les bénéfices non répartis.

### 9. EMPRUNTS REMBOURSABLES

#### a) Prêt de la Province de l'Ontario

La Province a accordé au Centre des sciences un prêt sans intérêts de 5 300 000 $ pour la construction du Cinéma OMNIMAX®. Le Centre des sciences rembourse cet emprunt en effectuant des versements annuels depuis 1999-2000. Le montant de ces versements est égal à 50 % des profits annuels moyens que le Centre des sciences a reçus du Cinéma OMNIMAX® au cours des deux exercices précédents. Ces versements annuels doivent continuer jusqu'au remboursement total du capital de l'emprunt.

#### b) Prêt de l'Office ontarien de financement

Durant l'exercice, l'Office ontarien de financement a fait un prêt de 1 000 000 $ au Centre des sciences, avec un taux d'intérêt à court terme calculé par l'Office et payable chaque mois. Au 31 mars 2003, le Centre des sciences avait remboursé 250 000 $ du solde du prêt. Le reste devra être remboursé par des versements de 250 000 $ le 31 mars des années 2004, 2005 et 2006.

#### c) Accord avec les services de restauration

Le Centre des sciences a conclu un accord de 10 ans avec une société de services de restauration pour fournir des services de restauration jusqu'au 31 mai 2006. La société a fait un apport de 1,5 million $ au Centre des sciences pour la construction de nouveaux restaurants et d'autres services de restauration, comme le stipulaient les termes de l'accord.

Selon les termes de cet accord, les bénéfices nets annuels des services de restauration gérés par la société doivent être partagés entre la société et le Centre des sciences selon la formule précisée dans l'accord. Celui-ci prévoit certains versements fixes à la société : 1) des honoraires annuels de gestion d'un montant de 130 000 $ pour 1996-1997 avec une réduction de 10 000 $ chacune des neuf années suivantes et 2) le remboursement sans intérêts de l'apport de 1,5 million $ en neuf versements égaux à partir de 1997-1998.

### 10. RÉPARTITION DES DÉPENSES

Les dépenses sont présentées dans l'État des résultats d'exploitation par secteurs d'activités. Le montant total par type est le suivant :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Salaires et avantages sociaux | 15 561 | 15 509 |
| Autres frais directs d'exploitation | 11 031 | 12 149 |
| | 26 592 | 27 658 |

Durant l'exercice, les recettes et les dépenses ont été affectées par la fermeture du Centre des sciences du 13 mars au 9 mai 2002, en raison de la grève du SEFPO.

## LE CENTRE CENTENNIAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

### Notes afférentes aux états financiers au 31 mars 2003

### 11. ACCORDS ET ÉVENTUALITÉS

**a) Accord d'entretien du système de projection IMAX®**

Le Centre des sciences a conclu un accord de 10 ans venant à expiration en décembre 2006, avec renouvellement automatique pour une autre période de 10 ans, pour la location et l'entretien d'un système de projection IMAX®. Le Centre des sciences s'est engagé : 1) à effectuer des paiements mensuels de location calculés selon une formule basée sur les recettes des entrées et 2) à verser des frais annuels d'entretien de 66 000 $ (ce montant sera ajusté suivant l'indice des prix à la consommation pour Toronto).

**b) Frais d'occupation**

À partir du 1er avril 1998, la Société immobilière de l'Ontario a commencé à imputer au Centre des sciences des frais d'occupation de ses locaux. Ces frais, prévus dans un accord de cinq ans qui a pris fin le 31 mars 2003, couvrent le loyer, les impôts, l'entretien et certains frais de fonctionnement. Le Centre des sciences reçoit chaque année une subvention ministérielle pour financer cette dépense.

Le Centre des sciences a également un bail de cinq ans avec la ville de Toronto pour la location du parc de stationnement du Centre des sciences. Le paiement minimum prévu pour la dernière année du bail est de 10 000 $.

**c) Baux d'équipement**

Le Centre des sciences loue une partie de son équipement par contrat de location-exploitation. Le montant total des baux pour les deux années à venir est le suivant :

| | **(en milliers de dollars)** |
|---|---|
| 2003-2004 | 234 |
| 2004-2005 | 141 |
| | 375 |

### 12. PROMESSES DE DONS POUR UN IMPORTANT PROJET D'IMMOBILISATIONS

Le Centre des sciences a entrepris un important projet d'immobilisation de 40 millions $ appelé *Opération Innovation*. Ce projet est orienté sur l'innovation et permettra de renouveler environ un quart de l'espace public du Centre des sciences, y compris la création de sept nouvelles sections. Ce projet sera financé par le secteur privé et public.

Dans le budget provincial de mai 2000, la Province a annoncé que le Centre des sciences de l'Ontario recevrait une subvention de 15 millions $ du Superfonds de croissance, à condition qu'il reçoive des fonds correspondants du secteur privé. Au 31 mars 2003, le Centre des sciences avait conclu des ententes auprès du secteur privé pour des fonds se montant à plus de 15 millions $. La Province s'est donc engagée à verser 15 millions $ en vertu d'un accord avec le Centre des sciences.

En plus d'une somme de 1,9 million $ reçue au 31 mars 2003, les promesses de dons du secteur privé et de la Province pour les cinq prochaines années se répartissent comme suit :

| | **(en milliers de dollars)** |
|---|---|
| 2003-2004 | 5 861 |
| 2004-2005 | 8 359 |
| 2005-2006 | 9 358 |
| 2006-2007 | 6 355 |
| 2007-2008 | 251 |
| | 30 184 |

### 13. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Les chiffres au 31 mars 2002 fournis à titre comparatif ont été réagencés lorsque cela était nécessaire pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

## LE CENTRE CENTENNIAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| BENNETT | JOANN | Director, Business Development | $100,254.96 | $200.22 |
| GORECKI | BERNARD | Director, Marketing & Visitor Services | $109,604.07 | $209.58 |
| HARDING | KATHLEEN | Human Resources Consultant | $112,407.55 | $151.63 |
| LEWIS | LESLEY | Director General & CEO | $144,065.15 | $290.28 |
| MARTIN | JENNIFER | Director, Visitor Experience | $102,865.05 | $203.66 |
| TROOP | GRANT | Director, Business Planning & Operations | $100,154.53 | $197.94 |

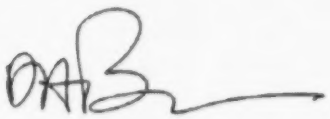
# COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction répond de l'intégrité des états financiers et des autres informations contenus dans le rapport annuel. Les états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario adhère au principe de bonne information en ce qui concerne ses activités et maintient un système de contrôles internes destiné à fournir une certitude raisonnable quant à l'accès à des renseignements financiers fiables dans les délais prévus. Les états financiers comprennent des montants établis d'après des estimations fondées sur le bon jugement de la direction à l'endroit d'opérations qui seront conclues au cours de périodes ultérieures.

Le conseil d'administration veille à ce que la direction s'acquitte de ses obligations en matière d'information financière et de contrôles internes. Les états financiers ont été examinés par le comité de vérification et approuvés par le conseil d'administration. Le Rapport du vérificateur provincial, qui suit, présente la portée de l'examen et l'opinion du vérificateur.



David A. Brown, c.r.
Président-directeur général

Le 7 mai 2003

Office of the
Provincial Auditor
of Ontario

Bureau du
vérificateur provincial
de l'Ontario

Box 105, 15th Floor, 20 Dundas Street West, Toronto, Ontario M5G 2C2
B.P. 105, 15e étage, 20, rue Dundas ouest, Toronto (Ontario) M5G 2C2
(416) 327-2381 Fax: (416) 327-9862

## COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO

***Rapport du vérificateur***

À la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

J'ai vérifié le bilan de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au 31 mars 2003 ainsi que l'état du fonctionnement et de l'excédent de fonctionnement et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 mars 2003, ainsi que les résultats de son fonctionnement et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Erik Peters

Toronto, Ontario
Le 7 mai 2003

Erik Peters, FCA
Vérificateur provincial

## COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO
**Bilan**
Au 31 mars 2003

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| À COURT TERME | | |
| Encaisse | 22 704 342 $ | 14 854 685 $ |
| Débiteurs | 2 139 605 | 1 004 234 |
| Charges payées d'avance | 401 421 | 422 252 |
| | 25 245 368 | 16 281 171 |
| RÈGLEMENTS AFFECTÉS (Note 8) | 474 | 130 879 |
| ACTIF DU FONDS DE RÉSERVE (Note 3) | 32 000 000 | 32 000 000 |
| IMMOBILISATIONS (Note 5) | 7 039 570 | 7 876 910 |
| | 64 285 412 $ | 56 288 960 $ |
| **PASSIF** | | |
| À COURT TERME | | |
| Créditeurs et charges à payer | 9 854 764 $ | 8 255 930 $ |
| Montant dû à la province de l'Ontario (Note 10 (a)) | 14 480 975 | 5 897 948 |
| | 24 335 739 | 14 153 878 |
| À LONG TERME | | |
| Autres éléments de passif à long terme (Note 7 (b)) | 813 131 | 530 795 |
| | 25 148 870 | 14 684 673 |
| RÈGLEMENTS AFFECTÉS (Note 8) | 474 | 130 879 |
| **EXCÉDENT** | | |
| FONCTIONNEMENT | | |
| Fonds d'administration générale | 7 037 824 | 9 375 164 |
| Réserve (Note 3) | 32 000 000 | 32 000 000 |
| | 39 037 824 | 41 375 164 |
| SURPLUS D'APPORT | 98 244 | 98 244 |
| | 39 136 068 | 41 473 408 |
| | 64 285 412 $ | 56 288 960 $ |

Fonds pour l'éducation des investisseurs (Note 9)
Engagements et éventualités (Note 4)
Voir les notes afférentes aux états financiers.

AU NOM DE LA COMMISSION

David A. Brown, c.r.
President

Robert W. Davis, FCA
Commissaire

## COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO
**État du fonctionnement et de l'excédent de fonctionnement**
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **RÉCETTES** | | |
| Droits | | |
| Dépôts de prospectus | 35 853 829 $ | 43 539 952 $ |
| Inscriptions | 26 724 635 | 27 617 369 |
| Dépôts de documents d'information | 5 105 622 | 6 099 801 |
| Demandes de dispense | 1 311 277 | 971 482 |
| Revenu de placements | 1 375 337 | 1 551 722 |
| Divers | 102 208 | 113 976 |
| | 70 472 908 | 79 894 302 |
| **DÉPENSES** | | |
| Salaires et avantages sociaux (Note 7) | 38 278 354 | 34 032 191 |
| Administration | 6 617 364 | 4 873 075 |
| Charges locatives (Note 6) | 3 726 817 | 3 185 354 |
| Services professionnels (Note 2 (b)) | 3 122 824 | 3 345 009 |
| Amortissement | 3 069 103 | 3 277 968 |
| Autres charges | 1 059 811 | 1 035 442 |
| | 55 874 273 | 49 749 039 |
| **EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES** | 14 598 635 | 30 145 263 |
| **EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT, AU DÉBUT DE LA PÉRIODE** | 41 375 164 | 31 260 166 |
| **MOINS :** Distributions à la province de l'Ontario (Note 10 (a)) | 16 935 975 | 20 030 265 |
| **EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT À LA FIN DE LA PÉRIODE** | 39 037 824 $ | 41 375 164 $ |
| **Représenté par :** | | |
| Fonds d'administration générale | 7 037 824 | 9 375 164 |
| Réserve | 32 000 000 | 32 000 000 |
| | 39 037 824 $ | 41 375 164 $ |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

## COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO
**État des flux de trésorerie**
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **RENTRÉES (SORTIES) DE FONDS NETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS SUIVANTES** | | |
| Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement | | |
| Excédent des recettes sur les dépenses | 14 598 635 $ | 30 145 263 $ |
| Redressements aux fins d'amortissement | 3 069 103 | 3 277 968 |
| | 17 667 738 | 33 423 231 |
| Évolution du fonds de roulement hors trésorerie : | | |
| Débiteurs | (1 135 371) | 523 864 |
| Charges payées d'avance | 20 831 | (128 471) |
| Montant dû à la province de l'Ontario | 8 583 027 | (908 328) |
| Créditeurs et charges à payer | 1 598 834 | (2 537 204) |
| Autres obligations à long terme | 282 336 | 294 541 |
| | 9 349 657 | (2 755 598) |
| | 27 017 395 | 30 667 633 |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | | |
| Distributions à la province de l'Ontario | (16 935 975) | (20 030 265) |
| Obligation découlant de contrats de location-acquisition | - | (28 629) |
| | (16 935 975) | (20 058 894) |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement | | |
| Actif du fonds de réserve | - | (12 000 000) |
| Achat d'immobilisations | (2 231 763) | (1 394 027) |
| | (2 231 763) | (13 394 027) |
| **AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE** | 7 849 657 | (2 785 288) |
| **TRÉSORERIE, AU DÉBUT DE LA PÉRIODE** | 14 854 685 | 17 639 973 |
| **TRÉSORERIE, À LA FIN DE LA PÉRIODE** | 22 704 342 $ | 14 854 685 $ |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

## COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO
**Notes afférentes aux états financiers**
Le 31 mars 2003

1. NATURE DE LA SOCIÉTÉ

Conformément aux modifications apportées à la *Loi sur les valeurs mobilières*, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « Commission ») est devenue une société sans capital-actions le 1er novembre 1997. La Commission agit comme organisme de réglementation et tribunal administratif indépendants pour assurer la supervision de l'industrie des valeurs mobilières en Ontario. À titre de société de la Couronne, la Commission ne paie pas d'impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Voici les principales conventions comptables observées dans leur préparation :

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue des éléments d'actif, à compter de l'exercice suivant l'acquisition, comme suit :

| | |
|---|---|
| Ameublement et matériel de bureau | 5 à 10 ans |
| Matériel informatique et matériel connexe | 2 ans |
| Matériel informatique en location-acquisition | 2 ans |
| Améliorations locatives | durée du bail |

b) Recettes

Les droits sont constatés au moment de leur matérialisation, c'est-à-dire habituellement sur réception. Le total des recettes à tirer des droits de dépôt des prospectus est incertain. Le paiement des droits repose sur les ventes estimatives, et la Commission effectue les remboursements nécessaires en fonction des ventes réelles en Ontario. Par conséquent, la comptabilisation des recettes tirées des droits de dépôt des prospectus tient compte d'une provision pour remboursements prévus. Au début de chaque exercice, la Commission établit le pourcentage de la provision pour remboursements prévus en se fondant sur les trois exercices précédents. La provision fait l'objet d'un redressement à la fin de l'exercice. Les droits tirés des dépôts de documents sont constatés sur réception des documents.

Les coûts d'enquête recouvrés sont déduits des services professionnels à la date de la décision, sauf si la direction détermine qu'il n'y a pas d'assurance raisonnable que l'on puisse recouvrer les coûts, auquel cas les montants recouvrés sont comptabilisés sur réception du montant en espèces.

**COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO**
**Notes afférentes aux états financiers**
Le 31 mars 2003

c) Recours aux estimations

La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement répercussions sur les montants d'actif et de passif déclarés à la date des états financiers et sur les recettes et les dépenses déclarées pour la période. Il est possible que les montants réels soient différents de ces estimations.

d) Régime de prestations

La Commission offre des prestations de retraite à ses employés à plein temps en participant au Régime de retraite des fonctionnaires, lequel est un régime de retraite à prestations déterminées interentreprises. La Commission le comptabilise comme un régime à cotisations déterminées, car elle ne dispose pas de suffisamment d'information pour lui appliquer les règles de comptabilisation relatives aux régimes à prestations déterminées.

La Commission offre également des régimes de retraite complémentaires sans capitalisation à certains participants à plein temps. La Commission calcule la valeur courue de ses obligations au titre de ces régimes et les coûts y afférents. L'obligation transitoire est amortie sur la durée moyenne du reste de la carrière des participants actifs censés bénéficier de ces régimes. La valeur des obligations actuarielles et le coût des services rendus de l'exercice sont déterminés par des actuaires indépendants, par la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et d'après les meilleures estimations de la direction.

Les charges complémentaires de retraite des salariés ne figurent pas dans l'État du fonctionnement et de l'excédent de fonctionnement, conformément à ce qui est mentionné à la note 10 c).

3. RÉSERVE

Dans le cadre de l'approbation de son statut d'organisme autofinancé, la Commission a obtenu la permission de constituer une réserve pour éventualités de 20 millions de dollars pour parer aux manques à gagner et aux dépenses imprévues. Les fonds cumulés au 31 mars 2003 ont été investis dans des instruments à court et à moyen terme auprès de l'Office ontarien de financement.

La Commission a obtenu l'autorisation du ministère des Finances de conserver un montant de 12 millions de dollars, lequel est applicable uniquement aux coûts de mise en oeuvre de la fusion proposée avec la Commission des services financiers de l'Ontario, décrite à la note 12, et est assujetti aux modalités pertinentes convenues avec le ministère des Finances, notamment ce qui suit :

i) Les fonds sont versés au Trésor, en tout ou en partie, s'ils ne sont pas requis pour financer les coûts de la fusion;
ii) Les fonds conservés par la Commission sont investis auprès de l'Office ontarien de financement.

Les placements sont comptabilisés au coût, ce qui correspond à peu près à la valeur marchande. Les critères principaux de placement pour la réserve sont la protection du principal et le maintien de la liquidité appropriée afin de répondre aux besoins de trésorerie. L'intérêt sur les placements est affecté au fonctionnement de la Commission.

## COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO
**Notes afférentes aux états financiers**
Le 31 mars 2003

### 4. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

a) La Commission a garanti une tranche de 61 % d'une ligne de crédit totale de 12 millions de dollars accordée par une banque canadienne à l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (MFDA). La Commission peut résilier en tout temps la garantie, qui a été signée le 19 mars 1999. La Commission des valeurs mobilières de l'Alberta et la Commission des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique ont aussi garanti un pourcentage précis de la dette totale. En vertu de l'accord qu'elle a signé à cet effet, la MFDA doit utiliser ces fonds conformément au budget et au plan d'affaires qui ont été approuvés par chacune des commissions concernées et rembourser l'emprunt avant la fin de la septième année. Au 31 mars 2003, la MFDA avait utilisé cette ligne de crédit à hauteur de 2 963 000 $ (8 913 000 $ en 2002). L'intérêt est imputé au taux de base plus 0,50 % par année.

b) La Commission est engagée dans différentes poursuites découlant de la conduite normale des affaires. Les règlements y afférents, le cas échéant, seront comptabilisés dans la période où ils auront été conclus. La Commission n'est pas en mesure de déterminer l'issue et le règlement définitif de ces poursuites à l'heure actuelle.

c) La Base de données nationale sur les inscriptions (BDNI) a été lancée le 31 mars 2003. La Commission, de concert avec les commissions des valeurs mobilières de l'Alberta et de la Colombie-Britannique et avec l'Association des courtiers en valeurs mobilières, pourrait être éventuellement tenue responsable d'un paiement garanti de 4,25 millions de dollars au titre de l'élaboration de la BDNI. La part de la CVMO de cette éventualité s'élève à 1 962 650 $. Le paiement garanti est censé être financé par les utilisateurs de la BDNI et aucune dette provisionnée n'est inscrite aux états financiers au titre de coûts que pourrait assumer la CVMO.

### 5. IMMOBILISATIONS

| | Coût | Amortissement cumulé | 2003 Valeur comptable nette | 2002 Valeur comptable nette |
|---|---|---|---|---|
| Ameublement de bureau | 2 813 494 $ | 1 309 818 $ | 1 503 676 $ | 1 702 388 $ |
| Matériel de bureau | 278 858 | 127 832 | 151 026 | 203 070 |
| Matériel informatique et matériel connexe | 8 378 742 | 6 140 304 | 2 238 438 | 2 351 840 |
| Matériel informatique en location-acquisition | 831 725 | 831 725 | - | - |
| Améliorations locatives | 5 782 313 | 2 635 883 | 3 146 430 | 3 619 612 |
| | 18 085 132 $ | 11 045 562 $ | 7 039 570 $ | 7 876 910 $ |

**COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO**
***Notes afférentes aux états financiers***
*Le 31 mars 2003*

6. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE BAUX

Location-exploitation

La Commission s'est engagée à verser des loyers au cours des cinq prochains exercices, comme suit :

| | |
|---|---|
| 2004 | 3 748 914 $ |
| 2005 | 3 644 601 $ |
| 2006 | 1 573 737 $ |
| 2007 | 82 504 $ |
| 2008 | 51 205 $ |

7. RÉGIMES DE RETRAITE

a) La Commission a versé un montant de 1 346 895 $ (900 885 $ en 2002) au Régime de retraite des fonctionnaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2003. Ce montant est inclus dans les salaires et avantages sociaux.

b) Les régimes de retraite complémentaires sans capitalisation représentaient une obligation de 544 565 $, au titre des prestations acquises, au 31 mars 2003 (606 181 $ en 2002). La charge y afférente pour l'exercice était de 282 336 $ (294 541 $ en 2002); cette somme est incluse dans les salaires et avantages sociaux. Aucune prestation n'a été versée durant l'exercice (0 $ en 2002). La durée moyenne du reste de la carrière active des salariés bénéficiant de ces régimes va de 0,92 à 3,85 années (1,92 à 4,85 années en 2002). Les principales hypothèses actuarielles adoptées au 31 mars 2003 comprennent un taux d'actualisation de 6.5% (6,75% en 2002) et un taux de progression des salaires de 0,0% (0,0% en 2002).

## COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO
***Notes afférentes aux états financiers***
*Le 31 mars 2003*

### 8. RÈGLEMENTS AFFECTÉS

La Commission a conclu un certain nombre d'accords de règlement résultant de procédures visant l'observation de la loi; les fonds que la Commission reçoit ou doit recevoir au titre de ces règlements doivent être mis de côté pour être attribués à des tiers de son choix. Les fonds cumulés sont détenus dans un compte de banque distinct. Au 31 mars 2003, le solde cumulé s'établit comme suit :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Solde à l'ouverture | | |
| Règlements | 130 879 $ | 1 544 975 $ |
| Intérêts | 150 000 | 4 021 991 |
| Versements | 3 474 | 40 888 |
| Fonds pour l'éducation des investisseurs – période précédente | (130 879) | (1 544 975) |
| Fonds pour l'éducation des investisseurs – période actuelle | (153 000) | (3 932 000) |
| Fonds pour l'éducation des investisseurs – Total | (283 879) | (5 476 975) |
| Solde à la clôture | 474 $ | 130 879 $ |
| Représenté par : | | |
| Encaisse | 101 $ | 498 $ |
| Débiteurs | 373 | 130 381 |
| | 474 $ | 130 879 $ |

Le solde de 474 $ (130 879 $ en 2002) est dû au Fonds pour l'éducation des investisseurs.

### 9. FONDS POUR L'ÉDUCATION DES INVESTISSEURS

a) Le Fonds pour l'éducation des investisseurs (le Fonds) a été constitué par des lettres patentes de l'Ontario en date du 3 août 2000, à titre de société sans but lucratif ni capital-actions. Le Fonds, qui est géré par un conseil d'administration indépendant, a pour mission d'accroître les connaissances et la sensibilisation des investisseurs actuels et éventuels et d'appuyer la recherche et d'élaborer des programmes et des partenariats visant à promouvoir l'éducation des investisseurs. La Commission supervise le fonctionnement du Fonds à titre de seul membre ayant droit de vote. Le Fonds ne paie pas d'impôts sur le revenu.

Le Fonds n'a pas été consolidé dans les états financiers de la Commission, car la Commission ne tirera aucun avantage financier futur du Fonds ni ne sera exposée aux risques y afférents. Les états financiers du Fonds peuvent être fournis sur demande. Voici les principaux chiffres relatifs à cette entité non consolidée au 31 mars 2003 et pour l'exercice terminé le 31 mars 2003.

## COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO
**Notes afférentes aux états financiers**
Le 31 mars 2003

### FONDS POUR L'ÉDUCATION DES INVESTISSEURS

| Situation financière | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Actif total | 7 434 633 $ | 8 365 439 $ |
| Passif total | 166 285 $ | 192 120 $ |
| Actif net total | 7 434 633 | 8 173 319 |
| | 7 434 633 $ | 8 365 439 $ |

| Résultats de fonctionnement | | |
|---|---|---|
| Contributions et revenu d'intérêts | 369 047 $ | 4 188 023 $ |
| Dépenses totales | 1 274 018 | 471 423 |
| Excédent des recettes sur les dépenses | (904 971) $ | 3 716 600 $ |

| Flux de trésorerie | | |
|---|---|---|
| Rentrées de fonds provenant du fonctionnement | | |
| Recettes provenant de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario | 283 878 $ | 5 476 975 $ |
| Recettes provenant de tiers | 8 000 | - |
| Revenu de placement | 196 439 | 118 371 |
| Sommes versées au titre des initiatives et des frais | (1 299 852) | (368 341) |
| Augmentation nette de la position de trésorerie | (811 535) | 5 227 005 |
| Position de la trésorerie, au début de la période | 8 227 005 | 3 000 000 |
| Position de la trésorerie, à la fin de la période | 7 415 470 $ | 8 227 005 $ |

b) Dans le cours normal de ses activités, la Commission a conclu certaines opérations avec le Fonds:

i) Le conseil d'administration de la Commission a autorisé le virement au Fonds de 153 474 $ (4 062 879 $ en 2002) de règlements affectés de la Commission. Au 31 mars 2003, il restait 474 $ (130 879 $ en 2002) à verser.

ii) La Commission a conclu avec le Fonds une entente visant à fournir à ce dernier des services d'administration et de gestion au prix coûtant.

**COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO**
**Notes afférentes aux états financiers**
*Le 31 mars 2003*

*Pour la période terminée le 31* 1 mars 2003, la Commission a engagé des frais de 310 923 $ *(181 776 $ en 2002) au titre d* des services fournis au Fonds. Le coût total de ces services a été *imputé au Fonds; sur ce mont* ant, une somme de 116 288 $ est due à la Commission en date *du 31 mars 2003 (141 257 $ e* n 2002).

10. TRANSACTIONS AVEC LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Dans le cours normal de ses a activités, la Commission a conclu des transactions avec la province de l'Ontario, comm e suit:

a) La *Loi sur les valeurs mobili ères* stipule que, sur demande du ministère des Finances, la Commission doit remettre à l a province de l'Ontario tous fonds excédentaires que fixe le ministre. Conformément à ce tte disposition, la ministre a demandé à la Commission de remettre les recettes de droits qui dépassent ses besoins de fonctionnement. La Commission inclut le financement de ses i mmobilisations dans ses besoins de fonctionnement.

b) *La Commission a une entente* e tripartite avec l'Office ontarien de financement pour faciliter *des arrangements bancaires a* vec une banque de l'Annexe 1.

c) *Les charges complémentaires* de retraite des salariés ont été payées par le Secrétariat du *Conseil de gestion et ne figur* ent pas dans l'État du fonctionnement et de l'excédent de *fonctionnement.*

11. RATIONALISATION DES DROITS EN VERTU DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

Le 31 mars 2003, la Commission a instauré un nouveau modèle de droits en vertu des dispositions de la *Loi sur les valeurs mobilières.* Le nouveau régime de droits répond à trois objectifs principaux : réduire l'ensemble des droits imposés aux participants des marchés par rapport à ce qui existait précédemment en Ontario, créer une structure de droits transparente et rationalisée et appliquer des droits qui témoignent des coûts de fonctionnement véritables de la Commission.

Le régime de droits est fondé sur le concept de « droits de participation » et « droits d'activité ». Les droits de participation représentent l'avantage que tirent les participants de leur participation aux marchés financiers de l'Ontario. Les droits d'activité représentent le coût direct des ressources en personnel de la Commission engagé dans l'exécution de certaines activités demandées par les participants des marchés.

## COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'ONTARIO

**Notes afférentes aux états financiers**

Le 31 mars 2003

12. INSTAURATION D'UN ORGANISME UNIQUE DE RÉGLEMENTATION DES SERVICES FINANCIERS

Dans le budget du 2 mai 2000, le ministre des Finances a annoncé que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la Commission des services financiers de l'Ontario seraient fusionnées de manière à former un organisme unique de réglementation des marchés et des services financiers.

Un texte de loi est nécessaire à la mise en place du nouvel organisme proposé ainsi qu'à l'établissement de son mandat et de ses pouvoirs. Un avant-projet de loi a été publié à cette fin par le ministère des Finances, en avril 2001, afin d'obtenir les observations des intéressés.

## RECORD OF EMPLOYEES' 2002 SALARIES AND BENEFITS

**Please refer to the PSSD Guide before filling out this form**

| Cal Year | Sector | Employer | Surname | Given Name | Position | Salary Paid | Taxable Benefits |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Tedesco | Felicia | Chef adjointe, conformité | $144,356.21 | $653.45 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Hubley | Michael | Chef adjoint, enquêtes | $121,769.32 | $1,086.22 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Brown | David | Président | $552,000.10 | $9,835.12 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Carchrae | John | Chef comptable | $207,060.83 | $296.80 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Powley | Randall | Chef économiste | $155,320.86 | $257.10 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Davis | Robert | Commissaire | $105,800.00 | $0.00 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Antoniou | Noulla | Comptable principale | $105,235.61 | $243.67 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Bertoia | Julie | Comptable principale | $140,996.71 | $229.71 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Fung | Carlin | Comptable principale | $104,368.35 | $175.89 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Gorman | Kelly | Comptable principale | $109,222.98 | $204.31 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Leung | Antoinette | Comptable principale | $130,399.46 | $208.33 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | McInnis | Cameron | Comptable principale | $124,282.08 | $568.66 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Nania | Viraf | Comptable principale | $113,802.66 | $263.48 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Ramsay | Anne | Comptable principale | $141,068.60 | $218.10 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Alexopoulos | Tula | Conseillère spéciale du président | $127,818.15 | $197.61 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Byrnes | Robert | Sous-directeur, technologie de l'information | $166,918.49 | $1,411.63 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Pavalow | Randee | Directeur, marchés financiers | $200,637.46 | $382.39 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Switzer | Frank | Directeur, communications | $157,823.56 | $291.67 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Soden | Kathryn | Directrice, financement des sociétés | $135,047.69 | $486.80 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Spencer | Mary Ann | Directrice, services généraux | $198,442.98 | $312.26 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Watson | Michael | Directeur, application de la loi | $229,413.17 | $380.22 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Jiwani | Nurez | Directeur, coordination de la réglementation | $133,251.49 | $0.00 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Shay | Ralph | Directeur, offres publiques d'achat | $175,971.76 | $290.92 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Macfarlane | Charles | Directeur général | $383,305.12 | $7,791.56 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Collins | Stephanie | Juricomptable | $103,301.76 | $167.49 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Toledano | Lori | Juricomptable | $101,252.71 | $364.70 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Wolburgh Jenah | Susan | Directrice, affaires juridiques et internationales | $214,813.60 | $340.58 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | McCombe | Deborah | Géologue | $130,577.19 | $557.91 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Casiero | Vincent | Conseiller juridique, enquêtes | $120,692.05 | $204.62 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Sankar | Levi | Conseiller juridique, enquêtes | $128,710.63 | $226.02 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Blumberger | Erez | Conseiller juridique | $136,520.88 | $562.16 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Brown | Michael | Conseiller juridique | $111,646.64 | $175.87 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Bureaud | Jean-Paul | Conseiller juridique | $130,040.62 | $231.35 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Byers | Christopher | Conseiller juridique | $106,338.67 | $179.14 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Chung | YuMee | Conseiller juridique | $105,101.42 | $170.76 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Hayward | Paul | Conseiller juridique | $105,316.75 | $178.24 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Moore | Terry | Conseiller juridique | $134,315.14 | $431.54 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Sanjoto | Winnie | Conseiller juridique | $101,306.76 | $159.17 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | De Lint | Dirk | Conseiller juridique | $133,875.94 | $286.06 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Evans | Katharine | Conseiller juridique | $102,939.69 | $376.05 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Fydell | Barbara | Conseiller juridique | $115,031.69 | $190.75 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Goldberg | Rhonda | Conseiller juridique | $108,747.56 | $210.64 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Jepson | Christopher | Conseiller juridique | $118,391.30 | $227.58 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Kanji | Naizam | Conseiller juridique | $112,380.32 | $185.62 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Mainville | Chantal | Conseiller juridique | $112,501.82 | $1,158.23 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Martin Sidey | Donna | Conseiller juridique | $160,937.52 | $309.66 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | McKall | Darren | Conseiller juridique | $113,667.27 | $186.99 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Mulima | Mark | Conseiller juridique | $101,914.97 | $0.00 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Oseni | Sarah | Conseiller juridique | $125,651.49 | $288.16 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Welsh | Doug | Conseiller juridique | $110,764.92 | $188.37 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Chisholm | Yvonne | Conseillère juridique, contentieux | $134,149.76 | $288.21 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Corbett | Hugh | Conseillère juridique, contentieux | $117,404.64 | $327.32 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Daniels | Kathryn | Conseillère juridique, contentieux | $145,186.00 | $397.52 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Manarin | Karen | Conseillère juridique, contentieux | $130,277.43 | $234.45 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Smith | Ian | Conseillère juridique, contentieux | $165,932.16 | $260.35 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Too | Byron | Chef, services d'application | $112,236.24 | $228.56 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Day | Robert | Chef, planification et information | $132,504.95 | $212.90 |

| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Fallone | Joanna | Chef, évaluation des dossiers | $162,160.36 | $272.79 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Bridge | Marianne | Chef, conformité | $152,366.60 | $311.70 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Hughes | John | Chef, information continue | $161,563.35 | $263.55 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Paul | Margo | Chef, équipe du financement 1 | $183,607.30 | $287.94 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Vranic | Iva | Chef, équipe du financement 2 | $171,498.98 | $279.31 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Boardman | Sally | Chef, ressources humaines | $108,776.06 | $242.65 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Stow | Nancy | Chef, services de soutien, recherche-développement, FEI | $107,884.43 | $182.82 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | McManus | Mark | Chef, renseignements et service à la clientèle | $108,241.67 | $1,477.28 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Butler | Brian | Chef, enquêtes | $179,210.94 | $664.08 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Dempsey | Paul | Chef, fonds de placement | $165,618.62 | $273.31 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Cowdery | Rebecca | Chef, fonds de placement et réforme de la réglementation | $187,999.18 | $294.12 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Kennedy | Melissa | Chef, contentieux | $165,057.68 | $359.33 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Petlock | Cindy | Chef, réglementation des marchés | $150,469.26 | $245.90 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Koor | Elie | Chef, projet de la BDNI | $158,336.33 | $240.34 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Gilkes | David | Chef, services juridiques aux personnes et sociétés inscrites | $120,820.97 | $221.30 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Gunn | George | Chef, surveillance | $135,928.65 | $1,304.89 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | McGregor | Mark | Chef, services de technologie | $107,649.71 | $706.86 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Stevenson | John | Secrétaire de la Commission | $167,365.83 | $275.16 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Tillie | Marcel | Comptable principale | $141,477.65 | $680.33 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Tsatsos | Irene | Comptable principale | $121,424.25 | $201.40 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Whiler | Rick | Comptable principale | $139,551.40 | $235.74 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Chaukos | Pat | Comptable principale/Conseillère juridique principale | $136,745.30 | $611.94 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Dundas | Linda | Spécialiste principale des produits dérivés | $131,248.02 | $611.52 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Cho | Peter | Juricomptable principal | $139,917.50 | $684.70 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Clarkin | Brian | Juricomptable principal | $146,414.36 | $230.16 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Cottrell | John | Juricomptable principal | $114,605.96 | $643.74 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | De Verteuil | Michael | Juricomptable principal | $133,202.15 | $224.53 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Lo | Yvonne | Juricomptable principal | $116,621.24 | $193.56 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Pilipavicius | Rima | Juricomptable principal | $126,882.32 | $222.71 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Pilkey | Scott | Conseiller juridique principal, enquêtes | $159,058.12 | $519.70 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Beck | Joan | Conseillère juridique principale | $150,845.52 | $458.74 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Dasil | Merilyn | Conseillère juridique principale | $142,141.64 | $218.67 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Di Lieto | Rossana | Conseillère juridique principale | $131,937.65 | $233.87 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Dublin | Julia | Conseillère juridique principale | $165,417.76 | $679.82 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Gerhart | Marsha | Conseillère juridique principale | $152,178.13 | $558.82 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Greengiass | Susan | Conseillère juridique principale | $167,219.93 | $258.58 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Kohl | Robert | Conseillère juridique principale | $162,242.94 | $265.85 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | MacCready | Charles | Conseillère juridique principale | $125,302.37 | $277.42 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Martin Gorelle | Krista | Conseillère juridique principale | $155,757.79 | $255.24 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | McCallum | Susan | Conseillère juridique principale | $126,790.12 | $213.39 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Pare | Maxime | Conseillère juridique principale | $154,378.74 | $685.68 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Stern | Tracey | Conseillère juridique principale | $142,329.83 | $225.56 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Britton | Matthew | Conseillère juridique principale, contentieux | $144,984.41 | $253.79 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Superina | Johanna | Conseillère juridique principale, contentieux | $171,596.61 | $265.91 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Petroff | Thomas | Analyste de marché principal | $105,259.20 | $180.01 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Naster | Jay | Conseiller juridique spécial | $261,507.24 | $282.60 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | McCurdy | David | Spécialiste, systèmes de négociation | $120,096.09 | $229.26 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Moore | Paul | Vice-président | $376,549.82 | $7,803.18 |
| 2002 | Agencies | Ontario Securities Commission | Wetston | Howard | Vice-président | $399,549.82 | $7,803.18 |

I certify that the information provided on this record is correct in accordance with the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*.
This record has been approved by:

**David Brown**

**Chair**
**Position Title**

**(416) 593-8203**
**Phone Number**

**March 12, 2003**
**Date**

Prepared under the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*

## La Fondation Trillium de l'Ontario

### Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Les états financiers ci-joints de La Fondation Trillium de l'Ontario sont la responsabilité de la direction et ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction maintient un système de contrôles internes qui a pour objet de fournir un degré raisonnable d'assurance que l'information financière est exacte et que les actifs sont protégés.

Le conseil d'administration s'assure que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et des contrôles internes. Le comité des finances et le Conseil d'administration se rencontrent régulièrement pour superviser les activités financières de la Fondation et au moins une fois l'an pour passer en revue les états financiers vérifiés et le rapport des vérificateurs externes à leur égard.

Les états financiers ont été vérifiés par Ernst & Young s.r.l., vérificateurs externes indépendants nommés par le Conseil d'administration. La responsabilité des vérificateurs externes est d'exprimer une opinion indiquant que les états financiers donnent une image fidèle selon les principes comptables généralement reconnus. Le rapport des vérificateurs présente l'étendue du travail de vérification et l'opinion des vérificateurs.

L. Robin Cardozo, FCA
Chef de la direction

Anne Pashley
Vice-présidente,
Finances et administration

# RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Au conseil d'administration de
**La Fondation Trillium de l'Ontario**

Nous avons vérifié le bilan de **La Fondation Trillium de l'Ontario** au 31 mars 2003 et les états des résultats et de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Fondation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Tel qu'il est requis par la Loi sur les personnes morales (Ontario), nous faisons rapport que, à notre avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Ernst & Young s.r.l.

Toronto, Canada
le 28 avril 2003

Comptables agréés

**La Fondation Trillium de l'Ontario**

# BILANS

Aux 31 mars

| | 2003<br>$ | 2002<br>$ |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Encaisse | **1 142 375** | 1 045 985 |
| Intérêts courus et autres | **1 496 121** | 1 189 064 |
| Placements *[note 3]* | **121 471 156** | 128 669 625 |
| Immobilisations, net *[note 4]* | **959 830** | 1 148 674 |
| | **125 069 482** | 132 053 348 |
| **PASSIF ET ACTIFS NETS** | | |
| **Passif** | | |
| Créditeurs et charges à payer | **939 479** | 959 845 |
| Subventions à payer *[note 6 b)]* | **111 741 117** | 116 298 970 |
| Contributions reportées *[note 6 a)]* | **3 383 000** | 5 642 708 |
| **Total du passif** | **116 063 596** | 122 901 523 |
| **Actifs nets** *[note 7]* | | |
| Investis dans des immobilisations | **959 830** | 1 148 674 |
| Actifs nets non affectés | **8 046 056** | 8 003 151 |
| **Total des actifs nets** | **9 005 886** | 9 151 825 |
| | **125 069 482** | 132 053 348 |

*Voir les notes afférentes aux états financiers.*

Au nom du Conseil,

Robert G. Power
Président

Paul Ayotte
Trésorier

**La Fondation Trillium de l'Ontario**

# ÉTATS DES RÉSULTATS ET DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

Exercices terminés les 31 mars

| | 2003<br>$ | 2002<br>$ |
|---|---|---|
| **PRODUITS** | | |
| Financement du gouvernement de l'Ontario *[note 5]* | **102 259 708** | 107 248 863 |
| Subventions annulées ou recouvrées | **1 743 045** | 1 225 047 |
| Intérêts créditeurs | **4 734 431** | 7 842 051 |
| | **108 737 184** | 116 315 961 |
| **CHARGES** | | |
| Activités du programme | | |
| Subventions promises *[note 6]* | **98 519 400** | 106 057 700 |
| Charges découlant de l'octroi de subventions | **8 681 752** | 8 488 971 |
| Contributions autres que des subventions à la collectivité *[note 8]* | **236 906** | 199 848 |
| | **107 438 058** | 114 746 519 |
| Services de soutien | **978 628** | 949 672 |
| Amortissement | **466 437** | 509 467 |
| | **108 883 123** | 116 205 658 |
| **Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges de l'exercice** | **(145 939)** | 110 303 |
| Actifs nets au début de l'exercice | **9 151 825** | 9 041 522 |
| **Actifs nets à la fin de l'exercice** | **9 005 886** | 9 151 825 |

*Voir les notes afférentes aux états financiers.*

**La Fondation Trillium de l'Ontario**

# ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 mars

| | 2003<br>$ | 2002<br>$ |
|---|---|---|
| **ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET ACTIVITÉS RELATIVES AUX SUBVENTIONS** | | |
| Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges de l'exercice | (145 939) | 110 303 |
| Ajouter l'élément hors caisse | | |
| Amortissement | 466 437 | 509 467 |
| Variation nette des soldes hors caisse liés à l'exploitation | | |
| Intérêts courus et autres | (307 057) | 2 589 693 |
| Créditeurs et charges à payer | (20 366) | 32 096 |
| Subventions à payer | (4 557 853) | 15 478 600 |
| Contributions reportées | (2 259 708) | (7 195 812) |
| **Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et aux activités relatives aux subventions** | (6 824 486) | 11 524 347 |
| **ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT** | | |
| Diminution (augmentation) nette des placements | 7 198 469 | (11 224 436) |
| Achat d'immobilisations | (277 593) | (317 228) |
| **Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement** | 6 920 876 | (11 541 664) |
| **Augmentation (diminution) nette des liquidités au cours de l'exercice** | 96 390 | (17 317) |
| Liquidités au début de l'exercice | 1 045 985 | 1 063 302 |
| **Liquidités à la fin de l'exercice** | 1 142 375 | 1 045 985 |

*Voir les notes afférentes aux états financiers.*

**La Fondation Trillium de l'Ontario**

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2003

## 1) OBJECTIF

La Fondation Trillium de l'Ontario («FTO»), un organisme du ministère de la Culture (le «ministère»), est soutenue financièrement par le gouvernement de l'Ontario. La FTO a entrepris ses activités à titre d'organisme sans lien de dépendance du gouvernement de l'Ontario le 23 août 1982 et a été constituée sans capital-actions en vertu des lois de l'Ontario selon des lettres patentes datées du 17 novembre 1982. L'objectif de la FTO consiste à collaborer avec des tiers afin d'effectuer des placements stratégiques et de créer des collectivités saines, humanitaires et solides économiquement en Ontario.

## 2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada appliqués dans le cadre des principales conventions comptables résumées ci-après :

### Constatation des produits

La FTO suit la méthode du report pour comptabiliser les contributions, qui comprennent le financement accordé par le gouvernement. Les contributions non affectées sont constatées comme des produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir, si le montant devant être reçu peut être évalué et le recouvrement assuré, et ce, de manière raisonnable. Les contributions externes non affectées sont reportées et constatées à titre de produits au cours de l'exercice où les charges connexes sont engagées.

### Placements

Les placements à court terme, les bons du Trésor et les acceptations bancaires sont comptabilisés au coût. Les obligations sont constatées au coût non amorti.

### Subventions

Les subventions sont comptabilisées à titre de charges au cours de l'exercice où le conseil d'administration les approuve.

### Charges

Les charges ministérielles sont réparties entre l'octroi de subventions et les services de soutien selon le pourcentage des activités de chaque ministère qui est consacré à ces activités.

**La Fondation Trillium de l'Ontario**

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2003

### Immobilisations

Les immobilisations sont constatées au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur les périodes suivantes :

| | |
|---|---|
| Mobilier et agencements | 5 ans |
| Matériel informatique | 3 ans |
| Logiciels | 1 an |
| Améliorations locatives | sur la durée du bail |

### 3) PLACEMENTS

*Les placements consistent en ce qui suit :*

| | *2003* | | *2002* | |
|---|---|---|---|---|
| | *Coût* $ | *Valeur marchande* $ | *Coût* $ | *Valeur marchande* $ |
| Bons du Trésor | 112 579 047 | 112 579 047 | 93 339 095 | 93 339 095 |
| Acceptations bancaires | 8 892 109 | 8 892 109 | 10 855 141 | 10 855 141 |
| Obligation d'Ontario Hydro, 5.97 %, échéant le 16 avril 2002 | — | — | 5 072 053 | 5 012 350 |
| Obligation d'Ontario Hydro, 4.60 %, échéant le 24 juin 2002 | — | — | 19 403 336 | 19 287 090 |
| | 121 471 156 | 121 471 156 | 128 669 625 | 128 493 676 |

Les bons du Trésor et acceptations bancaires viennent à échéance au cours des quinze prochains mois et portent intérêt de 2.8 % à 4.4 % (1.9 % à 5.9 % en 2002).

**La Fondation Trillium de l'Ontario**

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2003

## 4) IMMOBILISATIONS

Les immobilisations consistent en ce qui suit :

| | 2003 | | | 2002 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Coût<br>$ | Amortissement cumulé<br>$ | Valeur comptable nette<br>$ | Coût<br>$ | Amortissement cumulé<br>$ | Valeur comptable nette<br>$ |
| Mobilier et agencements | 678 741 | 562 440 | 116 301 | 645 630 | 442 312 | 203 318 |
| Matériel informatique | 848 473 | 618 863 | 229 610 | 827 198 | 671 547 | 155 651 |
| Logiciels | 607 433 | 595 794 | 11 639 | 584 152 | 522 700 | 61 452 |
| Améliorations locatives | 1 190 019 | 587 739 | 602 280 | 1 184 019 | 455 766 | 728 253 |
| | 3 324 666 | 2 364 836 | 959 830 | 3 240 999 | 2 092 325 | 1 148 674 |

## 5) FINANCEMENT ACCORDÉ PAR LE GOUVERNEMENT

En date du 1er avril 1999, la FTO a commencé à recevoir du financement du ministère pour un nouveau mandat qui sera exécuté par l'intermédiaire de deux programmes: subventions au niveau communautaire et subventions à l'échelle de la province. Au cours des exercices terminés les 31 mars 2003 et 2002, la FTO a obtenu 100 millions de dollars en financement et elle doit utiliser 100 millions de dollars moins les charges d'exploitation non couvertes par les revenus de placements dans le cadre des deux programmes de subventions. Le financement reçu au cours de ces exercices ont été comptabilisés à titre de renouvellement des contributions reportées *[note 6 a)]*.

**La Fondation Trillium de l'Ontario**

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2003

Le montant constaté à titre de financement accordé par le gouvernement de l'Ontario est calculé comme suit :

| | 2003<br>$ | 2002<br>$ |
|---|---|---|
| **Subventions promises, annulées ou recouvrées au cours de l'exercice** | | |
| Subventions promises | 98 519 400 | 106 057 700 |
| Subventions annulées ou recouvrées liées aux subventions approuvées après le 31 mars 1999 | (1 652 078) | (914 896) |
| | 96 867 322 | 105 142 804 |
| ***Charges d'exploitation non couvertes par les revenus de placement*** | | |
| *Charges découlant de l'octroi de subventions* | 8 681 752 | 8 488 971 |
| *Services de soutien et amortissement* | 1 445 065 | 1 459 139 |
| *Revenus de placement* | (4 734 431) | (7 842 051) |
| | 5 392 386 | 2 106 059 |
| ***Montant constaté à titre de financement du gouvernement de l'Ontario*** | 102 259 708 | 107 248 863 |

Le montant qui excède le financement reçu de 100 millions de dollars à chaque exercice est porté en diminution des contributions reportées.

Depuis avril 1996, la FTO a reçu du financement du ministère pour des programmes de partenariat qui comprennent le programme Connexions communautaires, le Fonds Accès et le programme Liaisons communautaires. Aucun financement n'a été reçu pour ces programmes au cours des exercices 2003 ou 2002.

Le financement du gouvernement est assujetti à un protocole d'entente avec le ministère qui établi la façon dont les fonds doivent être investis et distribués.

**La Fondation Trillium de l'Ontario**

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2003

## 6) CONTRIBUTIONS REPORTÉES ET SUBVENTIONS À PAYER

a) Les contributions reportées représentent le financement accordé par le ministère qui n'a pas encore été promis comme subventions. Le renouvellement des contributions reportées est comme suit :

| | 2003 | | | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | Subventions au niveau communautaire et subventions à l'échelle de la province | Programmes de partenariat | Total | Total |
| | $ | $ | $ | $ |
| ***Contributions reportées au début de l'exercice*** | 4 593 298 | 1 049 410 | 5 642 708 | 12 838 520 |
| ***Activités au cours de l'exercice*** | | | | |
| *Financement reçu [note 5]* | 100 000 000 | — | 100 000 000 | 100 000 000 |
| *Intérêts créditeurs comptabilisés à titre de produits* | 4 643 894 | 90 537 | 4 734 431 | 7 842 051 |
| Subventions promises | (97 526 900) | (992 500) | (98 519 400) | (106 057 700) |
| Charges découlant de l'octroi de subventions | (8 529 827) | (151 925) | (8 681 752) | (8 488 971) |
| Services de soutien et amortissement | (1 445 065) | — | (1 445 065) | (1 459 139) |
| Subventions annulées ou recouvrées liées aux subventions approuvées après le 31 mars 1999 | 1 642 454 | 9 624 | 1 652 078 | 914 896 |
| Intérêts créditeurs disponibles pour les exercices futurs | — | — | — | 53 051 |
| | (1 215 444) | (1 044 264) | (2 259 708) | (7 195 812) |
| **Contributions reportées à la fin de l'exercice** | 3 377 854 | 5 146 | 3 383 000 | 5 642 708 |

**La Fondation Trillium de l'Ontario**

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2003

b) Lorsque la FTO promet la distribution d'une subvention, celle-ci est comptabilisée comme subvention à payer. Les subventions promises qui ne sont pas encore distribuées sont à payer, à la réception des fonds par la FTO et si les bénéficiaires satisfont à certains critères de rendement. Le renouvellement des subventions payables est comme suit :

| | 2003<br>$ | 2002<br>$ |
|---|---|---|
| **Subventions promises** | | |
| Subventions au niveau communautaire et subventions à l'échelle de la province | **97 526 900** | 104 664 000 |
| Programmes de partenariat | **992 500** | 1 393 700 |
| | **98 519 400** | 106 057 700 |
| Subventions annulées | **(1 357 900)** | (1 055 560) |
| Subventions payées | **(101 719 353)** | (89 523 540) |
| Variation nette des subventions à payer | **(4 557 853)** | 15 478 600 |
| Subventions à payer au début de l'exercice | **116 298 970** | 100 820 370 |
| **Subventions à payer à la fin de l'exercice** | **111 741 117** | 116 298 970 |

Subventions à payer à divers organismes au cours des exercices terminés les 31 mars :

| | $ |
|---|---|
| 2004 | 72 876 817 |
| 2005 | 28 222 600 |
| 2006 | 8 839 400 |
| 2007 | 1 617 500 |
| 2008 | 184 800 |
| | 111 741 117 |

**La Fondation Trillium de l'Ontario**

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2003

## 7) ACTIFS NETS

Les variations des composantes des actifs nets sont comme suit :

| | 2003 | | | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | Actifs nets non affectés $ | Investis dans des immobili-sations $ | Total $ | Total $ |
| Actifs nets au début de l'exercice | 8 003 151 | 1 148 674 | 9 151 825 | 9 041 522 |
| Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges de l'exercice | 320 498 | (466 437) | (145 939) | 110 303 |
| Achat d'immobilisations | (277 593) | 277 593 | — | — |
| Actifs nets à la fin de l'exercice | 8 046 056 | 959 830 | 9 005 886 | 9 151 825 |

## 8) CONTRIBUTIONS AUTRES QUE DES SUBVENTIONS À LA COLLECTIVITÉ

Les contributions autres que des subventions à la collectivité constituent des activités de bienfaisance autres que des subventions, comme des partenariats avec d'autres organismes, des projets mis en œuvre par la FTO et une aide technique aux organismes communautaires. Les contributions représentent les frais des activités courantes.

## 9) ENGAGEMENT

Les loyers annuels minimums futurs au titre des contrats de location-exploitation visant des locaux sont comme suit :

| | $ |
|---|---|
| 2004 | 325 264 |
| 2005 | 280 181 |
| 2006 | 260 243 |
| 2007 | 247 743 |
| 2008 | 226 342 |

**La Fondation Trillium de l'Ontario**

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2003

## 10) ÉTATS FINANCIERS COMPARATIFS

Les états financiers comparatifs ont été reclassés par rapport aux états présentés antérieurement afin d'être conformes à la présentation adoptée en 2003.

**Membres du personnel de La Fondation Trillium de l'Ontario dont le salaire s'est élevé à plus de 100 000 $ au cours de l'année civile 2002 (non vérifié):**

| Nom | Titre | Salaire $ | Avantages imposables $ |
|---|---|---|---|
| Robin Cardozo | Chef de la direction | 181 500 | 10 473 |
| Anne Pashley | Vice-présidente des finances et de l'administration | 118 634 | 8 173 |
| Patricia Else | Directrice des programmes de subvention | 113 731 | 6 620 |
| Diane Labelle-Davey | Directrice des ressources humaines et des relations avec les bénévoles | 112 985 | 7 843 |
| Gayle Waxman | Directrice des politiques, recherche et évaluation | 112 985 | 6 573 |
| Darlene Frampton | Directrice communications et affaires publiques | 103 697 | 4 453 |

*Liste établie en vertu de la Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public.*

# LE MUSÉE ROYAL DE L'ONTARIO ÉTATS FINANCIERS 30 JUIN 2002

## *RAPPORT DES VÉRIFICATEURS*

**Aux fiduciaires du Musée royal de l'Ontario**

Nous avons vérifié le bilan du Musée royal de l'Ontario au 30 juin 2002 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Musée. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Musée au 30 juin 2002 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ernst & Young LLP

Comptables agréés
Toronto, Canada
Le 9 août 2002

## LE MUSÉE ROYAL DE L'ONTARIO

*(Constitué en société sans capital social en vertu d'une loi spéciale du Parlement de l'Ontario)*

### *BILANS AUX 30 JUIN*

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **ACTIF** | | |
| **Actif à court terme** | | |
| Encaisse et placements à court terme (note 4) | 1 237 | 5 |
| Montant à recevoir de la Fondation du Musée royal de l'Ontario (note 13) | 3 415 | 1 265 |
| Autres débiteurs | 1 224 | 1 361 |
| Stocks | 455 | 526 |
| Frais d'expositions reportés et autres actifs | 1 447 | 833 |
| **Total de l'actif à court terme** | 7 778 | 3 990 |
| Placements (note 4) | 481 | 1 812 |
| Charge de retraite comptabilisée d'avance (note 14) | 3 155 | 3 236 |
| Immobilisations, montant net (note 5) | 45 147 | 53 153 |
| Autres actifs | 279 | 298 |
| | 56 840 | 62 489 |
| **PASSIF ET ACTIF NET** | | |
| **Passif à court terme** | | |
| Créditeurs et charges à payer | 4 969 | 4 264 |
| Produits comptabilisés d'avance (note 7) | 5 769 | 4 695 |
| **Total du passif à court terme** | 10 738 | 8 959 |
| Apports de capital reportés (note 8) | 44 765 | 53 522 |
| Actif net (note 9) | 1 337 | 8 |
| | 56 840 | 62 489 |

(Voir les notes ci-jointes)

Au nom du Conseil :

Jack Cockwell, Fiduciaire

Harriet Walker, Fiduciaire

## LE MUSÉE ROYAL DE L'ONTARIO

### *ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET EXERCICES TERMINÉS LES 30 JUIN*

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | voir annexe | |
| | (en milliers de dollars) | |
| **PRODUITS** | | |
| Subventions (note 10) | 23 193 | 24 233 |
| Droits d'entrée | 4 561 | 3 559 |
| Programmes du Musée | 2 149 | 1 994 |
| Services complémentaires | 8 602 | 8 422 |
| Revenus de placements | 62 | 110 |
| Dons en nature | 1 087 | 1 084 |
| Amortissement des apports de capital reportés (note 2) | 11 705 | 4 022 |
| Divers (note 13) | 1 632 | 2 941 |
| **Total des produits** | 52 991 | 46 365 |
| **CHARGES** | | |
| Conservation et gestion des collections | 11 090 | 10 835 |
| Bâtiments, sécurité et services aux vitiseurs | 7 212 | 7 563 |
| Services complémentaires | 6 665 | 6 694 |
| Charges générales et administratives | 3 388 | 2 993 |
| Programmes éducatifs et grand public | 2 113 | 2 141 |
| Bibliothèque et services d'information | 2 202 | 1 966 |
| Aménagement des expositions et galeries | 1 344 | 1 524 |
| Commercialisation et relations publiques | 1 698 | 1 699 |
| Expositions temporaires | 2 628 | 3 080 |
| Artefacts et spécimens | | |
| - Dons en nature | 1 087 | 1 084 |
| - Acquisitions | 1 137 | 1 370 |
| Amortissement des immobilisations (note 2) | 11 953 | 4 169 |
| Divers (note 13) | 76 | 1 220 |
| **Total des charges (note 11)** | 52 593 | 46 338 |
| **Excédent des produits par rapport aux charges de l'exercice** | 398 | 27 |
| **Apports en capital affectés à l'achat de terrain (note 9)** | 931 | |
| **Actif net (déficit) au début de l'exercice (note 9)** | 8 | (19) |
| **Actif net à la fin de l'exercice (note 9)** | 1 337 | 8 |

(Voir les notes ci-jointes)

## LE MUSÉE ROYAL DE L'ONTARIO

### *ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICES TERMINÉS LES 30 JUIN*

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT** | | |
| Excédent des produits par rapport aux charges de l'exercice | 398 | 27 |
| Ajouter (soustraire) les éléments hors caisse | | |
| Revenu de retraite (charge) | 81 | (638) |
| Amortissement des immobilisations | 11 953 | 4 169 |
| Amortissement des apports de capital reportés | (11 705) | (4 022) |
| | 727 | (464) |
| Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités de fonctionnement | | |
| Montant à recevoir de la Fondation du Musée royal de l'Ontario | 2 450 | (210) |
| Autres débiteurs | 437 | 179 |
| Stocks | 71 | 39 |
| Frais d'expositions reportés et autres actifs | (614) | (263) |
| Créditeurs et charges à payer | 1 074 | 288 |
| | (777) | (623) |
| **Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement** | (50) | (1 087) |
| **ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT** | | |
| Acquisitions d'immobilisations | (3 947) | (2 610) |
| Vente (acquisition) d'autres placements, montant net | 1 331 | (1 007) |
| Diminution des autres actifs | 19 | 21 |
| Apports reçus affectés à l'achat de terrain | 931 | |
| Apports reçus pour les acquisitions d'immobilisations | 2 948 | 2 375 |
| **Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement et de financement** | 1 282 | (1 221) |
| **Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des placements à court terme au cours de l'exercice** | 1 232 | (2 308) |
| **Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice** | 5 | 2 313 |
| **Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice** | 1 237 | 5 |

(Voir les notes ci-jointes)

## LE MUSÉE ROYAL DE L'ONTARIO

## *NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 30 JUIN 2002*

### 1. Généralités

Le Musée royal de l'Ontario (le « Musée ») est un organisme établi par la province d'Ontario, constitué sans capital social en vertu d'une loi spéciale du Parlement de l'Ontario. Le Musée est le plus vaste musée du Canada et l'un des rares de son genre à explorer à la fois l'art et l'archéologie des cultures humaines et l'histoire naturelle. La mission du Musée consiste à susciter l'étonnement et à promouvoir la compréhension des cultures humaines et de l'histoire naturelle.

Le Musée est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada (la « Loi ») et, à ce titre, est exonéré d'impôts. Il est ainsi en mesure de donner des reçus pour dons de charité aux fins fiscales. Le Musée doit remplir certains critères prévus dans la Loi pour conserver son statut d'organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi. De l'avis de la direction, le Musée satisfait à ces exigences.

### 2. Projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario

Le Conseil d'administration a approuvé en principe, et aux fins de planification, un vaste projet de réaménagement du Musée. Le projet sera réalisé en deux phases, et les coûts prévisionnels globaux s'élèveront à 200 millions de dollars. La première phase, totalisant des frais de 150 millions de dollars, est prévue se terminer en décembre 2005. La phase II coûtera 50 millions de dollars supplémentaires et doit se terminer un an plus tard. Le projet total comprendra la construction et la restauration des édifices originaux de même que de nouvelles salles d'exposition d'une superficie totale de 40 000 pieds carrés. Le projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario modifiera de façon permanente le fondement économique du Musée, permettant d'aller chercher des revenus annuels supplémentaires afin de soutenir l'excellence dans son ensemble.

Le financement pour ce projet proviendra des secteurs public et privé. À ce jour, les gouvernements fédéral et provincial se sont engagés à octroyer 60 millions de dollars à ce projet. Au 30 juin 2002, le Musée avait engagé des dépenses de 1,6 million de dollars pour ce projet, lequel est constaté au bilan à titre d'immobilisations.

En prévision de ce projet, la durée non écoulée de certaines immobilisations a été réduite et, de ce fait, la période d'amortissement de ces actifs a été révisé. De plus, l'amortissement de l'apport en capital reporté connexe a été révisé.

### 3. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, appliqués dans le cadre des principales conventions comptables résumées ci-après :

#### Constatation des produits

Le Musée applique la méthode du report d'impôts fixe pour comptabiliser les apports, qui comprennent les dons et les subventions de l'État. Les apports sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré. Les dons sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse étant donné que les promesses de dons ne représentent pas des droits ayant force exécutoire.

Les apports grevés d'affectations d'origine externe à des fins autres que la dotation sont reportés et constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont constatées. Les apports grevés d'affectations d'origine externe pour l'achat de terrain sont directement portés au crédit des actifs investis en immobilisations. Les apports grevés d'affectations d'origine externe pour l'achat d'autres immobilisations sont reportés et amortis sur la durée de l'immobilisation correspondante. Les apports reçus à titre de dotations sont constatés à titre d'augmentations directes de l'actif net au cours de l'exercice où ils sont reçus.

#### Placements

Les placements sont comptabilisés à la valeur marchande. Les revenus de placements comprennent les intérêts, les dividendes, les gains (pertes) matérialisé(e)s, et la variation nette des gains et pertes non matérialisés.

#### Stock

Les stocks, qui se composent principalement d'articles vendus dans les boutiques, de publications et de fournitures, sont comptabilisés au moindre des montants suivants : coût moyen ou valeur de réalisation nette.

#### Frais d'expositions et autres frais reportés

Les frais d'expositions sont reportés jusqu'à ce que les expositions soient ouvertes au public et ils sont alors passés en charges au cours de la période des expositions auxquelles ils se rapportent.

#### Régimes d'avantages sociaux

Le Musée comptabilise ses obligations découlant des régimes d'avantages sociaux ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses des plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés et les coûts prévus des soins de santé. Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à la valeur marchande, et les gains ou les pertes de placement sont constatés sur une période de trois ans.

L'actif (obligation) transitoire, la répercussion de toute modification des régimes, et l'excédent du gain ou de la perte actuariel net cumulatif sur 10 % de l'obligation au titre des prestations ou 10 % de la valeur marchande des actifs des régimes, selon le montant le plus élevé des deux, sont amortis sur la durée résiduelle moyenne d'activité du groupe de salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité du groupe de salariés actifs couverts par le régime de retraite est de 12 ans. La durée résiduelle moyenne d'activité du groupe de salariés actifs couverts par les régimes d'avantages complémentaires de retraite est de 17 ans.

**Immobilisations**

Le terrain est comptabilisé au coût. Les acquisitions d'immobilisations sont présentées au coût d'acquisition. Les apports reçus sous forme d'immobilisations sont constatés à la juste valeur marchande à la date de l'apport. L'amortissement est prévu selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative des actifs comme suit :

| | |
|---|---|
| Bâtiments | 40 ans |
| Galeries | 20 ans |
| Projets d'immobilisations importants | 5 à 10 ans |
| Mobilier et matériel | 3 à 10 ans |

**Artefacts et spécimens**

La valeur des artefacts et des spécimens a été exclue du bilan. Les artefacts et spécimens reçus en dons sont comptabilisés comme des produits, aux valeurs calculées d'après les évaluations d'experts-estimateurs indépendants. L'acquisition des artefacts et spécimens reçus en dons et acquis est passée en charges.

**Apports reçus sous forme de fournitures et de services**

Compte tenu de la difficulté de calculer leur juste valeur marchande, les apports reçus sous forme de fournitures et de services ne sont pas constatés dans les états financiers.

## 4. Placements

Les placements comprennent ce qui suit :

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Encaisse et placements à court terme | 1 618 | 1 590 |
| Obligations canadiennes | 75 | 200 |
| Actions privilégiées canadiennes | 24 | 24 |
| Intérêts courus | 1 | 3 |
| | 1 718 | 1 817 |
| Moins les montants comptabilisés à titre d'autres placements | 481 | 1 812 |
| Encaisse et placements à court terme | 1 237 | 5 |

Les montants des placements classés dans la catégorie à long terme représentent l'encaisse et les placements à long terme détenus pour les apports de capital reportés non dépensés [note 8].

## 5. Immobilisations

[a] Les immobilisations comprennent ce qui suit :

| | 2002 | | 2001 | |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Coût | Amortissement cumulé |
| | (en milliers de dollars) | | | |
| Terrain et bâtiments | 56 843 | 31 783 | 54 912 | 27 373 |
| Galeries | 37 710 | 21 632 | 37 579 | 15 113 |
| Projets d'immobilisations importants | 10 930 | 9 094 | 10 023 | 8 319 |
| Projet Renaissance du Musée royal de l'Ontario (note 2) | 1 620 | | | |
| Mobilier et matériel | 2 589 | 1 036 | 2 160 | 716 |
| | 109 692 | 63 545 | 104 674 | 51 521 |
| Moins l'amortissement cumulé | 63 545 | | 51 521 | |
| Valeur comptable nette | 45 147 | | 53 153 | |

[b] La variation de la valeur comptable nette des immobilisations est attribuable à ce qui suit :

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Solde au début de l'exercice | 53 153 | 54 712 |
| Acquisitions d'immobilisations financées par des apports de capital grevés d'affectations : | | |
| Terrain | 931 | |
| Autres immobilisations | 2 659 | 1 367 |
| Acquisitions d'immobilisations financées à l'interne | 357 | 1 243 |
| Amortissement des immobilisations | (11 953) | (4 169) |
| Solde à la fin de l'exercice | 45 147 | 53 153 |

### 6. Artefacts et spécimens

Au 30 juin 2002, la collection comptait environ 5 951 000 artefacts et spécimens. Au cours de l'exercice, le Musée a ajouté environ 1 000 objets à ses collections par l'acquisition d'artefacts.

### 7. Produits comptabilisés d'avance

Les produits comptabilisés d'avance représentent les subventions provenant des gouvernements fédéral et provincial, de sociétés privées et de la Fondation du Musée royal de l'Ontario (la « Fondation ») ayant trait surtout aux activités de fonctionnement du prochain exercice.

### 8. Apports de capital reportés

Les apports de capital reportés représentent le montant non amorti des subventions et des dons reçus pour l'acquisition d'immobilisations et l'aménagement des galeries. L'amortissement des apports en capital est constaté à titre de produits dans l'état des résultats et de l'évolution de l'actif net. Les modifications au solde des apports de capital reportés se présentent comme suit :

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Solde au début de l'exercice | 53 522 | 55 169 |
| Amortissement des apports de capital reportés | (11 705) | (4 022) |
| Apports de capital reportés inscrits à titre de subventions | - | - |
| Apports affectés reçus ou à recevoir pour les acquisitions d'immobilisations | 2 948 | 2 375 |
| Solde à la fin de l'exercice | 44 765 | 53 522 |

Au 30 juin 2002, des apports de capital reportés de 481 000 $ (1 812 000 $ en 2001) avaient été reçus mais non dépensés.

### 9. Actif net (déficit)

Les variations des composantes de l'actif net (du déficit) au 30 juin s'établissaient comme suit : v

| | Déficit de fonctionnement | Affectés par le Conseil | Investis en immobilisations | 2002 Total | 2001 Total |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | (en milliers de dollars) | | |
| Solde au début de l'exercice | (2,422) | 986 | 1 444 | 8 | (19) |
| Excédent des produits par rapport aux charges de l'exercice | 296 | 102 | | 398 | 27 |
| Virement interfonds | (135) | 135 | | | |
| Apports provenant de la province d'Ontario affectés à l'acquisition de terrain | | | | | |
| Variation nette des fonds investis en immobilisations | (136) | 27 | 109 | - | - |
| Solde à la fin de l'exercice | (2 397) | 1 250 | 2 484 | 1 337 | 8 |

### 10. Subventions

Les subventions se présentent comme suit :

| | | 2002 | 2001 |
|---|---|---|---|
| | | (en milliers de dollars) | |
| Province d'Ontario | - exploitation | 18 518 | 18 518 |
| | - divers | 339 | 256 |
| Gouvernement du Canada | | 167 | 88 |
| La Fondation du Musée royal de l'Ontario (note 13) | | 4 169 | 5 371 |
| | | 23 193 | 24 233 |

### 11. Charges

Les charges sont présentées dans les états des résultats et de l'évolution de l'actif net par fonctions. Les charges par catégories comprennent ce qui suit :

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Salaires et charges sociales | 23 173 | 22 344 |
| Biens et services acquis | 29 420 | 23 994 |
| | 52 593 | 46 338 |

### 12. Bénévolat au Musée

Au cours de l'exercice, les bénévoles du Musée ont fourni un apport d'environ 86 000 heures de soutien au Musée. Leurs activités incluent des visites guidées des galeries et une grande variété de programmes qui enrichissent l'expérience du visiteur au Musée; des voyages locaux et des voyages à l'étranger qui visent à promouvoir l'image du Musée en Ontario et dans le monde, et bien d'autres activités de soutien. Le Musée estime que la valeur de ces services est supérieure à 1,8 million de dollars annuellement.

En outre, le revenu net généré par les bénévoles du Musée et l'Association des reproductions du Musée royal de l'Ontario, organisme de bénévolat indépendant affilié au Musée, sert au soutien direct des activités du Musée. Au cours de l'exercice terminé le 30 juin 2002, les bénévoles du Musée ont versé un apport de 70 000 $ (70 000 $ en 2001) à la Fondation pour les projets d'acquisition et de recherche au Musée. L'Association des reproductions du Musée royal de l'Ontario a fourni un apport de 75 000 $ (75 000 $ en 2001) pour l'achat d'artefacts et de spécimens.

### 13. La Fondation du Musée royal de l'Ontario

La Fondation a été constituée le 1er juillet 1992 pour coordonner toutes les campagnes de financement dans le secteur privé entreprises au nom du Musée et des sociétés affiliées. L'objectif de la Fondation est de mobiliser des fonds pour améliorer les expositions et les programmes grand public, la recherche et les acquisitions.

Les comptes de la Fondation sont présentés distinctement et ne sont pas consolidés dans les présents états financiers. Au 30 juin 2002, les soldes des fonds de la Fondation s'établissaient comme suit :

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Fonds non affectés | 399 | 683 |
| Fonds affectés | | |
| Disponibles actuellement | 5 885 | 4 037 |
| Disponibles à une date ultérieure | 11 346 | 11 011 |
| Grevés d'affectations d'origine interne | - | - |
| | 17 231 | 15 048 |
| Fonds de dotation | | |
| Grevés d'affectations d'origine externe | 6 855 | 7 676 |
| Grevés d'affectations d'origine interne | 1 870 | 2 135 |
| | 8 725 | 9 811 |
| | 26 355 | 25 542 |

Au cours de l'exercice, la Fondation a octroyé 6 118 000 $ (6 340 000 $ en 2001) au Musée. De cette somme, un montant de 4 169 000 $ (5 371 000 $ en 2001) figure dans les produits, et le solde fait partie des produits comptabilisés d'avance ou des apports de capital reportés.

Au cours de l'exercice 2001, le Musée a vendu des droits de propriété s'élevant à 1 550 000 $, qui sont inclus dans les autres produits. De cette somme, 1 200 000 $ ont été virés à la Fondation et figurent dans les autres charges de l'exercice 2001.

### 14. Avantages sociaux

Le Musée offre un régime de retraite à prestations déterminées et d'autres régimes d'avantages sociaux qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi à la plupart de ses employés. Les tableaux ci-après présentent l'information relative à ces régimes.

La charge nette (le bénéfice net) liée aux régimes d'avantages sociaux du Musée se présente comme suit :

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Régime de retraite à prestations déterminées | 419 | (600) |
| Autres avantages postérieurs à l'emploi | 505 | 489 |
| | 924 | (111) |

Les informations relatives au régime de retraite et aux régimes d'avantages autres que les prestations de retraite au 30 juin s'établissaient comme suit :

| | Prestations de retraite | | Avantages autres que les prestations de retraite | |
|---|---|---|---|---|
| | 2002 | 2001 | 2002 | 2001 |
| | (en milliers de dollars) | | | |
| Charges à payer | 43 299 | 43 710 | 3 393 | 3 327 |
| Valeur marchande des actifs | 42 243 | 45 430 | - | - |
| Excédent (déficit) | (1 056) | 1 720 | (3 393) | (3 327) |
| Déficit (excédent) non constaté depuis le 1er juillet 2000 | (6 682) | (7 413) | 2 757 | 2 954 |
| Incidence non constatée de la variation de l'hypothèse de l'augmentation des prestations de retraite | (5 010) | | | |
| Perte actuarielle (gain actuariel) non constatée | 15 903 | 8 929 | (222) | (66) |
| Actifs (obligations) au bilan | 3 155 | 3 236 | (858) | (439) |

Les obligations au titre des avantages autres que les prestations de retraite sont comptabilisées comme créditeurs et charges à payer.

Les principales hypothèses actuarielles adoptées par le Musée pour évaluer ses obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes :

| | Prestations de retraite | | Avantages autres que les prestations de retraite | |
|---|---|---|---|---|
| | 2002 | 2001 | 2002 | 2001 |
| Taux d'actualisation | 7,25 % | 7 % | 7,25 % | 7 % |
| Taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes | 7,5 % | 7,5 % | - | - |
| Taux de croissance de la rémunération | 4,25 % | 3,5 % | - | - |
| Taux de croissance des prestations de retraite | 0 % | 1,5 % | | |

Aux fins de l'évaluation, le taux de croissance annuel ultime du coût des avantages au titre des soins médicaux et dentaires a été fixé à 4,5 %.

Le tableau ci-après présente des informations supplémentaires relatives au régime de retraite à prestations déterminées du Musée :

| | Prestations de retraite | | Avantages autres que les prestations de retraite | |
|---|---|---|---|---|
| | 2002 | 2001 | 2002 | 2001 |
| | (en milliers de dollars) | | | |
| Cotisations des employés | 597 | 635 | - | - |
| Cotisations de l'employeur | 336 | - | - | - |
| Prestations versées | 2 123 | 1 867 | 86 | 51 |

**LE MUSÉE ROYAL DE L'ONTARIO**

| Nom de famille | Prenom | Poste | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| BAKER | DR. ALLAN | Head, CBCB | 107 407,54$ | 301,66$ |
| BARNETT | ROBERT | VP, Gallery Dev't | 119 686,52$ | 341,27$ |
| BECKEL | MARGARET | COO / Secretary to the Board | 200 617,00$ | 8 056,10$ |
| COLLINS | DR. DESMOND | Head, Palaeobiology | 102 803,95$ | 289,65$ |
| DARLING | DR. CHRIS | Senior Curator | 100 869,15$ | 269,68$ |
| ENGSTROM | MARK | Director, Research | 107 740,03$ | 302,62$ |
| GRAESSER | WILLIAM | Exec. Director, Finance | 105 637,45$ | 301,08$ |
| HUSHION | ANTHONY | VP, Exhibits, Programs & NMR | 144 119,89$ | 396,50$ |
| KOESTER | CHRISTOPHER | Exec. Director, HR & OD | 107 206,66$ | 301,08$ |
| PETERS | JOEL | VP, Marketing & Commercial Dev't | 124 490,71$ | 354,71$ |
| RAHIMI | DAN | Director, Collections Management | 105 637,45$ | 301,08$ |
| SHAIKOLI | AL | Exec. Director, Facilities | 105 637,45$ | 301,08$ |
| SHOREMAN | MICHAEL | Senior VP, Business & Capital Dev't | 163 948,07$ | 467,22$ |
| SUES | HANS-DIETER | VP, Collections & Research | 138 060,90$ | 377,64$ |
| THORSELL | WILLIAM | President & CEO | 234 697,95$ | 1 684,92$ |
| WICKS | DR. FRED | Head, Earth Sciences | 102 205,33$ | 288,46$ |

## L'OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO

Responsabilités de la direction à l'égard des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus. Là où il fallait des prévisions ou des hypothèses, la direction a déterminé ces sommes raisonnablement, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

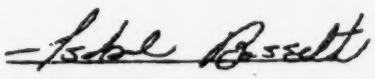
La direction est responsable du contenu intégral de ces états financiers et atteste que tous les renseignements pouvant se rapporter aux états financiers ont été fournis au vérificateur provincial.

Pour aider la direction à s'acquitter de ses responsabilités, l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO) effectue des contrôles internes conçus pour garantir, dans une mesure raisonnable, que ses biens sont protégés, que seules les transactions valides et autorisées sont exécutées et que l'information financière est exacte, complète et présentée à temps.

L'OTEO a une unité de vérification interne chargée d'examiner et de commenter les mesures de contrôle interne prises.

Le conseil d'administration de l'OTEO est chargé de voir à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités. Le conseil d'administration a nommé un comité de vérification formé de certains de ses propres membres. Ce comité rencontre périodiquement les membres de la direction, notamment la directrice générale, le comité de vérification interne et le vérificateur provincial pour discuter de la vérification, du contrôle interne, de la politique comptable et des questions de déclaration financière. Les états financiers contenus dans ce rapport annuel ont été examinés conjointement par le comité de la vérification et le comité des finances avant d'avoir été approuvés par le conseil d'administration.

Le vérificateur provincial a fait une vérification annuelle conformément à l'article 11 de la Loi sur l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario. Le rapport du vérificateur provincial décrit la portée de l'examen et de l'opinion du vérificateur.



Isabel Bassett
President-directirice generale
Le 10 juin 2003

Office of the
Provincial Auditor
of Ontario

Bureau du
vérificateur provincial
de l'Ontario

Box 105, 15th Floor, 20 Dundas Street West, Toronto, Ontario M5G 2C2
B.P. 105, 15e étage, 20, rue Dundas ouest, Toronto (Ontario) M5G 2C2
(416) 327-2381 Fax: (416) 327-9862

***Rapport du vérificateur***

À l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario
et au ministre de la Formation et des Collèges et Universités

J'ai vérifié l'État de la situation financière de l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario au 31 mars 2003, l'État des résultats d'exploitation et de l'avoir, l État des changements intervenus dans l'avoir et l'État des encaisses pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes canadiennes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 31 mars 2003, ainsi que les résultats de son exploitation et des changements dans sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables canadiens généralement reconnus.

Erik Peters

Toronto, Ontario
Le 30 mai 2003

Erik Peters, FCA
Vérificateur provincial

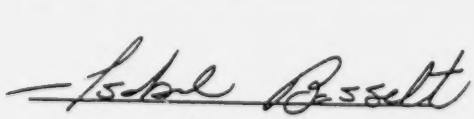
## L'OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO

### État de la situation financière au 31mars 2003

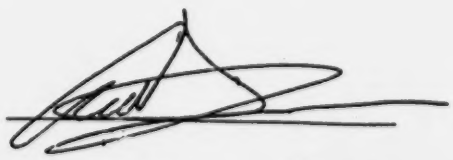
| Actif | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Actif à court terme** | | |
| Encaisse et placements à court terme (note 3) | 11 525 | 15 155 |
| Débiteurs (note 4) | 3 349 | 2 642 |
| Stocks | 451 | 577 |
| Frais payés d'avance | 521 | 678 |
| | **15 846** | **19 052** |
| **Charges de retraite reportées (note 5)** | **4 579** | **4 342** |
| **Placements détenus pour le fonds de renouvellement des immobilisations (note 6)** | **3 811** | **8 034** |
| **Immobilisations nettes (note 7)** | **20 955** | **16 484** |
| **Total de l'actif** | **45 191** | **47 912** |
| **Passif et avoir** | | |
| **Passif à court terme** | | |
| Créditeurs et charges à payer | 9 948 | 9 106 |
| Recettes reportées (note 8) | 3 223 | 3 032 |
| Obligations locatives (note 9) | 64 | 106 |
| | **13 235** | **12 244** |
| **Dette à long terme** | | |
| Obligations locatives (note 9) | 38 | 93 |
| Prestations de retraite futures des employés (note 5) | 1 770 | 1 133 |
| Apport reporté (note 10) | 19 341 | 20 279 |
| | **21 149** | **21 505** |
| **Avoir** | | |
| Avoir placé dans des immobilisations | 5 324 | 4 040 |
| Charges de retraite reportées et affectées (note 5) | 4 579 | 4 342 |
| Avoir non affecté | 904 | 5 781 |
| | **10 807** | **14 163** |
| **Total du passif et de l'avoir** | | |
| Engagements et passif éventuel (note 14, note 17) | **45 191** | **47 912** |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil d'administration :



Présidente



Directeur

## L'OFFICE DE LA TELECOMMUNICATION EDUCATIVE DE L'ONTARIO

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Recettes** | | |
| Subventions et aide financière des gouvernements (note 11) | 56 717 | 52 092 |
| Recettes produites (note 12) | 15 169 | 14 028 |
| Amortissement de l'apport reporté (note 10) | 1 775 | 2 114 |
| Charges de retraite reportées (note 5) | 237 | 733 |
| Recettes et fonds de renouvellement, montants nets | 247 | 235 |
| | **74 145** | **69 202** |
| **Dépenses** | | |
| Services de programmation (note 13) | 60 338 | 52 968 |
| Coût de production de recettes (note 12) | 5 271 | 6 258 |
| Services administratifs | 5 719 | 4 958 |
| Amortissement des immobilisations | 2 973 | 3 379 |
| | **74 301** | **67 563** |
| **Excédent/(Insuffisance) des recettes sur les dépenses** | **(156)** | **1 639** |
| **Avoir, début de l'exercice** | 14 163 | 12 524 |
| **Don à la Fondation de TVOntario** | (3 200) | 0 |
| **Avoir, fin de l'exercice** | **10 807** | **14 163** |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

## L'OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO
### État des changements intervenus dans l'avoir au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2003

| | 2003 (en milliers de dollars) | | | | 2002 (en milliers de dollars) |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Placements dans les immobilisations** | **Charges de retraite reportées et affectées** | **Avoir non affecté** | **Total** | **Total** |
| Solde, début de l'exercice | 4 040 | 4 342 | 5 781 | **14 163** | **12 524** |
| **Excédent/(Insuffisance) des recettes sur les dépenses** | (1 198) | 237 | 805 | **(156)** | **1 639** |
| Don à la Fondation de TVOntario | 0 | 0 | (3 200) | **(3 200)** | **0** |
| Placements dans les immobilisations | 2 482 | 0 | (2 482) | **0** | **0** |
| **Solde, fin de l'exercice** | **5 324** | **4 579** | **904** | **10 807** | **14 163** |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

## L'OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO

### État des encaisses
### pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT** | | |
| Excédent/(Insuffisance) des recettes sur les dépenses | (156) | 1 639 |
| Ajouter (déduire) les postes hors caisse : | | |
| Amortissement des immobilisations | 2 973 | 3 379 |
| Amortissement des apports reportés | (1 775) | (2 114) |
| Charges de retraite reportées | (237) | (733) |
| Prestations de retraite futures des employés | 637 | 590 |
| (Gain)/Pertes résultant de la disposition d'immobilisations : | (27) | 28 |
| Évolution nette du fonds de roulement hors caisse: | | |
| Débiteurs | (707) | 1 697 |
| Stocks | 126 | (26) |
| Frais payés d'avance | 157 | (101) |
| Recettes reportées | 191 | 1 252 |
| Créditeurs et charges à payer | 842 | 1 206 |
| **Encaisse provenant des activités de fonctionnement** | **(2 024)** | **6 817** |
| **ACTIVITÉS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT** | | |
| Ajout d'immobilisations | (7 472) | (3 338) |
| Apports reportés de l'exercice actuel | 5 060 | 2 380 |
| Produits de la disposition d'immobilisations | 55 | 41 |
| Obligations locatives | (97) | (83) |
| Don à la Fondation TVOntario | (3 200) | 0 |
| **Encaisse utilisée pour des activités de placement et de financement** | **(5 654)** | **(1 000)** |
| **Augmentation /(baisse) nette de la situation de trésorerie au cours de l'exercice** | **(3 630)** | **5 817** |
| **Encaisse et placements à court terme, début de l'exercice** | **15 155** | **9 338** |
| **Encaisse et placements à court terme, fin de l'exercice** | **11 525** | **15 155** |

## L'OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO

**Notes afférentes aux états financiers**
**au 31 mars 2003**

### 1. AUTORITÉ ET MANDAT

L'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (l'Office) est une société de la Couronne provinciale créée en juin 1970 en vertu d'une loi de l'Assemblée législative de l'Ontario. Conformément à cette loi, la mission première de l'Office consiste à créer, acquérir, produire, distribuer, exposer ou s'occuper de toute autre façon des émissions et des documents relevant des domaines de la radiodiffusion et de la télécommunication éducatives.

L'Office est un organisme sans but lucratif enregistré autorisé à émettre des reçus d'impôt pour les dons qui lui sont versés. En qualité de société de la Couronne de la province de l'Ontario et d'organisme sans but lucratif en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, l'Office est exempté de l'impôt sur le revenu.

### 2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

**(a) Méthode de comptabilité**

Les états financiers de l'Office ont été préparés conformément aux principes comptables du Canada généralement reconnus.

**(b) Stocks**

Le coût du matériel d'appoint est évalué selon la méthode de la valeur minimale ou la valeur de réalisation nette lorsque les coûts sont fixés selon la méthode du coût moyen pondéré. Les fournitures sont évaluées au prix coûtant lorsque les coûts sont fixés selon la méthode de l'épuisement successif, moins réserve pour obsolescence. Les bandes vidéo et audio sont évaluées selon la méthode de la valeur minimale ou la valeur de réalisation nette lorsque les coûts sont fixés selon la méthode de l'épuisement successif.

**(c) Immobilisations**

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant, moins l'amortissement cumulé. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire pour les périodes suivantes, à compter de l'année suivant l'achat :

| | |
|---|---|
| Immeubles | 30 ans |
| Émetteurs | 17 ans |
| Équipement de contrôle des émetteurs | 7 ans |
| Matériel technique sur place | 7 ans |
| Améliorations locatives | 5 ans |
| Matériel informatique | 5 ans |
| Mobilier de bureau et accessoires fixes | 15 ans |
| Matériel de bureau | 10 ans |
| Véhicules | 5 ans |

**(d) Constatation des recettes**

1. Les recettes provenant de l'octroi des droits afférents à des émissions sont inscrites dans l'état des résultats au moment de la vente de ces droits.

2. Les recettes provenant de la souscription publique sont inscrites selon la méthode de la comptabilité de caisse.

3. Les subventions et les recettes reçues au cours de l'exercice pour des dépenses spéciales sont reportées jusqu'à ce que ces dépenses aient été engagées.

4. Les recettes provenant d'apports destinés à l'achat d'immobilisations particulières sont reportées et amorties sur la même période que les immobilisations auxquelles elles sont affectées.

5. Les frais de scolarité payés par les étudiants pour les cours et le prix du Test d'évaluation en éducation générale sont considérés comme des recettes au moment de l'inscription.

**(e) Prestations de retraite futures des employés**

L'Office accroît ses engagements dans les régimes de retraite à prestations déterminées ainsi que les coûts s'y rapportant, déduction faite de l'actif du régime. Les montants transitoires de l'actif des régimes et des engagements de l'Office sont amortis sur la période moyenne prévue de service restant aux employés en activité qui recevront normalement des prestations de ces régimes. Le coût des prestations de retraite et des autres indemnités de retraite des régimes à prestations déterminées est calculé par des actuaires indépendants selon la méthode actuarielle avec projection des prestations, proportionnellement aux années de service et à partir des meilleures estimations de la direction. L'actif des régimes de retraite est déterminé à sa valeur marchande.

**Utilisation des prévisions**

La présentation des états financiers conformément aux principes comptables canadiens généralement reconnus exige que la direction fasse des prévisions et des hypothèses qui ont un effet sur le montant déclaré de l'actif et du passif, sur la divulgation des dépenses imprévisibles à la date des états financiers ainsi que sur le montant déclaré des recettes et des dépenses pour la période couverte par les états financiers. Les résultats réels peuvent donc différer de ces prévisions.

## 3. ENCAISSE ET PLACEMENTS À COURT TERME

La politique de placement de l'Office limite les placements à court terme aux valeurs émises ou garanties - capital et intérêts - par l'Ontario, les autres provinces canadiennes, le Canada ou le Royaume-Uni, aux valeurs émises par les États-Unis et aux reçus de dépôt, aux billets de dépôt, aux certificats de dépôt, aux effets acceptés et aux autres effets semblables émis ou endossés par les banques à charte régies par la *Loi sur les banques* (Canada).

L'encaisse et les placements à court terme de 11 525 000 $ (15 155 000 $ en 2002) comprennent 8 311 000 $ (11 560 000 $ en 2002) arrivant à échéance dans une période de 60 jours, ayant un taux de rendement moyen de 2,7 % (3,3 % en 2002) dont la valeur à la cote se rapproche de la valeur

## 4. DÉBITEURS

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Financement de projets | 1 937 | 1 396 |
| Clientèle commerciale | 830 | 881 |
| Autres | 582 | 365 |
| | **3 349** | **2 642** |

## 5. PRESTATIONS DE RETRAITE FUTURES DES EMPLOYÉS

L'Office a un régime de retraite à prestations déterminées non contributif et un régime de retraite à cotisation déterminée pour ses employés.

Au 31 mars, l'Office avait accumulé un actif de 4 579 000 $ (4 342 000 $ en 2002) pour son régime de retraite à prestations déterminées. Le report des charges de retraite pour l'exercice se chiffre à 237 000 $ (733 000 $ en 2002). L'employeur n'a versé aucune cotisation au régime au cours de l'exercice. Les prestations de retraite versées totalisent 2 282 000 $ (2 237 000 $ en 2002).

Au cours de l'exercice, l'employeur n'a versé aucune cotisation au régime à cotisation déterminée (9 000 $ en 2002).

L'Office offre aussi aux employés des indemnités compensatrices à la retraite, comme les soins de santé, qui leur sont accordées par des régimes à prestations déterminées contributifs. Au 31 mars, le régime d'indemnités compensatrices de retraite sans capitalisation avait accumulé un élément de passif au titre des prestations de 1 770 000 $ (1 133 000 $ en 2002). Les indemnités compensatrices de retraite versées par l'Office au cours de l'année se sont élevées à 87 000 $ (75 000 $ en 2002). Cette année, les dépenses de l'Office au titre des indemnités compensatrices de retraite ont atteint 724 000 $ (665 000 $ en 2002).

Au 31 mars, la situation du financement des régimes de retraite à prestations déterminées de l'Office était globalement la suivante :

| | Régimes de retraite à prestations déterminées | | Régime d'indemnités compensatrices de retraite | |
|---|---|---|---|---|
| | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 |
| | (en milliers de dollars) | | | |
| Valeur marchande de l'actif du régime | 68 455 | 71 617 | 0 | 0 |
| Engagements du régime de retraite | 67 842 | 62 617 | 5 349 | 4 632 |
| Excédent/perte du régime | 613 | 9 000 | (5 349) | (4 632) |

Les principales hypothèses actuarielles adoptées pour mesurer les engagements accumulés de l'Office sont les suivantes :

| | Régimes de retraite à prestations déterminées | | Régime d'indemnités compensatrices de retraite | |
|---|---|---|---|---|
| | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 |
| Taux d'actualisation | 6,50 % | 6,55 % | 6,50 % | 6,55 % |
| Revenu prévu de l'investissement de l'actif du régime | 8,00 % | 8,00 % | 0 | 0 |
| Taux d'augmentation des indemnités | 4,50 % | 4,50 % | S/O | S/O |
| Augmentation des dépenses de santé | S/O | S/O | 8,50 % | 7,50 % |
| Augmentation des dépenses, soins dentaires | S/O | S/O | 4, 50 % | 4,00 % |

Le régime de retraite qui couvre la plupart des employés a été modifié à compter du 1er janvier 2003 de façon que les prestations de retraite ne diminuent pas lorsque l'âge plus les années de service reconnues totalisent 80 ans ou plus au lieu de 85 ans ou plus. La condition d'âge minimal est toujours 55 ans. Les membres admissibles au régime peuvent également profiter de l'option de retraite anticipée qui leur offre des prestations de retraite non réduites et des prestations de raccordement s'ils prennent leur retraite entre le 1er janvier 2003 et le 1er janvier 2004. Les coûts de cette option de retraite anticipée n'ont pas encore été pondérés dans les résultats actuariels de l'exercice, la confirmation des niveaux de participation étant en attente.

## 6. PLACEMENTS DÉTENUS POUR LE RENOUVELLEMENT DES IMMOBILISATIONS

Depuis l'exercice 1984, une partie des fonds reçus chaque année est mise de côté pour s'assurer que les immobilisations techniques de l'Office suivent le rythme des changements technologiques et puissent être réparées ou remplacées le cas échéant. Les fonds disponibles sont placés en dépôts à court terme. Les changements dans le fonds sont les suivants :

| | **2003** | **2002** |
|---|---|---|
| | **(en milliers de dollars)** | |
| Solde, début de l'exercice | 8 034 | 9 380 |
| Subventions du ministère de la Formation et des Collèges et Universités (note 11) | 961 | 961 |
| Intérêts créditeurs | 122 | 308 |
| Somme prélevée pour l'acquisition d'immobilisations | (5 306) | (2 615) |
| Solde, fin de l'exercice | **3 811** | **8 034** |

## 7. IMMOBILISATIONS NETTES

Les immobilisations sont les suivantes :

| | 2003 | | | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | | | |
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| Terrains | 236 | 0 | 236 | 236 |
| Immeubles | 4 735 | 2 884 | 1 851 | 1 991 |
| Émetteurs | 26 932 | 22 023 | 4 909 | 5 735 |
| Matériel de vérification des émetteurs | 1 090 | 820 | 270 | 122 |
| Matériel technique sur place | 23 307 | 17 919 | 5 388 | 2 514 |
| Améliorations locatives | 5 336 | 3 139 | 2 197 | 878 |
| Matériel informatique | 5 286 | 3 113 | 2 173 | 2 015 |
| Mobiliers et agencements | 2 338 | 1 651 | 687 | 446 |
| Matériel de bureau | 1 150 | 905 | 245 | 247 |
| Véhicules | 534 | 352 | 182 | 259 |
| Construction en cours | 2 817 | 0 | 2 817 | 2 041 |
| | **73 761** | **52 806** | **20 955** | **16 484** |

## 8. RECETTES REPORTÉES

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Aide financière du gouvernement provincial pour projets de programmation (note 11) | 3 098 | 2 963 |
| Financement de projets par le secteur privé et autres revenus | 125 | 69 |
| | **3 223** | **3 032** |

Les dépenses liées aux recettes reportées ci-dessus ont été incluses dans le budget de l'exercice 2004.

## 9. OBLIGATIONS LOCATIVES

Les obligations locatives représentent les autres engagements prévus par les contrats de location-acquisition. Les changements survenus dans les obligations locatives sont les suivants :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Obligations locatives, début de l'exercice | 199 | 282 |
| Moins : paiements des locations-acquisitions | (97) | (74) |
| Mise hors service des locations-acquisitions | 0 | (9) |
| Obligations locatives, fin de l'exercice | **102** | **199** |
| Obligations locatives à court terme | 64 | 106 |
| Obligations locatives à long terme | 38 | 93 |
| | 102 | 199 |

## 10. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés sont les sommes reçues en vue de l'achat d'immobilisations. L'amortissement des apports reportés liés aux immobilisations est inscrit dans l'état des résultats d'exploitation de l'avoir. Les changements relatifs aux apports reportés sont les suivants :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Apports reportés, début de l'exercice | 20 279 | 21 359 |
| Ajouter : subvention reçue du ministère de la Formation et des Collèges et Universités | 961 | 961 |
| Intérêts créditeurs | 122 | 308 |
| Apports reportés, exercice en cours | 5 060 | 2 380 |
| Moins : Retrait pour l'acquisition d'immobilisations | (5 306) | (2 615) |
| Amortissement des apports | (1 775) | (2 114) |
| Apports reportés, fin de l'exercice | **19 341** | **20 279** |

## 11. SUBVENTIONS ET AUTRE AIDE FINANCIÈRE DES GOUVERNEMENTS

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Gouvernement provincial** | | |
| Ministère de la Formation et des Collèges et Universités - Subvention de base | 48 040 | 48 040 |
| Moins : Sommes allouées au renouvellement des immobilisations (note 6) | (961) | (961) |
| | 47 079 | 47 079 |
| Subventions et autre aide financière pour projets de programmation : | | |
| Ministère de l'Éducation – subvention pour le Centre d'études indépendantes | 6 421 | 0 |
| Ministère de l'Éducation – subvention de transition pour le Centre d'études indépendantes | 500 | 0 |
| Ministère de la Formation et des Collèges et Universités – Fonds d'encouragement à l'éducation permanente | 0 | 3 250 |
| Autres | 494 | 707 |
| Aide financière reportée de l'exercice précédent | 2 963 | 1 740 |
| Aide financière reportée à l'exercice suivant (note 8) | (3 098) | (2 963) |
| | 7 280 | 2 734 |
| **Total des subventions et de l'aide financière du gouvernement provincial** | **54 359** | **49 813** |
| **Gouvernement fédéral** | | |
| Subventions et autre aide financière pour projet de programmation | | |
| Patrimoine Canada | 2 305 | 2 150 |
| Autres | 53 | 129 |
| **Total des subventions et de l'aide financière du gouvernement fédéral** | **2 358** | **2 279** |
| **Total des subventions et de l'aide financière des gouvernements provincial et fédéral** | **56 717** | **52 092** |

## 12. RECETTES ET COÛT DE PRODUCTION DES RECETTES

| | 2003 (en milliers de dollars) | | | 2002 (en milliers de dollars) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Recettes | Coût* | Recettes nettes | Recettes | Coût* | Recettes nettes |
| Ventes et attribution de droits | 1 947 | 1 775 | 172 | 3 123 | 2 553 | 570 |
| Souscription publique et dons annuels | 6 511 | 2 958 | 3 553 | 6 488 | 3 135 | 3 353 |
| Commandites et financement de projets par le secteur privé ** | 1 820 | 352 | 1 468 | 1 155 | 432 | 723 |
| Recettes de la câblodistribution | 1 763 | 39 | 1,724 | 1 476 | 26 | 1 450 |
| Frais de scolarité des étudiants du CEI | 1 681 | 0 | 1 681 | 0 | 0 | 0 |
| Autres | 1 447 | 147 | 1 300 | 1 786 | 112 | 1 674 |
| | **15 169** | **5 271** | **9 898** | **14 028** | **6 258** | **7 770** |

*Comprend les coûts spécifiques et les frais généraux attribués, à l'exception des frais de scolarité des étudiants du CEI (voir note 16).

| | 2003 (en milliers de dollars) | 2002 (en milliers de dollars) |
|---|---|---|
| ** Commandites et financement de projets par le secteur privé : | | |
| Recettes accumulées au cours de l'exercice | 1 855 | 1 188 |
| Recettes reportées de l'exercice précédent | 36 | 3 |
| Recettes reportées à l'exercice suivant | (71) | (36) |
| | **1 820** | **1 155** |

## 13. SERVICES DE PROGRAMMATION

| | 2003 (en milliers de dollars) | 2002 (en milliers de dollars) |
|---|---|---|
| Services de diffusion | 43 739 | 39 876 |
| Services d'apprentissage hors antenne | 9 078 | 4 752 |
| Appui technique | 4 183 | 5 117 |
| Communications et habillage | 2 492 | 2 388 |
| Cote d'écoute et étude d'audience | 846 | 835 |
| | **60 338** | **52 968** |

## 14. ENGAGEMENTS

L'Office a signé des contrats de location-acquisition et de location-exploitation s'appliquant aux émetteurs, aux bureaux, aux entrepôts et au matériel. Les engagements locatifs futurs sont les suivants :

Exercice se terminant le 31 mars

| | **(en milliers de dollars)** |
|---|---|
| 2004 | 1 978 |
| 2005 | 1 926 |
| 2006 | 1 435 |
| 2007 | 945 |
| 2008 | 399 |
| | 6 683 |
| 2009 et après | 7 |
| Total des paiements locatifs futurs | **6 690** |

Les intérêts totaux payables inclus dans le montant sont de 8 000 $.

## 15. MATÉRIEL ET SERVICES DONNÉS

L'Office a surtout recours aux services de bénévoles pour l'aider dans ses activités de souscription publique. L'Office reçoit également du matériel gratuit qu'il utilise principalement pour ses activités de collecte de fonds. Comme il est difficile de déterminer la valeur réelle du matériel et des services donnés, ceux-ci ne sont pas inclus dans les états financiers.

## 16. LE CENTRE D'ÉTUDES INDÉPENDANTES

Un accord daté du 7 mars 2002 visant le transfert du Centre d'études indépendantes (CEI) à l'Office a été signé par le ministère de l'Éducation, le ministère de la Formation et des Collèges et Universités et l'Office. Le transfert réel de l'exploitation du CEI à l'Office a eu lieu le 1er avril 2002.

Le CEI offre tout un éventail de cours de formation à distance, en anglais et en français, qui permettent à des adultes d'acquérir des crédits en vue de l'obtention du diplôme d'études secondaires, de perfectionner leurs compétences générales ou de se développer sur le plan personnel. Il aide aussi les enfants qui ne sont pas en mesure de suivre le programme d'études d'une école primaire. Le CEI fait aussi passer le Test d'évaluation en éducation générale (GED).

Le financement de ces activités est possible grâce aux subventions du ministère de la Formation et des Collèges et Universités et des frais de scolarité des étudiants. Les subventions sont reportées jusqu'à engagement des dépenses connexes, déduction faite des frais de scolarité payés par les étudiants.

| | 2003<br>(en milliers de dollars) |
|---|---|
| Les activités ont été financées par : | |
| la subvention accordée au CEI par le ministère de l'Éducation (note 11) | 6 421 |
| les frais de scolarité des étudiants du CEI (note 12) | 1 681 |
| | 8 102 |
| Total des coûts d'exploitation du CEI (inclus dans les services d'apprentissage hors antenne - note 13) | 5 813 |
| Subvention du ministère de l'Éducation reportée jusqu'à 2003-2004 | **2 289** |

## 17. PASSIFS ÉVENTUELS

On entend par passifs éventuels des réclamations juridiques ayant pu être faites contre l'Office. Bien qu'il soit impossible pour le moment de connaître le dénouement de ces réclamations, car on ne peut prévoir les résultats des poursuites judiciaires, des dispositions adéquates ont été prises pour répondre de toute responsabilité qui, selon l'opinion de la direction, pourrait entraîner à l'avenir des règlements. On tiendra compte des écarts entre les dispositions et les règlements réels au moment où ces derniers auront lieu.

## 18. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains des chiffres comparatifs ont été classifiés à nouveau en raison de la présentation actuelle des états financiers.

## 19. LA FONDATION DE TVONTARIO

L'Office contrôle la Fondation de TVOntario (la Fondation), laquelle a reçu la désignation de fondation publique le 1er avril 1998. Le conseil d'administration de la Fondation est nommé par le conseil d'administration de l'Office. La Fondation est constituée en société en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est un organisme de bienfaisance en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La Fondation a pour objectif de recevoir et de maintenir un fonds ou des fonds et de verser une partie ou la totalité du capital et du revenu à l'Office, à condition que l'Office garde son statut d'organisme de bienfaisance et que son objectif reste de promouvoir la télévision éducative et la programmation pour enfants.

Conformément aux principes comptables du Canada généralement reconnus, les comptes de la Fondation ne sont pas consolidés dans les états financiers de l'Office. La situation financière et les résultats opérationnels de la Fondation pour l'exercice terminé le 31 mars sont les suivants :

**Situation financière au 31 mars**

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Actif** | | |
| Encaisse et placements à court terme | 3 330 | 54 |
| **Total de l'actif** | **3 330** | **54** |
| **Avoir** | | |
| Affecté (Caisse des dons de contrepartie) | 3 225 | 0 |
| Non affecté | 105 | 54 |
| **Total de l'avoir** | **3 330** | **54** |

**Résultats des activités pour l'exercice se terminant le 31 mars**

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Recettes** | | |
| Dons | 55 | 16 |
| Dons affectés par l'OTEO | 3 200 | 0 |
| Intérêts des dons affectés | 25 | 0 |
| **Total des recettes** | **3 280** | **16** |
| Versement à l'OTEO | 4 | 0 |
| **Excédent des recettes par rapport au versement fait à l'OTEO** | **3 27[illegible]** | **16** |
| **Avoir, début de l'exercice** | **5[illegible]** | **38** |
| **Avoir, fin de l'exercice** | **3 33[illegible]** | **54** |

Le Conseil d'administration de l'Office a accepté de financer les dépenses d'exploitation de la Fondation jusqu'à ce qu'elle soit financièrement indépendante. Les dépenses nettes de la Fondation assumées par l'Office au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2003 (27 000 $ en 2002) étaient de 38 000 $.

La Fondation a versé 4 000 $ à l'Office, soit l'équivalent de son contingent des versements pour l'exercice en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le 20 décembre 2002, le Conseil d'administration de l'Office a accepté l'affectation de 3 200 000 $ de l'avoir non affecté, à l'appui de la mise sur pied à la Fondation de la campagne de la Caisse des dons de contrepartie. L'utilisation des fonds est assujettie aux conditions prévues dans le contrat de donation et à l'approbation du Conseil d'administration de l'Office.

Depuis l'affectation des fonds, la Caisse des dons de contrepartie a rapporté un taux d'intérêt moyen de 2,8 %.

## L'OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO

| Nom de famille | Prenom | Poste | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| ARNOLD | CLARA | Director, Human Resources | $110,400.00 | $1,105.00 |
| BASSETT | ISABEL | Chair & Chief Executive Officer | $115,000.00 | $13,298.00 |
| BLACKBURN | RUSSELL | Host/ Producer | $125,581.00 | $850.00 |
| BUTTIGNOL | RUDY | Creative Head, Doc. Drama & Network | $111,063.00 | $1,161.00 |
| COLE | ELLEN T. | Director, Communications | $101,641.00 | $1,063.00 |
| ELLINGSON | PAT | Creative Head, Child. & Daytime Program. | $113,821.00 | $1,193.00 |
| GRANT | DOUG | Creative Head, Current Affairs | $119,200.00 | $1,249.00 |
| HADDON | BETH | Managing Dir. English Programming Srvcs | $126,822.00 | $1,330.00 |
| PAIKIN | STEVE | Host/ Producer | $170,821.00 | $2,406.00 |
| PAQUIN | CLAUDETTE | Managing Dir. French Programming Srvcs | $116,316.00 | $1,217.00 |
| ROBOCK | LEE | General Mgr & Chief Operating Officer | $134,000.00 | $3,347.00 |
| TAYLOR | PAMELA | Director Legal Services | $106,981.00 | $1,105.00 |
| TODD | PAULA | Host/ Producer | $160,870.00 | $1,105.00 |

# Office ontarien de financement

## Responsabilité à l'égard de la présentation des états financiers

Les états financiers de l'Office ontarien de financement, que vous trouverez ci-joints, ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, et c'est la direction qui en assume la responsabilité. La préparation d'états financiers nécessite l'utilisation d'estimations fondées sur le jugement de la direction, particulièrement lorsque la comptabilisation des opérations ne peut être effectuée avec certitude qu'au cours d'une période ultérieure. Les états financiers ont été établis en bonne et due forme suivant un seuil de signification raisonnable et sont basés sur les renseignements disponibles au 27 juin 2003.

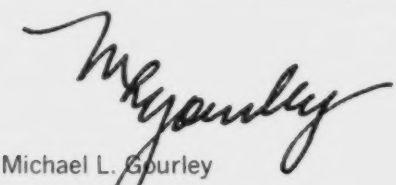
La direction maintient un système de contrôles internes conçu pour assurer dans une mesure raisonnable la protection de l'actif et l'accès en temps voulu à des renseignements financiers fiables. Ce système comprend des politiques et procédures formelles ainsi qu'une structure organisationnelle qui assure, comme il se doit, la délégation des pouvoirs et la division des responsabilités. Un service de vérification interne évalue en permanence et de manière indépendante l'efficacité de ces contrôles internes et fait part de ses conclusions à la direction et au Comité de vérification du conseil d'administration.

Le conseil d'administration, par l'intermédiaire du Comité de vérification, doit s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard des rapports financiers et des contrôles internes. Le Comité de vérification tient des réunions régulières avec la direction, les vérificateurs internes et le vérificateur externe pour discuter des questions qu'ils ont soulevées et pour revoir les états financiers avant d'en recommander l'approbation au conseil d'administration.

Ces états financiers ont été vérifiés par le vérificateur provincial. La responsabilité du vérificateur provincial consiste à exprimer une opinion sur la question de savoir si les états financiers sont présentés fidèlement et conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur, présenté à la page suivante, indique la portée de l'examen du vérificateur et son opinion.

Au nom de la direction :

Le vice-président et directeur général,



Michael L. Gourley

Office ontarien de financement

27 juin 2003

Office of the
Provincial Auditor
of Ontario

Bureau du
vérificateur provincial
de l'Ontario

Box 105, 15th Floor, 20 Dundas Street West, Toronto, Ontario M5G 2C2
B.P. 105, 15e étage, 20, rue Dundas ouest, Toronto (Ontario) M5G 2C2
(416) 327-2381 Fax: (416) 327-9862

***Rapport du vérificateur***

À l'Office ontarien de financement
et à la ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de l'Office ontarien de financement au 31 mars 2003, et l'état des résultats nets et des bénéfices non répartis, ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Le vérificateur provincial,

Erik Peters, FCA

Toronto (Ontario)
le 27 juin 2003

# Aperçu des résultats financiers

L'OOF gère la dette et les investissements de la province, et recouvre les coûts de ces services. Il fournit également des services de trésorerie et d'administration à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, et recouvre ses coûts selon le principe de la rémunération des services.

Jusqu'au 31 mars 2003, l'OOF administrait la Caisse d'épargne de l'Ontario (CEO) en qualité de mandataire du ministère des Finances. Dans le budget du 9 mai 2001, la ministre des Finances avait annoncé que le gouvernement allait chercher un acquéreur pour la Caisse d'épargne de l'Ontario (CEO). Le 26 septembre 2002, la province émettait une demande de propositions aux soumissionnaires qualifiés concernant la vente de la CEO. Le 28 janvier 2003, le gouvernement annonçait que la société Desjardins Credit Union Inc. était le soumissionnaire retenu pour l'acquisition de la CEO. Les notes afférentes aux états financiers contiennent des renseignements financiers détaillés sur la CEO.

Les résultats nets de l'OOF pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2003 se chiffraient à 6,1 millions de dollars, soit une diminution de 1,3 million de dollars par rapport aux 7,4 millions de dollars enregistrés durant la même période, l'année dernière. Cette la baisse est due à une diminution des recettes provenant de la CEO par suite de l'abandon de ses activités, ce qui comprend une diminution des intérêts nets de 1,3 million de dollars attribuable à une baisse du taux d'intérêt effectif moyen de 0,56 % (passant de 3,40 % à 2,84 %), et à une hausse des frais d'exploitation de la CEO de l'ordre de 800 000 $, compensée partiellement par une augmentation de 800 000 $ des recettes diverses de la CEO.

La valeur nette des immobilisations de la CEO au 31 mars 2003 était de 1 million de dollars, ce qui représente un solde de 1,4 million de dollars au 31 mars 2002, plus des achats totalisant 500 000 $ et moins 900 000 $ d'amortissement.

Les bénéfices non répartis, soit 40 000 $ (depuis la création de l'OOF), représentent des montants nominaux de référence. Chaque année, les résultats financiers de l'OOF font l'objet d'une consolidation proportionnelle avec ceux de la province. Ce traitement comptable est conforme aux directives du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA), qui considère l'OOF comme un organisme gouvernemental. Les bénéfices non répartis de la CEO, qui totalisent 80 millions de dollars, ont été transférés à la province de l'Ontario au 31 mars 2003.

À titre de mandataire de la province, l'OOF a accordé à des organismes publics des prêts dont le remboursement doit être financé par des recettes perçues auprès de tiers. Ces prêts sont déclarés dans la note 5 (i) afférente aux états financiers. Il s'agit entre autres de prêts consentis à la Commission de transport Ontario Northland pour l'acquisition de nouveaux wagons pour le transport du bois, à la Corporation de la ville de Windsor pour la construction du palais de justice de Windsor et au Centre Centennial des sciences et de la technologie pour l'organisation d'une exposition scientifique itinérante. La province de l'Ontario a approuvé la renonciation à un prêt consenti au Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto s'élevant, avec le principal et les intérêts, à 145,4 millions de dollars, et ce, à compter du 30 mars 2003.

Au 31 mars 2003, le solde impayé de ces prêts, intérêts capitalisés compris, était de 54,9 millions de dollars. Il s'agit d'une diminution nette de 162,4 millions de dollars (par rapport au chiffre de 217,3 millions de dollars déclaré il y a un an). Ceci est dû

## Aperçu des résultats financiers

à la renonciation par la province au prêt de 145,4 millions de dollars, intérêt couru compris, consenti au Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto et aux remboursements de 17,2 millions de dollars, de 3,1 millions de dollars, de 1,9 million de dollars et de 300 000 $ effectués respectivement par le Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto, la Corporation de la ville de Windsor, la Commission de transport Ontario Northland et le Centre Centennial des sciences et de la technologie. La renonciation au prêt et les remboursements ont été contrebalancés en partie par une capitalisation des intérêts de l'ordre de 4,5 millions de dollars et une avance d'un million de dollars versée au Centre Centennial des sciences et de la technologie.

L'OOF a continué d'offrir des services de gestion des investissements à d'autres organismes publics, notamment à la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, la Fondation Trillium de l'Ontario et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. À compter de l'exercice 2002-2003, l'OOF a aussi fourni des services de gestion des investissements à la Société immobilière de l'Ontario et à l'Agence de foresterie du parc Algonquin. Au 31 mars 2003, l'OOF gérait des investissements totaux de 452,2 millions de dollars (comparativement à 367,8 millions de dollars au 31 mars 2002), tel que décrit à la note 5 (ii) afférente aux états financiers.

L'OOF gère également les prêts et les emprunts de l'ancienne Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM). L'actif de 79 millions de cette dernière se compose de débentures émises par divers conseils scolaires et municipalités. Un montant équivalent de passif est dû au Régime de pensions du Canada (RPC) et à la province. Les intérêts créditeurs et débiteurs annuels au titre de l'actif et du passif de la Société ontarienne d'aménagement municipal se chiffrent à 7,6 millions de dollars et devraient rester stables jusqu'en 2011, année où les prêts du RPC commenceront à arriver à échéance.

À partir d'avril 2003, l'OOF offrira des services de trésorerie et d'administration à l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités, et assurera le recouvrement de ses coûts conformément au principe de la rémunération des services.

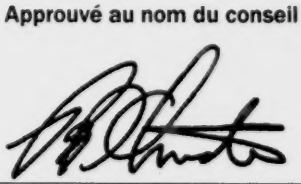
# bilan

**Au 31 mars 2003**

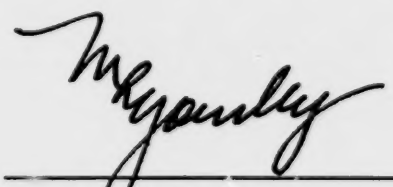
| *(en milliers de dollars)* | **2003** | *2002* |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| **Actif à court terme** | | |
| Encaisse | 136 $ | *134 $* |
| Comptes débiteurs | 4 002 | *4 576* |
| Prêts à recevoir (note 3) | 5 | *9* |
| Activités abandonnées (note 2) | - | *2 165 159* |
| **Total de l'actif à court terme** | 4 143 $ | *2 169 878 $* |
| **Actif à long terme** | | |
| Immobilisations (note 4) | 975 | *1 410* |
| Prêts à recevoir (note 3) | 79 033 | *79 038* |
| Activités abandonnées (note 2) | - | *497 381* |
| **Total de l'actif** | 84 151 $ | *2 747 707 $* |
| **PASSIF ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS** | | |
| **Passif à court terme** | | |
| Comptes fournisseurs et charges à payer | 5 067 $ | *6 077 $* |
| Somme payable à la province de l'Ontario – dette de la SOAM (note 3) | 5 | *9* |
| Activités abandonnées (note 2) | - | *2 091 535* |
| **Total du passif à court terme** | 5 072 $ | *2 097 621 $* |
| **Dette à long terme** | | |
| Somme payable au RPC et à la province (note 3) | 79 043 | *79 048* |
| Activités abandonnées (note 2) | - | *497 058* |
| **Total du passif** | 84 115 $ | *2 673 727 $* |
| **Bénéfices non répartis** | 36 | *73 980* |
| **Faux frais (note 8)** | | |
| **Total du passif et des bénéfices non répartis** | 84 151 $ | *2 747 707 $* |

*Voir les notes afférentes aux états financiers.*

**Approuvé au nom du conseil d'administration :**



**Bob Christie**
Président



**Michael L. Gourley**
Vice-président et directeur général

# état des résultats nets et des bénéfices non répartis

| Exercice prenant fin le 31 mars<br>*(en milliers de dollars)* | 2003 | *2002* |
|---|---|---|
| **RECETTES** | | |
| Intérêts | 7 600 $ | *7 607 $* |
| Recouvrement des coûts de la province | 12 791 | *11 770* |
| **Total des recettes** | 20 391 $ | *19 377 $* |
| **DÉPENSES** | | |
| Intérêts sur la dette à long terme | 7 597 $ | *7 601 $* |
| Traitements, salaires et avantages sociaux (note 5) | 9 413 | *8 692* |
| Frais administratifs et généraux | 2 458 | *2 233* |
| Amortissement | 920 | *845* |
| **Total des dépenses** | 20 388 $ | *19 371 $* |
| Revenu issu des activités poursuivies | 3 $ | *6 $* |
| Revenu net lié aux activités abandonnées (note 2) | 6 132 | *7 407* |
| Revenue net lié aux activités de l'exercice | 6 135 $ | *7 413 $* |
| Bénéfices non répartis au début de la période | 73 980 | *66 567* |
| Transfert des bénéfices non répartis de la CEO à la province de l'Ontario (note 2) | (80 079) | - |
| Bénéfices non répartis à la fin de la période | 36 $ | *73 980 $* |

*Voir les notes afférentes aux états financiers.*

# état des flux de trésorerie

**Exercice prenant fin le 31 mars**

| *(en milliers de dollars)* | **2003** | *2002* |
|---|---|---|
| **Rentrées (sorties) nettes liées au fonctionnement** | | |
| Revenue issu des activités poursuivies | 3 $ | *6 $* |
| Ajustement des rentrées nettes liées au fonctionnement : | | |
| Amortissement | 920 | *845* |
| Variations nettes des comptes débiteurs, des comptes fournisseurs et des charges à payer | (436) | *236* |
| Rentrées (sorties) nettes liées aux activités abandonnées | 10 608 | *7 708* |
| Rentrées (sorties) nettes liées au fonctionnement | 11 095 $ | *8 795 $* |
| **Rentrées (sorties) nettes liées aux activités de financement** | | |
| Remboursements versés à la province (prêts de la SOAM) | (9) $ | *(297) $* |
| Remboursements versés par les emprunteurs de la SOAM | 9 | *297* |
| Rentrées (sorties) nettes liées au financement des activités abandonnées | (370 242) | *20 235* |
| Rentrées (sorties) nettes provenant des (utilisées pour les) activités de financement | (370 242) $ | *20 235* |
| **Rentrées (sorties) nettes liées aux activités d'investissement** | | |
| Achats d'immobilisations | (485) $ | *(1 082) $* |
| Rentrées (sorties) nettes liées aux investissements dans les activités abandonnées | 337 901 | *(19 654)* |
| Rentrées (sorties) nettes provenant des (utilisées pour les) activités d'investissement | 337 416 $ | *(20 736) $* |
| Augmentation (diminution) nette de l'encaisse | (21 731) | *8 294 $* |
| Encaisse au début de la période | 21 867 | *13 573* |
| **Encaisse à la fin de la période** | 136 $ | *21 867 $* |
| Encaisse issue des activités poursuivies | 136 $ | *134 $* |
| Encaisse issue des activités abandonnées (note 2) | - | *21 733* |
| **Total de l'encaisse** | 136 $ | *21 867 $* |

*Voir les notes afférentes aux états financiers.*

# Notes afférentes aux états financiers
# Exercice prenant fin le 31 mars 2003

*(Tous les tableaux sont en milliers de dollars)*

**Historique**

L'Office ontarien de financement (l'OOF) a été créé à titre d'organisme de la Couronne le 15 novembre 1993 par la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* (la Loi). Conformément à la Loi, l'OOF a pour mission :

- d'aider les organismes publics et la province de l'Ontario à emprunter et à investir des fonds;
- d'élaborer des programmes de financement et de les mettre en œuvre, d'émettre des valeurs mobilières, de gérer les risques de trésorerie, les risques de change et les autres risques financiers au nom de la province ou d'un organisme public;
- de fournir les autres services financiers qui sont jugés avantageux pour la province ou un organisme public;
- d'exploiter, à titre de mandataire de la ministre des Finances, les bureaux prévus par la *Loi sur la Caisse d'épargne de l'Ontario* (vendue le 31 mars 2003 – voir la note 2);
- d'assumer toute autre responsabilité qui lui est confiée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'OOF est constitué en personne morale conformément aux lois de l'Ontario. L'OOF est exonéré des impôts fédéral et provincial sur le revenu comme le prévoit l'alinéa 149(1) d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

**1. Principales conventions comptables**

**(i) Généralités** : Les états financiers sont préparés conformément aux principes comptables canadiens généralement reconnus et prescrits par l'Institut canadien des comptables agréés.

**(ii) Immobilisations** : Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée estimative de vie utile des immobilisations (voir ci-dessous), à partir de l'année d'acquisition, où six mois d'amortissement sont imputés à l'année d'acquisition et six mois à l'année de disposition, peu importe la date d'acquisition ou de disposition.

- Meubles et matériel 5 ans
- Matériel informatique 3 ans
- Améliorations locatives durée résiduelle du bail

**2. Activités abandonnées – Caisse d'épargne de l'Ontario**

L'OOF exploitait la Caisse d'épargne de l'Ontario (CEO) à titre de mandataire de la ministre des Finances jusqu'à la fin des activités de la CEO, le 31 mars 2003. La CEO acceptait les dépôts du public, du gouvernement et d'autres organismes publics, lesquels faisaient partie du Trésor de la province et constituaient des éléments du passif réel de la province. Dans le budget du 9 mai 2001, la ministre des Finances avait annoncé que le gouvernement allait chercher un acquéreur pour la Caisse d'épargne de l'Ontario (CEO). Le 28 janvier 2003, le gouvernement annonçait que la société Desjardins Credit Union Inc. était le soumissionnaire retenu pour l'acquisition de la CEO. La vente a été conclue le

# Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2003. À cette date, l'encaisse nette payable à Desjardins, les recettes et les coûts associés à la vente de la CEO à Desjardins ont été comptabilisés dans les Comptes publics. En vertu de la *Loi de 2002 sur la privatisation de la caisse d'épargne de l'Ontario*, les dépôts à terme (principal et intérêts) effectués avant ou le 31 mars 2003 sont garantis pendant cinq ans par la ministre des Finances. Au 31 mars 2003, le passif des dépôts à terme transféré à Desjardins et garanti par la province s'élevait à 1,281 million de dollars, avec les années d'échéance suivantes :

| **Exercice prenant fin le 31 mars** | Principal et intérêt |
|---|---|
| 2004 | 710 178 $ |
| 2005 | 242 567 |
| 2006 | 112 664 |
| 2007 | 119 782 |
| 2008 | 96 172 |
| **TOTAL** | **1 281 363 $** |

Les résultats financiers de la CEO sont présentés ci-après à titre d'information.

Voici les données et chiffres comparatifs sur l'actif et le passif de la CEO au 31 mars 2003, soit juste avant son acquisition par Desjardins :

| | **Avant la vente, le 31 mars 2003** | *Au 31 mars 2002* |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Actif à court terme | | |
| Encaisse | 8 890 $ | *21 733 $* |
| Comptes débiteurs | 22 569 | *34 876* |
| Somme due par la province de l'Ontario | 1 696 468 | *2 108 550* |
| Total de l'actif à court terme | 1 727 927 $ | *2 165 159 $* |
| Immobilisations | 230 | *323* |
| Fonds à recevoir de la province de l'Ontario | 571 185 | *497 058* |
| **Total de l'actif** | **2 299 342 $** | ***2 662 540 $*** |
| **Passif** | | |
| Passif à court terme | | |
| Comptes fournisseurs et charges à payer | 22 692 $ | *30 670 $* |
| Fonds en dépôt | 1 625 386 | *2 060 865* |
| Total du passif à court terme | 1 648 078 $ | *2 091 535 $* |
| Passif à long terme | | |
| Fonds en dépôt | 571 185 | *497 058* |
| Total du passif | 2 219 263 $ | *2 588 593 $* |
| Bénéfices non répartis | 80 079 | *73 947* |
| **Total du passif et des bénéfices non répartis** | **2 299 342 $** | ***2 662 540 $*** |

# Notes afférentes aux états financiers

Note 2 (suite)

Les recettes et les dépenses de la CEO au 31 mars 2003 étaient les suivantes :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Recettes** | | |
| Intérêts de la province de l'Ontario | 85 028 $ | *105 392 $* |
| Recettes diverses | 2 344 | *1 497* |
| **Total des recettes** | 87 372 $ | *106 889 $* |
| **Dépenses** | | |
| Intérêts sur la dette à court terme | 43 255 $ | *59 411 $* |
| Intérêts sur la dette à long terme | 24 360 | *27 275* |
| Traitements, salaires et avantages sociaux | 9 407 | *8 434* |
| Frais administratifs et généraux | 4 071 | *4 041* |
| Amortissement | 147 | *321* |
| **Total des dépenses** | 81 240 $ | *99 482 $* |
| Recettes nettes liées aux activités | 6 132 $ | *7 407 $* |
| Bénéfices non répartis au début de l'exercice | 73 947 | *66 540* |
| Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice | 80 079 $ | *73 947 $* |

Les cotisations de retraite liées aux activités abandonnées de la CEO pour l'exercice terminé le 31 mars 2003 s'élevaient à 392 689 $ (361 126 $ au 31 mars 2002). Le coût des prestations compensatrices à la retraite, autres que les prestations de retraite, est pris en charge par le Secrétariat du Conseil de gestion et n'est pas inclus dans les chiffres susmentionnés.

À la fin des activités, le 31 mars 2003, les fonds déposés par les organismes gouvernementaux s'élevaient à 29,3 millions de dollars (298,5 millions de dollars au 31 mars 2002).

### 3. Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM)

Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) a cessé d'exister et son actif et son passif ont été transférés à l'OOF le 15 novembre 1993. La SOAM recevait des prêts du Régime de pensions du Canada (RPC) et de la province et les utilisait pour accorder des prêts aux municipalités et aux conseils scolaires, à des conditions semblables à celles de ses propres emprunts.

Au 31 mars 2003, la partie de la dette à long terme arrivant à échéance en 2003-2004 se chiffrait à 5 000 $ (9 000 $ arrivant à échéance en 2002-2003, au 31 mars 2002); ce montant est payable à la province. La dette à long terme (arrivant à échéance pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2005 et après) est constituée de 22 000 $ de dette envers la province et de 79 millions de dollars de dette envers le RPC (27 000 $ et 79 millions de dollars respectivement, arrivant à

# Notes afférentes aux états financiers

échéance pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2004 et après, au 31 mars 2002). L'encours de la dette s'établit comme suit :

| | Au 31 mars 2003 | | *Au 31 mars 2002* | |
|---|---|---|---|---|
| **Exercice prenant fin le 31 mars** | **Principal arrivant à échéance** | **Taux d'intérêt effectif moyen (%)** | *Principal arrivant à échéance* | *Taux d'intérêt effectif moyen (%)* |
| 2003 | — $ | | *9 $* | *11,25* |
| 2004 | 5 | 11,25 | *5* | *11,25* |
| 2005 | 6 | 11,25 | *6* | *11,25* |
| 2006 | 6 | 11,25 | *6* | *11,25* |
| 2007 | — | | — | |
| 2008 | — | | — | |
| 1-5 ans | 17 $ | | *26 $* | |
| 6-20 ans | 79 031 | 9,61 | *79 031* | *9,61* |
| **Total** | **79 048 $** | | ***79 057 $*** | |

## 4. Immobilisations

Le solde des immobilisations, net de l'amortissement, se présente comme suit :

| | Coût | Amortissement cumulé | **Chiffre net au 31 mars 2003** | *Chiffre net au 31 mars 2002* |
|---|---|---|---|---|
| Meubles et matériel | 261 $ | 203 $ | **58 $** | *54 $* |
| Matériel informatique | 5 164 | 4 289 | **875** | *1 057* |
| Améliorations locatives | 416 | 374 | **42** | *299* |
| **Total** | **5 841 $** | **4 866 $** | **975 $** | ***1 410 $*** |

## 5. Transactions avec la province et d'autres organismes publics

**(i) Activités de financement entre la province et d'autres organismes publics** : À titre d'intermédiaire financier de la province, l'OOF fournit à divers organismes publics un financement dont le remboursement doit provenir de recettes perçues auprès de tiers. L'OOF emprunte à la province les fonds servant à effectuer ces prêts, en se prévalant d'une facilité de crédit de 2,16 milliards de dollars. L'OOF remet à la province les remboursements qu'il reçoit des organismes publics. Ces opérations ne figurent pas dans les présents états financiers. Conformément à une politique de prêt de l'OOF, adoptée par le conseil d'administration le 17 décembre 1997, chaque avance que l'OOF reçoit en se prévalant de la facilité de crédit actuelle porte intérêt au taux équivalant au taux d'intérêt payable à l'OOF sur le prêt correspondant, consenti à un ou à plusieurs organismes publics. Au 31 mars 2003, un montant de 55 milllions de dollars (217 millions de dollars au 31 mars 2002), intérêts courus compris, avait été avancé par la province à

# Notes afférentes aux états financiers

l'OOF; ce montant doit être remboursé par l'OOF, au plus tard le 31 août 2027.

Les fonds sont en général avancés par l'OOF à des organismes publics aux termes de dispositions de financement provisoires, consistant en un certain nombre de billets dont la durée ne dépasse pas un an. L'intérêt est payable sur le principal et sur les intérêts capitalisés. Au 31 mars 2003, les taux d'intérêt sur les sommes à recevoir variaient entre 2,94 et 3,03 % (2,2 à 2,4 % au 31 mars 2002). Les sommes à recevoir sont des débentures, à l'exception du montant à recevoir du Centre Centennial des sciences et de la technologie, qui prend la forme d'un billet. L'OOF a l'intention de remplacer le billet par une dette à terme; les conditions de remboursement seront alors finalisées.

Les montants suivants représentent les fonds à recevoir par l'OOF au nom de la province, intérêts capitalisés compris. Il s'agit d'opérations entre apparentés, à l'exception de celles concernant la ville de Windsor.

| | **31 mars 2003** | | *31 mars 2002* | |
|---|---|---|---|---|
| Commission de transport Ontario Northland | 29 180 | $ | *31 133* | *$* |
| Corporation de la ville de Windsor | 24 999 | | *28 110* | |
| Centre Centennial des sciences et de la technologie | 750 | | - | |
| Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto | - | | *158 086* | |
| | **54 929** | **$** | *217 329* | *$* |

La Commission de transport Ontario Northland est un organisme de la Couronne, aux termes de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Les membres de la Commission sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

La Corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Le financement est accordé aux fins de l'acquisition, de la conception et de la construction du palais de justice de Windsor, qui abrite la cour provinciale de secteur et le quartier général de la police municipale.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne, aux termes de la *Loi sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Le conseil d'administration est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto est un organisme de la province, aux termes de la *Loi sur la Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto*. La majorité des membres du conseil d'administration sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. La province de l'Ontario a approuvé la renonciation à un prêt de 145,4 millions de dollars, comprenant le principal et les intérêts, consenti au Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto, à compter du 30 mars 2003. Le montant du prêt auquel on a renoncé représente un solde de 158,1 millions de dollars au 31 mars 2002 et des intérêts capitalisés de 4,5 millions de dollars, moins des remboursements de 17,2 millions de dollars.

**(ii) Investissements pour des apparentés :** Dans le cadre de ses activités, l'OOF fournit des services de gestion des investissements à d'autres organismes publics.

# Notes afférentes aux états financiers

Les fonds administrés au nom d'autres organismes publics (qui ne figurent pas dans les présents états financiers) au 31 mars 2003 étaient répartis comme suit :

| | 31 mars 2003 | *31 mars 2002* |
|---|---|---|
| Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario | 244 099 $ | *257 857 $* |
| Fondation Trillium de l'Ontario | 111 594 | *89 924* |
| Commission des valeurs mobilières de l'Ontario | 31 996 | *19 999* |
| Société immobilière de l'Ontario | 62 700 | - |
| Agence de foresterie du parc Algonquin | 1 803 | - |
| **Total** | **452 192 $** | *367 780 $* |

L'OOF gère également des emprunts et des investissements au nom de la province et a reçu un remboursement de 12,8 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2003 au titre de ces activités (11,8 millions de dollars au 31 mars 2002).

**(iii) Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :** L'OOF offre des conseils et des services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et gère l'ensemble de ses dettes, qui étaient provisoirement estimées à 26,8 milliards de dollars au 31 mars 2003 (29 milliards de dollars au 31 mars 2002). La SFIEO est l'organisme chargé d'assurer le service et le remboursement de la dette, ainsi que certaines autres obligations de l'ancienne Ontario Hydro.

**(iv) Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités (OOFIEM) :** L'OOF a contribué à l'établissement intérimaire de l'OOFIEM, et fournira des services de gestion de la dette, des investissements et de la trésorerie, de même que d'autres services financiers connexes à l'OOFIEM, selon le principe de la rémunération des services. L'OOFIEM est en activité depuis le 22 avril 2003. Les frais de démarrage avant les opérations s'élèvent à environ 0,3 million de dollars et ont été absorbés par l'OOF.

## 6. Régime de retraite

L'OOF offre des prestations de retraite à ses employés à plein temps par le biais de cotisations à la Caisse de retraite des fonctionnaires, qui est un régime de pension interentreprises. Ce régime est comptabilisé en tant que régime à cotisations déterminées, car l'OOF ne dispose pas de renseignements suffisants lui permettant d'appliquer la comptabilité de régime de pension à prestations déterminées à ce régime de retraite.

Les cotisations de retraite de l'OOF pour l'exercice terminé le 31 mars 2003 s'élevaient à 346 552 $ (252 543 $ au 31 mars 2002). Le coût des prestations compensatrices à la retraite, autres que les prestations de retraite, est pris en charge par le Secrétariat du Conseil de gestion et n'est pas inclus dans les chiffres susmentionnés.

# Notes afférentes aux états financiers

## 7. Instruments financiers

La valeur comptable de l'encaisse, des comptes débiteurs, des prêts à recevoir, des comptes fournisseurs et des charges à payer équivaut à peu près à leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Étant donné que les durées et les montants des créances à long terme de l'OOF compensent sa dette à long terme, l'indication de la juste valeur de ces instruments n'ajouterait rien aux renseignements déjà contenus dans les présents états financiers.

## 8. Faux frais

La Caisse d'épargne de la province de l'Ontario a fait de temps à autre l'objet de poursuites judiciaires dans le cadre de la direction de ses affaires – par exemple, des poursuites en responsabilité civile et des griefs résultant de ses activités jusqu'au moment de la vente – qui entraînent des faux frais. Il n'y a actuellement aucune demande de règlement en suspens. Les règlements, le cas échéant, concernant ces faux frais, seront comptabilisés par la province au cours de la période où le règlement se produit. Les résultats de ces mesures ne peuvent être déterminés à l'heure actuelle. La responsabilité du passif éventuel associé à la vente de la CEO (note 2) et à l'indemnité de départ des employés incombe au ministère des Finances. La société Desjardins Credit Union est quant à elle responsable des demandes de règlement et des griefs des employés qui concernent la période suivant la date de la vente.

Conformément au contrat de vente conclu entre la province et Desjardins, la province pourra toucher des recettes supplémentaires si les soldes des comptes de dépôt sont demeurés au-dessus d'un certain seuil, au 30 juin 2003. La province prendra en compte les recettes supplémentaires, le cas échéant.

## 9. Chiffres comparatifs

Certains des chiffres comparatifs de 2001-2002 ont été reclassifiés pour se conformer à la présentation des états financiers adoptée en 2002-2003.

# Notes afférentes aux états financiers

## 10. Salaires

La *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* exige la divulgation du nom des employés de la fonction publique de l'Ontario dont la rémunération (p. ex., salaire, rémunération axée sur le rendement et prestations de départ) durant l'année est supérieure à 100 000 $. Les montants versés en l'an 2002 à ces personnes figurent ci-dessous :

| Nom | Poste | Rémunération versée | Avantages imposables |
|---|---|---|---|
| Charles Allain | Directeur - Gestion de la dette | 166 183 $ | 280 $ |
| Ken Broadbent | Chef - Opérations de change | 116 689 $ | 202 $ |
| Joseph Campos | Directeur - Contrôle des risques | 145 607 $ | 272 $ |
| Robert Coke | Sous-ministre adjoint - Recherche stratégique | 146 366 $ | 285 $ |
| James Devine | Chef - Effets à moyen terme et placements privés | 153 426 $ | 264 $ |
| Michael Gourley | Vice-président et directeur général | 129 593 $ | 3 427 $ |
| Susan Guinn | Directrice - Caisse d'épargne de l'Ontario | 118 294 $ | 209 $ |
| Andrew Hainsworth | Chef - Financement | 152 508 $ | 264 $ |
| John Logie | Chef - Ingénierie financière | 116 805 $ | 202 $ |
| Michael Manning | Directeur - Gestion de la dette | 228 812 $ | 369 $ |
| Gadi Mayman | Directeur général - Marchés financiers | 247 788 $ | 462 $ |
| Christine Moszynski | Directrice - Opérations sur les marchés financiers et trésorerie | 125 913 $ | 241 $ |
| David Peters | Chef - Instruments dérivés | 151 025 $ | 264 $ |
| William Ralph | Directeur - Financement général | 146 286 $ | 264 $ |
| Ken Russell | Conseiller juridique | 138 264 $ | 294 $ |
| Corey Simpson | Conseillère juridique | 152 790 $ | 326 $ |

# OFFICE DE LA QUALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ EN ÉDUCATION

Deloitte & Touche

## Rapport des vérificateurs

À l'attention du conseil d'administration de l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation

Nous avons vérifié le bilan de l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation en date du 31 mars 2003, ainsi que l'état de recettes et de dépenses pour l'année terminée à cette date. Les membres de la direction de l'organisme sont responsables de ces états financiers. Nous sommes responsables d'exprimer une opinion par rapport à ces états financiers, basée sur notre vérification.

Nous avons fait notre vérification conformément aux normes de vérification canadiennes généralement reconnues. En fonction de ces normes, nous devons planifier et effectuer une vérification afin d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'inexactitudes importantes. La vérification comprend l'examen, à titre d'essai, de l'évidence à l'appui des montants et des divulgations contenues dans les états financiers. La vérification comprend également une évaluation des principes de comptabilité utilisés et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une évaluation de la présentation globale des états financiers.

Nous sommes d'avis que ces états financiers présentent de manière équitable, et considérablement, la position financière de l'Office en date du 31 mars 2003, ainsi que les résultats de ses opérations et ses mouvements de trésorerie pour l'année s'étant terminée à cette date, conformément à la méthode de comptabilité indiquée dans la remarque 2 accompagnant les états financiers.

Deloitte & Touche LLP

Comptables agréés

Le 30 mai 2003

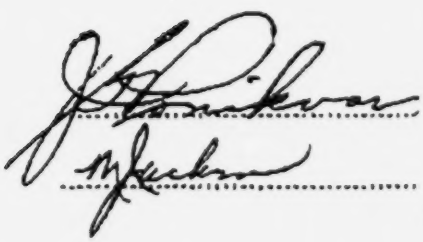
## OFFICE DE LA QUALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ EN ÉDUCATION

### Bilan

**Le 31 mars 2003**

| | 2003 | 2002 (Redressé - Remarque 3) |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| **ACTIF** | | |
| Liquidités | **5 042 006** | 8 499 084 |
| Comptes débiteurs | **3 505 377** | 233 387 |
| | **8 547 383** | 8 732 471 |
| **PASSIF** | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer | **7 966 247** | 13 311 871 |
| **INTÉRÊT** | | |
| Surplus (Remarque 3) | **581 136** | (4 579 400) |
| | **8 547 383** | 8 732 471 |

**APPROUVÉ PAR LE CONSEIL**



**président**

**directrice générale**

## OFFICE DE LA QUALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ EN ÉDUCATION

## État des recettes et des dépenses

**Pour l'année se terminant le 31 mars 2003**

| | 2003 | 2002 (Redressé - Remarque 3) |
|---|---|---|
| RECETTES | $ | $ |
| Ministère de l'Éducation | | |
| Imputation de base | **47 550 000** | 46 550 000 |
| Imputations uniques | **7 750 851** | 7 568 423 |
| Autre | **511 605** | 1 536 441 |
| | **55 812 456** | 55 654 864 |
| DÉPENSES | | |
| Salaires, traitements et avantages sociaux | **9 850 089** | 10 460 114 |
| Transport et communications | **5 322 283** | 4 818 192 |
| Services et location | **34 548 050** | 43 725 231 |
| Fournitures et équipement | **931 498** | 1 275 733 |
| | **50 651 920** | 60 279 270 |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DÉPENSES | **5 160 536** | (4 624 406) |
| SURPLUS ACCUMULÉ (DÉFICIT), DÉBUT DE L'ANNÉE | **(4 579 400)** | 45 006 |
| SURPLUS ACCUMULÉ (DÉFICIT), FIN DE L'ANNÉE | **581 136** | (4 579 400) |

# OFFICE DE LA QUALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ EN ÉDUCATION

## Remarques accompagnant les états financiers

**Le 31 mars 2003**

### 1. DESCRIPTION DE L'OFFICE

L'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation a été établi par la province de l'Ontario en vertu de la *Loi créant l'OQRE,* en juin 1996. L'OQRE a été créé afin de rehausser le niveau de la responsabilité et d'améliorer la qualité de l'éducation en Ontario. L'OQRE atteint ces objectifs par l'entremise d'évaluations et de révisions basées sur des renseignements objectifs, fiables et pertinents, ainsi que par l'entremise de la diffusion publique, en temps opportun, de ces renseignements et de recommandations portant sur l'amélioration du système éducatif.

### 2. POLITIQUES EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement acceptés et utilisés par les entités du secteur public, sauf en ce qui a trait à la politique comptable importante qui suit :

*Immobilisations*

Les immobilisations sont portées aux dépenses au cours de l'année de leur acquisition. Comme la majorité des immobilisations sont louées, seules quelques immobilisations sont portées aux dépenses.

### 3. RAJUSTEMENT TOUCHANT LA PÉRIODE PRÉCÉDENTE

En vigueur pour l'année se terminant le 31 mars 2003, l'OQRE a adopté la méthode de comptabilité d'exercice, conformément aux principes comptables généralement acceptés et utilisés au Canada par les entités du secteur public, tel qu'exigé par le ministère de l'Éducation.

Avant que l'OQRE adopte la méthode de comptabilité d'exercice, les états financiers étaient préparés conformément aux méthodes de comptabilité généralement utilisées par le gouvernement de l'Ontario, ce qui incluait l'inscription des recettes et des dépenses selon la méthode de comptabilité de la trésorerie, à l'exception des dépenses reliées à la paie.

Comme résultat du changement apporté à la politique de comptabilité de l'OQRE, certaines dépenses payées au cours de l'année financière 2003, mais se rapportant à des activités faisant partie du programme de 2002, ont été ajoutées aux comptes à payer et aux comptes de dépenses de l'année 2002. Donc, les dépenses pour l'année 2002 ont augmenté de 4 624 406 $ et le surplus à la fin de l'année a été réduit par le même montant.

De plus, durant l'année, l'OQRE a révisé les taxes d'emploi de certains membres du personnel contractuel. En ce qui a trait aux années financières se terminant en mars 2000 et 2001, l'évaluation totale s'élevait à 1 604 450 $ et a été entièrement consolidée. Le surplus de l'année précédente n'a donc pas été rajusté.

# OFFICE DE LA QUALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ EN ÉDUCATION

## Remarques accompagnant les états financiers

**Le 31 mars 2003**

### 4. ÉTAT DES MOUVEMENTS DE LA TRÉSORERIE

Un état des mouvements de la trésorerie n'a pas été présenté, comme il ne fournirait pas de renseignements additionnels utiles.

### 5. ENGAGEMENTS PAR RAPPORT À LA LOCATION

Les paiements minimum annuels se rapportant à la location du bureau et du matériel de bureau pour les deux prochaines années sont les suivants :

| | |
|---|---|
| 2004 | 75 445 $ |
| 2005 | 26 413 $ |

### 6. ÉTATS FINANCIERS CORRESPONDANTS

Certains des chiffres correspondants ont été reclassifiés, afin de les faire conformer à la présentation de l'année courante.

# OFFICE DE LA QUALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ EN ÉDUCATION

| Nom de famille | Prenom | Poste | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| JACKSON | MARGUERITE | Chief Executive Officer | $168,345.12 | $318.78 |
| JONES | RICHARD | Project Manager | $101,273.92 | $201.12 |
| KIDD | CONNIE | Mgr, Assess. Data Proj., Tech. Qty | $152,693.56 | $184.50 |
| MADDEN | PATRICK | Director, Data & Operations | $101,844.09 | $98.36 |

# SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

**KPMG** LLP
**Chartered Accountants**
Commerce Court West
PO Box 31 Stn Commerce Court
Suite 3300
Toronto ON M5L 1B2

Telephone (416) 777-8500
Telefax (416) 777-8818
www.kpmg.ca

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Au conseil d'administration de la Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto et au ministre du Tourisme et des Loisirs

Nous avons vérifié le bilan de la Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto au 31 mars 2003 et les états des résultats et de l'insuffisance et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et des flux de sa trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG s.r.l.

Comptables agréés

Toronto, Canada

Le 15 mai 2003

# SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

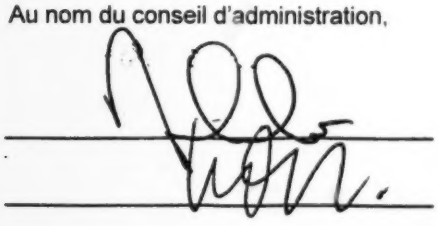
Bilan

31 mars 2003, avec chiffres correspondants de 2002

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Actif à court terme | | |
| Encaisse et placements à court terme (note 2) | 2 095 121 $ | 3 773 938 $ |
| Acomptes des clients | 3 756 194 | 4 224 124 |
| Débiteurs | 2 607 793 | 2 552 913 |
| Stocks | 382 941 | 301 502 |
| Charges payées d'avance | 279 349 | 289 454 |
| | 9 121 398 | 11 141 931 |
| Autres éléments d'actif | 37 629 | 165 683 |
| Immobilisations (note 3) | 136 369 528 | 146 417 054 |
| Avantages sociaux futurs (note 6) | 764 700 | 253 400 |
| | 146 293 255 $ | 157 978 068 $ |
| **Passif et insuffisance** | | |
| Passif à court terme | | |
| Créditeurs et charges à payer | 5 126 206 $ | 4 380 485 $ |
| Produits reportés | 3 756 194 | 4 224 124 |
| | 8 882 400 | 8 604 609 |
| Financement provisoire des travaux d'agrandissement (note 4) | – | 158 086 714 |
| Insuffisance | (7 940 933) | (8 713 255) |
| Surplus d'apport (note 4) | 145 351 788 | – |
| Engagements (note 5) | | |
| | 146 293 255 $ | 157 978 068 $ |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil d'administration,



_____ , administrateur

_____ , administrateur

# SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

État des résultats

Exercice terminé le 31 mars 2003, avec chiffres correspondants de 2002

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Produits | | |
| Aliments et boissons | 21 046 305 $ | 18 186 490 $ |
| Location d'installations | 11 733 263 | 11 480 965 |
| Stationnement | 5 727 274 | 5 341 624 |
| Autres | 7 380 873 | 6 909 002 |
| | 45 887 715 $ | 41 918 081 $ |
| Bénéfice d'exploitation brut | 27 235 707 $ | 24 619 797 $ |
| Charges d'exploitation | 17 109 537 | 15 946 380 |
| Bénéfice d'exploitation net | 10 126 170 | 8 673 417 |
| Intérêts débiteurs | 4 503 715 | 5 966 614 |
| Amortissement, moins la réaffectation aux charges d'exploitation de 96 000 $ (91 968 $ en 2002) à l'égard du parc de stationnement | 4 850 133 | 4 744 464 |
| Bénéfice net (perte) | 772 322 $ | (2 037 661)$ |

État de l'insuffisance

Exercice terminé le 31 mars 2003, avec chiffres correspondants de 2002

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Insuffisance au début de l'exercice | (8 713 255)$ | (6 675 594)$ |
| Bénéfice net (perte) | 772 322 | (2 037 661) |
| Insuffisance à la fin de l'exercice | (7 940 933)$ | (8 713 255)$ |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

# SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2003, avec chiffres correspondants de 2002

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Rentrées (sorties) nettes liées aux activités suivantes | | |
| Exploitation | | |
| Bénéfice net (perte) | 772 322 $ | (2 037 661)$ |
| Éléments n'ayant pas d'incidence sur l'encaisse | | |
| Amortissement | 4 946 133 | 4 836 432 |
| Intérêts courus | 4 503 715 | 5 966 614 |
| | 10 222 170 | 8 765 385 |
| Variation du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation : | | |
| Débiteurs | (54 880) | (164 647) |
| Stocks | (81 439) | 193 434 |
| Charges payées d'avance | 10 105 | 74 777 |
| Avantages sociaux futurs | (511 300) | (88 798) |
| Créditeurs et charges à payer | 745 721 | (461 794) |
| | 10 330 377 | 8 318 357 |
| Financement | | |
| Remboursement du financement provisoire des travaux d'agrandissement | (17 238 641) | (9 606 843) |
| Investissement | | |
| Recouvrement du coût d'éléments d'actif | 7 446 127 | -- |
| Acquisition d'immobilisations | (2 216 680) | (1 991 123) |
| | 5 229 447 | (1 991 123) |
| Diminution de l'encaisse et placements à court terme | (1 678 817) | (3 279 609) |
| Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice | 3 773 938 | 7 053 547 |
| Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice | 2 095 121 $ | 3 773 938 $ |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

# SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2003

La Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto (la « Société ») est une entreprise d'État sous l'autorité du ministre du Tourisme et des Loisirs de l'Ontario. Elle a été constituée sans capital social en vertu de la loi 141, *Loi sur la Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto de 1988*. La Société est considérée comme un organisme de la Couronne en vertu de cette loi et est exonérée de l'impôt sur le revenu.

La Société exploite des installations qui peuvent abriter des congrès, des salons professionnels, des salons du consommateur ainsi que divers événements mis sur pied par des entreprises, notamment du secteur des produits alimentaires et des boissons, ainsi que des stationnements.

## 1. Principales conventions comptables

a) Constatation des produits

Les produits que génèrent la location d'installations, la vente d'aliments et de boissons et l'utilisation des stationnements de la Société sont constatés dès qu'ils sont gagnés. Les frais d'annulation sont constatés lorsque l'événement est annulé.

b) Stocks

Les stocks sont inscrits au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux.

c) Autres éléments d'actif

Les frais d'aménagement reportés, qui sont compris dans les autres éléments d'actif, représentent les charges, déduction faite des produits de préexploitation, engagées durant la période de démarrage. Ce montant est amorti sur cinq ans selon la méthode linéaire.

d) Immobilisations

Les immobilisations qui sont financées par des subventions gouvernementales sont présentées déduction faite de ces subventions.

Les immobilisations sont comptabilisées au moindre du prix coûtant et du montant de récupération net que la direction détermine sur une base annuelle.

# SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2003

## 1. Principales conventions comptables (suite)

d) Immobilisations (suite)

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant et l'amortissement est imputé linéairement sur les durées d'utilisation prévues suivantes :

| | |
|---|---|
| Bâtiments | 50 ans |
| Mobilier, agencements et matériel informatique | 3 à 10 ans |
| Améliorations locatives | 5 à 20 ans |

e) Produits reportés

Les produits reportés représentent les acomptes reçus des clients en échange de l'utilisation future des installations de la Société. Les acomptes sont portés en diminution du montant facturé au client.

f) Instruments financiers

La valeur comptable des placements à court terme, des acomptes de clients, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de la juste valeur en raison de la nature à court terme de ces éléments.

# SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2003

## 1. Principales conventions comptables (suite)

g) Estimations

Pour dresser les états financiers selon les principes comptables généralement reconnus, la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui se répercutent sur les montants déclarés de l'actif et du passif, sur la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date du bilan et sur les montants des produits et des charges de l'exercice à l'étude. Les estimations, de par leur nature même, comportant des incertitudes, les résultats réels pourraient donc être différents des résultats estimés.

## 2. Encaisse et placements à court terme

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Encaisse | 2 095 121 $ | 1 621 655 $ |
| Placements à court terme | – | 2 152 283 |
| | 2 095 121 $ | 3 773 938 $ |

## 3. Immobilisations

| | | | 2003 | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | Prix coûtant | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| Bâtiments | 218 990 360 $ | 22 537 876 $ | 196 452 484 $ | 208 322 437 $ |
| Mobilier, agencements et matériel informatique | 14 165 691 | 10 437 279 | 3 728 412 | 3 595 067 |
| Améliorations locatives | 26 464 008 | 24 723 525 | 1 740 483 | 2 700 784 |
| | 259 620 059 | 57 698 680 | 201 921 379 | 214 618 288 |
| Soustraire les subventions gouvernementales | 85 914 604 | 20 362 753 | 65 551 851 | 68 201 234 |
| | 173 705 455 $ | 37 335 927 $ | 136 369 528 $ | 146 417 054 $ |

# SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2003

## 4. Financement provisoire des travaux d'agrandissement

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Office ontarien de financement | – $ | 158 086 714 $ |

Conformément à un décret, l'Office ontarien du financement a libéré la Société, en date du 30 mars 2003, de toutes ses obligations en vertu du financement provisoire des travaux d'agrandissement.

En outre, la Société a réglé un différend ayant trait à la construction de l'installation sud et le règlement a pris la forme d'un versement de 9 500 000 $ plus les intérêts payables à la Société. Une tranche de 7 446 127 $ a été reçue au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2003. Le solde de 2 375 000 $ est payable en deux versements égaux de 1 187 500 $ qui échoient les 31 août 2003 et 29 février 2004. Conformément au décret mentionné précédemment, la Société doit remettre tous les produits reçus du règlement à la province de l'Ontario. La Société a comptabilisé la somme reçue au cours de l'exercice en diminution des immobilisations et en réduction du financement provisoire des travaux d'agrandissement.

Le solde du financement provisoire des travaux d'agrandissement au 30 mars 2003, soit 145 351 788 $ (après remboursements de 9 752 514 $ au cours de l'exercice et paiement de 7 446 127 $ provenant du règlement) a été viré au surplus d'apport.

## 5. Engagements

La Société s'est engagée à des paiements annuels minimums en vertu de divers contrats de location-exploitation pour des installations, du stationnement, des bureaux, des véhicules, du matériel électronique et du matériel comme suit :

| | |
|---|---|
| 2004 | 5 702 202 $ |
| 2005 | 5 482 946 |
| 2006 | 5 401 982 |
| 2007 | 5 430 524 |
| 2008 | 5 504 446 |
| Par la suite | 333 475 917 |
| | 360 998 017 $ |

# SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2003

**5. Engagements (suite)**

La Société a convenu de verser à la province de l'Ontario une somme annuelle de 2 500 000 $ en vertu du décret mentionné à la note 4.

**6. Avantages sociaux futurs**

La Société a mis sur pied un régime de retraite contributif à prestations déterminées. Les employés versent des cotisations à un taux déterminé et le promoteur verse des cotisations dont le montant et le calendrier sont établis par les actuaires-conseils. Les prestations sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen de fin de carrière. En outre, certains employés à la retraite touchent des prestations de maladie payées par la Société.

Le coût des prestations de retraite et des autres avantages futurs acquis par l'employé est établi selon la méthode de répartition au prorata des services et il est imputé aux charges à mesure que les services sont rendus. Le coût est fondé sur les hypothèses les plus probables posées par la direction quant aux taux de rendement prévus des placements de la caisse de retraite, aux prévisions salariales, au taux de mortalité parmi les participants, aux cessations d'emploi et à l'âge du départ à la retraite des participants. Les rajustements en raison des modifications au régime, des gains ou des pertes actuariels et des changements aux hypothèses sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés.

# SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2003

## 6. Avantages sociaux futurs (suite)

Le tableau ci-après donne des renseignements précis sur le régime de retraite et sur les régimes d'avantages des employés de la Société :

| | 2003 | | 2002 | |
|---|---|---|---|---|
| | Régime de retraite | Autres avantages | Régime de retraite | Autres avantages |
| Actifs du régime | | | | |
| Valeur marchande au début de l'exercice | 6 447 100 $ | – $ | 6 133 732 $ | – $ |
| Rendement réel des actifs du régime | (271 500) | – | (245 732) | – |
| Cotisations de l'employeur | 1 268 500 | 500 | 495 400 | 500 |
| Cotisations des salariés | 309 800 | – | 246 400 | – |
| Prestations versées | (87 700) | (500) | (182 700) | (500) |
| Valeur marchande à la fin de l'exercice | 7 666 200 $ | – $ | 6 447 100 $ | – $ |
| Obligation découlant du régime | | | | |
| Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice | 6 325 400 $ | 825 500 $ | 5 702 819 $ | 681 200 $ |
| Coût des services rendus au cours de l'exercice | 877 700 | 55 400 | 698 200 | 52 300 |
| Intérêts débiteurs | 501 100 | 61 600 | 427 300 | 53 200 |
| Prestations versées | (87 700) | (500) | (182 700) | (500) |
| Perte actuarielle (gain actuariel) | 201 300 | 94 500 | (320 219) | 39 300 |
| Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 7 817 800 $ | 1 036 500 $ | 6 325 400 $ | 825 500 $ |
| Excédent (déficit) du régime | | | | |
| Valeur marchande moins l'obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | (151 600) $ | (1 036 500) $ | 121 700 $ | (825 500) $ |
| Perte actuarielle nette non amortie (gain actuariel net non amorti) | 1 790 100 | 162 700 | 885 400 | 71 800 |
| Actif (passif) au titre des prestations constituées | 1 638 500 $ | (873 800) $ | 1 007 100 $ | (753 700) $ |
| Charges au titre du régime | | | | |
| Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations d'employés | 567 900 $ | 55 400 $ | 451 800 $ | 52 300 $ |
| Intérêts débiteurs | 501 100 | 61 600 | 427 300 | 53 200 |
| Rendement prévu des actifs du régime | (483 900) | – | (577 200) | – |
| Amortissement net | 52 000 | 3 600 | (2 000) | 1 700 |
| Charge nette au titre des régimes | 637 100 $ | 120 600 $ | 299 900 $ | 107 200 $ |

# SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice terminé le 31 mars 2003

## 6. Avantages sociaux futurs (suite)

| | 2003 | | 2003 | |
|---|---|---|---|---|
| | Régime de retraite | Autres avantages | Régime de retraite | Autres avantages |
| Hypothèses actuarielles | | | | |
| Taux d'actualisation | 6,5 % | 6,5 % | 7,0 % | 7,0 % |
| Taux de rendement prévu des actifs du régime, à long terme | 7,0 % | – | 8,5 % | – |
| Taux de croissance de la rémunération | 4,0 % | – | 4,0 % | – |
| Taux de croissance du coût des soins de santé | – | 6,0 % | – | 6,0 % |

**Au conseil d'administration de la Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto**

| Surname | Given Name | Position | Salary Paid | Taxable Benefits |
|---|---|---|---|---|
| FERNANDES | ANGELO | Executive Chef | $160,723.14 | $6,296.51 |
| HOUGHTON | JOHN | VP Sales & Marketing | $172,684.63 | $6,433.19 |
| KWOK | ANNIE | Director of Catering | $150,850.27 | $589.70 |
| LEE | ESTHER | VP HR & Administration | $134,977.28 | $563.18 |
| LILLEYMAN | TIMOTHY | Food & Beverage Director | $154,723.14 | $5,159.63 |
| QUATTROCIOCCHI | VINCE | VP of Operations | $113,853.21 | $6,898.48 |
| SMITH | BARRY | President & CEO | $290,761.71 | $9,664.55 |
| STODDART | CAROLE | VP Customer Services | $113,992.47 | $8,404.98 |

# Régie des transports en commun du grand Toronto

## Rapport des vérificateurs

**Aux membres de la**
**Régie des transports en commun du grand Toronto**

Nous avons vérifié le bilan de la Régie des transports en commun du grand Toronto au 31 mars 2003 ainsi que les états des résultats, de l'évolution de actifs net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance que ces états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par le bureau exécutif, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Régie au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

BDO Dunwoody LLP

Comptables agréés

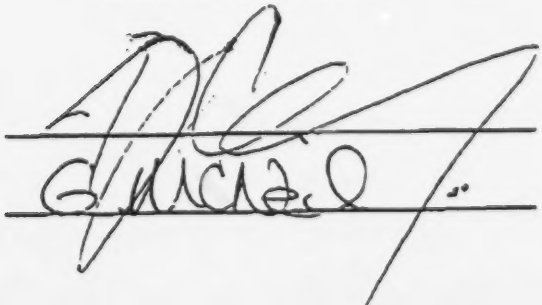
Toronto (Ontario)
le 6 juin 2003

# Régie des transports en commun du grand Toronto

## Bilan

| Aux 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Actif** | | |
| **Actif à court terme** | | |
| Espèces et quasi-espèces | 43 030 $ | 80 092 $ |
| Placements à court terme (note 1) | 10 901 | 3 981 |
| Débiteurs | 4 474 | 6 543 |
| Apport à recevoir de la province | 14 433 | – |
| Apport à recevoir des municipalités | 9 433 | – |
| Pièces de rechange et fournitures | 1 994 | 1 771 |
| Frais payés d'avance | 1 170 | 1 961 |
| | 85 435 | 94 348 |
| **Immobilisations** (note 2) | 838 205 | 767 100 |
| **Location à long terme** (note 3) | 31 804 | 32 131 |
| | 955 444 $ | 893 579 $ |
| **Passif** | | |
| **Passif à court terme** | | |
| Créditeurs et charges | 36 424 $ | 31 256 $ |
| Revenu reporté à l'égard des billets vendus et non utilisés | 5 259 | 3 839 |
| Dette envers les villes de Toronto et Hamilton et les municipalités régionales de Durham, Halton, Peel et York | – | 6 542 |
| Dette envers la province de l'Ontario (note 4) | 4 380 | – |
| | 46 063 | 41 637 |
| **Avantages sociaux futurs des salariés** (note 5) | 19 411 | 17 511 |
| | 65 474 | 59 148 |
| **Actif net** | | |
| Actif net investi dans les immobilisations | 838 205 | 767 100 |
| Actif net investi dans des immobilisations incorporelles | 31 804 | 32 131 |
| Actif net affecté aux réserves (note 6) | 26 332 | 41 571 |
| Insuffisance de l'actif net | (6 371) | (6 371) |
| | 889 970 | 834 431 |
| | 955 444 $ | 893 579 $ |

Au nom des membres :



Administrateur

Administrateur

# Régie des transports en commun du grand Toronto
## État des résultats

| | Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003 | Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2002 |
|---|---|---|
| | | (en milliers de dollars) |
| **Revenus** | | |
| Produits d'exploitation | **182 620 $** | 42 710 $ |
| Revenu de placement | **953** | 245 |
| Apport des municipalités | **16 850** | – |
| Apport du gouvernement du Canada | **133** | – |
| Apport de la province de l'Ontario | **133 168** | 50 201 |
| Remboursement de l'apport de la province de l'Ontario | **(4 380)** | – |
| | **329 344** | 93 156 |
| **Dépenses** | | |
| Main-d'œuvre et administration | **69 923** | 16 738 |
| Services | **10 872** | 2 452 |
| Fournitures | **1 256** | 443 |
| Entretien des installations | **32 022** | 8 613 |
| Entretien du matériel | **32 635** | 8 004 |
| Exploitation | **69 038** | 15 229 |
| Amortissement des immobilisations | **57 732** | 13 260 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | **327** | 82 |
| | **273 805** | 64 821 |
| **Excédent des recettes sur les dépenses avant les acquisitions** | **55 539 $** | 28 335 $ |

Le sommaire des principales conventions comptables et les notes font partie intégrante de ces états financiers.

# Régie des transports en commun du grand Toronto
## État de l'évolution de l'actif net

| | | | | | **Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003** | Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | **(en milliers de dollars)** | |
| | Investi dans les immobilisations | Investi dans une location à long terme | Actif net affecté aux réserves (note 6) | Insuffisance | **Total** | Total |
| **Solde** au début de l'exercice | 767 100 $ | 32 131 $ | 41 571 $ | (6 371)$ | **834 431 $** | 806 096 $ |
| **Excédent (insuffisance) des recettes sur les (par rapport aux) dépenses avant les acquisitions** | (57 732) | (327) | – | 113 598 | **55 539** | 28 335 |
| **Investissement dans les immobilisations** | 128 998 | – | – | (128 998) | – | – |
| **Cession des immobilisations** | (161) | – | – | 161 | – | – |
| **Transferts aux réserves** (note 6) | – | – | (15 239) | 15 239 | – | – |
| **Solde** à la fin de l'exercice | 838 205 $ | 31 804 $ | 26 332 $ | (6 371)$ | **889 970 $** | 834 431 $ |

Le sommaire des principales conventions comptables et les notes font partie intégrante de ces états financiers.

# Régie des transports en commun du grand Toronto
## État des flux de trésorerie

| | Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003 | Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2002 |
|---|---|---|
| | | (en milliers de dollars) |
| **Liquidités provenant des (affectées aux) :** | | |
| **Activités d'exploitation** | | |
| Excédent des recettes sur les dépenses | **55 539 $** | 28 335 $ |
| Rajustements pour rapprocher l'excédent des recettes sur les dépenses aux liquidités provenant des activités d'exploitation | | |
| Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles | **58 059** | 13 342 |
| Perte (gain) sur la cession d'immobilisations | **63** | (7) |
| Variation des soldes hors caisse du fonds de roulement | **(14 903)** | (3 347) |
| | **98 758** | 38 323 |
| **Activités d'investissement** | | |
| Acquisitions | **(128 998)** | (39 298) |
| Produit de la cession d'immobilisations | **98** | 7 |
| Produit (achat) de placements à court terme | **(6 920)** | 3 161 |
| | **(135 820)** | (36 130) |
| **Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces** | **(37 062)** | 2 193 |
| **Espèces et quasi-espèces** au début de l'exercice | **80 092** | 77 899 |
| **Espèces et quasi-espèces** à la fin de l'exercice | **43 030 $** | 80 092 $ |

Le sommaire des principales conventions comptables et les notes font partie intégrante de ces états financiers.

# Régie des transports en commun du grand Toronto
# Sommaire des principales conventions comptables

**31 mars 2003**

**But de l'organisme**

La Régie des transports en commun du grand Toronto (la « RTCGT » ou la « Régie ») est un organisme de la Couronne qui exerce ses activités sous la dénomination de « Réseau GO ». En sa qualité de personne morale sans capital-actions, le Réseau GO relève du ministère des Transports (le «MTO »). Il exploite un réseau interrégional de transport en commun consistant en corridors intégrés de trains et d'autobus, desservant principalement les collectivités de toute la région du grand Toronto, dont les villes de Toronto et Hamilton et les régions de Halton, Peel, York et Durham. Il dessert également les comtés de Simcoe, de Dufferin et de Wellington, ainsi que les villes de Barrie, de Guelph et de Bradford-West Gwillimbury.

Jusqu'au 1er janvier 2002, le Réseau GO relevait de la Commission des services du grand Toronto. Le 1er janvier 2002, la Loi de 2001 sur le Réseau GO est entrée en vigueur et le Réseau GO relève depuis lors de la province de l'Ontario par le biais du ministère des Transports.

**Méthode de présentation**

Les présents états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour les organismes sans but lucratif.

**Espèces et quasi-espèces**

On entend par espèces et quasi-espèces les placements très liquides ayant une échéance initiale de trois mois ou moins et consistant en instruments du marché monétaire.

**Placements à court terme**

Les placements à court terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande; ils englobent les sommes ayant une échéance initiale supérieure à trois mois mais inférieure à un an.

**Pièces de rechange et fournitures**

Les pièces de rechange et les fournitures sont évaluées au moindre du coût et du coût de remplacement.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont inscrites au coût moins l'amortissement accumulé.

La Régie pourvoit à l'amortissement des différentes catégories d'éléments d'actif selon la méthode linéaire sur la durée d'utilisation prévue :

| | |
|---|---|
| Bâtiments et matériel | |
| Abris et guichets | 5 ans |
| Autres bâtiments | 20 ans |
| Améliorations locatives | 20 ans |
| Locomotives | 20 ans |
| Autre matériel roulant des chemins de fer | 25 ans |
| Améliorations du droit de passage et de l'atelier de chemins de fer | 20 ans |
| Travaux sur les voies et installation | 20 ans |
| Autobus | 12 ans |
| Terrains de stationnement | 20 ans |
| Divers - Mobilier | 12 ans |
| - Autres | 3 à 5 ans |

# Régie des transports en commun du grand Toronto
## Sommaire des principales conventions comptables

**31 mars 2003**

**Immobilisations (suite)**

Les études de viabilité de l'extension future représentent les coûts reportés par projet jusqu'à ce que la viabilité de chaque projet soit établie. Lorsque le projet est achevé, les coûts sont amortis selon une catégorie d'éléments d'actif spécifique. Si un projet est abandonné, les coûts reportés sont portés aux résultats d'exploitation de l'exercice durant lequel la décision est prise.

**Location à long terme**

Le poste Location à long terme représente le règlement anticipé du bail concernant la gare Union. Le montant est amorti selon la méthode linéaire sur 100 ans, soit la durée du bail prorogée d'une période de renouvellement.

**Avantages sociaux futurs des salariés**

La Régie prévoit des droits à pension par l'entremise d'une participation à la caisse de retraite OMERS. Les charges pour l'exercice égalent les cotisations exigées pour l'exercice.

La Régie prévoit également d'autres avantages sociaux au moyen de la méthode de répartition des prestations, qui reflète les avantages prévus pour les services rendus jusqu'à présent. Les rajustements découlant des modifications aux régimes d'avantages, des gains et pertes actuariels et des modifications des hypothèses sont amortis sur les revenus sur la durée résiduelle moyenne d'activité estimée des membres.

**Revenus tirés des services de transport de banlieue**

Les revenus sont comptabilisés au moment où le service est rendu. Les montants reportés figurent dans le bilan à titre de passif à court terme.

**Apports**

La Régie comptabilise les apports selon la méthode du report. Les apports sont constatés comme des recettes au cours de l'exercice où sont engagées les dépenses correspondantes. Les apports de fonctionnement versés par la province de l'Ontario sont considérés comme des recettes.

**Actif net affecté aux réserves**

L'actif net affecté aux réserves fait l'objet d'une restriction interne en vue de financer les obligations futures prévues et de permettre à la Régie de réagir avec souplesse aux imprévus. Toutes les réserves sont approuvées par le conseil de la Régie et ressortent au bilan, dans les capitaux propres.

La réserve FRDIFM a été établie dans le but de faciliter le financement de grandes dépenses en immobilisations.

La réserve Engagement de l'emploi a été établie dans le but de financer les obligations générales de la Régie liées à l'emploi.

La réserve de Franchise auto-assurée a été établie dans le but de financer toute réclamation contre cet élément du programme d'assurance de la Régie.

## Régie des transports en commun du grand Toronto
## Sommaire des principales conventions comptables

**31 mars 2003**

**Actif net affecté aux réserves (suite)**

La réserve de Stabilisation a été établie dans le but d'aider à financer les fluctuations d'une année à l'autre dans les budgets de fonctionnement et d'équipement de la Régie.

Toute opération touchant les réserves doit être approuvée par le conseil de la Régie et figurer dans l'état de l'évolution de l'actif net.

Les intérêts créditeurs sont affectés aux réserves sur une base proportionnelle. Pour l'exercice en cours, aucun intérêt créditeur n'a été affecté aux réserves.

**Utilisation d'estimations**

Pour la préparations d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, la direction doit effectuer des estimations et établir des hypothèses qui touchent les montants présentés de l'actif et du passif, de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers et des revenus et des dépenses au cours de la période de présentation. Les estimations importantes comprennent le financement, le recouvrement d'immobilisations, le revenu reporté, l'amortissement des immobilisations et les éventualités. Les résultats réels pourraient être différents de ceux qui ont fait l'objet de l'estimation, à la lumière de l'information additionnelle qui est mise à jour.

**Instruments financiers**

Sauf indication contraire, la direction est d'avis que la Régie ne court aucun risque important – en matière de taux d'intérêt, de devises ou de crédit – du fait de ses instruments financiers. La direction est d'avis que la valeur comptable des instruments financiers de la Régie avoisine la juste valeur, sauf indication contraire.

# Régie des transports en commun du grand Toronto

## Notes afférentes aux états financiers

**31 mars 2003** **(en milliers de dollars)**

### 1. Placements à court terme

Les placements à court terme consistent en bons du Trésor fédéraux et provinciaux et en acceptations de banques canadiennes venant à échéance au plus tard en juillet 2003 et comportant des taux d'intérêt effectifs variant entre 2,7 % et 3,0 % (2002 : 1,9 % à 2,1 %).

### 2. Immobilisations

| | 2003 | | 2002 | |
|---|---|---|---|---|
| | **Coût** | **Amortissement cumulé** | Coût | Amortissement cumulé |
| Terrains | **163 643 $** | **– $** | 156 922 $ | – $ |
| Bâtiments | **255 864** | **130 378** | 245 953 | 119 420 |
| Améliorations locatives | **24 418** | **12 384** | 24 344 | 11 202 |
| Locomotives et autre matériel roulant des chemins de fer | **220 342** | **68 674** | 146 204 | 57 753 |
| Améliorations du droit de passage et de l'atelier de chemins de fer | **430 721** | **275 781** | 417 407 | 259 893 |
| Travaux sur les voies et installation | **86 130** | **41 542** | 71 911 | 38 284 |
| Travaux de construction en cours | **53 545** | **–** | 80 695 | – |
| Autobus | **106 752** | **46 477** | 95 504 | 42 507 |
| Terrains de stationnement | **100 512** | **38 909** | 83 374 | 34 980 |
| Divers | **62 718** | **52 295** | 59 781 | 50 956 |
| | **1 504 645 $** | **666 440 $** | 1 382 095 $ | 614 995 $ |
| | | **838 205 $** | | 767 100 $ |

La Régie capitalise les charges de personnel de génie lorsque les heures ont été consacrées à des projets particuliers d'immobilisations. Le montant capitalisé pour la période terminée le 31 mars 2003 s'élève à 1 989 $ (357 $ en 2002).

### 3. Location à long terme

| | 2003 | | 2002 | |
|---|---|---|---|---|
| | **Coût** | **Amortissement cumulé** | Coût | Amortissement cumulé |
| Bail de la gare Union | **32 703 $** | **899 $** | 32 703 $ | 572 $ |
| | | **31 804 $** | | 32 131 $ |

## Régie des transports en commun du grand Toronto

## Notes afférentes aux états financiers

**31 mars 2003** **(en milliers de dollars)**

### 4. Dette envers la province

Les sommes dues à la province de l'Ontario comprennent des apports reçus en 2002-2003 en excédent des besoins en capitaux.

### 5. Avantages sociaux futurs des salariés

**Régime de pension**

La Régie prévoit des droits à pension pour la presque totalité de ses salariés permanents par l'entremise d'une participation au système du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS). Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003, la Régie a passé en charges des cotisations de 258 $ (néant en 2002). Les droits à pension n'ont pas été provisionnés pour la période terminée le 31 mars 2002 en raison d'un congé de cotisations qui a pris fin le 31 décembre 2002.

**Autres avantages sociaux futurs**

La Régie prévoit aussi des prestations d'assurance-vie et d'assurance soins médicaux pour ses retraités, de même qu'une protection en vertu de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail, ainsi que des prestations de cessation d'emploi pour les retraités. Non provisionné, ce régime d'avantages nécessite des cotisations négligeables de la part des salariés. La presque totalité des salariés actifs à temps plein sont admissibles aux prestations d'assurance-vie et d'assurance soins médicaux. Un nombre limité de salariés sont admissibles aux prestations de cessation d'emploi.

En 2003, la direction de la Régie a fait procéder à une évaluation actuarielle à des fins comptables; il en est résulté une obligation au titre des prestations constituées de 20 297 $ au 31 mars 2003 et un solde de perte actuarielle non amortie de 886 $.

Pour les besoins de la comptabilisation des régimes d'avantages sociaux autres que les prestations de retraite, la Régie a pour principe de constater, au cours d'un exercice, les gains et pertes actuariels qui excèdent l'amortissement minimal (soit la partie des gains et pertes actuariels qui excède 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées, divisée par la durée résiduelle moyenne d'activité).

## Régie des transports en commun du grand Toronto

## Notes afférentes aux états financiers

**31 mars 2002** **(en milliers de dollars)**

**Hypothèses**
Taux d'actualisation – 6,75 %
Durée résiduelle moyenne d'activité – 11 ans
Taux moyen pondéré des soins de santé : 8 % par an, passant progressivement à 4 % dans 2 ans.

| | **Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003** | Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2002 |
|---|---|---|
| Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice | **1 231 $** | 308 $ |
| Intérêts | **1 340** | 307 |
| Prestations versées | **(562)** | (132) |

### 6. Actif net affecté aux réserves

| | FRDIFM | Engagement de l'emploi | Franchise auto-assurée | Stabilisation | Total des réserves |
|---|---|---|---|---|---|
| **Solde** au début de l'exercice | 36 290 $ | 889 $ | 2 013 $ | 2 379 $ | 41 571 $ |
| **Dépenses** | 15 239 | – | – | – | 15 239 |
| **Solde** à la fin de l'exercice | 21 051 $ | 889 $ | 2 013 $ | 2 379 $ | 26 332 $ |

Les dépenses au titre des réserves FRDIFM au cours de l'année représentent un acompte sur l'achat de 20 voitures à deux niveaux.

### 7. Engagements

a) Les versements minimaux en vertu de contrats de location-exploitation pour chacun des cinq prochains exercices et par la suite s'établissent comme suit :

| | |
|---|---|
| 2003 | 2 753 $ |
| 2004 | 2 400 |
| 2005 | 2 053 |
| 2006 | 1 990 |
| 2007 | 1 956 |
| Par la suite | 3 651 |
| | 14 803 $ |

## Régie des transports en commun du grand Toronto
## Notes afférentes aux états financiers

**31 mars 2003** **(en milliers de dollars)**

b) La Régie a également affecté une somme d'environ 97 756 $ à diverses acquisitions d'immobilisations pendant l'exercice en cours.

c) La Régie est partie à un bail avec la RTCRT visant 243 voitures et 42 locomotives pour un loyer global de 1 $ par an jusqu'au 1er juillet 2006.

d) La prestation et le maintien d'une partie appréciable des services rendus par la Régie relèvent de tiers qui font appel à du matériel roulant appartenant à la Régie ou loué à la Régie des transports en commun de la région de Toronto (RTCRT) par la Régie. Ces services sont régis par des ententes avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (le « CN »), le Canadien Pacifique Limitée (le « CP ») et Bombardier Inc., ainsi que par un nombre de conventions de service de moindre envergure. La Régie a conclu les conventions suivantes pour une somme d'environ 75 800 $ par année :

(i) accord-cadre d'exploitation avec le CN se terminant le 31 mai 2008;

(ii) convention de service de banlieue avec le CP se terminant le 31 décembre 2003;

(iii) contrat de maintenance du matériel avec Bombardier se terminant le 31 mai 2006.

**8. Passif éventuel**

Diverses poursuites ont été intentées contre la Régie à la suite d'incidents qui ont eu lieu dans le cours normal des affaires. De l'avis de la direction et de ses conseillers juridiques, on ne peut encore prévoir l'issue de ces poursuites. Dans l'éventualité où ces poursuites donneraient lieu à une perte, celle-ci serait passée en charges dès l'année du règlement.

**GO Transit**

| Surname | Given Name | Position | Salary Paid | Taxable Benefits |
|---|---|---|---|---|
| BOYLE | ROBERT | Director, Facilities Services | $106,017.04 | $370.20 |
| CHUNG | FRANCES | Director, Financial Services | $110,636.06 | $369.84 |
| JENKINS | WILLIAM | Director, Customer Services | $100,210.07 | $349.92 |
| MCNEIL | GARY | Managing Director | $140,639.28 | $2,642.42 |
| NORMAN | JEAN | Director, Corporate Services | $112,941.83 | $377.40 |
| PERCY | GREGORY | Director, Rail Services | $100,891.06 | $352.32 |
| ROBINSON | ALLAN | Director, Bus Services | $103,287.77 | $360.60 |

# Régie des transports en commun de la région de Toronto

## Bureau du vérificateur provincial de l'Ontario

***Rapport du vérificateur***

À la Régie des transports en commun de la région de Toronto
et au ministre des Transports

J'ai vérifié le bilan de la Régie des transports en commun de la région de Toronto au 31 mars 2003 et l'état d'exploitation et du déficit de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

J'ai effectué ma vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables utilisés et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Régie au 31 mars 2003, ainsi que les résultats de ses activités pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables recommandés par l'Institut canadien des comptables agréés.

Toronto, Ontario
Le 16 juillet 2003

J.R. McCarter, CA
Vérificateur provincial adjoint

## RÉGIE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION DE TORONTO

**Bilan**
**31 mars 2003**

| | 2003 (en milliers de dollars) | 2002 (en milliers de dollars) |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| **À court terme** | | |
| À percevoir de la province d'Ontario | 8 625 | 8 736 |
| **Immobilisations données en garantie** (Note 3) | 194 231 | 215 321 |
| | 202 856 | 224 057 |
| **PASSIF ET DÉFICIT** | | |
| **Passif à court terme** | | |
| Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (Note 4) | 4 041 | 3 704 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 8 625 | 8 736 |
| | 12 666 | 12 440 |
| **Dette à long terme** (Note 4) | 460 262 | 452 800 |
| **Déficit** | (270 072) | (241 183) |
| | 202 856 | 224 057 |

Consulter les notes afférentes aux états financiers.

Approuvé par :

Président

Membre du conseil

## RÉGIE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION DE TORONTO

### État d'exploitation et du déficit
### Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

| | 2003 (en milliers de dollars) | 2002 (en milliers de dollars) |
|---|---|---|
| **Recettes** | | |
| Subventions d'exploitation de la province | 38 282 | 37 461 |
| **Dépenses** | | |
| Amortissement des immobilisations | 21 090 | 21 317 |
| Amortissement de la perte sur change reportée sur la dette à long terme | 11 027 | 10 255 |
| Intérêts sur le passif à long terme | 35 054 | 35 396 |
| | 67 171 | 66 968 |
| **Excédent des dépenses sur les recettes** | (28 889) | (29 507) |
| **Déficit au début de l'exercice** | (241 183) | (211 676) |
| **Déficit à la fin de l'exercice** | (270 072) | (241 183) |

## RÉGIE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION DE TORONTO

**Notes afférentes aux états financiers**
**31 mars 2003 (en milliers de dollars)**

### 1. NATURE DE LA SOCIÉTÉ

La Régie des transports en commun de la région de Toronto (la Régie) a été établie comme une société sans capital-actions en vertu de la *Loi sur la Régie des transports en commun de la région de Toronto*. Le 7 août 1999, conformément à la *Loi de 1998 sur la Commission des services du grand Toronto*, maintenant abrogée, le secteur des transports en commun de la Régie a été transféré à la Régie des transports en commun du grand Toronto (RTCGT) sans compensation. Le transfert incluait tous les éléments d'actif (y compris 58 777 $ en espèces) ainsi que les éléments de passif et les employés, à l'exception du matériel ferroviaire et des dettes connexes représentés par les conventions de vente conditionnelles décrites à la Note 4, que la Régie continue d'administrer.

### 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers sont dressés par la direction conformément aux principes comptables recommandés aux gouvernements par l'Institut canadien des comptables agréés. Les conventions comptables sont les suivantes :

#### (a) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'origine moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'allocation uniforme sur la durée de vie utile estimative des biens suivants :

| | |
|---|---|
| Locomotives | 20 ans |
| Autre matériel ferroviaire | 25 ans |
| Révisions des locomotives | 5 ans |

#### (b) Conversion des devises étrangères

La dette à long terme payable en dollars américains est convertie en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de la période. Les profits ou pertes sur change non réalisés découlant de la conversion sont reportés et amortis sur la période restante de la dette.

#### (c) Frais administratifs

Les services administratifs sont fournis gratuitement par le ministère des Transports.

## RÉGIE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION DE TORONTO

**Notes afférentes aux états financiers**
**31 mars 2003 (en milliers de dollars)**

### 3. IMMOBILISATIONS

Les immobilisations comprennent les locomotives et autre matériel ferroviaire donnés en garantie pour la dette à long terme comme il est indiqué à la note 4.

| | 2003 | | | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût $ | Amortissement cumulé $ | Net $ | Net $ |
| Autre matériel ferroviaire | 363 308 | 207 018 | 156 290 | 170 822 |
| Locomotives | 110 905 | 73 116 | 37 789 | 43 335 |
| Révisions de locomotives | 7 312 | 7 160 | 152 | 1 164 |
| | 481 525 | 287 294 | 194 231 | 215 321 |

### 4. DETTE À LONG TERME

À la demande du ministre des Finances de l'Ontario, la Régie a conclu une opération de financement le 31 mars 1994. En vertu des conditions de l'opération, 42 locomotives et 243 voitures de train à deux niveaux ont été vendues pour 311 867 $ US (431 530 $ CAN) et immédiatement rachetées de la même contrepartie au même prix selon des conventions de vente conditionnelle (CVC) arrivant à échéance le 1er juillet 2006. Le produit de la vente initiale, moins les frais d'opération de 4 271 $, a été retourné à la province. Selon les conventions de vente conditionnelle, la Régie a convenu de rembourser l'obligation et les intérêts sur la période de 12 ans. Conformément à un protocole d'entente daté de décembre 1993 avec le ministre des Finances et confirmé par le sous-ministre des Transports dans une lettre du 9 juillet 1997, la province accordera les fonds nécessaires à la Régie en temps opportun afin de lui permettre de s'acquitter de ses obligations en matière de créances et d'intérêts.

L'opération a été comptabilisée comme étant un financement garanti. La créance est garantie par les locomotives et les voitures de train à deux niveaux. La Régie conserve le droit d'utiliser les locomotives et les voitures de train à deux niveaux et est responsable de leur entretien ainsi que de toutes autres obligations connexes. Le 7 août 1999, la Régie a signé un contrat de location d'équipement dans le but de louer ces locomotives et voitures à deux niveaux à la Régie des transports en commun du grand Toronto (RTCGT) à une valeur nominale d'un dollar par année. Aux termes de ce contrat de location d'équipement, qui expire le 1er juillet 2006, la RTCGT est responsable de l'entretien et de toutes autres obligations connexes.

Afin de minimiser le risque de fluctuations des taux de change pour le gouvernement de l'Ontario, la province a conclu une entente d'échange de devises. À la fin de l'exercice, environ 80 % de la dette a été couverte par l'échange de devises. Comme la Régie n'est pas une partie à l'entente d'échange de devises, les effets de celle-ci ne sont pas inscrits dans les états financiers. À ce titre, la Régie reconnaît toute l'incidence des risques de change, tandis que la province reconnaît le gain ou la perte compensatoire pour l'échange financier. En raison de la nature unique de la dette à long terme, il n'est pas pratique de déterminer la juste valeur de cette opération.

## RÉGIE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION DE TORONTO

**Notes afférentes aux états financiers**
**31 mars 2003 (en milliers de dollars)**

### 4. DETTE À LONG TERME (SUITE)

| Numéro de CVC | Prêt maximum $ US | Taux d'intérêt moyen % | Solde au 31 mars 2003 $ US | Garantie |
|---|---|---|---|---|
| 1 | 14 487 | 7.27536 | 14 118 | Taxis et voitures à 2 niveaux |
| 2 | 108 926 | 7.26143 | 107 351 | Taxis et voitures à 2 niveaux |
| 3 | 23 794 | 7.38419 | 21 813 | Locomotives |
| 4 | 70 319 | 7.28488 | 68 349 | Taxis et voitures à 2 niveaux |
| 5 | 60 702 | 7.36798 | 60 596 | Voitures à 2 niveaux |
| 6 | 41 926 | 7.39563 | 40 875 | Locomotives |
| | 320 154 | | 313 102 | |
| Conversion en dollars canadiens au taux de | | | 1,4678 | |
| $ CAN | | | 459 571 | |
| Perte sur change reportée moins l'amortissement cumulé de 31 064 $ | | | 4 732 | |
| | | | 464 303 | |
| Moins : Tranche échéant à moins d'un an | | | (4 041) | |
| | | | 460 262 | |

Les remboursements annuels en dollars US que la Régie doit effectuer durant un exercice sont les suivants :

| Exercice | Remboursement du principal $ US | Intérêts $ US | Total $ US |
|---|---|---|---|
| 2003-2004 | 2 753 | 22 889 | 25 642 |
| 2004-2005 | 8 069 | 22 597 | 30 666 |
| 2005-2006 | 8 911 | 22 073 | 30 984 |
| 2006-2007 | 293 369 | 10 727 | 304 096 |
| | 313 102 | 78 286 | 391 388 |

### 5. ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Un état de l'évolution de la situation financière n'était pas requis puisque l'information qu'il comporterait se trouve déjà dans les présents états financiers.

# Bureau du vérificateur provincial de l'Ontario

## Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario

***Rapport du vérificateur***

à la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et
au ministre du Développement du Nord et des Mines

J'ai vérifié le bilan de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario au 31 mars 2003 ainsi que les états des recettes et dépenses, de l'investissement net de la province de l'Ontario et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me basant sur ma vérification.

J'ai effectué ma vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend aussi l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, de même qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 2003 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Le vérificateur provincial adjoint,

Toronto (Ontario) J. R. McCarter, CA
Le 30 mai 2003

## SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

### Bilan au 31 mars 2003

| | 2003 (milliers $) | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Espèces et quasi-espèces (Note 3) | **208 934** | 239 187 |
| Intérêts courus | **5 322** | 4 823 |
| Prêts en cours (Note 4) | **30 775** | 30 705 |
| | **245 031** | 274 715 |
| Fonds de diversification Patten Post sous administration (Note 5) | **15 002** | 15 263 |
| | **260 033** | 289 978 |
| **Passif** | | |
| Fonds de diversification Patten Post sous administration (Note 5) | **15 002** | 15 263 |
| Engagements (Note 8) | | |
| **Investissement de la province de l'Ontario** | | |
| Investissement net de la province de l'Ontario | **245 031** | 274 715 |
| | **260 033** | 289 978 |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil d'administration :

Président

Directeur

## SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

### États des recettes et dépenses et de l'investissement net de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 2003

| | 2003 (milliers $) | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| **Recettes** | | |
| Subvention de la province de l'Ontario | | |
| Fonctionnement | **60 000** | 60 000 |
| Administration (Note 7) | **788** | 923 |
| Intérêts | **8 555** | 11 232 |
| Intérêts sur les prêts en cours | **1 716** | 1 727 |
| | **71 059** | 73 882 |
| **Dépenses** | | |
| Subventions | **96 227** | 40 854 |
| Prêts-subventions | **2 357** | 2 129 |
| Créances irrécouvrables et pertes sur placements, nettes des recouvrements (Note 6) | **870** | 2 041 |
| Administration (Note 7) | **1 289** | 1 283 |
| | **100 743** | 46 307 |
| Excédent des recettes sur les dépenses (des dépenses sur les recettes) | **(29 684)** | 27 575 |
| **Investissement net de la province de l'Ontario, début de l'exercice** | **274 715** | 247 140 |
| **Investissement net de la province de l'Ontario, fin de l'exercice** | **245 031** | 274 715 |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

## SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

### État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2003

| | 2003 (milliers $) | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| **Activités de prêt, d'investissement et d'aide financière** | | |
| Versements sur prêts | (5 984) | (5 209) |
| Remboursements et recouvrements de prêts | 5 353 | 1 846 |
| Subventions et prêts-subventions | (97 323) | (42 241) |
| Intérêts reçus sur les prêts en cours | 323 | 338 |
| | (97 631) | (45 266) |
| **Activités de financement** | | |
| Apport en espèces de la province pour : | 60 000 | 60 000 |
| Prêts et aide financière | 788 | 923 |
| Administration | 60 788 | 60 923 |
| **Activités de fonctionnement** | 7 879 | 12 360 |
| Intérêts reçus | (1 289) | (1 283) |
| Frais administratifs | - | 20 |
| Somme à recevoir du Fonds de diversification Patten Post | 6 590 | 11 097 |
| **Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces** | (30 253) | 26 754 |
| **Espèces et quasi-espèces, début de l'exercice** | 239 187 | 212 433 |
| **Espèces et quasi-espèces, fin de l'exercice** | 208 934 | 239 187 |

## SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

### Notes afférentes aux états financiers au 31 mars 2003

### 1. HISTORIQUE

La Société a été créée, sans capital-actions, le 1er juin 1988, en vertu de la *Loi sur le Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario*. La raison d'être de la Société consiste à financer les projets d'amélioration de l'infrastructure et de développement économique dans le Nord de l'Ontario en offrant une aide financière sous forme de contributions conditionnelles, de prêts-subventions liés au rendement, de prêts d'encouragement à terme et de garanties d'emprunt.

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

La direction a préparé les états financiers selon les principales conventions comptables expliquées ci-après.

#### (a) Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis selon la méthode de comptabilité d'exercice.

#### (b) Opérations conclues avec la province de l'Ontario

La province de l'Ontario accorde des fonds en vue de financer les activités de prêt et d'aide financière de la Société, et elle rembourse celle-ci de certains frais administratifs. L'investissement de la province est réduit des frais de fonctionnement nets.

#### (c) Prêts en cours

Les prêts en cours sont présentés selon leur valeur réalisable estimative nette. Les prêts sans intérêts sont actualisés en fonction du taux créditeur moyen établi par la province pour déterminer la valeur actuelle du prêt. La différence entre la valeur nominale et la valeur actuelle du prêt constitue, en effet, une subvention et, par conséquent, elle est reconnue comme dépense de subvention pour l'exercice au cours duquel le prêt a été consenti. Le montant d'escompte du prêt est amorti comme gain d'intérêt sur la durée du prêt.

#### (d) Provision pour garanties et créances irrécouvrables

Les créances irrécouvrables proviennent des prêts en cours consentis à d'autres prêteurs par la Société. Outre certaines sommes radiées et amorties, on conserve une provision pour créances irrécouvrables d'un montant jugé suffisant pour absorber les éventuelles créances irrécouvrables. La provision pour pertes sur prêts comprend des provisions pour certains prêts et une provision générale, et est déduite des prêts en cours.

Les sommes radiées et amorties durant l'exercice, nettes des recouvrements de sommes radiées et amorties réalisés au cours des exercices précédents, de même que les modifications apportées aux provisions, figurent au poste des créances irrécouvrables et pertes sur placements dans l'état des recettes et dépenses et de l'investissement net de la province de l'Ontario.

#### (e) Constatation des produits

Les intérêts sont comptabilisés de manière cumulative.

## SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

**Notes afférentes aux états financiers**
**au 31 mars 2003**

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

**(f) Prêts-subventions**

En général, les prêts sont considérés comme des subventions non remboursables si l'emprunteur continue de satisfaire à certaines conditions après l'octroi du prêt. La Société passe en charges les prêts-subventions consentis.

**(g) But des estimations comptables**

Pour préparer des états financiers selon les conventions comptables généralement reconnues, la direction doit faire des estimations comptables et des suppositions qui, au cours de la période de déclaration, agissent sur les montants indiqués des actifs et des passifs, des recettes et des dépenses. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

### 3. ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces comprennent les liquidités et les investissements hautement liquides.

La *Loi sur le Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario* limite les investissements aux titres émis ou garantis par les provinces, le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Banque internationale de reconstruction et de développement et les banques canadiennes des annexes I et II, de même qu'aux autres placements autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil. La Société, en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec l'Office ontarien de financement, investit ses fonds excédentaires dans des titres autorisés par la *Loi*.

Les espèces et quasi-espèces comprennent :

| | 2003 (milliers $) | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| Chèques émis excédant les fonds déposés | (20 653) | (4 009) |
| Placements à court terme | 229 587 | 243 196 |
| | 208 934 | 239 187 |

Les placements à court terme comprennent les bons du Trésor qui affichent un rendement moyen de 3,22 % (le rendement moyen était de 3,19 % en 2002) et dont la valeur marchande se rapproche de la valeur comptable.

### 4. PRÊTS EN COURS

La Société a engagé une entreprise de gestion des actifs du secteur privé pour gérer quelques-uns de ses portefeuilles de prêts.

## SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

**Notes afférentes aux états financiers**
**au 31 mars 2003**

### 4. PRÊTS EN COURS (SUITE)

En général, les prêts portent des taux d'intérêt fixes variant de 0 % à 9,25 % et sont consentis à long terme. Ils sont entièrement remboursables dans les 20 ans suivant la date à laquelle ils ont été déboursés.

| | **2003 (milliers $)** | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| Prêts courants | **1 672** | 2 458 |
| Prêts à long terme | **41 458** | 41 128 |
| Provision pour créances irrécouvrables | **(9 885)** | (10 103) |
| Escompte sur les prêts | **(2 470)** | (2 778) |
| | **30 775** | 30 705 |

Voici les changements relatifs aux soldes des prêts escomptés :

| | **2003 (milliers $)** | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| Solde au début de l'exercice | **2 778** | 3 343 |
| Ajouter : Montant de l'escompte inscrit comme dépense de subvention | **1 261** | 838 |
| Soustraire : Montant amorti comme gain d'intérêt | **(1 569)** | (1 403) |
| Solde à la fin de l'exercice | **2 470** | 2 778 |

### 5. FONDS DE DIVERSIFICATION PATTEN POST

La Société est responsable de la gestion d'un fonds dont les produits ont été reçus par la société Ontario Power Generation Incorporated. Le Fonds a pour but de venir en aide aux collectivités qui ont éprouvé des difficultés économiques par suite de la fermeture de mines d'uranium dans la région d'Elliot Lake. La Société est responsable du traitement des demandes de financement en fonction de critères de financement établis.

Voici le bilan de l'activité du Fonds :

| | **2003 (milliers $)** | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| Revenus de placements | **390** | 535 |
| Sommes versées aux collectivités | **(651)** | (236) |
| Résultats nets pour l'exercice | **(261)** | 299 |
| Solde du Fonds, début de l'exercice | **15 263** | 14 964 |
| Solde du Fonds, fin de l'exercice | **15 002** | 15 263 |
| Le solde du Fonds est constitué de ce qui suit : | | |
| Espèces | **400** | 535 |
| Bons du Trésor arrivant à échéance dans 90 jours ou moins | **14 512** | 14 661 |
| Intérêts courus | **90** | 67 |

## SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

**Notes afférentes aux états financiers**
**au 31 mars 2003**

| | | |
|---|---|---|
| | **15 002** | 15 263 |

### 6. CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES ET PERTES SUR PLACEMENTS

Voici les créances irrécouvrables et pertes sur placements, nettes des recouvrements, figurant à l'état des recettes et dépenses et de l'investissement net de la province de l'Ontario :

| | **2003 (milliers $)** | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| Sommes réduites | **175** | 235 |
| Moins les recouvrements | **(47)** | (32) |
| Augmentation de la provision pour prêts douteux | **742** | 1 838 |
| Dépenses nettes | **870** | 2 041 |

### 7. ADMINISTRATION

Certains frais administratifs, dont les salaires et les avantages sociaux des employés, les frais de déplacement engagés par ces derniers, les autres éléments normalement fournis par le gouvernement et les frais d'hébergement, sont assumés par la province de l'Ontario, par l'intermédiaire du ministère du Développement du Nord et des Mines. Tous les autres frais sont assumés par la Société. En voici le décompte :

| | **2003 (milliers $)** | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| Salaires et avantages sociaux | **679** | 726 |
| Transport et communications | **279** | 314 |
| Services | **124** | 164 |
| Marketing | **185** | 51 |
| Fournitures et matériel | **22** | 28 |
| | **1 289** | 1 283 |
| Moins les dépenses assumées par la province | **788** | 923 |
| Dépenses assumées par la Société | **501** | 360 |

La Société accorde des prestations de retraite à tous ses employés permanents en cotisant à la Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario et à la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, tous deux des régimes de pension à prestations déterminées, auxquels contribuent des employeurs multiples et qui ont été établis par la province de l'Ontario. La contribution de la Société aux caisses de retraite a été, pendant l'exercice, de 32 418 $ (25 206 $ en 2002) et figure au poste des salaires et avantages sociaux.

## SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

### Notes afférentes aux états financiers au 31 mars 2003

### 8. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2003, les fonds que la Société s'était engagée à verser mais qui n'ont pas été versés s'établissaient comme suit :

| | **2003 (milliers $)** | 2002 (milliers $) |
|---|---|---|
| Subventions | **155 000** | 89 000 |
| Prêts-subventions | **12 000** | 9 000 |
| Prêts remboursables | **7 000** | 13 000 |
| Total des engagements | **174 000** | 111 000 |

# SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO

## RESPONSABILITÉ DES RAPPORTS FINANCIERS

Les états financiers de la Société de logement de l'Ontario ci-joints ont été préparés en accord avec les principes comptables généralement reconnus du Canada et sont la responsabilité de la direction de la société. La préparation des états financiers impose nécessairement l'utilisation d'estimations basées sur le jugement de la direction, particulièrement lorsque les transactions influençant la période comptable en cours ne peuvent être finalisées avec certitude avant un certain délai. Les états financiers ont été préparés correctement dans les limites raisonnables de l'importance relative des erreurs possibles et à la lumière de l'information disponible au 30 septembre 2003.

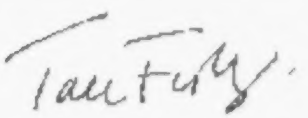
La direction tient un système de contrôles internes conçus pour s'assurer raisonnablement que les actifs sont bien protégés et que des renseignements financiers fiables sont disponibles au bon moment. Le système comprend des politiques et des procédures formelles ainsi qu'une structure organisationnelle permettant une délégation appropriée des pouvoirs et une séparation pertinente des responsabilités. On procède à une vérification interne indépendante de l'efficacité de ces contrôles internes de façon régulière et les conclusions de cette vérification sont transmises à la direction et au conseil d'administration.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités relatives aux rapports financiers et aux contrôles internes. Il examine et approuve les états financiers.

Les états financiers ont été vérifiés par le vérificateur provincial adjoint. La responsabilité du vérificateur provincial adjoint est d'exprimer une opinion favorable ou non sur la fidélité de la présentation des états financiers par rapport aux principes comptables canadiens généralement reconnus. Le rapport du vérificateur, lequel apparaît sur la page suivante, décrit la portée de l'examen du vérificateur et son opinion.

Pour la direction :

La directrice générale,
Société de logement de l'Ontario,



Toni Farley

[Auditor's Report]

*Rapport du vérificateur*

À l'intention de la Société de logement de l'Ontario
et du ministère des Affaires municipales et du Logement

J'ai vérifié le bilan de la Société de logement de l'Ontario au 31 décembre 2002 et l'état des résultats d'exploitation et du déficit pour l'exercice clos à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2002, ainsi que des résultats de son exploitation pour l'exercice clos à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto (Ontario)
Le 30 septembre 2003

Le vérificateur provincial adjoint,

J.R. McCarter, CA

**SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO**
**Bilan**
**au 31 décembre 2002**

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **ACTIF** | | |
| Encaisse | 98,485 | - |
| Investissements immobiliers (note 3) | 34,618 | 41,009 |
| Montant dû de la province de l'Ontario | 459 | 113,496 |
| | **133,562** | **154,505** |
| Fonds pour les logements à but non lucratif (note 3) | 1,360,434 | 1,360,366 |
| | **1,493,996** | **1,514,871** |
| **PASSIF** | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer | 68,547 | 62,396 |
| Versement de la dette à long terme exigible à court terme | 32,646 | 26,962 |
| Dette à long terme (note 4) | 989,202 | 1,027,164 |
| | **1,090,395** | **1,116,522** |
| Fonds pour les logements à but non lucratif (note 3) | 1,360,434 | 1,360,366 |
| **PASSIF ÉVENTUEL** (note 5) | | |
| **DÉFICIT** | (957,103) | (962,017) |
| | **1,493,726** | **1,514,871** |

Voir les notes accompagnant les états financiers.

Pour le compte du conseil :

Administrateur

Administrateur

## SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
### État des résultats et du déficit
### pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Recettes :** | | |
| Subventions de la province : | | |
| - Activités de la SDLO | 98,992 | 103,279 |
| - Différence des taux d'intérêt liés au Fonds pour les logements à but non lucratif (note 5) | 16,888 | 16,888 |
| Intérêts reçus des logements pour étudiants | 2,340 | 3,372 |
| **Total des recettes** | **118,220** | **123,539** |
| **Dépenses :** | | |
| Intérêt sur les débentures : | | |
| - Biens transférés | 66,551 | 68,504 |
| - Logements pour étudiants et biens immobiliers de la rue Charles | 2,340 | 3,372 |
| Différence des taux d'intérêt liés aux logements à but non lucratif (note 5) | 16,888 | 16,888 |
| Mise en oeuvre du système de gestion immobilière | - | 5,100 |
| Programme de bourses | 971 | 838 |
| Charges diverses | 213 | (210) |
| **Total des dépenses** | **86,963** | **94,492** |
| Excédent des recettes par rapport aux dépenses (note 7) | 31,257 | 29,047 |
| Gain réalisé par suite de la vente de'investissements | - | 12,189 |
| **Excédent des recettes par rapport aux dépenses** | **31,257** | **41,236** |
| Remboursement de capital à la province (note 8) | (26,343) | (12,551) |
| Déficit, début d'exercice | (962,017) | (990,702) |
| **Déficit, din d'exercice** | **(957,103)** | **(962,017)** |

Voir les note accompagnant les états financiers.

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
Notes accompagnant les états financiers
31 décembre 2002

## NATURE DES ACTIVITÉS

La Société de logement de l'Ontario est un organisme du ministère des Affaires municipales et du Logement qui continue d'exister aux termes de la *Loi sur la Société de logement de l'Ontario*, L.R.O. de 1990, chap. 0.21.

Jusqu'au 31 décembre 2000, la Société était le plus grand locateur de l'Ontario, détenant environ 84 000 logements sociaux. Aux termes de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social* (LRLS), la propriété des logements sociaux a été transférée à compter du 1er janvier 2001 aux sociétés locales de logement (SLL) qui sont administrées par les gestionnaires des services municipaux. La LRLS exigeait que les biens soient transférés aux SLL sans contrepartie, ce qui a entraîné une perte pour la Société.

Les SLL ont également assumé la responsabilité de l'administration du Programme de supplément au loyer, et le ministère des Affaires municipales et du Logement a assumé la responsabilité de l'administration du programme de logements pour les ruraux et les Autochtones.

La Société a conservé ses investissements dans les logements pour étudiants et certains autres biens. Elle a également conservé la responsabilité de l'administration des dettes de la Société, du Fonds pour les logements à but non lucratif et du passif éventuel. Les paiements du service de la dette et autres dépenses de la Société sont recouvrés auprès du ministère des Affaires municipales et du Logement sous forme de subventions.

## 1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers ont été établis selon des principes comptables généralement reconnus au Canada. Ils reflètent le rôle secondaire de la Société, lequel consiste principalement à assurer le service de la dette fédérale et provinciale liée aux logements sociaux qui ont été transférés aux sociétés locales de logement (SLL). Les principales conventions comptables suivies par la Société sont résumées ci-dessous :

i. Les subventions de la province sont comptabilisées comme des recettes, et les recettes sont reconnues lorsque des dépenses sont engagées.

ii. La perte liée au transfert des logements sociaux et d'autres biens s'est traduite par un déficit accumulé qui sera réduit chaque année d'un montant égal à la portion de la subvention de la province nécessaire pour payer le remboursement du principal de la dette à long terme de la Société.

iii. Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été inclus dans les présents états financiers, car les renseignements que fournirait cet état se dégagent facilement des autres états financiers et des notes afférentes.

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
Notes accompagnant les états financiers
31 décembre 2002

## 2. INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS

Voici les investissements immobiliers de la Société :

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| (a) Logements pour étudiants | 33 426 | 38 726 |
| (b) Logements provinciaux | 1 192 | 2 283 |
| | 34 618 | 41 009 |

(a) Logements pour étudiants

Cet investissement représente des fonds avancés à sept universités et collèges pour payer les coûts de construction liés à des projets de logements pour étudiants. Chaque avance est associée à une créance à long terme particulière de la Société, et chaque établissement scolaire verse à celle-ci des paiements semestriels équivalant aux versements sur la dette à long terme correspondante de la Société. Une fois la dette remboursée, le titre des biens sera transféré aux établissements respectifs. En 2002, une université a remboursé des avances consenties pour la réalisation de trois projets dont le coût initial était de 5 680 $.

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Coût initial | 47 739 | 53 419 |
| Moins : remboursements de capital cumulés | 14 313 | 14 693 |
| | 33 426 | 38 726 |

(b) Logements provinciaux

Tous les biens immeubles ont été transférés aux SLL municipales en 2001, sauf deux immeubles d'habitation pour lesquels certaines questions financières et juridiques n'avaient pas été réglées au 31 décembre 2001. L'un des deux immeubles a été transféré le 1er janvier 2002. L'avance consentie pour payer le coût de l'autre immeuble est associée à une créance à long terme particulière de la Société, et celle-ci reçoit de la province une subvention égale au versement sur sa dette à long terme correspondante.

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
Notes accompagnant les états financiers
31 décembre 2002

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Coût initial | 1 262 | 2 366 |
| Moins : remboursements de capital cumulés | 70 | 83 |
| Valeur comptable nette | 1 192 | 2 283 |

## 3. FONDS POUR LES LOGEMENTS À BUT NON LUCRATIF

La province de l'Ontario a autorisé la Société à emprunter des fonds du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada, puis de prêter les fonds sous forme d'hypothèques à des sociétés de logement à but non lucratif ainsi qu'à des universités et collèges afin qu'ils construisent, achètent ou louent des logements. Les fonds du RPC ont été empruntés de 1989 à 1992 et sont remboursables 20 ans après la date d'émission des débentures. L'intérêt est payable deux fois par année à des taux variés basés sur les débentures individuelles – le taux moyen pondéré est de 10,3 %.

La majorité des fonds du RPC ont initialement été prêtés à des sociétés de logement à but non lucratif. Cependant, au cours de la période allant de 1993 à 2000, ces prêts ont été refinancés auprès du secteur privé et, étant donné que les débentures ne pouvaient être remboursées avant leur échéance, les fonds ont été prêtés à la province.

Au 31 décembre 2002, le Fonds comprenait les éléments suivants :

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Actif** | | |
| Encaisse | 3 811 | 3 743 |
| Prêts à la province de l'Ontario | 1 157 212 | 1 157 212 |
| Hypothèques à des universités et collèges | 166 128 | 166 128 |
| Intérêts à recevoir | 33 283 | 33 283 |
| | 1 360 434 | 1 360 366 |
| **Passif et solde du Fonds** | | |
| Fonds de placement du Régime de pensions du Canada | 1 323 340 | 1 323 340 |
| Intérêts à payer | 33 283 | 33 283 |
| Solde du Fonds | 3 811 | 3 743 |
| | 1 360 434 | 1 360 366 |

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
Notes accompagnant les états financiers
31 décembre 2002

Les taux d'intérêts sur les hypothèques consenties aux universités et collèges sont identiques à ceux payables sur les débentures correspondantes de la Société. Cependant, les taux d'intérêts sur les prêts à la province traduisent les taux moins élevés en vigueur au moment où ces prêts ont été faits, et par conséquent les paiements d'intérêts ne suffisent pas à assurer le service des débentures. Pour combler l'écart, la Société reçoit une subvention pour la différence des taux d'intérêts du ministère des Affaires municipales et du Logement.

Voici le détail des opérations liées au solde du Fonds :

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Solde – Début de l'exercice | 3 743 | 3 615 |
| Intérêts créditeurs sur les prêts et hypothèques | 119 157 | 119 217 |
| Subvention pour la différence des taux d'intérêts du ministère des Affaires municipales et du Logement | 16 888 | 16 888 |
| Intérêts versés sur les débentures du RPC | (135 977) | (135 977) |
| Solde – Fin de l'exercice | 3 811 | 3 743 |

## 4. DETTE À LONG TERME

La dette à long terme comprend les éléments suivants :

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 911 935 | 943 687 |
| Prêts remboursables à la province | 109 913 | 110 439 |
| | 1 021 848 | 1 054 126 |
| Moins : versement exigible à court terme | 32 646 | 26 962 |
| | 989 202 | 1 027 164 |

La Société a emprunté des fonds auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et a reçu des fonds d'immobilisation de la province de l'Ontario pour financer des investissements dans des biens immobiliers – maintenant transférés aux sociétés locales de logement. Les fonds d'immobilisation fournis par la province, qui avaient auparavant été inclus dans le surplus d'apport, ont été reclassés comme des prêts remboursables à la province dont le remboursement des intérêts et du capital est versé au ministre des Finances. Les intérêts débiteurs sont inclus dans l'état des résultats et du déficit et sont compensés par les subventions provenant du ministère des Affaires municipales et du Logement.

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
Notes accompagnant les états financiers
31 décembre 2002

Les intérêts sur la dette due à la SCHL et les prêts remboursables à la province sont payables à des taux variés selon des ententes individuelles – les taux moyens pondérés sont respectivement de 6,8 % et de 7,1 % (2001 – 6,9 % et 7,2 % respectivement). Les frais d'intérêts pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 s'élevaient à 70,7 millions de dollars, dont 7,9 millions de dollars ont été versés à la province.

Voici le calendrier de remboursement du principal et des intérêts au cours des cinq prochaines années :

| | Débentures de la SCHL | Prêts remboursables à la province | Total |
|---|---|---|---|
| | | en milliers de dollars | |
| 2003 | 91 712 | 11 439 | 103 151 |
| 2004 | 91 662 | 11 423 | 103 085 |
| 2005 | 91 628 | 11 414 | 103 042 |
| 2006 | 91 531 | 11 382 | 102 913 |
| 2007 | 90 743 | 11 290 | 102 033 |

## 5. PASSIF ÉVENTUEL

La Société avait par le passé conclu des accords d'assurance-prêt avec la SCHL concernant des prêts hypothécaires pour des ensembles financés aux termes de divers programmes de logement à but non lucratif financés par la province et administrés par le ministère. Aux termes de ces accords, la SCHL a assuré les prêts hypothécaires faits par des prêteurs autorisés en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* en vue de l'achat, de l'amélioration, de la construction ou de la modification de logements. Même si l'assurance est fournie par la SCHL, la Société est responsable des coûts nets, y compris du passif environnemental, découlant du défaut de paiement d'un prêt pour les ensembles financés par la province. Le ministère des Affaires municipales et du Logement rembourse tous les coûts engagés par la Société. Au 31 décembre 2002, les prêts hypothécaires impayés s'élevaient à 5,0 milliards de dollars pour les ensembles financés par la province. Jusqu'à maintenant, il n'y a eu aucune demande d'indemnité pour défaut de paiement relativement aux prêts hypothécaires assurés.

La Société est une partie défenderesse dans le cadre d'une poursuite judiciaire. Il est impossible de prévoir les coûts que la Société pourrait devoir assumer suite au règlement de ce litige.

SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE L'ONTARIO
Notes accompagnant les états financiers
31 décembre 2002

## 6. EXCÉDENT DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DÉPENSES

Les subventions de la province comprennent des montants destinés à couvrir les versements sur les intérêts et le principal de la dette à long terme de la Société. Les intérêts sont inclus dans les dépenses de la Société, et l'excédent des recettes par rapport aux dépenses représente les versements sur le principal.

## 7. DÉPENSES ADMINISTRATIVES

Le ministère des Affaires municipales et du Logement fournit gratuitement des services administratifs à la Société.

## 8. DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR MARCHANDE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Comme on l'explique ci-dessous, la juste valeur marchande estimative de ces instruments financiers est fondée sur les prix du marché pertinents et sur les renseignements disponibles au 31 décembre 2002. L'estimation de la juste valeur marchande n'indique pas nécessairement le montant que la Société peut recevoir ou engager dans des transactions commerciales réelles. Cette estimation est de nature subjective et implique des éléments d'incertitude ainsi que d'importantes questions de jugement et ne peut par conséquent être déterminée avec précision. Des changements dans les hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur les estimations.

La juste valeur marchande des montants dus à la province de l'Ontario, des comptes créditeurs et des charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

La juste valeur marchande des débentures de la SCHL est fondée sur les rentrées futures liées à chaque instrument et actualisées grâce à un taux d'intérêt basé sur des instruments d'emprunt ayant des caractéristiques semblables. Au 31 décembre 2001, la juste valeur marchande globale des débentures de la SCHL dépassait leur valeur comptable globale par plus de 53,9 millions de dollars (2001 – 43,6 millions de dollars).

Comme la Société est contrôlée par la province de l'Ontario, la juste valeur marchande des prêts remboursables à la province (109 913 000 $ au 31 décembre 2002) n'a pas été calculée.

# Société d'exploitation de la Place de l'Ontario

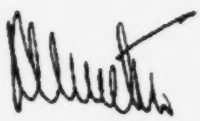
## Le rapport du vérificateur

Au ministre du Tourisme
Et au ministre du Tourisme et des Loisirs

J'ai procédé à la vérification du bilan de la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario, les comptes d'exploitation et les capitaux propres, les modifications aux capitaux propres et à l'encaisse pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2002. Ces états financiers sont la responsabilité de la direction de la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario. Ma responsabilité se limite à émettre une opinion sur ces états financiers à partir des observations faites pendant la vérification.

J'ai effectué mon travail en utilisant les normes de vérification généralement acceptées au Canada. Ces normes exigent que je planifie et que j'exécute la vérification pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers sont exempts de toute inexactitude importante. La vérification consiste à examiner, au moyen d'un test, des éléments de preuve à l'appui des sommes engagées et des données consignées aux états financiers. Une vérification comprend également l'évaluation des méthodes comptables utilisées et les hypothèses importantes retenues par la direction ainsi que l'évaluation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Je suis d'avis que les états financiers présentent une image juste, sous tous ses aspects importants, de la situation financière de la Société au 31 décembre 2002 et que les résultats de ses activités et l'encaisse pour l'exercice terminé sont conformes aux méthodes comptables généralement acceptées au Canada.



J. R. McCarter, C.A., Vérificateur provincial adjoint

Toronto, Ontario
20 juin 2003

# État financiers

## *Bilan au 31 décembre 2002*

| | 2002 (en milliers $) | 2001 (en milliers $) |
|---|---|---|
| *Actif* | | |
| Actifs à court terme | | |
| Encaisse | 2 406 | 986 |
| Comptes débiteurs | 531 | 958 |
| À percevoir de la Province de l'Ontario | - | 172 |
| Inventaire | 12 | 5 |
| Charges payées d'avance | 152 | 62 |
| | 3 101 | 2 183 |
| **Immobilisations (note 3)** | 113 816 | 114 395 |
| | 116 917 | 116 578 |
| *Élément du passif et capitaux propres* | | |
| **Éléments du passif à court terme** | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer | 1 683 | 1 447 |
| Revenu reçu d'avance | 59 | - |
| | 267 | 344 |
| | 2,009 | 1 791 |
| **Apport de capitaux différé** (note 4) | 11 999 | 11 858 |
| **Apport de capitaux différé non dépensé** (note 4) | 190 | 677 |
| | 12 189 | 12 535 |
| **Capitaux propres** | | |
| Investissement en capitaux propres | 101 817 | 102 537 |
| Bénéfices non répartis (déficit) | 902 | (285) |
| | 102 719 | 102 252 |
| | 116 917 | 116 578 |

Engagements (note 7)

Se reporter aux annexes et notes jointes aux états financiers

Approuvé au nom de la Société

John Langhorne, Directeur

James Ginou, Directeur

# État financiers

## *Compte d'exploitation et capitaux propres*
## *Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2002*

| | 2002 (en milliers $) | 2001 (en milliers $) |
|---|---|---|
| Recettes d'exploitation (Annexe 1) | 12 674 | 11 919 |
| Frais d'administration et d'exploitation (Annexe 2) | 14 515 | 15 067 |
| Déficit d'exploitation avant les éléments suivants | (1 841) | (3 148) |
| Subventions d'exploitation de la Province de l'Ontario | 3 028 | 2 960 |
| Amortissement de l'apport de capitaux différé | 1 657 | 1 598 |
| Amortissement des immobilisations | (2 377) | (2 322) |
| Remboursement de l'impôt foncier des années antérieures (note 8) | - | 812 |
| | 2 308 | 3 048 |
| **Déficit net pour l'exercice** | 467 | (100) |
| **Capitaux propres en début d'exercice** | 102 252 | 102 352 |
| **Capitaux propres en fin d'exercice** | 102 719 | 102 252 |

## *État des modifications des capitaux propres pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2002*

| | 2002 (en milliers $) | | | 2001 (en milliers $) |
|---|---|---|---|---|
| | Investissements en capitaux propres | Bénéfices non répartis (déficit) | Total | Total |
| Solde, début d'exercice | 102 537 | (285) | 102 252 | 102 352 |
| Bénéfice net | (720) | 1 187 | 467 | (100) |
| **Solde, fin d'exercice** | 101 817 | 902 | 102 719 | 102 252 |

Consulter les annexes et notes jointes aux présents états financiers.

# États financiers

## *État de l'évolution de l'encaisse pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2002*

| | 2002 (en milliers $) | 2001 (en milliers $) |
|---|---|---|
| **Activités d'exploitation** | | |
| Bénéfice net (déficit) pour l'exercice | **467** | **(100)** |
| Ajustement par rapport au bénéfice net n'exigeant pas de sortie d'encaisse | | |
| -amortissement des immobilisations | **2 377** | **2 322** |
| -amortissement de l'apport de capitaux différé | **(1 657)** | **(1 598)** |
| Variation nette du fonds de roulement hors caisse | **720** | **178** |
| Encaisse utilisée pour les activités d'exploitation | **1 907** | **802** |
| **Activités d'investissement** | | |
| Acquisition d'immobilisations | **(1 798)** | **(3 057)** |
| Encaisse utilisée dans les activités d'investissement | **(1 798)** | **(3 057)** |
| **Activités de financement** | | |
| Subvention d'investissement | **1 561** | **2 301** |
| Fonds transférés à Parc Canada (note 5) | **(250)** | **-** |
| | **1 311** | **2 301** |
| **Hausse de l'encaisse pendant l'exercice** | **1 420** | **46** |
| **Encaisse, en début d'exercice** | **986** | **940** |
| **Encaisse, en fin d'exercice** | **2 406** | **986** |

Consulter les annexes et notes jointes aux présents états financiers.

# État financiers

*États de l'évolution des recettes d'exploitation et des dépenses d'administration et d'exploitation pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2002*

| **Annexe 1**<br>**Bénéfice d'exploitation** | **2002**<br>**(en milliers $)** | **2001**<br>**(en milliers $)** |
|---|---|---|
| Droits d'entrée | **5 807** | **5 650** |
| Stationnement | **1 876** | **1 599** |
| Concessions et traiteur | **1 524** | **1 482** |
| Marina | **811** | **754** |
| Recettes de la Cinésphère | **679** | **742** |
| Recettes des commandites | **392** | **621** |
| Attractions | **236** | **253** |
| Intérêts créditeurs | **55** | **58** |
| Amphithéâtre | **820** | **510** |
| Revenus divers | **474** | **250** |
| | **12 674** | **11 919** |

| **Annexe 2**<br>**Dépenses d'administration et d'exploitation** | | |
|---|---|---|
| Salaires et traitements | **5 982** | **6 064** |
| Avantages sociaux (note 6) | **749** | **770** |
| Publicité | **1 629** | **1 757** |
| Programmation et divertissement | **1 534** | **1 800** |
| Entretien du site | **973** | **1 444** |
| Dépenses générales et administratives | **625** | **535** |
| Approvisionnements | **794** | **606** |
| Commodités | **1 076** | **944** |
| Service de concierge | **467** | **435** |
| Commandites | **11** | **20** |
| Transport et communications | **302** | **336** |
| Consultants/experts | **178** | **202** |
| Divers | **195** | **154** |
| | **14 515** | **15 067** |

Consulter les annexes et notes jointes aux présents états financiers.

# Notes aux états financiers du 31 décembre 2002

## 1. Nature des activités

La Société d'exploitation de la Place de l'Ontario (la « Société » ou « Place de l'Ontario »), un organisme provincial de la Couronne, exploite un parc d'attraction aménagé sur un site de 96 acres se déployant sur trois îles aménagées avec de la terre de remblai, le long de la rive de Toronto. Le parc inclut une grande variété de programmes, d'attractions et d'installations qui se veulent une vitrine de l'Ontario en offrant des manèges distincts et de qualité aux visiteurs de tous les âges. Le site est conçu de telle sorte que les visiteurs peuvent apprécier les ressources de la Province et ses réalisations.

Les droits d'entrée et les diverses attractions sont assujettis à l'approbation de la Province de l'Ontario (la « Province »). La Province distribue également des subventions pour payer en partie les frais d'activités, de programmes et de modernisation du parc.

En plus des diverses attractions et activités exploitées directement par Place de l'Ontario, la Société a octroyé un certain nombre de licences, de baux fonciers et signé des ententes pour des événements spéciaux avec différentes entreprises du secteur privé pour la saison 2002.

## 2. Conventions comptables importantes

### (a) Méthode de comptabilité

Les états financiers reflètent les représentations de la direction, préparées en conformité avec les conventions comptables généralement acceptées.

### (b) Inventaire

L'inventaire des approvisionnements est évalué au prix coûtant.

### (c) Immobilisations

Les immobilisations sont consignées au coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé en utilisant la méthode d'amortissement constant pour la durée de vie utile, comme l'indique le tableau suivant :

| | |
|---|---|
| Immeubles | 25 ans |
| Attractions | 10 ans |
| Équipement, accessoires | 10 ans |
| Matériel informatique | 4 ans |

### (d) Recettes

En vertu de la politique des laissez-passer d'un jour, la plupart des recettes proviennent des droits d'entrée sauf une petite partie allouée à certaines attractions.

### (e) Recours aux évaluations

La préparation des états financiers en conformité avec les méthodes comptables généralement acceptées commande que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant déclaré de l'actif et des engagements au moment de la production des états financiers et des sommes déclarées des recettes et des dépenses pour la période. Les montants réels peuvent être différents de ces hypothèses.

# Notes aux états financiers du 31 décembre 2002

## 3. Immobilisations

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

| | 2002 | | | 2001 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût (en milliers $) | Amortissement cumulé (en milliers $) | Valeur comptable nette (en dollars $) | Valeur comptable nette (en dollars $) |
| Terrain, plan d'eau | 101 660 | - | 101 660 | 101 660 |
| Immeubles | 6 540 | 2 050 | 4 490 | 4 747 |
| Manèges | 9 929 | 5 803 | 4 126 | 3 820 |
| Équipement, appareils | 8 133 | 4 776 | 3 357 | 3 890 |
| Matériel informatique | 376 | 193 | 183 | 278 |
| | 126 638 | 12 822 | 113 816 | 114 395 |

## 4. Apport de capitaux différé

L'apport de capitaux différé représente la somme des subventions affectées reçues les années précédentes pour l'acquisition d'immobilisations. Les actifs achetés ont été immobilisés et la subvention totale a été différée et sera amortie dans les recettes pour la durée de vie utile des actifs. Les modifications à l'apport de capitaux différé seront répertoriées ainsi :

| | 2002 (en milliers$) | 2001 (en milliers$) |
|---|---|---|
| Solde, début d'exercice | 12 535 | 11 832 |
| Somme amortie aux recettes | (1 657) | (1 598) |
| Subvention d'équipement reçue | 1 561 | 2 301 |
| Transfert à Parc Canada (note 5) | (250) | - |
| Solde, fin d'exercice | 12 189 | 12 535 |

## 5. Vente de H.M.C.S. Haida à Parc Canada

En octobre 2002, la Société d'exploitation et le ministère du Tourisme et des Loisirs ont vendu le H.M.C.S. Haida, les articles et artéfacts à Parc Canada pour la somme de 1$. Dans le cadre de cette transaction, la Société a reçu une subvention d'équipement de 700 000 $. La Société a versé 250 000 $ de cette somme à Parc Canada comme contribution de la Société pour compenser les frais engagés par Parc Canada pour creuser un canal afin de permettre de déplacer le Haida. Le solde de la subvention d'équipement sera utilisé pour la restauration du site à son état original et pour des améliorations apportées aux immobilisations.

# Notes aux états financiers du 31 décembre 2002

## 6. Avantages sociaux

### (a) Retraite

La Société offre un régime de retraite à tous ses employés permanents (et aux employés non permanents qui veulent y participer) par l'entremise du Régime de retraite des fonctionnaires (RRFP) et de la caisse de retraite du Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO), qui sont tous deux des régimes créés par la Province de l'Ontario et auxquels contribuent de multiples employeurs. On les appelle des régimes à cotisations déterminées mais la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer une comptabilité de prestation déterminée à ces régimes de retraite. Par conséquent, la part de la contribution de la Société reliée aux régimes RRFP et au SEFPO pour l'exercice a été de 69 071$ (80 548 $ en 2001) et est comptabilisée dans les avantages sociaux consentis aux employés et figure dans l'Annexe des dépenses d'administration et d'exploitation.

### (b) Avantages non reliés à la pension

Les avantages complémentaires de retraite pour les employés ne profitant pas d'un régime de retraite sont assumés par le Secrétariat du conseil d'administration. Les paiements de cessation d'emploi imposés par la loi sont accumulés pour versement à l'employé admissible au moment de sa prise de la retraite ou de son départ.

## 7. Contrat de location

Les paiements minimums de location pour l'équipement et les droits de permis ont atteint 209 785 $ en 2003 et 27 484 $en 2004

## 8. Impôt foncier

La Société est d'avis qu'elle n'a aucune obligation juridique de verser des subventions tenant lieu de taxes foncières pour la Place de l'Ontario, comme le confirme par ailleurs un avis juridique qui en arrive à la même conclusion. Par conséquent, pour l'exercice 1996/1997, le Conseil d'administration de la Société a adopté une résolution stipulant qu'à compter de l'année d'imposition 1996, la Société ne versera aucun paiement ou n'inscrira aucune somme en guise d'impôt foncier ou de subvention tenant lieu de taxes pour les parties de la propriété de Place de l'Ontario qui n'ont pas de locataire. La Société a avisé de sa décision le ministre du Développement économique, du Commerce et du Tourisme et le ministre des Affaires municipales et du Logement.

En 2001, la Société a reçu un remboursement de la Ville de Toronto pour des sommes versées antérieurement et qui tenaient lieu de taxes pour un montant de 812 650 $ pour les exercices antérieurs à 1998. Cette somme a été prise en compte dans les revenus de l'exercice 2001.

En 2001, la Société a payé en impôt foncier 492,028 $ pour les lieux occupés par les concessionnaires. La Société leur a réclamé à son tour 419 224 $ pour le même exercice. En 2002, la Société a reçu un remboursement de l'impôt foncier de 466 782 $ relié à l'impôt foncier déjà payé antérieurement pour 2001. Donc, les 419 224 $ récupérés en 2002 sont inclus dans les comptes débiteurs 2001 et dans les comptes créditeurs et les soldes des charges à payer de 2001 et 2002

# Notes aux états financiers du 31 décembre 2002

## 8. Impôt foncier (suite)

La Société n'a pas reçu jusqu'à présent une facture d'impôt foncier de la part de la Ville pour les concessionnaires pour l'exercice 2002. La Société a reçu des paiements d'impôt foncier en 2002 de la part des concessionnaires d'une valeur de 258 483 $, qui figurent dans les comptes créditeurs et solde des charges à payer.

## 9. Événement subséquent

(a) Le 30 avril 2003, la Corporation a reçu une subvention de 488 000 $ du ministère du Tourisme et des Loisirs pour aider à absorber les coûts de la hausse salariale en 2002 résultant de l'entente collective signée par le Gouvernement provincial. Cette somme sera consignée aux états financiers de 2003.

(b) Après la fin de l'exercice, la Société a reçu un avis de la Ville de Toronto indiquant que la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario devait un total de 6,9 millions $ en impôt foncier. Cependant, l'avis ne précisait pas pour quelles années ou pour quels secteurs de Place de l'Ontario cet impôt s'appliquait. La Société est en voie d'obtenir de plus amples informations de la part de la ville se rapportant à cet avis de cotisation. Cette somme ne figure pas aux présents états financiers.

## Société d'exploitation de la Place de l'Ontario

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| CHRZAN | TOM | Assistant General Manager | $100,121.58 | $205.34 |
| HUTCHESON | LESLIE | General Manager | $124,006.06 | $164.82 |

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

### Responsabilité relative à la présentation de l'information financière

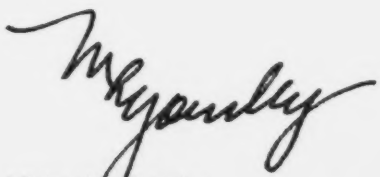
Les états financiers consolidés ci-joints de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario ont été dressés selon les principes comptables recommandés aux administrations publiques par l'Institut Canadien des Comptables Agréés et sont la responsabilité de la direction. La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations fondées sur les meilleurs jugements de la direction, particulièrement lorsque l'issue d'opérations courantes ne peut être déterminée avec certitude avant des exercices ultérieurs. Les états financiers ont été dressés correctement compte tenu de l'importance relative et à la lumière des renseignements disponibles le 25 juillet 2003.

La direction maintient un système de contrôles internes conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'actif est protégé et qu'une information financière fiable est disponible en temps opportun. Le système comprend des politiques et des procédés formels ainsi qu'une structure organisationnelle prévoyant la délégation appropriée des pouvoirs et la séparation adéquate des responsabilités. Les Services de vérification interne du ministère des Finances évaluent de manière continue l'efficacité de ces contrôles internes et présentent leurs conclusions à la direction ainsi qu'au comité de vérification du conseil d'administration.

Il incombe au conseil d'administration, par l'intermédiaire du comité de vérification, de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière et de contrôle interne. Le comité de vérification rencontre périodiquement la direction, les vérificateurs internes et le vérificateur externe pour étudier les questions soulevées par ces derniers et pour passer en revue les états financiers avant d'en recommander l'approbation au conseil d'administration.

Les états financiers ont été vérifiés par le vérificateur provincial. Sa responsabilité consiste à exprimer une opinion à savoir si les états financiers donnent une image fidèle de la situation selon les principes comptables recommandés aux administrations publiques par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Dans son rapport présenté à la page suivante, le vérificateur précise l'étendue de son examen et exprime son opinion.

Au nom de la direction,



Michael L. Gourley
Vice-président et chef de la direction

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

Office of the
Provincial Auditor
of Ontario

Bureau du
vérificateur provincial
de l'Ontario

Box 105, 15th Floor, 20 Dundas Street West, Toronto, Ontario M5G 2C2
B.P. 105, 15e étage, 20, rue Dundas ouest, Toronto (Ontario) M5G 2C2
(416) 327-2381 Fax: (416) 327-9862

***Rapport du vérificateur***

À la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario
et à la ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan consolidé de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario au 31 mars 2003 et les états consolidés des revenus, des dépenses, du passif non provisionné et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables recommandés aux administrations publiques par l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Erik Peters

Toronto (Ontario)
Le 25 juillet 2003

Erik Peters, FCA
Vérificateur provincial

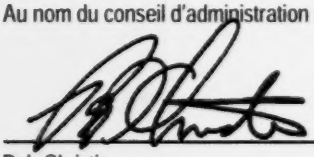
## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

**Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario**
Bilan consolidé au 31 mars 2003

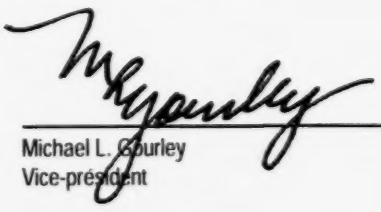
(en millions de dollars)

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Actif à court terme | | |
| Encaisse et quasi-espèces (Note 5) | 3 $ | 23 $ |
| Débiteurs | 248 | 292 |
| Intérêts à recevoir | 31 | 106 |
| Tranche à court terme des effets à recevoir (Note 7) | 651 | 443 |
| | 933 | 864 |
| Paiements en remplacement d'impôts à recevoir (Note 12) | 218 | 236 |
| Sommes à recouvrer de la Province de l'Ontario (Notes 6 et 12) | 351 | 524 |
| Effets à recevoir et prêts en cours (Note 7) | 12 337 | 14 949 |
| Frais d'emprunt reportés | 673 | 905 |
| | 14 512 $ | 17 478 $ |
| **PASSIF** | | |
| Passif à court terme | | |
| Créditeurs | 210 $ | 442 $ |
| Intérêts à payer | 556 | 659 |
| Effets à payer à court terme (Note 8) | 3 413 | 3 996 |
| Tranche à court terme de la dette à long terme (Note 8) | 1 665 | 2 548 |
| | 5 844 | 7 645 |
| Dette à long terme (Note 8) | 21 752 | 22 820 |
| Contrats d'achat d'électricité (CAÉ) (Note 10) | 4 125 | 4 286 |
| Passif découlant du financement de la production d'énergie nucléaire (Note 11) | 2 974 | 2 812 |
| | 34 695 | 37 563 |
| **PASSIF NON PROVISIONNÉ (Notes 4 et 12)** | (20 183) | (20 085) |
| Éventualités et garanties (Note 14) | | |
| | 14 512 $ | 17 478 $ |

Au nom du conseil d'administration :



Bob Christie
Président



Michael L. Gourley
Vice-président

*Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.*

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

### Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

État consolidé des revenus, des dépenses et du passif non provisionné

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

(en millions de dollars)

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **REVENUS** | | |
| Redevance de liquidation de la dette (Note 1) | **883** $ | - $ |
| Montant résiduel des recettes générales (Note 1) | **24** | 1 296 |
| Paiements en remplacement d'impôts (Note 12) | **711** | 387 |
| Intérêts | **964** | 1 028 |
| Ventes d'électricité (Note 10) | **635** | 815 |
| Réduction nette des CAÉ (Note 10) | **161** | - |
| Revenu réservé au secteur de l'électricité (Notes 6 et 12) | **197** | - |
| Produit de la vente des effets de Hydro One (Note 7) | **206** | - |
| Autres | **10** | 18 |
| Total des revenus | **3 797** | 3 544 |
| **DÉPENSES** | | |
| Intérêts – Dette à court terme | **147** | 113 |
| – Dette à long terme | **1 867** | 2 223 |
| Intérêts sur le passif découlant du financement de la production d'énergie nucléaire (Note 11) | **162** | 153 |
| Amortissement des frais d'emprunt reportés | **105** | 140 |
| Fonds de protection des consommateurs contre les augmentations de prix d'électricité (Note 13) | **665** | - |
| Achats d'électricité (Note 10) | **786** | 815 |
| Frais de garantie d'emprunt | **147** | 153 |
| Exploitation | **16** | 16 |
| Total des dépenses | **3 895** | 3 613 |
| Insuffisance des revenus sur les dépenses | **98** | 69 |
| Passif non provisionné, au début de l'exercice | **20 085** | 20 016 |
| Passif non provisionné, à la fin de l'exercice | **20 183** $ | 20 085 $ |

*Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.*

## Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

État consolidé des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

(en millions de dollars)

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS À L'EXPLOITATION** | | |
| Insuffisance des revenus sur les dépenses | **98 $** | 69 $ |
| Rajustements : | | |
| Amortissement des frais d'emprunt reportés | **(105)** | (140) |
| Réduction nette des CAÉ (Note 10) | **161** | - |
| Intérêts sur le passif découlant du financement de la production d'énergie nucléaire (Note 11) | **(162)** | (153) |
| Paiements en remplacement d'impôts à recevoir | **(18)** | (48) |
| Variation nette des autres comptes de bilan | **69** | (89) |
| Flux nets de trésorerie provenant de (requis par) l'exploitation | **43** | (361) |
| **FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DU FINANCEMENT** | | |
| Émission de dette à long terme | **967** | 1,123 |
| Moins le remboursement de dette à long terme | **2 775** | 3 826 |
| (Émission) remboursement de dette à long terme, montant net | **1 808** | 2 703 |
| (Émission) remboursement de dette à court terme, montant net | **583** | (1 426) |
| Vente d'effets à recevoir (Note 7) | **(1 878)** | - |
| Remboursement d'effets à recevoir | **(536)** | (540) |
| Flux nets de trésorerie (provenant du) requis par le financement | **(23)** | 737 |
| Augmentation (diminution) de l'encaisse et des quasi-espèces | **(20)** | (376) |
| Encaisse et quasi-espèces, au début de l'exercice | **23** | 399 |
| Encaisse et quasi-espèces, à la fin de l'exercice | **3 $** | 23 $ |
| Intérêts payés durant l'exercice et inclus dans l'insuffisance des revenus sur les dépenses | **2 117 $** | 2 411 $ |

*Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.*

# Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario
# Notes afférentes aux états financiers

## 1. Restructuration de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

Le 1er avril 1999, en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, Ontario Hydro a été prorogée en tant que société sans capital-actions sous le nom de Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO). Cette dernière est exonérée des impôts fédéral et provincial en vertu de l'alinéa 149(1)*d*) de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada. La SFIÉO est une société d'État créée pour gérer la dette et administrer les actifs, les passifs, les droits et les obligations d'Ontario Hydro qui n'ont pas été transférés à d'autres sociétés remplaçantes, lesquelles comprennent :

- Ontario Power Generation Inc. (OPG), qui est une société de production d'électricité;
- Hydro One Inc. (Hydro One), qui est une société réglementée de transmission et de distribution d'électricité;
- la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité (SIGMÉ), qui coordonne le système indépendant centralisé réglementé et qui est chargée de diriger les opérations du système et d'exploiter le marché de l'électricité;
- l'Office de la sécurité des installations électriques (OSIÉ), qui exerce la fonction de réglementation en matière d'inspection des installations électriques.

Le 1er avril 1999, les unités fonctionnelles, y compris les actifs, les passifs, les employés, les droits et les obligations de l'ancienne Ontario Hydro, ont été transférées à OPG et à Hydro One (ainsi qu'à leurs filiales) et à la SIGMÉ en contrepartie, respectivement, de 8,5 milliards de dollars, de 8,6 milliards de dollars et de 78 millions de dollars sous forme de titres de créance remboursables à la SFIÉO. À la même date, la Province a échangé ses participations de 5 126 millions de dollars dans OPG et de 3 759 millions de dollars dans Hydro One contre des titres de créance remboursables à la SFIÉO.

La dette, le passif et les frais de financement connexes de la SFIÉO seront remboursés à même les intérêts sur les effets à recevoir de la Province et des sociétés remplaçantes et, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, à même le revenu réservé au secteur de l'électricité reçu sous forme de paiements en remplacement d'impôts sur les bénéfices, d'impôts fonciers et d'impôts sur le capital et provenant des sociétés remplaçantes et des services municipaux d'électricité (SME). La redevance de liquidation de la dette (RLD), qui sera versée par les consommateurs d'électricité au taux de 0,7 cent le KWh dans la plupart des collectivités de l'Ontario à partir de l'ouverture du marché à la concurrence, servira au remboursement de tout reliquat de dette. Jusqu'au moment de l'ouverture du marché, soit le 1er mai 2002, la SFIÉO continuait d'être partie à un accord sur l'attribution des recettes aux entités remplaçantes et avait droit au montant résiduel prévu des recettes générales du réseau après le paiement des charges d'exploitation d'OPG, de Hydro One et de la SIGMÉ.

## 2. Sommaire des principales conventions comptables

### Méthode comptable

Puisque la SFIÉO est un organisme gouvernemental, les présents états financiers ont été dressés selon les recommandations du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

### Incertitude de mesure

Une incertitude de mesure peut influer sur la constatation d'un élément dans les états financiers. Une telle incertitude existe lorsqu'il est raisonnable de croire qu'il pourrait y avoir un écart important entre le montant qui a été constaté et une autre valeur possible, comme dans le cas de l'utilisation d'estimations. Dans les présents états financiers, une incertitude de mesure concerne le montant estimatif du Fonds de protection des consommateurs contre les augmentations de prix d'électricité, l'évaluation des CAÉ et la date prévue d'extinction des obligations de la SFIÉO. Les estimations sont fondées sur la meilleure information disponible au moment de l'établissement des états financiers et feront l'objet d'un rajustement annuel suivant la collecte de nouveaux renseignements.

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

**Consolidation**

Les présents états financiers comprennent les comptes de la Société de la caisse de retraite de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, filiale en propriété exclusive de la SFIÉO (Note 3).

**Frais d'emprunt reportés**

Les frais d'emprunt reportés comprennent les montants non amortis des gains et pertes de change non réalisés découlant de la conversion de la dette à long terme libellée en devises et les escomptes, primes ou commissions payables à l'émission ou au remboursement avant l'échéance des titres d'emprunt. Ces frais sont amortis en fonction de l'échéance de la dette sous-jacente.

**Constatation des revenus**

Les revenus sont constatés pendant l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

**Conversion des devises**

La dette comprend les obligations, effets et débentures à court, moyen et long terme. La dette libellée en devises et couverte est convertie en dollars canadiens aux taux de change établis aux termes des contrats de couverture. La dette libellée en devises non couverte, les passifs et les actifs sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains et pertes de change sont reportés et amortis sur la durée résiduelle des éléments connexes.

**Contrats d'achat d'électricité**

Le passif au titre des contrats d'achat d'électricité est évalué selon la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie (VAFT). La révision périodique de ce passif entraînera une modification du coût estimatif des contrats, laquelle sera amortie sur une période d'au plus dix ans.

### 3. Société de la caisse de retraite de l'industrie de l'électricité de l'Ontario

La SFIÉO était l'administrateur du régime et de la caisse de retraite de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Elle était chargée de conclure un accord avec chacune des sociétés remplaçantes sur la répartition des actifs et des passifs du régime de retraite de la SFIÉO et sur leur transfert aux régimes des sociétés remplaçantes. La Société de la caisse de retraite de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SCRIÉO), filiale en propriété exclusive de la SFIÉO, agissait en qualité de mandataire de celle-ci pour remplir les responsabilités d'administration, d'investissement et autres du régime et de la caisse de retraite de la SFIÉO.

La SCRIÉO a présenté une demande au surintendant des services financiers de l'Ontario aux fins d'approbation du transfert des actifs du régime de retraite de la SFIÉO aux régimes des quatre entités d'exploitation remplaçantes. Le surintendant a donné son aval au transfert le 6 juin 2001. Exception faite de certains documents et actifs d'une valeur minimale, tous les actifs de la caisse de retraite ont été transférés aux régimes des sociétés remplaçantes le 29 juin 2001. Les fonctions de la SCRIÉO ayant été remplies, la SFIÉO s'affaire à dissoudre la société.

### 4. Dépendance économique

Comme la SFIÉO n'a pas de cote de solvabilité établie, la Province emprunte en son nom et lui prête les fonds nécessaires pour refinancer la dette échue et couvrir toute insuffisance. La SFIÉO dépend aussi du plan à long terme d'extinction du passif non provisionné décrit à la note 12. Compte tenu du soutien de la Province en matière de financement et du plan à long terme, la SFIÉO est considérée comme une entreprise en exploitation.

### 5. Encaisse et quasi-espèces

L'encaisse et les quasi-espèces comprennent les dépôts en espèces et les placements très liquides dont l'échéance est inférieure à trois mois. Ils sont comptabilisés à leur prix coûtant, lequel se rapproche de leur valeur marchande.

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

### 6. Sommes à recouvrer de la Province de l'Ontario

La Province s'est engagée à remettre à la SFIÉO l'excédent des bénéfices nets combinés d'OPG et de Hydro One sur le coût de financement de l'investissement de la Province dans ses filiales de l'industrie de l'électricité. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003, OPG et Hydro One ont réalisé un bénéfice totalisant 717 millions de dollars, soit 197 millions de plus que le coût de financement de l'investissement de la Province (520 millions). En 2001-2002, le bénéfice total des filiales n'a pas dépassé le coût de financement de l'investissement de la Province. Les 197 millions de dollars ont été constatés à titre de revenu de la SFIÉO. En juillet 2002, la Province a versé 370 millions à la SFIÉO en réduction des sommes à recevoir.

### 7. Effets à recevoir et prêts en cours

| (En millions de dollars) | Échéance | Taux d'intérêt | Versement | 31 mars 2003 | 31 mars 2002 |
|---|---|---|---|---|---|
| Province de l'Ontario | 2039 - 2041 | 5,85 | Mensuel | 8 885 $ | 8 885 $ |
| OPG | 2005 - 2011 | 5,44 à 6,65 | Semestriel | 3 200 | 3 200 |
| Hydro One | 2003 | 5,4 à 13,5 | Semestriel | 651 | 2 972 |
| SIGMÉ | 2009 | 7,90 | Semestriel | 78 | 78 |
| | | | | 12 814 | 15 135 |
| Moins la tranche à court terme des effets à recevoir | | | | 651 | 443 |
| | | | | 12 163 | 14 692 |
| Prêts en cours aux producteurs privés d'électricité (PPÉ) (Note 10) | | | | 174 | 257 |
| | | | | **12 337 $** | **14 949 $** |

La SFIÉO a convenu avec OPG et la SIGMÉ de ne pas céder les effets dus par ces sociétés remplaçantes sans leur autorisation préalable.

Le 5 mars 2003, avec l'accord préalable de Hydro One, la SFIÉO a achevé la vente d'effets de Hydro One dont la valeur nominale s'élevait à 1 878 millions de dollars. La SFIÉO a ainsi réalisé un gain de 206 millions de dollars puisque le taux de l'intérêt payable sur ces effets était supérieur aux taux du marché.

En 2002, la SFIÉO avait par ailleurs convenu avec OPG de reporter jusqu' en décembre 2004 des remboursements de principal totalisant 200 millions de dollars qui devaient être effectués initialement en mars et septembre 2002. Ces remboursements ont à nouveau été reportés, cette fois à décembre 2006. En outre, la SFIÉO a convenu avec OPG de reporter à la période comprise entre mars 2005 et septembre 2006 des remboursements de principal totalisant 500 millions de dollars qui devaient être effectués initialement entre mars 2003 et septembre 2004.

### 8. Dette

Le tableau suivant présente l'encours de la dette au 31 mars 2003, par échéance et par devise, exprimé en dollars canadiens.

| (En millions de dollars) Devise | Dollar canadien | Dollar américain | Yen japonais | 2003 Total | 2002 Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Échéance : | | | | | |
| 1 an | 4 781 | 232 | 65 | 5 078 | 6 544 |
| 2 ans | 3 250 | — | — | 3 250 | 1 666 |
| 3 ans | 1 000 | 425 | — | 1 425 | 3 250 |
| 4 ans | 119 | — | — | 119 | 1 000 |
| 5 ans | 389 | 1 570 | — | 1 959 | 119 |
| 1 à 5 ans | 9 539 | 2 227 | 65 | 11 831 | 12 579 |
| 6 à 10 ans | 6 178 | 1 489 | — | 7 667 | 8 237 |
| 11 à 15 ans | 648 | — | — | 648 | 1 843 |
| 16 à 20 ans | 3 678 | — | — | 3 678 | 2 702 |
| 21 à 25 ans | 2 077 | — | — | 2 077 | 3 037 |
| 26 à 50 ans | 929 | — | — | 929 | 966 |
| **Total** | **23 049 $** | **3 716 $** | **65 $** | **26 830 $** | **29 364 $** |

Le taux d'intérêt effectif du portefeuille d'endettement est de 6,78 % (6,96 % en mars 2002) compte non tenu de l'incidence des instruments dérivés servant à la gestion du risque de taux. L'échéance la plus longue est le 17 octobre 2031. La dette totale libellée en devises au 31 mars 2003 s'élevait à 3,8 milliards de dollars (3,6 milliards de dollars en mars 2002), dont une tranche de 2,6 milliard de dollars, soit 67,7 %, (1,9 milliard de dollars, soit 52,8 %, en mars 2002) était couverte en dollars canadiens. Les obligations et les effets à payer qui sont détenus par la Province ou dont le capital et les intérêts sont garantis par celle-ci sont présentés dans le tableau suivant :

| | 31 mars 2003 | | | 31 mars 2002 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (en millions de dollars) | Détenus par la Province | Garantis par la Province | Total | Détenus par la Province | Garantis par la Province | Total |
| Titres à court terme | 3 413 | — | 3 413 | 3 996 | — | 3 996 |
| Tranche à court terme des titres à long terme | 350 | 1 315 | 1 665 | 48 | 2 500 | 2 548 |
| Titres à long terme | 9 791 | 11 961 | 21 752 | 9 173 | 13 647 | 22 820 |
| **Total** | **13 554 $** | **13 276 $** | **26 830 $** | **13 217 $** | **16 147 $** | **29 364 $** |

La juste valeur de la dette émise se rapproche des montants selon lesquels les titres d'emprunt pourraient être échangés dans le cadre d'une opération courante entre des parties consentantes. Pour évaluer la dette de la SFIÉO, la juste valeur est estimée à l'aide de la valeur actualisée des flux de trésorerie et d'autres techniques et elle est comparée aux valeurs boursières, le cas échéant. Ces estimations sont touchées par les hypothèses formulées à l'égard des taux d'actualisation de même que du montant et du calendrier des flux monétaires futurs.

Au 31 mars 2003, la juste valeur estimative de la dette de la SFIÉO s'élevait à 31,2 milliards de dollars (32,8 milliards de dollars en mars 2002). Elle était supérieure à la valeur comptable de 26,8 milliards de dollars (29,4 milliards de dollars en mars 2002) étant donné que les taux d'intérêt courants étaient généralement inférieurs à ceux en vigueur au moment de l'émission, de même qu'en raison des fluctuations des taux de change. La juste valeur de la dette ne reflète pas l'incidence des instruments dérivés connexes.

## 9. Gestion des risques et instruments dérivés

La SFIÉO applique différentes stratégies de gestion des risques et observe des limites très sévères afin d'assurer une gestion prudente et économique des risques auxquels ses activités l'exposent. Diverses stratégies sont mises en oeuvre, y compris le recours à des instruments dérivés. Les instruments dérivés sont des contrats financiers dont la valeur découle de l'actif sous-jacent. La SFIÉO utilise de tels instruments pour couvrir et réduire au minimum le risque de taux. Les opérations de couverture prennent généralement la forme de swaps, soit des contrats aux termes desquels la SFIÉO convient avec une autre partie d'échanger, pendant une période déterminée, des flux de trésorerie fondés sur un ou plusieurs montants théoriques. La SFIÉO peut ainsi compenser ses passifs existants et les convertir efficacement en obligations assorties de caractéristiques plus intéressantes. Elle utilise également d'autres instruments dérivés comme les contrats de change à terme, les contrats de garantie de taux d'intérêt, les contrats à terme normalisés et les options.

Le risque de change découle du fait que les frais de service de la dette et le remboursement du capital peuvent varier en raison des fluctuations des taux de change. Pour réduire au minimum le risque de change, la SFIÉO utilise des instruments dérivés pour convertir les flux de trésorerie libellés en devises en flux libellés en dollars canadiens. Aux termes de la politique en vigueur, le risque non couvert lié aux flux de trésorerie libellés en devises ne peut dépasser 20 % du total de la dette. Au 31 mars 2003, une tranche de 6,3 % de cette dette (7,5 % en mars 2002) était dépourvue de couverture et était principalement libellée en dollars US.

Le risque de taux variable auquel est exposée la SFIÉO découle de l'évolution des taux à court terme sur une période de 12 mois. La SFIÉO réduit son risque de taux en utilisant des instruments dérivés pour convertir les paiements assortis de taux d'intérêt variables en paiements assortis de taux fixes. Aux termes de la politique en vigueur, le risque de taux non couvert, déduction faite des liquidités, ne peut dépasser 20 % du total de la dette. Au 31 mars 2003, la dette à taux variable de la SFIÉO représentait 13,5 % de sa dette totale (9,8 % en mars 2002).

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

Le risque d'illiquidité est le risque que la SFIÉO ne soit pas en mesure de rembourser sa dette à court terme actuelle. Conformément aux explications de la note 4, la SFIÉO s'en remet à la Province pour emprunter en son nom et lui prêter les fonds nécessaires pour refinancer la dette échue et couvrir toute insuffisance.

Le tableau qui suit renferme les dates d'échéance des instruments dérivés de la SFIÉO, par type, en cours au 31 mars 2003, en fonction du montant nominal des contrats. Les montants nominaux représentent le volume des contrats en cours; ils ne sont ni indicatifs des risques de crédit ou de marché ni des flux de trésorerie réels.

**Montants théoriques du portefeuille d'instruments dérivés**
**(en millions de dollars)**
**Au 31 mars 2003**

| Exercice d'échéance | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 6-10 ans | Plus de 10 ans | Total 2003 | Total 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Swaps de devises | 1 046 | - | 425 | - | 496 | 388 | - | 2 355 | 1 528 |
| Swaps de taux | 2 214 | 292 | 1 515 | 132 | 1 246 | 158 | 1 486 | 7 043 | 6 420 |
| Contrat financier à terme sur devises | 720 | - | - | - | - | - | - | 720 | 974 |
| Autres[1] | - | 50 | - | - | - | - | - | 50 | 250 |
| Total | 3 980 $ | 342 | 1 940 | 132 | 1 742 | 546 | 1 486 | 10 168 | 9 172 $ |

[1]Comprend les swaptions et les contrats à terme de taux d'intérêt.

Le recours à des instruments dérivés entraîne un risque de crédit découlant du défaut éventuel par l'une des parties de remplir ses obligations aux termes des contrats, dans les cas où la SFIÉO a des gains non réalisés. Le tableau suivant présente le risque de crédit lié au portefeuille d'instruments dérivés, mesuré selon la valeur de remplacement des instruments dérivés au 31 mars 2003.

| Risque de crédit (en millions de dollars) | 31 mars 2003 | 31 mars 2002 |
|---|---|---|
| Risque de crédit brut[1] | 4 167 | 4 569 |
| Moins compensation[2] | (4 293) | (4 709) |
| Risque de crédit net[3] | (126) $ | (140) $ |

Notes :
1 Le risque de crédit brut concerne notamment les swaps, les options, les contrats à terme normalisés, les contrats de garantie de taux et les contrats de change à terme.
2 Les contrats n'ont pas une date de règlement coïncidente. Cependant, les contrats cadres prévoient la compensation à la liquidation.
3 Le risque de contrepartie positif (au sens ou les contreparties avaient une dette envers la SFIÉO) s'établissait à 202 millions de dollars (111 millions en mars 2002) et le risque de contrepartie négatif (au sens ou la SFIÉO avait une dette envers cette contrepartie), à 328 millions (251 millions en mars 2002), soit un risque de crédit net total de (126) millions de dollars ((140) millions en mars 2002).

La SFIÉO gère son risque de crédit en s'assurant régulièrement de suivre les limites établies et en traitant avec des contreparties qui ont une bonne cote de crédit. La SFIÉO limite également son risque de crédit lié aux instruments dérivés en concluant des contrats (contrats cadres) avec la quasi totalité de ses contreparties, ce qui lui permet de régler les instruments dérivés sur la base de solde net en cas de défaut d'une contrepartie. Le risque de crédit brut représente la perte que subirait la SFIÉO si toutes ses contreparties faisaient défaut au même moment et qu'aucune compensation du risque négatif n'était permise ou ne pouvait être exercée. Le risque de crédit net tient compte de l'effet d'atténuation de ces accords de compensation.

Au 31 mars 2003, les plus importantes concentrations de risque de crédit étaient associées à trois contreparties dont la cote était de « A+ » ou supérieure, chacune représentant plus de 10 % du risque de crédit net. Si la SFIÉO devait remplacer tous ses contrats de swaps avec ces trois contreparties, il lui en coûterait des sommes nettes de 23, 62 et 85 millions de dollars respectivement.

## 10. Contrats d'achat d'électricité

Les contrats d'achat d'électricité (CAÉ) et les accords de prêt connexes ont été conclus entre Ontario Hydro et les producteurs privés d'électricité (PPÉ) de l'Ontario. À titre de personne morale ayant remplacé Ontario Hydro, la SFIÉO est devenue la contrepartie à ces contrats. Ces contrats, qui viennent à échéance à diverses dates d'ici l'an 2048, prévoient l'achat d'électricité à des prix qui devraient être supérieurs à celui du marché. Depuis l'ouverture du marché de l'électricité le 1er mai 2002, cette électricité a été vendue au prix du marché, lequel a été généralement inférieur au prix coûtant. Avant l'ouverture du marché, l'électricité achetée auprès des PPÉ a été revendue au prix coûtant au réseau géré par OPG.

Au cours de l'exercice, la SFIÉO a acheté 786 millions de dollars d'électricité (815 millions de dollars au 31 mars 2002). Le 18 avril 2002, le contrat de gestion des contrats des PPÉ conclu entre Enron et la SFIÉO a été confié à UBS Warburg Energy (Canada) Ltd. Les honoraires annuels comprennent une tranche fixe d'environ 750 000 $ et une tranche variable fondée sur le fait de réduire au minimum les pertes sur la vente de l'électricité produite par les PPÉ, qui a totalisé 10 millions de dollars (montant nul en 2002).

Le passif au titre des PPÉ est évalué à 4 286 millions de dollars selon la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie (VAFT) depuis que la SFIÉO a remplacé Ontario Hydro le 1er avril 1999. Avec l'ouverture du marché de l'électricité au cours du présent exercice, le modèle de la VAFT a été mis à jour au 31 mars 2003, de sorte que le passif estimatif a été ramené de 4 286 à 3 745 millions. Ce changement sera amorti sur dix ans. En outre, chaque année, l'intérêt calculé au taux de la VAFT est ajouté au passif et le montant estimatif de la perte en cours d'exercice du modèle de la VAFT est déduit du passif, comme l'indique le tableau ci après :

**État du passif au titre des PPÉ**
(en millions de dollars)

| | | |
|---|---|---|
| Passif au titre des PPÉ au 31 mars 2002 | | 4,286 $ |
| Frais d'intérêt pour l'exercice | | 253 |
| Moins la perte estimative en cours d'exercice | | (372) |
| Réévaluation au 31 mars 2003 | | (422) |
| Total partiel | | 3 745 |
| Plus : Frais de réévaluation non amortis | | |
| Réévaluation brute | 422 | |
| Amortissement cumulé | (42) | 380 |
| | | 4 125 $ |

Les prêts aux PPÉ ont diminué d'un montant net de 83 millions de dollars pendant l'exercice pour atteindre 174 millions de dollars au 31 mars 2003 (257 millions de dollars au 31 mars 2002), principalement en raison des remboursements de principal.

## 11. Passif découlant du financement de la production d'énergie nucléaire

En tant que personne morale ayant remplacé Ontario Hydro, la SFIÉO a pris en charge un passif de 2 378 millions de dollars lié aux montants engagés avant le 1er avril 1999 pour la gestion des déchets nucléaires et la restauration des lieux. En mars 2002, la Province et OPG ont conclu l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA) afin de mettre sur pied, de financer et de gérer des fonds distincts pour disposer des sommes nécessaires au règlement des frais de gestion des déchets nucléaires et à la cessation de l'exploitation des centrales. Le passif sera imputé au fonds d'intendance de la cessation de l'exploitation des centrales, qui doit être établi plus tard en 2003.

Le conseil d'administration de la SFIÉO a approuvé le financement du fonds d'intendance pour les quatre prochaines années, réglant ainsi le passif découlant du financement de la production d'énergie nucléaire. La SFIÉO constatait ce passif en date du 1er avril 1999 et accumulait depuis lors des intérêts au taux estimatif de 5,75 % par année. Au 31 mars 2003, le passif au titre des intérêts a été inclus dans le passif de 2 974 millions de dollars (2 812 millions au 31 mars 2002). Le calcul du taux d'intérêt continue de faire l'objet de négociations entre les parties, mais la question devrait être réglée plus tard en 2003 et ne devrait pas avoir une incidence importante sur le solde du passif.

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

### 12. Passif non provisionné

Le passif non provisionné à l'ouverture de 19,4 milliards de dollars au 1er avril 1999 comprenait un passif de 38,1 milliards hérité d'Ontario Hydro, moins la valeur des actifs transférés à la SFIÉO le 1er avril 1999, dont 17,2 milliards en effets à recevoir et 1,5 milliard en prêts non remboursés et autres actifs. On a adopté un plan à long terme pour rembourser les dettes de la SFIÉO au sein même du secteur de l'électricité. Ce plan est fondé sur les flux de trésorerie provenant des sources suivantes au **1er avril 1999** :

des **effets à recevoir** de la Province (8,9 milliards de dollars), d'OPG (3,4 milliards de dollars), de Hydro One (4,8 milliards de dollars) et de la SIGMÉ (0,1 milliard de dollars), soit 17,2 milliards au total, suivant le transfert des actifs aux sociétés remplaçantes;

des **paiements en remplacement d'impôts** sur les bénéfices, d'impôts fonciers et d'impôts sur le capital faits par OPG, Hydro One et les SMÉ;

une **redevance de liquidation de la dette** à verser par les abonnés en fonction de leur consommation d'électricité;

un **revenu réservé au secteur de l'électricité**. L'excédent des bénéfices nets combinés d'OPG et de Hydro One sur le coût de financement de l'investissement de la Province dans ses filiales de l'industrie de l'électricité sera réservé au remboursement de la dette de la SFIÉO.

Aux termes du plan à long terme, on estime que les obligations de la SFIÉO seront sans doute éteintes en 2012.

### 13. Fonds de protection des consommateurs contre les augmentations de prix d'électricité

Le 11 novembre 2002, la Province a dévoilé un programme conçu pour fournir de l'électricité aux consommateurs désignés et à faible volume au tarif fixe de 4,3 cents le kWh au moins jusqu'en 2006, et ce, rétroactivement au 1er mai 2002. Les fournisseurs d'électricité continuent de toucher le prix du marché libre fixé sur le marché de la SIGMÉ. Le programme est administré par le biais du Fonds de protection des consommateurs contre les augmentations de prix d'électricité, que gère la SFIÉO.

Au cours des périodes pendant lesquelles le prix moyen de l'électricité est supérieur au tarif fixe de 4,3 cents le kWh, l'écart est comblé par le Fonds. Inversement, ce dernier recevra des crédits au cours des périodes pendant lesquelles le prix moyen de l'électricité sera inférieur au tarif fixe de 4,3 cents le kWh. Les débours du Fonds, qui ont atteint 1 461 millions de dollars au cours de l'année, ont été amputés d'une partie du remboursement versé par OPG aux termes de l'Entente sur l'atténuation de l'emprise sur le marché (796 millions), ce qui laisse un coût net pour la SFIÉO de 665 millions.

### 14. Éventualités et garanties

La SFIÉO est partie prenante dans diverses poursuites judiciaires découlant de la conduite normale des affaires, dont certaines concernent l'ancienne Ontario Hydro avant la création de la SFIÉO le 1er avril 1999. Aux termes de la restructuration d'Ontario Hydro le 1er avril 1999, chaque société absorbante (OPG, Hydro One, OSIÉ et SIGMÉ, et leurs filiales respectives) doit prendre en charge les obligations liées aux activités de l'ancienne Ontario Hydro qui lui ont été transférées. Si ces obligations restent à la charge de la SFIÉO, la société absorbante est également tenue d'indemniser cette dernière. En ce qui concerne les poursuites judiciaires touchant les activités d'Ontario Hydro conservées par la SFIÉO, il est impossible de déterminer le résultat et le nombre de règlements de ces poursuites pour le moment. Par conséquent, aucune provision n'est incluse dans les états financiers à leur endroit. Il sera tenu compte de ces règlements, le cas échéant, dans la période au cours de laquelle ils ont lieu.

Sous réserve de franchises de 10 et de 20 millions de dollars respectivement, la SFIÉO a convenu d'indemniser Hydro One et OPG en cas d'opposition à la propriété d'un actif, d'un droit ou d'une chose ayant fait l'objet d'un transfert aux sociétés ou devant faire l'objet d'un transfert en date du 1er avril 1999, en cas d'inexécution d'un ordre de transfert d'un actif, d'un droit ou d'une chose et à l'égard des paiements, encaissements ou autres opérations concernant un compte de capital d'Ontario Hydro, y compris certains litiges connexes. La Province a accepté de prendre en charge tout passif éventuel découlant de ces indemnisations.

La SFIÉO a un passif éventuel au titre des garanties accordées à des tiers ayant fourni du financement à long terme à certains producteurs privés d'électricité relativement aux contrats d'achat d'électricité décrits à la note 10. Ces garanties totalisaient environ 113 millions de dollars au 31 mars 2003 (124 millions de dollars en 2002).

## Société immobilière de l'Ontario

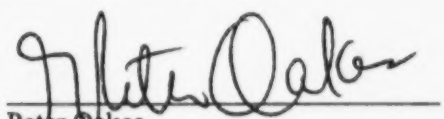
## Responsabilité en matière de communication de l'information financière

Les états financiers ci-joints de la Société immobilière de l'Ontario ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada; c'est à la direction qu'en revient la responsabilité. La préparation d'états financiers exige le recours à des prévisions fondées sur le jugement de la direction, particulièrement lorsque les opérations ayant un impact sur la période comptable actuelle ne peuvent être finalisées avec certitude qu'à une date postérieure. Les états financiers ont été élaborés adéquatement en respectant le seuil d'importance relative et à la lumière des renseignements disponibles au 10 juin 2003.

Le Conseil d'administration est responsable de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de communication de l'information financière et de contrôles internes. La direction possède un système de contrôles internes conçu pour fournir une certitude raisonnable que des renseignements financiers fiables seront disponibles en temps utile. Ce système comprend des politiques et des procédures formelles ainsi qu'une structure organisationnelle qui prévoit une délégation de pouvoirs et une séparation de tâches adéquates. Une fonction de vérification interne, gérée par le Secrétariat du Conseil de gestion, permet d'évaluer régulièrement et de manière indépendante l'efficacité des contrôles internes et de rendre compte des résultats à la direction et au Conseil d'administration.

Les états financiers ont été vérifiés par le vérificateur provincial. Le vérificateur provincial a pour responsabilité de déterminer si, selon lui, les états financiers sont présentés avec fidélité, en conformité avec les principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur, qui apparaît à la page suivante, expose la portée de l'examen et de l'opinion du vérificateur.

Au nom de la direction,



Peter Oakes

Directeur financier et trésorier
Le 10 juin 2003

Office of the
Provincial Auditor
of Ontario

Bureau du
vérificateur provincial
de l'Ontario

Box 105, 15th Floor, 20 Dundas Street West, Toronto, Ontario M5G 2C2
B.P. 105, 15e étage, 20, rue Dundas ouest, Toronto (Ontario) M5G 2C2
(416) 327-2381 Fax: (416) 327-9862

***Rapport du vérificateur***

À la Société immobilière de l'Ontario,
au président du Conseil de gestion du gouvernement
et au ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière de l'Ontario au 31 mars 2003 et les états des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Erik Peters

Toronto (Ontario)
Le 10 juin 2003

Erik Peters, FCA
Vérificateur provincial

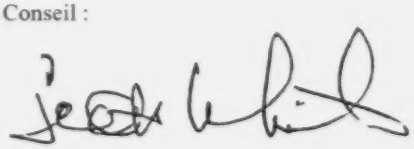
**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO**
**(Société de la Couronne de l'Ontario)**
**(en milliers de dollars)**

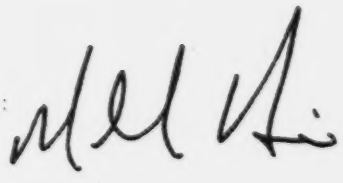
## BILAN

| Au 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **ÉLÉMENTS D'ACTIF** | | |
| **ACTIFS À COURT TERME** | | |
| Encaisse | 15 409 | $ 13 101 $ |
| Frais payés d'avance | 443 | 690 |
| Comptes débiteurs | 13 711 | 8 593 |
| Recouvrements du Secrétariat du Conseil de gestion pour les années postérieures (note 2) | 2 000 | 2 500 |
| | 31 563 | 24 884 |
| **Immobilisations (note 3)** | 1 967 | 756 |
| | 33 530 | $ 25 640 $ |
| **PASSIF ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS** | | |
| **PASSIF À COURT TERME** | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer | 9 390 | $ 5 985 $ |
| Provision pour indemnités de départ (note 2 ) | 2 000 | 2 500 |
| Tranche des obligations de location-acquisition exigible à court terme (note 4b) | 461 | 192 |
| | 11 851 | 8 677 |
| **Obligations de location-acquisition (note 4b)** | 430 | 93 |
| **BÉNÉFICES NON RÉPARTIS** | 21 249 | 16 870 |
| | 33 530 | $ 25 640 $ |

Réserve pour éventualités (note 5)
Se reporter aux Notes accompagnant les états financiers

Au nom du Conseil :

Président : 

Directeur : 

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO**
**(Société de la Couronne de l'Ontario)**
**(en milliers de dollars)**

## ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

| Exercice se terminant le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **RECETTES** | | |
| Frais de gestion (note 6 ) | 30 431 | $ 25 692 $ |
| Remboursement des dépenses (au lieu des honoraires) (note 6 ) | 12 938 | 12 918 |
| Coûts directs récupérables (note 6 ) | 5 508 | 4 339 |
| Intérêt bancaire et autre revenus | 414 | 399 |
| | 49 291 | $ 43 348 $ |
| **DÉPENSES** | | |
| Salaires et avantages sociaux | 26 773 | $ 20 182 $ |
| Dépenses de fonctionnement directes | 15 708 | 10 293 |
| Amortissement | 1 352 | 739 |
| Frais d'administration (note 6) | 1 042 | 1 710 |
| Intérêt versé sur les obligations de location-acquisition | 34 | 20 |
| Pertes sur aliénation d'immobilisations | 3 | - |
| | 44 912 | $ 32 944 $ |
| **EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT LES INDEMNITÉS DE DÉPART** | 4 379 | 10 404 |
| Provision pour indemnités de départ (note 2) | (900) | 935 |
| Recouvrement du Secrétariat du Conseil de gestion pour les années postérieures (note 2) | 900 | (935) |
| **EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES** | 4 379 | $ 10 404 $ |
| **BÉNÉFICES NON RÉPARTIS, DÉBUT DE L'EXERCICE** | 16 870 | 6 466 |
| **BÉNÉFICES NON RÉPARTIS, FIN DE L'EXERCICE** | 21 249 | $ 16 870 $ |

Se reporter aux notes accompagnant les états financiers.

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO**
**(Société de la Couronne de l'Ontario)**
**(en milliers de dollars)**

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

| Exercice se terminant le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT :** | | |
| Excédent des revenus sur les dépenses | 4 379 | $ 10 404 $ |
| Redressement pour : | | |
| Amortissement | 1 352 | 739 |
| Perte sur aliénation d'immobilisations | 3 | - |
| Provision pour indemnités de départ | 900 | (935) |
| Recouvrement du Secrétariat du Conseil de gestion pour les années postérieures (note 2) | (900) | 935 |
| | 5 734 | 11 143 |
| **Évolution du fonds de roulement hors trésorerie** | | |
| Augmentation (diminution) des comptes débiteurs | (5 118) | 2 404 |
| Augmentation (diminution) des frais payés d'avance | 247 | (666) |
| Augmentation (diminution) des comptes créditeurs et des charges à payer | 3 405 | (2 204) |
| | 4 268 | 10 677 |
| **FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT :** | | |
| Achat d'immobilisations (note 3) | (1 423) | (788) |
| **FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT :** | | |
| Indemnités de départ versées au cours de l'exercice (note 2 ) | (1 400) | (6 000) |
| Recouvrement des indemnités de départ du Secrétariat du Conseil de gestion au cours de l'exercice (note 2) | 1 400 | 6 000 |
| Remboursement des obligations de location-acquisition | (537) | (235) |
| | (537) | (235) |
| Augmentation nette de l'encaisse | 2 308 | 9 654 |
| Encaisse, début de l'exercice | 13 101 | 3 447 |
| **Encaisse, fin de l'exercice** | 15 409 | $ 13 101 $ |

Se reporter aux notes accompagnant les états financiers

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO**
**(Société de la Couronne de l'Ontario)**
**(en milliers de dollars)**

## NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS

**Exercice se terminant le 31 mars 2003**

### NATURE DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

La Société immobilière de l'Ontario (la Société) a été mise sur pied en vertu de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, à titre de société de la Couronne de la province de l'Ontario (la Province).

La Société offre des services de gestion de projets et de gestion immobilière aux ministères et aux organismes du gouvernement ontarien qui détiennent des éléments d'actif ou qui ont besoin des services immobiliers de la Société. La Société gère une superficie louable de 51,9 millions de pieds carrés dont 43,7 millions appartiennent à la Province et 8,2 millions sont loués du secteur privé, à différents endroits dans la Province. La Société ne détient pas le titre des terrains et des édifices gérés. Par conséquent, les terrains et les édifices ne sont pas inclus dans les présents états financiers. Selon les directives du ministre des Finances, tous les fonds excédentaires seront versés au Trésor de la province de l'Ontario. Dans la détermination du montant payable, le cas échéant, le ministre des Finances s'assurera que le paiement ne nuira pas à la capacité de la Société à s'acquitter de ses dettes, à respecter ses obligations quand elles arrivent à échéance et à honorer ses engagements contractuels.

À titre de société de la Couronne et d'organisme de services de la Province, la Société est exonérée de l'impôt sur les bénéfices.

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO**
**(Société de la Couronne de l'Ontario)**
**(en milliers de dollars)**

## NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS

### 1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada. Voici les principales conventions comptables que l'on a respectées dans le cadre de la préparation des présents états financiers :

a) Le recours aux prévisions

Pour préparer des états financiers qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des prévisions et des hypothèses relativement aux recettes et aux dépenses ayant un impact sur les éléments d'actif, de passif et les sommes connexes déclarés en date des états financiers. Les montants actuels peuvent différer de ces prévisions.

b) Immobilisations

Les immobilisations d'une valeur de plus de mille dollars dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'année en cours sont capitalisées selon le coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement constant, sur la durée de leur vie utile, comme indiqué ci-dessous :

| | |
|---|---|
| Matériel et logiciels informatiques | 3 ans |
| Logiciels adaptés | 5 ans |
| Mobilier et agencements | 3 ans |
| Améliorations locatives | Durée du bail |

c) Régimes de prestations aux employés

Jusqu'au 29 novembre 2001, la Société fournissait des prestations de retraite à ses employés classifiés à temps plein, en participant à la Caisse de retraite des fonctionnaires et à la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, à savoir des caisses de retraite interentreprises à prestations déterminées.

Selon les modifications apportées à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, qui sont entrées en vigueur le 30 novembre 2001, les employés de la Société ne font plus partie de la fonction publique de l'Ontario. Les employés ayant participé à la Caisse de retraite des fonctionnaires ou à la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario ont continué à contribuer à la Caisse de retraite des fonctionnaires après le 30 novembre 2001. Ce régime est justifié à titre de régime à cotisations déterminées puisque la Société ne possède pas suffisamment de renseignements pour mettre en application les principes comptables des régimes à prestations déterminées.

Les employés permanents à temps plein, embauchés après le 29 novembre 2001, participent à un régime de retraite et d'épargne à cotisations déterminées, administré par un tiers administrateur. La Société et l'employé versent le même montant à ce régime.

Les charges de retraite représentent les sommes que la Société a versées aux divers régimes, au cours de l'exercice.

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO**
**(Société de la Couronne de l'Ontario)**
**(en milliers de dollars)**

**NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS**

## 2. INDEMNITÉS DE DÉPART

La provision pour indemnités de départ couvre les indemnités de départ du personnel associées à la réorganisation de la Société et à la sous-traitance de ses installations et de ses services de gestion immobilière. Ces indemnités de départ sont financées par le Secrétariat du Conseil de gestion (SCG). Les changements apportés à la provision pour indemnités de départ sont les suivants :

| 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Provision pour indemnités de départ, début de l'exercice | 2 500 $ | 9 435 $ |
| Réduction de la provision | 900 | (935) |
| Indemnités de départ versées | (1 400) | (6 000) |
| Provision pour indemnités de départ, fin de l'exercice | 2 000 $ | 2 500 $ |

## 3. IMMOBILISATIONS

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

| 31 mars | | | 2003 | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| Matériel et logiciels informatiques | 1 852 $ | 1 531 $ | 321 $ | 262 $ |
| Matériel et logiciels informatiques en location-acquisition | 1 552 | 699 | 853 | 230 |
| Logiciels adaptés | 832 | 166 | 666 | - |
| Mobilier et agencements | 50 | 17 | 33 | - |
| Améliorations locatives | 716 | 622 | 94 | 264 |
| | 5 002 $ | 3 035 $ | 1 967 $ | 756 $ |

Le coût total des immobilisations pour l'exercice terminé le 31 mars 2003 s'élève à 2566 $ (1 060 $ en 2002), dont 1 143 $ (272 $ en 2002) au chapitre de la location-acquisition. La Société a versé 1 423 $ (788 $ en 2002) en espèces pour l'acquisition des immobilisations.

Certaines immobilisations ne font pas partie des états financiers puisque le SCG les a offertes gratuitement à la Société.

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO**
**(Société de la Couronne de l'Ontario)**
**(en milliers de dollars)**

**NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS**

## 4. ENGAGEMENTS DE LOCATION

a) Location-exploitation

Les contrats de location-exploitation sont imputés à l'exercice conformément aux modalités des ententes de location. Selon les modalités des contrats de location-exploitation relatifs aux espaces (qui stipulent que les ministères et organismes gouvernementaux paient pour l'espace qu'ils occupent et qui expireront tous le 31 mars 2004), aux véhicules et à l'équipement de bureau du gouvernement, la Société doit verser les frais de location suivants :

Pour l'exercice se terminant le 31 mars

| | |
|---|---|
| 2004 | 1 425 $ |
| 2005 | 75 |
| 2006 | 36 |
| 2007 | 13 |
| 2008 | 13 |
| | 1 562 |
| | $ |

b) Location-acquisition

La Société loue une partie de son équipement informatique et de ses véhicules. Les contrats de location qui représentent l'acquisition d'un élément d'actif et la création d'une dette sont enregistrés comme des achats d'éléments d'actif et la dette connexe est comprise dans les « obligations de location-acquisition ».

Le tableau suivant est un calendrier des montants minimaux de frais de location que la Société devra verser dans le cadre des contrats de location-acquisition qui prendront fin le 31 mars 2006. Le solde des obligations de location-acquisition y est également inclus.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars

| | |
|---|---|
| 2004 | 461 $ |
| 2005 | 367 |
| 2006 | 159 |
| Total minimal des frais de location | 987 |
| Moins : montant de l'intérêt de 6,85 % | 96 |
| Solde de l'obligation | 891 |
| Moins : portion actuelle | 461 |
| Portion à long terme | 430 |

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO**
**(Société de la Couronne de l'Ontario)**
**(en milliers de dollars)**

**NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS**

## 5. RÉSERVE POUR ÉVENTUALITÉS

La Société agit en qualité d'agent du gouvernement de l'Ontario. À ce titre, la Société est en droit d'être dédommagée pour toutes les dépenses engagées en bonne et due forme dans l'exercice de son pouvoir exprès au nom du gouvernement ontarien.

## 6. OPÉRATIONS ENTRE PERSONNES APPARENTÉES

En plus de la trésorerie inscrite au bilan, la Société détient plusieurs autres comptes de résultats et un compte de réserve. Les fonds dans ces comptes sont détenus en fiducie et sont administrés au nom du SCG. Ils se rapportent directement à l'exploitation des propriétés appartenant au SCG et louées par celui-ci ainsi qu'aux services offerts aux autres ministères et organismes du gouvernement de l'Ontario. Au 31 mars 2003, les soldes en caisse de l'ensemble des comptes de résultats et du compte de réserve se chiffraient à 84 496 $ (23 210 $ en 2002) et 62 700 $ (119 551 $ en 2002) respectivement.

Les comptes débiteurs comprennent 13 626 $ (7 898 $ en 2002) provenant du SCG et d'autres ministères.

Les frais d'administration comprennent : la comptabilité, les ressources humaines, la vérification, le traitement de l'information et des données, et les services de communication achetés du SCG.

Le coût des indemnités après-retraite non liées à une pension a été assumé par le SCG. Par conséquent, ces indemnités ne sont pas comprises dans l'État des résultats et des bénéfices non répartis.

La Société dépend de la Province, sur le plan économique, puisque toutes les sommes versées par la Province pour la prestation de services sont sous le contrôle du ministre / président du Conseil de gestion du gouvernement.

Les sources de revenu de la Société sont les suivantes :

a) Frais de gestion

Il s'agit des frais, établis en fonction du marché, imputés pour des services de gestion des installations et de l'actif et de gestion de projets concernant les éléments d'actif appartenant au SCG.

b) Remboursement des dépenses (au lieu des honoraires)

En attendant la mise en œuvre de la tarification intégrale et la fin de la transition, les frais généraux engagés par la Société (baux négociés par des tiers, services financiers et juridiques, services de

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO**
**(Société de la Couronne de l'Ontario)**
**(en milliers de dollars)**

**NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS**

négociation, de vérification, de relations internes, de communications et de ressources humaines) sont financés par le SCG à titre d'affectation annuelle tout comme les coûts d'administration liés à la vente et à l'achat de propriétés au nom des ministères et les indemnités de départ des employés occasionnées par la transition et la mise en œuvre de nouvelles mesures de prestation des services.

c) Coûts directs récupérables

Dans les régions du Nord et de l'Est, le personnel de la Société coordonne et fournit des services directs d'exploitation et d'entretien des immeubles à l'appui du portefeuille. Les coûts connexes sont recouvrables auprès du SCG et financés à partir des loyers payés au titre de l'exploitation et de l'entretien en vertu des baux.

## 7. CAISSES DE RETRAITE

Les contributions obligatoires de la Société aux caisses de retraite (voir note 1c) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2003 se chiffrent à 951 $ (675 $ en 2002) et sont comprises dans le volet des salaires et des avantages sociaux de l'État des résultats et des bénéfices non répartis.

## 8. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les valeurs comptables de la trésorerie, des comptes débiteurs, des comptes créditeurs et des charges à payer se chiffrent très près de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

## 9. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains des chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin de les rendre compatibles avec la présentation des chiffres de l'exercice en cours.

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'ONTARIO**
**(Société de la Couronne de l'Ontario)**

**NOTES ACCOMPAGNANT LES ÉTATS FINANCIERS**

## 10. DIVULGATION DES TRAITEMENTS

La *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* exige la divulgation des traitements des employés du secteur public de l'Ontario qui touchent un salaire annuel de plus de 100 000 $. Le tableau suivant fait donc état des salaires qu'ont touchés les employés concernés de la Société, pour l'année civile 2002.

| Nom | Poste | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|
| Brown, Douglas J. | Vice-président régional (région de l'Est) | 122 273 $ | 616 $ |
| Budd, Robert | V-p, Vice-président régional (Ventes) | 132 499 | 342 |
| Contestabile, John | Vice-président, Examen des biens | 139 650 | 360 |
| Cursio, John G. P. | Chef, Serv. relatifs aux proj. et à la constr. | 111 890 | 288 |
| Farrugia, Marylee | V-p directrice et avocate générale | 201 079 | 14 716 |
| Gregory, Linda | Vice-présidente, contrôleuse | 158 983 | 688 |
| Hankinson, James | V-p, promotion des projets spéciaux | 108 531 | 0 |
| Hard, William G. T. | Vice-président, Planification financière | 120 974 | 305 |
| Labelle, Hubert | Vice-président régional (région du Nord) | 129 179 | 333 |
| Lambie, Tobin | V-p principal, Aff. internes et rel. publ. | 146 797 | 11 955 |
| Leroux, Peter | V-p directeur, Gestion des installations | 224 388 | 17 059 |
| Massiah, Erwin | Vice-président régional (RGT) | 140 896 | 365 |
| Mazzotta, Angela | V-p, Services de soutien aux installations | 134 980 | 347 |
| Mccreery, William | Chef de projet principal | 110 733 | 297 |
| Miele, Tony | Président-directeur général | 227 504 | 15 005 |
| Neally, Robert | Chef de projet principal | 109 145 | 294 |
| Noel, Richard | Chef de projet principal (chef d'équipe) | 102 516 | 275 |
| Oakes, G. Peter | Directeur financier et trésorier | 129 069 | 14 633 |
| Plamondon, Daniel | Vice-président, Gestion des projets | 135 430 | 350 |
| Robinson, Lori | Vice-présidente, Planification des biens | 129 179 | 333 |
| Searchfield, Bradley | Vice-président directeur, Division de la gestion immobilière et des ventes | 224 388 | 16 614 |
| Storozuk, James | V-p, Technologie de l'information | 131 057 | 640 |
| Toh, Yee Seng | Chef de projet, unité de vérific. judiciaire | 100 124 | 0 |
| Van Vliet, John | Vice-président régional (région du S.-O.) | 129 179 | 333 |
| Watkins, Reg | Chef de projet principal | 110 235 | 297 |

# SOCIÉTÉ INDÉPENDANTE DE GESTION DU MARCH É DE L'ÉLECTRICITÉ

## RAPPORT DE LA DIRECTION

### Responsabilité de la direction en matière d'information financière

La direction assume la responsabilité des états financiers ci-joints de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité, qui ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les principales conventions comptables suivies par la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité sont décrites à la note 2 afférente aux états financiers. Pour dresser des états financiers, il est nécessaire d'utiliser des estimations reposant sur le jugement de la direction, surtout lorsque des opérations qui touchent la période comptable ne peuvent être finalisées avec certitude avant une période ultérieure. Les états financie rs ont été dressés en fonction de limites raisonnables en matière d'importance relative et à partir de l'information disponible au 28 janvier 2003.

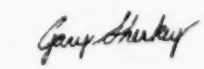
La direction maintient un système de contrôles internes visant à assurer, dans une mesure raisonnable, la protection des éléments d'actif et la disponibilité d'une information fiable en temps opportun. Ce système comprend des principes et méthodes bien établis ainsi qu'une structure organisationnelle prévoyant la délégation de pouvoir et la séparation des responsabilités.

Ces états financiers ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l., vérificateurs externes nommés par le conseil d'administration. La responsabilité des vérificateurs externes consiste à exprimer une opinion quant à la présentation fidèle des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le rapport des vérificateurs qui suit décrit l'étendue de leur vérification et fait état de leur opinion.

SOCIÉTÉ INDÉPENDANTE DE GESTION DU MARCHÉ DE L'ÉLECTRICITÉ

Au nom de la direction,

*Le président et chef de la direction,* *Le vice-président, Finances, chef des finances et trésorerie,*



Dave Goulding Gary Sherkey

Toronto, Canada
Le 28 janvier 2003

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

**Au conseil d'administration de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité (la « SIGME »)**

Nous avons vérifié le bilan de la SIGME au 31 décembre 2002 ainsi que les états des résultats et du surplus accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la SIGME. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la SIGME au 31 décembre 2002 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pricewaterhousecoopers s.r.l.

Comptables agréés
Le 28 janvier 2003

## RÉSULTATS ET SURPLUS ACCUMULÉ

| *(en milliers de dollars canadiens)* | Exercice terminé le 31 décembre 2002 | Exercice terminé le 31 décembre 2001 |
|---|---|---|
| **PRODUITS (note 2 (b))** | | |
| Produits liés aux réseaux | 146 650 $ | 120 300 $ |
| Autres produits | 2 734 | 938 |
| Services auxiliaires, aide financière pour les régions rurales et subventions pour les régions éloignées | 83 436 | 250 104 |
| **TOTAL DES PRODUITS** | **232 820 $** | **371 342 $** |
| **CHARGES** | | |
| Coûts des services auxiliaires, aide financière pour les régions rurales et subventions pour les régions éloignées | 83 436 | 250 104 |
| Main-d'œuvre | 51 071 | 43 075 |
| Frais de transition | 1 901 | 6 956 |
| Services et soutien informatique | 11 038 | 14 044 |
| Télécommunications | 7 430 | 7 631 |
| Autres frais | 11 129 | 10 817 |
| Amortissement | 46 216 | 25 982 |
| **TOTAL DES CHARGES** | **212 221 $** | **358 609 $** |
| **Bénéfice avant intérêts** | **20 599** | **12 733** |
| Intérêts créditeurs | 2 737 | 3 072 |
| Intérêts débiteurs | (22 225) | (14 757) |
| **BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE** | **1 111** | **1 048** |
| **SURPLUS ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE** | 9 604 | 8 556 |
| **SURPLUS ACCUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE** | **10 715 $** | **9 604 $** |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

## BILAN

| *(en milliers de dollars canadiens)* | Au 31 décembre 2002 | Au 31 décembre 2001 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| **Actif à court terme** | | |
| Espèces et quasi-espèces | 47 818 $ | 116 109 $ |
| Sommes à payer en vertu de la convention de transition pour la répartition des produits | - | 33 468 |
| Placements à court terme | 65 158 | - |
| Charges payées d'avance et comptes débiteurs | 18 174 | 6 175 |
| | **131 150** | **155 752** |
| **Immobilisations** (note 3) | | |
| Immobilisations en service | 237 001 | 251 072 |
| Travaux en cours | 14 243 | 6 689 |
| | **251 244** | **257 761** |
| **Autres éléments d'actif** | | |
| Charges de retraite payées d'avance (note 6) | 24 447 | 24 103 |
| | **24 447** | **24 103** |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | **406 841 $** | **437 616 $** |
| **PASSIF** | | |
| **Passif à court terme** | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer (note 4) | 15 775 $ | 49 421 $ |
| Intérêts courus | 3 749 | 3 702 |
| Partie à court terme de la dette à long terme (note 5) | 275 000 | - |
| | 294 524 | 53 123 |
| **Dette à long terme** (note 5) | 78 200 | 353 200 |
| **Obligation au titre des avantages complémentaires de retraite futurs** (note 6) | 23 402 | 21 689 |
| **TOTAL DU PASSIF** | **396 126** | **428 012** |
| **SURPLUS ACCUMULÉ** | **10 715** | **9 604** |
| **TOTAL DU PASSIF ET DU SURPLUS ACCUMULÉ** | **406 841 $** | **437 616 $** |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil,

James C. Baillie

Barry E. Chuddy

## FLUX DE TRÉSORERIE

| *(en milliers de dollars canadiens)* | Exercice terminé le 31 décembre 2002 | Exercice terminé le 31 décembre 2001 |
|---|---|---|
| **ACTIVITÉS D'EXPLOITATION** | | |
| Bénéfice net de l'exercice | 1 111 $ | 1 048 $ |
| Ajustements au titre des éléments hors caisse | | |
| Amortissement | 46 216 | 25 982 |
| Augmentation des charges de retraite payées d'avance | (344) | (2 780) |
| Augmentation de l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite futurs | 1 713 | 2 556 |
| | 48 696 $ | 26 806 $ |
| Variation des soldes hors caisse liés à l'exploitation | | |
| Augmentation (diminution) des comptes créditeurs et charges à payer | (3 406) | 3 130 |
| (Augmentation) diminution des charges payées d'avance et comptes débiteurs | (11 999) | 1 018 |
| Augmentation (diminution) des sommes à payer en vertu de la convention de transition pour la répartition des produits | 12 626 | (4 316) |
| | (2 779) | (168) |
| **Flux de trésorerie liés à l'exploitation** | **45 917 $** | **26 638 $** |
| **ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT** | | |
| Achat de placements temporaires, montant net | (65 158) | - |
| Nouvelles immobilisations | (49 050) | (57 817) |
| **Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement** | **(114 208) $** | **(57 817) $** |
| **ACTIVITÉS DE FINANCEMENT** | | |
| Émission de titres d'emprunt à long terme | - | 41 666 |
| **Flux de trésorerie liés aux activités de financement** | **-** | **41 666** |
| **VARIATION NETTE DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES** | (68 291) | 10 487 |
| **ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES AU DÉBUT DE L'EXERCICE** | 116 109 | 105 622 |
| **ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES À LA FIN DE L'EXERCICE** | **47 818 $** | **116 109 $** |

Voir les notes afférentes aux états financiers

**Information supplémentaire** : *(en milliers de dollars canadiens)*

| | | |
|---|---|---|
| **Intérêts payés** | **23 291 $** | **21 454 $** |

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

### 1. NATURE DES ACTIVITÉS

La Société indépendante de gestion du marché de l'électricité (la SIGME) est un organisme sans but lucratif et non assujetti à l'impôt sur le revenu qui a été créé le 1er avril 1999 en vertu de la partie II de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Conformément à la *Loi sur l'électricité*, la SIGME exerce ses activités aux termes d'un permis d'exploitation délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario. Les objectifs de la SIGME, tels que décrits dans la *Loi de 1998 sur l'électricité*, sont les suivants :

- exercer les pouvoirs et fonctions attribués à la SIGME en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, des règles du marché et de son permis;
- conclure avec les transporteurs des accords lui donnant le pouvoir de diriger les activités de leurs réseaux de transport;
- diriger les activités et maintenir la fiabilité du réseau dirigé par la SIGME de manière à promouvoir les objectifs de la *Loi de 1998 sur l'électricité*;
- créer et faire fonctionner les marchés administrés par la SIGME de manière à promouvoir les objectifs de la *Loi de 1998 sur l'électricité;*
- recueillir des renseignements sur les besoins actuels et futurs d'électricité en Ontario et sur la capacité du réseau d'électricité intégré d'y répondre, et fournir ces renseignements au public;
- participer à l'établissement, par tout organisme de normalisation, de normes et de critères de fiabilité pour les réseaux de transport;
- travailler avec les autorités responsables de l'extérieur de l'Ontario pour coordonner les activités de la SIGME avec les leurs.

Le secteur des services publics d'électricité en Amérique du Nord a entamé un processus visant à remplacer le cadre monopolistique en termes de production d'énergie par un marché concurrentiel. Le 30 octobre 1998, le gouvernement de l'Ontario a promulgué la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* dans le but de restructurer les activités exercées par Ontario Hydro et d'ouvrir la voie à la concurrence. Le 1er mai 2002, le gouvernement de l'Ontario a ouvert le marché concurrentiel de l'électricité.

Le 9 décembre 2002, le gouvernement a adopté le projet de loi 210, la *Loi de 2002 sur l'approvisionnement en électricité* qui, entre autres, vise à geler le prix de l'électricité pour une tranche du marché concurrentiel, plus particulièrement la clientèle désignée et la clientèle dont la consommation est moins élevée, jusqu'au 1er mai 2006. Les signaux de prix pour le prix de vente d'énergie au détail continuent à être fixés sur le marché et les méthodes et systèmes sont les mêmes que ceux utilisés avant le projet de loi 210. En outre, les clients actuels qui ne sont pas des clients désignés ou des clients dont le taux de consommation est moins élevé continuent de payer selon les prix du marché qui sont les mêmes que ceux fixés avant le projet de loi 210.

La *Loi sur l'électricité*, plus particulièrement l'article 19 exige que la SIGME soumette annuellement à la Commission de l'énergie de l'Ontario pour fins d'examen ses dépenses proposées, ses exigences en matière de produits et les frais qu'elle envisage imputer pour l'exercice à venir. Le projet de loi 210 vise à amender l'article 19 afin que la présentation soit uniquement faite à la suite de l'approbation du ministre de l'Énergie et que les frais approuvés pour l'exercice de 2002 s'appliquent pour l'exercice de 2003. Comme le stipule *la Loi de 1998 sur l'électricité*, la SIGME appliquera les surplus à la réalisation de ses objectifs. La SIGME s'attend de recouvrer tout déficit au moyen des frais futurs liés aux réseaux, sous réserve de l'approbation de la Commission de l'énergie de l'Ontario.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### a) Mode de présentation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

### b) Constatation des produits

Conformément à une convention conclue entre la SIGME et les autres entités remplaçantes d'Ontario Hydro, la SIGME a touché des produits liés aux réseaux et des produits liés aux services auxiliaires pendant la période jusqu'à l'ouverture du marché le 1er mai 2002. Ces produits ont été approuvés par la Commission de l'énergie de l'Ontario et ont été considérés comme ayant été réalisés selon les conditions de la convention.

Depuis l'ouverture des marchés administrés par la SIGME le 1er mai 2002, les produits liés aux réseaux sont fondés sur des taux approuvés pour chaque mégawatt d'électricité retiré de la grille commandée de la SIGME. Les produits liés aux réseaux sont considérés comme étant un produit au même moment où l'électricité est retirée de la grille.

Depuis l'ouverture du marché, les opérations des services auxiliaires sont devenues celles des intervenants du marché plutôt que celle de la SIGME. Ces états financiers ne comprennent pas les opérations financières des intervenants du marché dans les marchés administrés par la SIGME.

### c) Frais de transition et travaux en cours

La SIGME joue un rôle déterminant, conjointement avec de futurs intervenants du marché et d'autres parties intéressées, dans la mise sur pied du marché concurrentiel de la vente en gros de l'électricité en Ontario. À ce titre, la SIGME est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre des systèmes, y compris le matériel informatique et les logiciels, ainsi que des processus et méthodes nécessaire au fonctionnement d'un marché concurrentiel.

Les coûts liés à ce projet sont soit capitalisés dans les travaux en cours d'après les avantages futurs attendus, soit imputés aux résultats de l'exercice en tant que frais de transition. Les coûts capitalisés ont habituellement trait aux coûts liés aux installations fixes, au matériel informatique et aux logiciels nécessaires à l'exploitation du marché, et comprennent les sommes payées aux fournisseurs, à la main-d'œuvre interne et externe et aux consultants, une partie applicable des frais généraux ainsi qu'une partie des intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer le projet. Les frais reliés aux travaux en cours sont virés aux immobilisations en service lorsque le bien est jugé prêt à être mis en service. Les frais de transition se rapportent généralement à l'établissement des règles du marché, aux processus et méthodes utilisés à l'interne et sur le marché ainsi qu'à la formation et ils incluent les sommes payées à la main-d'œuvre interne et externe et aux consultants ainsi qu'une partie applicable des frais généraux.

### d) Immobilisations en service

Les immobilisations sont capitalisées au coût, qui comprend les coûts des matières, de la main-d'œuvre et du soutien externe, les frais généraux et les intérêts applicables aux activités de construction d'immobilisations.

### e) Amortissement

Le coût des immobilisations en service est amorti selon la méthode linéaire sur la durée d'utilisation prévue.

La durée d'utilisation prévue des éléments d'actif, mesurée en années à compter de la date à laquelle ils ont été transférés d'Ontario Hydro ou ont été acquis, s'établit comme suit :

| Catégorie | Durée d'utilisation moyenne prévue |
|---|---|
| Installations | 41 |
| Acquisitions de données et systèmes informatiques | 4 |
| Systèmes de marché et applications | 4 à 7 |
| Infrastructures et autres éléments d'actif | 4 à 10 |

Les gains et pertes à la vente d'immobilisations et les pertes découlant des mises hors service anticipées sont portés aux résultats à titre d'ajustements de la dotation à l'amortissement. Les frais d'enlèvement sont imputés à la charge d'amortissement à mesure qu'ils sont engagés.

La durée d'utilisation prévue des immobilisations et les principales hypothèses qui sous-tendent les estimations des frais d'enlèvement d'immobilisations font l'objet de révisions périodiques. L'incidence de la variation de la durée d'utilisation prévue des immobilisations est amortie sur une base prospective. La dernière révision a eu lieu au cours de l'exercice 2002.

**f) Espèces et quasi-espèces**

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse, les dépôts à terme et d'autres placements à court terme dont l'échéance à l'acquisition est de moins de 90 jours.

**g) Placements temporaires**

Les placements à court terme en titres du marché monétaire dont l'échéance à l'acquisition est de 90 jours ou plus sont classés à titre de placements temporaires et évalués au coût non amorti. Les primes et escomptes sont portés aux résultats selon la méthode du rendement constant sur la durée restant à courir jusqu'à l'échéance.

**h) Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite**

Les programmes d'avantages complémentaires de retraite de la SIGME comprennent des prestations de retraite, une assurance vie collective, une assurance maladie, une assurance invalidité de longue durée et des indemnités d'accident du travail.

La SIGME comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite ainsi que les frais y afférents, déduction faite de l'actif des régimes. L'actif des régimes de retraite est évalué comme suit : les actions sont évaluées à une valeur axée sur la valeur marchande, selon laquelle l'actif est calculé d'après la moyenne mobile sur cinq ans de la valeur marchande à la fin de l'exercice, et les titres à revenu fixe sont évalués à la valeur marchande. Des actuaires indépendants déterminent chaque année les charges et obligations découlant des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite selon la méthode de répartition des prestations et les meilleures estimations de la direction d'après la date de mesure du 30 septembre.

Les charges découlant des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite se composent du coût des services rendus au cours de l'exercice, des intérêts et ajustements résultant des modifications apportées aux régimes et aux hypothèses ainsi que des gains et pertes actuariels, qui sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés couverts. Les charges découlant des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite sont inscrites dans l'exercice au cours duquel l'employé rend les services en cause.

**i) Juste valeur des instruments financiers**
Les valeurs comptables figurant au bilan au titre des instruments financiers, qui se composent des éléments d'actif à court terme et des éléments de passif à court terme, se rapprochent de la juste valeur de ces éléments. La juste valeur de la dette à long terme n'est pas disponible.

**j) Devises**
Les opérations libellées en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises figurant à la date des bilans sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des bilans. Les gains et pertes de change découlant des opérations réglées en devises sont portés à l'état des résultats à la date des opérations.

**k) Utilisation d'estimations**
Pour préparer des états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses qui touchent les montants des produits et des charges et de l'actif et du passif ainsi que les informations à fournir sur les éventualités à la date des états financiers. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

## 3. IMMOBILISATIONS

| | Au 31 décembre 2002 | | | Au 31 décembre 2001 |
|---|---|---|---|---|
| (en milliers de dollars canadiens) | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| **Immobilisations en service** | | | | |
| Installations | 48 147 | 3 991 | 44 156 | 38 689 |
| Acquisition de données et systèmes informatiques | 26 515 | 26 515 | 0 | 7 017 |
| Système de marché et applications | 183 733 | 38 310 | 145 423 | 152 043 |
| Infrastructure et autres éléments d'actif | 67 189 | 19 767 | 47 422 | 53 323 |
| | 325 584 | 88 583 | 237 001 | 251 072 |
| **Travaux en cours** | 14 243 | - | 14 243 | 6 689 |
| | **339 827** | **88 583** | **251 244** | **257 761** |

Les intérêts capitalisés sur les travaux en cours en 2002 se sont établis à 960 331 $ (5 591 124 $ en 2001).

## 4. COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

| (en milliers de dollars canadiens) | Au 31 décembre 2002 | Au 31 décembre 2001 |
|---|---|---|
| Convention de transition pour la répartition des produits | - $ | 20 842 $ |
| Immobilisations en service | 2 178 | 11 529 |
| Exploitation | 13 597 | 17 050 |
| | **15 775 $** | **49 421 $** |

## 5. DETTE À LONG TERME

| (en milliers de dollars canadiens) | Au 31 décembre 2002 | Au 31 décembre 2001 |
|---|---|---|
| Effets à payer | 353 200 $ | 353 200 $ |
| Moins la partie à court terme | (275 000) | - |
| | **78 200 $** | **353 200 $** |
| **Effets à payer à :** | | |
| Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO) | 78 200 | 78 200 |
| Province d'Ontario | 275 000 | 275 000 |
| | **353 200 $** | **353 200 $** |

**Effet à payer à la SFIÉO**
L'effet à long terme à payer à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO) n'est pas garanti, porte intérêt au taux annuel de 7,9 % et est remboursable intégralement le 1er mai 2009. L'intérêt court tous les jours et est remboursable à terme échu en deux versements semestriels égaux le 1er mai et le 1er novembre de chaque année.

**Effet à payer à la province d'Ontario**
L'effet à long terme à payer à la province d'Ontario n'est pas garanti et porte intérêt au taux annuel de 6,24 %. L'intérêt court tous les jours et est remboursable à terme échu en deux versements semestriels égaux le 3 mai et le 3 novembre de chaque année. Le prêt est remboursable intégralement le 3 novembre 2003.

Aux termes de l'entente de prêt, la SIGME peut se voir accorder une prolongation du délai de remboursement si, le 27 octobre 2003 ou avant cette date, elle est incapable d'obtenir une cote de crédit ou si elle obtient une cote inférieure à un niveau déterminé. La date de remboursement sera alors reportée à la première des deux dates suivantes à survenir, soit le 31 mars 2005 ou six mois après l'obtention d'une cote de crédit ou une révision de celle-ci l'élevant au niveau requis. Durant la période de prolongation, l'emprunt portera intérêt à un taux égal au taux variable des acceptations bancaires majoré de 50 points de base.

**Facilités de crédit**
La SIGME a conclu, avec un banque canadienne, une convention de facilité de crédit engagée non garantie et renouvelable de 364 jours aux termes de laquelle la banque prêtera à la SIGME un montant maximal de 20 M$. Aux 31 décembre 2002 et 2001, aucun montant n'avait été tiré de cette facilité de crédit. Les avances aux termes de cette facilité sont offertes en dollars canadiens sous forme de prêts portant intérêt au taux préférentiel ou aux taux des acceptations bancaires applicables. Les tranches non utilisées de cette facilité de crédit font l'objet d'une commission annuelle d'engagement de 10 points de base ainsi qu'une commission d'acceptation annuelle de 30 points de base pour chaque acceptation bancaire acceptée par la banque.

De plus, la SIGME a conclu, avec un consortium bancaire, une convention de facilité de crédit engagée non garantie et renouvelable de 364 jours aux termes de laquelle le consortium prêtera à la SIGME un montant maximal de 100 M$. Au 31 décembre 2002, aucun montant n'avait été tiré de cette facilité de crédit. Les avances aux termes de cette facilité sont offertes en dollars canadiens sous forme de prêts portant intérêt au taux préférentiel ou aux taux des acceptations bancaires applicables. Les tranches non utilisées de cette facilité de crédit font l'objet d'une commission annuelle d'engagement de 10 points de base ainsi qu'une commission d'acceptation annuelle de 30 points de base pour chaque acceptation bancaire acceptée par la banque. Cette facilité de crédit servira principalement à financer le manque à gagner découlant de montants à percevoir d'intervenants du marché relativement à des paiements à d'autres intervenants avant leur recouvrement en vertu des règles du marché.

De plus, la SIGME a conclu, avec un consortium bancaire, une convention de facilité de crédit engagée non garantie et renouvelable de 364 jours (le *régime de paiement différé*) aux termes de laquelle le consortium bancaire prêtera à la SIGME un montant maximal de 85 513 000 $ pour le compte des intervenants du marché qui ont adhéré au régime de paiement différé. Au 31 décembre 2002, aucun montant n'avait été tiré de cette facilité de crédit qui a pris fin le 14 janvier 2003.

## 6. RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

La SIGME offre à ses employés actuels et employés à la retraite des prestations de retraite et d'autres avantages sociaux futurs, y compris une assurance vie collective, une assurance invalidité de longue durée et une assurance soins médicaux et soins dentaires collective.

**Régimes de retraite**
Du 1er avril 1999 au 31 décembre 1999, la SIGME a cotisé au régime de retraite de la SFIÉO, régime de retraite contributif agréé à prestations déterminées auparavant connu sous le nom « Régime de retraite et d'assurance d'Ontario Hydro ». Le 1er avril 1999, dans le cadre de la restructuration de l'industrie ontarienne de l'électricité, l'actif, le passif et une partie du surplus de la caisse de retraite de la SFIÉO ont été répartis théoriquement entre les entités remplaçantes d'Ontario Hydro.

Le régime de retraite de la SIGME (le « régime ») est entré en vigueur le 31 décembre 1999 et, le 1er janvier 2000, il a pris en charge la part revenant à la SIGME du passif découlant du régime de retraite de la SFIÉO. Le régime a reçu l'actif du régime de retraite de la SFIÉO le 3 juillet 2001.

En plus d'offrir un régime de retraite agréé par capitalisation, la SIGME verse des prestations de retraite déterminées non agréées en vertu d'un régime non agréé sans capitalisation.

**Autres avantages sociaux futurs**
L'assurance vie collective, l'assurance invalidité de longue durée et l'assurance soins médicaux et soins dentaires collective sont offertes en vertu de régimes à prestations déterminées non agréés sans capitalisation.

**Condensé de l'actif du régime et des obligations au titre des prestations constituées**

| (en milliers de dollars canadiens) | Prestations de retraite 2002 | Prestations de retraite 2001 | Autres avantages 2002 | Autres avantages 2001 |
|---|---|---|---|---|
| Obligations au titre des prestations constituées | 234 967 $ | 193 401 $ | 28 876 $ | 25 863 $ |
| Juste valeur de l'actif du régime | 203 693 | 216 499 | - | - |
| Capitalisation du régime | (31 274) | 23 098 | (28 876) | (25 863) |
| Coût des prestations (constituées) payées d'avance constaté dans les bilans | 24 447 $ | 24 103 $ | (23 402) $ | (21 689) $ |

**Condensé des principales hypothèses utilisées dans le calcul du coût des prestations et des obligations**

| | Prestations de retraite 2002 | Prestations de retraite 2001 | Autres avantages 2002 | Autres avantages 2001 |
|---|---|---|---|---|
| Taux d'actualisation | 6,6 % - 7,25 % | 7,0 % - 7,25 % | 6,6 % - 7,25 % | 7,0 % - 7,25 % |
| Rendement prévu de l'actif du régime | 7,25 % | 7,25 % | – | – |
| Taux d'augmentation salariale | 3,5 % | 3,5 % | 3,5 % | 3,5 % |
| Taux d'augmentation des prestations | 3,0 % | 2,5 % - 3,0 % | – | – |
| Durée moyenne du reste de la carrière active des employés | 12 ans | 12 ans | 12 ans | 12 ans |

Il est supposé que les frais d'hospitalisation et le coût des médicaments augmenteront de 8 % en 2003, de 7 % en 2004, de 6 % en 2005 et de 5 % par année par la suite. Il est supposé que les frais dentaires grimperont de 5 % par année.

**Condensé du coût des prestations et des cotisations au régime**

| (en milliers de dollars canadiens) | Prestations de retraite 2002 | Prestations de retraite 2001 | Autres avantages 2002 | Autres avantages 2001 |
|---|---|---|---|---|
| Coût des prestations (revenu) | (209) | (2 759) | 2 639 | 2 604 |
| Cotisations de l'employeur | 39 | 14 | 890 | 749 |
| Cotisations des participants au régime | 1 654 | 1 422 | - | - |
| Prestations versées | 7 833 | 7 049 | 890 | 795 |

## 7. INFORMATION SECTORIELLE

La SIGME est une société unique engagée dans l'exploitation du marché de gros du réseau ontarien de production et de transport de l'électricité.

## 8. ENGAGEMENTS

**Engagements en vertu de contrats de location-exploitation**
Les obligations de la SIGME en vertu de contrats de location-exploitation non résiliables pour les cinq prochains exercices sont les suivantes :

| (en milliers de dollars canadiens) | $ |
|---|---|
| 2003 | 1 851 |
| 2004 | 1 549 |
| 2005 | 893 |
| 2006 | 800 |
| 2007 | 841 |

**Engagements de capital**
Au 31 décembre 2002, la SIGME avait conclu des engagements de capitaux irrévocables de 7 710 000 $.

## 9. CHIFFRES DE LA PÉRIODE PRÉCÉDENTE

Certains chiffres dans les états financiers de l'exercice 2001 ont été reclassés selon la présentation des états financiers de l'exercice 2002.

**SOCIÉTÉ INDÉPENDANTE DE GESTION DU MARCH É DE L'ÉLECTRICITÉ**

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| ANDERSON | DAVID | Mgr, Quality Assurance & Development | $154,761.59 | $635.20 |
| ARMSTRONG | LOUIS | Engr/Officer - Telecom & Computer Ntwks | $103,738.87 | $302.40 |
| BABCOCK | TIM | Senior Operations Officer | $115,683.70 | $478.68 |
| BAKSI | JIM | Settlement Production Manager | $152,820.52 | $623.88 |
| BARGER | HERB | Operations Officer | $109,291.68 | $446.04 |
| BEAMER | DEREK | Corporate Policy Officer | $104,769.06 | $393.12 |
| BRINDLEY | STUART | Manager, Emergency Preparedness | $171,247.77 | $814.80 |
| BUCCIARELLI | FRANK | Section Head - IT&I | $104,868.00 | $412.56 |
| BURNS | STEPHEN | Sr. Engineer/Tch. Officer-Market Limits | $105,467.38 | $449.28 |
| BURRELL | CARL | Senior Regulatory Analyst | $110,151.86 | $358.56 |
| CAMPBELL | BRUCE | VP - Corporate & Legal Affairs | $327,886.98 | $1,393.20 |
| CAMPBELL | STEPHEN | Engineer/Officer - Database | $104,883.78 | $360.36 |
| CARSON | BILL | Manager - IT Operations | $142,076.40 | $549.24 |
| CHAN | KEN | Sr Engr/Tech Off - Mrkt Limits/Sys Cap | $126,644.72 | $457.44 |
| CHANDLER | HARRY | Director - Market Assmt & Compliance | $206,080.98 | $939.60 |
| CHARLAND | MARIO | Senior Operations Officer | $125,784.18 | $449.28 |
| CHIANG | ED | Section Head - IT&I | $258,957.55 | $205.45 |
| CHIU | WANG | Senior Engineer/Officer - Solutions | $134,667.73 | $457.44 |
| CHUNG | JO | Treasury Analyst | $102,843.78 | $360.36 |
| CHUNG | SIMON | Senior Engineer/Officer - Database | $128,930.04 | $466.72 |
| COOPER | STEVE | Senior Engineer/Technical Officer | $115,312.42 | $518.64 |
| CORNFIELD | BRIAN | Operations Officer | $110,951.50 | $411.48 |
| COWBOURNE | DEREK | Vice President - Market Services | $328,640.64 | $1,510.08 |
| DANG | NORM | Section Head - IT&I | $102,726.00 | $474.84 |
| DE SANTIS | ALBERTO | Engr/Tech. Officer-Wholesale Metering | $101,579.82 | $447.12 |
| DELLOW | MALCOLM | Engineer/Officer - Solutions | $124,973.29 | $408.24 |
| DICKSON | PAT | Manager, Human Resources | $145,231.59 | $519.75 |
| DORAN | PAT | Section Head - Market Forecasts & Intgrn | $130,782.04 | $565.04 |
| DOVE | KEVIN | Communications Manager | $206,855.51 | $293.22 |
| DRENTH | JASON | Operations Officer | $104,508.51 | $388.08 |
| DREW | DENNIS | Senior Engineer/Technical Officer | $112,945.18 | $423.84 |
| FAHMY | GAMAL | Senior Engineer/Officer - Solutions | $116,838.65 | $474.84 |
| FAIRCHILD | JOHN | Senior Operations Officer | $132,342.98 | $474.84 |
| FALSETTI | RON | Senior Engineer / Technical Officer | $117,802.58 | $453.30 |
| FALVO | MICHAEL | Section Head - System Capability | $118,695.85 | $695.62 |
| FARRUGIA | ROGER | Senior Engineer/Technical Officer | $102,337.40 | $427.38 |
| FINDLAY | J. AL | Manager, Customer Relations | $173,369.64 | $916.08 |
| FINKBEINER | DARREN | Manager, Design Authority | $117,494.82 | $434.04 |
| FONG | CLEMENT | Section Head - IT&I | $128,440.01 | $530.09 |
| FREIRE | JOSEPH | Senior Engineer/Officer - Settlements | $131,110.80 | $457.44 |
| GATT | PAUL | Section Head - IT&I | $110,203.20 | $522.90 |
| GEMMILL | JEFF | Senior Operations Officer | $116,747.38 | $345.60 |
| GENOVESE | VITO | Senior Engineer/Technical Officer | $113,843.94 | $358.56 |
| GIBBONS | ROBERT | Manager - Long Term Forecasts & Assmts | $150,980.37 | $797.28 |
| GIKE | RUSSELL | Engineer/Officer - Shift Control | $119,124.76 | $510.60 |
| GILMORE | STEW | Engr/Tchncl Offcr - Mkt Frcsts & Intgrn | $105,953.08 | $424.77 |
| GOOCH | STEVE | Senior Engineer/Officer - Solutions | $126,964.49 | $439.08 |
| GOULDING | DAVID | President & Chief Executive Officer | $598,143.58 | $2,246.52 |
| HARPER | HAROLD | Section Head - IT&I | $105,582.69 | $464.64 |

## SOCIÉTÉ INDÉPENDANTE DE GESTION DU MARCH É DE L'ÉLECTRICITÉ

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| HARRISON | CYNTHIA | Senior Engineer/Officer - Settlements | $105,272.08 | $412.56 |
| HAY | LAWRENCE | Superintendent - Operations | $139,152.86 | $546.36 |
| HENDERSON | PETE | Section Head - Consistent Set Management | $139,011.76 | $609.35 |
| HESS | TOM | Superintendent - Operations | $160,616.17 | $525.96 |
| HILL | WARREN | Market Relations Consultant | $100,527.05 | $356.40 |
| HINE | GREGORY | Sr Engr / Tech. Officer - Assessments | $105,091.13 | $369.36 |
| HOSICK | HOWARD | Senior Engineer / Technical Officer | $113,625.46 | $498.24 |
| HOY | DAVID | Senior Engineer/Officer - Systems | $107,593.08 | $436.92 |
| INDEWEY | RICK | Senior Operations Officer | $143,975.08 | $480.00 |
| INGMAN | NICHOLAS | Project Engineer - Planning & Delivery | $112,000.14 | $390.96 |
| ISBER | MIKE | Market Relations Consultant | $106,398.11 | $339.12 |
| ISLAM | HELAL | Engineer/Technical Officer | $121,948.69 | $336.20 |
| JOHNSON | LEN | Operations Officer | $104,290.02 | $396.12 |
| JONES | ROWAN | Supervisor - Wholesale Metering | $106,493.69 | $410.40 |
| JUTRAS | JAMES | Section Head - IT&I | $116,100.28 | $428.88 |
| KALINOVICH | MIKE | Human Resources Consultant | $112,591.88 | $667.77 |
| KALRA | NIKHILESH | Engineer/Officer - Database | $110,923.51 | $365.04 |
| KANDOLA | HARDEEP | Senior Engineer / Technical Officer | $115,434.33 | $465.00 |
| KAPTEYN | ROBERT | Asst Operations Officer | $100,659.01 | $367.68 |
| KATHURIA | RAJ | Market Information Analyst | $128,619.51 | $448.50 |
| KELBERT | JIM | Senior Analyst - Rule Amendment | $109,767.30 | $457.44 |
| KIM | JONG | Mrkt Opns Development Program Officer | $124,124.00 | $378.84 |
| KITCHEN | BRUCE | Senior Operations Officer | $117,346.56 | $426.72 |
| KLAHSEN | PETER | Engineer/Officer - Shift Control | $120,593.89 | $488.04 |
| KLINE | HEATHER | Supervisor - Mrkt Accounting & Reporting | $103,960.54 | $403.92 |
| KOT | JOHN | Senior Engineer/Officer - Systems | $110,881.40 | $449.28 |
| KOZLIK | KEN | Director - Client Support | $212,282.16 | $845.64 |
| LAD | DILIP | Engr/Officer - Telecom & Computer Ntwks | $104,078.42 | $345.60 |
| LAFOYIANNIS | PETER | Supervisor - Market Information Services | $115,296.63 | $436.92 |
| LAM | LISA | Sr Engr/Technical Officer - Settlements | $127,393.33 | $459.60 |
| LANGFORD | TIM | Operations Officer | $106,780.48 | $295.92 |
| LEE | DON | Director - Business Development | $212,761.85 | $971.40 |
| LEE | FRANK | Senior Engineer/Officer - Database | $125,918.88 | $455.28 |
| LEONARD | TED | Corporate Controller | $147,928.21 | $797.28 |
| LIMBRICK | WILLIAM | Vice President - IT&I | $304,628.46 | $1,360.80 |
| LINDENMAYR | ERIC | Engineer / Officer - Systems | $123,124.77 | $423.84 |
| LOCKE | BRUCE | Section Head - IT&I | $129,639.32 | $451.44 |
| LOUIE | CHAK | Senior Engineer / Technical Officer | $111,788.66 | $459.36 |
| LUBEK | JACK | Senior Analyst - Market Assessment | $107,221.67 | $486.24 |
| LYLE | ALEXANDER | Senior Engineer/Officer - Systems | $110,992.28 | $408.48 |
| LYN | TYRONE | Section Head - IT&I | $138,441.53 | $469.80 |
| MACKAY | BRUCE | Manager - Contracts & Agreements | $155,854.88 | $351.00 |
| MACKENZIE | JOHN | Supervisor - Market Rules | $105,634.61 | $408.24 |
| MAGUIRE | DANNY | Senior Operations Officer | $129,001.01 | $449.28 |
| MALIK | YASIN | Manager, Facilities & Asset Management | $140,088.08 | $821.04 |
| MALO | ADRIAN | Sr. Exchange Engineer / Officer | $118,711.40 | $531.00 |
| MARCUS | MICHEL | Engineer / Officer - Solutions | $107,500.76 | $264.06 |
| MARIA | GAMAL | Manager - Technical Integration | $150,826.53 | $947.16 |
| MARTIN | DAN | Senior Operations Officer | $126,210.42 | $451.20 |
| MARTIN | DAVID | Operations Officer | $103,346.30 | $352.62 |

**SOCIÉTÉ INDÉPENDANTE DE GESTION DU MARCH É DE L'ÉLECTRICITÉ**

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| MARX | MICHAEL | Senior Operations Officer | $119,118.48 | $479.58 |
| MCCLOY | ROBERT | Engineer / Tech. Officer - Settlements | $106,041.72 | $474.84 |
| MCLELLAN | GARY | Superintendent - Operations | $117,559.60 | $565.92 |
| MCVEETY | MICHAEL | Senior Operations Officer | $114,768.45 | $474.84 |
| MEYER | GARRY | Senior Operations Officer | $133,865.54 | $485.04 |
| MILLER | ALLAN | Senior Engineer / Technical Officer | $126,164.53 | $518.64 |
| MISNER | BRAD | Section Head - IT&I | $108,520.11 | $397.44 |
| MONIZE | FRANCIS | Corporate Policy Officer | $100,682.40 | $464.64 |
| MORRIS | ELIZABETH | Manager, Market Relations | $128,305.34 | $587.90 |
| MURPHY | PAUL | Chief Operating Officer | $323,106.35 | $1,008.48 |
| MURRAY | ROSS | Operations Officer | $100,900.87 | $369.36 |
| MURRAY | YVONNE C | Manager, Audit | $130,975.82 | $326.88 |
| NEUMAN | ROGER | Senior Engineer / Technical Officer | $110,053.05 | $421.68 |
| NOBLE | KERRY | Mgr, Planning, Delivery & Applications | $135,110.04 | $634.73 |
| PARCEY | TODD | Senior Operations Officer | $121,298.21 | $439.81 |
| PATERSON | WILLIAM | Engineer / Officer - Shift Control | $112,668.82 | $432.48 |
| PENN | RICHARD | Manager, Market Assessment | $158,780.16 | $810.00 |
| PETERSEN | PAUL | Team Leader-EIE Functional Strategy | $102,350.23 | $501.14 |
| PETTITT | W. (BILL) | System Architect | $118,403.94 | $469.80 |
| PHILLIPS | CARMELA | Senior Market Relations Consultant | $100,903.38 | $439.08 |
| PHILLIPS | DREW | Supervisor Training & Education | $114,950.93 | $531.00 |
| PITCHELL | KIM | Senior Engineer / Technical Officer | $114,319.22 | $493.08 |
| RADAN | MIKE | Section Head - Market Limits | $178,741.76 | $599.30 |
| REYNOLDS | TERRY | Operations Officer | $108,445.69 | $406.32 |
| RIVARD | BRIAN | Senior Analyst - Market Assessment | $101,465.39 | $382.32 |
| ROBITAILLE | DAVID | Senior Engineer / Technical Officer | $111,529.78 | $411.48 |
| ROCHESTER | DANIEL | Superv. Engr. / Tech Off - Assessments | $105,924.24 | $474.84 |
| SCHAEDLICH | KLAUS | Senior Exchange Engineer / Officer | $102,624.80 | $494.40 |
| SCHLAG | STEVE | Engineer / Officer - Shift Control | $113,009.33 | $429.48 |
| SCHMIDT | DAN | Manager, Market Facilitation | $168,406.44 | $900.24 |
| SCHNEIDER | HORST | Section Head-Infrastructure&Axclry Srvcs | $115,274.79 | $382.32 |
| SCOTT | CHRIS | Senior Engineer / Officer - Systems | $100,539.47 | $421.68 |
| SEPA | TOIVO ROY | Business Strategist | $104,521.12 | $428.88 |
| SERGEJEWICH | PETER | Director, Market Development | $196,756.40 | $799.20 |
| SHALABY | AMIR | Mgr, Regulatory & Government Affairs | $184,334.54 | $971.52 |
| SHERKEY | GARY | Vice President Finance, CFO & Treasurer | $200,680.73 | $1,516.32 |
| SIMS | DON | Engr/Officer - Telecom & Computer Ntwks | $103,875.54 | $422.28 |
| SINCLAIR | ROB | Senior Engineer/Officer - Solutions | $136,375.84 | $449.28 |
| SPRINGGAY | GUY | Senior Market Relations Consultant | $110,011.29 | $452.28 |
| STEVENS | CHRIS | Director - Settlements | $211,165.68 | $995.58 |
| STEWART | ROY | General Counsel & Secretary | $237,169.33 | $1,036.80 |
| STUBBERT | DAVE | Superintendent - Operations | $131,102.88 | $525.96 |
| STURGEON | DAN | Operations Officer | $112,770.54 | $396.12 |
| SWANT | FRED | Engineer/Officer - Shift Control | $106,931.31 | $386.70 |
| TAKATA | RICHARD | Engineer/Officer - Shift Control | $117,539.92 | $444.60 |
| TANG | CHI | Section Head - Models & Data | $115,373.69 | $576.20 |
| TENCH | DON | Manager, Consistent Information Set | $155,775.15 | $852.72 |
| THOMAS | DOUGLAS | Director of Finance | $241,888.41 | $628.60 |
| THOMAS | NORMAN | Director - Human Resources | $210,644.37 | $1,034.88 |
| TSAI | DAVID | Senior Analyst - Surveillance | $108,994.46 | $452.28 |

**SOCIÉTÉ INDÉPENDANTE DE GESTION DU MARCH É DE L'ÉLECTRICITÉ**

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| TSE | NORMAN | Power Billing System Analyst | $129,209.02 | $421.68 |
| VENDITTI | MICHAEL | Senior Engineer/Officer - Solutions | $110,524.74 | $382.32 |
| VERT | JAMES | Senior Operations Officer | $128,431.65 | $474.84 |
| VISCA | JOHN | Manager - Technology Support | $121,713.30 | $932.04 |
| WALDEN | DALE | Senior Operations Officer | $122,069.21 | $447.63 |
| WARREN | KIM | Manager, Shift Operations | $159,501.74 | $539.04 |
| WATSON | ALLAN | Operations Officer | $100,569.41 | $345.12 |
| WILBUR | BILL | Engineer/Technical Officer - Settlements | $106,941.82 | $360.72 |
| WILLIAMS | RALPH | Superintendent - Operations | $144,416.79 | $536.16 |
| WILSON | MARK | Superintendent - Operations | $139,473.84 | $510.60 |
| WONG | VICTOR | Manager, Settlement Support | $186,236.56 | $293.04 |
| WOO | BILL | Sr Engr/Tech Off - Mrkt Limits/Sys Cap | $113,477.21 | $452.28 |
| WOO | PETER | Senior Engineer/Officer - Systems | $114,473.97 | $452.28 |
| WRIGHT HILBIG | RHONDA | Supvsr-Compliance & Dispute Resolution | $107,675.96 | $413.64 |
| WYNN | CHAS | Section Head - IT&I | $102,897.79 | $489.30 |
| WYNN | JAN | Engineer/Officer - Systems | $113,788.64 | $421.68 |
| YI | JAMES | Senior Engineer/Officer - Systems | $120,865.96 | $464.76 |
| ZAWORSKI | RICHARD | Engr/Tech. Officer-Wholesale Metering | $106,523.02 | $447.12 |
| ZIEGLER | BARRY | Superintendent - Operations | $136,344.71 | $561.60 |

# Fiducies et autres états financiers

## CAISSE DE RETRAITE DES JUGES PROVINCIAUX

*Rapport du vérificateur*

À l'attention de la Commission de retraite des juges provinciaux
et de la ministre des Finances

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde de la Caisse de retraite des juges provinciaux pour l'exercice terminé le 31 mars 2003. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Caisse. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'état financier est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier donne, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Caisse au 31 mars 2003, ainsi que des résultats de ses activités pour l'exercice terminé à cette date selon la convention comptable décrite à la note 2 afférente à l'état financier.

Toronto (Ontario)
Le 2 mai 2003

J.R. McCarter, CA
Vérificateur provincial adjoint

## CAISSE DE RETRAITE DES JUGES PROVINCIAUX

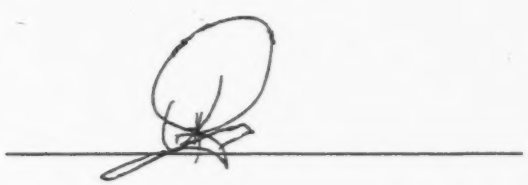
### État de l'évolution du solde de la Caisse pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

| | 2003 (en milliers de dollars) | 2002 (en milliers de dollars) |
|---|---|---|
| **Dépôts** | | |
| Cotisations | | |
| Participants | 2 900 | 2 827 |
| Province de l'Ontario (note 4) | 10 700 | 10 700 |
| Intérêts créditeurs | 26 095 | 24 567 |
| | 39 695 | 38 094 |
| **Paiements** | | |
| Prestations de retraite et allocations aux survivants | 15 171 | 14 844 |
| | 15 171 | 14 844 |
| **Augmentaion nette de la Caisse** | 24 524 | 23 250 |
| **Solde en dépôt auprès du ministre des Finances** | | |
| au début de l'exercice | 300 712 | 277 462 |
| à la fin de l'exercice | 325 236 | 300 712 |

**Passif éventuel** (note 5)

Voir les notes afférentes à l'état financier

Approuvé au nom de la Commission :



Président

## CAISSE DE RETRAITE DES JUGES PROVINCIAUX

**Notes afférentes à l'état financier**
**Le 31 mars 2003**

### 1. DESCRIPTION DE LA CAISSE

La Caisse de retraite des juges provinciaux (la Caisse) est gérée par la Commission de retraite des juges provinciaux désignée par le Règlement de l'Ontario 67/92 pris en application de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, tel qu'il est modifié. La brève description de la Caisse qui suit ne donne que des renseignements généraux. On trouvera des renseignements plus complets dans le Règlement.

#### a) Description générale

La Caisse a pour objet de verser des prestations de retraite aux juges provinciaux et protonotaires retraités qui participent au régime ou des allocations aux survivants pour les personnes à leur charge.

#### b) Politique de capitalisation

Les participants doivent cotiser 7 % de leur salaire jusqu'au moment où ils satisfont aux exigences de service de base ou qu'ils atteignent l'âge de 70 ans, suivant la première en date de ces éventualités.

La cotisation que doit verser la province est calculée par évaluation actuarielle, comme décrit à la note 4.

#### c) Prestations de retraite

Les prestations de retraite sont fondées sur l'âge et le nombre d'années de service à temps plein au crédit du participant au moment où il cesse d'exercer ses fonctions et du salaire à plein temps des juges au plus haut rang judiciaire occupé par le participant pendant qu'il était en fonctions. Les participants ont droit à ces prestations leur vie durant.

#### d) Pension d'invalidité

Les participants ayant atteint l'âge de 65 ans qui ont un minimum de cinq années de service à temps plein et qui sont incapables d'exercer leurs fonctions en raison d'une lésion ou d'une maladie chronique ont droit à une retraite complète.

#### e) Allocations aux survivants

Une allocation aux survivants correspondant à 60 % des prestations de retraite est versée au conjoint sa vie durant ou aux enfants qui répondent aux critères définis à l'article 22 du Règlement relativement à l'âge, à la garde, à la scolarisation ou à l'invalidité.

#### f) Remboursements en cas de décès

En cas de décès, un remboursement est payable au représentant successoral du participant si personne n'a droit à une allocation aux survivants. Le montant du remboursement est égal aux cotisations du participant à la Caisse majorées des intérêts, déduction faite des prestations déjà versées.

#### g) Remboursements à la sortie du régime

Lorsqu'ils cessent d'exercer leurs fonctions pour une raison autre que leur décès, les participants non admissibles à des prestations de retraite ont droit au remboursement de leurs cotisations à la Caisse majorées des intérêts.

## CAISSE DE RETRAITE DES JUGES PROVINCIAUX

**Notes afférentes à l'état financier**
**Le 31 mars 2003**

### 1. DESCRIPTION DE LA CAISSE (SUITE)

#### h) Intérêts créditeurs

Le calcul des intérêts créditeurs comporte deux composantes. En premier, tout l'argent frais, soit l'excédent des dépôts sur les prestations versées au cours de chaque exercice, rapporte des intérêts à un taux fixe pendant 25 ans. Ce taux ne peut être inférieur au taux moyen pondéré applicable aux titres à long terme émis ou garantis par la province de l'Ontario au cours de l'exercice. Durant l'exercice 2003, le taux appliqué était de 5,4 % (6,57 % en 2002), mais aucun montant d'intérêt n'a été crédité puisqu'il n'y a pas eu d'excédent des dépôts sur les prestations au cours d'aucun mois. La deuxième composante, la plus importante, est constituée par les intérêts cumulés sur le solde de la Caisse en début d'exercice. Le taux d'intérêt moyen pondéré appliqué à ce solde depuis le début était de 8,68 % pour l'exercice 2003 (8,85 % en 2002).

#### i) Statut de la Caisse

La Caisse n'est pas soumise aux exigences de la *Loi sur les régimes de retraite* et des règlements en matière de déclaration. Toutefois, elle a le statut de régime de retraite enregistré aux fins de l'impôt sur le revenu.

#### j) Indexation des prestations

Les prestations sont rajustées chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des salaires pour l'ensemble des activités économiques du Canada publié par Statistique Canada, sous réserve d'un maximum de 7 % pour une année donnée.

#### k) Prochains changements touchant la Caisse

Les modifications apportées à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) limitent les prestations de retraite payables par la Caisse pour les années de service postérieures à 1991. Le Conseil des ministres a approuvé le fait que les prestations dépassant la limite fixée par la *Loi de l'impôt sur le revenu* soient fournies par un compte supplémentaire distinct au sein du Trésor.

Les modalités de la Caisse sont en cours de révision dans un but de conformité aux exigences de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et il faudra un décret pour ouvrir le compte supplémentaire. L'Agence des douanes et du revenu du Canada est au courant du statut du compte supplémentaire. À ce jour, la Caisse a versé environ 16 220 704 $ qui auraient dû être versés par le compte supplémentaire. Dès que ce compte sera ouvert, un rapprochement sera effectué entre celui-ci et la Caisse, qui sont tous deux détenus par le Trésor de la province de l'Ontario.

### 2. CONVENTION COMPTABLE IMPORTANTE

L'état financier a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse, car l'article 34 du règlement de l'Ontario 67/92 pris en application de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* stipule que la Caisse doit consister en des contributions et des sommes d'argent versées, transférées ou créditées à la Caisse, moins les montants payés.

## CAISSE DE RETRAITE DES JUGES PROVINCIAUX

**Notes afférentes à l'état financier**
**Le 31 mars 2003**

### 3. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont payés par la province de l'Ontario.

### 4. PASSIF AU TITRE DES PRESTATIONS FUTURES

La province est responsable de la dette non provisionnée de la Caisse de retraite des juges provinciaux et rembourse cette dette par des montants recommandés par l'évaluation actuarielle de la Caisse. L'évaluation actuarielle la plus récente de la Caisse, au 31 mars 2000, a révélé que la valeur actuelle des contributions futures du gouvernement s'élevait à 110 427 000 $ et a recommandé que la province verse 10 382 000 $ pendant l'exercice 2001 en vue de ce total. Pour chacun des exercices 2002 et 2003, la province a versé 10 700 000 $, montant fondé sur la contribution relative à l'exercice 2001 et rajustée en fonction des changements aux salaires prévus au cours de l'exercice 2002. Le Secrétariat du Conseil de gestion estime que jusqu'à la prochaine évaluation, ce montant de contribution intérimaire est suffisant, car aucun changement important n'a été apporté au régime de retraite depuis l'évaluation actuarielle du 31 mars 2000.

### 5. PASSIF ÉVENTUEL

La conférence des juges de l'Ontario a déposé une action en justice contre le gouvernement provincial en raison du refus de ce dernier de mettre en oeuvre les recommandations de la Commission triennale de rémunération des juges provinciaux de 1998 pour l'amélioration des prestations de retraite. Cette action a été rejetée. La conférence des juges de l'Ontario a déposé une motion en autorisation d'appel.

Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail

# Responsabilité à l'égard de l'information financière

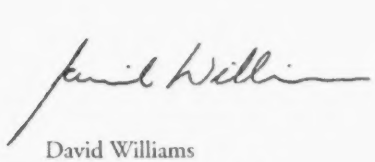
Les états financiers ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et appliqués d'une manière uniforme. Ces états financiers incluent des montants basés sur les estimations et les jugements les plus probables de la direction. Toute information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux états financiers.

La direction est responsable de l'intégrité des états financiers et a mis en place des systèmes de contrôle interne pour atteindre un degré raisonnable de certitude que l'actif est adéquatement comptabilisé et protégé contre les risques de perte. Le conseil d'administration a constitué un comité de vérification pour veiller à ce que la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent. Le comité de vérification rencontre périodiquement la direction et les vérificateurs internes et externes pour s'assurer qu'ils assument leurs responsabilités comme il se doit en ce qui a trait à la présentation des états financiers, aux éléments d'information à fournir, à la divulgation et aux recommandations sur le contrôle interne.

La Direction de la vérification interne vérifie si les contrôles, pratiques et méthodes internes de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) sont appropriés et uniformes.

Les vérificateurs externes, KPMG s.r.l., sous la direction du vérificateur provincial, ont effectué une vérification indépendante des états financiers de la CSPAAT conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Le rapport des vérificateurs expose l'étendue de cette vérification indépendante, de même que leur opinion sur les états financiers de la CSPAAT.

Eckler Partners Ltd., cabinet d'actuaires-conseils indépendant auprès de la CSPAAT, exprime une opinion sur le contenu et la pertinence de l'évaluation de la dette au titre de l'indemnisation future de la CSPAAT.



David Williams
*Président-directeur général*

Thomas Chan
*Vice-président, Finances et services généraux et directeur financier*

Le 11 mars, 2003

# Rapport des vérificateurs

KPMG

*À la Commission de la sécurité professionnelle*
*et de l'assurance contre les accidents du travail,*
*au ministre du Travail*
*et au vérificateur provincial*

Conformément à la *Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, qui prescrit que les comptes de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) soient vérifiés par le vérificateur provincial ou sous sa direction par un vérificateur nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil à cette fin, nous avons vérifié le bilan de la CSPAAT au 31 décembre 2002, l'état des résultats de fonctionnement et de la dette non provisionnée ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la CSPAAT. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la CSPAAT au 31 décembre 2002 ainsi que des résultats de son fonctionnement et des flux de sa trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG s.e.n.

Comptables agréés

Toronto, Canada
Le 11 mars 2003

# Bilan

AU 31 DÉCEMBRE

| (en millions de dollars) | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Encaisse et quasi-espèces | 122 $ | 7 $ |
| Sommes à recevoir | 526 | 286 |
| Placements (note 3) | 10 361 | 10 674 |
| Caisse de retraite des travailleurs blessés (note 4) | 434 | 412 |
| Biens, installations, équipement et autres éléments d'actif (note 5) | 181 | 197 |
| | 11 624 $ | 11 576 $ |
| **PASSIF** | | |
| Sommes et charges à payer | 389 $ | 313 $ |
| Emprunt hypothécaire (note 6) | 72 | 73 |
| Caisse de retraite des travailleurs blessés (note 4) | 434 | 412 |
| Régimes d'avantages sociaux des employés (note 7) | 355 | 305 |
| Dette au titre de l'indemnisation future (note 8) | 16 965 | 16 130 |
| | 18 215 | 17 233 |
| **DETTE NON PROVISIONNÉE** (note 9) | (6 591) | (5 657) |
| | 11 624 $ | 11 576 $ |

Au nom du conseil d'administration,

Ron Hikel, président intérimaire du conseil
Administrateur

Eileen Mercier, vice-présidente du conseil
Administratrice

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

# État des résultats de fonctionnement et de la dette non provisionnée

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

| (en millions de dollars) | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **OPÉRATIONS DE FONCTIONNEMENT COURANT** | | |
| **Revenus** | | |
| Primes provenant de l'exercice | 1 997 $ | 1 866 $ |
| Placements (note 3) | 246 | 765 |
| | 2,243 | 2 631 |
| **Dépenses** | | |
| Coûts d'indemnisation (note 8) | 3 575 | 3 025 |
| Caisse de retraite des travailleurs blessés | 52 | 50 |
| Frais administratifs et autres dépenses (note 10) | 240 | 236 |
| Obligations et engagements sanctionnés par la loi (note 11) | 160 | 162 |
| | 4,027 | 3 473 |
| **Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses de fonctionnement courant** | (1 784) | (842) |
| Primes pour dette non provisionnée | 902 | 860 |
| Transfert des services publics et électriques depuis l'annexe 2 (note 12) | (52) | - |
| **EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES APPLIQUÉ À LA DETTE NON PROVISIONNÉE** | (934) | 18 |
| **Dette non provisionnée**, au début de l'exercice | 5 657 | 5 675 |
| **Dette non provisionnée**, à la fin de l'exercice (note 9) | 6 591 $ | 5 657 $ |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

# État des flux de trésorerie

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

| (en millions de dollars) | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FONCTIONNEMENT** | | |
| Provenance de l'encaisse : | | |
| Primes provenant de l'exercice | 1 965 $ | 1 856 $ |
| Affectation de l'encaisse : | | |
| Prestataires, survivants et fournisseurs de soins | (2 614) | (2 508) |
| Caisse de retraite des travailleurs blessés | (21) | (24) |
| Employés et fournisseurs de biens et de services administratifs | (484) | (449) |
| Obligations et engagements sanctionnés par la loi | (162) | (157) |
| | (3 281) | (3 138) |
| **Sorties de fonds nettes liées aux opérations de fonctionnement courant** | (1 316) | (1 282) |
| **FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE PLACEMENT** | | |
| Revenu de placements | 337 $ | 399 $ |
| Vente de placements | 9 015 | 7 670 |
| Achat de placements | (8 809) | (7 688) |
| **Rentrées de fonds nettes liées aux opérations de placement** | 543 | 381 |
| **Encaisse provenant des primes pour dette non provisionnée** | 888 | 856 |
| **Augmentation (diminution) de l'encaisse et des quasi-espèces** | 115 | (45) |
| Encaisse et quasi-espèces, au début de l'exercice | 7 | 52 |
| Encaisse et quasi-espèces, à la fin de l'exercice | 122 $ | 7 $ |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

# Notes
## afférentes aux états financiers

LE 31 DÉCEMBRE 2002

## 1. Nature du fonctionnement

La Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) est une société constituée en vertu d'une loi adoptée par l'Assemblée législative de l'Ontario en 1914. La CSPAAT est chargée de l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* (la *Loi*). Elle préconise la prévention des lésions et des maladies professionnelles dans les lieux de travail de l'Ontario et verse des prestations d'assurance aux travailleurs qui ont subi une lésion au cours de leur emploi ou qui ont contracté une maladie professionnelle. La CSPAAT fournit également des prestations d'assurance aux survivants des travailleurs décédés par suite d'une lésion ou d'une maladie professionnelle.

Les employeurs protégés par la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* sont répartis en deux groupes, soit les employeurs de l'annexe 1 et les employeurs de l'annexe 2. Les employeurs de l'annexe 1 sont assurés en vertu d'un régime de « responsabilité collective » et sont tenus de contribuer à la caisse d'assurance de la CSPAAT. Les employeurs de l'annexe 2 sont « autoassurés » et sont individuellement responsables des coûts intégraux des demandes de prestations de leurs travailleurs. La CSPAAT verse des prestations d'assurance aux travailleurs de l'annexe 2 pour le compte des employeurs autoassurés, et ceux-ci lui remboursent les coûts des demandes de prestations, y compris les frais administratifs et les coûts liés aux activités de prévention de la CSPAAT.

La CSPAAT veille également à l'exécution de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* du gouvernement fédéral. Aux termes d'une entente conclue avec Développement des ressources humaines Canada, le gouvernement fédéral est considéré comme un employeur de l'annexe 2.

Le revenu de la CSPAAT provient des primes qu'elle perçoit auprès de tous les employeurs de l'annexe 1 qui sont couverts aux termes de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*. Elle tire également des revenus d'un portefeuille de placements diversifié qu'elle maintient pour respecter ses obligations futures en ce qui a trait aux demandes de prestations en cours. Les remboursements faits par les employeurs de l'annexe 2 contribuent également à accroître les revenus de la CSPAAT. La CSPAAT ne reçoit ni financement ni appui financier du gouvernement.

## 2. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de l'annexe 1 et de l'annexe 2 de la CSPAAT et ses filiales à 100 %. Ces états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces principes exigent que la direction effectue des estimations et émette des hypothèses qui ont une incidence sur l'actif et le passif déclarés à la date des états financiers, ainsi que sur les revenus et les dépenses déclarés au cours de l'exercice. Il se peut que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Les principales conventions comptables sont résumées ci-dessous :

### Encaisse et quasi-espèces

L'encaisse et les quasi-espèces sont des fonds qui consistent en des espèces et en des instruments du marché monétaire venant initialement à échéance dans une période allant jusqu'à trois mois.

### Placements

Les placements sont constitués de valeurs mobilières à court terme, d'obligations, de titres de participation et de biens immobiliers.

**Valeur comptable**

Les valeurs mobilières à court terme consistent en des instruments du marché monétaire venant à échéance au bout de trois à douze mois et sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les gains et pertes à la vente sont intégrés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

Les obligations et les coupons sont comptabilisés à la fraction non amortie du coût. Les gains et pertes réalisés à la vente d'obligations et de coupons sont reportés et amortis sur une période de 20 ans ou jusqu'à ce que le titre vendu arrive à échéance, selon la première de ces éventualités.

Les titres de participation et les biens immobiliers sont comptabilisés au coût d'acquisition rajusté à leur juste valeur, selon la méthode de la moyenne mobile des valeurs marchandes fondée sur une période de cinq ans. Les gains et pertes réalisés sont reportés et amortis sur une période de quatre ans.

**Juste valeur**

Les placements sont évalués selon leur valeur à la cote établie à la fin de l'exercice. Lorsque la valeur à la cote n'est pas disponible, une juste valeur estimative est établie en fonction du rendement et des valeurs de titres négociables comparables.

L'encaisse et les quasi-espèces libellées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan.

La valeur comptable des valeurs mobilières à court terme, des bons du Trésor et des dépôts à terme venant à échéance dans une période allant jusqu'à un an, plus le revenu tiré des intérêts courus, correspond approximativement à la juste valeur de ces instruments.

La juste valeur des obligations et des titres de participation libellés en devises étrangères est convertie en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan.

La juste valeur des biens immobiliers est fondée sur leur valeur d'expertise, qui est établie à intervalles réguliers.

Les placements du fonds commun sont évalués au prix unitaire fourni par le gestionnaire du fonds commun. Ce prix représente la quote-part revenant à la CSPAAT de l'actif net sous-jacent à sa juste valeur établie en fonction des cours de clôture.

### Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan, à l'exception des contrats dérivés qui

sont comptabilisés au taux de change négocié. Les revenus et dépenses sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes sur change réalisés et non réalisés sont inclus dans le revenu.

**Instruments financiers dérivés**

La CSPAAT est partie à des opérations de change à terme. Dès le départ, la valeur comptable des sommes à recevoir et à payer découlant de ces contrats est comprise dans la valeur comptable des placements. À échéance, les gains et pertes réalisés sur les opérations de change à terme sont reportés et amortis sur une période de quatre ans.

**Juste valeur des autres éléments d'actif et de passif financiers**

La valeur comptable des sommes à recevoir et à payer correspond approximativement à leur juste valeur, étant donné qu'ils sont des instruments à court terme.

**Caisse de retraite des travailleurs blessés**

La caisse de retraite des travailleurs blessés est investie dans des valeurs mobilières à court terme, des obligations, des titres de participation et un fonds commun. Ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur, telle que celle-ci est décrite précédemment. Les fluctuations de la juste valeur sont comprises dans les revenus de placements de la caisse de retraite des travailleurs blessés durant l'exercice au cours duquel ces fluctuations se produisent.

**Biens, installations, équipement et autres éléments d'actif**

Les biens, installations, équipement et autres éléments d'actif sont inscrits au coût d'acquisition. Le coût des bâtiments comprend les frais d'aménagement et de financement et les autres coûts capitalisés avant le jour où ils deviennent complètement opérationnels. À ce moment-là, l'amortissement commence. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux calculés de sorte à passer en charge le coût des immobilisations en fonction de leur durée d'utilisation estimative. Dans le cas des bâtiments, de l'équipement de bureau et du matériel informatique, on prévoit une durée d'utilisation respective de 20 ans, cinq ans et trois ans.

**Primes**

Avant le début de l'exercice, la CSPAAT établit le total des primes que les employeurs de l'annexe 1 doivent payer et les informe de leur taux de prime pour l'année suivante. Le revenu provenant des primes est déterminé par l'application du taux de prime aux masses salariales des employeurs de l'annexe 1.

Les taux de prime comprennent une composante qui est affectée à la réduction de la dette non provisionnée.

Les employeurs de l'annexe 2 sont individuellement responsables du paiement de toutes les prestations d'assurance ayant trait aux demandes de prestations de leurs travailleurs. Les remboursements des prestations versées et des frais administratifs reliés aux demandes de prestations sont compris dans le revenu provenant des primes.

**Dette au titre de l'indemnisation future**

La dette au titre de l'indemnisation future est déterminée annuellement au moyen d'une évaluation actuarielle. Elle représente une provision pour les paiements d'indemnisation futurs et les frais administratifs futurs liés aux accidents survenus le 31 décembre ou avant cette date. La valeur de cette provision a été déterminée en estimant les paiements d'indemnisation futurs conformément aux pratiques d'indemnisation en vigueur au 31 décembre et aux lois pertinentes.

La dette au titre de l'indemnisation future ne comprend aucune provision pour le paiement des demandes de prestations se rapportant à l'annexe 2. Les coûts liés à ces demandes ne sont pas considérés comme relevant de la CSPAAT, puisqu'ils constituent une obligation des employeurs de l'annexe 2.

La dette au titre de l'indemnisation future ne comprend aucune provision pour les demandes de prestations futures reliées aux maladies professionnelles ou pour les lésions et maladies qui ne sont pas actuellement considérées comme étant reliées au travail.

## 3. Placements et revenu de placements

*La valeur comptable des placements comprend :*

| (en millions de dollars) | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Placements au coût d'acquisition | 10 376 $ | 10 774 $ |
| Rajustements à la juste valeur | 265 | 575 |
| Gains nets non amortis réalisés à la vente des placements | (328) | (731) |
| Revenu de placements à recevoir | 48 | 56 |
| | 10 361 $ | 10 674 $ |

*La valeur des placements est répartie par catégorie comme suit :*

| (en millions de dollars) | 2002 | | 2001 | |
|---|---|---|---|---|
| | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| **Valeurs mobilières à revenu fixe** | | | | |
| Obligations | 1 854 $ | 2 374 $ | 2 659 $ | 3 147 $ |
| | 1 854 | 2 374 | 2 659 | 3 147 |
| **Titres de participation** | | | | |
| Canadiens | 2 060 | 2 140 | 3 041 | 3 573 |
| Étrangers - États-Unis | 2 657 | 2 597 | 783 | 930 |
| - Mondiaux | 3 386 | 3 061 | 3 745 | 3 855 |
| | 8 103 | 7 798 | 7 569 | 8 358 |
| **Biens immobiliers** | 356 | 374 | 390 | 412 |
| **Revenu de placements à recevoir** | 48 | 48 | 56 | 56 |
| | 10 361 $ | 10 594 $ | 10 674 $ | 11 973 $ |

**Risque de change**

Le risque de change est le risque de perte causée par les mouvements défavorables des taux des devises étrangères par rapport au dollar canadien. La CSPAAT utilise des contrats de change pour couvrir le risque de change. Les contrats de change sont des ententes visant à changer une quantité de devise contre une autre à une date ultérieure et à un prix établi, convenu au moment du contrat. La juste valeur de ces instruments financiers pourrait varier en fonction des changements de variables sous-jacentes touchant les contrats, tels les fluctuations des taux de change de la devise faisant l'objet des contrats.

Les montants nominaux de référence des contrats de change sont les montants contractuels à partir desquels les paiements sont faits. Ces montants nominaux de référence ont été convertis en dollars canadiens au taux de change contractuel en vigueur au moment de la prise d'effet des contrats. Les contrats en circulation de 2002 viennent à échéance au cours des trois premiers mois de 2003.

Au 31 décembre 2002, la valeur nominale des contrats de change en circulation était de 243 millions de dollars (2001 : 325 millions de dollars). Les contrats en circulation qui étaient dans une position favorable avaient une juste valeur de 8 millions de dollars (2001 : zéro) et ceux dans une position défavorable avaient une juste valeur négative de 7 millions de dollars (2001 : 5 millions de dollars).

La juste valeur du portefeuille de placements comprend 5 631 millions de dollars (2001 : 4 775 millions de dollars) de valeurs libellées en devises étrangères.

*Obligations, selon l'échéance, au 31 décembre :*

| (en millions de dollars) | 2002 Échéance | | | | | 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Jusqu'à 1 an | 1 à 5 ans | 5 à 10 ans | Plus de 10 ans | Total | Total |
| **Obligations d'État** | | | | | | |
| Valeur comptable | - $ | 717 $ | 523 $ | 434 $ | 1 674 $ | 2 238 $ |
| Juste valeur | - $ | 743 $ | 552 $ | 463 $ | 1 758 $ | 2 315 $ |
| Rendement (%)* | - | 3,5 | 4,6 | 5,5 | 4,4 | 4,8 |
| **Obligations de sociétés** | | | | | | |
| Valeur comptable | 4 $ | 231 $ | 182 $ | 172 $ | 589 $ | 810 $ |
| Juste valeur | 4 $ | 241 $ | 193 $ | 178 $ | 616 $ | 832 $ |
| Rendement (%)* | 4,4 | 4,1 | 5,4 | 6,3 | 5,2 | 5,4 |
| Moins : Gains non amortis | - | - | - | - | 409 $ | 389 $ |
| **Total** | | | | | | |
| Valeur comptable | 4 $ | 948 $ | 705 $ | 606 $ | 1 854 $ | 2 659 $ |
| Juste valeur | 4 $ | 984 $ | 745 $ | 641 $ | 2 374 $ | 3 147 $ |
| Rendement (%)* | 4,4 | 3,7 | 4,8 | 5,7 | 4,6 | 5,0 |

*Le rendement moyen reflète le rendement à l'échéance et correspond au taux d'actualisation qui rend la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs de chaque obligation égale à sa juste valeur au 31 décembre.

## Prêts de valeurs mobilières

La CSPAAT tire un revenu additionnel en participant à un programme de prêts de valeurs mobilières. Les valeurs mobilières qu'elle détient sont prêtées à d'autres moyennant certains frais et sont assorties de garanties de haute qualité. La juste valeur de la garantie dépasse toujours celle des valeurs mobilières prêtées, et la garantie est évaluée à la valeur du marché chaque jour. Le programme est géré par un établissement financier canadien.

Au 31 décembre 2002, la juste valeur des valeurs mobilières prêtées s'élevait à 992 millions de dollars (2001 : 1 637 millions de dollars).

*Les gains nets réalisés et les pertes nettes non réalisées reportés ont été amortis par imputation au revenu de placements au cours de l'exercice de la façon suivante :*

| (en millions de dollars) | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Gains (pertes) nets réalisés | 225 $ | 457 $ |
| Gains (pertes) nets non réalisés | (310) | (78) |
| | (85) $ | 379 $ |

*Le revenu selon la catégorie de placements se répartit comme suit :*

| (en millions de dollars) | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Valeurs mobilières à court terme | 4 $ | 8 $ |
| Obligations | 203 | 250 |
| Titres de participation et biens immobiliers | 62 | 527 |
| | 269 | 785 |
| Dépenses de placements | (23) | (20) |
| Revenu de placements | 246 $ | 765 $ |

## 4. Caisse de retraite des travailleurs blessés

Pour les lésions et maladies survenues avant le 1er janvier 1998, la CSPAAT met en réserve des fonds correspondant à 10 % de chaque versement fait aux travailleurs blessés.

Depuis le 1er janvier 1998, la CSPAAT met en réserve dans la caisse de retraite des travailleurs qui ont reçu des prestations pour perte de gains pendant 12 mois consécutifs un montant correspondant à 5 % des prestations pour perte de gains, pour ce qui est des accidents survenus après le 31 décembre 1997. Le travailleur blessé peut choisir de cotiser un montant additionnel correspondant à 5 % de chaque versement qu'il reçoit pour sa perte de gains. Ces fonds sont distincts de ceux de la caisse d'assurance de la CSPAAT et sont investis dans le but de fournir des prestations de revenu de retraite aux travailleurs blessés.

*La valeur comptable de la caisse au 31 décembre était la suivante :*

| (en millions de dollars) | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Encaisse et quasi-espèces | 29 $ | 2 $ |
| Obligations | 95 | - |
| Titres de participation | 113 | - |
| Placements dans le fonds commun | 197 | 410 |
| | 434 $ | 412 $ |

Les valeurs sous-jacentes du fonds commun comprennent des valeurs mobilières à revenu fixe de 67 millions de dollars (2001 : 155 millions de dollars), des titres de participation évalués à 123 millions de dollars (2001 : 242 millions de dollars) et des instruments du marché monétaire de 7 millions de dollars (2001 : 13 millions de dollars).

*La variation de l'actif net se répartit comme suit :*

| (en millions de dollars) | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Montant mis en réserve aux termes de la *Loi* | 52 $ | 50 $ |
| Perte de placements | (15) | (12) |
| Coûts d'indemnisation payés | (15) | (14) |
| Augmentation de l'actif net | 22 | 24 |
| Actif net, au début de l'exercice | 412 | 388 |
| Actif net, à la fin de l'exercice | 434 $ | 412 $ |

## 5. Biens, installations, équipement et autres éléments d'actif

| (en millions de dollars) | 2002 | | 2001 |
|---|---|---|---|
| | Coût | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| Bâtiments et améliorations locatives | 218 $ | 137 $ | 150 $ |
| Équipement de bureau | 109 | 7 | 11 |
| Matériel informatique | 107 | 24 | 24 |
| | 434 | 168 | 185 |
| Autres éléments d'actif | 13 | 13 | 12 |
| | 447 $ | 181 $ | 197 $ |

L'amortissement a été de 43 millions de dollars en 2002 (2001 : 35 millions de dollars).

## 6. Emprunt hypothécaire

Par l'intermédiaire de sa filiale à 100 %, 799549 Ontario Inc., la CSPAAT détient une participation de 75 % dans le contrat de copropriété de son bureau central situé au 200, rue Front Ouest, à Toronto. En 1993, la CSPAAT a contracté un emprunt hypothécaire à long terme afin de financer une partie de la conception et de la construction de cet immeuble. L'immeuble sert de garantie à cet emprunt, qui arrivera à échéance en 2015. Le taux d'intérêt a été fixé à 10,25 % par année, à un taux composé deux fois l'an.

La juste valeur de l'emprunt hypothécaire au 31 décembre 2002 était de 80 millions de dollars (2001 : 90 millions de dollars), soit une valeur comptable de 72 millions de dollars (2001 : 73 millions de dollars). Les frais d'intérêts hypothécaires s'élevant à 7 millions de dollars pour l'exercice ont été imputés aux coûts d'occupation.

## 7. Régimes d'avantages sociaux des employés

La CSPAAT maintient plusieurs régimes d'avantages sociaux qui fournissent aux employés des pensions et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. Le coût des régimes d'avantages sociaux des employés est comptabilisé au cours de la période visée au cours de laquelle les employés ont reçu le service.

### Retraite et autres régimes d'avantages sociaux

La CSPAAT maintient deux régimes de retraite pour ses employés et le personnel des associations de santé et sécurité au travail de l'Ontario : le régime de retraite des employés de la CSPAAT et le régime de retraite complémentaire des employés de la CSPAAT.

Le régime de retraite des employés de la CSPAAT est un régime à prestations déterminées partiellement indexées, calculées en fonction du nombre d'années de service et des gains moyens durant les cinq meilleures années consécutives au cours des dix dernières années d'emploi. Le régime de retraite complémentaire des employés de la CSPAAT vise à s'assurer que les employés de la CSPAAT et des associations de santé et sécurité au travail de l'Ontario dont les gains dépassent le seuil des gains établis pour les prestations de retraite déterminées maximales prévu par la *Loi de l'impôt sur le revenu* du gouvernement fédéral recevront des prestations de retraite fondées sur leurs gains totaux.

Les opérations de placement ainsi que les fonctions administratives et comptables liées à ces régimes de retraite sont administrées par la CSPAAT. Les obligations au titre des prestations constituées des régimes de retraite reflètent les estimations de la direction en ce qui a trait à l'indexation des salaires, au taux de rendement des placements, à la mortalité chez les membres, aux cessations d'emploi et à l'âge auquel les membres prendront leur retraite.

La CSPAAT offre également d'autres avantages sociaux aux employés actuels et retraités. Parmi ceux-ci, mentionnons notamment l'assurance médicale, l'assurance soins dentaires et l'assurance vie, les jours de congé annuel accumulés, la protection du revenu à court terme pour couvrir les périodes de maladie et autres absences ainsi que les frais liés aux prestations d'assurance fournies aux employés qui subissent une lésion au cours de l'emploi.

## 8. Dette au titre de l'indemnisation future et coûts d'indemnisation

La dette au titre de l'indemnisation future représente une provision, déterminée selon des calculs actuariels, constituée pour couvrir les paiements d'indemnisation futurs liés à des demandes

*Les renseignements sur les régimes de retraite à prestations déterminées et les autres régimes d'avantages sociaux de la CSPAAT, dans l'ensemble, sont les suivants :*

| (en millions de dollars) | Régime de retraite des employés | | Régime de retraite complémentaire des employés | | Autres régimes d'avantages sociaux | | Total des régimes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2002 | 2001 | 2002 | 2001 | 2002 | 2001 | 2002 | 2001 |
| **Obligation au titre des prestations constituées** | | | | | | | | |
| **Début de l'exercice** | 1 057,0 $ | 977,1$ | 10,3 $ | 8,9 $ | 283,2 $ | 265,7 $ | 1 350,5$ | 1 251,7$ |
| Coût des services actuels | 54,6 | 53,0 | 0,5 | 0,6 | 3,5 | 3,3 | 58,6 | 56,9 |
| Frais d'intérêts | 74,7 | 69,1 | 0,8 | 0,6 | 13,4 | 13,0 | 88,9 | 82,7 |
| Prestations versées | (35,4) | (34,7) | (0,1) | 0,0 | (4,8) | (4,3) | (40,3) | (39,0) |
| Cotisations salariales pour services passés | 1,8 | 2,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,8 | 2,4 |
| Cotisations salariales pour services courants | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,2 |
| Coût des prestations au titre des services passés | 11,7 | 2,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 8,1 | 11,7 | 10,4 |
| Perte (gain) actuariel | (121,8) | (12,2) | (0,9) | 0,0 | 21,9 | (10,7) | (100,8) | (22,9) |
| Rajustement actuariel | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,5 | 8,1 | 0,5 | 8,1 |
| **Fin de l'exercice** | 1 042,6 | 1 057,0 | 10,9 | 10,3 | 317,7 | 283,2 | 1 371,2 | 1 350,5 |
| **Actif du régime** | | | | | | | | |
| **Juste valeur au début de l'exercice** | 1 147.1 | 1 186,8 | 1,2 | 0,8 | 0,0 | 0,0 | 1 148,3 | 1 187,6 |
| Rendement réel de l'actif du régime | (56,2) | (7,4) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | (56,2) | (7,4) |
| Cotisations de l'employeur | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,2 | 4,8 | 4,3 | 5,0 | 4,5 |
| Cotisations salariales pour services courants | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,2 |
| Cotisations salariales pour services passés | 1,8 | 2,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,8 | 2,4 |
| Prestations versées | (35,4) | (34,7) | (0,1) | 0,0 | (4,8) | (4,3) | (40,3) | (39,0) |
| **Juste valeur à la fin de l'exercice** | 1 057,3 | 1 147,1 | 1,6 | 1,2 | 0,0 | 0,0 | 1 058,9 | 1 148,3 |
| **Capitalisation** | | | | | | | | |
| Capitalisation, excédent (insuffisance) du régime | 14,7 | 90,1 | (9,3) | (9,1) | (317,7) | (283,2) | (312,3) | (202,2) |
| Perte (gain) net actuariel non amorti | 63,7 | 43,8 | (1,8) | (1,0) | (23,6) | (43,9) | 38,3 | (1,1) |
| Coûts non amortis des prestations au titre des services passés | 13,8 | 2,3 | 0,0 | 0,0 | 29,0 | 31,3 | 42,8 | 33,6 |
| Obligations transitoires non amorties | (129,7) | (141,4) | 5,5 | 6,0 | 0,0 | 0,0 | (124,2) | (135,4) |
| **Actif (passif) au titre des prestations constituées** | (37,5) | (5,2) | (5,6) | (4,1) | (312,3) | (295,8) | (355,4) | (305,1) |
| Obligations au titre des prestations constituées, à la fin de l'exercice | 1 042,6 | 1 057,0 | 10,9 | 10,3 | 317,7 | 283,2 | 1 371,2 | 1 350,5 |
| Juste valeur de l'actif du régime, à la fin de l'exercice | 1 057,3 | 1 147,1 | 1,6 | 1,2 | 0,0 | 0,0 | 1 058,9 | 1 148,3 |
| **Capitalisation, excédent (insuffisance) du régime** | 14,7 | 90,1 | (9,3) | (9,1) | (317,7) | (283,2) | (312,3) | (202,2) |
| **Dépenses nettes au titre des prestations** | | | | | | | | |
| Coût des services actuels | 54,6 | 53,0 | 0,5 | 0,6 | 3,5 | 3,4 | 58,6 | 57,0 |
| Frais d'intérêts | 74,7 | 69,1 | 0,8 | 0,6 | 13,4 | 13,1 | 88,9 | 82,8 |
| Rendement prévu de l'actif du régime | (85,5) | (82,5) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | (85,5) | (82,5) |
| Amortissement des prestations au titre des services passés | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 2,4 | 1,8 | 2,6 | 1,8 |
| Amortissement des obligations transitoires | (11,8) | (11,8) | 0,5 | 0,4 | 0,0 | 0,0 | (11,3) | (11,4) |
| Amortissement de la perte (gain) net | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 2,1 | (1,0) | 2,1 | (1,0) |
| **Dépenses nettes du régime d'avantages sociaux** | 32,2 $ | 27,8 $ | 1,8 $ | 1,6 $ | 21,4 $ | 17,3 $ | 55,4 $ | 46,7 $ |

*Les hypothèses actuarielles importantes adoptées au 31 décembre pour évaluer le régime de retraite des employés, le régime de retraite complémentaire des employés et les autres régimes d'avantages sociaux sont les suivantes :*

| (Pourcentage) | Régime de retraite des employés | | Régime de retraite complémentaire des employés | | Autres régimes d'avantages sociaux | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2002 | 2001 | 2002 | 2001 | 2002 | 2001 |
| Taux d'actualisation | 6,8 % | 7,0 % | 6,8 % | 7,0 % | 6,8 % | 7,0 % |
| Taux prévu de rendement à long terme de l'actif du régime | 7,0 | 7,5 | 3,5 * | 3,8 * | - | - |
| Taux d'indexation de la rémunération | 4,0 | 5,5 | 5,5 | 5,5 | 5,5 | 5,5 |
| Indexation des coûts médicaux | - | - | - | - | 7,0 | 7,0 |
| Indexation des coûts des soins dentaires | - | - | - | - | 4,0 | 4,0 |
| Période moyenne de service restante (années) | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 |

* Rajusté pour tenir compte des répercussions d'un impôt remboursable de 50 %, aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). À la fin de l'exercice 2002, la dette constituée de la CSPAAT au titre des avantages sociaux futurs des employés, autres que les prestations de retraite était de 312 millions de dollars (2001 : 296 millions de dollars).

de prestations acceptées et les frais engagés pour administrer ces paiements. Ceux-ci ont été actualisés selon le rendement net présumé des placements indiqué ci-dessous. Les estimations des paiements d'indemnisation futurs s'appliquent aux demandes de prestations découlant des lésions et des maladies déclarées et non déclarées survenues le 31 décembre 2002 ou avant cette date. Ces estimations sont établies en fonction du montant et de la nature de l'indemnisation ainsi que des pratiques en matière d'indemnisation en vigueur le 31 décembre 2002. La dette au titre de l'indemnisation future a été déterminée en appliquant les méthodes actuarielles reconnues, conformément aux normes établies par l'Institut canadien des actuaires.

La valeur actuarielle actuelle des paiements d'indemnisation futurs reflète les hypothèses économiques et actuarielles, qui sont fondées sur les résultats des années précédentes et modifiées pour tenir compte des tendances actuelles. Comme ces hypothèses peuvent changer au fil des ans pour refléter des circonstances sous-jacentes, il est possible que de tels changements modifient considérablement la valeur actuarielle actuelle des paiements d'indemnisation futurs. L'évaluation actuarielle de la dette au titre de l'indemnisation future s'appuie sur les principales hypothèses économiques à long terme présentées ci-après :

Les estimations de la mortalité sont fondées sur les résultats en ce qui a trait à la mortalité chez les travailleurs blessés de 1991 à 1995. Les estimations de la mortalité chez les survivants des travailleurs décédés sont fondées sur les tables de mortalité de l'Ontario de 1990 à 1992, préparées par Statistique Canada et rajustées en fonction des améliorations de la mortalité. Des provisions ont été créées pour couvrir les augmentations futures du plafond des gains assurables et l'indexation des prestations.

| (Pourcentage) | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Taux d'inflation | 3,0 % | 3,0 % |
| Taux de rendement des placements | 7,0 | 7,0 |
| Taux d'indexation des prestations | | |
| -Indexation totale | 3,0 | 3,0 |
| -Indexation partielle | 0,5 | 0,5 |
| Rendement des placements, après indexation | | |
| -Indexation totale | 4,0 | 4,0 |
| -Indexation partielle | 6,5 | 6,5 |
| Taux d'indexation des salaires | 4,0 | 4,0 |
| Taux d'indexation des coûts de soins de santé | 6,5 | 4,0 |

La direction considère que le montant alloué aux paiements d'indemnisation futurs est satisfaisant. Les hypothèses et méthodes économiques et actuarielles à long terme sont examinées le 31 décembre de chaque année, lorsqu'une évaluation actuarielle est effectuée par des cabinets indépendants.

La valeur actuarielle actuelle des paiements d'indemnisation futurs rattachés aux lésions et aux maladies reliées au travail déclarées et non déclarées est comptabilisée sous le poste des coûts d'indemnisation. Tout rajustement résultant des réexamens continus de l'admissibilité et des résultats des exercices précédents ou des modifications législatives ou de celles apportées aux hypothèses ou aux méthodes est également comptabilisé sous le poste des coûts d'indemnisation.

La dette au titre de l'indemnisation future comprend une provision de 808 millions de dollars (2001 : 768 millions de dollars) relativement aux coûts futurs des frais d'administration des demandes de prestations existantes. Les frais administratifs et autres ont été réduits de 284 millions de dollars (2001 : 261 millions de dollars). Ce montant a été dégagé de la provision relative à la dette au titre de l'indemnisation future reliée aux frais administratifs des demandes de prestations engagés au cours de l'exercice.

En 2002, la CSPAAT a réexaminé la classification de prestations par catégorie. La nouvelle classification est fondée sur la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*. Aux termes de la loi actuelle, il n'existe aucune distinction entre les prestations pour perte de gains à court terme et celles à long terme. Avant 1998, les prestations à court terme étaient versées pendant 12 mois, après quoi les travailleurs recevaient une indemnité pour perte économique future (PÉF). Cette indemnité était considérée comme des prestations à long terme.

La loi actuelle a éliminé la distinction qui existait auparavant entre les prestations à court terme et celles à long terme. En 2002, une nouvelle catégorie de prestations, appelée prestations pour « perte de gains », a été établie pour tenir

*La provision relative à la dette au titre de l'indemnisation future et les coûts d'indemnisation payés en 2002 s'établit comme suit :*

| (en millions de dollars) | 2002 | | | | | | | | 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Réintégration au marché du travail | | | | | | | |
| | Perte de gains | Soutien du revenu | Fournisseur externes | Invalidité de courte et de longue durée | Soins de santé | Prestations de survivant | Frais administratifs liés aux demandes d'indemnisation | Total | Total |
| **Dette au titre de l'indemnisation future** | | | | | | | | | |
| Au début de l'exercice | 1 358 $ | 189 $ | 207 $ | 10 625 $ | 1 499 $ | 1 484 $ | 768 $ | 16 130 $ | 15 860 $ |
| Transfert des services publics et électriques depuis l'annexe 2 (note 12) | 4 | 1 | 1 | 100 | 8 | 22 | 7 | 143 | - |
| **Coûts d'indemnisation** | 742 | 39 | 158 | 1 196 | 892 | 231 | 317 | 3 575 | 3 025 |
| **Coûts d'indemnisation payés** | | | | | | | | | |
| Au cours de l'exercice | | | | | | | | | |
| Annexe 1 | (473) | (68) | (89) | (1,308) | (315) | (129) | (284) | (2 666) | (2 526) |
| Annexe 2 | (31) | (5) | (4) | (134) | (32) | (11) | - | (217) | (229) |
| | (504) | (73) | (93) | (1,442) | (347) | (140) | (284) | (2,883) | (2,755) |
| **Évolution de la dette au titre de l'indemnisation future** | 242 | (33) | 66 | (146) | 553 | 113 | 40 | 835 | 270 |
| **Dette au titre de l'indemnisation future,** à la fin de l'exercice | 1 600 $ | 156 $ | 273 $ | 10 479 $ | 2 052 $ | 1 597 $ | 808 $ | 19 965 $ | 16 130 $ |

compte de la loi actuelle. Les catégories de prestations à court terme et celles à long terme qui étaient déclarées séparément avant 2002 sont maintenant combinées en une seule catégorie : « invalidité de courte et de longue durée ».

## 9. Rapprochement actuariel de l'évolution de la dette non provisionnée

*Le rapprochement actuariel de l'évolution de la dette non provisionnée s'établit comme suit :*

| (en millions de dollars) | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Dette non provisionnée, au début de l'exercice | 5 657 $ | 5 675 $ |
| Ajouter (retrancher) : | | |
| Transfert des services publics et électriques depuis l'annexe 2 | 52 | 0 |
| Revenu de placements non gagnés en raison de la moins-value des éléments d'actifs investis | 398 | 404 |
| Primes affectées à la réduction de la dette non provisionnée | (902) | (860) |
| Pertes (gains) actuariels résultant de ce qui suit : | | |
| Indexation des prestations moins élevée que prévu | 10 | (110) |
| Rendement des placements inférieur (supérieur) aux prévisions | 531 | (8) |
| Résultats en matière d'indemnisation pour l'exercice précédent et l'exercice considéré | 65 | 77 |
| Changements dans les hypothèses : | | |
| Perte de gains à long terme | 0 | 18 |
| Prestations de soins de santé | 566 | 243 |
| Invalidité de longue durée | 52 | 100 |
| Allocations de réadaptation aux établissements externes | 67 | 36 |
| Autres changements | 95 | 72 |
| Modification des taux d'imposition sur le revenu des particuliers | 0 | 10 |
| Dette non provisionnée, à la fin de l'exercice | 6 591 $ | 5 657 $ |

## 10. Frais administratifs et autres

*Les frais administratifs et autres comprennent ce qui suit :*

| (en millions de dollars) | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Salaires et avantages sociaux | 331 $ | 305 $ |
| Amortissement et entretien de l'équipement | 53 | 45 |
| Frais d'occupation | 40 | 42 |
| Communications | 15 | 12 |
| Fournitures et services | 20 | 20 |
| Déplacements et entretien des véhicules | 7 | 8 |
| Mise au point et intégration des nouveaux systèmes | 44 | 47 |
| Autres | 14 | 18 |
| | 524 | 497 |
| Frais administratifs liés aux demandes de prestations (note 8) | (284) | (261) |
| | 240 $ | 236 $ |

## 11. Opérations entre apparentés

### Obligations et engagements sanctionnés par la loi

Aux termes de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*, et tel que décrété par le lieutenant-gouverneur en conseil, la CSPAAT est tenue de rembourser le gouvernement de l'Ontario de tous les frais engagés pour l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. La CSPAAT est aussi tenue de financer le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail, le Bureau des conseillers des travailleurs, le Bureau des conseillers du patronat et les postes de sauvetage dans les mines. Ces remboursements et les sommes prévues pour le financement sont déterminées et approuvées par le ministre du Travail. La CSPAAT finance également l'Institut de recherche sur le travail et la santé, les associations de santé et sécurité au travail de l'Ontario, les centres de formation et les cliniques.

Le montant total du financement fourni dans le cadre de ces obligations et engagements sanctionnés par la loi s'est élevé à 160 millions de dollars en 2002 (2001 : 162 millions de dollars).

### Placements

Sont comprises dans les placements les valeurs mobilières à revenu fixe négociables émises par le gouvernement de l'Ontario et par les sociétés qui y sont reliées; la valeur de ces titres s'est élevée à 222 millions de dollars en 2002 (2001 : 262 millions de dollars).

### Autres

En plus des obligations sanctionnées par la loi et des dépenses relatives à la sécurité et la santé au travail, les états financiers comprennent des sommes provenant d'opérations de fonctionnement régulières réalisées avec divers ministères, organismes et sociétés de la Couronne du gouvernement de l'Ontario. De telles opérations sont effectuées selon des modalités semblables à celles qui s'appliquent lors d'opérations avec des parties non apparentées. Les soldes résultant de ces opérations ne sont pas importants.

## 12. Transfert des services publics et électriques depuis l'annexe 2

Les services publics et électriques, qui étaient auparavant des organismes du gouvernement provincial et des administrations municipales, ont été tenus de se constituer en personne morale aux termes de la *Loi sur les sociétés par actions de l'Ontario*. Par conséquent, à compter du 1er janvier 2002, la CSPAAT a transféré à l'annexe 1 tous les employeurs des services publics et électriques qui bénéficiaient auparavant d'une protection aux termes de l'annexe 2. Ce transfert effectué en 2002 s'est traduit par une augmentation des primes reçues de l'ordre de 91 millions de dollars, par une augmentation de la dette au titre de l'indemnisation future de 143 millions de dollars et par une augmentation de la dette non provisionnée de 52 millions de dollars.

## 13. Engagements et éventualités

### Contrats de location-exploitation

Au 31 décembre 2002, la CSPAAT avait conclu des contrats de location-exploitation non résiliables dont les paiements minimums futurs sont d'environ 18 millions de dollars par année pour les cinq prochaines années et d'un total de 32 millions de dollars après cette période.

### Poursuites

La CSPAAT est partie à plusieurs réclamations et poursuites faisant l'objet de contestations. De l'avis de la direction, le dénouement de ces réclamations et poursuites n'aura pas d'effet important sur les dépenses de la CSPAAT ou sur sa situation financière.

### Ligne de crédit bancaire

La CSPAAT détient une ligne de crédit non garantie de 150 millions de dollars auprès d'une banque commerciale. Cette ligne de crédit n'a pas été utilisée en 2002.

## 14. Chiffres correspondants des exercices précédents

Certains montants correspondants ont été réagencés aux fins de la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

**Commission de la sécurité professionnelle et de Ìl'assurance contre les accidents du travail**

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| ABRAMS | BRENDA E. | Legal Counsel | $112,913.06 | $228.74 |
| ACHAR | RAMACH ANDRA | Medical Consultant | $147,437.12 | $247.25 |
| ADAMO | VALERIE | VP, Info Services and CIO | $181,361.80 | $316.32 |
| AH-YOONG | GEORGES | Project Director | $109,062.32 | $211.56 |
| ALLINGHAM | RICHARD | Director, Research and Evaluation | $116,925.24 | $237.06 |
| ANGOVE | LINDA | Corporate Secretary | $124,773.29 | $239.74 |
| ANSTEY | CALVIN | Director, Transportation Sector | $110,475.66 | $228.50 |
| ARGUE | ROBERT | Director, Applications Development | $112,459.76 | $228.82 |
| ARONSHTAM | MASHA | Medical Consultant | $128,858.01 | $266.74 |
| ARVISAIS | J. | Medical Consultant | $135,341.45 | $266.74 |
| BAIN | DONNA | Exec. Dir., Health Services Management | $154,622.71 | $276.90 |
| BELANGER | ADELE MARIE | Legal Counsel | $109,538.84 | $224.18 |
| BELL | SUSAN | Director, Central Claims Processing | $117,727.19 | $229.30 |
| BENNETTO | JOHN | Director, Services Sector | $109,219.46 | $221.30 |
| BISHOP | M. | Medical Consultant | $131,377.45 | $266.74 |
| BROWN | ELIZABETH | Legal Counsel | $112,769.67 | $230.74 |
| BURTON | NEIL | Director, Client Server Development | $120,461.81 | $234.50 |
| CAMPBELL | CLARK | Dir., Munic. Edu. & Electrical Utilities | $108,361.46 | $223.94 |
| CAMPBELL | COLIN | Security Architect | $117,847.03 | $159.03 |
| CANTLIE | GEORGE | Medical Consultant | $128,858.01 | $266.74 |
| CHAIN | MARYBELLE | Medical Consultant | $128,858.01 | $266.74 |
| CHAN | THOMAS | VP, Finance & Corp Services & CFO | $181,846.91 | $322.40 |
| CHEN | KATHY | Sr. Special Database | $111,598.82 | $164.84 |
| CLEARY | FLOREEN | Director, Pre 1990 Claims | $110,942.60 | $223.62 |
| CUDE | BEVERLEY | Director, Technology Services | $129,089.09 | $231.14 |
| DAVID | LAWRENCE | Medical Consultant | $128,858.01 | $266.74 |
| DE DOMENICO | IVAN J. | Medical Consultant | $129,574.08 | $266.74 |
| DESLAURIERS | JEAN | Medical Consultant | $125,757.20 | $257.74 |
| DJAN | P. A. | Medical Consultant | $146,427.28 | $247.25 |
| DORCAS | DOW | Medical Consultant | $125,402.63 | $0.00 |
| DOUGLAS | RICHARD ALEXA | Director, Employee Relations | $130,015.19 | $259.25 |
| DSOUZA | IRENE | Medical Consultant | $106,752.37 | $224.95 |
| DUDLEY | JOHN | Assoc. Director / Physician | $140,420.59 | $284.50 |
| FAHMY | NADIA | Director, Admin Services | $111,943.16 | $231.38 |
| FEDDER | JONATHAN E | Director, (Managing) Legal | $108,803.68 | $219.25 |
| FIELD | PAUL | Director, Small Business | $107,099.38 | $216.98 |
| FORSYTH-PETROV | DEBORAH | Director, Systems and Collections | $119,893.25 | $164.27 |
| FORTH | KENNETH | Director, Agriculture | $103,644.08 | $211.20 |
| FORTIN | CLAIRE MARIE | Dir., Med. Occupational Disease Policy | $105,912.41 | $217.78 |
| FOSTER | DAVID | Director, IS Audit | $100,088.57 | $195.14 |
| FRAME | DAVID A. | Director, Provider Relations | $105,874.16 | $204.36 |
| GALWAY | KATHLEEN | Director, Business Operations Audit | $106,546.33 | $204.20 |
| GARG | S. K. | Medical Consultant | $128,858.01 | $266.74 |
| GEARY | JUDY | GM CPP & Special Claim Services | $181,885.32 | $304.14 |
| GERMANSKY | MARTIN | Medical Consultant | $128,858.01 | $266.74 |
| GIBBS | HENRY | VP, Investments | $283,222.85 | $437.34 |
| GILLIES | JAMES | Dir., Financial Planning & Analysis | $118,167.81 | $229.30 |
| HADJISKI | ANNA | Medical Consultant | $128,858.01 | $266.74 |
| HALL | NICK M. | Director, Automotive Sector | $110,665.57 | $228.74 |

**Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail**

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| HAWKINS | ADAM J. | Director, Realty Investments | $146,575.60 | $240.74 |
| HECKADON | ROBERT | Assoc. Director / Physician | $157,252.50 | $0.00 |
| HERRINGTON | MICHAEL | Director, Small Business | $105,099.65 | $216.98 |
| HICKMAN | ROBERT | Medical Consultant | $128,762.00 | $266.74 |
| HIGGINS | JODI | Director, Small Business | $115,200.16 | $228.58 |
| HOLYOKE | PAUL | General Counsel | $203,035.10 | $346.32 |
| HORSEMAN | BROCK C. | Sr. VP, Operations | $309,633.28 | $486.84 |
| HOUSTON | ROBERTA | Legal Counsel | $104,479.23 | $213.28 |
| JOHNSTON | MICHAEL BRUCI | Legal Counsel | $106,265.68 | $218.62 |
| JOLLEY | LINDA | VP, Policy and Research | $195,393.10 | $319.92 |
| JONES | DEREK | Medical Consultant | $122,404.36 | $259.54 |
| KANALEC | ANDREW D. | Medical Consultant | $128,858.01 | $266.74 |
| KELLY | J. BRIAN | Assoc. Director, Physician | $145,733.40 | $296.70 |
| KELLY | LINDA | Director, Specialist & Advisory Services | $108,557.33 | $208.89 |
| KEMPSTER | GEOFF | Director, Manufacturing Sector | $111,457.21 | $227.22 |
| KERR | FERGUS | Director, Mining Sector | $109,148.15 | $222.42 |
| KOSMIDIS | ELIZABETH | Legal Counsel | $112,197.04 | $227.70 |
| KOSMYNA | ROMAN | Board Auditor | $126,164.14 | $252.00 |
| KULYNYCH | HEIDI | Director, Corp. Exec. Office | $135,627.88 | $235.34 |
| KWONG | PAUL | Project Director | $122,393.15 | $226.98 |
| LAMANNA | PAT | Director, Small Business | $115,335.50 | $236.90 |
| LAMOUREUX | LINDA | Director, SIB | $179,943.15 | $308.80 |
| LAU | ROBERT HING | Director, Accounting | $101,913.69 | $207.24 |
| LESHCHYSHYN | DANA | Director, Construction Sector | $116,232.47 | $240.66 |
| LEVITSKY | MARIANNE | Director, Best Practices | $112,749.18 | $218.90 |
| LEWIS | OWEN | Director, Applications Development | $115,662.34 | $219.94 |
| LONDRY | DAVID | Director, Client Server Development | $120,189.69 | $229.06 |
| LOVELOCK | RONALD | Director, Prevention Services | $110,874.97 | $219.86 |
| LUCK | MARY | Director, Services Sector | $112,970.12 | $234.26 |
| MACDIARMID | ANN | VP, Communications | $128,324.25 | $248.88 |
| MAEHLE | WALDEMAR | Medical Consultant | $124,757.20 | $257.74 |
| MARTIN | PETER J | Director, Compensation | $121,212.81 | $244.34 |
| MASTRILLI | ARCANGELO | Medical Consultant | $128,858.01 | $266.74 |
| MCADAM | ROBERTA | Director, Revenue Audit Services | $110,788.63 | $224.02 |
| MCCARTHY | JANE | GM Health Services Admin/Spec Programs | $172,112.44 | $285.30 |
| MCCLEAVE | DAVE | Director, Small Business | $107,895.61 | $222.62 |
| MCKENNA-BOOT | PATRICIA | Medical Consultant | $129,680.75 | $263.90 |
| MCMURTRIE | ROBERT | Director, Financial Services | $115,158.97 | $235.06 |
| MEENAN | JOHN J | Medical Consultant | $124,757.20 | $257.74 |
| MIKKELSEN | ALLAN CHARLES | Finance HR Business Partner | $106,556.25 | $203.99 |
| MORDEN | DONALD LAWRE | VP Human Resources | $200,182.56 | $336.96 |
| MORRISON | RICHARD | Director, Small Business | $109,684.81 | $226.66 |
| MOULD | ROY | VP Prevention | $217,506.16 | $336.64 |
| PAINVIN | CATHERINE | Director, Clinical Resources | $155,686.60 | $312.00 |
| PETER | ALICE | Director, Research Secretariat | $102,256.25 | $207.92 |
| PRICHETT | BARRY | Medical Consultant | $128,858.01 | $266.74 |
| PUSHKA | WAYNE | Assistant Dir and Chief Investigator | $108,067.65 | $219.38 |
| RAMSEY | WILLARD | Actuary, Pricing & Valuation | $152,109.06 | $291.46 |
| RODENHURST | JOHN D. | Director, Business Innovations Services | $101,041.27 | $205.64 |
| ROHATYN | TARAS | Director, Small Business | $104,859.72 | $216.26 |

**Commission de la sécurité professionnelle et de Ìl'assurance contre les accidents du travail**

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| SARATHY | PARTHA | Manager, Applications and Development | $102,926.22 | $183.56 |
| SCHOFIELD | MICHEL | Physician Coord Specity Clinic | $145,774.71 | $295.26 |
| SCOPA | FERNAND | Director, Health Care Sector | $108,790.86 | $222.02 |
| SCULLION | CATHERINE | Medical Consultant | $124,229.18 | $256.58 |
| SGRO | JOSEPH | Director, Quality Improvement | $115,950.23 | $234.34 |
| SHAPIRO | GARY | Medical Consultant | $128,858.01 | $266.74 |
| SHERWIN | LINDA | Medical Consultant | $136,688.77 | $247.25 |
| SHEWELL | KATHRYN | Director, Corp Admin Services | $125,527.09 | $205.86 |
| SIMMONS | WAYNE B. | Director, Investments | $146,659.35 | $290.42 |
| SLINGER | JOHN | Director, Appeals | $131,323.41 | $258.66 |
| STASILA | DAVE | Director, Investments | $157,745.95 | $293.42 |
| TARASCHUK | IHOR | Medical Consultant | $124,757.20 | $257.74 |
| THOMAS | ROY E | Exec Director, Communications | $136,749.48 | $241.62 |
| THOMSON | GARRY | GM Industry Sector | $177,578.57 | $303.54 |
| TIMLIN | ROBERT J | Project Director | $109,725.21 | $215.20 |
| TODOROVIC | SLAVICA | Director, Benefits Policy | $116,925.24 | $237.06 |
| TOURCHIN | ROBERT W. | Director, Primary Metal Sector | $105,173.05 | $213.76 |
| TUCKER | CHERYL | Director, Community Relations | $105,889.07 | $210.60 |
| VALA WEBB | GORDON | Director, Knowledge Services | $117,063.56 | $237.70 |
| WALKER | JOHN | Medical Consultant | $128,858.01 | $266.74 |
| WALLACE | TIM | Sr. Spec, Operating Systems | $103,023.14 | $179.16 |
| WANG | KENNEDY | Director, Schedule II Sector | $118,338.79 | $219.58 |
| WEATHERBEE | WAYNE | GM Small Business Services | $179,345.76 | $305.62 |
| WELTON | IAN | Director, Revenue Policy | $116,925.24 | $237.06 |
| WENTZELL | SCOTT | Medical Consultant | $101,242.94 | $206.87 |
| WHITNEY | DAVID | Director, Small Business | $104,778.21 | $215.28 |
| WILLIAMS | DAVID | President & CEO | $608,434.06 | $830.44 |
| WILLIAMS | SUSAN | Director, Customer Care | $132,823.49 | $256.10 |
| WISKIN | JOHN | Director, Schedule II Sector | $109,547.72 | $220.10 |
| WRIGHT | GLEN | Chair of the Board | $168,269.50 | $199.80 |

## Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés de la Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario (la «Commission») ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la justesse des données présentées. Les conventions comptables suivies dans la préparation des états financiers consolidés sont conformes aux principes comptables généralement reconnus. De nombreux montants des états financiers sont nécessairement fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction, et ce, compte tenu de l'importance relative. L'information financière présentée dans le présent rapport annuel est conforme aux états financiers consolidés.

La Commission maintient des systèmes de contrôles internes et des procédés de soutien pour fournir un degré raisonnable de certitude que les opérations sont autorisées, que l'actif est protégé contre une utilisation ou une cession non autorisée et que des registres adéquats sont tenus. Ce système comprend l'embauche et la formation attentive du personnel, la création d'une structure organisationnelle qui établit un partage bien défini des responsabilités et la communication des politiques et directives concernant la conduite des affaires au sein de la Commission.

Le conseil d'administration (le «Conseil») est l'ultime responsable des états financiers consolidés de la Commission. Le comité de vérification de la Commission participe à l'examen en détails des états financiers consolidés avec la direction et les vérificateurs externes avant que ces états soient recommandés au Conseil pour approbation. Le comité de vérification se réunit régulièrement avec la direction et les vérificateurs externes pour passer en revue l'étendue et le calendrier des vérifications, de même que leurs constatations et suggestions d'amélioration des contrôles internes et pour s'assurer que leurs responsabilités et celles de la direction ont été acquittées adéquatement.

Leonard Lu
Président

Darla S. Sycamore

Darla S. Sycamore, CA, Director, Finance

Le 8 février 2003

## Rapport des vérificateurs

**Aux administrateurs de la Commission du Régime de retraite de l'Ontario**

Nous avons vérifié l'état consolidé de l'actif net disponible pour le service des prestations et des prestations constituées et de l'excédent de la Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario (la «Commission») au 31 décembre 2002 et les états consolidés de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations, de l'évolution des prestations constituées et de l'évolution de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Commission. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 décembre 2002 ainsi que des résultats de son exploitation et de l'évolution de sa situation financière, de ses prestations constituées et de son excédent pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ernst & Young s.r.l.

Ernst & Young s.r.l.
Toronto, Canada
le 7 février 2003

# État consolidé de l'actif net disponible pour le service des prestations et des prestations constituées et de l'excédent

*(en milliers de dollars)*

| Au 31 décembre | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Placements (note 4) | **11 491 227 $** | 1 949 541$ |
| Cotisations à recevoir (note 7) | **19 973** | 16 981 |
| Immobilisations (note 5) | **1 097** | 805 |
| **Total de l'actif** | **11 512 297** | 11 967 327 |
| **Passif** | | |
| Impôt sur les bénéfices retenu sur le service de la rente | **8 977** | 8 567 |
| Créditeurs et charges à payer | **12 616** | 13 104 |
| Cotisations à payer | **1 130** | 589 |
| **Total du passif** | **22 723** | 22 260 |
| **Actif net disponible pour le service des prestations** | **11 489 574** | 11 945 067 |
| Rajustement de la valeur actuarielle de l'actif (note 8 b)) | **1 729 362** | 1 183 956 |
| **Valeur actuarielle de l'actif net disponible pour les placements** | **13 218 936** | 13 129 023 |
| **Prestations constituées et excédent** | | |
| Prestations constituées | **12 186 535** | 11 573 932 |
| Excédent (note 8 b)) | **1 032 401** | 1 555 091 |
| **Total des prestations et de l'excédent** | **13 218 936 $** | 13 129 023 $ |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Donald D. Weiss
Administrateur

Geoffrey H. Collins
Administrateur

## État consolidé de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations

*(en milliers de dollars)*

| Pour l'exercice terminé le 31 décembre | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Augmentation de l'actif net** | | |
| Revenus de placement nets (note 6) | **41 848 $** | 517 672 $ |
| Cotisations (note 7) | **135 197** | 130 230 |
| Transferts provenant d'autres régimes | **144 478** | 102 975 |
| **Augmentation de l'actif net** | **321 523** | 750 877 |
| **Diminution de l'actif net** | | |
| Rentes versées | **721 225** | 695 880 |
| Remboursements en cas de sortie et transferts | **42 057** | 45 706 |
| Charges d'exploitation (note 10) | **13 734** | 15 463 |
| **Diminution de l'actif net** | **777 016** | 757 049 |
| **Diminution nette de l'actif net de l'exercice** | **(455 493)** | (6 172) |
| Actif net au début de l'exercice | **11 945 067** | 11 951 239 |
| **Actif net à la fin de l'exercice** | **11 489 574 $** | 11 945 067 $ |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## État consolidé de l'évolution des prestations constituées

*(en milliers de dollars)*

| Pour l'exercice terminé le 31 décembre | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Prestations constituées au début de l'exercice** | **11 573 932 $** | 11 212 152 $ |
| **Augmentation des prestations constituées** | | |
| Intérêts sur les prestations constituées | **809 150** | 770 544 |
| Prestations constituées | **399 512** | 332 822 |
| **Augmentation totale** | **1 208 662** | 1 103 366 |
| **Diminution des prestations constituées** | | |
| Prestations versées | **763 307** | 741 586 |
| Gains actuariels | **(167 248)** | – |
| **Diminution totale** | **596 059** | 741 586 |
| **Augmentation nette des prestations constituées** | **612 603** | 361 780 |
| **Prestations constituées à la fin de l'exercice** | **12 186 535 $** | 11 573 932 $ |

## État consolidé de l'évolution de l'excédent

*(en milliers de dollars)*

| Pour l'exercice terminé le 31 décembre | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **Excédent au début de l'exercice** | **1 555 091 $** | 1 660 367 $ |
| Diminution de l'actif net disponible pour le service des prestations | **(455 493)** | (6 172) |
| Variation du rajustement de la valeur actuarielle de l'actif | **545 406** | 262 676 |
| Augmentation de la valeur actuarielle de l'actif net disponible pour le service des prestations | **89 913** | 256 504 |
| **Augmentation nette des prestations constituées** | **612 603** | 361 780 |
| **Excédent à la fin de l'exercice** | **1 032 401 $** | 1 555 091 $ |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés
## 31 décembre 2002

**Note 1 : Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires**

En date du 1er janvier 1990, la province de l'Ontario (la «Province») a adopté la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires, 1990* (la «*Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires*») par laquelle le régime de retraite des fonctionnaires de la Province et de certains de ses organismes est maintenu. Les modalités du Régime de retraite des fonctionnaires sont stipulées à l'annexe 1 de la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires*. La Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario (la «Commission») est l'administrateur du Régime de retraite des fonctionnaires.

**Note 2 : Description du Régime de retraite des fonctionnaires**

Le Régime de retraite des fonctionnaires est brièvement décrit ci-après. Pour une information plus complète, on se référera à la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires*.

a) Généralités
Le Régime de retraite des fonctionnaires est un régime de retraite contributif à prestations déterminées et est obligatoire pour la plupart des employés qui répondent aux exigences d'admissibilité stipulées dans la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires*. En vertu du Régime, les cotisations sont versées par les participants et les employeurs. Le Régime est enregistré auprès de la Commission des services financiers de l'Ontario et de l'Agence des douanes et du revenu du Canada (sous le numéro 0208777).

b) **Cotisations**
Le Régime de retraite des fonctionnaires est coordonné au Régime de pensions du Canada («RPC»). Les cotisations des participants s'élèvent à 6,2 % de leur salaire assujetti aux cotisations au RPC plus 8 % du solde de leur salaire. Les employeurs versent des cotisations à part égale. La Province, à titre de promoteur du Régime, a modifié le Régime afin de permettre une réduction des cotisations égale à 4% du salaire des participants et une réduction à part égale pour les employeurs. Cette réduction a pris fin le 30 novembre 2002. Pour la plupart des participants, la réduction est entrée en vigueur le 1er août 2000.

Les membres de la Police provinciale de l'Ontario («PPO») doivent verser au Régime de retraite des fonctionnaires 2% de plus de leur salaire, et l'employeur verse une cotisation à part égale. Cette cotisation supplémentaire a servi à financer le mécanisme de retraite anticipée améliorée 50/30 pour les agents de police. En vertu d'une modification du Régime, les employés de la PPO n'étaient pas tenus de verser ce montant supplémentaire du 1er août 2000 au 31 mars 2002. Cependant, les cotisations de l'employeur avaient été maintenues au même niveau pendant cette période.

c) **Rentes**
Les rentes sont payables à l'âge de 65 ans (ou à60 ans pour les participants ayant des années de service décomptées antérieures à 1966), selon le nombre d'années de service décomptées dans le Régime de retraite des fonctionnaires, multiplié par 2 % du salaire moyen au cours des 60 mois consécutifs où celui-ci a été le plus élevé, moins une déduction des montants reçus en vertu du RPC à l'âge de 65 ans. Des prestations intégrales peuvent être touchées avant l'âge de 65 ans, si l'âge du participant et ses années de service décomptées totalisent 90 (le «Facteur 90») ou si le participant atteint l'âge de 60 ans et a au moins 20 années de service décomptées. La Province a modifié le Régime de retraite des fonctionnaires afin de prévoir la possibilité d'une retraite anticipée améliorée pour certains participants au Régime dont l'âge et le nombre d'années de service décomptées dans le Régime totalisent 80 ans ou plus (le «Facteur 80»). Le programme du Facteur 80 a pris fin le 31 mars 2002. Le Régime a été de nouveau modifié afin de permettre aux employés que leur employeur considère comme excédentaires de prendre leur retraite dès qu'ils ont atteint le Facteur 80. Pour qu'un participant soit admissible, lui-même et son employeur doivent respecter certaines conditions. Le programme prendra fin le 31 mars 2004. Les membres de la PPO sont admissibles à des prestations intégrales après avoir atteint l'âge de 50 ans, s'ils ont 30 années de service décomptées.

**d) Prestations de décès**

Le conjoint survivant admissible, les enfants admissibles, un bénéficiaire désigné ou la succession du participant ou du retraité peuvent recevoir des prestations lors du décès d'un participant ou d'un retraité.

**e)** Prestations d'invalidité

À condition de satisfaire à tous les critères d'admissibilité, les participants sont admissibles à des prestations d'invalidité s'ils ont au moins dix années de service décomptées dans le Régime de retraite des fonctionnaires. Le montant des prestations d'invalidité dépend du nombre d'années de service décomptées et du salaire moyen.

**f) Remboursements en cas de sortie**

Les participants qui quittent leur emploi avant l'âge de 55 ans et qui sont admissibles à une rente différée peuvent avoir le droit de transférer la valeur de rachat de la rente à un régime enregistré d'épargne-retraite immobilisé ou à un autre régime de retraite, ou d'acheter une rente viagère.

**g) Accroissement des prestations**

Les prestations de retraite en cours et les prestations de retraite différées sont majorées pour tenir compte de l'inflation en fonction de l'indice des prix à la consommation, jusqu'à un taux maximum de 8 % pour une année donnée. Toute tranche excédant le plafond de 8 % pour une année donnée est appliquée aux prestations de retraite des années subséquentes où le taux d'inflation est inférieur à 8 %.

**Note 3 : Résumé des principales conventions comptables**

**a) Mode de présentation**

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et présentent la situation du Régime de retraite des fonctionnaires en tant qu'entité distincte indépendante des employeurs et des participants au régime.

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige de la direction qu'elle établisse des prévisions et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif présentés et sur les actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants de produits et de charges constatés au cours de la période visée. Les résultats réels pourraient être différents des résultats prévus.

**b) Consolidation**

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la filiale en propriété exclusive.

**c) Placements**

Les placements négociés sont inscrits à la juste valeur fondée sur les prix du marché à la fin de l'exercice. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût non amorti qui se rapproche de leur juste valeur globale. Les débentures spéciales de la province de l'Ontario, qui sont des placements non négociables, sont comptabilisées à la valeur nominale (voir la note 4). Les gains et pertes matérialisés à la cession de placements sont portés aux revenus de placement. Les remboursements de retenues fiscales des juridictions étrangères sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les opérations de placement sont présentées à la date de l'opération.

Les placements immobiliers sont comptabilisés à la valeur d'expertise établie par des évaluateurs indépendants tous les ans. Les modifications de la valeur d'expertise à la suite d'une expertise sont inscrites dans les gains non matérialisés.

**d) Cotisations**

Les cotisations des participants et des employeurs exigibles à la fin de l'exercice en vertu du Régime de retraite des fonctionnaires sont comptabilisées à titre de cotisations à recevoir. Les transferts et achats de services passés sont constatés après réception des fonds et traitement du cas.

**e) Rentes**

Le versement de prestations de retraite, les remboursements et les transferts sont inscrits pendant l'exercice au cours duquel ils sont effectués.

**f) Immobilisations**

Les immobilisations sont inscrites au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue des immobilisations, soit :

| | |
|---|---|
| Équipement informatique | 3 ans |
| Améliorations locatives | Durée résiduelle du bail |
| Mobilier et agencements | 10 ans |

**g) Conversion des devises**

Les opérations en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

La juste valeur des placements et les soldes de l'encaisse libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

**Note 4 : Placements**

*(en milliers de dollars)*

**Au 31 décembre**

| | 2002 | | 2001 | |
|---|---|---|---|---|
| | **Juste valeur** | **Coût** | Juste valeur | Coût |
| **Encaisse et placements à court terme** | | | | |
| Canadiens | **546 409 $** | **545 803 $** | 587 106 $ | 586 356 $ |
| Étrangers | **64 619** | **63 104** | 77 287 | 76 964 |
| | **611 028** | **608 907** | 664 393 | 663 320 |
| **Valeurs à revenu fixe** | | | | |
| **Débentures spéciales de la province de l'Ontario** | 3 233 173 | 3 233 173 | 3 363 221 | 3 363 221 |
| **Obligations** | | | | |
| Canadiennes | **1 848 615** | **1 772 875** | 1 817 694 | 1 781 135 |
| Étrangères | **291 894** | **237 556** | 295 190 | 283 082 |
| | **5 373 682** | **5 243 604** | 5 476 105 | 5 427 438 |
| **Actions** | | | | |
| Canadiennes | **1 527 583** | **1 381 518** | 1 598 301 | 1 453 840 |
| Étrangères | **2 566 451** | **2 584 346** | 2 986 158 | 2 554 353 |
| | **4 094 034** | **3 965 864** | 4 584 459 | 4 008 193 |
| **Biens immobiliers** | **1 151 019** | **1 067 546** | 955 699 | 886 453 |
| **Placements** | **11 229 763** | **10 885 921** | 11 680 656 | 10 985 404 |
| **Produits à recevoir** | **261 464** | **261 464** | 268 885 | 268 885 |
| **Total** | **11 491 227 $** | **11 147 385 $** | 11 949 541 $ | 11 254 289 $ |

Les débentures spéciales de la province de l'Ontario, qui sont non négociables, sont comptabilisées à la valeur nominale globale de 3,23 milliards de dollars. En déterminant les flux de trésorerie actualisés selon les rendements du marché à la fin de l'exercice pour des obligations comparables, on obtient une valeur de 4,67 milliards de dollars.

On compte actuellement 16 débentures spéciales de la province de l'Ontario venant à échéance au cours des 12 prochaines années, dont le taux d'intérêt moyen pondéré est de 11,86 %.

À titre d'administrateur de la caisse de retraite, la Commission a adopté un énoncé des politiques et processus de placement. Cet énoncé présente les objectifs de placement, les rendements prévus et les lignes directrices pour la gestion de la caisse de retraite. Afin de réduire le risque et d'améliorer le rendement, les placements sous forme d'actions et de valeurs à revenu fixe peuvent être répartis entre différentes catégories d'actif. La proportion affectée à tout moment est déterminée d'après une analyse de la conjoncture et des conditions du marché des capitaux. Afin d'être en mesure de s'adapter aux changements fondamentaux, la composition de l'actif de la caisse de retraite se situe dans les fourchettes suivantes :

| | |
|---|---|
| Actions canadiennes | 10 % à 20 % |
| Actions étrangères | 20 % à 30 % |
| Biens immobiliers | 5 % à 15 % |
| Total pour les actions et les biens immobiliers | 35 % à 65 % |
| | |
| Obligations | 35 % à 65 % |
| Titres à court terme | 0 % à 10 % |
| Total pour valeurs à revenu fixe | 35 % à 65 % |

La politique relative à la composition à long terme de l'actif de la caisse de retraite se présente comme suit :

| | |
|---|---|
| Actions | 50 % |
| Valeurs à revenu fixe | 50 % |

Cette politique a été adoptée après évaluation des caractéristiques du risque des politiques de rechange, compte tenu des besoins en liquidités de la caisse de retraite et des hypothèses économiques employées pour l'évaluation actuarielle du Régime de retraite des fonctionnaires.

La Commission investit dans des obligations et des actions ordinaires à cote élevée. La juste valeur des placements étrangers fluctue selon le taux de change.

La valeur comptable des actifs immobiliers a été majorée de 14 millions de dollars afin de tenir compte des résultats de l'évaluation indépendante effectuée en date du 31 décembre 2002.

Voir le tableau des valeurs à revenu fixe échues et le tableau des placements supérieurs à 35 millions de dollars pour de plus amples renseignements.

**Note 5 : Immobilisations**

*(en milliers de dollars)*

| | 2002 | | | 2001 |
|---|---|---|---|---|
| **Au 31 décembre** | **Coût** | **Amortissement cumulé** | **Valeur comptable nette** | Valeur comptable nette |
| Équipement informatique | **1 348 $** | **818 $** | **530 $** | 316 $ |
| Améliorations locatives | **1 478** | **1 148** | **330** | 316 |
| Mobilier et agencements | **758** | **521** | **237** | 173 |
| **Total des immobilisations** | **3 584 $** | **2 487 $** | **1 097 $** | 805 $ |

**Note 6 : Revenus De Placement Nets**

*(en milliers de dollars)*

| **Pour l'exercice terminé le 31 décembre** | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| **Revenus d'intérêts** | | |
| Encaisse et placements à court terme : | | |
| Canadiens | **12 963 $** | 25 403 $ |
| Étrangers | **902** | 4 066 |
| Titres à revenu fixe | | |
| Débentures spéciales de la province de l'Ontario | **389 972** | 401 913 |
| Obligations : | | |
| Canadiennes | **114 840** | 114 156 |
| Étrangères | **15 613** | 19 383 |
| **Total des revenus d'intérêts** | **534 290** | 564 921 |
| **Revenus de dividendes** | | |
| Canadiens | **30 402** | 31 805 |
| Étrangers | **56 734** | 53 849 |
| **Total des revenus de dividendes** | **87 136** | 85 654 |
| Revenus tirés des biens immobiliers | **89 233** | 74 610 |
| Gain (perte) matérialisé(e) | **(303 837)** | 88 599 |
| **Perte non matérialisée** | **(351 419)** | (284 548) |
| **Total des revenus de placement** | **55 403** | 529 236 |
| Frais de gestion de placements et droits de garde | **13 555** | 11 564 |
| **Revenus de placement nets** | **41 848 $** | 517 672 $ |

**Note 7 : Cotisations**

*(en milliers de dollars)*

**Pour l'exercice terminé le 31 décembre**

| | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| **Participants** | | |
| Services courants | **60 753 $** | 49 322 $ |
| Services passés | **12 956** | 14 113 |
| | **73 709** | 63 435 |
| **Employeurs** | | |
| Services courants | **55 391** | 54 462 |
| Services passés | **6 097** | 12 333 |
| | **61 488** | 66 795 |
| **Total des cotisations** | **135 197 $** | 130 230 $ |

Les exigences en matière de cotisations sont stipulées par la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires* et résumées à la note 2.

Les cotisations à recevoir représentent les cotisations des participants et des employeurs exigibles et les créances estimatives des participants touchant des prestations en vertu du Régime de protection du revenu à long terme et la part égale des rachats facturés à l'employeur.

**Note 8 : Prestations constituées**

**a) Mode de capitalisation**

La capitalisation du Régime de retraite des fonctionnaires se fonde sur une méthode d'évaluation exigée en vertu de la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires*. Les actuaires de la Commission, Mercer Human Resource Consulting («Mercer»), ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des fonctionnaires, fondée sur un mode de capitalisation, au 31 décembre 2001. Cette évaluation indique l'existence d'un excédent actuariel de 408 millions de dollars, d'après un passif actuariel de 12,693 milliards de dollars et un actif actuariel de 13,101 milliards de dollars à la fin de 2001.

Conformément aux dispositions de la *Loi sur les régimes de retraite* de l'Ontario et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, les évaluations actuarielles aux fins de capitalisation doivent avoir lieu au moins une fois tous les trois ans.

**b) Mode de comptabilisation**

Les états financiers consolidés comprennent la valeur actuarielle de l'actif net et des prestations constituées aux 31 décembre 2002 et 2001, d'après des calculs actuariels établis à ces dates conformément aux recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Les normes de l'ICCA exigent que les obligations en matière de prestations constituées soient calculées au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et des hypothèses les plus probables de la direction. Les principales hypothèses utilisées pour cette estimation se rapportent aux prévisions à long terme et sont examinées annuellement d'après la conjoncture économique. En 2002 et 2001, les principales hypothèses utilisées étaient comme suit :

| | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| Intérêt | **7,0 %** | 7,0 % |
| Inflation | **3,0 %** | 3,0 % |
| Taux réel de rendement | **4,0 %** | 4,0 % |
| Salaires | **4,0 %** + échelle ascendante | 4,0 % + échelle ascendante |

Les hypothèses les plus probables pour la valeur actuarielle de l'actif de 1 729 millions de dollars incluent un rajustement de la juste valeur des débentures spéciales de la province de l'Ontario et des pertes nettes non matérialisées de 494 millions de dollars sur les titres négociables (gains non matérialisés de 4 millions de dollars en 2001) qui sont amorties sur quatre ans aux fins actuarielles.

**Note 9 : Prestations de retraite anticipée de la police provinciale de l'Ontario**

En vertu du Régime de retraite des fonctionnaires, la Commission est tenue de présenter annuellement un rapport sur les prestations de retraite anticipée prévues par le Régime pour les participants qui sont au service de la Police provinciale de l'Ontario (PPO). Ces prestations de retraite anticipée sont offertes aux membres de la PPO qui sont âgés de 50 ans et qui ont 30 années de service décomptées dans le Régime. Les membres de la PPO versent 2 % de leur salaire au Régime en plus de la cotisation régulière. Leur employeur verse une cotisation à part égale.

L'obligation relative aux participants de la PPO qui sont admissibles et choisissent de prendre leur retraite en vertu des dispositions du Facteur 80 n'est pas incluse dans les prestations de retraite anticipée. À l'expiration du programme de la Province, l'obligation visant tous les participants de la PPO qui atteignent 50 ans et qui ont 30 années de service décomptées dans le Régime de retraite des fonctionnaires sera présentée dans les prestations de retraite anticipée de la PPO.

Il est tenu compte, dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2001, des prestations de retraite anticipée de la PPO. La valeur des cotisations et des prestations futures anticipées dans l'évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2001 a été mise à jour pour refléter les cotisations réelles reçues et les versements de prestations effectués au cours de la période allant jusqu'au 31 décembre 2002. Selon les actuaires de la Commission, cette méthode offre une estimation raisonnable de la situation financière de ces prestations.

L'obligation additionnelle et l'actif relatif aux prestations de retraite anticipée de la PPO au 31 décembre 2002 se présentent comme suit :

*(en milliers de dollars)*

| | |
|---|---|
| Actif affecté au paiement des prestations de retraite anticipée de la PPO | 93 605 $ |
| Valeur actuarielle des cotisations additionnelles futures à recevoir des participants de la PPO et de leur employeur | 83 310 |
| | 176 915 |
| Valeur actuarielle des prestations futures de retraite anticipée de la PPO | 183 688 |
| **Excédent de l'actif et de la valeur actuarielle des cotisations additionnelles futures disponibles sur la valeur actuarielle des prestations futures de retraite anticipée de la PPO** | (6 773) $ |

**Note 10 : Charges d'exploitation**

*(en milliers de dollars)*

**Pour l'exercice terminé le 31 décembre**

| | **2002** | 2001 |
|---|---|---|
| Salaires et avantages sociaux | **7 028 $** | 7 310 $ |
| Services d'agence | **344** | 1 038 |
| Bureaux et exploitation | **2 420** | 1 992 |
| Services informatiques et professionnels | **2 880** | 4 030 |
| Amortissement | **332** | 337 |
| Communications | **480** | 544 |
| Vérification | **114** | 62 |
| Déplacements | **86** | 68 |
| Publications et frais d'enregistrement et de dépôt | **50** | 82 |
| **Total des charges d'exploitation** | **13 734 $** | 15 463 $ |

**Note 11 : Rémunération des membres du conseil**

Le tableau ci-dessous présente les rémunérations et les avantages imposables perçus dans l'année par le chef de la direction et les quatre autres cadres supérieurs ayant reçu la rémunération la plus importante.

| | **Rémunération** | **Avantages imposables** |
|---|---|---|
| Donald D. Weiss, Président du Conseil et chef de la direction | 207 795 $ | 330 $ |
| Leonard Lu, Président | 273 993 | 450 |
| Mark J. Fuller, Vice-président directeur | 248 674 | 418 |
| Robert F. Kay, Premier vice-président, Placements | 218 195 | 370 |
| Linda J. Bowden, Vice-présidente, Services généraux | 154 160 | 285 |

## Valeurs à revenu fixe échues

*(en milliers de dollars)*

**Au 31 décembre**

| | 2002 | | 2001 | |
|---|---|---|---|---|
| | | Rendement réel | | Rendement réel |
| | Juste valeur | % | Juste valeur | % |
| **Encaisse et placements à court terme** | | | | |
| Canadiens | | | | |
| 0 à 1 an | **546 409 $** | **2,56 - 2,79** | 587 106 $ | 1,91 - 2,16 |
| Étrangers : | | | | |
| 0 à 1 an | **64 619** | **1,12 - 3,25** | 77 287 | 1,65 |
| | **611 028 $** | | 664 393 $ | |
| **Débentures spéciales de la province de l'Ontario** | | | | |
| 0 à 1 an | **100 898 $** | **9,51 - 14,65** | 96 416 $ | 9,81 - 16,95 |
| 1 an à 5 ans | **739 773** | **9,82 - 15,38** | 655 941 | 9,51 - 14,65 |
| 5 à 10 ans | **1 531 886** | **10,38 - 13,33** | 1 375 769 | 11,55 - 15,38 |
| Plus de 10 ans | **860 616** | **11,10 - 11,19** | 1 235 095 | 10,38 - 11,19 |
| | 3 233 173 | | 3 363 221 | |
| **Obligations** | | | | |
| Canadiennes : | | | | |
| 0 à 1 an | **142 862** | **5,17 - 10,56** | 50 427 | 5,38 - 9,64 |
| 1 an à 5 ans | **317 902** | **3,02 - 9,10** | 487 705 | 4,74 - 9,91 |
| 5 à 10 ans | **852 921** | **4,36 - 7,72** | 832 695 | 4,78 - 8,58 |
| Plus de 10 ans | **415 095** | **3,68 - 7,99** | 336 081 | 5,32 - 7,90 |
| Fonds d'obligations PH&N | | | | |
| 1 an à 47 ans | **119 835** | **4,91** | 110 786 | 5,55 |
| | **1 848 615** | | 1 817 694 | |
| Étrangères : | | | | |
| 0 à 1 an | **30 939** | **4,47 - 7,93** | 4 826 | 8,14 |
| 1 an à 5 ans | **89 513** | **4,30 - 7,41** | 65 255 | 4,48 - 7,72 |
| 5 à 10 ans | **117 896** | **3,74 - 5,71** | 184 596 | 3,98 - 7,38 |
| Plus de 10 ans | **53 546** | **5,07 - 5,47** | 40 513 | 5,45 - 5,90 |
| | **291 894** | | 295 190 | |
| | **5 373 682 $** | | 5 476 105 $ | |

## Placements supérieurs à 35 millions de dollars *

*(en milliers de dollars)*

**Au 31 décembre**

| | Échéances | Coupon % | Juste valeur $ |
|---|---|---|---|
| **Encaisse et placements à court terme** | | | |
| Canadiens | | | |
| Gouvernement du Canada | | | 330 371 |
| Valeurs à revenu fixe | | | |
| **Débentures spéciales de la province de l'Ontario** | 2003 - 2014 | 9,51 - 15,38 | 3 233 173 |
| Canadiennes | | | |
| Gouvernement du Canada | 2003 - 2029 | 4,25 - 10,25 | 501 262 |
| Province de l'Ontario | 2003 - 2029 | 5,70 - 9,50 | 173 192 |
| Fonds d'obligations de sociétés de bonne qualité - Phillips Hager & North | 2003 - 2049 | 4,60 - 11,80 | 119 835 |
| Woodbine Entertainment Group | 2011 | 8,58 | 57 409 |
| Titres hypothécaires LNH | 2008 - 2011 | 5,45 - 5,50 | 54 995 |
| Banque Royale du Canada | 2008 - 2016 | 5,45 - 7,29 | 48 955 |
| Sun Life du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie | 2011 - 2028 | 5,80 - 6,87 | 44 911 |
| La Banque Toronto-Dominion | 2009 - 2012 | 6,00 - 7,60 | 43 178 |
| Financière Manuvie | 2011 - 2016 | 5,70 - 6,70 | 41 916 |
| Province de la Colombie-Britannique | 2008 - 2012 | 5,75 - 6,38 | 36 075 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2007 - 2008 | 4,40 - 4,75 | 35 339 |
| Étrangères | | | |
| Gouvernement de la France | 2005 - 2025 | 4,00 - 6,00 | 129 419 |
| Obligations de la République fédérale d'Allemagne | 2003 - 2028 | 3,75 - 5,63 | 93 501 |
| Gouvernement du Royaume-Uni | 2008 | 5,00 | 40 678 |
| **Biens immobiliers** | | | 1 151 524 |

* À l'exception des débentures spéciales de la province de l'Ontario.

*(en milliers de dollars)*

| | Actions | Juste valeur |
|---|---|---|
| **Actions** | | |
| Canadiennes | | |
| Banque Royale du Canada | 1 894 | 109 556 $ |
| Encana Corp. | 1 787 | 87 174 |
| La Banque Toronto Dominion | 2 144 | 72 921 |
| Banque canadienne impériale de commerce | 1 590 | 69 184 |
| Banque de Montréal | 1 413 | 58 916 |
| Banque de la Nouvelle-Écosse | 1 081 | 56 941 |
| Financière Manuvie | 1 604 | 55 162 |
| Fonds communs à petite capitalisation Sceptre | 162 | 54 703 |
| Suncor Énergie | 1 961 | 48 442 |
| BCE Inc. | 1 689 | 48 128 |
| Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada | 673 | 43 946 |
| Petro-Canada | 869 | 42 503 |
| Corporation Financière Power | 1 127 | 40 396 |
| TransCanada PipeLines Limited | 1 688 | 38 694 |
| Alcan Inc. | 812 | 37 615 |
| Étrangères | | |
| Américaines | | |
| Pfizer Inc. | 1 189 | 57 431 |
| Merck & Co. Inc. | 578 | 51 719 |
| Phillip Morris | 756 | 48 425 |
| Microsoft Corporation | 575 | 46 947 |
| Exxon Mobil Corp. | 798 | 44 075 |
| General Electric | 1 013 | 38 953 |
| Citigroup | 669 | 37 220 |
| Fannie Mae | 359 | 36 474 |
| France | | |
| Total Fina Elf | | 35 309 |

## Opinion des actuaires

**Aux administrateurs de la Commission du Régime de retraite de l'Ontario**

Nous avons préparé l'évaluation actuarielle du Régime de retraite des fonctionnaires selon une méthode de capitalisation au 31 décembre 2001, comme décrit à la note 8 a) afférente aux états financiers consolidés ci-joints.

**Nous certifions par la présente qu'à notre avis :**

- les données qui nous ont été fournies par la Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario (la «Commission») sont suffisantes et fiables pour les besoins de notre évaluation du 31 décembre 2001;
- les hypothèses actuarielles utilisées sont, dans l'ensemble, appropriées pour les besoins de l'évaluation du Régime de retraite des fonctionnaires aux fins de la capitalisation;
- les méthodes d'évaluation employées sont appropriées pour les besoins de l'évaluation et sont conformes aux prescriptions de la *Loi sur les régimes de retraite*, de la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires* et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- l'évaluation a été préparée et notre opinion est donnée conformément aux normes actuarielles généralement reconnues.

À l'aide des données fournies par la Commission aux fins de l'évaluation de la capitalisation, nous avons également préparé une estimation des actifs et des passifs, selon une méthode actuarielle, en suivant la méthode comptable exigée au chapitre 4100 du *Manuel* de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, comme présenté à la note 8 b). Ces montants sont indiqués dans l'état consolidé de l'actif net disponible pour le service des prestations et des prestations constituées et de l'excédent. L'évaluation aux fins comptables a été préparée conformément aux normes actuarielles reconnues et se fonde sur des hypothèses établies à la note 8 b) qui, à notre avis, constituent des hypothèses raisonnables.

Michael D. Banks, F.I.A., F.C.I.A.

Amy Pun, F.S.A., F.C.I.A.

MERCER HUMAN RESOURCE CONSULTING
le 7 février 2003

**Aux administrateurs de la Commission du Régime de retraite de l'Ontario**

| Nom de famille | Prénom | Titre | Salaire | Avantages imposables |
|---|---|---|---|---|
| BOWDEN | LINDA | Vice President, Corporate Services | $154,160.17 | $284.82 |
| EVAGELOU | ANTONIA | Vice President, Plan Administration | $143,240.51 | $275.67 |
| FARRUGIA | JOE | Director, Planning & Information Tech. | $132,851.57 | $251.01 |
| FULLER | MARK | Executive VP, Gen. Counsel & Secretary | $248,673.71 | $418.17 |
| KAY | ROBERT | Sr. Vice President Investments | $218,194.53 | $369.96 |
| LU | LEONARD | President | $273,993.16 | $450.27 |
| SHENA | PETER | Vice President, Policy & Research | $150,963.88 | $279.78 |
| SYCAMORE | DARLA | Treasurer & Director, Treasury & Finance | $124,111.88 | $237.03 |
| WEISS | DONALD | Chairman & CEO | $207,795.26 | $329.79 |

Deloitte & Touche

## FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

# Rapport des vérificateurs

Au comité de vérification de la Commission des services financiers de l'Ontario et
au vérificateur provincial de l'Ontario

À la suite de notre nomination en tant que vérificateurs du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (le « fonds »), dont la vérification est effectuée sous la direction du vérificateur provincial de l'Ontario, nous avons vérifié l'état de la position financière du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles au 31 mars 2003 et l'état de la situation du fonds de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la position financière du fonds au 31 mars 2003 et de la situation du fonds pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables mentionnées dans les notes 3 et 4 afférentes aux états financiers.

Deloitte & Touche LLP

Comptables agréés

Toronto (Ontario)
Le 20 juin 2003

## FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES
(Créé en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles)
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2003

### ACTIF

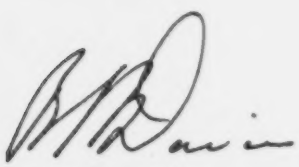
| | 2003<br>$ | 2002<br>(Non vérfié)<br>$ |
|---|---|---|
| Fonds déposés au crédit du ministre des Finances | 6 963 850 | 12 193 214 |
| | **6 963 850** | **12 193 214** |

### PASSIF ET SOLDE DU FONDS

| | | |
|---|---|---|
| Solde net du Fonds | 6 963 850 | 12 193 214 |
| | **6 963 850** | **12 193 214** |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Approuvé :



Bryan P. Davies
Directeur général et
surintendant des services financiers

## FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES
**(Créé en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles)**

### ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DU SOLDE NET DU FONDS POUR L'EXERCICE S'ÉTANT TERMINÉ LE 31 MARS 2003

| | 2003 | 2002 (Non vérifié) |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| **RECETTES** | | |
| Droits d'émission ou de renouvellement des permis de conduire | 8 645 361 | 8 041 358 |
| Remboursements des débiteurs | 2 120 395 | 2 119 266 |
| Recouvrements liés aux sur exercices antérieurs (règlements de tiers) | 197 604 | 851 815 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **10 963 360** | **11 012 439** |
| **DÉCAISSEMENTS** | | |
| **Paiements à vocation spéciale** | | |
| **Règlements de tiers** | | |
| Jugements, y compris les frais | 3 276 705 | 2 783 606 |
| Règlements à l'amiable | 19 824 | 33 648 |
| Délits de fuite, y compris les frais | 207 358 | 442 371 |
| | 3 503 887 | 3 259 625 |
| **Indemnités d'accidents** | | |
| Indemnités d'accident légales | 8 483 609 | 6 198 963 |
| **Somme partielle** | 11 987 496 | 9 458 588 |
| **Frais d'administration** | | |
| Salaires | 992 771 | 853 424 |
| Avantages sociaux | 156 914 | 160 377 |
| Transport et communication | 42 757 | 39 568 |
| Services | | |
| Règlements (honoraires des avocats, etc.) | 1 392 783 | 1 144 707 |
| Frais de réclamation pour Indemnités d'accidents | 754 873 | 591 151 |
| Autres | 807 120 | 1 082 650 |
| Fournitures et équipement | 58 010 | 61 918 |
| **Somme partielle** | 4 205 228 | 3 933 795 |
| **TOTAL DES DÉCAISSEMENTS** | **16 192 724** | **13 392 383** |
| (Baisse) du fonds au cours de l'exercice | (5 229 364) | (2 379 944) |
| Solde du fonds, déposé au crédit du ministre des Finances, au début de l'exercice | 12 193 214 | 7 174 158 |
| Virement - Paiements du FIVAVA | -- | 7 399 000 |
| Solde du fonds, déposé au crédit du ministre des Finances, à la fin de l'exercice | **6 963 850** | **12 193 214** |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

# FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

### 1. Autorité

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (le « Fonds ») est administré selon la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (la « loi »), L.R.O. 1990, chapitre M.41, telle que modifiée.

### 2. Activités du Fonds

À l'origine, le Fonds a été créé pour indemniser les victimes d'accidents de véhicules automobiles provoqués en Ontario par des conducteurs sans assurance ou ayant fui les lieux de l'accident. Les conducteurs non assurés devaient acquitter des droits annuels au Fonds. Toutefois, depuis le 1er mars 1980, avec l'adoption de la Loi sur l'assurance-automobile obligatoire, tous les conducteurs doivent prendre une assurance de la responsabilité civile obligatoire y compris une garantie non-assurance des tiers. En 1990, on a créé, pour le Fonds, une nouvelle disposition à l'égard du versement des indemnités d'accident.

Le Fonds verse maintenant les indemnités selon quatre régimes d'indemnisation d'assurance automobile différents :

1) Système de réparation des torts - avant le 22 juin 1990
2) Régime de protection des automobilistes de l'Ontario - entre le 22 juin 1990 et le 31 décembre 1993
3) Projet de loi 164 - entre le 1er janvier 1994 et le 31 octobre 1996
4) Projet de loi 59 - à compter du 1er novembre 1996

La couverture offerte par le Fonds est semblable à la couverture minimale requise en vertu de l'*Ontario Standard Automobile Policy* (OAP1) approuvée par l'organisme de réglementation provincial. Contrairement aux compagnies d'assurance, le Fonds ne couvre pas les réclamations relatives aux accidents s'étant produits à l'extérieur de l'Ontario.

## 3. État de l'évolution du solde net du Fonds

### A) Méthode de comptabilité

Le Fonds utilise la méthode de la comptabilité de caisse qui a été modifiée de sorte à permettre de disposer de trente jours supplémentaires pour payer les biens et services relatifs à l'exercice s'étant tout juste terminé. À cet effet, certains paiements dus à la fin de l'exercice et effectués au cours du premier mois de l'exercice suivant peuvent être constatés dans l'exercice courant.

### B) Recettes

Des droits de 1,00 $ sont facturés annuellement à chaque conducteur de l'Ontario qui renouvelle son permis de conduire. Ces droits s'appliquent également à tous les nouveaux permis de conduire délivrés.

Les sommes perçues à l'égard des comptes débiteurs impayés sont constatées à titre de recettes de l'exercice où elles sont recueillies (voir l'explication relative aux comptes débiteurs plus bas).

### C) Paiements à vocation spéciale

Dans les cas où il n'existe aucune assurance pour régler un sinistre, les sommes provenant du Fonds et utilisées pour indemniser les victimes d'accidents de véhicules automobiles sont constatées à titre de dépenses et classées en fonction des types de règlements prévus par la loi. En ce qui a trait aux règlements relatifs à la responsabilité civile, leurs paiements sont légalement recouvrables auprès des conducteurs non assurés fautifs. Les montants recouvrés relatifs aux demandes de l'année en cours sont comptabilisés dans ces comptes. Les montants recouvrés relatifs aux demandes des années précédentes sont comptabilisés dans les recettes.

### D) Frais d'administration

Les frais d'administration (p. ex. salaires, avantages sociaux, transport et communication, services et fournitures et équipement) sont remboursés au cours de l'exercice à même les fonds du Trésor. À la fin de chaque exercice, le lieutenant-gouverneur en conseil autorise le paiement, à même le Fonds, du montant nécessaire au remboursement du Trésor pour les frais engagés dans le cadre de l'administration du Fonds.

## 4. État de la situation financière

### A) Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles

Le solde du Fonds déposé auprès du ministre des Finances est conservé dans un compte du Trésor à vocation spéciale et figure à la colonne passif de l'État de la situation financière de la province de l'Ontario.

B) **Comptes débiteurs**

Les dossiers du Fonds prévoient un portefeuille des comptes débiteurs, qui compile au fil des années les sommes remboursées aux victimes non-assurées dans le cadre des règlements à l'égard de la responsabilité civile. Conformément à la loi, ces remboursements, qui deviennent des comptes débiteurs, peuvent être récupérés auprès des conducteurs non-assurés. Le processus pour la provision pour créances douteuses fait appel à une méthode de classement chronologique modifiée pour s'adapter au processus de remboursement du Fonds. Au 31 mars 2003, les comptes débiteurs se chiffraient à 47,7 millions $ (48,3 millions $ en 2002). La provision pour créances douteuses atteignait 29,5 millions $ (28,8 millions $ en 2002), ce qui laissait une valeur de réalisation nette de 18,2 millions $ (19,5 millions $ en 2002).

C) **Gains éventuels**

Certains des versements provenant du Fonds revêtent la forme de règlements échelonnés à l'égard des règlements relatifs aux indemnités d'accidents. La période de garantie relative à ces règlements varie de 10 à 25 ans. Pendant cette période, en cas de décès du requérant, les intérêts réversifs reviendront à Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario représentée par le ministre des Finances.

À titre de renseignement, même si la probabilité que le requérant décède pendant la période de garantie est faible, le Fonds a néanmoins calculé le montant approximatif des intérêts réversifs au 31 mars 2003.

Au 31 mars 2003, les sommes versées par le Fonds à l'égard des règlements relatifs aux indemnités d'accidents de véhicules automobiles sous forme de règlements échelonnés se chiffraient à environ 5,5 millions $ (4,4 millions $ en 2002), et les intérêts réversifs applicables atteignaient environ 3,8 millions $ (2,6 millions $ en 2002).

D) **Actif immobilisé**

Le coût de l'actif immobilisé, qui comprend les meubles, l'équipement et les modifications apportées aux locaux, est imputé aux résultats de la période pendant laquelle il est engagé.

E) **Dette non capitalisée**

Au 31 mars 2003, le Fonds était éventuellement responsable des demandes d'indemnité en traitement, des sinitres non encore signalés et des sommes nécessaires à leur règlement. En se fondant sur la valeur actuarielle, le montant approximatif des paiements qui seront requis pour toutes les années à venir en raison des demandes d'indemnité en traitement et des dettes à l'égard du règlement des sinistres atteint 124,0 millions $ (107,9 millions $ en 2002). Ce montant comprend une provision de 7,3 millions $ (5,8 millions $ en 2002) pour les écarts défavorables. Une fois soustraits le solde de 7,0 millions $ (12,2 millions $ en 2002) du Fonds et le montant de 18,2 millions $ (19,5 millions $ en 2002) en comptes débiteurs nets (voir la section Comptes débiteurs plus haut), il reste une dette non capitalisée de 98,8 millions $ (76,2 millions $ en 2002).

Durant l'exercice 2003-2004, il est prévu de rembourser 14,4 millions $ (13,0 millions $ en 2002) sur le montant total de 124,0 millions $ (107,9 millions $ en 2002).

Compte tenu de la situation du Fonds et des montants qui y sont prélevés au cours d'une période donnée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner qu'y soit versé un montant jugé nécessaire ou suffisant prélevé sur le Trésor.

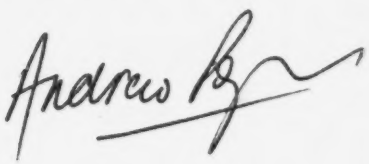
# SOCIÉTÉ ONTARIENNE D'ASSURANCE-DÉPÔTS

## Responsabilité de la direction

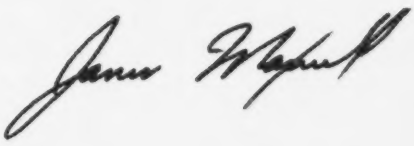
La direction de la Société ontarienne d'assurance-dépôts est responsable de l'intégrité et de la fidélité des états financiers figurant dans le rapport annuel. Ces états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Grâce à son système de contrôles comptables internes de haute qualité et peu onéreux, la Société peut, avec un degré raisonnable de certitude, attester l'exactitude et la fiabilité de son information financière, ainsi que la comptabilisation appropriée de ses actifs et passifs et la protection efficace de ses actifs.

Les états financiers ont été examinés par le Comité de vérification et des finances de la Société et approuvés par le Conseil d'administration. En outre, KPMG s.r.l., les vérificateurs, les ont vérifiés et leur rapport figure ci-contre.



Andrew Poprawa, CA
*Président et chef de la direction*



James Maxwell
*Chef de l'administration*
*et des finances*

Toronto, Canada
Le 30 janvier 2003

## Rapport des vérificateurs

KPMG s.r.l.

**Au Conseil d'administration de la**
**Société ontarienne d'assurance-dépôts**

Nous avons vérifié l'état de la situation financière de la Société ontarienne d'assurance-dépôts au 31 décembre 2002, ainsi que les états des résultats d'exploitation et de l'évolution du fonds de réserve d'assurance-dépôts et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2002, ainsi que des résultats de son exploitation et des flux de sa trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG s.r.l.

Comptables agréés
Toronto, Canada
Le 30 janvier 2003

**SOCIÉTÉ ONTARIENNE D'ASSURANCE-DÉPÔTS**

# État de la situation financière

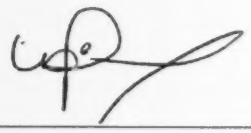
**AU 31 DÉCEMBRE 2002, AVEC CHIFFRES CORRESPONDANTS DE 2001 *(EN MILLIERS DE DOLLARS)***

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Encaisse | **1 218 $** | 1 213 $ |
| Placements (note 2) | **44 438** | 35 457 |
| Revenu de primes à recevoir | **2 219** | 1 055 |
| Débiteurs et intérêts à recevoir | **356** | 1 001 |
| Avances d'assurance-dépôts recouvrables | **3 946** | 2 757 |
| Immobilisations (déduction faite de l'amortissement cumulé de 3 077 $ (2001 - 2 930 $)) | **256** | 320 |
| | **52 433 $** | 41 803 $ |
| **PASSIF** | | |
| Créditeurs et charges à payer | **1 948** | 1 959 |
| Revenu de primes reporté | **2 280** | 1 130 |
| Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts (note 4) | **5 066** | 9 749 |
| Total du passif | **9 294** | 12 838 |
| **VALEUR NETTE** | | |
| Fonds de réserve d'assurance-dépôts | **43 139** | 28 965 |
| | **52 433 $** | 41 803 $ |

Éventualités (note 10)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

**Au nom du Conseil d'administration,**



_____, administrateur

_____, administratrice

**SOCIÉTÉ ONTARIENNE D'ASSURANCE-DÉPÔTS**

# État des résultats d'exploitation et de l'évolution du fonds de réserve d'assurance-dépôts

**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002, AVEC CHIFFRES CORRESPONDANTS DE 2001 *(EN MILLIERS DE DOLLARS)***

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| **REVENUS** | | |
| Revenu de primes | **14 110 $** | 13 916 $ |
| Divers | **1 190** | 1 643 |
| | **15 300** | 15 559 |
| **DÉPENSES** | | |
| Recouvrement de pertes | **(5 116)** | (3 817) |
| Salaires et charges sociales | **4 220** | 4 120 |
| Commission sur prêt et intérêts débiteurs | **16** | 14 |
| Frais d'exploitation | **2 607** | 2 637 |
| Recouvrement de frais d'exploitation | **(601)** | (1 241) |
| | **1 126** | 1 713 |
| **Excédent des revenus sur les dépenses** | **14 174** | 13 846 |
| Fonds de réserve d'assurance-dépôts, au début de l'exercice | **28 965** | 15 119 |
| **Fonds de réserve d'assurance-dépôts, à la fin de l'exercice** | **43 139 $** | 28 965 $ |

Voir les notes afférentes aux états financiers.

**SOCIÉTÉ ONTARIENNE D'ASSURANCE-DÉPÔTS**

# État des flux de trésorerie

**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002, AVEC CHIFFRES CORRESPONDANTS DE 2001 *(EN MILLIERS DE DOLLARS)***

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes : | | |
| **Exploitation :** | | |
| Excédents des revenus sur les dépenses | **14 174 $** | 13 846 $ |
| Éléments imputés à l'exploitation, sans incidence sur l'encaisse | | |
| Recouvrement de pertes | **(5 116)** | (3 817) |
| Gains sur la cession d'immobilisations | **(2)** | - |
| Amortissement | **151** | 180 |
| | **9 207** | 10 209 |
| Évolution des éléments suivants : | | |
| Revenu de primes à recevoir | **(1 164)** | (1 055) |
| Débiteurs et intérêts à recevoir | **645** | (756) |
| Créditeurs et charges à payer | **(11)** | 321 |
| Revenu de primes reporté | **1 150** | 1 130 |
| | **620** | (360) |
| Montants nets d'assurance-dépôts (avancés) recouvrés (note 4) | **(756)** | 3 351 |
| | **9 071** | 13 200 |
| **Placements :** | | |
| Acquisition d'immobilisations | **(88)** | (158) |
| Produits de la vente d'immobilisations | **3** | - |
| | **(85)** | (158) |
| **Augmentation des liquidités** | **8 986** | 13 042 |
| Liquidités, au début de l'exercice | **36 670** | 23 628 |
| **Liquidités, à la fin de l'exercice** | **45 656 $** | 36 670 $ |
| Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie : | | |
| Intérêts payés pendant l'exercice | **7 $** | 9 $ |

Les liquidités s'entendent de l'encaisse et des placements à court terme, moins les emprunts.

Voir les notes afférentes aux états financiers.

# Notes afférentes aux états financiers

## Exercice terminé le 31 décembre 2002

### Généralités

La Société ontarienne d'assurance-dépôts, « entreprise opérationnelle » de la province de l'Ontario, poursuit ses activités à titre de société sans capital social établie en vertu des dispositions de la Loi sur les caisses populaires et les credit unions.

Les objectifs de la Société en vertu de la Loi sont les suivants :

- offrir un régime d'assurance-dépôts aux sociétaires des établissements membres;
- agir à titre d'organe de stabilisation auprès du mouvement des caisses populaires et credit unions;
- promouvoir des normes de saines pratiques commerciales et financières;
- effectuer la collecte et la publication de statistiques;
- fournir de l'aide financière aux établissements membres;
- agir à titre d'administrateur des établissements membres;
- réduire le plus possible le risque lié à l'assurance-dépôts et l'importance des indemnisations.

La Loi habilite la Société à exiger de ses établissements membres le paiement de cotisations lui permettant de financer l'assurance-dépôts et de payer ses frais d'administration. La Société établit chaque année les montants des primes. Elle présente au gouvernement de l'Ontario ses recommandations concernant les primes à percevoir, en vue de leur examen et de leur intégration dans les règlements en apportant à ces derniers les modifications nécessaires.

En outre, les emprunts de la Société, le cas échéant, font l'objet d'une garantie de la part du ministre agissant au nom de la province de l'Ontario. La garantie porte sur un montant maximal de 75 millions $ et elle arrivera à échéance le 31 décembre 2003. En plus de la commission de garantie à raison de 0,5 % du solde moyen en fin de journée de tout titre de créance bénéficiant de la garantie du ministre, la province de l'Ontario fait payer un droit de 5 points de base sur la partie inutilisée de toute facilité de crédit garantie pour la période se terminant le 31 décembre de chaque année pendant laquelle la nouvelle garantie est en vigueur.

### 1. Résumé des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Ils ne tiennent pas compte de l'actif, du passif ni des activités des caisses populaires/credit unions auprès desquelles la Société a été désignée comme liquidateur.

**a) Revenu de primes :**

La SOAD a adopté un régime de primes différentielles appliqué, selon un système de classification des risques, aux dépôts assurés détenus par les établissements membres. Les revenus tirés des primes sont comptabilisés une fois qu'ils ont été encaissés.

**b) Provision pour pertes :**

La provision pour pertes comprend les avances à titre d'assurance-dépôts et la charge à payer pour les pertes au sujet desquelles aucune avance n'avait été versée à la date de l'état de la situation financière.

Les fonds avancés à titre d'assurance-dépôts et de prêts aux établissements membres sont à l'origine inscrits au prix coûtant. Les avances d'assurance-dépôts recouvrables figurent à l'état de la situation financière, déduction faite des provisions connexes.

La charge à payer pour les pertes d'assurance-dépôts comporte à la fois des provisions pour pertes spécifiques et une provision générale pour pertes. Les provisions spécifiques pour pertes à l'égard des dépôts assurés sont estimées par la direction et comptabilisées dans les situations qui, de l'avis de la direction, ont toutes les chances d'entraîner des pertes pour la Société.

La provision générale pour pertes est fixée en fonction de la meilleure estimation que la direction puisse faire des pertes sur les dépôts assurés découlant du risque inhérent au mouvement des caisses populaires/credit unions. La provision est établie en évaluant le risque global au sein des établissements membres selon les conditions actuelles du marché et la conjoncture, la probabilité de pertes et la prise en compte de l'expérience historique en matière de pertes encourues précédemment. Il n'est pas possible de prévoir avec certitude l'évolution de la conjoncture, et les pertes réelles peuvent varier parfois sensiblement par rapport aux estimations de la direction.

**c) Prestations de pension :**

La Société a un régime de retraite à cotisations déterminées pour tous ses employés permanents non contractuels. Elle impute à ses résultats le coût des prestations de pension gagnées par les employés pendant que ceux-ci sont à son service. Les dépenses de pension représentent un pourcentage fixe des revenus des employés, plus la contribution de contrepartie des employés jusqu'à un maximum de 4 %. La Société n'assume ni risque mathématique, ni risque d'investissement.

**d) Futures prestations de retraite autres que la pension :**

Les futures prestations de retraite autres que la pension sont des prestations complémentaires d'assurance-maladie, soins dentaires et vie, que la Société accorde tant aux employés en activité pour lesquels une date d'admissibilité complète a pu être établie qu'aux retraités actuels remplissant les conditions voulues. La SOAD les inscrit à titre de charges à payer au titre de ces régimes pendant que les employés lui fournissent les services nécessaires pour les obtenir. Les coûts de ces futures prestations de retraite autres que la pension auxquelles les employés peuvent prétendre sont déterminés sur une base actuarielle. Les charges à payer pour couvrir ces coûts représentent les futures dépenses actualisées pour les retraités actuels ainsi que celles pour la période d'activité des employés actuels jusqu'à la date prévue du départ à la retraite.

**e) Placements :**

Les placements comprennent les investissements à revenu fixe à court terme et ils sont comptabilisés selon la méthode de l'amortissement du coût. L'escompte est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des investissements.

**f) Immobilisations :**

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant. L'amortissement du mobilier et du matériel est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif, à un taux annuel de 20 %. Les ordinateurs ainsi que les logiciels et l'équipement connexes sont amortis sur une période de trois ans selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail, et les automobiles, selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 24 % par an.

## 2. Placements

Les placements ont des échéances de moins d'un an. Leur rendement moyen pondéré est de 2,84 % (3,58 % en 2001). En conformité avec la politique de placement de la Société et la législation y afférente, tous les contrats de placement sont à taux fixes, portent sur des titres extrêmement liquides et ont au moins la cote R-1 « Middle » sur l'échelle du DBRS.

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | *(en milliers)* | |
| Bons du Trésor - Canada | **31 997 $** | 19 092 $ |
| Bons du Trésor - Ontario | **8 960** | 7 383 |
| Billets à ordre - autres provinces | **1 984** | 4 989 |
| Acceptations bancaires | **1 497** | 3 993 |
| Total des placements | **44 438 $** | 35 457 $ |

## 3. Emprunts

La Société a des facilités de crédit renouvelables, approuvées par l'Office ontarien de financement, organisme qui gère la garantie du ministre comme suit :

| | Crédit maximum disponible | En cours au 31 déc. 2002 |
|---|---|---|
| | *(en milliers)* | |
| Banque à charte canadienne | 20 000 $ | Néant |

Les emprunts sont garantis en vertu de la garantie du ministre agissant au nom de la province de l'Ontario. Le taux d'intérêt de la marge de crédit est égal aux taux des acceptations bancaires plus 14 points de base.

La Société paie un droit annuel de cinq points de base à terme échu à la Province de l'Ontario sur la partie inutilisée de cette marge de crédit auprès de la Banque à charte canadienne. La commission d'engagement perçue par la Banque à charte est de trois points de base sur le montant moyen inutilisé de la marge, payable tous les trimestres à terme échu.

## 4. Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts

La provision pour pertes comprend des provisions spécifiques à l'égard de pertes connues ou probables de certains établissements membres et une provision générale pour pertes non identifiées auprès d'établissements particuliers. La partie de la provision pour pertes comptabilisée au cours de l'exercice à l'étude et des exercices précédents, qui n'a pas encore exigé de paiement de la part de la Société, figure au passif de l'état de la situation financière comme « Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts ».

| | 2002 | 2001 |
|---|---|---|
| | *(en milliers)* | |
| Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts, au début de l'exercice | **9 749 $** | 12 167 $ |
| Augmentation de la charge à payer pour pertes d'assurance au cours de l'exercice | **-** | 3 525 |
| Diminution de la charge à payer pour pertes d'assurance au cours de l'exercice précédent | **(5 116)** | (7 342) |
| Recouvrement net de pertes d'assurance-dépôts | **(5 116)** | (3 817) |
| Augmentation (diminution) des avances d'assurance-dépôts recouvrables | **1 189** | (1 952) |
| Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts, à la fin de l'exercice | **(5 066)** | (9 749) |
| Montants nets des avances (recouvrements) d'assurance-dépôts | **756 $** | (3 351)$ |

La provision générale pour pertes comprise dans la « Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts » s'élevait à 3 000 000 $ (3 000 000 $ en 2001). Elle est calculée suivant la méthode décrite à la note 1 b).

En octobre 2001, la Société a aidé financièrement un établissement membre en achetant ses billets subordonnés pour un montant de 350 000 $. Au 31 décembre 2002, elle a radié le montant intégral de ces billets, la direction ayant estimé que leur remboursement est peu probable.

### 5. Engagements en vertu d'un contrat de location

Le contrat de location-exploitation des locaux de la Société est en vigueur depuis le 1er janvier 1998 et il prendra fin le 5 août 2007. Le loyer minimum annuel futur est de 140 000 $. De plus, la Société est tenue de payer l'impôt foncier et les frais d'entretien des aires communes.

### 6. Impôts sur le revenu

La Société est imposable en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les pertes qu'elle a accumulées, pour un montant de 42 283 000 $, aux fins de l'impôt sur le revenu, viennent à échéance comme suit :

| Année d'imposition d'origine | Année d'imposition d'échéance | Montant *(en milliers)* |
|---|---|---|
| 1996 | 2003 | 7 566 |
| 1997 | 2004 | 7 449 |
| 1998 | 2005 | 6 885 |
| 1999 | 2006 | 5 975 |
| 2000 | 2007 | 4 992 |
| 2001 | 2008 | 4 191 |
| 2002 | 2009 | 5 225 |
| | | 42 283 $ |

### 7. Régime de retraite

La Société a réduit considérablement son régime de pension à prestations déterminées et, comme l'ont voulu ses employés d'alors, elle a transféré les valeurs actuarielles pour services passés atteintes au 31 décembre 1998 dans un régime à cotisations déterminées. Dans la révision du régime, elle a tenu compte de tous les coûts des prestations pour services passés. En 2002, elle s'est acquittée de toutes les obligations contractées au titre de l'ancien régime de pension à prestations déterminées. La charge de retraite imputée aux résultats de 2002 en vertu du régime à cotisations déterminées s'est élevée à 319 000 $ (310 000 $ en 2001).

### 8. Prestations futures de retraite autres que la pension

La Société comptabilise la valeur actuelle des futures prestations de retraite autres que la pension. La provision actuarielle constituée au 31 décembre 2002 s'élève à 708 000 $ (652 000 $ en 2001). Les coûts des services rendus au cours de l'exercice, y compris les intérêts, sont de 81 000 $ (75 000 $ en 2001). Ces coûts peuvent faire l'objet d'une réévaluation actuarielle au cas où d'autres gains et pertes se produiraient.

Les hypothèses de départ de l'évaluation actuarielle des futures prestations ont été les suivantes : un taux d'intérêt de 6,75 %, un taux de croissance des salaires de 4,0 %, un taux annuel d'accroissement des frais médicaux et dentaires de 12,0 %, baissant graduellement à 5 % par an sur huit ans.

### 9. Frais des administrateurs

Au cours de l'exercice, les administrateurs ont touché une rémunération globale de 84 000 $ (75 000 $ en 2001). Le total des frais des administrateurs s'élève à 53 000 $ (47 000 $ en 2001). Les indemnités journalières sont de 500 $ pour le président et de 300 $ pour les autres administrateurs.

### 10. Éventualités

La Société fait l'objet de plusieurs actions en justice qui lui ont été intentées dans le cours normal de ses activités, quand elle agissait à titre d'administrateur ou de liquidateur mais, de l'avis de la direction, elle obtiendra gain de cause. Par conséquent, aucune provision n'a été établie dans les présents états financiers.

### 11. Divulgation de la juste valeur

La juste valeur de l'actif et du passif financiers, qui comprennent l'encaisse, les placements, le revenu de primes à recevoir, les débiteurs et intérêts à recevoir et les créditeurs et charges à payer, se rapproche de la valeur comptable.

La juste valeur des avances d'assurance-dépôts recouvrables et de la charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts n'a pas été déterminée, vu qu'il n'est pas possible de le faire de façon suffisamment fiable.

### 12. Rémunération

Les données ci-dessous ont été fournies en application de la Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public.

| Employé | Titre | Rémunération | Avantages imposables* |
|---|---|---|---|
| Brydges, Barry | Vice-président, Services de la stabilisation | 127 319 $ | 10 519 $ |
| Burgman, John | Chef de l'information | 109 196 $ | 11 718 $ |
| Charbonneau, Robert | Vice-président, Assurance | 133 200 $ | 10 565 $ |
| Foster, C.William D | Vice-président, Gestion de l'actif et recouvrements | 140 781 $ | 9 914 $ |
| Maxwell, James | Chef de l'administration et des finances | 123 519 $ | 11 676 $ |
| Poprawa, Andrew | Président et chef de la direction | 193 239 $ | 10 624 $ |

* Comprennent l'assurance-vie collective imposable, le

## BUREAU DU TUTEUR ET CURATEUR PUBLIC

### Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable des états financiers et de toutes les autres informations présentées dans les états financiers. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et, le cas échéant, incluent des montants calculés selon les meilleurs jugements et estimations de la direction.

Le Bureau du Tuteur et curateur public s'est engagé à respecter les normes les plus élevées d'intégrité dans la prestation de ses services. La direction a élaboré des contrôles financiers, des systèmes d'information et des pratiques qu'elle respecte afin de fournir des assurances raisonnables de la fiabilité de l'information financière et de la protection des actifs. Des vérifications internes sont effectuées en vue d'évaluer les systèmes et les pratiques de gestion, et des rapports sont remis à la Tutrice et curatrice publique et à son comité de gestion.

Les états financiers ont été examinés par le vérificateur provincial. Il est de la responsabilité du vérificateur provincial de déclarer s'il estime que les états financiers présentent fidèlement l'information financière conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur précise l'étendue de l'examen du vérificateur et son opinion.

Louise Stratford
Tutrice et curatrice publique

Sharon Yetter
Directrice financière

Le 31 juillet 2003

*Rapport du vérificateur*

Au Tuteur et curateur public de l'Ontario
et au Procureur général

J'ai vérifié le bilan du Tuteur et curateur public de l'Ontario au 31 mars 2003, les états des soldes du Fonds des successions et fiducies et du Fonds d'administration, l'état des recettes et des dépenses – Fonds d'administration non affecté, l'état des recettes et des dépenses – Fonds des projets spéciaux, l'état de l'évolution de l'encaisse – Fonds d'administration, l'état des recettes et des dépenses – Successions et fiducies et l'état de l'évolution de l'encaisse – Successions et fiducies de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Tuteur et curateur public. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Tuteur et curateur public de l'Ontario au 31 mars 2003, ainsi que des résultats de ses activités – Fonds d'administration non affecté, de ses activités – Fonds des projets spéciaux, de ses activités – Successions et fiducies, de son encaisse – Fonds d'administration et de son encaisse – Successions et fiducies pour l'exercice terminé à cette date, selon les conventions comptables expliquées dans le Résumé des principales politiques comptables.

Toronto (Ontario)
Le 11 juin 2003

J.R. McCarter, CA
Vérificateur provincial adjoint

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

Bilan

(en milliers de dollars)

Le 31 mars 2003

| | Successions et fiducies | | Fonds d'administration | |
|---|---|---|---|---|
| | **2003** | 2002 | **2003** | 2002 |
| **Actif** | | | | |
| **Espèces** | **122 $** | 1079 $ | **165 $** | 744 $ |
| **Comptes débiteurs** | **3518** | 4113 | **1637** | 2179 |
| **Oblig. et autres émiss. oblig.** | **18395** | 21249 | **-** | - |
| **Placements** (annexe A) | **819188** | 780061 | **5152** | 12196 |
| **Fonds diversifié** (annexe B) | **60478** | 72872 | **46184** | 50509 |
| **Autres élém. d'actif** (annexe C) | **97128** | 85565 | **-** | - |
| | **998829 $** | 964939 $ | **53138 $** | 65628 $ |
| **Passif et soldes des fonds** | | | | |
| **Comptes créditeurs** | **1833 $** | 1801 $ | **3593 $** | 4522 $ |
| **Provision des intérêts différés** (Note 5) | **-** | - | **-** | 8100 |
| | **1833 $** | 1801 $ | **3593 $** | 12622 $ |
| **Soldes des fonds** | **996996** | 963138 | **49545** | 53006 |
| | **998829 $** | 964939 $ | **53138 $** | 65628 $ |

Éventualités (Note 6)

Au nom du Tuteur et curateur public de l'Ontario

Tutrice et curatrice publique

Directrice financière

Le résumé des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

État des soldes du Fonds des successions et fiducies

(en milliers de dollars)

| Le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Mineurs | **365505 $** | 366081 $ |
| Patrimoines de clients | **351226** | 337827 |
| Parties en litige | **154668** | 132956 |
| Patrimoines de la Couronne (note 1) | **76687** | 77671 |
| Fonds en fiducie pour cimetières | **19497** | 18827 |
| Successions - charge d'exécuteur testamentaire | **12623** | 14215 |
| Successions non administrées | **6291** | 5773 |
| Biens appartenant à des sociétés dissoutes | **4622** | 4202 |
| Fiducies de sociétés | **3062** | 3060 |
| Titres de bien-fonds | **2815** | 2526 |
| | **996996 $** | 963138 $ |

Le résumé des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

État des soldes du Fonds d'administration

(en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2003

| | Caisse d'assurance | Fonds des projets speciaux | Caisse de réserve dans les cas de litige | Caisse de provision pour créances douteuses | Fonds d'aide financière pour l'évaluation de la capacité | Fonds non affectés | Total 2003 | Total 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Solde,** au début de l'exercice | **200 $** | **1547 $** | **2000 $** | **100 $** | **100 $** | **49059 $** | **53006 $** | 51529 $ |
| **Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses** | **-** | **(4614)** | **-** | | **-** | **1675** | **(2939)** | 2077 |
| **Disposition accrue de fonds d'assurance** | **1200** | | | | | **(1200)** | | |
| **Dem. de règl. durant l'exercice** | **(334)** | **-** | **(171)** | **-** | **(17)** | **-** | **(522)** | (600) |
| **Transferts** | | | | | | | | |
| Rembours. des demandes de règl. | **334** | **-** | **171** | **-** | **17** | **(522)** | **-** | - |
| **Solde à la fin de l'exercice** | **1400 $** | **(3067) $** | **2000 $** | **100 $** | **100 $** | **49012 $** | **49545 $** | 53006 $ |

Le résumé des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers.

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

État des recettes et des dépenses - Fonds d'administration non affecté

(en milliers de dollars)

| Pour l'exercice clos le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Recettes** | | |
| Droits perçus | | |
| Patrimoines de clients | **10667 $** | 10095 $ |
| Mineurs | **3016** | 2701 |
| Patrimoines de la Couronne | **2107** | 1761 |
| Parties en litige | **898** | 719 |
| Successions - charge d'exécuteur testamentaire | **558** | 289 |
| Biens appartenant à des sociétés de bienfaisance | **146** | 156 |
| Fonds en fiducie pour cimetières | **176** | 166 |
| Biens appartenant à des sociétés dissoutes/Fiducies de sociétés | **13** | 33 |
| Biens probablement en déshérence | **-** | 5 |
| | **17581** | 15925 |
| Recettes nettes de placements (annexe D) | **1810** | 969 |
| Intérêts bancaires, déduction faite des frais | **(390)** | (360) |
| Transfert aux fonds spéciaux de projets | **(1420)** | - |
| | **17581** | 16534 |
| **Dépenses** | | |
| Traitements et salaires | **18587** | 17823 |
| Avantages sociaux (Note 3) | **3262** | 3053 |
| Services | **2539** | 2295 |
| Transports et communications | **1412** | 1421 |
| Fournitures et matériel | **634** | 288 |
| | **26434** | 24880 |
| Moins montant reçu du ministère du Procureur général | **(10528)** | (8876) |
| | **15906** | 16004 |
| **Excédent des revenus par rapport aux dépenses pour l'exercice** | **1675 $** | 530 $ |

Le résumé des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers.

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

État des recettes et des dépenses - Fonds des projets spéciaux

(en milliers de dollars)

| Pour l'exercice clos le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Recettes** | | |
| Recettes des placements au Fonds diversifié | **1254 $** | 1232 $ |
| Plus-value non réalisée du Fonds diversifié | **(5994)** | 1311 |
| Recettes nettes de fonds investis | **1420** | - |
| | **(3320)** | 2543 |
| **Dépenses** | | |
| Traitements et salaires | **175** | 300 |
| Services | **1119** | 696 |
| | **1294** | 996 |
| **Excédent des revenus par rapport aux dépenses pour l'exercice** | **(4614) $** | 1547 $ |

Le résumé des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers.

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

État de l'évolution de l'encaisse - Fonds d'administration

(en milliers de dollars)

| Pour l'exercice clos le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Encaisse fournie par (utilisée dans)** | | |
| **Activités de fonctionnement** | | |
| Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses | (2939) $ | 2077 $ |
| Ajustements pour rapprocher l'excédent des recettes sur les dépenses en vue de déduire l'encaisse fournie par les activités de fonctionnement | | |
| Gain (Perte) sur les ventes des placements | (987) | 1519 |
| Amortissement (plus-value) non réalisé du fonds diversifié | 5994 | (1311) |
| Demandes de règlement durant l'exercice | (522) | (600) |
| Comptes débiteurs | 542 | 516 |
| Comptes créditeurs | (929) | 784 |
| Intérêts courus | (8100) | 500 |
| | (6941) | 3485 |
| **Activités de placement** | | |
| Ventes (acquisitions) de placements, nettes | 6362 | (2851) |
| **Augmentation (réduction) de l'encaisse durant l'exercice** | (579) | 634 |
| **Encaisse**, au début de l'exercice | 744 | 110 |
| Encaisse, à la fin de l'exercice | 165 $ | 744 $ |

Le résumé des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers.

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

État des recettes et des dépenses - Successions et fiducies

(en milliers de dollars)

| Pour l'exercice clos le 31 mars | 2003 | 2002 (non vérifié) |
|---|---|---|
| **Recettes** | | |
| Recettes de pension | **53912 $** | 48395 $ |
| Recettes de placements | **51505** | 48170 |
| Avantages sociaux | **42156** | 40378 |
| Autres recettes | **17305** | 15887 |
| | **164878** | 152830 |
| **Dépenses** | | |
| Installations | **66871** | 64406 |
| Honoraires du TCP (net) | **19778** | 17620 |
| Allocations | **20616** | 18337 |
| Frais de subsistance | **7073** | 6554 |
| Frais immobiliers | **5293** | 2778 |
| Impôt sur le revenu | **5055** | 4405 |
| Frais funéraires | **4489** | 3926 |
| Frais médicaux | **3091** | 2771 |
| Services publics | **1574** | 1307 |
| Assurance | **543** | 412 |
| Autres dépenses | **8855** | 7203 |
| | **143238** | 129718 |
| Excédent des revenus par rapport aux dépenses pour l'exercice | **21640 $** | 23111 $ |

Le résumé des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers.

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

État de l'évolution de l'encaisse - Successions et fiducies

(en milliers de dollars)

| Pour l'exercice clos le 31 mars 2003 | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | | (non vérifié) |
| **Encaisse fournie par (utilisée dans)** | | |
| **Activités de fonctionnement** | | |
| Excédent des recettes sur les dépenses pour l'exercice | **21640 $** | 23111 $ |
| Ajustements pour rapprocher l'excédent des recettes sur les dépenses en vue de déduire l'encaisse fournie par les activités de fonctionnement | | |
| Moins-value (plus-value) non réalisée de placements dans le Fonds | **8391** | (1559) |
| Comptes débiteurs | **595** | (640) |
| Comptes créditeurs | **32** | (591) |
| Autres éléments d'actif | **(11563)** | 1253 |
| | **19095** | 21574 |
| **Activités de placement** | | |
| Cession des obligations des clients et d'autres placements par emprunt | **2854** | 3447 |
| Rachat (achat) net de placements | **(39127)** | (4046) |
| Apport (distribution) de capitaux nets de clients | **12218** | (11428) |
| Placements dans le Fonds diversifié | | |
| Rachat (achat) net | **4003** | (7167) |
| | (20052) | (19194) |
| **Augmentation (réduction) de l'encaisse durant l'exercice** | (957) | 2380 |
| **Encaisse (dettes bancaires)** au début de l'exercice | **1079** | (1301) |
| **Encaisse**, à la fin de l'exercice | **122 $** | 1079 **$** |

Le résumé des principales politiques comptables et les notes ci-joints font partie intégrante des états financiers.

# Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

## Résumé des principales politiques comptables

**Le 31 mars 2003**

**Nature des opérations**

Le Tuteur et curateur public de l'Ontario est investi, en vertu d'un certain nombre de lois, de plusieurs fonctions qui comprennent essentiellement les responsabilités suivantes :

- la gestion des biens des adultes incapables;
- l'administration de la masse successorale de personnes décédées en Ontario sans testament et sans proche parent en Ontario;
- le regroupement des biens au nom de la Couronne conformément à la *Loi sur les biens en déshérence*, lorsque le propriétaire de ces biens est inconnu ou lorsque le propriétaire est une société qui n'existe plus;
- la gestion des fonds, hypothèques et valeurs mobilières consignés ou déposés auprès du comptable de la Cour supérieure de justice au nom de mineurs et de justiciables;
- un rôle de surveillance générale des biens des sociétés de bienfaisance.

**Méthode de comptabilité**

Le Bureau du Tuteur et curateur public suit les principes comptables généralement reconnus au Canada, sauf en ce qui concerne les points ci-après :

(i) Biens en immobilisation – Les biens de la nature d'une immobilisation achetés par le ministère du Procureur général et le Tuteur et curateur public ne sont pas capitalisés et sont imputés aux dépenses du Tuteur et curateur public durant l'année d'acquisition.

(ii) Autres biens des successions et fiducies – Les autres biens détenus au nom de clients sont comptabilisés à la valeur marchande, comme il est expliqué dans les principales politiques comptables relatives à ces articles.

**Successions et fiducies**

Les successions et fiducies représentent les comptes pour lesquels le Tuteur et curateur public de l'Ontario agit comme tuteur, curateur ou fiduciaire de la succession en vertu de la *Loi sur la prise de décisions au nom d'autrui*, la *Loi sur le Tuteur et curateur public*, la *Loi sur l'administration des successions par la Couronne* et diverses autres lois.

**Fonds d'administration**

Le Fonds d'administration est le compte de fonctionnement du Tuteur et curateur public. On y dépose les droits perçus en contrepartie des services rendus pour chaque succession et fiducie, conformément au barème des droits créé conformément à la *Loi sur le Tuteur et curateur public* et pour payer des dépenses de fonctionnement d'exploitation.

Les soldes de trésorerie du Fonds d'administration qui ne sont pas nécessaires au fonctionnement sont investis, tout comme les liquidités des successions et fiducies. Les intérêts créditeurs nets de ces placements sont virés au compte du Fonds d'administration, après distribution des intérêts versés sur les fonds des successions et fiducies, conformément aux taux d'intérêt prévus en application de la Loi.

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario
**Résumé des principales politiques comptables**

**Le 31 mars 2003**

Les fonds affectés à des buts spécifiques sont identifiés ci-dessous.

**Caisse d'assurance**
La *Loi sur le Tuteur et curateur public* et les règlements pris en application de la Loi prévoient qu'une caisse d'assurance doit être constituée en vue de supporter certaines pertes dont le Tuteur et curateur public pourrait avoir à assumer la responsabilité.

Au cours de l'exercice, la caisse d'assurance a reçu un remboursement de 333 592 $ (401 089 $ en 2002) du Fonds non affecté.

**Fonds des projets spéciaux**
Le Fonds des projets spéciaux a été constitué pour prévoir le financement des projets spéciaux importants de l'organisme. Les recettes provenant du Fonds non affecté, investis dans le Fonds diversifié et les fonds à revenu fixe, sont intégrés aux recettes du Fonds des projets spéciaux. Le financement actuel est affecté au développement et à la mise en oeuvre d'un nouveau système de technologie de gestion des fiducies.

**Caisse de réserve dans les cas de litige**
L'objectif de cette caisse est de couvrir les dépenses et coûts juridiques du Tuteur et curateur public engagés au nom de la partie adverse ou ceux qui sont engagés au nom de ses clients dans les cas de conflits.

Au cours de l'exercice, la caisse a reçu des remboursements de 171 402 $ (187 110 $ en 2002) du fonds non affecté au titre de frais de justice engagés au nom de clients.

**Caisse de provision pour créances douteuses**
L'objectif de cette caisse est de couvrir tous les comptes-clients lorsque le Tuteur et curateur public a avancé des fonds au nom d'un client et a imposé un privilège d'origine législative conformément à l'article 8.1 de la *Loi sur le Tuteur et curateur public*, mais qu'il n'arrive pas à recouvrer le montant du client.

**Fonds d'aide financière pour l'évaluation de la capacité**
Le Fonds a été créée pour couvrir les honoraires des évaluateurs de la capacité dans les cas où un client n'est pas en mesure de payer les frais d'une évaluation ou une réévaluation.

Durant l'exercice, la caisse a reçu un remboursement de 16 921 $ (11 731 $ en 2002) du fonds non affecté.

**Espèces et quasi-espèces**

La rubrique portant sur les espèces, telle qu'elle est présentée dans l'état de l'évolution de l'encaisse, comprend les soldes des espèces et quasi-espèces, détenus dans des comptes spécialement affectés au fonds d'administration. Les espèces et les quasi-espèces comprennent les fonds en caisse, les avoirs dans des comptes bancaires ainsi que les dépôts à court terme, le cas échéant, avec

# Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

**Résumé des principales politiques comptables**

**Le 31 mars 2003**

échéance de moins de 90 jours.

**Placements**

**Fonds placés**

Les fonds sont placés dans des effets à revenu fixe de haute qualité, régis par les lignes directrices de la *Loi sur les fiduciaires* en matière de placements et par les directives et limites fixées par le Bureau du Tuteur et curateur public, l'accent étant mis sur la conservation du capital et la maximisation du rendement. Cela comprend les fonds en fiducie en dollars américains dans les cas où les tribunaux ordonnent au comptable de la Cour supérieure de justice de conserver ces fonds en devises américaines.

Les fonds placés sont présentés au coût rajusté, compte tenu de l'amortissement des primes ou des escomptes sur l'achat durant la période jusqu'à l'échéance, lorsque ces titres sont intentionnellement détenus jusqu'à l'échéance.

Les intérêts créditeurs sont distribués aux participants selon un taux d'intérêt prescrit, approuvé par le comité consultatif sur les placements du Tuteur et curateur public.

**Fonds diversifié**

Le Tuteur et curateur public a établi un fonds diversifié qui comprend des actions et des valeurs à revenu fixe de haute qualité. Ce fonds a été créé en août pour fournir une solution de rechange aux clients dont l'unique objectif de placement exige une stratégie de placement plus large à plus long terme. Le fonds est assujetti aux lignes directrices de la *Loi sur les fiduciaires* en matière de placements et aux directives et limites fixées par le Bureau du Tuteur et curateur public, l'accent étant mis sur la conservation du capital et l'amélioration du pouvoir du capital à long terme. Le Fonds d'administration participe au Fonds diversifié. (Voir Annexe E)

Les rendements de placement sur ce fonds sont dévolus directement aux participants et les placements sont présentés à la valeur marchande.

**Actions et obligations des successions et fiducies**

Les actions et obligations des successions et des fiducies sont inscrites à leur valeur marchande au moment de la prise en charge des successions et des fiducies. Un rajustement annuel, pour faire correspondre la valeur de ces titres à leur valeur marchande, au moins, est fait le 31 décembre de chaque année. Des réévaluations occasionnelles sont également faites au cours de l'année.

**Biens immobiliers**

Les biens immobiliers sont inscrits à leur valeur d'expertise au moment de la constitution de la fiducie et font l'objet de réévaluations périodiques.

**Assurance-vie**

L'assurance-vie est inscrite à sa valeur de rachat nette au moment de la constitution de la fiducie et est réévaluée tous les deux ans.

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

**Résumé des principales politiques comptables**

**Le 31 mars 2003**

**Conversion de devises**

Les devises étrangères sont converties en dollars canadiens de la manière suivante :

À la date de transaction, chaque actif, passif, recette ou dépense est converti en dollars canadiens au taux de change en vigueur à cette date.

À la fin de l'année, les actifs et passifs monétaires en dollars américains sont convertis en dollars canadiens en appliquant le taux de change en vigueur à cette date. Les gains et pertes résultant de l'opération de change sont inclus dans les recettes de la période en cours. Au 31 mars 2003, le Tuteur et curateur public détenait uniquement des dollars américains en devises étrangères.

**Utilisation des prévisions**

La préparation des états financiers conformément aux politiques comptables indiquées ci-dessus exige que la direction fasse des prévisions et hypothèses qui concernent les montants déclarés d'actif et de passif à la date des états financiers et les montants déclarés des recettes et dépenses durant la période déclarée. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction à mesure que des renseignements supplémentaires deviennent plus tard disponibles.

# Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

**Notes afférentes aux états financiers**

**Le 31 mars 2003**

## 1. Fonds dévolus à la Couronne

La *Loi sur les biens en déshérence* autorise le Tuteur curateur public à prendre possession des biens vacants échus par droit à la Couronne, conformément aux dispositions de la *Loi portant réforme du droit des successions*, de la *Loi sur les sociétés par actions*, ou en vertu de la *common law*. Les biens ainsi reçus par le Tuteur et curateur public et qui ne sont pas réclamés au bout de 10 ans sont affectés au Trésor de la province.

Aucun transfert au Trésor de la province n'a eu lieu durant l'exercice. Au cours de l'exercice 2002, la somme de 257 555 $ a été transférée à la province.

## 2. Transferts au Trésor

Conformément au paragraphe 9(5) de la *Loi sur le Tuteur et curateur public*, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner le versement du solde créditeur du Fonds d'administration au Trésor de la province.

Aucun transfert au Trésor de la province n'a eu lieu durant l'exercice.

## 3. Régime de prestations de retraite futures

Le Tuteur et curateur public assure des prestations de retraite à ses employés en contribuant à la caisse de retraite des fonctionnaires et la caisse de retraite du Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario, qui sont des régimes de pension à prestations déterminées multientreprises. Ces régimes sont comptabilisés comme des régimes de pension à prestations déterminées, l'organisme n'ayant pas les renseignements suffisants pour appliquer la comptabilité des régimes de pension à prestations déterminées. Les dépenses représentent la contribution de l'organisme aux régimes durant l'exercice. La part des contributions du Tuteur et curateur public à ces fonds durant l'exercice était de 986 603 $ (799 384 en 2002) et est comprise dans les avantages sociaux à l'état des recettes et des dépenses – Fonds non affecté. Le coût des prestations salariales n'ouvrant pas droit à pension pendant la retraite est payé par le Secrétariat du Conseil de gestion et n'est pas inclus dans l'état des recettes et des dépenses – Fonds non affecté.

## 4. Hypothèques et valeurs mobilières en fiducie

En sa capacité de comptable de la Cour supérieure de justice, le Tuteur et curateur public agit également comme dépositaire d'hypothèques d'un montant de 1 004 108 $ (501 133 $ en 2002) et de diverses valeurs mobilières et documents d'une valeur nominale de 3 928 285 $ (3 709 732 $ en 2002). Ces montants ne sont pas exprimés dans les états financiers car le Tuteur et curateur public n'agit pas comme fiduciaire de ces fonds mais simplement comme dépositaire au nom du client. Le Tuteur et curateur public en sa capacité de dépositaire détient aussi des lettres de crédit, des cautions de privilège, des cautions de tutelle et des garanties d'exécution pour les parties en litige.

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2003

5. Provision des intérêts diffé rés

Cette disposition devait couvrir toutes les pertes potentielles des stratégies de placement. On a déterminé que les fonds n'étaient plus requis pour couvrir des pertes et le montant total de 8 100 000 $ a été distribué aux successions et fiducies.

6. Éventualités

Le Tuteur et curateur public prend part à diverses poursuites judiciaires dans le cadre de ses activités courantes et on ne peut prévoir à l'heure actuelle l'issue de ces poursuites ni la façon dont elles seront réglées.

7. Données compar atives

Certains des chiffres comparatifs ont été reclassifiés pour être conformes à la présentation actuelle.

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

Annexe A - Placements

(en milliers de dollars)

| Le 31 mars | | 2003 | 2002 |
|---|---|---|---|
| **Espèces** | | **3691 $** | 13893 $ |
| **Intérêts courus** | | **10101** | 11443 |
| **Placements à court terme** | | **483248** | 91641 |
| | | **497040** | 116977 |
| **Placements à long terme** | | | |
| Obligations de sociétés | (i) | **51436** | 170450 |
| Obligations du gouvernement du Canada | (ii) | **97919** | 187825 |
| Gouvernements provinciaux | (iii) | **117298** | 199874 |
| Obligations d'établissements financiers | (iv) | **60647** | 117131 |
| | | **327300** | 675280 |
| | | **824340 $** | 792257 $ |
| **Répartis comme suit :** | | | |
| Successions et fonds en fiducie | | **819188 $** | 780061 $ |
| Fonds d'administration | | **5152** | 12196 |
| | | **824340 $** | 792257 $ |

| **Placements à long terme** | **Taux d'intérêt** | **Coût** | Valeur marchande |
|---|---|---|---|
| (i) Obligations de sociétés | | | |
| 1 - 3 ans | **3.70 - 7.75%** | **51436 $** | 51742 $ |
| 3 ans + | | | |
| | | **51436** | 51742 |
| (ii) Gouvernement fédéral | | | |
| 1 - 3 ans | **3.50 - 9.00%** | **97919** | 98955 |
| 3 ans + | | | |
| | | **97919** | 98955 |
| (iii) Gouvernements provinciaux | | | |
| 1 - 3 ans | **4.87 - 8.25%** | **117298** | 118407 |
| 3 ans + | | | |
| | | **117298** | 118407 |
| (iv) Établissements financiers | | | |
| 1 - 3 ans | **4.55 - 6.60%** | **26166** | 26533 |
| 3 ans + | **5.10 - 8.40%** | **34481** | 34445 |
| | | **60647** | 60978 |
| | | **327300 $** | 330082 $ |

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

Annexe B - Fonds diversifié

(en milliers de dollars)

| Le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Encaisse/(Dettes bancaires)** | **(18) $** | 59 $ |
| **Intérêts accrus** | **138** | 583 |
| **Billets à court terme** | **6822** | 6593 |
| | **6942** | 7235 |
| **Obligations** | **41480** | 45341 |
| **Actions canadiennes** | **31512** | 37356 |
| **Actions étrangères** | **26728** | 33449 |
| | **106662 $** | 123381 $ |
| **Répartis comme suit :** | | |
| Successions et fonds en fiducie | **60478** | 72872 |
| Fonds d'administration | **46184** | 50509 |
| | **106662 $** | 123381 $ |

Annexe C - Autres éléments d'actifs

(en milliers de dollars)

| Le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Immobilier** | **52620 $** | 46587 $ |
| **Titres et autres valeurs mobilières** | **37028** | 29376 |
| **Hypothèques et emprunts débiteurs** | **859** | 894 |
| **Assurance-vie** | **3145** | 3066 |
| **Autre** | **9808** | 9602 |
| | **103460** | 89525 |
| **Moins : hypothèques et emprunts débiteurs** | **6332** | 3960 |
| | **97128 $** | 85565 $ |

## Le Tuteur et curateur public de l'Ontario

Annexe D - Recettes des placements

(en milliers de dollars)

| Pour l'exercice clos le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | | (non vérifié) |
| **Recettes des placements** | **47904 $** | 45856 $ |
| **Gain (perte) sur la vente de placements** | **987** | (1519) |
| | **48891** | 44337 |
| **Moins : Les intérêts distribués aux successions et fiducies** | **47081** | 42868 |
| **La provision des intérêts différés (Note 5)** | **-** | 500 |
| | **47081** | 43368 |
| | **1810 $** | 969 $ |

Annexe E - Recettes (perte) du Fonds diversifié - Fonds d'administration

(en milliers de dollars)

| Pour l'exercice close le 31 mars | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Recettes des placements** | **1254 $** | 1232 $ |
| **Plus-value non réalisée (amortissement) du Fonds diversifié** | **(5994)** | 1311 |
| | **(4740) $** | 2543 $ |

# PERTES RADIÉES DES COMPTES

***(En vertu de la Loi sur l'administration financière)***
**pour l'exercice clos le 31 mars 2003**

## Ministère

| | $ |
|---|---|
| Finances | 65 434 060,80 |
| Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance | 7 859 646,88 |
| Formation, Collèges et Universités | 4 931 222,90 |
| Transports | 2 620 471,99 |
| Santé et Soins de longue durée | 1 492 119,15 |
| Affaires municipales et Logement | 1 162 064,12 |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | 368 854,14 |
| Développement du Nord et Mines | 266 116,00 |
| Secrétariat du Conseil de gestion | 138 073,86 |
| Richesses naturelles | 94 447,15 |
| Agriculture et Alimentation | 81 325,40 |
| Entreprise, Débouchés et Innovation | 52 267,00 |
| Environnement et Énergie | 11 368,50 |
| Sûreté et Sécurité publique | 4 732,64 |
| Travail | 50,00 |
| TOTAL DES MINISTÈRES | 84 516 820,53 |
| Sociétés de développement de l'Ontario | 311 252,00 |
| **RADIATIONS TOTALES** | **84 828 072,53** |

# REMISE DE RECETTES DE 1 000 $ ET PLUS

**(aux termes de la *Loi sur le ministère du Revenu*)**
**accordée pour l'exercice clos le 31 mars 2003**

| Ministère des Finances | $ |
|---|---|
| GE Capital Mortgage Insurance Canada (GEMICO) | 233 000 |

Le 3 février 2003, cette remise de la taxe de vente au détail a été accordée conformément à l'article 11 de la *Loi sur le ministère du Revenu*, concernant la remise d'intérêts payables par GEMICO sur les cotisations aux termes du paragraphe 20(3) de la *Loi sur la taxe de vente au détail*, pour la période antérieure au 1er juillet 2001.

Cette exonération a été accordée pour éviter des répercussions exagérément punitives, à la lumière de la décision d'étendre l'exonération de la TVD qui s'applique aux droits de souscription d'assurance hypothécaire aux droits perçus par les assureurs privés. Il est équitable et dans l'intérêt public de renoncer aux obligations d'intérêts résultant de l'imposition de la pénalité.

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant au service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au (416) 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 880, rue Bay, Toronto.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario Mail Order, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario, M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 880 Bay Street, Toronto.

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2003
ISSN 0833-1189